



**HAL**  
open science

## **Femmes sans frontières : stratégies transnationales féminines face à la mondialisation (XIXe-XXe siècles)**

Marie-Pierre Arrizabalaga, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo

### ► To cite this version:

Marie-Pierre Arrizabalaga, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo (Dir.). Femmes sans frontières : stratégies transnationales féminines face à la mondialisation (XIXe-XXe siècles). Peter Lang, 2011. hal-03704766

**HAL Id: hal-03704766**

**<https://hal.science/hal-03704766>**

Submitted on 13 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **FEMMES SANS FRONTIERES**



**MARIE-PIERRE ARRIZABALAGA, DIANA BURGOS-VIGNA  
& MERCEDES YUSTA (DIR.)**

# **FEMMES SANS FRONTIERES**

**STRATÉGIES TRANSNATIONALES FÉMININES FACE  
À LA MONDIALISATION, XVIIIÈ-XXIÈ SIÈCLES**



**PETER LANG**

Bern · Berlin · Bruxelles · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

**Information bibliographique publiée par «Die Deutsche Nationalbibliothek»**  
«Die Deutsche Nationalbibliothek» répertorie cette publication dans la  
«Deutsche Nationalbibliografie»; les données bibliographiques détaillées  
sont disponibles sur Internet sous <<http://dnb.d-nb.de>>.

Publié avec le soutien de l'Université Paris 8, du Laboratoire d'Etudes Romanes  
(LER, EA 4385), de l'Université de Cergy-Pontoise, du Centre de recherches  
Civilisations et Identités Culturelles Comparées (CICC, EA 2529), et de l'Institut  
Emilie du Châtelet.

Illustration de couverture : Antoine Arrizabalaga, «Elles n'avaient pour bagage  
que leur histoire», Acrylique sur toile, 100X80, août 2008.

ISBN 978-3-0343-0587-7

© Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne 2011  
Hochfeldstrasse 32, CH-3012 Berne, Suisse  
[info@peterlang.com](mailto:info@peterlang.com), [www.peterlang.com](http://www.peterlang.com)

Tous droits réservés.

Cette publication est protégée dans sa totalité par copyright.  
Toute utilisation en dehors des strictes limites de la loi sur le copyright est  
interdite et punissable sans le consentement explicite de la maison d'édition.  
Ceci s'applique en particulier pour les reproductions, traductions, microfilms,  
ainsi que le stockage et le traitement sous forme électronique.

Imprimé en Suisse

## Remerciements

Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif qui n'aurait pu voir le jour sans l'appui de certaines personnes et institutions que nous souhaitons vivement remercier ici. Deux universités ont plus particulièrement soutenu le projet en apportant l'aide scientifique et financière sans laquelle il aurait été impossible de mener à terme cette publication. Nous exprimons donc toute notre reconnaissance à l'Université de Cergy-Pontoise et à l'Université de Paris 8 Vincennes – Saint-Denis qui ont soutenu scientifiquement, matériellement et financièrement le projet depuis sa conception jusqu'à la publication de cet ouvrage.

En matière de collaboration scientifique, nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Centre de Recherche «Civilisations et Identités Culturelles Comparées» et à son directeur, le professeur René Lasserre, de l'Université de Cergy-Pontoise, ainsi qu'au Laboratoire d'Etudes Romanes et à ses directeurs, les professeurs Françoise Decroisette et Julio Premat, de l'Université de Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, qui ont encouragé et porté ce projet scientifique.

Nous souhaitons également remercier l'Institut Emilie du Châtelet pour sa participation dans le financement de cette publication. La Fondation a soutenu le projet dès son origine, fidèle à sa vocation de soutien à tout projet pour le développement et la diffusion des recherches sur les femmes, le sexe et le genre. De la même manière, la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise qui, dans sa volonté de soutenir certains projets pédagogiques et scientifiques de l'Université de Cergy-Pontoise, n'a pas hésité à apporter son concours décisif dès la conception du projet.

Merci infiniment aux auteur(e)s qui ont participé à cette publication collective pour la qualité de leurs articles et la patience dont ils/elles ont su faire preuve. Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à quelques personnalités qui par leurs analyses critiques et commentaires constructifs comme discutantes pendant et après le colloque des 18, 19 et 20 septembre 2008 ont généreusement partagé leurs réflexions et expériences scientifiques afin d'enrichir les débats, proposer de nouveaux champs d'analyse, et donner des conseils scientifiques qui tous rassem-

blés ont grandement aidé à l'aboutissement de cette publication et, nous l'espérons, à son originalité. C'est pourquoi nous remercions tout particulièrement Antoinette Fauve-Chamoux de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) à Paris, Sølvi Sogner de l'Université d'Oslo en Norvège, Catherine Jacques de l'Université Libre de Bruxelles en Belgique, Ofelia Rey Castelao de l'Université de Santiago de Compostella en Espagne, Margarida Durães de l'Université du Minho au Portugal, Danièle Bussy Genevois de l'Université de Paris 8 Vincennes – Saint-Denis et Arlette Gautier de l'Université de Bretagne Occidentale. A toutes, ainsi qu'à tou(te)s les participant(e)s, nous exprimons notre gratitude.

Un grand merci également à Antoine Arrizabalaga qui s'est gracieusement chargé de l'illustration qui a servi de couverture de cet ouvrage. L'auteur qui a intitulé sa peinture «Elles n'avaient pour bagage que leur histoire» s'est inspiré des différents thèmes développés dans l'ouvrage pour témoigner à sa manière de la volonté des femmes à exprimer leurs rêves, leurs quêtes et leurs combats féminins et/ou féministes, pour un avenir meilleur pour elles-mêmes, leurs familles et leurs consœurs dans le monde. Pour finir, remercions Léa Arrizabalaga, de *Services d'Edition*, qui s'est chargée du formatage de l'ouvrage et qui nous a donc aidées à mener à bien cette publication aux Editions Peter Lang.

Enfin, un grand merci à toutes les femmes du monde qui, par leurs actions locales ou transnationales, individuelles ou collectives, n'ont de cesse de faire tomber les murs et les frontières.

# Sommaire

Introduction: éléments de méthodologie générale pour une approche transnationale du genre .....	1
<i>Marie-Pierre ARRIZABALAGA, Diana BURGOS-VIGNA, Mercedes YUSTA</i>	

## **Première Partie** **Stratégies transnationales de femmes migrantes**

Scandinavian women to Amsterdam in the Dutch Golden Age: migratory strategies.....	31
<i>Sølvi SOGNER</i>	

Femmes migrantes et réseaux de solidarité transnationaux au sein de la domesticité madrilène à l'aube du XVIII <sup>e</sup> siècle.....	49
<i>Sarah PELLETIER-PECH</i>	

Le <i>care</i> dans les stratégies migratoires au début du XXI <sup>e</sup> siècle: quel gain d'autonomie pour les femmes migrantes en Belgique?.....	67
<i>Florence DEGAVRE et Gertraud LANGWIESNER</i>	

<i>Harragas</i> au féminin: les <i>brûleuses</i> de frontière marocaines vers l'Espagne.....	93
<i>Chadia ARAB</i>	

Entre Occident et Orient, Amérique et Océan indien: voix et voies de femmes chez Chitra Banerjee Divakaruni.....	113
<i>Laurence GOUAUX</i>	

Moving women: bourgeois feminist migration strategies in the 1870s and 1880s.....	127
<i>Angelika SAUER</i>	



**Deuxième partie**  
**Construction d'un espace transnational**  
**d'expression politique féminine**

Women's transnational activism through the lens of the Nobel Peace Prize: Nobel Women's Initiative.....	153
<i>Robin BISHA</i>	
Du «féminin» universel au «féminisme» européen: l'Association Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (1868-1870).....	173
<i>Alice PRIMI</i>	
La Communauté internationale et les droits des femmes.....	193
<i>Virginie ROZÉE</i>	
Mobilisations et stratégies des Afro-Américaines dans un espace transnational: l'ONU (1975-1995).....	213
<i>Fatma RAMDANI</i>	
Les féministes belges: de la scène nationale à l'action internationale (1918-1970).....	231
<i>Catherine JACQUES</i>	
La mobilisation politique des femmes immigrées au niveau européen: quelles stratégies pour quels enjeux? .....	249
<i>Isabelle CARLES-BERKOWITZ</i>	

**Troisième partie**  
**Du transnational au national:**  
**bousculer les frontières du genre**

Bourgeois and international networks as strategies for female civil servants in the late 19 <sup>th</sup> and the early 20 <sup>th</sup> century Europe.....	271
<i>Beatrice MORING</i>	
Une voix dans le désert. La réception en Espagne de la croisade abolitionniste de Josephine Butler dans le dernier quart du XIX <sup>e</sup> siècle .....	291
<i>Jean-Louis GUEREÑA</i>	
Amélie d'Orléans et Bragançe. L'œuvre d'une reine malaimée au Royaume du Portugal (1886-1910).....	313
<i>Margarida DURÃES</i>	
La Section Féminine de la Phalange à l'épreuve des réalités transnationales du régime franquiste.....	333
<i>Karine BERGÈS</i>	
Josefina Aldecoa, le cheminement d'une pionnière dans l'Espagne des années 50 entre Madrid, Londres, Vienne et New-York .....	351
<i>Odile DIAZ FELIU</i>	
De la scène locale à l'espace transnational. Les conditions de la <i>transnationalisation</i> de l'entraide féminine.....	369
<i>Séverine CHAUVEL et Alexandre MAMARBACHI</i>	
Lieux et formes de transnationalisation du féminisme: le cas de l'Europe de l'Est depuis 1990.....	385
<i>Ioana CÎRSTOCEA</i>	
Liste des auteur(e)s .....	403



# Introduction:

## Eléments de méthodologie générale pour une approche transnationale du genre

Marie-Pierre ARRIZABALAGA  
Diana BURGOS-VIGNA  
Mercedes YUSTA

Le choix thématique et méthodologique de cet ouvrage, et c'est là que réside son originalité scientifique, est de présenter le croisement de ces deux phénomènes *a priori* distincts que sont les stratégies des femmes et les dynamiques transnationales. Malgré une littérature de plus en plus abondante et diversifiée sur les femmes et les problématiques de genre, rares sont les analyses en France qui privilégient une approche transnationale de leurs actions et mobilisations et ce, même lorsqu'elles se déploient au niveau international. Pourtant, dès le début des années 2000 dans les pays anglo-saxons, les sociologues, politologues et historiens placent les mouvements transnationaux de femmes au cœur de leurs analyses, en les associant notamment aux nouveaux courants d'études sur la globalisation ou sur les réseaux (Naples et Desai 2002; Haussman et Sauer 2007; Marx Ferree et Tripp 2006; Moghadam 2005).

L'usage de cette approche transnationale et la prise en compte des comportements et parcours féminins invitent à proposer des analyses plus fines qui traduisent davantage la complexité des processus et des phénomènes sociaux. Même si la recherche en sciences humaines et sociales s'est souvent limitée à un cadre national, l'étude des processus et mouvements sociaux et des trajectoires individuelles ou collectives de leurs protagonistes, hommes et femmes, montrent que cette dimension transnationale y est souvent présente. Et dans ces processus et mouvements, les femmes jouent un rôle déterminant. Pourtant, elles ont été souvent ignorées des chercheurs, qui ont mis du temps à prendre en compte les parcours individuels ou collectifs des femmes parce qu'ils les jugeaient dépendants des parcours masculins et/ou indifférenciés de ceux des hommes. Depuis une trentaine d'années cependant, les femmes ne sont plus considérées par les chercheurs comme des sujets passifs des

phénomènes sociaux, mais sont au contraire appréhendées comme des sujets actifs et responsables de leurs décisions et de leurs actions, c'est-à-dire maîtresses de leurs choix et de leurs destins. Dès lors, les chercheurs, et tout particulièrement les chercheuses féministes, se sont efforcé(e)s de restituer les capacités féminines (*the capability approach*) à développer des parcours, mouvements et cheminements individuels ou collectifs qui leur sont propres, en phase avec leur propre volonté de mobilité, de reconnaissance, d'indépendance, voire de prise de pouvoir (*empowerment*), d'où le concept de «stratégies féminines» central dans cet ouvrage.

## L'approche de genre et l'étude des stratégies féminines

Depuis les années 1970, les questionnements et critiques des chercheuses féministes s'efforcent de montrer le caractère androcentrique des sciences humaines et sociales – qui seraient des «sciences de l'homme» au sens strict – et de faire émerger les femmes en tant que sujets à part entière, susceptibles d'être étudiés à partir d'une approche pluridisciplinaire. C'est de ce questionnement-là que sont nées, aux Etats-Unis, les *Women's Studies*, avec le but, aussi bien scientifique que politique, de rendre visibles les femmes et leurs actions. Or, la définition d'un sujet «femmes» se doit d'éviter l'écueil de la naturalisation d'une identité féminine éternelle et immuable, assise sur une prétendue évidence biologique. Il s'agit au contraire de mettre en évidence le fait que les identités sexuelles des individus, hommes et femmes, se construisent et s'élaborent dans les sociétés à travers un réseau complexe de significations, d'intérêts et de hiérarchies, et que ces identités n'ont de sens que dans la mesure où elles s'établissent dans un rapport à la fois interdépendant et inégalitaire. Il y a bel et bien, dans toutes les sociétés, une hiérarchie entre les sexes, socialement et culturellement construite, dont découlent des rapports de domination qui conditionnent, dans une grande mesure, la vie des individus. C'est cette élaboration des identités sexuelles, qui comporte des rapports de domination et de hiérarchisation, que l'on englobe sous la dénomination de genre, qui constitue ainsi à la fois un concept et un champ d'étude. Et si les *Women's Studies* avaient

permis de faire émerger les femmes en tant que sujets/objets de recherches scientifiques, les *Gender Studies* ont favorisé l'émergence des problématiques qui concernent aussi bien les rapports entre les sexes que la façon dont les individus doivent composer avec leur identité sexuelle pour mener à bien leurs actions individuelles ou collectives (Hurtig, Kail et Rouch 1991; Rouch et Löwy 2003; Dorlin 2008).

Dans cette approche, les femmes sont ainsi définies non pas par le biais d'une identité sexuelle immuable, mais par les contraintes et les perspectives que l'attribution de cette identité sexuelle suppose, par la place qu'elles occupent dans une société donnée. Mais ces contraintes, perspectives et places sont elles-mêmes dynamiques. Ainsi, les femmes ont souvent bousculé les contraintes, élargi les perspectives et occupé des espaces qui leur étaient interdits. L'identité féminine évolue donc au gré des actions développées par les femmes elles-mêmes en vue d'améliorer leur situation et de faire bouger le rapport de forces entre les sexes. Par conséquent, si les femmes sont l'objet des recherches réunies dans cet ouvrage, notre approche relève bien d'une perspective de genre, qui tient compte du caractère construit des identités sexuelles ainsi que du cadre issu des rapports entre les sexes et dans lequel apparaissent et se développent les actions des femmes.

Par ailleurs, c'est sur les actions des femmes qu'est mis l'accent dans cet ouvrage, actions individuelles ou collectives, d'où le choix de la notion de «stratégies» féminines. Considérer que les femmes développent des «stratégies» revient non seulement à admettre qu'elles agissent en tant que sujets autonomes, mais aussi que leurs actions relèvent, du moins en partie, d'une planification rationnelle. Cela implique une réévaluation de l'autonomie individuelle par rapport aux structures (qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou culturelles) qui conditionnent les actions des individus. Les études réunies dans cet ouvrage proposent ainsi de mettre l'accent sur la capacité des femmes à agir, leur *agency* selon le concept utilisé en sociologie du genre, traduit en français (de façon insatisfaisante) par l'expression «puissance d'agir» (Butler 1990; Mani 1992).

La recherche féministe a très tôt porté son attention sur cette capacité des femmes d'agir et sur la mise en place de stratégies pour faire face au pouvoir. Ce dernier est ici conçu non pas de façon localisée (comme le pouvoir de l'Etat par exemple) mais, à la manière foucauldienne, comme un ensemble complexe et multipolaire qui régule et limite les actions des

individus en instaurant des *normes* appliquées par un réseau d'institutions et qui finissent par être intériorisées par les individus eux-mêmes, devenus alors leurs propres censeurs (Foucault 1975). La mise en place des systèmes de genre, avec leur cortège de normes implicites ou explicites sur ce que les femmes peuvent ou ne peuvent pas faire, est un excellent exemple du fonctionnement de ce pouvoir multiforme. De leur côté, les femmes ont toujours été capables de développer des stratégies pour parvenir à leurs fins, en mettant à profit les marges laissées par la normativisation de genre ou en les élargissant lors de processus complexes de résistance et de négociation, qui parfois parviennent à contraindre le(s) pouvoir(s) à s'adapter aux demandes des femmes (Kessler-Harris 1984).

Or, si ce pouvoir qui impose des normes genrées aux femmes (mais aussi parfois aux hommes) est diffus et multipolaire, force est de constater qu'il a trouvé dans l'Etat-nation un puissant allié (Yuval-Davies 1997). En effet, le processus de construction des Etats-nations libéraux en Occident, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est accompagné d'une réorganisation et recodification des normes de genre configurant un ordre patriarcal et hétérosexuel qui excluait les femmes de l'exercice d'une citoyenneté définie au masculin et où, au delà des spécificités nationales, la famille et le rôle maternel dévolu aux femmes étaient centraux (Blom, Hagemann et Hall 2000). Face à cette réorganisation genrée de l'Etat-nation, les femmes se sont très vite tournées vers une sororité transnationale pour construire des stratégies de revendication d'égalité et de citoyenneté. En se reconnaissant égales entre elles au-delà des frontières, en établissant leurs intérêts communs face aux Etats-nations «masculins», les premières féministes ont inauguré l'espace transnational comme espace privilégié des stratégies féminines d'émancipation. Les historiennes du féminisme ont pourtant mis un certain temps à déployer leurs recherches dans cet espace transnational, privilégiant plutôt le cadre de l'Etat-nation. Ce n'est que maintenant, parallèlement au développement de l'histoire globale et de l'histoire transnationale, que les recherches historiques sur les femmes et le féminisme sont envisagées à leur tour dans cette approche transnationale (Cova 2009).

En même temps, il est apparu que pour mieux cerner les phénomènes sociaux et définir leurs impacts globaux, les chercheurs devaient faire usage de méthodes diverses dont les racines disciplinaires se situent dans différents domaines de recherche en sciences sociales (la sociologie et

l'anthropologie notamment). Aussi, aujourd'hui, la recherche sur les femmes et le genre est davantage pluridisciplinaire, ce qui permet de construire des objets de plus en plus complexes qui tiennent compte de différents paramètres qui ont une influence dans les trajectoires individuelles ou collectives des femmes et où la dimension transnationale est progressivement intégrée. Dans ce monde globalisant, notamment depuis les années 1980, en raison de la plus grande internationalisation des phénomènes sociaux, politiques, migratoires et économiques, les individus, les groupes et les sociétés sont de plus en plus connectés par des liens étroits et développent entre eux des relations complexes qui vont au-delà des Etats-nations. Ces liens transnationaux mènent les individus, groupes et communautés à s'influencer réciproquement de telle sorte que leur évolution doit être analysée dans toute la complexité de ces interrelations. Dans ce nouveau contexte, l'usage de l'approche transnationale et de méthodes pluridisciplinaires dans l'étude de phénomènes sociaux a toute sa place.

## Les apports de l'analyse transnationale dans le domaine des sciences sociales

En France, les études sur les stratégies et mobilisations de femmes, qu'elles soient historiques ou sociologiques, restent le plus souvent ancrées dans des cadres nationaux. Elles intègrent la dimension internationale principalement *via* l'étude des influences extérieures sur les formes d'actions, analysant par exemple l'impact de la mondialisation sur les luttes et les rôles des femmes (Falquet 2010). Bien que certaines analyses en sciences politiques mettent récemment l'accent sur «la transnationalisation de l'action collective» (Siméant 2010), les travaux de recherche sur les mouvements sociaux de femmes, ou sur les rapports homme-femme dans l'action collective, présentent encore peu d'illustrations de ces mouvements à l'échelle internationale ou transnationale (Fillieule 2009). Sur ce dernier aspect, les études consacrées aux mouvements altermondialistes et à l'émergence d'une société civile dite «mondiale» (Vielajus 2009) ont été les plus nombreuses, occultant parfois d'autres types de mouvements transnationaux.



La prise en compte de la dimension transnationale dans les études de genre est, elle aussi, récente dans la littérature francophone en sciences sociales (Marques Pereira et als. 2010). Le présent ouvrage cherche donc à enrichir les études dans ce domaine. Effectivement, en optant pour une approche transnationale des stratégies de femmes, les auteurs cherchent à analyser le genre en identifiant des processus souvent demeurés invisibles dans les analyses traditionnelles. La dimension transnationale leur permet de dépasser le cadre traditionnel de l'Etat stato-centré pour identifier des dynamiques plus complexes. Cette approche, dont Robert Keohane et Joseph Nye (1972) sont souvent présentés comme les initiateurs, a en effet été utilisée dès les années 1970 pour enrichir l'étude des relations internationales, qui n'intégrait jusqu'alors que les acteurs étatiques. En s'intéressant aux liens et aux solidarités entre acteurs non étatiques, ils ouvrent la voie, dans différentes disciplines des sciences sociales, à l'observation d'un monde plus complexe, dans lequel se croisent et s'entrecroisent des acteurs aux stratégies multiples, issus de secteurs et milieux divers, et qui jouent un rôle aussi significatif que les traditionnels Etats dans les transferts culturels, politiques, économiques, et par conséquent dans les dynamiques de changement social.

Ces nouvelles approches éclairent par exemple le rôle majeur joué par des acteurs non étatiques tels que les ONGs et les stratégies spécifiques qu'elles mettent en œuvre (Keck et Sikkink 1998) ou encore les différents facteurs qui poussent les acteurs à s'internationaliser (Della Porta et Tarrow 2005). Il est dès lors possible, comme le souligne Bertrand Badie, d'identifier des «stratégies nouvelles, incitant les individus à transcender les frontières et à adopter des modes d'identification multiple, volatile, et laissant somme toute au calcul d'intérêts et de coûts une part plus importante que naguère» (Badie 1995, 135).

L'émergence des femmes sur la scène mondiale amène en effet à s'interroger également sur les logiques d'actions individuelles ou collectives et par conséquent sur la rationalité des choix opérés. Ils font notamment suite à la prise de conscience des limites des actions individuelles ou collectives entreprises dans le cadre des Etats-nations. Cette situation donne alors lieu à l'émergence de différents types d'actions parmi lesquels les «stratégies de contournement de l'Etat» (Colonomos 1998) sont les plus fréquemment utilisées par les femmes ou les organisations auxquelles elles participent. Il faut cependant préciser que si la notion de stratégie met en lumière ces choix rationnels, elle n'écarte pas,

dans les contributions réunies ici, les facteurs externes qui pèsent sur les actions entreprises, comme le poids de l'environnement économique, politique et socioculturel dans lequel elles se déploient.

Enfin, la notion de stratégie est particulièrement utile pour mettre l'accent sur des parcours individuels, déterminants dans la «transnationalisation» de nombreuses actions. Elle permet ainsi l'étude, non seulement des collectifs, associations ou autres organisations, mais également des figures de femmes aux parcours exceptionnels. L'intégration de cette notion dans l'analyse des actions transnationales met alors en évidence le rôle des trajectoires individuelles et/ou collectives dans la circulation de revendications, mobilisations ou ressources diverses.

L'intégration de la dimension transnationale dans l'étude des stratégies déployées par les femmes pour diffuser des ressources ou des valeurs, et agir à différents niveaux, tant sur la scène internationale que nationale ou locale, revient en effet à identifier des éléments souvent occultés dans l'analyse de processus observés uniquement sous le prisme international. L'éclairage transnational permet ainsi d'observer et d'analyser les différentes étapes des processus, des particularités et des évolutions des répertoires d'actions utilisés – certains auteurs y voient l'émergence d'un nouveau répertoire «transnational et solidariste» (Cohen et Rai 2000), ou encore de mettre l'accent sur les éléments biographiques incitant certaines femmes à l'action internationale et/ou transnationale. De même, les outils et supports privilégiés des femmes dans la mise en place des stratégies transnationales peuvent alors être mis en lumière, tout comme les lieux de contact et de circulation des ressources et des savoirs (forums ou lieux virtuels, espaces transnationaux par excellence). Il est alors possible de repérer de façon plus fine les croisements des acteurs et des réseaux issus de champs divers, ainsi que les dynamiques identitaires préalables aux stratégies ou, au contraire, engendrées par elles.

## Femmes et mondialisation

L'un des objectifs de cet ouvrage est d'explorer les multiples possibilités que cet espace transnational a offert aux femmes, au-delà même des combats féministes, au cours des trois derniers siècles caractérisés par une mondialisation accélérée des échanges et des espaces. La transnationalisation des actions des femmes, dans les travaux réunis ici, se présente comme un moyen parmi d'autres de se donner le pouvoir d'agir, une stratégie d'*empowerment* pour contourner des Etats nationaux qui restent souvent le cadre privilégié de la mise en place de politiques de genre limitant les possibilités d'autonomie et d'émancipation des femmes.

Il ne s'agit en aucun cas de porter un regard naïf sur la mondialisation et ses effets, souvent très négatifs sur les vies des femmes, notamment dans les pays en voie de développement. Souvent interprétée comme un phénomène de nature principalement économique et financière, la mondialisation est analysée comme une «occidentalisation du monde», une extension du capitalisme à l'échelle planétaire (Latouche 1988; Talahite 2000). Plusieurs recherches ont pointé ses effets négatifs en termes d'extension des rapports de domination et d'exploitation, tout comme son impact sur l'environnement (Talahite 2000). De nombreuses chercheuses critiquent également son emprise sur la vie des femmes et la dégradation de leurs conditions de vie, surtout dans les pays de la «périphérie» capitaliste, où les femmes sont en proie à une brutale prolétarianisation. Pour Rada Ivecovic la mise en place de la mondialisation aurait pour effet une «retraditionalisation du politique» qui mettrait en cause le rôle de l'Etat-nation et provoquerait, dans certains endroits et à certains moments, des replis identitaires et traditionalistes. Ce phénomène aurait pour effet un renforcement de l'ordre patriarcal en même temps qu'une «retraditionalisation» des femmes, ramenées à leur identité de mères (Ivecovic 2003). Pour Jules Falquet, la mondialisation capitaliste serait à l'origine de nouvelles formes de domination qui combindraient de façon perverse les effets de la naturalisation du genre, de la race et de la classe chez certains individus, notamment les femmes des pays en voie de développement. Ainsi, lors de leurs stratégies migratoires, ces femmes «racialisées» se heurteraient à l'enfermement dans des catégories socio-économiques dérivées de ces assignations identitaires (Falquet 2008). Mais la mondialisation a également un caractère paradoxal (Hirata

1988), dès lors qu'elle a permis, comme le montrent différents travaux réunis dans cet ouvrage, une internationalisation de la reconnaissance des droits des femmes et la mise en place d'organisations internationales destinées à garantir leur application (bien que leur efficacité doive être soumise à caution), tout comme le développement de réseaux et mouvements de solidarité féminine à l'échelle transnationale.

Par ailleurs, nous prenons ici la mondialisation non pas au sens strict du phénomène de globalisation capitaliste et financière qui se développe depuis 1945 mais, à l'instar des historiens «globaux» (Testot 2008), comme un phénomène repérable à une très longue échelle chronologique. La problématique proposée a donc été d'explorer les voies que les femmes empruntent dans un espace qui n'est plus défini par une appartenance nationale, mais traversé par les dynamiques sociales, politiques, économiques ou culturelles dérivées d'une mondialisation de plus en plus accentuée. De même, le choix de la période étudiée (XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) permet aux différent(e)s auteur(e)s de montrer que, très tôt, des femmes ont mis à leur profit cette possibilité d'ouverture transfrontalière dans le cadre de leurs stratégies de promotion et d'émancipation, individuelle ou collective.

## Femmes et migrations

L'étude des migrations dans une perspective transnationale a toute sa place dans cet ouvrage car, plus que tout autre phénomène social peut-être, celui des migrations internationales est par nature, et depuis toujours, transnational. Ce phénomène fait référence aux mouvements de populations, des hommes et des femmes, qui, originaires d'une région, traversent les frontières de leurs Etats en direction d'une autre région située dans un autre Etat. Depuis des siècles, les migrations n'ont cessé de croiser et de transformer les civilisations souvent en raison des mouvements de populations en quête de nouvelles opportunités. Depuis toujours, et plus ou moins massivement, les individus ont décidé (par choix ou par nécessité) de quitter des régions périphériques à faibles potentiels économiques pour s'installer dans des régions centrales, à forts potentiels économiques (Wallestein 2011; Braudel 1986). Ces considérations

économiques ont longtemps dominé les études sur les migrations dans le monde. La globalisation, et les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui lui sont associées, n'ont en aucun cas, et à elles seules, transformé les migrations en phénomène transnational. Elles n'ont fait qu'amplifier le phénomène en contribuant à l'augmentation du nombre d'individus et de pays susceptibles d'être concernés. En outre, elles sont responsables de la diversification et de la multiplication des destinations et des parcours possibles. Enfin, elles ont ouvert des opportunités, notamment économiques, à l'échelle mondiale. Ainsi, en raison de la globalisation, les migrations ne sont plus des phénomènes locaux et unidirectionnels. Elles évoluent aujourd'hui davantage au sein d'un espace plus large, à une échelle globale et multidirectionnelle. Dès lors, l'étude des processus nécessite des analyses séquentielles et des approches pluridisciplinaires à une échelle mondiale.

Les thématiques et méthodes utilisées dans les études des migrations internationales ont été, et demeurent, multiples et disparates. Désireux de comprendre les processus globaux qui expliquent la diversité des mouvements migratoires internationaux, les chercheurs ont d'abord abordé le phénomène dans une approche macro-structurelle (par exemple l'Ecole des Annales), s'attachant à analyser les mouvements, les destinations et les processus par des arguments principalement économiques (Burke 1990). Tandis que les chercheurs en sciences sociales du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle ont entrepris des études globales dans un esprit réformateur, voire moralisateur, d'autres, plus récemment, ont fait usage de grandes statistiques globales, la plupart collectées par les Etats à l'échelle régionale ou nationale afin d'appréhender les processus économiques globaux qui ont généré les migrations. Bien qu'utiles, ces études macro-structurelles qui valorisent les arguments économiques à l'origine des migrations à partir d'une région (*push factors*) et/ou vers une région spécifique (*pull factors*) sont loin de satisfaire les chercheurs, soucieux aujourd'hui de saisir la complexité des phénomènes dans un monde de plus en plus globalisé (Harzig et Hoerder 2010).

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les analyses ont mis davantage l'accent sur les motivations individuelles qui justifient les migrations internationales. Cette approche permet d'éclairer les raisons qui, au sein d'une société, d'une communauté ou d'une famille, poussent certains individus à émigrer ou pas. Ce sont également ces motivations qui, à l'échelle individuelle, déterminent les conditions

de départ et sont à l'origine des processus migratoires. Il en résulte que les réalités économiques défavorables d'une région dans le pays d'origine, même conjuguées à l'attractivité économique d'une autre région dans un pays plus ou moins développé et éloigné, n'expliquent que partiellement les mouvements de populations et les processus migratoires.

Aussi est-il apparu nécessaire de changer de niveau d'échelle d'analyse, et de passer du niveau macro au niveau micro. Depuis les années 1980, les spécialistes des migrations se sont de plus en plus souvent attachés à mener d'autres types d'analyses, à utiliser des méthodes de recherche novatrices et à cerner de nouvelles problématiques. Une approche plus individualiste s'est progressivement imposée, celle de la micro histoire, avec des méthodes micro-longitudinales tenant compte des parcours et des choix individuels des migrants à différents moments de leur cycle de vie, dans la durée et dans l'espace, et qui mettent en exergue les événements produits dans la sphère publique et/ou privée (Ginzburg 1989).

C'est précisément l'approche que les auteur(e)s de cet ouvrage adoptent dans les contributions portant sur les stratégies migratoires, s'efforçant de répondre à des questionnements spécifiques sur les stratégies et sur les motivations individuelles qui les expliquent. Selon elles et eux, c'est en analysant les comportements des femmes dans leur vie privée et dans leur vie publique, ainsi qu'en identifiant leurs choix (plus ou moins rationnels) tout le long de leur vie, qu'il est possible de dessiner, de façon plus fine et complète, leurs processus et stratégies migratoires. Les femmes font l'objet d'une attention particulière ici car leurs parcours individuels spécifiques et leurs stratégies migratoires sont encore mal connues. Elles demeurent les grandes oubliées, totalement ou partiellement invisibles dans de nombreuses études, car perçues souvent comme des «suivantes» assujetties aux décisions prises par les hommes de leur entourage. Selon les chercheurs qui ont adopté cette vision asexuée des migrations, les femmes reproduiraient les mêmes stratégies et les mêmes mécanismes migratoires que les hommes. Elles ne constitueraient donc pas un sujet d'étude scientifique, demeurant historiquement transparentes.

Or, les contributions de cet ouvrage nous permettent d'affirmer que les femmes ont élaboré et élaborent toujours des stratégies spécifiques avant, pendant, et après leurs migrations. Ces stratégies peuvent être

définies comme féminines et transnationales. Les femmes migrantes, à l'instar des hommes, entreprennent des actions qui sont le produit de choix autonomes, souvent conscients et rationnels, et font des choix, certes orientés par des contraintes structurelles économiques, sociales, politiques ou culturelles, mais qui s'opèrent avant tout dans un contexte individuel féminin spécifique. Dans leurs analyses, les contributrices et contributeurs de cet ouvrage démontrent que les femmes élaborent des stratégies féminines spécifiques, différentes, voire opposées à celles des hommes, qui les destinent à des parcours de vie différenciés de leurs homologues masculins. Les projets migratoires féminins révèlent des décisions et des choix spécifiques, qui émanent des «bagages» personnels et culturels (*capabilities*) des femmes, des contraintes macrostructurelles économiques (celles des milieux d'origine et d'accueil) et enfin des opportunités économiques, sociales et culturelles qui s'offrent à ces migrantes dans le milieu d'accueil (Addabbo et als. 2010).

La complexité de ces phénomènes impose donc l'utilisation de différentes méthodes, comme celles issues de la micro histoire, de la sociologie et/ou des *gender studies*, afin d'identifier les différentes facettes des dynamiques migratoires depuis le pays d'origine jusqu'au pays d'accueil (Gabaccia 1992). Ces différentes approches sont présentes dans les contributions de cet ouvrage et apportent un éclairage complémentaire aux phénomènes migratoires. Elles mettent en effet l'accent sur les parcours de femmes migrantes et sur leurs stratégies transnationales en abordant des questionnements variés et en utilisant des outils méthodologiques divers. Réunies dans la première partie de ce volume, elles proposent un large panorama d'analyses, de thématiques et de perspectives pluridisciplinaires qui soulignent la diversité des approches possibles dans le domaine, que l'on s'attache à étudier les mouvements migratoires du passé ou ceux du présent.

## Première partie:

### Stratégies transnationales de femmes migrantes

Dans un premier temps, les stratégies migratoires féminines analysées dans cet ouvrage sont présentées par des historiennes dont les apparte-

nances historiographiques et les approches méthodologiques sont issues de l'histoire sociale, de la démographie historique, de la micro histoire, et de l'histoire de la famille (Durães et als. 2009). **Sølvi Sogner et Sarah Pelletier-Pech** proposent des études historiques sur les mouvements migratoires et les stratégies transnationales de femmes migrantes aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Les deux auteures s'intéressent à des femmes migrantes, les unes installées à Amsterdam, et les autres à Madrid, à leurs stratégies professionnelles, matrimoniales et sociales, à leur processus d'adaptation dans le milieu d'accueil, et à leur mobilité sociale. Elles abordent l'analyse de ces phénomènes d'un point de vue historique et dans une approche individualiste (celle de la micro histoire, adaptée à l'histoire de la famille et la démographie historique). Pour cela, elles utilisent des méthodes micro-longitudinales adaptées aux sources disponibles afin de nous révéler des informations personnelles à différents moments du cycle de vie de chaque migrante. Ces sources et méthodes sont utilisées dans l'objectif de reconstituer en détail des parcours de vie, une approche qui positionne les femmes au centre de l'analyse. Ces dernières, selon les auteures, élaboraient des stratégies migratoires avant, pendant et après leur départ. Elles étaient capables d'assumer seules leur décision de départ et leur voyage. Elles déployaient ensuite de nouvelles stratégies, faisant usage de réseaux locaux ou communautaires (au départ et à l'arrivée) pour s'installer, s'assurer un meilleur confort matériel et enfin s'élever socialement. Les informations généalogiques et biographiques font ici émerger des réalités relevant à la fois de la sphère publique et de la sphère privée des migrantes. Les stratégies de ces femmes nous apparaissent donc très complexes car envisagées de manière autonome et évolutive (Gabaccia and Iacovetta 2002).

Les stratégies transnationales de femmes migrantes aujourd'hui ne diffèrent guère de celles d'autrefois. Seules diffèrent les méthodes, les perspectives et les questionnements. Les sociologues qui dans ce volume apportent leur contribution à l'étude des stratégies transnationales de femmes migrantes en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ont adopté des approches méthodologiques qui sont non seulement issues de la sociologie américaine, notamment celles de l'École de Chicago et leurs successeurs (Tomasi 1998), mais aussi d'autres approches, celles des sociologues contemporains. Effectivement, depuis les années 1920 à 1950, les questionnements scientifiques et les approches méthodologiques dans le domaine des études migratoires ont bien évolué. Si ces chercheurs conti-



nuent à utiliser la méthode des enquêtes de terrain (des entretiens dirigés ou semi-dirigés), ils le font désormais dans le but d'analyser les structures et fonctionnements des réseaux (*network analysis*) – ceux que les migrants construisent pour mener à bien leurs projets migratoires – et d'étudier leur processus d'adaptation et d'acculturation (et non leur processus d'intégration et d'assimilation comme le font les sociologues de l'École de Chicago).

Les sociologues qui ont contribué à cet ouvrage sont également influencés par les approches spécifiques des *Gender Studies* qui, dans le cadre de l'étude des migrations, s'intéressent à la fois aux questions de genre et de classe (Hondagneu-Sotelo 2003), mais aussi à l'héritage économique, professionnel et social des femmes (*capability approach*), ainsi qu'aux notions de race, culture et famille pour comprendre les migrations (*cultural studies*). De cette manière, elles parviennent à identifier les processus qui aboutissent à des prises de décisions, à un gain d'autonomie et une prise de pouvoir (*empowerment*), via un processus d'émancipation progressif, flexible, et évolutif pour elles-mêmes, ainsi que pour et par rapport à leur famille et leur communauté (Addabbo et al. 2010). Aussi, ces femmes migrantes élaborent-elles des stratégies transnationales qui leur sont propres, reflets de priorités spécifiquement féminines, et qui montrent leurs «capacités» à se construire une vie autonome. Dans le même temps, leurs projets personnels, familiaux, matrimoniaux et professionnels font apparaître un processus d'individualisation et d'autonomisation en vue d'une vie meilleure.

Les expériences de femmes migrantes et leurs activités dans le *care* en Belgique, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, sont au cœur des analyses de **Florence Degavre et Gertraud Langwiesner**, dans une perspective transnationale et genrée. Les femmes immigrées en Belgique, que les auteures ont interviewées, travaillent toutes dans le domaine des services d'aide à la personne à domicile (le *care*), un domaine professionnel où, comme autrefois, la demande est importante et les personnes sont sous-payées. **Chadia Arab**, pour sa part, en fait de même dans son étude sur les stratégies migratoires de marocaines qu'elle a interviewées en Espagne en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Les services restent les emplois de prédilection pour ces femmes migrantes, notamment celles en situation précaire ou irrégulière (en Belgique comme en Espagne), des femmes qui plus ou moins diplômées sont contraintes d'accepter des conditions de travail difficiles et des bas salaires pour survivre. Les auteures, toutes

sociologues, expliquent que la décision de départ de ces migrantes était individuelle et/ou familiale et que grâce au soutien familial (souvent financier), à leurs qualités individuelles ou éducatives (*capabilities*) et à leurs réseaux de connaissances plus ou moins proches dans leur pays d'origine et en Belgique ou en Espagne (*network analysis*), ces femmes ont pu trouver un emploi dans les services dès leur arrivée. Ces cheminement ne constituent jamais un objectif final ou un aboutissement. Au contraire, ils servent de tremplin vers des projets professionnels plus ambitieux et rémunérateurs.

C'est par le biais de la littérature et d'une étude de cas que **Laurence Gouaux** nous livre une analyse de l'expérience de femmes migrantes. Par son étude d'un roman de Chitra Banerjee Divakaruni, elle se fait la porte-parole de «voix et voies» féminines, celles de femmes immigrantes qui en raison de leur double culture indienne et américaine (celle des ancêtres et celle du pays d'accueil) sont tiraillées entre Orient et Occident. C'est le point de vue sociologique de son analyse qui, dans la perspective de l'ouvrage ici rassemblé, nous apparaît intéressant. Aussi, les informations biographiques sur le parcours de cette indienne américaine de la seconde génération, et de sa mère, apportent-elles une lumière nouvelle et originale sur le processus de transnationalisation des savoirs culturels. Par son analyse non seulement littéraire, mais aussi biographique et sociologique, l'auteure met en exergue le processus de transnationalisation des cultures (entre Orient et Occident), le rôle des femmes dans ce processus, et ses effets sur les relations identitaires intra et intergénérationnelles au sein de familles d'origine indienne aux Etats-Unis ces dernières années. L'auteure explique comment les migrations forcent les individus à déconstruire leur identité d'origine afin de se reconstruire une nouvelle identité par le jeu du croisement des cultures (d'origine et d'accueil) en incorporant simultanément des éléments des deux cultures. La recherche présentée ici par l'auteure spécialiste de la littérature illustre parfaitement ce que les chercheurs en sciences sociales spécialistes des migrations définissent comme un processus transnational certes, mais aussi et surtout transculturel.

Il en résulte que cette première partie de l'ouvrage ouvrent des perspectives thématiques et méthodologiques très diverses selon que l'on aborde les objets d'analyse dans une perspective historique, sociologique ou littéraire. **Angelika Sauer**, pour sa part, nous propose une étude sur les réseaux transnationaux et philanthropiques de femmes migrantes à

partir de l'analyse des actions d'un agent d'émigration d'origine allemande dont la vie a été consacrée à la construction et à l'organisation des migrations féminines entre l'Europe et l'Amérique du Nord, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteure dresse un tableau des différents projets d'Elise von Koerber qui, dans les années 1870, décida d'organiser des réseaux migratoires transnationaux afin d'aider des femmes européennes, célibataires ou veuves, issues des classes moyennes, voire pauvres, à s'installer au Canada. Ainsi, dans les années 1870, des femmes bourgeoises au sein de mouvements féministes de la première heure se mobilisèrent pour assurer la sécurité physique, financière et morale de femmes célibataires émigrant seules. Dans sa démonstration, l'auteure révèle que les intérêts individuels, nationaux, et transnationaux (ceux des individus, des Etats-nations et des organisations transnationales) pouvaient différer, et que les intérêts des Etats, en cette période d'instabilité politique en Europe, prévalaient sur les intérêts transnationaux, ce qui explique qu'Elise von Koerber ait échoué dans son entreprise. Son œuvre, cependant, annonce l'émergence d'une nouvelle époque où des mouvements féministes transnationaux de plus en plus nombreux se frayeront un chemin au sein de réseaux transnationaux, dominés jusque là par les hommes. Ces mouvements de femmes, dirigés par des femmes, œuvrant pour les femmes, exprimant les idées des femmes et élaborant des stratégies féminines transnationales, auront pour objectif de sortir les femmes de la sphère privée en leur ouvrant les portes de l'espace public. Ce sont ces combats futurs qui amèneront progressivement les sociétés (européennes, dans un premier temps), à évoluer vers plus d'égalité entre les sexes et vers une plus grande représentation et autonomie féminine, comme les études de la seconde partie de cet ouvrage le démontrent.

## Deuxième partie: Construction d'un espace transnational d'expression politique féminine

Les contributions de cette deuxième partie de l'ouvrage offrent des illustrations d'espaces transnationaux, parfois prédéfinis comme tels, mais modelés en grande partie par les stratégies transnationales qu'y mettent

en œuvre les femmes. Elles s'articulent autour d'un questionnement récurrent sur la perception d'un espace transnational analysé comme lieu de mobilisation privilégié, ou non, de femmes aux stratégies diverses, «gagnantes» ou non. Cet espace transnational, quelle que soit la forme sous laquelle il est présenté et analysé dans les différentes contributions, se caractérise cependant dans chacune d'entre elles par des interactions constantes entre les acteurs, informels ou institutionnels, les Etats occupant, parmi ces derniers, une place non négligeable. Les études montrent ainsi que, loin de se limiter aux organisations ou aux réseaux les plus visibles, l'espace transnational dans lequel se développent les stratégies est également constitué d'un ensemble d'acteurs et de lieux de rencontre, qui s'agrègent les uns aux autres, pour finir par dessiner une scène complexe et en évolution constante.

Le rôle central joué par certaines femmes dans la mise en œuvre de ces stratégies est particulièrement mis en lumière dans les contributions de **Robin Bisha** et d'**Alice Primi** qui mettent l'accent sur les trajectoires individuelles. Ces trajectoires et leurs interactions sont au centre de l'analyse de **Robin Bisha** dans son étude consacrée à *l'Initiative des Femmes Prix Nobel*. L'étude des stratégies utilisées par ces femmes, au parcours exceptionnel, éclaire un espace transnational marqué par des solidarités d'autant plus fortes qu'elles émergent de situations de conflits (l'un des objectifs premiers de ces femmes étant la constitution de réseaux de soutien aux femmes vivant en zones de guerres), et par de constants allers-retours entre les niveaux international et local. Dans ce cadre, l'analyse du Prix Nobel, non pas comme la consécration d'un engagement pour la Paix dans le monde, mais comme un tremplin pour la mise en œuvre de stratégies transnationales ultérieures, renvoie ici à l'évolution des répertoires d'actions que permet la transnationalisation des mouvements. Ces femmes illustrent en effet l'évolution des répertoires d'action collective (Tilly 1995), qui imposerait un nouveau «style transnational et solidariste» (Cohen and Rai 2000), et qui confirmerait le rôle central des médias dans l'interconnexion des réseaux. En portant sur la scène internationale, par le biais des stratégies transnationales, les revendications locales de femmes de différentes régions du globe, elles contribuent à la création d'un véritable espace public transnational.

C'est également le poids d'une trajectoire personnelle dans la mise en place de l'un des premiers mouvements transnationaux de femmes, *l'Association Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*,

qu'analyse **Alice Primi**. Il est à noter que ce mouvement transnational apparu dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, permet de relativiser, de plus, le caractère contemporain souvent attribué aux mouvements transnationaux. L'attention est ici portée au parcours de son leader, Marie Goegg, en éclairant la finesse d'une stratégie qui peut paraître, à première vue, incohérente et paradoxale. Reposant à la fois sur un discours qui met en avant l'idéal féminin et sur la volonté plus ou moins affichée d'émancipation des femmes, cette stratégie montre le poids d'un contexte socioculturel encore contraignant et révèle la difficile, voire impossible, mobilisation collective des femmes face à un facteur externe tel que l'irruption de la guerre.

Le détour transnational n'est cependant pas toujours couronné de succès. C'est ce que démontre aussi **Virginie Rozée**, qui, dans son étude sur la communauté internationale et le droit des femmes, offre un regard critique sur l'efficacité des actions menées «par le haut». L'auteure met en effet l'accent sur l'échec de certaines stratégies portées au sein de l'ONU, via le *Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes*, et ce en raison principalement de l'inadéquation entre des principes dits universels, portés ici par la Convention des Nations Unies sur les femmes, et les réalités culturelles des pays concernés. L'auteure s'interroge sur l'efficacité des stratégies menées au niveau transnational et leur impact sur les pratiques des sociétés nationales, posant également la question de l'universalité des droits des femmes. Cette étude illustre fort bien «l'esthétique du flou» décrite par Marie-Claude Smouts dans son analyse d'une société internationale dans laquelle l'énorme demande de droit, la «juridicisation toujours croissante de la vie internationale» (Smouts 1998, 140), finit par rendre les engagements difficilement applicables en brouillant les frontières entre le droit et le non-droit.

Mais l'espace transnational par excellence que constitue l'ONU peut également être une arène particulièrement féconde pour d'autres groupes. C'est le cas des Afro-Américaines, dont les stratégies développées au sein de cette instance sont analysées par **Fatma Ramdani**. L'auteure nous présente ici un autre aspect de cette organisation, conçue comme un espace transnational dans lequel s'opèrent de multiples interactions et où apparaissent des dynamiques identitaires spécifiques. Le premier axe permet d'identifier les trois grandes stratégies que sont l'activisme politique chronique, le recours à la contestation et la solidarité raciale. Cette dernière mène dès lors à une analyse de la constitution

d'alliances, principalement avec les femmes du Sud, considérées comme «consœurs». L'espace transnational créé par l'ONU et par les interactions produites dans les lieux de rencontres que sont les conférences mondiales, outre les alliances qu'il permet, donne lieu à l'émergence de communautés de valeurs – la solidarité raciale semblant agir ici comme une véritable identification transnationale – et à l'acquisition d'une indéniable expertise en matière d'activisme politique pour les femmes concernées.

L'acquisition de ressources politiques pour les femmes qui choisissent le détour transnational est également l'un des points centraux abordé par **Catherine Jacques** dans son étude des féministes belges. Ce mouvement bien qu'élitiste n'en constitue pas moins, durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, un acteur majeur du changement social. L'analyse permet ici d'identifier des stratégies bien spécifiques où s'entrecroisent différentes organisations, et par conséquent différents niveaux d'action, dans une dynamique de «politique-boomerang», qui permet aux féministes belges, par le biais d'un lobbying intensif et de transferts culturels, de faire pression sur un Etat jusqu'alors sourd à leurs revendications. L'espace transnational devient dès lors la scène privilégiée dans laquelle se mettent en place des stratégies très efficaces, qui confèrent aux actrices en présence une légitimation nationale par le détour international.

Ce sont ces mêmes problématiques de dynamiques identitaires et d'acquisition d'expertises qui sont analysées par **Isabelle Carles-Berkowitz** dans la mobilisation politique des femmes immigrées au niveau européen. L'espace transnational est ici dessiné par les connexions entre différents niveaux d'organisations tels que les organisations féministes classiques, ou celles des femmes immigrées, au niveau national, et les réseaux transnationaux apparus sur ces thématiques. Le questionnement porte dès lors sur les points de croisement entre ces différentes structures, ainsi que sur l'émergence d'une dynamique identitaire «européenne», voire d'une citoyenneté post-nationale. Par le jeu complexe d'alliances et de solidarités entre différents acteurs, les stratégies nées au sein d'un espace européen finissent par se déployer au-delà des limites institutionnelles de cet espace, favorisant l'émergence de ce que l'auteur appelle un «transnationalisme international».

La création de cet espace public transnational est donc aussi au cœur des questionnements de cet ouvrage. La transnationalisation des revendications crée-t-elle des arènes de dialogue politique? Et dans quelle me-

sure ces arènes ont-elles un impact sur le changement social? Les contributions rassemblées ici montrent que l'espace transnational, loin d'être clos et figé, se caractérise par des interactions entre une multiplicité d'acteurs, dont les stratégies donnent lieu à l'apparition de nombreux points de croisement et d'échanges. Des espaces publics transnationaux semblent donc se dessiner, comme tendent à le démontrer les stratégies analysées ici, qui, bien que diverses et parfois contradictoires, permettent, à l'entrée du XXI<sup>e</sup> siècle, l'expression et la circulation de valeurs demeurées longtemps marginales et dominées.

### Troisième partie: Du transnational au national – bousculer les frontières du genre

Les chapitres réunis dans cette troisième partie révèlent une «dynamique multi-niveaux» (Marques-Pereira 2010) souvent présente dans les stratégies féminines déployées au sein de l'espace transnational. En effet, les actions menées sur le plan transnational ne sont pas indépendantes de l'appartenance nationale des actrices, marquées par des appartenances identitaires multiples parmi lesquelles l'identité nationale est souvent un élément fort. Comme l'a démontré Nira Yuval-Davies, les processus de *Nation building* sont genrés et en même temps produisent eux-mêmes du genre. Genre et nation deviennent ainsi deux constructions politiques, sociales et culturelles étroitement imbriquées (Yuval-Davies 1997). D'autre part, comme le montrent ces contributions, l'espace transnational peut devenir un lieu d'*empowerment*, en particulier quand le cadre de l'Etat-nation ne permet pas aux femmes d'accéder à certaines ressources, qu'elles soient matérielles ou symboliques. Ce détour par le transnational serait donc une stratégie consciemment adoptée par les femmes qui leur permettrait de revenir mieux armées sur le plan national pour y mener à bien leurs projets. L'ouverture transnationale devient ainsi une source de possibilités pour la consécution de projets individuels ou collectifs, une façon d'échapper aux rigidités de certains cadres nationaux concernant la normativisation du genre, ou bien un espace où inventer et développer de nouvelles formes d'action et des outils de connaissance qui seront ensuite réutilisés dans un cadre national.

Certaines des contributions réunies ici mettent l'accent sur l'importance de l'initiative individuelle, lisible en termes d'*agency*, dans l'utilisation de ce détour par le transnational, lequel serait souvent une stratégie déployée par des femmes en quête de promotion sociale ou d'émancipation individuelle dans leur pays d'origine. Ce qui n'empêche pas des visées collectives dans leurs actions car la promotion individuelle est souvent au service d'un projet collectif, qu'il soit politique, social ou culturel. Quoi qu'il en soit, les bénéficiaires des stratégies menées individuellement par les femmes rejaillissent souvent sur le collectif féminin. En effet, ces trajectoires individuelles de femmes qui sont capables, pour atteindre leurs objectifs, de dépasser les contraintes liées à leur appartenance nationale, ouvrent au collectif féminin des pistes et des perspectives d'*empowerment* jusqu'alors inédites, ou bien font tomber des préjugés et des interdits, bousculant ainsi les normes de genre dans le cadre national.

L'étude par **Béatrice Moring** des trajectoires de femmes inspectrices d'usines du nord de l'Europe au tournant du XX<sup>e</sup> siècle montre comment les parcours et réseaux transnationaux offrirent à ces femmes des possibilités de formation et de promotion difficiles à obtenir dans un cadre national, surtout dans un contexte où la reconnaissance professionnelle n'allait pas de soi pour les femmes, encore moins dans le fonctionariat d'Etat et dans un domaine extrêmement masculinisé. Dans le même temps, ce passage par le transnational permit à certaines de ces inspectrices de comparer des expériences nationales et de mettre à profit leurs observations pour l'amélioration du travail des ouvrières.

Dans le cas de Josefina Aldecoa, l'écrivaine espagnole étudiée par **Odile Diaz-Feliu**, l'ouverture transnationale lui fournit l'occasion d'échapper à l'ambiance extrêmement oppressante de l'Espagne franquiste, marquée par le retour à un système de genre très répressif pour les femmes, durement ressenti après l'ouverture vécue pendant les années 1930. Si son écriture en bénéficia, elle allait surtout mettre à profit les acquis culturels de cette expérience transnationale dans le développement d'un projet pédagogique novateur, qui se posa en alternative à l'endoctrinement national-catholique de l'éducation franquiste.

**Séverine Chauvel** et **Alexandre Mamarbachi**, de leur côté, s'intéressent à la constitution d'un réseau d'entraide franco-palestinien dans la banlieue nord parisienne, mis en place grâce à la collaboration entre des femmes françaises, ou installées en France, et des Palestiniennes,



phénomène qui relève de la transnationalisation de l'action collective, mais aussi de l'intersection entre une action militante menée de façon collective et des stratégies de promotion individuelle de la part des femmes impliquées. A travers leur engagement, les femmes de l'association franco-palestinienne vont acquérir des compétences et des expériences qui leur permettront d'envisager ce partenariat transnational comme «un espace d'accumulation et de valorisation de capitaux culturels».

Le détour transnational serait également une stratégie mise en place par certaines femmes pour obtenir légitimité ou autorité dans le cadre de leur propre Etat-nation, surtout quand celui-ci est idéologiquement bâti sur le principe de l'infériorité féminine. C'est le cas de la dirigeante phalangiste Pilar Primo de Rivera étudiée par **Karine Bergès**, fondatrice et chef de la Section Féminine de la Phalange (le parti fasciste espagnol), organisation qui, pendant la dictature de Franco, fut en charge de la mise au pas des femmes espagnoles. Pilar Primo de Rivera dut résoudre la contradiction que supposait, pour elle et pour son organisation, la légitimation de son action dans l'espace public au sein d'un régime et d'une idéologie, le fascisme, qui imposait le retour féminin au foyer et qui faisait de la position subordonnée des femmes l'un de ses piliers idéologiques. L'utilisation des réseaux transnationaux et son activité internationale lui servirent à asseoir sa position de pouvoir au sein de la dictature franquiste mais également à légitimer l'action de son organisation. Au passage, cela revient aussi à reposer la question, déjà évoquée par Claudia Koonz, de la responsabilité des femmes (de certaines femmes) dans la collaboration avec les régimes fascistes et nazi, à l'intérieur desquels leur position ne fut pas uniquement celle de victimes, mais aussi celle de collaboratrices conscientes et zélées, en quête d'autorité et reconnaissance (Koonz 1987).

Le cas de la reine Amélie du Portugal, étudiée par **Margarida Durães**, bien que différent de celui de la dirigeante phalangiste, a pourtant en commun avec elle la difficulté de faire reconnaître une autorité féminine, alors même que sa condition royale la plaçait symboliquement à la tête de l'Etat. Or, sa condition de femme dessine de façon bien précise le cadre restreint où cette autorité pouvait s'exercer, concrètement à travers le développement d'une «maternité sociale» qui ne rendait légitime son action publique que dans la mesure où celle-ci servait le rayonnement des vertus maternelles dans l'espace public. Son labeur de modernisation des modalités d'exercice de cette «maternité sociale», en

particulier dans la mise en place d'un système de santé publique et moderne qui représentait le dépassement de la charité traditionnelle (laquelle demeurait la seule action publique autorisée aux femmes de sa condition), passa par la mise à profit de ses réseaux transnationaux parmi la noblesse européenne.

Or, ces circulations entre le transnational et le national ne se font pas sans mettre en évidence le poids des parcours et des expériences féminines marquées par les spécificités de la construction du genre dans le cadre des Etats-nations. Les difficultés, voire les incompréhensions ressenties par les femmes de l'Europe de l'Est vis-à-vis de l'adaptation du *gender mainstreaming* tel qu'il est conçu dans des instances «occidentales», et mises en évidence par **Ioana Cîrstocea**, en sont une bonne preuve. Ces difficultés et incompréhensions permettent de mesurer la difficulté de la transnationalisation de certains discours, pratiques ou stratégies, qui répondent à des évolutions historiques concrètes et qui ne sont pas facilement transposables à d'autres contextes. Dans le cas étudié ici, il s'agit de la façon dont l'histoire des pays de l'Est et le vécu des femmes Est-Européennes pèsent dans la réception des discours sur l'émancipation des femmes produits dans un contexte occidental, et que les femmes de l'Est perçoivent comme ne correspondant ni à leur expérience ni à leur histoire. Ces difficultés sont à mettre en rapport, par ailleurs, avec les contradictions qui traversent les mouvements féminins et féministes, à l'intérieur desquels les femmes «occidentales» occupent une position hégémonique, souvent demeurée formellement invisible mais ressentie par les femmes issues d'autres contextes nationaux (ou raciaux, comme le montrent entre autres les critiques vis-à-vis du féminisme «blanc» produites par le *Black Feminism*).

Ces difficultés sont exposées aussi par **Jean-Louis Guereña** dans un cadre spatial et temporel bien différent, celui de la réception en Espagne de la «croisade» pour l'abolition de la prostitution menée par Judith Butler à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce cas, l'absence en Espagne d'un mouvement féministe un tant soit peu articulé obligea l'envoyée de Judith Butler, la comtesse de Précorbin, à passer par la mise à profit de réseaux essentiellement masculins, en particulier protestants et maçonniques, pour la diffusion du combat abolitionniste. Même la grande féministe espagnole Concepción Arenal dut céder aux pressions pour qu'elle ne s'engage pas trop dans une lutte hautement impopulaire pour les autorités espagnoles, partisans de la réglementation, ce qui montre

également les difficultés que rencontraient à cette époque les femmes espagnoles, même les plus illustres, pour exister dans l'espace public. Ainsi, l'histoire et l'expérience des femmes espagnoles, et notamment l'absence de réseaux féministes, minimisèrent l'impact de cette campagne abolitionniste d'ampleur internationale. Finalement, le triomphe de l'abolitionnisme en Espagne dut attendre la constitution d'un mouvement féministe structuré et surtout l'avènement d'un régime républicain favorable à la cause des femmes au début des années 1930. Ce triomphe sera donc la conséquence d'une dynamique nationale et non plus d'un mouvement transnational.

Cet ouvrage, qui met en lumière les stratégies féminines dans une approche transnationale, démontre donc que les champs d'étude ne sont pas figés et cloisonnés, les auteur(e)s faisant usage d'approches, méthodes et questionnements divers qui les ont amené(e)s – qui les amèneront probablement dans le futur – à élargir leurs champs d'application et de recherche. Il nous semble, enfin, qu'en abordant l'étude des phénomènes sociaux par la prise en compte des femmes, et de leurs parcours et stratégies dans un espace transnational, ces travaux analysent avec plus de justesse la complexité des processus historiques des trois siècles qui viennent de s'écouler.

## Références

- ADDABBO, Tindara, ARRIZABALAGA, Marie-Pierre, BORDERIAS, Cristina, OWENS, Alastair (eds.), 2010, *Gender Inequalities, Households and the Reproduction of well-being in Modern Europe*, Surrey (England), Ashgate.
- BADIE, Bertrand, 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard.
- BLOM, Ida, HAGEMANN, Karen and HALL, Catherine, 2000, *Gendered Nations: Nationalisms And Gender Order In The Long Nineteenth Century*, London, Berg Publishers.
- BRAUDEL, Fernand, 1986, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles*, 3 vols., Paris, Armand Colin.
- BURKE, Peter, 1990, *The French Historical Revolution: Annales School 1929–1989*, Cambridge (England), Polity Press.

- BUTLER, Judith, 1990, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge.
- COHEN, Robin and RAI, Shirin (eds.), 2000, *Global Social Movements*, Londres, Athlone Press.
- COLONOMOS, Ariel, 1998, «L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international», in Marie-Claude SMOUTS (ed.), *Les nouvelles relations internationales, pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 227-251.
- COVA, Anne (dir.), 2009, *Histoire comparée des femmes*, Paris, ENS Editions.
- DORLIN, Elsa, 2008, *Sexe, genre et sexualité*, Paris, PUF.
- DURÃES, Margarida, FAUVE-CHAMOUX, Antoinette, FERRER, Llorenç, KOK, Jan (eds.), 2009, *The Transmission of Well-being. Gendered Marriage Strategies and Inheritance Systems in Europe (17<sup>th</sup>-20<sup>th</sup> Centuries)*, Bern, Peter Lang.
- FALQUET, Jules (ed.), 2010, *Le sexe de la mondialisation, genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FALQUET, Jules, 2008, *De gré ou de force, les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute.
- FILLIEULE, Olivier (ed.), 2009, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FOUCAULT, Michel, 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.
- GABACCIA, Donna and IACOVETTA, Franca (eds.), 2002, *Women, Gender, and Transnational Lives. Italian Workers of the World*, Toronto (Canada), University of Toronto Press.
- GABACCIA, Donna (ed.), 1992, *Seeking Common Ground. Multidisciplinary Studies of Immigrant Women in the United States*, London, Praeger.
- GINZBURG, Carlo, 1989, *Mythes, emblèmes, traces, morphologie et histoire*, Paris, Flammarion.
- HARZIG, Christiane and HOERDER, Dirk (with Donna Gabaccia), 2010, *What is Migration History?*, Cambridge, Polity Press.
- HAUSMANN, Melissa and SAUER, Birgit (eds.), 2007, *Gendering the State in the Age of Globalization: Women's Movements and State Feminism in Postindustrial democracies*, New York, Rowman and Littlefield Publishers.

- HIRATA, Helena, 1988, *Les paradoxes de la mondialisation*, Cahiers du Gedisst, 21.
- HONDAGNEU-SOTELO, Pierrette, 2003, *Gender and U.S. Immigration. Contemporary Trends*, Berkeley, University of California Press.
- HURTIG, Marie-Claude, KAIL, Michèle, ROUCH, Hélène (eds.), 1991, *Sexe et genre: de la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Edition du Centre national de la recherche scientifique.
- IVECOVIC, Rada, 2003, *Le sexe de la nation*, Paris, Léo Scheer.
- KECK, Margaret E. and SIKKINK, Kathryn, 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca (NY), Cornell University Press.
- KESSLER-HARRIS, Alice, 1984, *Stratégies des femmes*, Paris, Tierce.
- KOONZ, Claudia, 1987, *Mothers in the Fatherland. Women, the Family and Nazi Politics*, New York, St Martin's Press.
- LATOUCHE, Serge, 1988, *L'occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte.
- MANI, Lata, 1992, «Multiple mediations: feminist scholarship in the age of multinational reception», in Helen CROWLEY and Susan HIMMELWEIT (eds.), *Knowing women: feminism and knowledge*, Cambridge, Polity Press.
- MARQUES PEREIRA, Bérengère, MEIER, Petra, PATERNOTTE, David (eds.), 2010, *Au-delà et en deçà de l'Etat: le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain, Bruylant-Academia.
- MARX FERREE, Myra and TRIPP, Aili Mari (eds.), 2006, *Global Feminism: Transnational Women's Activism, Organizing, and Human Rights*, New York, New York University Press.
- MOGHADAM, Valentine, 2005, *Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*, London, John Hopkins University Press.
- NAPLES, Nancy and DESAI, Manisha (eds.), 2002, *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, London, Routledge.
- ROUCH, Hélène et LÖWY, Ilana, 2003, *La Distinction entre sexe et genre: une histoire entre biologie et culture*, Cahiers du genre, 34, Paris, L'Harmattan.

- SIMEANT, Johanna, 2010, «La transnationalisation de l'action collective», in Olivier FILLIEULE, Isabelle SOMMIER et Eric AGRİKOLIANSKY (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, pp. 123-143.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), 1998, *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po.
- TALAHITE, Fatiha, 2000, «Mondialisation», in Helena HIRATA, Françoise LABORIE, Hélène LE DAORÉ et Danièle SENOTIER, *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, pp. 120-125.
- TESTOT, Laurent (coord.), 2008, *Histoire globale. Un nouveau regard sur le monde*, Paris, Editions Sciences Humaines.
- TILLY, Charles, 1995, «Contentious Repertoires in Great Britain 1758-1834», in Mark TRAUGOTT (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N.C.), Duke University Press, pp.15-42.
- TOMASI, Luigi (ed.), 1998, *The Tradition of the Chicago School of Sociology*, Surrey (England), Ashgate.
- VIELAJUS, Martin (dir.), 2009, *La société civile mondiale à l'épreuve du réel*, Paris, Charles Leopold Mayer.
- WALLERSTEIN, Emmanuel, 2011, *The Modern World-System*, 3 vols., Berkeley, University of California Press.
- YUVAL-DAVIES, Nira, 1997, *Gender and Nation*, London, Sage.



Première partie

Stratégies transnationales  
de femmes migrantes





# Scandinavian women to Amsterdam in the Dutch Golden Age: migratory strategies

Sølvi SOGNER

In the 1600s and well into the 1700s, the Dutch had the world's largest commercial marine, trading not only in Europe but in Asia and the Americas as well. To run this seaborne trade, sailors were indispensable, and the Dutch demand for sailors was practically insatiable. Thousands of young Europeans, among them Scandinavians, were hired on to Dutch ships. Between long absences at sea – often of several years' duration – they settled in Dutch port towns to be close to the maritime labour market.

Parallel to this male migration, a substantial emigration of women took place. However, it is dismissive and reductionist to regard women's migration as simply a reflection of men's migration. These women were young, single women of the labouring classes, looking for work as well as for a husband. Recent research has presented overwhelming evidence for the fact that the normal life course pattern for young women of the labouring classes in this period – and even well into the last century – was just that: going into service for some years, then to marry, if possible (Fauve-Chamoux 2004).

Sources available are scant. Often we only know the names of these «anonymous women». However, by means of the names, sources can be linked and squeezed for information. One may also wonder if the concept of strategy is too strong with its connotations of conscious choice, motivation and planning, as well as the means to implement and execute such plans. However, it would be a serious depreciation of so-called ordinary people in the past not to credit them with the capacity for forming strategies. These women should be considered as autonomous agents, with their own agenda, assisted or curtailed in their efforts by the circumstances.

The focus is on Norwegian women. Half of all Scandinavian female migrants were Norwegian, and they may be regarded as representative of the Scandinavian case. Main sources used are the marriage banns in the city archives of Amsterdam (Hart 1976, 115-181). There were 8186

Norwegians – 3275 brides and 4911 grooms – marrying for the first time in Amsterdam in the period 1621-1720. Information on church membership is based on nominative lists in the Lutheran Church of Amsterdam. Individual nominative record linkage of these two sources has been applied. In addition, information is drawn from a dozen hand written 17<sup>th</sup> century letters from women.

Erika Kuijpers has discussed the Amsterdam marriage banns in the 17<sup>th</sup> century, and their reliability as a source of immigration (Kuijpers 2005, 336f., 379). She finds them exhaustive and reliable as far as marriage goes. However, not all immigrants married, some were birds of passage, and women – as always – tend to be less visible in the sources. She estimates that at least 60% of the immigrants were not identified in the certificates of intended marriage. Therefore, the number of Norwegian brides in the marriage banns registers substantially underplays the real scope of the migration phenomenon. Above all, the permanently celibate among these women escape observation. The ambition here, however, is not quantification, but *strategies*. Strategies hailed back to before the actual move, and were shared by all women, whatever their ultimate success in fulfilling them.

## Background

How did these women find the means, practically and financially, to make this transnational move, a move which also implied a trans-oceanic voyage of considerable length? A male migrant to Holland might work his way as a sailor across the North Sea. For women it was different. Women had to pay their way. However, a lively trade existed between Norway and The Netherlands and offered an abundance of opportunities for a sea passage. What little we know about the travel cost indicates that paying the fare was within reasonable means.

Young women in service, administering their income wisely and saving up, were perfectly able to pay their passage across the North Sea after some years in service. And they did. The vicar of *Sogndal & Hidra* – a coastal parish to the south of Stavanger in South Norway – who reported on servants' wages in his parish in 1711 put it like this: «It is

women's wont, as soon as they acquire a little sense and go into service among strangers, that they sooner go to Holland, Bergen or east, to obtain some little improvement in wages and clothing, compared to what they can obtain among the people here» (Sogner 2007, 22). Service was the obvious «career» for young women of the working classes. To go into service *abroad*, however, was an altogether different affair. How did the idea arise? The pay for a female servant in Amsterdam was reported as good (Van de Pol 1991). Average Dutch wages for a servant girl would amount to 30 florins, markedly better than a servant girl could expect on a farm at home.

Holland was familiar to women living on the coast of Norway. Dutch vessels were an ordinary occurrence. Fathers, uncles, brothers signed on to Dutch ships. The Dutch language was not altogether impossible to understand. Women went on business trips to Amsterdam. There are examples of women practicing productive work as part of the household's economy, work which connected to Holland – brewing, weaving, spinning, and knitting (Braut 1994, 56, 61; Fløystad 2009, 101ff.). Widows, married and unmarried women, of high and low social status, travelled to Holland to claim wages still due to a son, a brother, a father, a husband who had died at sea, and whose sailors' wages were intact with the company. These women appear before the local court to get power of attorney regarding their rights and claims, to bring with them when they set out. Through their behaviour they normalized «the Dutch connection». Holland was not altogether unfamiliar territory. Not least important was the religious connection. Since the Reformation in 1536 in Norway, Catholic faith had been supplanted by Lutheranism. In Holland Norwegians could find Protestant brethren and sisters.

## Church membership

In Amsterdam Lutherans from abroad might join the Lutheran Church as a member. Membership lists for 1663-1699 show 3020 Norwegian members (Kuijpers 2005, 369). The sex ratio was 97, a slight, but absolute feminine majority. This is dramatically at odds with the sex ratio of the marriage banns, which came to 149. However, there is every reason

to assume a different life course pattern for men and women. The male immigrants were mostly sailors and spent years away from town on board ship. Chances were that they might even have drowned at sea before even considering membership or marriage.

Whereas male appearance in the city was of necessity sporadic and of limited duration, women on the other hand represented a continuous presence in Amsterdam. The church was important to the immigrants, spiritually and religiously. In the church was practiced a system of intercession by prayer, small forms where the members of the congregation could note down a request for a prayer and put it in a box before the service began. The church official complained that «they want to have noted down all cities and countries their beloved ones travelled to. Otherwise, the Lord would not know where they are» (Kuijpers 2004, 63). Extant letters from women give clear evidence of worry and anxiety for relatives far away, and of the trust they put in God on their behalf (Sogner and Van Lottum 2007, 165f.).

Also, the church might serve the young women as a reliable reference of respectability in foreign surroundings, or worse, refuse them such reference. A remark made by the vicar in the membership list on July 15, 1713, concerning Cathrina Ariaens from Stavanger, reads in translation: «She has been given no new reference, as she has thrown away her reference out of spite». Nominative record linkage of the marriage banns lists and the church member lists for immigrant women from Stavanger for 1663-99 shows that of 124 Stavanger women found as church members, only 33 are also found in the marriage banns. Only 27 percent of all Stavanger women, present in Amsterdam as witnessed by their having registered as a church member, did in fact marry in Amsterdam – thus supporting Kuijpers' findings. We have no additional information about the women church members who did not marry. They may have returned to Norway or they may have stayed on in some capacity.

## Women's life course strategies

The Stavanger sample may give some clues to women's life course strategies. Of the 33 Stavanger women, identified as both church members and brides to be, by far the great majority of them – 23 – became members of the church before taking the banns. On average they had spent about four years and a half in Amsterdam before taking the banns. Average age at first marriage may be computed to 28.4 years. It is a reasonable assumption that for women the age at joining the church may also be the age at migration. If this is correct, it indicates that women in general arrived in the big city in their mid-20s, also those who did not marry eventually. A life course pattern is indicated:

(1) Women were in service in Norway for a certain number of years before leaving for Holland – to earn the fare to go, as suggested above. They may also have found it necessary to acquire the self confidence and competence needed to undertake this career move and look out for work in a foreign country. Maybe by then they may also have despaired of the domestic marriage market, and become interested in looking elsewhere for a suitable partner.

(2) Upon arrival they immediately joined the church, the institution most familiar to them in the foreign country. Also from home they were familiar with the obligation of taking communion at least once a year and for this reason as well, church membership was *de rigueur*. Most probably, they knew people from home – kin even – who already were church members of long standing. The Lutheran church in Amsterdam was founded in 1588, but continuous member lists are preserved only from 1663, when migration had been going on for well over a half century. The church was in any case the obvious meeting place for Scandinavians in Amsterdam. A famous meeting place in the Norwegian setting was «kirkebakken» – the church green – where people met before and after the service, to exchange information, make deals, make themselves heard and seen, all dressed up for church – looking for a job and/or a sweetheart.

(3) For the brides no occupation is stated. For young European women of the labouring classes in the early modern period, the typical career path was service, unspecified service dependent upon the economic basis of the household. Finding a job was not necessarily easy and

straightforward if you had no connections. There is a terrible story about one Scandinavian girl looking for work in Amsterdam. Eighteen-year-old Else Christiansen from Jutland in Denmark has gone down in history thanks to Rembrandt who made a drawing of her in the gallows at Volewijk (Van Eghen 1969, 73-78). In April 1664 Else had arrived by ship with her chest, looking for work. Evidently she had no previous contacts in Amsterdam, but found lodgings with a *slaapvrouw* (landlady) down by the harbour. After two weeks and still no job, the landlady asked for the rent, but Else had nothing to pay with. A quarrel ensued, which developed into a fight and the death of the landlady.

Service provided housing, upkeep and pay: a familial arrangement similar to what the young woman would be familiar with from her home country and therefore expected. Economic life in Amsterdam was quite diversified, not least for women (Van der Woude 1994, 65-78). Being a servant meant being actively involved in whatever kind of work that particular household was based on. We know that Scandinavian women come out very low on statistics of writing ability, much lower than the men. In 1700 only 7 percent of the Scandinavian brides could sign their name, as against 35% of the bridegrooms (Kuijpers 1997, 511). Women could not pick and choose on the labour market. Recent and ongoing research has shown that women's labour force participation in the Netherlands was remarkable (Van den Heuvel 2007, 18ff.). However, a modern contemporary concept like «women's labour force participation» is inadequate for the early modern period. The amazing lack of women's occupation in the marriage banns registers should not fool us into believing that these women were not actively supporting themselves. But what did they do? This is not a simple problem. Economic historians are grappling with it, looking for continuities over *la longue durée*. So much of society's economic activity in the early modern period was going on inside households, outside of the formal market. This is the period characterized by the concept of *the industrious revolution*, launched by the economic historian Jan de Vries. To uncover how this economy worked, it is necessary to go down on an individual level, study tax lists and the like, find out how women contributed to the economic basis of the household, and how their time was spent. Women took initiatives of their own, were self employed, and thus made important contributions to the economy in general, contributions that have gone unobserved or have been belittled in the past. Much research remains to be done.

We know from Dutch research that it was usual for women in the harbour and dock areas to let rooms and provide services for sailors – cook, wash, keep valuables safe during protracted absences of the lodger (Van den Heuvel 2005, 68ff.). From Amsterdam we have a few examples of Norwegian women's work. The sailor Ola Sjursen from Vats, who died in 1699, had left his valuables with his *slaapvrouw*, Annikke Kastensdatter. Anders Andersen from Stavanger, who died in 1698 on his way to Batavia, had lodgings at Karen Olsdatter's place in Amsterdam. Judicial records bear witness to a varied spectrum of activities actually undertaken by Norwegian women: shoemaker, seamstress, shop assistant, beer-tapster, tow-worker, diamond-grinder, prostitute, plain worker, etc. This information is derived from an investigation based on judicial records in Amsterdam, in a ten-yearly sample 1680-1800, showing 50 Norwegian women, for half of whom no occupation is stated (Faber 1994).

(4) For women the marriage market was indeed a labour market as well, as marriage did in no way imply that these women did not continue to contribute towards their own keep and to the running of the household. While awaiting future research on women's work, we shall concentrate on the strategies employed in search of a husband.

Who chose whom and why is a tricky question. Do the data give indications that the migratory move might be the outcome of concerted action on the part of the couple? Coming to Amsterdam from the same port of embarkation may indicate that the couple had a previous agreement before the out-migration. Indeed, some 40% of the marriages 1621-1720 took place between partners hailing from the same port of embarkation. This tendency is especially pronounced in the 1640s and 1650s, when the partners in almost half of all couples came from the same place. This is a period of almost continuous warfare in Scandinavia. Already in the 1660s the trend was turning, and in the 1670s, when migration was still at a peak, «mixed» marriages – *i.e.* between partners from different parts of Norway – had become far more common. From the 1680s onwards the new pattern was even more pronounced, and mirrors perhaps a maturing of the migration phenomenon – more people migrating alone.

Even if roughly four out of ten Norwegian brides might have settled abroad with a sweetheart they knew from before, the question which remains is on how the other six brides did on the marriage market. The marriage market for Scandinavian women in Amsterdam had a specific



character. With a sex ratio of 149, there would necessarily be a shortage of Norwegian brides, if they were in demand by Norwegian men, as might be assumed. Table 1 presents the figures on the choice of spouse of Norwegians marrying for the first time, according to nationality and marital status.

	Norwegian spouse			Foreign spouse		
	Single	Widowed	Sum	Single	Widowed	Sum
Grooms	40%	5%	45%	43%	11%	54%
Brides	56%	4%	60%	37%	4%	41%

Table 1. Choice of spouse by nationality and previous marital status in Amsterdam, 1621-1720 (Men = 4911; Women = 3275) (Source: Ondertrouwregisters, Stadsarchief Amsterdam).

Sixty percent of the Norwegian brides married a countryman. Almost twenty percent chose a groom from Sweden, Denmark or the duchies of Slesvig and Holstein. The remaining twenty percent of their grooms came mostly from the Netherlands and Germany, but also smaller contingents from the Baltic area (Poland, Danzig, Königsberg and Riga) and the North Sea areas (Orkneys, Shetland, Scotland, Ireland, England). The rest of Europe counts for almost nil (France, Spain, Switzerland, Austria, Malta). The Norwegian grooms married «out» almost as frequently as the Norwegian brides married «in». But for the women as well as for the men, settling in Amsterdam represented a transnational move, involving radical changes in their way of life – language, behaviour, housing, food, work etc. They lived in a Dutch setting, which influenced their lives.

Intermarriage with the Dutch is of special interest. For an immigrant to marry a representative of the major population was usually considered a sign of success. Only seven percent of the Norwegian brides married a Dutchman, whereas 28 percent of the Norwegian grooms married Dutch. Half of their Dutch partners – for women as well as for men – were from Amsterdam. Norwegian brides seemed less popular than Norwegian grooms. The propensity towards *endogamy* – marrying a person from the home country was clearly more pronounced among the brides than

among the bridegrooms. For the grooms widows were attractive. In 16 percent of the cases Norwegian grooms married widows. Two thirds of these widows were foreign, most of them Dutch and from Amsterdam. In only half as many cases, 8 percent, did Norwegian brides marry widowers, a foreign widower in half of the cases.

The immigration policy of the City of Amsterdam was definitely open for immigrants, needing and welcoming labour from outside, but life in the city for immigrants was not easy (Phillips 2008, 11-13). Economic and social boundaries were decisive and sharp, precluding fast upward careers. Citizenship was costly. The Norwegian immigrants were definitely part of the lower layers of society. Even though the immigrant might find himself or herself fairly well integrated into the city life, accepted and filling a function, and seamless assimilation would eventually be fulfilled, this would in all probability happen only within restricted social boundaries. «To make good» and rise in society was something extraordinary. But the transition from initial integration to full and complete assimilation was eased by marriage to an inborn inhabitant.

To endogamy we must add *homogamy*, uniformity of occupation. Of the Norwegian grooms four in five were plain sailors or in occupations connected to the sea. If Norwegian male immigrants chose the sea for a living, the Norwegian brides chose sailors for husbands. In about 60 percent of the cases, a sailor, of whatever nationality, was the chosen groom for our brides. For the remaining brides the grooms represented almost a hundred different occupations – about 25 percent were artisans, traders, soldiers, unspecified workers. This may be attributed to women's dominant profession, service, which may have brought them in contact with other strata of society.

Norwegian immigrants to Amsterdam, men and women, hailed from the country's coastal regions and were familiar with fishing and seafaring. Many of the brides of the Norwegian sailors appear to have come from sailor families. Occasional remarks in the sources like «father at sea», «father in East India» explain why the father – though still alive – was not present in the City Hall as a witness at the banns.

Being a sailor's wife may indeed be regarded as an occupation in itself. Sailors could be away for years and heavy responsibility weighed on their wives, for securing material goods, looking after young and old family members, keeping the marriage and the household together. It was a highly vulnerable position. Being brought up in a sailor family and

therefore accustomed to the ways of maritime life might be a comparative advantage on this specific marriage market.

According to the Stavanger sample the *mean marriage age* for women was 28.4 years. Ages for the brides stretched out, however, with extremes at 20 and 45. The mode was 26 and the distribution was very tight as 19 of the 33 brides were aged 23-26. This is evidently the «normal» marriage age. The women's marriage pattern was different from that of the grooms. For the grooms mean age at marriage was 27.6 and the mode 28. The distribution span for the majority was broader than for the brides and went from 22 to 31 years of age; here 24 grooms are found. Only four were between 34 and 36. The extremes were 20 and 42 years. For three widowers we do not have the ages. As for the difference in ages between spouses, the groom was generally the older (19 cases or 58%), on average by 4.6 years. In 8 or 24 percent of the cases she was the older, by 7.3 years. The rest was divided equally between «same age» and «no information» (the age of widowed people was never given).

What was special about those who married late? Of the Stavanger brides of the most advanced ages, above 36 years, there were six women in this category. Two tendencies are observed: three were women widowers; the other three married younger husbands, even considerably younger husband (40/31, 38/23, 40/36). Interestingly, even among women under 35 we find traces of a similar trend concerning the very youngest of the grooms, with age gaps of 10 and 11 years (30/20, and 34/23). An immediate interpretation of these findings – admittedly based on few cases and in need of supplementary evidence – is that these elderly brides were the least attractive, having been left out of the first round of distribution of grooms. However, another interpretation is to view them as possessing valuable qualities, bringing responsibility, know-how and structure to the household they were going to be part of. They could take care of motherless children during the father's long absences or be a dependable anchor at home for young sailors on the seven seas. Being a sailor's wife required special qualities. The number of widows in the dataset 1621-1720 was more than three times higher than the number of widowers, without any doubt mirroring the frightful mortality rates among sailors (Sogner and Van Lottum 2007, 160). Neeltje Goverts from Mandal, in 1711, aged 35, married her third sailor. She was, if anything, a professional sailor's wife.

## Women's lives in a sailing community setting

The addresses given in the marriage banns registers show that the majority of the Norwegian immigrants settled in the quarters near the docks and belonged to the same neighbourhood. Relatives, acquaintances or friends nearby could act as support contacts for newcomers, for single persons as well as for wives coping alone with family responsibilities and with their husbands away on the seven seas. The Norwegians were part of a «sailing community». Sailor wives acted as the stable, locally based person in the marriage. Settled in Amsterdam, the women represented the family's focal point. Having a social network of sorts was important in buttressing some kind of security in a vulnerable existence. First hand information about how this worked in practice can be derived from letters written by some of the women themselves.

A bundle of private letters concerning Norwegian immigrants in Amsterdam in the 17<sup>th</sup> century have recently surfaced and been brought to our attention. The letters date from 1664/65 and were found in a mailbag containing in total 97 letters addressed to sailors in the Dutch navy, letters that never reached their destination because they were captured by the English and ended up in the British National Archives and are now becoming available to historians (Van Vliet 2007). More letters may well surface in the future as the registration work is still ongoing (Van Gelder 2008). The «Norwegian» letters comprise nine letters from wife to husband, one from a mother to son, one from a young girl to her friend. One letter was written by a man, a Norwegian sailor at home in Amsterdam, to his brother at sea. Ten of the addressees were Norwegians and two were Swedish but married to Norwegians. Of the letter writers five were Norwegian, three were German, two were Dutch, one was Swedish, one was uncertain. With one exception, all addressees have been found in the marriage banns registers and additional personal information such as age, duration of marriage, and/or address thus corroborate the data. In addition to these twelve letters, four additional letters in the mailbag refer to Norwegians and give further information: three of them were from wife to husband, one was from a young sister and the stepfather to brother/stepson (Sogner 2009). Conceding that this is a source of a special kind, partial, biased and accidental, what are the most striking findings from this material?

The letters are all written in Dutch – except one which is in Norwegian. The style of the letters is imbued with religious figures of speech, typical of the age in which they were written, but there is no reason to doubt the underlying sincerity. We will nevertheless focus on the more mundane items. What did these women write about? Can these letters help us to get a better understanding of their ways of thinking, maybe even in retrospect cast light on their migratory strategies in the past?

The letters from the two young girls are of special interest, as they mirror what was going on in terms of marriage strategies in young girls' minds. The noble art of letter writing was definitely a strategic asset and must have been of strategic importance. So was having brothers at sea. *Jaapje* signed her letter as Jan's «friend» and thanked him for three letters. Her mother and small siblings were in good health, but she herself had been ill and unable to write, but now she was well again and there was a ship that could take her letter along. She sent greetings to her brother, Sander, whom Jan had met. She and her sister (and brother-in-law) were hoping that their father – who was also at sea, but had been down with fever and they did not know whether he was alive or dead – would meet the boys and give them what they had sent.

*Maritje*, wrote to her brother Roelof telling him that his sweetheart, Lysabet, was carrying on with another fellow, and she advised him not to write any more letters to her. She feared that he might come home not knowing that Lysabet was ready to take whichever suitor came home first. He must not blame her for writing this, she was doing it for his own good. If he wrote again to learn how things were developing, they should anyway do their utmost for him. Finally she sent her greetings to Jasper and Teunis, two other sailors on the ship with her brother.

The letters from the older, established women present a realistic picture of what married life for sailors' wives in Amsterdam probably felt like for those who experienced it.

*Health* was a central theme: sickness, ravages of the plague in Amsterdam in 1664-1665, the births and deaths of children after the husband's departure, deaths of relatives and acquaintances. *Margrietje* had asked Susanna and Francyn to be godmothers to newborn Lowerens, whom she had named, quite appropriately, after the absent husband's father. *Maartje* had arranged the burial of their two little sons, stating «I have had such sorrow and heart wounds that I shall never be able to for-

get it for the rest of my life». But she had given them «a nice burial... Sijbrant and Andries were present, and there were a lot of people».

*Economy* was another central theme. *Grietje* had had to pay two florins to the wife of «skipper Jan», who had come along and presented a bill she had no prior knowledge of. Therefore she could not afford to send him anything. *Annetje* reported that a friend, *Grietje*, recently widowed, had no longer access to the 24 florins she had so far been able to take out of her husband's wages in the Navy through his «month's letter» (Van den Heuvel 2005) until her husband Pieter had died in the plague. Then the landlord had confiscated his wages. In another letter it was hinted that *Maartje* was working as a servant – she sends greetings from her «mistress».

As for *moral issues*, *Neeltje* warned her husband against jumping ship, a matter which had been raised as an issue in his last letter. Times were hard and there was no work and no maritime trade. People ran in vain with hat in hand to hire on to a ship. Also, it would be a great shame in the eyes of everybody «op het hoof» (in the neighbourhood?). *Neeltje* had also, without her husband's knowledge, asked *Margrietje* to ask *her* husband, who was on the ship with *Neeltje's* husband, to advise him in this matter. *Grietje* reminded her husband not to forget to send his greetings to his mother-in-law («who honours my mother, honours me»). The wife's mother was otherwise a distinct figure looming in the background in several letters. So were women's networks.

*Social networks* are overwhelmingly documented in letters giving news about friends and acquaintances, often transmitted through third parties, written or orally. There are greetings to and from an array of persons. Norwegians in Amsterdam lived in the same neighbourhoods, so social contact was dense.

*An intense demand for news* was commonplace through all the letters, as an insisting request for the correspondent to write more fully and more frequently. This may seem an astounding complaint, as it appears that since the ship left harbour, seven months earlier, individual women had written 7, 9, 14 as well as «a lot» of letters, and two of them had received 12 and 13 letters respectively. What they craved was a sign of life – even without any «news». *Adri P. van Vliet* who edited this collection of letters has very aptly characterized the exchange as «conversations at a distance», conversations that – *mutatis mutandis* – seem convincingly familiar to us today (Van Vliet 2007).

The letters bear witness to inter-personal contacts across national borders among immigrants in a transnational seafaring community. Swedes, Germans and Dutch were involved in this correspondence. People *knew* each other and they *knew of* each other, and they admitted to it in greetings and the transmission of news items. Dutch as the medium of communication is to be expected when the correspondence took place between partners from different nationalities, and all the letters are in Dutch with one exception. The couple Magnus and Barbara from Oslo, had married in Amsterdam six years earlier. Hiring a professional letter-writer, which some of them did, would obviously favour Dutch. Barbara, however, most certainly needed help to construct a letter, but she used a letter writer who wrote Norwegian. Even the Norwegian brothers from Fredrikstad communicated in Dutch, at least as far as letter writing is concerned. The letter is definitely a professional product, but as the example of Barbara shows, there were options. Young people, raised in Amsterdam, where literacy was within the reach of the general public through schooling, would have preferred Dutch. Madelena, after 20 years in Amsterdam and in her second marriage to a fellow Norwegian, wrote in Dutch to Jan, her young son from her first marriage to a Swede. Preference for Dutch is an important indicator of a step-wise move along a graduated scale from integration – a functional state of immigration where all the moves made are satisfactory – to a state of complete assimilation – a dyed-in the wool state of immigration where the immigrant has become indistinguishable from the native born.

## Concluding remarks

Migration from Norway to Holland most probably started in the late middle ages when the Dutch began sailing to Norway to buy timber, and also initiated a practice of recruiting sailors there. From a slow start, this migration seems to have grown steadily and came to a head in the 17<sup>th</sup> century in the wake of the Dutch liberation from Spanish supremacy. However, a visible depletion in the numbers of migrants is clearly discernible from around 1750, when the international labour market for

seamen was changing in accordance with the rise of the Norwegian domestic merchant marine (Sætra 1996).

Women counted for a substantial part of this transnational migration. Women's transnational move may be seen as a corollary of the men's. The sources available seem to favour this view. The paper is heavily based on the use of family data. Public records on *all* men and women intending to marry in Amsterdam – a unique source – are our main source of information. The grooms were regularly listed with an occupation. The brides were not (Hart 1976, 115). Yet young women of the labouring classes went into service as a prelude to marriage or the start of lifelong spinsterhood in service of some kind (Pram 1808, 392). Marriage strategies were for the women equivalent to migratory strategies. Their move to the great city with its highly diversified economy, however, opened other possibilities for women as well. There was a clear tendency towards endogamy as well as homogamy in the Norwegian women's choice of marriage partner. Norwegian grooms were almost all sailors and 60 percent of the brides were married to sailors, from Norway or otherwise. Forty percent of the brides married transnationally. Twenty-five percent married husbands with occupations outside the maritime world. Service may have introduced them to occupationally a more varied spectrum of possible husbands. The fate of the women in the church registers who, on the face of it, never married, elude observation.

Women's access to the labour market – not least the international labourmarket – is evidenced, but underplayed in research, due to the difficult state of the sources. As argued in a recent book, women's role on the labour market has been of crucial importance for the development of the Western economy in a global perspective (van Zanden 2009, 101ff.). The importance of John Hajnal's theory from 1965, further developed in 1982, about the European marriage pattern, is once again highlighted. As is well known, the theory claims that in the early modern period European youths of both sexes, unlike their counterparts in other parts of the world, married to a considerable degree independently of their parent's dispositions. Both women and men actively took part in the labour market, made savings and, on marriage, established neo-local households, economically based on contributions in income and work from both partners. Age at marriage for women was comparatively high, and a substantial number of women never married (Hajnal 1965; Hajnal 1982). In developing Hajnal's argument, Van Zanden underlines the importance



of the attitude of the church which accepted women's participation in the labour market. Because the young people married a long way from home, in an international setting, and with partners drawn from a transnational supply, it is beyond reasonable doubt that their parents had next to no influence on their children's choice of marriage partners. For the same reason, neither was sharing the household with their parents an option for the young couple.

Norwegian women in the transnational setting of Amsterdam constituted only one – admittedly small – segment of female immigrants. Their transnational migration strategies and experiences, however, were more than likely equally true for other immigrant women from the German states and the Southern Netherlands.

## References

- BRAUT, Else, 1994, *Frå spinnelin til lerret. Kvinnearbeid i Stavanger ca. 1700-1777*, Oslo, Tingbokprosjektet.
- FABER, Sjoerd, 1994, lists kindly made available.
- FAUVE-CHAMOUX, Antoinette (ed.), 2004, *Domestic Service and the Formation of European Identity. Understanding the Globalization of Domestic Work, 16<sup>th</sup>-21<sup>st</sup> Centuries*, Bern, Peter Lang.
- FLØYSTAD, Ingeborg, 2009, «Tekstileksport fra Agder og Rogaland på 1600-tallet. Ullhoser og vadmål», *Heimen*, 2, pp. 99-110.
- HAJNAL, John, 1965, «European marriage patterns in perspective», in David V. GLASS and David E. C. EVERSLEY (eds.), *Population in History*, London, Edward Arnold, pp. 101-143.
- , 1982, «Two kinds of preindustrial household formation system», *Population and Development Review*, 8, pp. 449-494.
- HART, Simon, 1976, *Geschrift en Getal*, Dordrecht, Historische Vereniging Holland.
- HODNE, Oddleif, 1976, *Fra Agder til Amsterdam. En studie av norsk emigrasjon til Nederland i tiden ca. 1625-1800*, Unprinted MA-thesis in history, University of Oslo.

- KIDD, Colin, 1999, *British Identity before Nationalism: Ethnicity and Nationhood in the Atlantic World, 1600-1800*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KUIJPERS, Erika, 1997, «Lezen en schrijven», *Tijdschrift voor sociale geschiedenis*, 23:4, pp. 490-522.
- , 2004, «Poor, illiterate and superstitious? Social and cultural characteristics of the ‘Noordse Natie’ in the Amsterdam Lutheran Church in the seventeenth century», in Louis SICKING, Harry DE BLES, Erend DES BOUVRIE, *Dutch Light in the «Norwegian Night». Maritime Relations across the North Sea in Early Modern Times*, Hilversum, Verloren, pp. 57-67.
- , 2005, *Migrantenstad. Immigratie en sociale verhoudingen in 17e-eeuws Amsterdam*, proefschrift, Hilversum, Verloren.
- PHILLIPS, Derek, 2008, *Well-Being in Amsterdam’s Golden Age*, Amsterdam, Pallas Publications.
- PRAM, Christen Henriksen, (1808) 1964, *Kopibøker fra reiser i Norge 1804-06*, Lillehammer, De Sandvigske Samlinger.
- SOGNER, Sølvi, 1993, «Young in Europe around 1700: Norwegian sailors and servant-girls seeking employment in Amsterdam», in Jean-Pierre BARDET, François LEBRUN, René LE MÉE (eds.), *Mesurer et comprendre. Mélanges offerts à Jacques Dupâquier*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 515-532.
- , 1994a, *Ung i Europa. Norsk ungdom over Nordsjøen til Nederland i tidlig nytid*, Oslo, Universitetsforlaget.
- , 1994b, «Women’s position in migration. The Norwegian case as illustrated by the trek to Holland in the early modern period», in Antonio EIRAS ROEL, Ofelia REY CASTELAO (eds.), *Les migrations internes et à moyenne distance en Europe, 1500-1900*, Vol. I, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, pp. 27-42.
- , 2007, «Litt om de kondisjonerte i Nedenes fogderi og i Kristiansand ut fra ekstraskattene 1711», in Are S. GUSTAVSEN (red.) and Tore H. VIGERUST, *Adelskap forplikter*, Oslo, kane.benkestokk.teiste, pp.15-22.
- , 2009, «Sjømannshustruer skriver til sine menn. Amsterdam, november 1664», in Einar NIEMI and Christine SMITH-SIMONSEN (red.), *Det hjemlige og det globale. Festskrift til Randi Rønning Balsvik*, Oslo, Akademisk Publiserings, pp. 53-70.

- SOGNER, Sølvi and VAN LOTTUM, Jelle, 2007, «An immigrant community? Norwegian sailors and their wives in 17th century Amsterdam», *The History of the Family*, 12, pp. 153-168.
- SÆTRA, Gustav, 1996, *International Labour Market for Seamen 1600-1900. Norway and Norwegian participation*, Research Series 1, Kristiansand, Agder college.
- VAN DE POL, Lotte C., personal letter, 15 August 1991.
- VAN DEN HEUVEL, Danielle, 2005, 'Bij uijtlandigheijt van haar man'. *Echtgenotes van VOC-zeelieden, aangemonsterd voor de kamer Enkhuizen (1700-1750)*, Amsterdam, Aksant.
- , 2007, *Women and Entrepreneurship. Female Traders in the Northern Netherlands, c. 1580-1815*, Amsterdam, proefschrift, University of Utrecht.
- VAN DER WOUDE, Ad, 1994, «Sex ratio and female labour participation in the Dutch republic», in Antoinette FAUVE-CHAMOUX and Sølvi SOGNER (eds.), *Socio-Economic Consequences of Sex-Ratios in Historical Perspective, 1500-1900*, Milan, Proceedings, Eleventh International Economic History Congress, pp. 65-78.
- VAN EGHEN, I. H., 1969, «Elsje Christiaens en de kunsthistorici», *Amstelodamum*, 56, pp. 73-78.
- VAN GELDER, Roelof, 2008, *Zeepost. Nooit bezorgde brieven uit de 17<sup>de</sup> en 18<sup>de</sup> eeuw*, Amsterdam/Antwerpen, Atlas.
- VAN LOTTUM, Jelle, 2007, *Across the North Sea. The Impact of the Dutch Republic on Labour Migration, c. 1550-1850*, Aksant, Aksant Academic Publishers.
- VAN LOTTUM, Jelle and SOGNER, Sølvi, 2006, «Magnus og Barbara. Mikrohistorie i Nordsjø-regionen på 1600-tallet», *Historisk tidsskrift*, 85, pp. 377-401.
- , 2007, «Het verhaal van Magnus en Barbara. Migratiegeschiedenis in het klein», *Holland*, 39, pp. 65-79.
- VAN VLIET, Adri P., 2007, 'Een vriendelijke groetnisse'. *Brieven van het thuisfront aan de vloot van De Ruyter (1664-1665)*, Franeker, Van Wijnen.
- VAN ZANDEN, Jan Luiten, 2009, *The Long Road to the Industrial Revolution*, Leiden – Boston, Brill.

# Femmes migrantes et réseaux de solidarité transnationaux au sein de la domesticité madrilène à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle

Sarah PELLETIER-PECH

La première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle a marqué un tournant dans l'histoire de la domesticité madrilène. En effet, si jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle inclus, on dénombrait à peu près autant d'hommes que de femmes domestiques à Madrid (Pech 2007, 148), au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le monde du service s'est féminisé. Avant, Madrid se démarquait des autres capitales européennes comme Paris qui comptait plus de 60% de femmes dans le secteur des activités domestiques, ou Londres où la part des femmes domestiques dépassait les 80% (Gutton 1981, 73; Meldrum 2000, 16-18). Pourtant, la proportion globale des domestiques dans la population madrilène ne changea pas fondamentalement au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, passant de 14% environ à l'époque classique à 12% dans le dernier tiers du siècle (Ringrose 1976, 34). Ce n'était toutefois plus la même domesticité. Etre domestique était devenu un métier de femmes et surtout, de femmes immigrées.

Dans cet article, nous mettrons l'accent sur les changements que connut Madrid dans le domaine des services, notamment lors du passage d'une domesticité plurielle à une domesticité féminine. Dans une première partie, nous verrons comment la domesticité est devenue un métier de femmes dominé par la figure de la servante immigrée. La part des migrants dans ce secteur d'activités n'était pas une nouveauté en soi, mais si les courants migratoires intra-péninsulaires se perpétuèrent, d'autres, transnationaux et jusque-là réservés aux hommes, s'ouvrirent progressivement aux femmes, suscitant de nouvelles spécialisations au sein du monde du service. Puis, dans un second temps, nous nous concentrerons sur les stratégies de ces femmes au moment de leur implantation dans la capitale et sur leurs solides réseaux transnationaux de sociabilité et de solidarité.

Tous les résultats présentés ici sont issus du dépouillement de deux sources complémentaires conservées à l'*Archivo Histórico de Protocolos*

de Madrid. Il s'agit d'actes notariés rédigés entre 1650 et 1750, soit dans des études particulières, soit au chevet des malades de l'*Hospital de la Pasión*. Créé en 1565, cet hôpital, longtemps incorporé à l'*Hospital General*, constituait une entité séparée qui, depuis 1636, occupait un bâtiment adjacent à l'Hôpital Général dans la rue d'Atocha, où les femmes étaient accueillies et soignées (Mesonero Romanos 1967 [1831], 71-72). Du point de vue méthodologique, nous avons effectué des sondages à partir des minutes notariales privées et retenu trois cents actes qui fournissent des données individuelles sur les parcours des servantes et sur l'existence de réseaux transnationaux de femmes dans la capitale. Nous avons complété cette approche par une étude sérielle des registres de l'*Hospital de la Pasión*. Ce dernier ensemble homogène, constitué à 96,7% d'actes de nature testamentaire, soit 221 documents rédigés à la demande de servantes, illustre le phénomène transnational de féminisation du monde du service madrilène et permet de déterminer les principaux bassins de recrutement de la main-d'œuvre domestique. Ces documents autorisent un traitement quantitatif des données, tout en fournissant des éléments d'ordre qualitatif. En effet, les servantes s'y expriment, évoquent leurs parcours de migrantes et les relations qu'elles ont pu établir au sein de la capitale. Cette source nous permet de reconstituer des tranches de vies de femmes migrantes et de mettre en lumière des réseaux transnationaux de sociabilité et de solidarité au féminin.

### Un univers féminin dominé par la figure de la servante immigrée

Déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, 65% des domestiques répertoriés dans les registres des hôpitaux royaux, dont l'*Hospital de la Pasión*, étaient originaires d'autres provinces que celle de Madrid (Pech 2007, 181). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce phénomène s'accroît. Les gens de service venaient non seulement des quatre coins de la péninsule ibérique – Galice, Asturies, Cantabrie, Pays Basque, Vieille et Nouvelle Castilles, Estrémadure, Andalousie, Catalogne, Aragon, Valence, Portugal – mais aussi d'au-delà les frontières péninsulaires (Flandres, territoires italiens, France et Angleterre). Si la zone de recrutement de la domesticité madrilène restait

étendue, à la différence du XVI<sup>e</sup> siècle, les servantes n'étaient plus uniquement originaires des provinces les plus proches de la capitale comme les deux Castilles, ou de régions traditionnellement émettrices comme celles du Nord et du Nord-Ouest. Les femmes domestiques parcouraient désormais de plus longues distances et franchissaient les frontières, se lançant sur des routes jusque-là plutôt réservées aux hommes. Ainsi davantage de femmes étaient originaires d'Etats étrangers, ce qui était exceptionnel auparavant. Leur proportion ne cessait d'augmenter, passant de seulement 4,6% en 1650 à 15,7% en 1714 (Carbajo Isla 1985). La présence de ces étrangères dans la domesticité de familles nobles madrilènes n'était pas anodine. Outre les emplois domestiques traditionnellement féminins (gouvernantes d'enfants, demoiselles de compagnie), au XVIII<sup>e</sup> siècle, on leur proposait également des emplois qualifiés, tel celui de chef cuisinier, réservés auparavant aux hommes. Ainsi, avant le tournant décisif du XVIII<sup>e</sup> siècle, la domesticité madrilène rassemblait deux mondes: celui des petites mains, souvent féminines et sans qualification, et celui mieux considéré et rémunéré des emplois masculins spécialisés (cocher, cuisinier), de représentation (page, écuyer, porteur de chaise) ou à responsabilités (majordome, secrétaire, intendant, aumônier, maître d'hôtel). Les femmes n'avaient guère de possibilités d'ascension sociale, une minorité seulement pouvant espérer des gages plus élevés comme nourrices, demoiselles de compagnie ou, en prenant de l'âge, duègnes. Aussi, la domesticité connut-elle un profond bouleversement lorsqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle cette division sexuée du marché du travail s'estompa, permettant aux femmes d'acquérir un statut différent et plus gratifiant au sein de la domesticité.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. La première est que les hommes délaissaient progressivement le métier de serviteur. L'offre masculine de services diminuait – les hommes investissant d'autres secteurs comme celui des travaux publics – alors que la demande restait importante, si bien que les hommes employés dans le secteur des services négociaient leurs contrats en exigeant de meilleures conditions de travail et de salaires (gages plus élevés, avantages en nature, concession de temps libre, allègement des horaires de travail, refus de porter la livrée jugée déshonorante, etc.) (Sarasúa 1994). L'augmentation du coût de ces salariés et les contraintes que les serviteurs imposaient à leurs employeurs amenaient ces derniers à recourir à la main-d'œuvre féminine. Aussi employaient-ils désormais moins

de serviteurs (trop chers) et davantage de servantes, notamment des nourrices originaires du Nord de l'Espagne, des gouvernantes d'enfants ou bien des cuisinières étrangères. L'art de paraître s'adaptait peu à peu, en raison aussi de la crise économique qui touchait l'Espagne depuis la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle (Hamilton 1975 [1934]) et des habitudes de nombreuses familles de vivre à crédit. Les familles nobles madrilènes étaient en conséquence contraintes de réduire considérablement le budget alloué au service domestique. Limiter le nombre de domestiques ou verser des rémunérations calculées au plus juste faisaient alors partie de mesures efficaces pour réduire les dépenses familiales. S'il n'était pas aisé de faire accepter un salaire modeste aux serviteurs, il était toujours possible d'engager une servante sur la base de gages inférieurs à ceux réclamés par les serviteurs. Ainsi l'offre féminine de services augmentait-elle rapidement car les salaires des femmes domestiques demeuraient habituellement inférieurs à ceux des hommes. Il en résulte que, entre 1650 et 1700, le salaire féminin de référence a peu ou pas augmenté, alors que le coût de la vie, lui, était à la hausse. L'échelle des salaires débutait aussi plus bas pour les servantes que pour les serviteurs. Rares étaient les hommes qui touchaient moins de dix-sept ou dix-huit réaux par mois, alors que la plupart des servantes recevaient un salaire mensuel de quinze à dix-sept réaux. En outre, les pratiques de rémunération des domestiques étaient inégalitaires et sexuées, les hommes percevant une rémunération sur une base journalière tandis que le mode de calcul le plus fréquent pour les femmes demeurait sur une base mensuelle. Ainsi entre 1670 et 1700, un homme touchait de trois réaux et demi à six réaux et demi par jour quand, dans le même temps, la rémunération d'une servante était comprise entre seize et vingt-sept réaux par mois (Pech 2007, 255).

La combinaison de ces différents facteurs a ainsi causé la féminisation de la main-d'œuvre domestique madrilène, phénomène qui encouragea l'immigration de femmes étrangères à destination de la capitale (Carbajo Isla 1985, 84). Cette immigration féminine, en chaîne souvent, s'effectuait au sein de réseaux familiaux ou communautaires (avec des compatriotes) dans le but notamment d'éviter le déracinement. Ces femmes quittaient rarement leur pays seules. Elles rejoignaient souvent des parents ou connaissances déjà installés dans la capitale et évitaient ainsi l'isolement. Quelquefois, ces migrations qui les menaient de leur village natal à Madrid prenaient plusieurs années, la capitale étant le point d'aboutissement d'une migration par étapes (d'abord jusqu'à la

ville la plus proche, puis de cette dernière à la capitale de la province enfin, à Madrid). Même si les hommes continuaient à constituer le contingent le plus important de la population madrilène adulte, la part des femmes augmentait, ces dernières devenant majoritaires dans certaines tranches d'âge, notamment celle des 16-25 ans où les domestiques étaient bien représentés (Carbajo Isla 1985, 74).

Dans ce microcosme domestique que les femmes conquéraient peu à peu, de nouvelles spécialisations professionnelles émergeaient. Citons par exemple les nourrices originaires de Cantabrie, surtout celles de la vallée du Pas, qui étaient de plus en plus recherchées de telle sorte que dans le langage courant le terme *pasiëga* (originaire de la vallée du Pas) signifiait «nourrice» (Sarasúa 1994, 158). Les femmes de Biscaye étaient aussi appréciées comme cuisinières, ainsi que les Françaises et les Italiennes. L'abbé Humphry, auteur d'une histoire apologétique de Saint-Louis-des-Français, fondation qui secourait et soignait les migrants français, indique: «une classe de Français dont on apprécie beaucoup le talent à Madrid, est celle des domestiques, et, surtout, des cuisiniers des deux sexes. [...] Presque toutes les cuisinières françaises viennent de Bayonne et du Pays Basque. Elles se font surtout remarquer par leur fidélité» (Humphry 1998 [1854], 22). Ce phénomène se renforça dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, à une époque où le monarque espagnol s'entourait de plus en plus de Français qui, par leur présence et leur influence, suscitaient l'ouverture de nouvelles boulangeries. Si ce secteur employait déjà des Français au XVII<sup>e</sup> siècle, il devint au XVIII<sup>e</sup> siècle plus ou moins la chasse gardée des Français (Désos 2009; Alcouffe 1966).

Il en ressort que la noblesse espagnole employait de plus en plus de domestiques étrangères dans le but d'afficher le statut social de la famille et d'imiter les pratiques des Maisons Royales. Cela eut pour effet d'entretenir une immigration d'élites féminines – des étrangères souvent issues de la noblesse –, ainsi que des vocations dans les couches plus populaires, au sein desquelles les grandes familles recrutaient des femmes de chambre, des nourrices et des cuisinières, pour un salaire mensuel de soixante à cent cinquante réaux (Sarasúa 1994, 223). L'embauche de ces étrangères s'opérait dans le cadre de réseaux particuliers, ceux des maîtres qui faisaient souvent appel à leurs contacts sur place ou à l'étranger. Certains, qui résidaient quelques temps en Italie ou en France, ramenaient parfois avec eux les servantes dont ils étaient sa-



tisfaits. Aussi l'engagement des servantes nécessitait aussi l'élaboration de stratégies où les réseaux transnationaux jouaient un rôle important. Il ne s'agissait pas d'engager une servante sans recommandation émanant d'une personne de l'entourage familial proche, d'amis ou de connaissances en Espagne ou à l'étranger. La noblesse madrilène savait faire usage de ses réseaux transnationaux pour éviter l'engagement hasardeux d'une servante, même de bonne famille.

Arrivées avec leurs employeurs ou non, ces femmes évoquent souvent, dans leurs testaments, le déracinement et les sacrifices qu'elles ont acceptés en abandonnant leur pays<sup>1</sup>. Les maîtres savaient leur en être reconnaissants. Le testament de doña Juana Dormez, duchesse de Feria, quelque peu antérieur à notre période, est emblématique de ce point de vue (*Protocolo* 2645, 144-160). La duchesse y demande à son petit-fils de récompenser ses dames de compagnie et confidentes, bien nées et originaires d'Angleterre ou des Flandres. Elle précise ainsi qu'elle accorde à l'une d'elles, doña Francisca Feltón, une rente à vie, ainsi qu'une somme de 100 ducats, «parce qu'elle a quitté l'Angleterre pour [la] servir» et qu'elle a donc «des obligations à son égard». A la fille de cette dernière, elle attribue six cents ducats et une belle dot. Elle évoque également Isabel Pauley, originaire des Flandres, qui reçoit une rente annuelle de cent ducats et du linge de maison. Si cette domestique de haut rang manifeste le désir de retourner dans son pays, la duchesse souhaite que la somme de cinq cents ducats lui soit remise au moment de son départ, afin de couvrir les frais du voyage et ceux que suppose une nouvelle installation. Le terme «*obligación*» et le verbe «*deber*», qui accompagnent l'évocation de ces domestiques qui sont aussi des intimes, suggèrent que la testatrice se sentait responsable de ces étrangères de noble naissance qui partageaient son système de valeurs, fondé sur l'idée que les services rendus étaient, en retour, créateurs d'obligations. Ces cas peuvent paraître singuliers, mais à l'époque ils tendaient à se généraliser.

En ce qui concerne les servantes d'origine plus modeste, leur mode de recrutement était varié. Le bouche à oreille ou le système des lettres de recommandation établies par des notables provinciaux n'était pas nouveau en soi, pas plus que le recours à un membre du clergé comme intermédiaire et garant. L'existence d'agences de placement, soumises en

1 Nous nous appuyons sur des documents conservés soit à l'*Archivo Histórico de Protocolos* de Madrid déjà évoqués, soit à l'*Archivo Histórico Nacional*, dans les archives privées des grandes familles (sections *Diversos* ou *Estado*).

principe à l'attribution d'une autorisation municipale, était également attestée depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle. Les *Libros de Gobierno de la Sala de Alcaldes*, conservés à l'*Archivo Histórico Nacional*, contiennent ainsi la copie de permis délivrés pour exercer l'activité de *padre* ou *madre de mozas*. En obtenir un n'était pas aisé. Lorsque Ana de Nieves par exemple en sollicita un, elle avançait comme argument que l'une des deux femmes tenant une agence de placement dans la capitale était décédée (*Libro* 1199, 60). La place de cette dernière était donc vacante. En fait, rarement plus de trois autorisations étaient délivrées pour une même période, ce qui encourageait la multiplication d'officines illégales. Les critères sélectifs pour ouvrir une agence, fixés durablement par l'*auto* du 19 août 1614, visaient à écarter de la profession les célibataires, ainsi que les analphabètes, car il s'agissait de recréer artificiellement une cellule familiale, ce qui à l'époque était incompatible avec l'état de célibat. Il n'est pas anodin à ce sujet de nommer les agents de placement *padre* et *madre de mozas*. Enfin il fallait pouvoir tenir des registres et donc savoir lire et écrire.

La municipalité attendait par ailleurs un strict encadrement des servantes et la réduction des périodes chômées. Il fut ainsi requis des placeurs qu'ils vérifient l'identité et les références des servantes. Le délai entre leur inscription et leur placement ne devait pas, en principe, dépasser quatre jours pour les Madrilènes et huit jours pour les migrantes. Les placeurs devaient, en outre, certifier que les servantes à la recherche d'une place étaient présentes à l'agence, de huit heures à dix-sept heures en hiver et de sept heures à dix-neuf heures en été, et s'engager à obliger les servantes à accepter toute place libre ou à les dénoncer en cas de refus. Refuser un emploi sous prétexte de trouver mieux ailleurs était ainsi considéré comme un délit. De plus, la police craignait que se déclarer domestique au chômage ne fût une façon d'occulter des activités moins honorables. Il ne s'agissait pas non plus de déstabiliser les conventions en laissant les domestiques profiter du rapport favorable entre l'offre et la demande. Enfin, les agences se devaient de placer les servantes pour une durée minimale de trois mois, et ce depuis 1607 (*Libro* 1200, 248).

La multiplication des annonces publiques, les *pregones*, et les menaces d'amendes ou de retrait d'autorisations à exercer délivrées par la municipalité aux agences de placement suggèrent néanmoins que la législation restait lettre morte. Les placeurs avaient en effet tout intérêt à ne pas l'appliquer, car chaque placement leur rapportait deux réaux: l'un

versé par la servante, l'autre par le maître. Plutôt que d'encourager la stabilité des servantes, les agents de placement tendaient alors à leur proposer de revenir voir périodiquement si une place ne leur convenait pas davantage. Cantonner l'exercice de cette activité à un nombre réduit de personnes en les soumettant à une réglementation très stricte encouragea en fin de compte, non seulement la création d'un marché parallèle de placement, mais aussi le recours à d'autres stratégies pour trouver un emploi de service. Aussi au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce mode de placement par agence décrut-il pour laisser la place à de nouvelles pratiques, celle des petites annonces affichées chez les commerçants ou artisans et celle, à partir de 1758, des annonces publiées dans la presse, notamment dans le *Diario Oficial de Avisos de Madrid* (Sarasúa 1994).

Enfin, certaines postulantes faisaient appel à leurs compatriotes qui occupaient déjà des emplois de servantes. En effet, les immigrantes avaient tendance à recommander leurs compatriotes pour des emplois similaires aux leurs ou pour les remplacer. Des réseaux fermés, voire des monopoles virent le jour, provoquant à leur tour l'émergence de stéréotypes basés sur les origines géographique et professionnelle des immigrantes. Ainsi, les contemporains percevaient de plus en plus l'origine géographique comme la garantie d'un service efficace et de qualité (Sarasúa 1994, 61). Faire appel à une compatriote était donc un moyen efficace d'intégration professionnelle. Ce n'était pas le seul. Nous allons en effet voir que les actes notariés révèlent l'existence de nombreux réseaux féminins transnationaux de solidarité et de sociabilité au sein de la capitale espagnole.

## Une société de femmes aux réseaux de solidarité et de sociabilité transnationaux

Des institutions destinées à secourir les migrants existaient dès l'époque classique. Parmi celles-ci se trouvaient les hôpitaux dits «régionaux». Citons à titre d'exemples l'Hôpital des Italiens, celui des Portugais, l'Hôpital Saint André des Flamands, celui de Notre-Dame de Montserrat pour les Aragonais, l'Hôpital Saint Patrice des Irlandais ou encore celui de Saint-Louis-des-Français (Mesonero Romanos 1967 [1854], 73).

Néanmoins, ces structures, créées à une époque où l'immigration était surtout masculine, n'étaient pas adaptées à l'accueil des migrantes, désormais de plus en plus nombreuses. Le nombre de lits était insuffisant et il n'était pas souvent possible de diviser l'espace pour accueillir des malades des deux sexes. Pourtant, quelques structures, comme celle de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, affichèrent la volonté de ne pas limiter l'accueil aux migrants de sexe masculin. L'abbé Humphry rapporte ainsi que deux salles étaient initialement prévues, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes (Humphry 1998 [1854]). Toutefois, ce projet initial était difficilement applicable car l'institution ne possédait, du moins jusqu'en 1700, que sept lits.

En revanche, d'autres réseaux plus souples comme les structures d'hébergement tenues par des compatriotes, les congrégations et confréries, et les cercles informels, régionaux ou amicaux, qui se créaient entre compatriotes ou collègues, s'adaptèrent plus aisément aux nouveaux besoins. Les auberges et pensions qui logeaient en priorité des compatriotes du/de la propriétaire se multiplièrent, surtout dans les paroisses périphériques où des quartiers galicien, français, italien, allemand et autres virent le jour dès le XVII<sup>e</sup> siècle (Bravo Lozano 1979; Fayard et Larquié 1968; Larquié 1994). Le réseau déjà existant se compléta et, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, des auberges étaient ainsi connues pour accueillir en priorité des migrants (Sarasúa 1994, 51). Les servantes y avaient volontiers recours, par souci d'économie et pour éviter la solitude, car ces établissements pratiquaient fréquemment la colocation. Margarita Fernández et sa collègue Inés firent ce choix et partagèrent ainsi le loyer d'une grande chambre (*Protocolo* 24781, 179-180).

Avant d'entrer dans le détail des multiples formes et fonctions de ces réseaux transnationaux, voyons ce qui en favorisa l'éclosion. Dès l'époque classique, les immigrées qui se plaçaient comme servantes ne privilégiaient pas une stratégie de retour au pays, mais plutôt celle d'une implantation durable dans la capitale. La domesticité madrilène se démarque du modèle mis en évidence par Peter Laslett dans le sens où le service n'était pas nécessairement une étape avant le mariage mais parfois un statut permanent (Laslett 1965 et 1977). A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, une majorité de servantes ne quittaient pas le service lorsqu'elles se mariaient et beaucoup ne retournèrent jamais dans leur village natal<sup>2</sup>. En

2 Elles ne rompaient pourtant pas les liens avec leur communauté d'origine, conservaient des biens (terres, maison et bétail) dans leur village, administrés par un

fait, contracter un mariage à Madrid améliorait significativement leur quotidien. Les servantes mariées étaient mieux payées que les célibataires, les maîtres leur offrant une augmentation ainsi que la possibilité d'accéder à des emplois plus valorisants, comme gouvernante, pour les garder à leur service. En outre, le mariage était synonyme d'ascension sociale, car peu épousaient leurs semblables, c'est-à-dire de simples serviteurs, leur préférant des domestiques spécialisés comme les cuisiniers, cochers ou portiers qui recevaient des gages plus élevés. Néanmoins, la majorité des servantes ne privilégiaient pas des unions avec leurs collègues, pas plus qu'avec leurs compatriotes, mais recherchaient des alliances avec des Madrilènes, petits commerçants, artisans, membres de l'administration ou de la police.

Ces comportements exogames favorisaient ainsi un double processus: celui de l'intégration et celui de la mobilité sociale ascendante. C'est exactement le parcours que connut María de Velasco, dont le mari, l'alguazil Martín Pelaez, fit appel à ses relations au sein de la municipalité pour la recommander auprès d'un diplomate (*Protocolo* 24780, 332-334). En conséquence elle quitta la maison modeste où elle était employée auparavant et accepta une nouvelle place, mieux rémunérée. S'élever dans la société par le mariage avec un Madrilène était ainsi une alternative au retour au pays que les servantes ne négligeaient pas. Ces mariages entre migrant(e)s et Madrilènes n'étaient d'ailleurs pas propres aux servantes, mais fréquents dans toutes les catégories professionnelles si bien que plus des trois quarts des mariages contractés entre 1650 et 1850 comptent un conjoint non originaire de Madrid et révèlent la volonté d'une implantation locale (Carbajo Isla 1985, 83; 1987).

Dans l'ensemble, les servantes aspiraient à une situation stable, ce qui se traduisait par une faible mobilité, surtout dans la catégorie des célibataires définitives qui jouaient la carte de la sécurité et espéraient une récompense pour de longues années de bons et loyaux services. Le célibat de ces servantes tenait à plusieurs raisons. D'une part, elles n'étaient pas toujours des partis très recherchés en raison de la grande disponibilité qu'imposait leur profession, et d'autre part, l'absence de tuteur s'engageant à verser une dot constituait un sérieux obstacle notamment

---

membre de leur famille, et demandaient souvent à ce que des messes y soient dites pour le salut de leur âme.

pour les orphelines. Aussi n'avaient-elles aucune garantie à apporter, sauf si les maîtres décidaient de les doter.

Dans ce contexte, il apparaît que, sauf raison majeure, les servantes célibataires, mariées ou veuves, quittaient rarement leurs maîtres et, lorsque c'était le cas, leur nouvel emploi était souvent très proche de l'ancien. Elles s'éloignaient peu du quartier qu'elles connaissaient et le déplacement se résumait souvent à traverser la rue ou à se rendre quelques maisons plus loin. Ces immigrantes, venues parfois d'horizons lointains, faisaient preuve d'une certaine frilosité à l'idée de changer de cadre de vie et de repères. Leur implantation évoluait à l'intérieur d'un territoire spécifique et leurs stratégies migratoires se réduisaient à un espace limité. Ainsi, les réseaux sociaux qui caractérisaient les expériences de vie de ces servantes demeuraient endogames (dans la communauté ou le quartier d'origine) et leurs stratégies professionnelles homogames (au sein de la domesticité). Il est vrai aussi qu'en restant longtemps dans un même quartier, des liens se créaient. Les domestiques tissaient ainsi un réseau de connaissances qui les tenait au courant des places qui se libéraient. Chacun pouvait ensuite proposer ses services à un maître plus généreux ou renseigner une compatriote à peine arrivée. Dans les testaments de nombreuses servantes, on apprend que l'aide d'une plus ancienne dans la place fut capitale et qu'à leur tour, elles se portaient caution pour des compatriotes briguant un emploi de service. Les testatrices racontaient ces histoires d'entraide après avoir précisé que les personnes concernées étaient devenues des amies. Le réseau n'était donc pas uniquement fournisseur d'une aide ponctuelle mais aussi créateur de relations durables qui reposaient sur une histoire commune.

Toutefois, ces réseaux de solidarité féminine n'incluaient pas que des servantes, ce qui renforçait leur efficacité et pérennité. Le «vivre ensemble» dépassait le cadre de la maison du maître. Dans les documents que nous avons consultés, les servantes évoquent fréquemment d'autres femmes du quartier en qui elles ont confiance. La plupart étaient mariées à des boutiquiers ou des artisans. Ce sont elles que les servantes sollicitaient pour afficher une petite annonce dans la boutique ou l'échoppe de leur mari. Les lavandières, les vendeuses de primeurs ou de vin, avec qui les servantes étaient en contact dans l'exercice de leur métier, et celles qui tenaient des auberges et pensions sont aussi très souvent citées. A propos de ces auberges ou pensions, les servantes qui y logeaient, y travaillaient ou entretenaient de bonnes relations avec les patronnes,

avaient souvent de plus larges cercles d'amies. Ceci tend à prouver que ces maisons étaient des lieux clés dans la vie du quartier, ainsi que des points de rencontre, de convivialité et d'échange de nouvelles. Les servantes qui gravitaient autour de ces lieux étaient amenées à rencontrer davantage de personnes que celles qui logeaient et prenaient leurs repas chez leurs maîtres. Ainsi, María Ruiz par exemple, mariée à un chocolatier, employée comme servante dans une taverne, était en contact avec des domestiques de différentes maisons (*Protocolo* 24780, 316-317). Dans son testament, elle ne nomme que ceux qui lui doivent de l'argent mais, à travers la liste qu'elle fournit, on découvre un monde coloré où l'on désignait la personne selon son origine géographique («le catalan/celui de Monterey»), son surnom («le serviteur que l'on appelle Azán»), ses caractéristiques physiques («Juan le Grand») ou le titre de son employeur («Antonio le cocher de don Agustín de Guzmán et son collègue», «le cocher du duc de Montalbo», «le laquais de don Benito», entre autres).

L'amitié tenait au sentiment d'avoir des points communs, comme l'origine géographique et le métier exercé bien sûr, mais aussi l'âge, la situation matrimoniale ou l'appartenance à une même confrérie. Les servantes Josefa María et Ursula par exemple avaient l'habitude de mettre en commun leurs économies pour pallier à l'irrégularité du versement de leurs gages. Cette solidarité économique est présente jusque dans la rédaction des dernières volontés de Josefa María, qui demande alors à ce que «l'on donne à [son] amie Ursula, qui sert chez le même maître qu'elle, un vêtement et un pourpoint, choisis parmi les plus beaux et ceux en meilleur état qu'elle possède, ainsi qu'un dessus de lit bleu» (*Protocolo* 24773, 64-65).

Les confréries et congrégations étaient aussi des institutions qui, par leurs statuts, favorisaient l'entraide. La *Congregación de Nuestra Señora de las Angustias*, installée dans les locaux de l'*Hospital de la Pasión*, est souvent citée dans les testaments des servantes. Les membres appartenaient pour la plupart au personnel des hôpitaux royaux ou vivaient à proximité de ces établissements de soins. Les malades admises à l'hôpital pouvaient également devenir membres de cette organisation et demander un soutien spirituel et financier lors de leurs funérailles. Cependant, ces confréries étaient souvent mixtes et, même si les femmes y avaient leur place, elles n'y étaient que des membres parmi d'autres. Ainsi lorsqu'elles mentionnaient d'autres membres de la confrérie, elles

ne les présentaient pas toujours comme des ami(e)s. Les relations créées par ce biais étaient donc d'une autre nature que celles suscitées dans l'intimité forcée de la maison du maître ou dans les échanges quotidiens à l'intérieur du quartier. La plupart des servantes fréquentaient en effet davantage leurs collègues ou voisines que les confréries. Les archives révèlent clairement que les réseaux de femmes les plus efficaces se limitaient au quartier où ils s'étaient constitués. Toutes les femmes d'un même réseau logeaient dans la même rue ou dans des rues adjacentes, rarement plus loin. Chaque réseau évoluait à l'intérieur d'un espace réduit et connu de l'entourage, ce qui explique que les indications testamentaires soient souvent très vagues, les servantes se contentant de donner les prénoms des femmes qu'elles fréquentent, de les désigner par des périphrases («la femme de Untel», «la femme du cordonnier, du tailleur»), ou bien par des mentions incomplètes sur leur domicile («une telle qui vit rue de...») ou «place de») et sur leurs employeurs («une telle qui travaille dans telle rue»). Rien de plus précis, ce qui laisse entendre que tout le monde connaissait ces personnes dans le quartier. Et, si jamais la femme en question n'en faisait pas partie, alors la testatrice donnait le nom d'une amie qui pouvait fournir des éléments complémentaires.

Ainsi, parmi les exécuteurs testamentaires, au moins une femme, amie ou voisine, détenait des informations sur le patrimoine de la servante défunte. C'est d'autant plus important que le notaire devait souvent récupérer des biens éparpillés aux quatre coins du quartier. En effet, l'une des caractéristiques de ces réseaux de femmes est que tout circulait de maison en maison. Le matériel de cuisine, le linge ou les meubles passaient de l'une à l'autre, selon les besoins de chacune. Le patrimoine des servantes était ainsi en bonne partie constitué de biens mis à la disposition ou confiés à plusieurs autres femmes. En fait, les prêts permettaient d'éviter d'engager des frais lorsque la nécessité d'un objet ou d'un vêtement n'était qu'occasionnelle, pour un travail ponctuel dans le cas des cuisinières ou d'un événement exceptionnel (fêtes familiale et paroissiale, de la ville...). Les femmes se prêtaient alors leurs plus beaux vêtements ou leurs bijoux. Certaines héritaient des vêtements que leurs maîtresses ne voulaient plus porter. Ainsi n'hésitaient-elles pas à partager avec d'autres les manteaux de soie, les jupes couvertes de dentelle, les boucles d'oreille, les bracelets et autres accessoires ainsi acquis. Les formules, telles que «je lui ai accordé ce prêt en toute confiance» ou «je



lui ai prêté tel bien parce que j'ai entièrement confiance en elle», qui accompagnent les déclarations des servantes prouvent que la relation était ressentie comme solide. Dans la majorité des cas, aucune preuve écrite ne pouvait être fournie. Tout reposait sur la parole des unes et des autres.

Quant aux objets laissés en dépôt, ils l'étaient par manque de place. Isabel de Medina précise qu'elle a laissé des biens chez une voisine, «parce qu'ils ne rentraient pas dans le coffre où elle entrepose ses affaires» (*Protocolo* 24773, 49-50). Les servantes considéraient aussi que les objets étaient plus en sécurité chez autrui que chez elles ou chez leurs maîtres. Il s'agissait souvent d'objets de valeur tels que des pièces d'argenterie, des bijoux de famille, des petits coffres ou des sacs contenant papiers et économies. A ce propos, précisons que les servantes n'accumulaient guère d'argent. Elles n'avaient pas toujours un salaire bien élevé, mais elles avaient également tendance à faire circuler l'argent qu'elles recevaient, sous forme de petites sommes avancées à des voisines. Cette habitude renforçait les liens et entretenait les réseaux, dans un versant plus «matériel». Néanmoins, les biens laissés en dépôt ou les sommes avancées pouvaient aussi être des gages de remboursements pour des dettes contractées. Ana María Fuentes avait par exemple laissé en gage une belle tunique, une basquine et une cuillère en argent chez une veuve qui tenait une taverne, une autre cuillère en argent chez une seconde propriétaire de taverne et un dessus de lit en drap bleu auprès d'une certaine «Teresa qui [mesurait] le vin dans une taverne de la petite place *Antón Martín*» (*Protocolo* 24781, 56-57). A l'inverse, les créances concédées à un tiers pouvait créer des relations de dépendance inversée. María Antonia Terán, par exemple, avait ainsi prêté cinquante-trois réaux à son maître (*Protocolo* 24781, 160-161). Certes, ce prêt fut peut-être le fruit de sollicitations de la part de ce dernier, mais elle y gagna sa reconnaissance et une certaine liberté. Des cas comme celui-ci restent cependant exceptionnels et sortent de la relation de femme à femme et d'égale à égale.

L'entraide au sein des réseaux n'était cependant pas uniquement de nature matérielle. Les servantes mentionnent aussi les secours apportés par les autres habitantes du quartier lors de maladies ou d'accidents. Ana Martínez, par exemple, raconte comment, lorsqu'elle se blessa en pleine nuit, une collègue appliqua toutes sortes de remèdes pour tenter de la soigner, et alerta dès l'aube leur maître pour qu'il la fasse transférer à

l'hôpital (*Protocolo* 24781, 231). De même, en cas de conflit, que ce soit avec un maître mauvais payeur, avec un conjoint contre lequel une procédure de divorce était engagée ou pour quelque différend avec un autre domestique de la maison ou un voisin, les servantes pouvaient compter sur le soutien des autres femmes du quartier. Lorsque Inés Rodríguez fut admise à l'hôpital, à la suite de coups reçus du cocher Francisco de la Fuente, elle déposa une plainte dans laquelle elle faisait mention de témoins oculaires, prêtes à confirmer ses dires (*Protocolo* 24778, 166). Il en est de même dans le cas de Catalina de Morón, renversée par le cocher Pedro Fernández, place *Santa Cruz* (*Protocolo* 10677, 141). Même si toutes deux se rétractèrent finalement face aux pressions des maîtres des accusés – ces derniers voulant un règlement à l'amiable afin d'éviter que leurs noms fussent éclaboussés par une affaire judiciaire –, notaires et greffiers n'hésitèrent pas à prendre en note les témoignages des amies, collègues ou voisines. Ces déclarations, où abondent les anecdotes, les récits détaillés des propos, gestes et tons des uns et des autres, et les rumeurs qui couraient dans le quartier, suggèrent que vies privée et sociale n'étaient pas dissociables. Toutes savaient ce qu'il se passait et le bouche à oreille fonctionnait bien.

## Conclusion

En conclusion, nous pouvons avancer que les actes notariés permettent de recueillir, à travers les déclarations des servantes issues de la migration, des données importantes sur l'existence et le fonctionnement de réseaux transnationaux de solidarité et de sociabilité dans la capitale espagnole, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle. Certains réseaux avaient un caractère institutionnel et intervenaient surtout en cas d'accidents de la vie (hôpitaux, confréries ou congrégations); d'autres accompagnaient l'immigrée dès son arrivée à Madrid et favorisaient son intégration matérielle, professionnelle et personnelle, telles les auberges tenues par des compatriotes ou les cercles familiaux et régionaux. Les comportements des servantes reflètent également l'efficacité des réseaux sociaux œuvrant à une échelle réduite et regroupant des femmes venues de diverses provinces hispaniques ou de pays étrangers. Toutes étaient liées par

l'exercice d'une même activité, par la proximité de leur résidence ou par des intérêts communs. Ces femmes partageaient un environnement où la solidarité matérielle et humaine était leur quotidien. Néanmoins, si ces réseaux favorisaient l'insertion des servantes immigrées dans le tissu urbain de la capitale, les attitudes de ces dernières face au mariage ou au célibat révèlent également que l'implantation durable et la mobilité sociale nécessitaient la création de liens forts avec les Madrilènes de souche.

## Références

- ALCOUFFE, Daniel, 1966, «Contribution à la connaissance des émigrés français à Madrid au XVII<sup>e</sup> siècle», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Tome II, Paris, E. de Boccard, pp. 179-197.
- BRAVO LOZANO, Jesús, 1979, «Notas sobre la inmigración: Madrid, 1670. De Galicia a la parroquia de San Martín», *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, XVI, pp. 239-270.
- CARBAJO ISLA, María, 1985, «La inmigración a Madrid (1600-1850)», *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 32, pp. 67-100.
- , 1987, *La población de la villa de Madrid. Desde finales del siglo XVI hasta mediados del siglo XIX*, Madrid, Siglo XXI.
- DESOS, Catherine, 2009, *Les Français de Philippe V. Un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne, 1700-1724*, Strasbourg, Collections de l'Université de Strasbourg.
- FAYARD, Janine et LARQUIE, Claude, 1968, «Hôtels madrilènes et démographie urbaine», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Tome IV, Paris, E. de Boccard, pp. 229-258.
- GUTTON, Jean-Pierre, 1981, *Domestiques et serviteurs dans la France de l'Ancien Régime*, Collection historique, Paris, Aubier.
- HAMILTON, Earl J., 1975 [1934], *El tesoro americano y la revolución de los precios en España, 1501-1650*, Traduction de Ángel Abad, Barcelona, Ariel Historia.
- HUMPHRY, Frédéric Abbé, 1998 [1854], *Histoire de Saint-Louis des Français à Madrid*, Bordeaux, Durand.

- LARQUIE, Claude, 1994, «Etre étranger à Madrid au XVII<sup>e</sup> siècle», in Michel BALARD, Jean-Claude HERVÉ, Nicole LEMAITRE (eds.), *Paris et ses campagnes sous l'Ancien Régime. Mélanges offerts à Jean Jacquart*, Paris, P.U.P.S., pp. 221-229.
- LASLETT, Peter, 1965, *The World We Have Lost*, Londres, Methuen.
- , *Family Life and Illicit Love in Earlier Generations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MELDRUM, Tim, 2000, *Domestic Service and Gender 1660-1750. Life and Work in the London Household*, Singapour, Pearson Education Limited.
- MESONERO ROMANOS, Ramón de, 1967 [1831], *Obras de Mesonero Romanos*, Tome 201, Madrid, Atlas, B.A.E.
- PECH, Sarah, 2007, *Être domestique à Madrid au Siècle d'Or. Servir et vivre dans la Villa y Corte (1561-1700)*, thèse de troisième cycle, Paris, Université Paris IV – Sorbonne.
- RINGROSE, David, 1976, «Inmigración, estructuras demográficas y tendencias económicas en Madrid a comienzos de la Epoca Moderna», *Moneda y Crédito*, 138, pp. 9-55.



# Le *care* dans les stratégies migratoires au début du XXI<sup>e</sup> siècle: quel gain d'autonomie pour les femmes migrantes en Belgique?

Florence DEGAVRE  
Gertraud LANGWIESNER

On a assisté ces vingt dernières années, dans la plupart des pays européens, à deux bouleversements de nature très différente qui, combinés, ont profondément marqué le champ du *care*<sup>1</sup>. Le premier est relatif au phénomène de crise du *care* (Parrenas 2003) qui se manifeste par des besoins non satisfaits au niveau des services formels de garde d'enfants. Le second est relatif à l'offre de services et porte sur la constitution progressive d'une chaîne globale du *care*, définie comme «une série de liens personnels entre individus à travers le monde basés sur le travail rémunéré ou non rémunéré de *care*» (Hochschild 2000, 131). Ainsi en Europe, constate-t-on que le travail du *care* aux enfants est assuré de plus en plus par des personnes migrantes du Sud ou de l'Est, majoritairement des femmes, exerçant souvent leur activité sans contrat légal et en échange d'un salaire très peu élevé. L'objectif de cet article est de saisir certaines dynamiques propres aux femmes migrantes dans le *care*, notamment sur le plan de l'autonomie personnelle que ce travail apporte à celles qui l'exercent. Du point de vue empirique, notre article présente les résultats d'une étude exploratoire menée en 2007 auprès de femmes migrantes séjournant clandestinement en Belgique, toutes occupées dans le travail de *care* aux jeunes enfants. Du point de vue théorique, il mobilisera un cadre d'analyse où nous articulerons les concepts de *care*, de migration autonome et d'*empowerment*.

Après avoir présenté notre cadre théorique et méthodologique, nous démontrerons que le travail de *care* fait partie intégrante de la stratégie migratoire. Cette stratégie est souvent arrimée à un projet formulé initialement par et pour les familles des migrantes et facilitée par ce qu'il convient d'appeler des liens d'entraide transnationaux. Le travail de *care*

1 Le travail de *care* désigne ici l'ensemble des tâches matérielles et émotionnelles liées à l'éducation, la garde et le soin des petits enfants.

sera ensuite présenté dans ses aspects de contenu et de rémunération. Nous verrons enfin comment le projet migratoire évolue au fur et à mesure du temps passé en Belgique et à quel(s) gain(s) d'autonomie personnelle les femmes parviennent. L'analyse révélera le caractère inabouti de l'autonomie acquise.

### Cadre conceptuel: la place du *care* et son effet dans les parcours migratoires

Le travail de *care* est souvent associé à l'expression de la «nature profonde» des femmes. Or les différentes théories et études empiriques menées sur le sujet depuis plus de trente ans démontrent sa construction éminemment sociale et son inscription au cœur des rapports sociaux de sexe, de classe et de «race». De nombreux usages du concept peuvent être identifiés (Letablier 2001; Himmelweit 2007; Martin 2008). Un critère prioritaire consiste à distinguer le *care* formel du *care* informel. Le *care* formel désigne le travail d'aide régi par un contrat légal et généralement organisé dans le cadre des politiques publiques au sein des Etats sociaux. Le *care* informel se réfère aux activités d'aide sans contrat légal et généralement non rémunérées et au travail d'aide rémunéré mais irrégulier (Degavre 2007). Un intérêt soutenu se dégage de la littérature pour la relation de *care* qui réhabilite la réalité de l'(inter)dépendance et ressuscite les vertus de la sollicitude humaine (Molinier, Laugier et Paperman 2009). Ce niveau de la recherche axé sur les aspects «micro» du *care* tend à produire un savoir sur les pourvoyeurs et les usagers du *care*, sur les différentes formes et pratiques du *care* ainsi que sur ses aspects émotionnels (Hochschild 2000). Précisément, s'il est démontré que le *care* dans toutes ses formes s'accompagne d'émotions complexes étudiées entre autres sous l'angle de la psychologie sociale et de la philosophie (Molinier, Laugier et Paperman 2009), très peu d'études ont été menées sur les logiques socio-économiques sous-jacentes à ce travail, en particulier dans le cadre du *care* informel rémunéré, et sur leurs conséquences pour les travailleur(se)s. Le *care* est en effet une activité économique (Zelizer 2008) qui, en tant que telle, peut poursuivre plusieurs logiques socio-économiques (Degavre et Nyssens 2008) aux consé-

quences contradictoires. Le travail de *care* peut à la fois soutenir un «processus fort d'émancipation» (Sassen 2006) et enfermer les femmes dans des emplois sous-payés et sous-qualifiés à l'intention de la classe moyenne.

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, ce sont les dimensions de sexe et de classe du *care* qui sont privilégiées dans la recherche sur le *care*. Les études menées sur la migration des femmes à partir des années 1980 instruisent progressivement sa dimension de «race». Les flux migratoires féminins ont fortement augmenté à l'échelle du globe et répondent à des facteurs de plus en plus variés. Au Sud, les nouvelles zones d'exportation «mettent en mouvement» de nombreuses femmes des zones rurales qui occuperont des emplois dans les industries (Falquet et Moujoud 2010). Au Nord, les besoins non satisfaits en matière de reproduction sociale (et le fait que les autochtones se détournent des emplois qui y sont associés) sont à la base d'une importante immigration féminine qui se déroule désormais en dehors du regroupement familial et sur une base «autonome» (Hoschchild 2002; Lutz 2002). La migration «autonome» féminine est définie par Oso Casas (1997, 2000) comme une migration dont le moteur est un projet décidé individuellement, souvent lié à des raisons économiques. Moujoud (2008) relève quant à elle la «dimension émancipatrice» potentielle et amorcée dans le pays d'origine de ce processus migratoire dans son étude sur les femmes marocaines entrées seules en France.

Mais la question qui se pose ici est de savoir ce que deviennent réellement ces projets élaborés individuellement lorsqu'ils sont formulés autour du travail de *care* et effectués dans des conditions de clandestinité. L'appréciation de la progression de l'émancipation dans un tel contexte est une mesure éminemment complexe. Dans certains cas, on observe une augmentation de l'autonomie des femmes par le simple fait des activités rémunérées et même si le statut des femmes reste précaire (Pessar 1984). Mozère, dans son étude sur les femmes philippines travaillant comme domestiques à Paris, constate que la séparation avec la famille au travers de l'émigration est douloureuse mais que cela «ne les empêche pas, de manière non contradictoire, de poursuivre leur objectif, en améliorant leur situation chaque fois qu'elles le peuvent, de construire un réel projet de vie» (Mozère 2005, 160). L'auteure constate également que le fait de quitter son pays afin de contribuer au bien-être familial est



perçu comme un choix légitime qui rehausse la position sociale des migrantes dans la communauté et dans la famille.

Moujoud (2008) met toutefois en garde contre le regard réducteur qui prévaut parfois à l'observation des effets émancipateurs de la migration sur les femmes, comme si le changement positif, lorsqu'il surgit, provenait exclusivement des dynamiques à l'œuvre dans la société d'accueil. Elle insiste sur le besoin de prendre en considération la position sociale propre de chaque migrante dans son pays d'origine pour comprendre sa trajectoire sociale dans le pays d'accueil, de même que les éventuels rapports sociaux de classe entre migrantes d'un même pays ou encore, entre les migrantes et les employeur(se)s. Oso Casas et Catarino (1997) identifient par ailleurs plusieurs freins à l'amélioration du statut des femmes dans la migration. Ainsi, la migration peut être accompagnée d'un transfert des structures patriarcales du pays d'origine vers le pays d'accueil d'une façon telle que les relations entre hommes et femmes ne changent pas. Ensuite, le recours aux réseaux à base communautaire dans le pays d'accueil peut entraîner une reproduction des rapports sociaux et de la division des tâches de la société d'origine. Enfin, la présence sur un marché du travail dans des conditions très précaires (le fait d'être sans-papier notamment) peut empêcher un changement de statut, même symbolique, ou le limiter.

Le concept d'*empowerment* dès lors permet d'examiner le degré d'autonomie atteint dans le cadre d'un changement sociétal ayant une influence sur les rapports sociaux. Il renvoie au processus par lequel des individus ou les communautés acquièrent la capacité, les conditions de prendre du pouvoir et d'être acteurs dans la transformation de leur vie et de leur environnement. Trois formes de pouvoirs semblent complémentaires, qui sous-tendraient l'*empowerment* (Charlier 2006). Tout d'abord le «pouvoir intérieur» c'est-à-dire la capacité qu'a l'individu d'influencer sa vie, sa confiance en soi et son identité. Puis, s'ajoute le «pouvoir de», à savoir la capacité de décider, d'avoir de l'autorité, de résoudre les problèmes et de développer une certaine créativité qui rend apte à saisir des opportunités. Enfin, le «pouvoir avec» se définit comme la capacité à s'organiser pour négocier et la défense d'un objectif commun.

Dans le cadre de cet article, l'*empowerment* des femmes interviewées est le développement simultané ou partiel de ces trois capacités, en lien avec les choix de vie stratégiques effectués une fois arrivées en Belgique

dans leur activité professionnelle<sup>2</sup>. L'objectif est de faire émerger une conceptualisation du niveau d'autonomie acquise au niveau individuel et des moyens mis en œuvre pour y parvenir, notamment dans le cadre de l'activité rémunérée de *care*.

Certains des parcours de migration observés dans le cadre de notre enquête ont été guidés par le souhait de la famille des femmes migrantes alors que d'autres répondent à un projet plus individuel. Néanmoins, quand les femmes arrivent dans le pays d'accueil, nous faisons l'hypothèse qu'elles s'autonomisent progressivement et construisent leur propre stratégie, notamment à travers le travail effectué dans le secteur du *care*, qui est à la fois leur travail au quotidien et là où elles inscrivent leur avenir, comme *opportunité saisie* dans la migration. Les femmes dépasseraient alors la stratégie familiale pour devenir actrices de leurs propres stratégies. Ces dernières sont toutefois souvent limitées à cause du fait qu'elles sont sans-papier. L'existence de ces stratégies amène à l'idée que les femmes apprennent l'autonomie dans différents domaines de leur quotidien et se réapproprient une stratégie qui avait été, au départ, énoncée sans elle dans la famille. Ce passage des stratégies définies au niveau de la famille à une stratégie de vie définie de façon plus autonome et tournée vers elles-mêmes est ce qui caractériserait l'*empowerment*.

## Méthodologie de l'enquête et données individuelles des personnes interviewées

Le groupe des informatrices (tableau 1) est composé de huit femmes: trois Equatoriennes, deux Philippines, deux Colombiennes et une Brésilienne. Six femmes sont célibataires, parmi lesquelles trois sont mères célibataires. Une autre femme est mariée et une est séparée, mais en charge de son enfant. Toutes sont cheffes de famille, des femmes qui assument seules la charge financière de leur(s) enfant(s). Deux femmes ont également donné naissance à un enfant en Belgique. Au niveau des professions exercées dans le pays d'origine, trois femmes étaient secré-

2 Cela ne signifie aucunement qu'elles ne l'exerçaient pas déjà avant.

taires et une était technicienne de sécurité du travail. Deux femmes – ayant achevé leurs études universitaires – travaillaient l'une comme professeur de théâtre et l'autre comme vendeuse dans un magasin. Deux autres femmes étaient infirmières.

Toutes les informatrices sont arrivées après 2000 en Belgique, sont clandestines et/ou en demande de régularisation, et travaillaient sans contrat formel dans le *care* auprès d'enfants au moment des entretiens. L'enquête a été facilitée par nos contacts privilégiés avec des personnes responsables d'associations de migrant(e)s qui ont servi de relais auprès d'une partie des informatrices. Les autres ont été recrutées sur la base de la méthode «boule de neige». La mise en confiance a été une étape importante et longue du travail de terrain et s'est faite à travers la participation à plusieurs événements, comme des fêtes d'anniversaires, des activités culturelles ou des repas familiaux.

Le guide d'entretien était structuré autour de trois thématiques: le projet de migration et son évolution, le travail de *care* et le projet d'avenir. Il a permis de recueillir, entre autres, des données sur l'état civil, l'origine et la situation familiales, les raisons du départ vers la Belgique, les objectifs et les destins professionnels des femmes et de leur famille, les conditions de travail et de vie en Belgique. Il a été traduit en espagnol et en anglais. Les entretiens ont duré entre une heure trente et trois heures. Chaque informatrice a été rencontrée dans son logement plusieurs fois au printemps 2007. Chaque interview a été reportée deux ou trois fois en raison d'événements imprévus (prolongation des heures de travail, remplacement d'une collègue ou état de santé). Quatre mois ont été nécessaires pour entrer en contact et réaliser les entretiens.

<i>Année d'arrivée</i>	<i>Age</i>	<i>Etat civil</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Années de résidence en Belgique</i>	<i>Scolarisation</i>	<i>Profession dans le pays d'origine</i>	
Anna	2002	42	Séparée	Colombie	1	5	Secondaire	Secrétaire
Béatrice	2005	21	Célibataire	Philippines	0	1½	Supérieur	Aide infirmière
Cécile	2004	28	Célibataire	Philippines	0	3	Université	Vendeuse
Doris	2003	27	Célibataire	Equateur	1	4	Université*	Secrétaire
Elsa	2003	31	Célibataire	Equateur	2	4½	Supérieure	Infirmière
Françoise	2003	26	Mariée	Colombie	0	4	Université	Professeure
Gina	2003	36	Célibataire	Brésil	0	4	Université*	Technicienne
Hilde	2000	26	Célibataire	Equateur	1	7	Université*	Secrétaire

\* : Cursus universitaire incomplet

**Tableau 1. Etat civil et données individuelles des personnes interviewées**

## La place du *care* dans le projet migratoire

Ce sont principalement des raisons socio-économiques telles que la perte d'emploi et l'insuffisance du revenu qui ont amené nos informatrices à formuler leur projet de migration. Gina indique *«J'ai perdu mon travail... j'ai cherché partout, mais je n'ai pas trouvé... j'ai été huit mois sans travail»*. Deux femmes mentionnent que des problèmes socio-politiques se sont ajoutés à leur situation socio-économique: *«En Colombie au niveau économique ça ne va pas très bien et au niveau politique c'est aussi très compliqué»* (Françoise).

Pour cinq d'entre elles, le projet de départ et le travail de *care* ont été décidés par la famille ou en famille. Cécile et Béatrice affirment d'ailleurs qu'elles n'ont pas vraiment eu la possibilité de mettre en question ce projet: *«Je n'avais pas un autre choix pour moi, c'est ma famille qui a décidé que je devais partir pour faire ce travail»* (Béatrice). Dès lors, on retrouve dans leur motivation de départ souvent la volonté d'améliorer la situation de l'ensemble de la famille.

Par contre Elsa, Gina et Françoise soulignent qu'elles ont elles-mêmes pris la décision de partir. Les raisons qu'elles avaient de migrer sont directement liées à un projet d'avenir qu'elles formulent pour elles-mêmes: *«(...) pouvoir ouvrir un magasin ou quelque chose d'autre qui m'appartient, pour mieux vivre en Equateur»* (Elsa). Elle affirme que l'avenir de son fils était également une motivation pour partir.

Le choix du pays s'est fait en fonction des connections dont les informatrices ou leur entourage proche ont pu bénéficier (voir plus loin). Le «choix» du travail, comme celui du pays, était clair dès le début de la formulation du projet de migration et il semble que nos informatrices étaient conscientes que la demande pour ce type de travail était forte en Belgique. Elsa savait que si elle venait en Belgique, ce serait pour *«faire le ménage ou comme nounou ou prendre en charge des personnes âgées»*. A Doris, on a expliqué *«qu'il faut chercher un travail comme nounou, ou dans le nettoyage ou prendre en charge des personnes âgées»*. Certaines estiment que ce travail attendu reste dans la continuité de leur expérience profane ou professionnelle, du moins pour la fonction de «nounou». Presque toutes ont expliqué qu'elles avaient déjà une expérience de garde d'enfant dans leur pays. Béatrice dit avoir déjà *«pris des enfants en charge aux Philippines, donc je savais ce que ça signifie pour*

*moi de travailler comme <nounou>*». Cécile ajoute: «*je devais prendre en charge aussi mes cousins et mes cousines aux Philippines*». Anna exprime même le souhait qu'elle avait à «*être [...] responsable d'un bébé*», et Doris et Hilde parlent de leur goût car «*c'est magnifique de travailler avec des enfants*» (Hilde).

Françoise pensait «*plutôt garder des personnes âgées, ou des personnes malades ou des petits enfants... peut-être pas trop à faire le ménage, parce que je n'étais pas du tout habituée à faire ce travail*». Cécile – universitaire – ne prenait pas son oncle au sérieux quand il parlait de travail domestique: «*Il m'a toujours demandé, tu sais laver le linge, nettoyer les maisons? Je pensais toujours qu'il me charriait; mais quand je suis arrivée ici, j'ai bien compris que ce n'était pas des blagues [...]. C'est ça qu'il y a comme travail pour nous*». Pourtant toutes effectuent du travail domestique dans leur emploi actuel.

De ce premier aperçu il ressort que le projet de migration a été décidé de façon autonome pour seulement trois des femmes interviewées. Dans tous les cas évoqués, le *care* fait partie de la stratégie au départ. Ce travail bien particulier a été identifié (par la famille ou par la femme elle-même) comme un vecteur de réussite de la stratégie migratoire et d'une installation rapide et efficace en Belgique.

Quitter le pays d'origine a été une dure épreuve pour la plupart des informatrices. L'arrivée, parfois en hiver, et la séparation les ont beaucoup marquées. Au pays, la majorité habitait encore avec leurs parents ou avec la famille et la séparation a été bouleversante. A travers la migration, certaines femmes sont devenues d'un coup des «mères transnationales», c'est-à-dire qu'elles exercent financièrement et symboliquement leur responsabilité maternelle depuis l'étranger après avoir confié l'éducation et le soin quotidien de leurs propres enfants à une personne de la famille ou proche. Elsa indique: «*c'est un peu difficile d'être mère par téléphone. C'est très difficile. Bon, je pouvais dire que j'avais une bonne relation avec mon fils, mais en fait c'est plus la même chose depuis quatre ans et demi que je ne l'ai plus vu... maintenant il a déjà huit ans*». D'après les propos recueillis, le travail de *care* en Belgique semble jouer un certain rôle dans le fait de surmonter le «vide» dû au départ. Hilde explique que donner de l'amour à un autre enfant lui a permis de surmonter les moments difficiles: «*J'ai pleuré beaucoup au début [...]. Chez la madame qui m'a aidée à venir ici, je suis restée avec son bébé et*

*je pensais beaucoup à ma fille... je lui ai donné beaucoup d'amour [...] je me suis sentie mieux ici».*

Cette dimension de «*care* à distance», en plus du travail qu'elles effectuent en Belgique, se lit dans le nombre de personnes qu'elles ont à charge, au moins matériellement, qui va de un à onze (tableau 2). Les femmes ne cessent donc jamais de s'occuper de leurs propres enfants ou de leur famille et, une fois arrivées en Belgique, elles se voient même prendre la charge financière d'une partie beaucoup plus grande de leur famille.

	Age	Etat civil	Nombre d'enfants	Nombre de personnes à charge
Anna	42	Séparée	1	4
Béatrice	21	Célibataire	0	11
Cécile	28	Célibataire	0	3
Doris	27	Célibataire	1	4
Elsa	31	Célibataire	2	3
Françoise	26	Mariée	0	2
Gina	36	Célibataire	0	1
Hilde	26	Célibataire	1	5

Tableau 2. Nombre d'enfants et de personnes à charge des femmes interviewées

## Réseau d'entraide et travail de *care*

Pour les informatrices rencontrées, un facteur a été déterminant: la présence d'une (ou plusieurs) personne de confiance déjà en Belgique qui ont pu faciliter l'émigration voire la suggérer. Toutes les informatrices sont dans ce cas, que leur projet soit familial ou individuel. Cette personne est le premier maillon dans le réseau d'entraide que chacune a été par la suite amenée à se constituer. C'est elle qui donne l'assurance de pouvoir trouver un travail rapidement dans le *care* (en dehors de Béatrice, arrivée comme fille au pair). Les personnes de contact des informatrices sont généralement impliquées dans un travail de *care*. Six femmes ont d'ailleurs bénéficié directement de leurs contacts avec des

employeurs, tandis qu'on a conseillé à Gina et Doris de mettre une annonce dans le Vlan<sup>3</sup>. C'est par ces contacts qu'ont d'abord circulé conseils, informations sur les emplois disponibles, niveau de salaire «acceptable» ou encore possibilités de logement. Leur fréquentation fait partie de la stratégie de toutes les informatrices et leur a permis de se constituer progressivement un réseau propre qui franchit souvent plusieurs frontières. Il démarre originellement avec la personne qui a facilité la migration, passe parfois par un pays tiers où une autre personne de confiance peut accueillir la femme migrante avant de l'emmener en Belgique. Il se nourrit ensuite des contacts en Belgique de ces personnes de confiance, y grandit grâce à différents réseaux affluents d'autres femmes migrantes rencontrées au fur et à mesure pour revenir vers le pays d'origine et la famille. Les informatrices fréquentent chaque dimanche des associations organisant des activités spécifiques: Natilleras pour les Colombiennes, réunions de paroisse pour certaines Philippines et Latino-américaines, activités culturelles pour d'autres et associations d'entraide de sans-papiers pour les Brésiliennes. Toutes les femmes interviewées mettent beaucoup d'énergie dans la constitution de leur réseau.

Une des particularités observées dans l'enquête est la présence active de personnes migrantes régularisées (parfois depuis longtemps) et de Belges dans ces réseaux d'entraide<sup>4</sup>. L'avantage de la présence de ces derniers reste à explorer. Il est certain qu'elle facilite certaines démarches spécifiques (inscrire un enfant à l'école, trouver un logement ou avocat pro-deo, etc.) mais il n'est pas clair qu'elle soit un facteur d'intégration décisif dans la société belge ni qu'elle multiplie les opportunités de trouver une place.

Anna décrit bien la façon dont son réseau s'est formé: *«Je rencontre des personnes, ils me présentent à d'autres personnes et elles, elles me présentent encore à d'autres personnes, c'est comme un cercle qui fonc-*

3 Journal gratuit où paraissent les offres d'emploi, les annonces immobilières, entre autres informations.

4 Il s'agit généralement de personnes militantes ou sensibles à la cause des sans-papiers et non d'employeurs potentiels. La mobilisation de nature politique et caritative observée depuis le milieu des années 1990 en Belgique autour des personnes sans-papiers a eu pour effet la création de nombreuses associations d'aide où se sont développées des relations de confiance et d'amitié entre personnes militantes et sans-papiers. Ces dernières présentent alors leur cercle d'amis ou ce qu'il convient d'appeler leurs «réseaux d'entraide» où les Belges, minoritaires, participent aux fêtes ou aux réunions et, plus généralement, à la solidarité du groupe.



*tionne*». Cécile, aidée au départ par son oncle, s'est ensuite appuyée sur son propre réseau de connaissances pour trouver son emploi actuel: «*En fait j'ai remplacé souvent d'autres personnes, c'est comme ça que j'ai trouvé mon travail actuel*». Il est par ailleurs indéniable que le réseau est nécessaire pour contourner certains obstacles dus à la non connaissance de la langue, des habitudes culturelles, des lieux à éviter ou des choses à ne pas faire. Il semblerait qu'il permette également de donner confiance aux employeurs: certaines informatrices ont été recommandées par des amies ou des membres de leur famille ayant fait leur preuve dans le métier. Outre que ces recommandations augmentent les chances de trouver du travail, elles pourraient également constituer un signal de l'enracinement de la personne car, comme le dit Françoise à propos de la méfiance qu'elle ressent de la part des employeurs: «*...quelqu'un qui vient d'arriver, c'est quelqu'un qui pourrait aussi vite partir à n'importe quel moment...*».

Le réseau d'entraide que les informatrices ont généralement réussi à élargir joue également un rôle important comme ressource émotionnelle et de bien-être pour supporter l'insatisfaction. Anna explique: «*On est toujours ensemble entre Philippins. En plus maintenant j'ai rencontré les gens de ma province de Philippines, donc je peux parler dans mon dialecte, ça me fait du bien!*». Mais ce lien peut aussi s'avérer contraignant et a mené les informatrices à être sélectives. C'est ce qui explique que Doris préfère avoir peu de contacts avec les personnes de sa communauté car, selon elle, développer l'amitié en toute confiance n'est pas très facile: «*Les gens qui sont déjà depuis longtemps ici, ces gens ne sont pas toujours aimables, parce que ils pensent qu'ils sont supérieurs à toi*». Elle a donc développé des contacts sur d'autres bases que celle de sa communauté.

## Le travail de *care*

Comme mentionné plus haut, les entretiens laissent penser que le travail de *care* faisait partie intégrante du projet migratoire et des stratégies mises en œuvre au départ puisque la plupart des informatrices ont misé sur les contacts avec des personnes qui pouvaient les aider à trouver un

travail de *care*. A leur arrivée, les informatrices ont d'ailleurs trouvé du travail rapidement (parfois en moins d'une semaine). Gina explique qu'elle n'a «*pas eu beaucoup de temps pour réfléchir*» tellement c'est allé vite.

Exercer un travail de *care* augmente, selon nos informatrices, les chances de faire «durer» leur séjour. Il présente un avantage puisqu'il s'effectue au domicile des personnes, ce qui leur semble diminuer le risque d'être arrêtée par la police: «*On se déplace, on arrive dans un endroit privé, ... et personne ne peut nous contrôler ou dire quelque chose... oui, c'est un boulot sécurisé*» dit Françoise.

La question se pose à présent, une fois que les femmes ont une place, de la façon dont elles ré-examinent ce «choix» stratégique qui s'est effectué au pays et, pour au moins cinq d'entre elles, à leur place. Anna dit qu'elle n'a finalement «*pas choisi ce travail, c'est ce qui s'est présenté [...] c'est ce travail qu'il y a pour nous...*». Elle semble avoir adopté l'idée d'une adéquation entre sa situation personnelle et le travail de *care*: «*les femmes immigrées, nous sommes des femmes pour garder des enfants*». Une des informatrices précise aussi que ce travail est «honnête» et mentionne l'alternative qui lui était offerte dans la prostitution. Certaines mentionnent la facilité apparente du travail de *care* (généralement démentie une fois qu'elles travaillent) qui les a amenées à valider le «choix» effectué par leur famille. S'il leur arrive de parler avec enthousiasme de leur travail, la plupart des informatrices semblent s'en être simplement «accommodées». Elles ne voient pas la possibilité de trouver un autre travail étant donné leur situation administrative en Belgique, leur non connaissance du français ou du néerlandais et savent qu'elles ne peuvent faire valoir leur diplôme. Certaines expriment même une franche désillusion: «*Souvent je suis toute seule et dans ces moments-là, je pense souvent, pourquoi tu es ici à travailler comme domestique, pourquoi tu ne travailles pas dans d'autres choses dans lesquelles tu as fait tes études?*» (Cécile). Pour Françoise également, «*on ne peut pas choisir du tout, on a aucun droit. Si quelqu'un te dit il faut nettoyer des tables il faut le faire [...] j'avais mes rêves, mais je ne peux rien faire, car je n'ai pas de papiers*». Certaines pensaient s'occuper exclusivement d'enfants et se retrouvent «domestiques»: «*On m'avait dit que je devrais prendre en charge les enfants, mais en réalité, je prends très peu en charge les enfants, [...] le reste du temps, je travaille comme domestique*» (Cécile). Le «choix» de travailler dans le *care* semble donc relatif.

Quelles étaient les conditions de travail des travailleuses du *care*<sup>5</sup>? Il semble important d'abord de souligner que bien que rapidement accessible, le travail de *care* des informatrices consiste souvent au début à faire des remplacements. Au moment de l'entretien, seules quatre informatrices exercent un emploi de «nounou» à temps plein chez un seul employeur.

La journée de travail se déroule différemment selon que la personne travaille et loge au domicile ou bien qu'elle ait son propre logement et travaille comme «externe». Six femmes ont commencé à travailler comme «interne» (tableau 3). La charge de travail est généralement plus importante et, dans ce cas, au travail de «nounou» en journée s'ajoute systématiquement celui de domestique, avec des heures de travail variables, et la responsabilité des enfants la nuit: *«La famille travaillait dans une friterie de 11 h à 13 h et de 16 h à minuit. Le samedi et le dimanche, ils travaillaient souvent jusqu'à 3 heures du matin. Donc pendant ce temps j'étais toute seule avec les enfants»* (Béatrice).

Au moment des entretiens, deux femmes seulement travaillaient encore en «interne». Les femmes interrogées considèrent généralement l'évolution vers «l'externat» comme très positive, leur permettant d'être plus flexibles et autonomes dans leur propre vie et de pouvoir commencer à envisager leur projet de vie futur. Les horaires sont généralement plus clairs et précis mais beaucoup disent qu'elles dépassent régulièrement l'horaire convenu. La journée de travail oscille entre quelques heures par semaine chez plusieurs employeurs (pour Anna) à des journées de six à dix heures pendant six jours (pour la plupart des autres). La charge horaire journalière et hebdomadaire importante est généralement une caractéristique du travail du *care* comme l'indique le tableau 3.

Lors du premier emploi en «interne», le revenu de départ des informatrices oscillait entre 400 et 750 euros par mois (tableau 3). Béatrice, qui a eu un contrat de jeune fille au pair pour travailler quatre heures par jour, a finalement travaillé en continu (jour et nuit) pour un salaire mensuel de 550 euros, mais n'a reçu que 400 euros au début (pour payer les frais que la famille employeuse a avancé pour le voyage). Après plusieurs négociations par l'intermédiaire de sa tante, elle a réussi à avoir une augmentation de 150 euros. En ce qui concerne Anna et Françoise, travaillant comme «externes» dans leur premier emploi, le

5 Comme leurs conditions changent souvent avec l'emploi, nous nous concentrons ici sur le premier emploi et sur l'emploi au moment de l'entretien.

revenu était pour l'une fonction de ses prestations chez plusieurs employeurs, pour l'autre calculé sur une base forfaitaire chez le même employeur. Il est intéressant de mentionner que Cécile donne par ailleurs un cours d'anglais aux enfants pendant ses heures de travail, ce qu'elle a pu progressivement faire valoir dans sa rémunération. Anna a déjà été engagée afin de pouvoir parler en espagnol aux enfants qu'elle gardait mais cette compétence n'a pas été valorisée financièrement.

Cinq femmes signalent avoir discuté d'emblée le salaire, et cela, même quand les conditions de rencontre avec l'employeur n'étaient pas faciles. Le succès est cependant mitigé: *«Je n'avais pas beaucoup de temps pour rencontrer la madame mais sur mon salaire, j'ai quand même discuté [...] elle m'a dit alors qu'ils n'ont pas beaucoup d'argent et qu'ils ne peuvent pas me payer plus»* (Doris). Françoise a attendu d'être installée dans l'emploi pour opérer une négociation: *«on fait de la négociation quand on est déjà un peu agressive»*. Les femmes comparent avec les personnes de leur réseau leurs conditions relatives et tentent d'ajuster leurs conditions. Cécile ajoute: *«j'ai dit à mon employeur qu'il m'avait dit que j'aurais deux jours de repos et que les autres amis qui travaillent aussi pendant cinq jours ne font pas comme chez moi, donc je voudrais vraiment avoir mes deux jours»*. Mais le fait d'être clandestine ou non régularisée joue évidemment un rôle dans la négociation de travail, comme Françoise le dit: *«ce n'est pas juste, ils font ce qu'ils veulent avec nous parce que quelqu'un sans-papiers est quelqu'un de très vulnérable»*.

Trouver un revenu pour sa propre subsistance est un souci important. Mais dans les récits, deux éléments reviennent sans cesse, qui accroissent la pression pour trouver un travail, au moins au début: les dettes et la situation économique préoccupante de leur famille. Beaucoup ont dû emprunter pour pouvoir venir en Belgique. Elsa explique: *«nous avons payé beaucoup pour venir ici et nous avons fait des dettes [...] si je ne payais pas, cela aurait été très compliqué pour ma famille en Equateur [...] car j'ai signé un document pour payer à des dates très précises»*. Toutes ressentent par ailleurs une forte pression de leur famille pour qu'elles envoient de l'argent. Cette pression est cependant sujette à une remise en question au fur et à mesure de leur séjour, comme nous le verrons plus loin.

	Premier emploi		Premier emploi		Emploi actuel		Satisfaite du salaire
	Interne	Externe	Interne	Externe	Interne	Externe	
Anna	Employeur		Plusieurs		Idem		
	Revenus		Variable (5€ à 7€/h nounou, 9€/h ménage)*		Idem		Oui
	Horaires		Variable		Idem		
Béatrice	Employeur	1			1 (nouveau)		
	Revenus	400 €			500 €		Non
	Horaires	Lundi 6 h. à dimanche 6 h.			Inconnu		
Cécile	Employeur	1			1 (même)		
	Revenus	750 €			1000€		Oui
	Horaires	7h à 20h30, 5 j / 7			Idem		
Donis	Employeur	1			1 (même)		
	Revenus	Variable (7,50€/h ; 25€/nuit)			Idem		Non
	Horaires	Variable, 6/7 jours			Idem		
Elsa	Employeur	1			1 (nouveau)		
	Revenus	675€			Inconnu		Inconnu
	Horaires	Lundi 16h au dimanche 10h			+/- 10h/ jour		
Françoise	Employeur	1			Plusieurs		
	Revenus	400 € *			1.100 € *		Non
	Horaires	+/- 25h/semaine			50h/semaine		
Gina	Employeur	1			Plusieurs		
	Revenus	600 €			Inconnu		Oui
	Horaires	Variable, 6/7 jours			Inconnu *		
Hilde	Employeur	1			1 (différent)		
	Revenus	620 €			640 €		Non
	Horaires	Variable, 6/7 jours			Inconnu		

\* : Frais de transports remboursés

Tableau 3 : Revenu mensuel et conditions de travail des personnes interviewées

## Les aspects relationnels du travail de *care*

La relation de service semble marquée par une grande proximité entre les travailleuses et les enfants dont elles s'occupent, comme l'exprime Hilde: *«nous étions très proches, ils [les enfants] me donnaient toute le temps des câlins»*. La plupart des femmes interrogées se sentent même *«comme une mère»* pour ces enfants avec qui elles ont développé une relation profonde. Anna indique: *«Je me sens comme une maman oui, comme une mère»*. Deux femmes signalent néanmoins qu'elles ont fait l'expérience d'une relation assez tendue avec les enfants qui ne les acceptaient pas. Ceci a eu un impact énorme sur leur travail et leur confiance en soi. C'est le cas de Hilde qui a dû demander un recadrage à la mère. Elle nourrit d'ailleurs une profonde gratitude envers son employeuse: *«[...] je me suis consolée en me disant qu'une madame assez riche et très différente de moi, qui vient d'un autre pays, d'une autre culture et d'une autre mentalité pouvait être très proche, comme sa fille ou une bonne amie»*.

Précisément, lors des entretiens, les femmes interrogées se révèlent peu critiques vis-à-vis de la famille employeuse. La relation est décrite par cinq informatrices comme très bonne et/ou bonne: *«Je trouve que j'ai une bonne relation. Je ne ressens pas le travail comme un ordre [...] on mange ensemble et ils me parlent beaucoup, et on rigole ensemble»* dit Cécile. Quatre des femmes rencontrées cuisinent et mangent avec la famille et disent qu'elles ont le sentiment d'en faire partie. Deux informatrices parlent également de relation de confiance et de respect: *«les employeurs ne te regardent pas comme leur domestique, ils te respectent, ils ne regardent pas en bas vers toi sans respect. Donc c'est aussi un point positif ici»* dit Cécile. Cette «intégration affective» des travailleuses dans les familles employeuses, déjà observée dans d'autres contextes par la littérature, pourrait bien être la stratégie déployée en vue de stabiliser leur emploi. Du côté des familles, la proximité et la dissimulation du rapport de pouvoir pourrait venir en compensation à la pénibilité et de l'ampleur des tâches (et du dépassement régulier des horaires de travail fixé), et afin de rendre durable un service fondamental au fonctionnement du ménage. Françoise, qui avait une relation tendue avec son employeuse, a quitté sa place: *«elle n'est jamais contente, elle demande toujours plus. Comme elle disait 'Ah oui vous avez fait ça, mais*

*ce n'est pas bien fait', donc à un moment donné on dit bon voilà, ça suffit*». Seule Elsa insiste sur le fait qu'il existe bien une différence de statut social avec les familles employeuses. Elle préfère garder une relation de travail et pour cela elle a choisi de ne jamais parler de ses soucis et/ou de ses problèmes: «*Avec les chefs, je n'aime pas trop parler*». En fait, elle a mis une telle distance que sa grossesse n'a été constatée qu'au huitième mois. La moitié des informatrices affirme néanmoins ne pas être satisfaite de leur revenu.

### Un *empowerment* à travers le travail de *care*?

Comme nous l'avons dit, le projet migratoire initial s'inscrit soit dans un projet familial soit dans un projet individuel. Elsa, Françoise et Gina ont pris seules la décision de partir, ce qui associe leur projet à une «migration autonome». Pour Anna, Béatrice Cécile, Doris et Hilde, le projet de migration fut une décision familiale, financée par la famille. Il s'agit davantage de migration «hétéronome». Un autre élément important au départ était l'objectif de la migration: améliorer sa propre situation ou celle de sa famille. Parmi les informatrices, il faut donc distinguer trois situations de migration: la migration «autonome» avec un projet familial (Elsa), la migration «autonome» avec un projet individuel (Françoise et Gina) et la migration «hétéronome» avec l'objectif d'aider sa famille (Anna, Béatrice, Cécile, Doris et Hilde)<sup>6</sup>. On peut poser la question de la transformation de la nature des projets (individuel, familial ou individuel et familial) suite à l'expérience vécue en Belgique. Etant donné les durées de séjour différentes de chacune en Belgique, il ne serait pas pertinent de se livrer à un travail comparatif mais il est intéressant de pointer certaines évolutions individuelles et de les examiner à l'aune des trois capacités identifiées précédemment au travers du concept d'*empowerment*. Nous nous concentrerons sur deux variables qui, d'après les entretiens, subissent un changement sensible et sont

6 Dans ce dernier cas de figure, des nuances sont présentes que nous ne développerons pas dans le cadre de cet article.

susceptibles d'éclairer la transformation de la nature du projet: l'utilisation de l'argent gagné et le projet d'avenir personnel.

L'utilisation de l'argent, et plus particulièrement la part dépensée en Belgique par rapport à la part envoyée au pays, est généralement considérée comme un indicateur du «pouvoir de». Une diminution du montant envoyé peut indiquer qu'avec le temps, les femmes identifient d'autres besoins, liés davantage à la réalisation de leurs projets futurs propres. Comme on l'a vu, et indépendamment de la nature du projet initial (individuel ou familial), toutes envoient de l'argent à leur famille. Ce phénomène n'a pas disparu, quel que soit la durée du séjour en Belgique. En moyenne, le montant envoyé oscille autour de 50% du revenu mais la part peut grimper jusqu'à 80% du revenu certains mois. Trois femmes soulignent qu'elles subissent une pression pour rembourser les dettes qu'elles ont contractées pour venir en Belgique et qu'une partie de l'argent est toujours destinée à cet objet. Cinq autres femmes expliquent néanmoins que le montant a diminué au fil du temps, car leur subsistance en Belgique est devenue une priorité. Cette réorientation de l'argent s'explique en grande partie par le loyer à payer en passant à une place en «externe». Finalement, trois femmes seulement avaient réussi à économiser au moment des entretiens dans le but de réaliser leur projet d'avenir personnel. On peut raisonnablement en conclure que les changements survenus au niveau de l'utilisation de l'argent n'indiquent pas une progression significative du «pouvoir de».

Devenir pourvoyeuse principale pourrait en revanche se traduire par une redéfinition importante des relations de pouvoir au sein de la famille et dès lors accroître leur influence au niveau des prises de décisions (une autre forme de «pouvoir de»). Cela ne semble pas être le cas. En fait, les entretiens révèlent un phénomène intéressant. Pour les femmes interviewées, le changement se traduit par la reformulation dans un sens plus individuel et à l'aune d'ambitions personnelles requalifiées des objectifs du séjour. On pourrait voir ici une manifestation du «pouvoir intérieur» s'exprimant sur une sphère personnelle plutôt que sur la volonté d'exercer une influence dans la vie de la famille au pays. Ce constat est délicat à interpréter. Il pourrait s'expliquer par la difficulté que les informatrices pressentent, en tant que femmes, à influencer effectivement la vie familiale étant donné le contexte ou la mentalité telle qu'elles la perçoivent. Ainsi Cécile, qui affirme pourtant réaliser un projet familial dans sa migration, donne un bref aperçu de cette perception: *«tout le*



*temps on dit c'est l'homme qui doit réaliser quelque chose [...] je trouve que ce n'est pas bien. Pour ça je suis partie aussi*». Le «pouvoir intérieur» serait donc investi «faute de mieux». Mais il s'exprime avec force. Béatrice parle de son besoin d'indépendance: «[...] *que ma famille ne dépende pas toujours de l'argent que j'envoie. J'ai envie que ça change car comme ça peut-être je pourrais réaliser mon projet*». Elle sent d'ailleurs qu'elle a gagné une certaine légitimité à penser à elle dans le trajet accompli. Elle veut «*pouvoir travailler pour (s)on propre futur et pas celui des autres*». Gina parle de «liberté»: «*Pour moi, c'est important de pouvoir payer mon appartement au Brésil, car, comme ça je pourrai trouver ma liberté*». Elle souligne aussi que le fait d'avoir de l'argent signifie pour elle de décider ce dont elle a envie: «*Je sais que j'ai autant d'argent pour moi, voilà, c'est moi qui décide ce que je veux en faire. Ce n'est pas de l'égoïsme, mais c'est quelque chose de très important pour moi*».

On constate dès lors chez les informatrices des transformations importantes dans la nature du projet migratoire et plus particulièrement dans la variable «projet individuel *versus* familial». Ces transformations sont révélées par l'examen de leurs souhaits pour l'avenir. Anna, venue temporairement pour aider sa famille, explique que son projet d'avenir est de rester en Belgique et de trouver un travail déclaré dans une crèche afin d'avoir une vie plus stable. Son objectif devient davantage individuel, avec l'idée d'investir dans son activité actuelle pour en faire une profession. Béatrice a émigré des Philippines. Sa famille avait décidé qu'elle devait partir afin de soutenir les parents et les frères et sœurs (onze personnes) et surtout pour leur construire une maison. Elle formule à présent un projet individuel: économiser de l'argent pour reprendre ses études d'infirmière. Mais sa famille fait pression pour qu'elle continue à envoyer de l'argent. Elsa a émigré d'Equateur. Elle insiste sur le fait que c'est elle qui a pris la décision de partir, pour elle et pour son fils. A présent, elle envisage un retour en Equateur où elle a le projet de continuer à faire du *care*, puis d'ouvrir éventuellement un magasin. Ainsi, le projet d'aider la famille (partagé par six informatrices) évolue peu à peu vers un projet davantage tourné vers soi-même et/ou, comme dans le cas d'Elsa, plus ambitieux, où les moyens envisagés pour le réaliser ont été adaptés (études, etc.). Trois femmes sur huit expriment aussi leur désir – qui semble nouveau – d'avoir quelque chose qui leur appartienne personnellement, comme un appartement, une maison ou un magasin.

Le «pouvoir intérieur» qui prévaut sur la reformulation du projet migratoire (et dont nous postulons qu'il est un indicateur) ne signifie pourtant pas qu'une autonomie réelle soit déjà acquise, ni qu'elle le sera. La raison principale en est que ces projets ne sont pas opérationnels, à moins que la situation administrative des femmes ne soit réglée. Hilde explique par exemple que son rêve a failli se réaliser car elle a eu l'occasion de travailler dans une crèche en Belgique. Malheureusement, son absence de statut légal l'a empêché de continuer: «*dans tous ces projets il y a une barrière et ce sont les papiers*». Gina a également le projet de faire des études comme kinésithérapeute, idée qu'elle avait déjà au Brésil. Si elle n'obtient pas les papiers, elle devra retourner au Brésil et y ouvrira une crèche, car elle estime qu'elle a maintenant assez d'expérience et qu'il y a une grande demande dans ce secteur.

Il est frappant toutefois d'observer que le projet d'avenir reste formulé par rapport au *care* et non par rapport au métier qu'elles exerçaient avant. Anna, Doris et Hilde ont travaillé comme secrétaires dans leurs pays mais leurs stratégies d'avenir croisent le *care*. Comme elles, Elsa souhaite travailler dans une crèche en Belgique et projette d'apprendre le français et le néerlandais. Gina a travaillé comme technicienne de sécurité de travail et veut retourner au pays comme kinésithérapeute et/ou créer une crèche. Françoise a travaillé comme professeur de théâtre en Colombie et a envie de créer en Belgique une crèche dont la pédagogie serait inspirée d'une démarche artistique. Si le *care* reste un secteur où elles désirent travailler, c'est à présent à partir de projets «requalifiés». Leurs ambitions personnelles plus fortes semblent davantage à la hauteur des qualifications qu'elles avaient déjà acquises ou projetaient d'acquérir à travers la migration.

Il reste à examiner ce qu'il en est du «pouvoir avec», qui renvoie à la présence d'une conscience critique, à la capacité d'identifier un processus de libération et à une solidarité active à laquelle prendrait part les personnes interviewées. Ces dernières s'identifient néanmoins clairement au groupe des femmes clandestines en Belgique: chaque informatrice emploie d'ailleurs régulièrement le «nous». Mais la solidarité organisée reste globalement embryonnaire.

## Conclusion

Au-delà de la connaissance qu'il apporte des conditions concrètes dans lesquelles les femmes exercent leur activité de *care* en Belgique, l'article avait pour objectif d'interroger les stratégies différenciées d'acquisition d'un certain niveau d'autonomie. On a observé que le *care* était une variable du projet migratoire et que certaines de ses modalités faisaient aussi partie de la stratégie pour «durer» en Belgique. A cela s'ajoute le rôle important joué par les réseaux d'entraide de nature transnationale, véritables leviers pour l'accès au travail de *care*. A travers l'utilisation du concept d'*empowerment*, l'article a par ailleurs mis en évidence une reformulation du projet migratoire chez les femmes. Il semble désormais centré sur des préoccupations plus individuelles, sans pour autant abandonner les préoccupations familiales. Ce nouveau projet se saisit bien des opportunités potentielles identifiées par les femmes dans le champ du *care* et c'est dans un cadre requalifié, à la hauteur de plus grandes ambitions, qu'elles projettent leur avenir professionnel. Mais ce «pouvoir intérieur», révélé chez certaines informatrices, ne s'accompagne ni d'un renforcement du «pouvoir de» ni du «pouvoir avec».

Notre analyse invite donc à refuser tout triomphalisme dans l'examen des différents terrains d'autonomie conquis. Diplômées et ayant entamé des études, nos informatrices effectuent des travaux en dessous de leurs compétences, alimentant un vaste «*brain waste*» au sens où Speranta Dumitru l'entend<sup>7</sup> mais que des rapports individuels relativement satisfaisants noués avec les familles employeuses permettent sans doute de masquer. Il suffit de rappeler cette forme «incomplète» de *l'empowerment* pour ne pas conclure, selon un schéma simpliste et ethno-centriste, que les sociétés du Nord offrent aux femmes des pays du Sud de grandes possibilités pour leur «libération» personnelle face au «retard» que leur imposeraient leurs sociétés d'origine (Moujoud 2008).

Ces réflexions, faites à partir de parcours individuels, invitent également à réfléchir à des enjeux importants au niveau plus global des politiques sociales et des politiques migratoires qui se trouvent, par la réalité que les cas étudiés révèlent, organiquement liées. On sait à

7 Communication intitulée «Deux façons de genrer le *brain-drain*», Colloque «Femmes et stratégies transnationales XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles», 18, 19, 20 septembre 2008, Université de Cergy-Pontoise.

présent que l'entente des ménages repose sur le travail effectué par des femmes migrantes, déclarées ou non. Cette réalité révèle à la fois l'imparfait partage des tâches entre hommes et femmes, l'offre insuffisante de services publics d'accueil de la petite enfance et, surtout, l'immense travail souterrain sur lequel repose une partie du bien-être de nos sociétés.

## Références

- CHARLIER, Sophie, 2006, *L'économie solidaire au féminin: quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain.
- DEGAVRE, Florence, 2007, «Les contours du care. Réflexions pour une conceptualisation du care aux personnes âgées dépendantes à partir d'une étude de cas à Bruxelles», in Isabel YEPEZ DEL CASTILLO et Gioconda HERRERA (eds.), *Nuevas migraciones latinoamericanas a Europa. Balancas y desafíos*, Bruxelles, Flacso-Obreal-UCL-UB, pp. 403-426.
- DEGAVRE, Florence et NYSENS, Marthe, 2008, «L'innovation sociale dans les services d'aide à domicile: les apports d'une lecture polanyienne et féministe», *Revue Française de Socio-Economie*, numéro spécial sur le care, 2, pp. 79-98.
- FALQUET, Jules et MOUJOURD, Nasima, 2010, «Cent ans de sollicitude en France. Domesticité, reproduction sociale, migration et histoire coloniale», *Agone*, 43, pp. 169-195.
- HIMMELWEIT, Susan, 2007, «The prospects for caring: economic theory and policy analysis», *Cambridge Journal of Economics*, 31:4, pp. 581-599.
- HOCHSCHILD, Arlie, 2000, «Global Care Chains and Emotional Surplus Value», in Antony GIDDENS and William HUTTON (eds.), *On the Edge: Globalization and the New Millennium*, London, Sage Publishers, pp. 130-146.

- LETABLIER, Marie-Thérèse, 2001, «Le travail centré sur autrui et sa conceptualisation en Europe», in *Travail, genre et sociétés. La Revue du Mage*, 6, pp. 19-41.
- LUTZ, Helma, 2002, «At your Service Madam! The globalization of domestic service», *Feminist Review*, 70, pp. 89-104.
- MARTIN, Claude, 2008, «Qu'est ce que le social care? Une revue de question», *Revue Française de Socio-Economie*, numéro spécial sur le care, 2, pp. 27-42.
- MOLINIER, Pascale, LAUGIER, Sandra et PAPERMAN, Patricia, 2009, *Qu'est-ce que le care?*, Genre: Sociologie, Collection Petite Bibliothèque, Paris, Payot.
- MOUJOURD, Nasima, 2008, «Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe: au-delà des visions binaires», in Jules FALQUET, Aude RABAUD, Jane FREEDMAN et Francesca SCRINZI (eds.), *Femmes, genre, migrations et mondialisation: un état des problématiques*, Paris, cahier du CEDREF, pp. 57-79.
- OSO CASAS Laura, 2000, «L'immigration en Espagne des femmes chefs de famille», *Les cahiers du CEDREF*, 8-9, numéro spécial *Femmes en migration*, en ligne: <http://cedref.revues.org/191>.
- , 2002, «Stratégies de mobilité sociale des domestiques immigrées en Espagne», *Revue Tiers Monde*, XLII:170, pp. 287-305.
- , 2005, «Femmes, actrices des mouvements migratoires», in Fenneke REYSOO et Christine VERSCHUUR (eds.), *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations*, Cahiers genre et développement, 5, pp. 35-53.
- OSO CASAS, Laura et CATARINO, Christina, 1997, «Les effets de la migration sur le statut des femmes», *Migrations Société*, 9:52, pp. 115-130.
- PARRENAS, Rhacel, 2003, «Care Crisis in the Philippines: Children and Transnational Families in the New Global Economy», in Barbara EHRENREICH and Arlie HOCHSCHILD (eds.), *Global Woman, Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*, New York, Metropolis, pp. 39-54.
- PESSAR, Patricia, 1984, «The linkage between the household and the workplace of Dominican women in the U.S.», *International Migration Review*, 18:14, pp. 1188-1211.

SASSEN, Saskia, 2006, «Vers une analyse alternative de la mondialisation: les circuits de survie et leurs acteurs», *Cahiers du Genre*, 40, pp. 67-89.

ZELIZER, Viviana (2008), «L'économie du care», *Revue Française de Socio-économie*, 2, pp. 13-25.



## *Harragas* au féminin: les brûleuses de frontière marocaines vers l'Espagne

Chadia ARAB

Dans le cadre des politiques officielles de recrutement de main d'œuvre appliquées depuis plus de quarante ans, les Marocains obtiennent des contrats de travail pour la France, et plus récemment pour l'Italie et l'Espagne. Parallèlement, les réseaux de clandestinité autour des *harragas* se sont développés pour les hommes et essentiellement vers l'Espagne et l'Italie. Le terme *harragas*, se réfère à ceux qui brûlent les frontières de manière clandestine (Arab 2007). Les femmes elles sont apparemment minoritaires dans ce mouvement. Elles empruntent des réseaux d'émigration informels et se trouvent reléguées aux emplois précaires ou aux activités féminisés (comme domestiques ou ouvrières agricoles voire comme prostituées). En raison de la baisse des inégalités professionnelles entre les sexes en Espagne et des nouvelles opportunités offertes aux femmes espagnoles sur le marché du travail, les femmes marocaines, mais aussi équatoriennes, colombiennes, péruviennes, boliviennes, africaines subsahariennes, sont aujourd'hui assignées à des activités ou métiers féminins précaires, longtemps réservés aux femmes espagnoles pauvres (Oso Casa 2005; Oso Casa 2007; Miret 2009).

Tandis que longtemps la grande majorité des femmes marocaines émigrant dans le cadre du regroupement familial, pour rejoindre un compagnon ou un mari. D'autres, peu nombreuses, envisageaient la migration en solitaire, un phénomène souvent mal perçu par les familles et les communautés (Oso Casas 2005). Aussi les femmes marocaines étaient-elles souvent considérées comme des agents passifs de la migration marocaine. Elles la subissaient plus qu'elles n'agissaient. Récemment, cette situation a changé. Les femmes émigrantes marocaines se révèlent moins discrètes et plus visibles. Elles sont devenues actrices de leur migration. Elles prennent elles-mêmes l'initiative de partir. Elles ont parfois les mêmes stratégies migratoires que les hommes. Elles partent avec des contrats de travail achetés, des visas troqués ou trafiqués, en pratiquant le *hrigue*, c'est-à-dire en «brûlant» les frontières en *patera*. Cette migration



féminine est un phénomène récent. C'est précisément ce que cet article veut mettre en exergue.

Cette contribution s'appuie sur un travail de recherche entrepris dans le cadre d'une thèse de doctorat, celle-ci basée sur des enquêtes de terrain menées auprès d'émigrantes marocaines dans la ville de Lorca, près de Murcia en Espagne (Arab 2009). Méthodologiquement, nous avons privilégié une approche qualitative basée notamment sur l'observation d'un certain nombre d'étude de cas, des femmes rencontrées pendant plusieurs jours dans leurs appartements à Murcia et Lorca où plusieurs entretiens semi-directifs ont eu lieu (six en totalité dans ces villes).

Dans un premier temps, nous tenterons de mettre en évidence les raisons de l'apparition d'une nouvelle figure de migrante née à travers le *hrique*. C'est en effet de manière clandestine que ces femmes marocaines, interrogées au détour d'une étape de leur migration ou au début de leur installation à Lorca, ont traversé et brûlé les frontières, contribuant ainsi à la construction de nouvelles figures de migrantes. Dans un second temps, nous utiliserons deux études de cas, les parcours de deux migrantes qui illustreront notre argumentation sur les raisons de l'émigration de ces femmes marocaines, ainsi que leurs destins et leurs réseaux d'insertion en Espagne. Ces cas mettront en évidence les caractéristiques des stratégies migratoires des Marocaines migrantes et la nature transnationale de leurs expériences de vie.

## Nouvelle figure et nouvelle stratégie migratoire féminine

Le terme de *hrique*, comme précédemment présenté, signifie «passer d'un pays à un autre d'une manière illégale en brûlant toutes les étapes d'un visa officiel et légal» (Arab 2007; Arab & Sempere 2009). Les *Harragas* sont littéralement «ceux qui brûlent». Ils brûlent leurs papiers pour traverser la mer, sans identité, sans passé, sans histoire. C'est donc un néologisme qui apparaît en même temps que le phénomène qu'il décrit. C'est un mot utilisé en langue berbère et arabe (Arab 2009). Ce terme *hrique* s'est depuis vulgarisé. Lors des enquêtes en Espagne, le terme fut utilisé dans quasiment tous les entretiens et même dans des discussions informelles qui ne concernaient pas le travail de recherche.

Ce concept fait par ailleurs l'objet de débats récurrents, voire quotidiens au Maroc. Il existe une sorte d'imaginaire migratoire autour du *hrique* qui alimente les discussions et conditionne le phénomène migratoire dans le pays d'origine, le Maroc, et dans le pays d'accueil, l'Espagne. Les parcours féminins que nous allons présenter ci-dessous mettent en évidence le fait que les femmes marocaines connaissent les mêmes difficultés que les hommes marocains, voire davantage, en raison notamment des politiques migratoires européennes de plus en plus restrictives pour celles et ceux qui veulent traverser la Méditerranée.<sup>1</sup> Le *hrique* fait référence aux migrants hommes bien que cette pratique soit largement empruntée et décrite par les femmes au Maroc et en Espagne. Effectivement, les différentes lectures et documentaires évoquant les *harragas* s'attachent à décrire des hommes en migration. Les femmes elles sont très rarement mises en avant dans les récits migratoires, ce qui explique que peu d'informations sont disponibles sur ces femmes, brûleuses de frontières.

L'image de la femme migrante prenant son destin en main reste un phénomène minoritaire dans les représentations de l'émigration marocaine, alors que celle de l'homme seul émigrant pour des raisons économiques, est restée largement représentative. Pourtant, les femmes tiennent une place de plus en plus grande dans l'histoire de l'émigration non seulement au Maroc mais aussi dans le monde de telle sorte que cela a transformé le paysage migratoire mondial, comme il a transformé le paysage migratoire marocain. Il en résulte que, comme d'autres dans le monde, de plus en plus de femmes, jeunes, célibataires, ou mariées avec une famille à charge, quittent seules le Maroc pour trouver du travail et se fixer en Europe. C'est donc une réalité socio-économique qui boule-

1 En 1991, l'Espagne rejoint l'Europe de Schengen. La convention de Schengen est appliquée en 1995 et prône la mise en place de politiques migratoires plus sécuritaires en Europe qui nécessitent une surveillance de plus en plus accrue des frontières externes. Ainsi à partir de mai 1991, les Marocains ont découvert que le passeport ne suffisait plus pour aller en Espagne. Depuis, il est obligatoire de faire une demande de visa. Pour protéger les frontières maritimes, la police aux frontières espagnoles s'est équipée de trois tours munies de radars thermiques à infrarouge. Ce dispositif est le Système Intégré de Surveillance Extérieure (SIVE), opérationnel depuis l'été 2002 et ne cesse de se perfectionner avec le temps. Depuis, les gardes civiles marocaines et espagnoles travaillent ensemble pour surveiller le détroit et réduire le nombre de migrants clandestins qui traversent le détroit.

verse le paysage migratoire mondial, mais qui reste encore peu étudiée au Maroc.

Comment en est-on venu à parler des femmes migrantes? C'est peut-être parce qu'elles constituent aujourd'hui près de la moitié des 214 millions de migrants dans le monde (soit 48%) (PNUD 2009, 23, 28). C'est peut-être aussi parce qu'elles sont de plus en plus visibles et de moins en moins discrètes. Elles ne sont plus là seulement pour suivre un mari ou un compagnon dans le cadre du regroupement familial. C'est pourquoi de plus en plus de chercheurs les visibilisent dans leurs travaux. Il en demeure que, par rapport aux hommes, les femmes aujourd'hui figurent encore au second plan dans les discussions et les débats sur l'émigration marocaine. De même la terminologie employée pour décrire les migrants est clairement sexuée. On parle de «clandestins», jamais de «clandestines», comme si ceux et celles qui traversent les frontières sans titre de séjour n'étaient que des hommes. Il faudra attendre les travaux et les publications des membres du laboratoire de l'URMIS (Unité de Recherches «Migrations et Sociétés») sur les mouvements sociaux au sein et autour de ces groupes pour que les termes employés soient féminisés (voir notamment Quiminal 2000, 2004, 2008). Traditionnellement, les termes utilisés rendent l'émigration des femmes invisibles. C'est pourquoi l'utilisation du terme «sans-papiers» auquel se réfère Catherine Quiminal (2000) constitue une façon de rendre compte de leur trajectoire.

Les statistiques officielles au 1<sup>er</sup> janvier 2010 indiquent que 754 114 Marocains vivaient sur le territoire espagnol. Parmi eux, il y avait 39,5% de femmes soit 297 876 personnes. Il s'agit de la plus importante présence étrangère en Espagne après les Roumains, mais avant les Equatoriens. Le tableau ci-dessous permet de mettre en évidence la représentation des femmes étrangères en Espagne. Ainsi, les Marocains représentent 11,5% des étrangers en Espagne. Au premier janvier 2010, l'Espagne compte 5,7 millions d'étrangers sur une population totale 46,9 millions, soit plus de 12% de la population (INE 2010).

<i>Pays d'origine</i>	<i>Total</i>	<i>% de femmes</i>
Roumanie	783 981	47,3
Maroc	754 114	39,5
Equateur	480 213	51,6
Royaume Uni	389 507	49,7
Colombie	367 650	56,8
Argentine	289 626	48,5
France	229 170	51,4
Bolivie	211 481	57,5
Pérou	196 627	52,9
Bulgarie	163 283	46,2
Venezuela	153 851	53,6
Chine	152 944	50,3
Portugal	148 564	39,5
Brésil	145 676	60,9
République Dominicaine	135 734	61,6

Tableau 1. Proportion des femmes au sein de la population étrangère en Espagne en 2010 (les quinze nationalités les plus représentées) (*Sources: Instituto Nacional de Estadísticas 2010*).

Parmi ces migrants, les femmes étrangères et marocaines en particulier sont de plus en plus nombreuses. Elles représentent 39,5% en 2010 contre 26% en 1992 (Khalidi 2003)<sup>2</sup>, soit une augmentation de 13 points et demi en dix-huit ans. De plus, la lecture du tableau ci-dessus indique que la part des femmes marocaines au sein de leur communauté d'origine a connu une forte augmentation ces dernières années, mais elle reste proportionnellement inférieure à la part des autres étrangères au sein de leur communauté. Les chiffres sur les femmes d'origines latino-américaines sont plus éloquents encore. En effet, les Colombiennes, les Boliviennes, les Péruviennes, les Brésiliennes et les Dominicaines sont majoritaires au sein de leur communauté, soit plus de 60% pour les

2 En 1992, les Marocaines migrantes ne constituaient que 26% de la communauté et la majorité d'entre elles émigraient dans le cadre d'un regroupement familial (Khalidi 2003).

Brésiliennes et les Dominicaines (respectivement 69,9% et 61,6%) et près de 60% pour les Colombiennes, les Boliviennes et les Péruviennes, (soit respectivement 56,8%, 57,5%, 52,9%) (Tableau 1 ci-dessus).

Dans les années 1990, la majorité des Marocaines sont arrivées en Espagne dans le cadre d'un regroupement familial (Khaldi 2003, 152). Aujourd'hui encore le regroupement familial explique la présence de la majorité des immigrantes marocaines en Espagne. Dès les années 2000 cependant, des femmes seules arrivent en Espagne dans le but de changer de vie. Ces femmes étrangères, comme les Dominicaines, sont parfois chefs de familles, comme Laura Oso Casas l'affirme (2000). Il s'agit de pionnières qui envoient de l'argent au groupe domestique resté au pays. D'autres sont les actrices économiques de la famille regroupées en pays d'accueil en raison du chômage ou de la maladie de leur mari. Enfin, elles sont chefs du ménage en raison de leur situation de monoparentalité, comme femmes séparées, veuves, ou divorcées voire mères célibataires.

Les femmes marocaines rencontrées en Espagne appartiennent majoritairement à la catégorie des femmes veuves ou divorcées, mais également, dans une moindre mesure, celle des femmes célibataires. Nous verrons que pour certaines d'entre elles, le pouvoir économique acquis en Espagne leur confère un statut et un pouvoir décisionnel important au sein de leurs familles restées au Maroc. D'après l'Observatoire National des Migrations (2003), le profil dominant de la migrante marocaine demeure encore traditionnel. Il s'agit d'une femme d'origine rurale, mariée, analphabète qui ne dispose d'aucune qualification professionnelle. Mais ce profil évolue de manière significative depuis quelques années. De plus en plus de femmes prennent en main leur destin migratoire. Le développement de la scolarisation des filles au Maroc, le marché croissant de la main d'œuvre féminine, et le recul de l'âge au mariage sont autant de facteurs qui reconfigurent la migration féminine marocaine d'aujourd'hui. A terme, la population migrante sera davantage constituée de jeunes femmes célibataires indépendantes et instruites. Mais pour l'instant, le stéréotype de la femme migrante demeure celui de l'employée domestique ou agricole, voire celui de la prostituée ou de la victime de trafics de femmes, le portrait quasi caricatural de la victime. Personne ne parle du caractère parfois volontaire de la migration de ces femmes. Et lorsque certains commentent le parcours de ces femmes, c'est généralement pour dire qu'elles ont été trompées sur les véritables

motivations et les finalités de leur migration, sur les conditions de passage aux frontières et le voyage. Ainsi tout est fait pour occulter la capacité de ces femmes à maîtriser leur projet migratoire, ce qui complique le travail du chercheur dans le domaine (Boukhobza 2005).

Cette contribution vise à démontrer que la majorité des femmes qui migrent vers l'Espagne sont généralement déterminées à partir. Au premier abord, il s'agit d'une migration de rupture car elles partent seules et prennent elles-mêmes l'initiative de cette migration. C'est le cas de celles rencontrées en Espagne, des femmes qui font preuve d'une grande combativité. Elles parviennent à entreprendre un travail considérable sur elles car en franchissant les frontières, elles s'affranchissent et deviennent pour la plupart indépendantes, ce qui n'était pas toujours vrai et évident avant le départ.

Dans son dernier ouvrage intitulé *Migrer au féminin*, Laurence Roulleau Berger propose des témoignages de femmes qui parlent de leur conquête d'autonomie. Elle analyse les parcours de ces femmes en migration qui ont décidé de partir pour accéder au «*gouvernement d'elles-mêmes*» (Roulleau Berger 2010). Aujourd'hui, les femmes qui émigrent le font pour plusieurs raisons. Depuis 1974 et la mise en place de l'espace Schengen, Nassima Moujoud explique que ces femmes partent pour travailler, pour suivre leur mari, pour étudier et pour lutter contre cette vie qu'elles n'ont pas toujours choisie (analphabétisme, mariage forcé, interdits, enfermement et répression en raison de leur statut de femme au Maroc) (Moujoud 2007). Elle insiste sur ce dernier aspect car, nous dit-elle, c'est essentiellement pour lutter, pour se battre contre le destin des femmes marocaines traditionnelles qu'elles émigrent. L'idée de la femme combative revient encore une fois. Ainsi, en émigrant ces femmes embrassent une nouvelle vie et trouvent des emplois qui leur assurent des destins à mobilité sociale ascendante. Les motivations des jeunes migrantes marocaines ont donc fortement changé. Il ne s'agit plus de rejoindre un mari ou un parent émigré. Peu à peu elles adoptent les mêmes stratégies que les hommes. Elles partent soit dans le cadre d'un mariage blanc, soit pour des études. Elles intègrent parfois des réseaux de prostitution en terre d'accueil, phénomène que plusieurs migrantes de notre étude ont effectivement décrit. Dès lors, certaines sont devenues des mères célibataires. Pour ces dernières, la migration est synonyme de violence et de marginalité. Enfin, celles qui partent seules aujourd'hui sont souvent des femmes en difficulté dans le pays d'origine. C'est ce

qui les distingue des hommes, qui eux partent pour des raisons purement économiques et non familiales ou personnelles. Pour ces femmes, la migration est la solution ultime à leurs problèmes personnels.

La situation des femmes rencontrées est-elle exceptionnelle ou au contraire le reflet de conditions spécifiques aux femmes en milieu rural au Maroc? On pourrait penser qu'il existe une catégorie de femmes prédisposées à migrer. Bien entendu on ne parle pas de ces femmes qui rejoignent leur mari ou qui partent pour faire des études. On parle bien de celles qui migrent seules de façon clandestine ou irrégulière. Ce sont des femmes qui, en général, avaient une vie difficile à supporter au Maroc. Il y a encore des femmes qui migrent pour des raisons économiques, mais le phénomène aujourd'hui semble dépasser le simple besoin économique. C'est de plus en plus une quête de liberté, d'autonomie et d'indépendance qui motive leur migration. D'ailleurs, pour payer leur traversée, elles doivent accumuler un certain capital. Elles sont mariées, puis divorcées ou veuves, femmes seules avec enfants, ou femmes diplômées sans travail. Ce sont ces situations qui poussent la plupart d'entre elles à réfléchir à une autre vie dans un autre pays, notamment en Europe.

Ce n'est pas parce que ces femmes marocaines émigrent en solitaire qu'elles n'élaborent pas de stratégies migratoires spécifiques et n'évoluent pas dans des réseaux migratoires transnationaux. La migration est une expérience difficile pour ces femmes marocaines depuis le départ car elles jouissent rarement du soutien familial ou de l'aide d'un parent. Contrairement aux hommes qui utilisent les réseaux de solidarité nationaux et transnationaux existants masculins, les femmes sont seules face à l'émigration, du moins dans un premier temps. Ensuite elles mettent en place des stratégies migratoires qui leur sont propres et en dehors des circuits masculins. C'est pourquoi l'on parle de parcours et réseaux migratoires sexués, ceux des hommes se distinguant clairement de ceux des femmes.

Non seulement ces migrantes marocaines ne bénéficient-elles d'aucun soutien et d'aucune entraide de la part des marocains qui émigrent avec elles mais, comme nous le verrons plus loin, elles souffrent parfois de l'animosité de ces hommes qui, comme elles, brûlent les frontières en quête des mêmes emplois. Malgré cela, les femmes marocaines qui émigrent en solitaire parviennent à élaborer des stratégies migratoires spécifiques, le but étant de devenir indépendantes et de vivre confortablement

en Europe. Pour cela, elles prennent des risques considérables, avant leur départ et aussi dans le pays d'accueil. Elles acceptent des emplois féminins précaires, voire peu honorables pour économiser l'argent nécessaire au financement de la traversée et leur installation en Europe. Comme les hommes, certaines sont prêtes à acheter des faux papiers ou des contrats de travail. D'autres cependant ont recours à la prostitution ou au mariage blanc. Avec le temps, notamment dans le pays d'accueil, leurs réseaux migratoires se structurent et se transnationalisent. Elles retrouvent en Espagne des «connaissances» (amis ou amis d'amis de la famille), se font recommander pour trouver des emplois non spécialisés et précaires généralement (comme domestiques ou ouvrières agricoles) ou pour travailler dans des bars ou cafés, emplois mieux rémunérés certes, mais dangereux et peu honorables. Le but est de s'intégrer en Europe de manière permanente et rapide et de vivre décemment, librement et indépendamment. Ce n'est cependant pas tout ce qu'elles recherchent. Ces femmes souhaitent aussi garder des liens avec la famille restée au pays. Pour cela, elles affichent leur réussite sociale en envoyant de l'argent régulièrement, beaucoup d'argent parfois, afin de gagner la reconnaissance de leur famille ou de regagner un statut au sein de la cellule familiale.

Leurs réseaux de solidarité se consolident et se transnationalisent notamment une fois en Europe, les premières migrantes faisant venir d'autres femmes et aussi d'autres hommes de la famille ou de la communauté. Elles les hébergent temporairement (en colocation), voire longtemps jusqu'à ce que ces nouveaux venus trouvent un emploi stable, début de leur processus d'autonomisation et d'intégration dans le pays d'accueil. Les stratégies et réseaux de ces femmes, clairement transnationaux, sont élaborés afin de préserver leurs racines et garder des liens avec leur famille et leurs origines, de telle sorte que certaines font venir tout la famille ou les aident à «s'embourgeoiser» au pays en leur donnant les moyens financiers de se construire une belle maison et/ou d'acheter un magasin. La mobilité sociale des migrantes passent aussi par celle de leur famille restée au pays.

Ces réseaux migratoires sont encore peu connus car rarement et difficilement identifiables. Les parcours des deux femmes marocaines qui vont suivre, Samira et Fatima, toutes deux établies en Espagne, vont nous permettre de mieux comprendre ce qui caractérise cette nouvelle figure de migrante, plus téméraire, plus offensive, ses choix de parcours



et ses choix de vie. Nous verrons comment ces deux études de cas illustrent la nature sexuée des stratégies migratoires des Marocaines aujourd'hui et de leurs réseaux transnationaux.

## Deux exemples de brûleuses de frontière: Samira et Fatima

Samira, jeune femme de 22 ans, rencontrée à Lorca en mars 2002, s'est installée en Espagne en 2000. Elle avait une cousine à Paris. Celle-ci passait régulièrement ses vacances estivales au Maroc, comme beaucoup d'enfants de migrants. De là est née chez Samira l'«*envie de lui ressembler*». Elle enviait la vie de sa cousine. Elle trouvait que celle-ci était libre, libre de s'habiller comme elle le désirait, libre de faire ce qu'elle voulait. En outre, cette cousine possédait un capital financier qui lui permettait d'être mobile et de réaliser les achats qu'elle souhaitait. Samira m'explique qu'elle a toujours souffert d'un manque de liberté au Maroc et que pour elle ce pays «*ne donne pas de droits aux femmes par rapport aux hommes*». Elle s'est mariée très jeune avec un homme de Fkih Ben Salah qui travaillait en Italie, mais qu'elle ne voyait qu'une fois par an et l'été. Le reste du temps elle vivait chez sa belle-famille où elle s'occupait des tâches ménagères. Mais elle se sentait très seule. Lorsque je l'interrogeais sur le travail de son mari en Italie, elle l'ignorait totalement.

La situation de Samira avant son départ en Espagne était difficile. Elle s'était mariée à l'âge de seize ans. Il s'agissait d'un mariage arrangé et forcé. Son père ne l'a pas consulté lorsque cet homme marocain vivant en Italie et âgé de trente ans, est venu faire la demande en mariage à son père. C'est la belle-mère de Samira qui a sillonné les villages environnants de la ville de Fkih Ben Salah, à la recherche de la fiancée la plus recommandable pour son fils. Le père de Samira, un homme très dur, comme elle a pu nous le raconter, ne lui a pas laissé le choix. Elle a passé 2 ans et 7 mois auprès de sa belle famille qui avec le temps l'a réduite à l'état «*de petite bonne de la maison*», dit-elle. En l'absence de son mari pendant de longs mois en Italie, la belle-mère de Samira se montrait très dure et Samira supportait de moins en moins la vie qu'elle menait. Elle en était réduite à l'état d'esclave chez sa belle-famille. Bientôt, le seul

mot qui lui venait à l'esprit était «divorcer». Son mari refusait le divorce catégoriquement, bien qu'il n'ait pas plus de sentiments pour elle, qu'elle pour lui. Samira décida de s'enfuir et de retrouver ses parents. Quelques semaines plus tard, elle reçut les papiers du divorce. Elle passa près d'un an et demi chez ses parents, sans emploi. A l'époque, son père qui travaillait dans le bâtiment, rentrait quotidiennement à la maison avec des collègues qui chacun à leur tour demandaient la main de Samira. Mais cette dernière refusait toutes les demandes. Elle ne voulait plus revivre l'histoire passée. C'est au cours de cette période que son esprit de femme indépendante se révéla. Elle sortait de plus en plus. Lors de ces sorties, elle rencontrait des hommes avec lesquels elle s'affichait en public. En conséquence, sa famille la renia et Samira fut dans l'obligation de quitter le foyer familial.

La situation de Samira (mariée à un Marocain résidant à l'étranger) est très fréquente. Lors de mes enquêtes de terrain à Beni Mellal au Maroc, j'ai observé à plusieurs reprises que des jeunes hommes partis depuis quelques années en Espagne ou en Italie sillonnaient les villages berbères en piémont du Moyen Atlas à la recherche de jeunes femmes à épouser. Pour ces jeunes femmes d'origine berbère et rurale, rarement scolarisées, c'était un rêve d'épouser un Marocain vivant en Europe. On leur faisait miroiter des papiers et une vie future agréable en Europe. Mais souvent, la seule mobilité qu'elles connaissaient était courte, depuis la montagne où elles avaient grandi vers la plaine toute proche, depuis la zone rurale berbérophone vers la zone rurale arabophone, dans les villages se situant sur la grande plaine du Tadla, entre Souk Sebt et Fkih Ben Salah, où elles restaient enfermées chez leur belle-famille. Elles ne voyaient leur mari qu'une seule fois par an et lorsqu'on les interroge sur les activités professionnelles de leur mari, elles ignorent tout d'eux. Certaines femmes ne disent rien et supportent cette vie d'enfermement toute leur vie. Parfois déprimées, elles reviennent chez leurs parents avec un enfant. Enfin, certaines traînent une mauvaise réputation qui les poursuit, souvent très longtemps.

Samira explique qu'après son divorce et son départ de chez ses parents, elle a eu plusieurs petits amis. Ces derniers l'entretenaient financièrement, l'obligeant ainsi à se soumettre à une forme de prostitution pour pouvoir survivre. Pendant six mois, elle a vécu dans ces conditions. C'est à ce moment là que l'idée de partir en Europe émergea, comme seule solution à ses problèmes. Elle a essayé par tous les moyens

d'économiser l'argent nécessaire pour financer son départ. Elle a travaillé dans la couture pour économiser un peu d'argent, sans que cela ne suffise. Lorsqu'elle s'est faite engagée comme serveuse dans les cafés de la ville, elle a rencontré beaucoup d'hommes, dont certains sont ensuite devenus ses «clients». Ses parents qui ont appris que leur fille travaillait dans les cafés de la ville se sont insurgés car pour eux *«une fille de bonne famille ne travaille pas dans les cafés»*. Ils voulaient qu'elle se marie et fonde une famille. Samira a souvent tenté de leur expliquer que son regard était dorénavant tourné vers l'Europe. L'obstination de Samira encouragea son père à l'aider à partir en Europe. Ne supportant plus les commentaires des villageois sur la mauvaise réputation de sa fille, il préféra éloigner cette dernière des cafés de Beni Mellal où elle travaillait.

C'est une femme qui a présenté à Samira un Marocain afin d'organiser un mariage blanc. Cette femme faisait partie de l'entourage familial de sa belle-sœur. Le premier contact s'est fait avec son frère aîné dans le but de mettre d'accord tout le monde sur le règlement du mariage. Cela lui a coûté 5 000 euros. Cet homme était un Marocain de la ville de Beni Mellal. Il avait 37 ans et travaillait depuis six ans en Espagne. Lui-même était parti clandestinement quelques années auparavant. Ensuite, il a travaillé dans la plomberie à Murcie. Depuis, Samira est séparée de cet homme et a régularisé sa situation. Elle a travaillé d'abord comme domestique pour une famille espagnole à Madrid. Mais cet emploi était très contraignant et mal payé. Elle devait garder deux enfants, les emmener à l'école, préparer les repas, s'occuper des tâches ménagères de la maison et ne disposait que d'un week-end sur deux. Puis elle a travaillé dans un café à Saragosse. Elle gagnait bien sa vie mais cela ne lui suffisait pas. Ensuite, elle est allée vers le nord où elle a travaillé dans un autre bar à Teruel. Le patron du bar voulait qu'elle se prostitue pour ses clients. Au début elle a refusé, puis elle s'est rendu compte que cela l'aiderait à rembourser plus rapidement ses dettes de migration et à envoyer encore plus d'argent à sa famille restée au Maroc. Ces femmes se retrouvent souvent dans des cercles peu recommandables d'où, parfois, elles ne peuvent s'échapper. Samira est aujourd'hui installée à Lorca avec d'autres filles de sa région.

Samira travaille dans les champs toute la semaine et se prostitue le samedi afin de subvenir aux besoins et satisfaire les requêtes de sa famille, qui exige toujours plus d'argent. Elle vit avec d'autres marocaines qui travaillent avec elle. Travailler dans un café paie plus mais c'est une

activité incertaine et dangereuse. Samira raconte: «*Je travaille dans les champs toute la semaine et le samedi je me prostitue... Car à la maison au Maroc il me demande toujours de leur envoyer de l'argent, toujours plus. Comment tu veux que je fasse? Le travail aux champs ne me suffit plus pour ma vie ici et pour subvenir aux besoins de ma famille restée au Maroc. Deux heures ou trois heures avec l'un d'entre eux et c'est 100 euros... Les mecs s'ils n'ont pas d'argent, ils vont voler. Les filles si elles n'ont pas d'argent elles descendent dans la rue... C'est la misère pour les garçons mais encore plus pour les filles*».

L'exemple de Samira et de son parcours de migrante en Espagne est éloquent. Il illustre les conditions des femmes avant et après la migration. Le croisement des données de terrain montre que ces femmes ont toujours travaillé avant et après la migration. Samira a elle-même travaillé dans les cafés de Beni Mellal avant de se rendre en Espagne. Selon Nassima Moujoud (2007), la vie active des plus âgées des femmes rencontrées dans le cadre de ses recherches a commencé au Maroc. Elle souligne que les femmes d'origines rurales au Maroc accomplissent les travaux domestiques et agricoles dès l'enfance. Les femmes d'origines citadines travaillent comme bonnes, couturières ou ouvrières, quand elles n'ont pas déjà effectué une migration interne et/ou connu le travail dans les champs ou dans l'élevage ou bien encore accepté des emplois artisanaux typiquement féminins dans la fabrication des tapis ou dans les métiers de l'alimentation.

Samira a eu une vie difficile au Maroc, et les difficultés se sont accrues en Espagne. Effectivement la migration semble avoir accéléré le processus de marginalisation de ces femmes. Les différentes expériences professionnelles de Samira lui ont cependant permis de négocier son statut avec les hommes restés au pays (notamment son père à qui elle envoie de l'argent) ou avec ceux qu'elles côtoient dans le pays d'accueil. Enfin le parcours migratoire de Samira en Espagne montre comment elle mobilise de manière stratégique les différentes options professionnelles féminines (couture, cafés, domesticité, agriculture, prostitution) pour avancer dans la vie et même pour s'élever socialement. De plus en plus de femmes marocaines n'hésitent pas à défier les dangers pour pratiquer le *hrigue* et brûler les frontières en *patera*. Trois autres femmes qui vivent avec Samira (dont Fatima présentée ci-dessous) ont elles aussi migré seules vers l'Espagne. Elles sont toutes trois de la région du Tadla Azilal près Beni Mellal, région frappée par une forte émigration clandestine.

tine vers l'Italie et l'Espagne. Elles ont entre 25 et 30 ans, travaillent dans l'agriculture et en parallèle elles sont dans de petits réseaux de prostitution.

Fatima me raconte son histoire migratoire, dont la nuit du passage en *patera* vers l'Espagne. Elle est partie en septembre 1999 avec 26 autres personnes dans une *patera*. Elle était la seule femme. Dans un premier temps, elle était logée à Ceuta et cela pendant 21 jours. Elle garde un souvenir terrible de son départ pour l'Espagne. Elle explique que les hommes avec qui elle est partie n'ont rien fait pour la protéger des dangers de la traversée. Au contraire, ils ne cessaient de lui répéter «*tu es une fille, reste au Maroc, tu n'as rien à faire en Espagne, à part te prostituer. En plus, tu prends la place de l'un d'entre nous*». Ils étaient prêts à la tuer si elle refusait de rester au Maroc. Mais dit-elle, «*je préfère mourir que rester au Maroc*». Le jour de la traversée, le départ était programmé très tôt le matin, pour une arrivée en Espagne à 6 heures du matin. A l'arrivée à Tarifa, des petits groupes se sont formés pour entreprendre la marche ensemble vers la destination que chacun d'entre eux avait prévue de prendre. Mais Fatima s'est retrouvée seule, abandonnée de tous. Personne ne voulait l'aider et l'accompagner pour rejoindre un ami ou un membre de la famille qui l'attendait. Elle s'est mise à marcher vite, puis à courir tout le long du parcours. Enfin épuisée, elle s'est allongée et s'est endormie dans la forêt. Au réveil, elle a fait de l'auto-stop. Une fois dans la voiture, elle a raconté son histoire à l'automobiliste qui, touché par son récit, l'a pris en charge quelques jours. Ensemble, ils ont quitté Tarifa pour Lorca, où la famille de l'inconnu l'a hébergée, nourrie, et vêtue pendant quatre jours. Elle a immédiatement donné des nouvelles à sa famille restée au Maroc. Cette dernière l'a conseillé de rejoindre un membre de la famille à Murcie où ensuite elle a passé trois mois.

Ainsi les femmes étaient peu nombreuses mais de plus en plus visibles dans les *pateras* à destination de l'Espagne. Dans les entretiens recueillis, les migrants ont précisé que sur une quarantaine de personnes qui montaient dans l'embarcation, il y avait généralement une à quatre filles. Elles étaient certes moins nombreuses que les hommes, mais elles étaient là. C'est en raison des risques importants qu'encourageaient ces femmes que peu d'entre elles envisageaient le départ. On le voit dans l'entretien avec Fatima. Elle risquait à tout moment de se faire insulter, agresser, voire violer. Les hommes n'étaient pas solidaires des femmes.

Au contraire ils ne cherchaient qu'à les isoler pour les empêcher de partir. En raison de leur petit nombre, des dangers et de leur isolement, ces femmes parvenaient difficilement à constituer des réseaux de solidarité féminins, mais peu à peu, ils s'organisaient. En Espagne, Fatima s'est beaucoup plu. Elle avait 20 ans lorsqu'elle s'est installée à Lorca.

Elle explique: *«je préfère vivre ici jusqu'à ma mort. C'est dur au champ mais au moins il y a de l'argent. Tu peux te construire une belle vie, propre... Ici au moins tu évolues... J'ai vécu vingt ans au Maroc et j'y ai vécu comme dans une prison. Je n'avais pas assez à manger. J'étais mal habillée, je n'avais pas fait d'études, je ne pouvais rien attendre de cette vie-là... Au moins pendant ces quatre ans, ma sœur et moi on a envoyé environ 24 000 euros à mes parents. Mon père n'avait rien à manger, aujourd'hui il est riche... Au Maroc mon père était très pauvre. Maintenant, il tient une grande épicerie; il a une téléboutique; il a une grande maison. Il est vraiment à l'aise et c'est grâce à ma sœur et à moi qui lui avons envoyé l'argent pour faire tout ça...».*

Aujourd'hui, l'objectif de Fatima est de devenir propriétaire d'une maison en Espagne, où elle pourrait faire venir ses parents et pour vivre tous ensemble. Elle voit son avenir en Espagne. Elle souhaite épouser un Européen: un Espagnol ou un Français. Avant de partir en Espagne, Fatima avait un petit ami marocain qui était parti clandestinement en Europe. Mais une fois régularisé, il est revenu se marier au Maroc mais avec une autre. C'est aussi une des raisons de son départ et de son dégoût pour les hommes marocains. Sa vie est aujourd'hui totalement tournée vers l'Espagne. Pour elle le Maroc fait définitivement parti du passé. Ce n'est qu'un souvenir douloureux. Comme beaucoup de jeunes femmes parties seules en Espagne, Fatima ne compte pas revenir au Maroc et semble «dégoûtée» de son ancienne vie. Au bout du compte, ces émigrantes semblent heureuses et connaissent une nouvelle naissance, jouissant d'une liberté à laquelle elles n'avaient jamais goûté auparavant. En franchissant les frontières, elles s'affranchissent et deviennent des femmes plus indépendantes, autonomes et libres.

Ainsi, l'on se rend compte à partir de ce type d'entretiens qu'il y a souvent conflit familial autour du projet migratoire des femmes marocaines (comme nous l'avons vu aussi pour Samira). Mais très vite, l'apport de cette migration (notamment l'envoi de cadeaux et d'argent) permet l'amélioration des conditions de vie des membres de la famille restés au pays (la perspective de la construction d'une belle maison, voir

l'ouverture d'un petit commerce). C'est le cas du père de Fatima mais aussi de Samira et Maria (toutes trois Marocaines et vivant ensemble en Espagne). En raison des structures patriarcales de la famille marocaine, le groupe d'appartenance devient pour le migrant un groupe de référence. Il joue en ce sens un véritable rôle social dans l'existence de l'individu qui sans cesse fait référence à ce groupe. Etant le garant d'un «projet familial», le migrant se réalise dans son propre parcours, tout en restant fidèle à sa famille. Il est soumis à des «obligations» qui le poussent à entretenir des relations d'entraide avec les membres de la famille restés au pays. La jeune femme partie seule finit par jouir d'une position centrale dans la famille. D'abord critiquée, voire reniée par la famille, elle est ensuite admirée, voire citée en exemple par l'entourage. La solidarité familiale et la patience sont des valeurs essentielles dans le parcours de la migrante. Les réseaux migratoires de solidarité sont des moyens importants de communication et d'échanges entre ces personnes. Ils s'insèrent dans des espaces et territoires spécifiques, créés par ces femmes. Ainsi, les migrants restent fidèles aux règles de fonctionnements «du groupe natal». Samira et Fatima partagent l'appartement avec une autre Marocaine de Beni Mellal, Maria. Elles ne se connaissaient pas avant la migration mais semblent aujourd'hui soudées par des histoires familiales et migratoires qui ont tendance à se ressembler et les rendent donc solidaires dans le pays d'accueil.

D'après Fatima Lahbabi (2003), ces femmes construisent deux ou trois types de vies, dans des contextes différents, selon le lieu et le moment: prostituées à Lorca et mères à Beni Mellal, ou travaillant dans l'agriculture dans la zone de Murcie ou dans des bars à Lorca et aidant leur famille à monter des commerces au Maroc. On considère que c'est la stigmatisation sociale qui produit cette fracture et cette souffrance et qui pousse la migrante à adopter de nouveaux comportements, une manière de s'adapter aux différentes situations sociales en se mettant dans une position de victime ou d'actrice.

## Conclusion: De nouvelles figures de la migration féminine

Il est important d'insister sur le choix de décrire un type de modèle migratoire spécifique. Ces femmes qui migrent seules sont des figures nouvelles et émergentes de la société marocaine. Mais ces figures se diversifient. Aussi d'autres portraits de femmes pourraient apporter des éléments complémentaires ou différents de ceux que nous venons de présenter. Ces femmes qui partent seules et qui prennent autant de risques en prenant ainsi leur destin en main se libèrent en traversant la frontière. Il s'agit là d'un phénomène nouveau qu'il est important d'analyser de manière précise afin d'apporter un complément d'informations aux portraits classiques de femmes qui suivent leur mari (dans le cadre du regroupement familial) et qui ont fait l'objet de nombreuses études et travaux. Loin de la victimisation des femmes en migration, les portraits de femmes migrantes que nous avons dépeints ici témoignent de la hardiesse, de la résistance, des ressources et de la capacité à trouver des solutions palliatives plus ou moins temporaires à des contraintes structurelles et culturelles qui les affectent. Elles ont les mêmes stratégies migratoires que les hommes (achat de faux papiers, achat de contrats de travail, mariage blanc, traversée en *patera*). Une distinction peut être néanmoins apportée dans cette comparaison. Les hommes n'hésitent pas à tenter l'aventure en errant de pays en pays et ils prennent le temps de circuler librement avant de s'établir en Europe. Les femmes, elles, préparent mieux leur départ afin d'arriver directement dans une ville d'Europe. Elles y sont d'ailleurs obligées car elles savent que, pour elles, les dangers de la route sont encore plus importants que pour les hommes.

Ces femmes ont de vraies stratégies migratoires transnationales qui ont transformé leurs vies de migrantes et celles de leurs familles restées au pays de telle sorte que les valeurs et les mentalités de ces femmes en Espagne et celles de leurs familles au pays ont considérablement évolué. Elles sont à la tête de réseaux migratoires féminins au Maroc, aidant la venue de nouveaux migrants, membres de leur famille ou pas. Fatima a fait venir sa sœur et tente de faire venir ses parents. Samira cherche un contrat pour l'un de ses cousins. Ces femmes aident aussi leur famille restée au Maroc, en multipliant parfois les emplois en Espagne. Elles doivent souvent se débrouiller pour prendre en charge toute la famille. Certaines doivent le faire malgré elles et malgré une culture qui a



pendant longtemps mis l'accent sur le statut masculin du chef de famille. Elles se rachètent aussi un nouveau statut auprès de leur famille. Avant leur départ, elles étaient «détestées», mises au banc de la société, et par conséquent de la famille. Elles tenaient une place périphérique dans le cercle familial. Considérées comme des incapables, elles n'ont pas pu faire ou refaire leur vie au Maroc dans le respect des traditions. On les rendait responsables d'avoir fait perdre l'honneur de la famille. Aujourd'hui après la migration, elles sont admirées, voire adulées. Elles ont réussi et en conséquence elles ont pris une place centrale dans le cercle familial et sont même consultées lors de prises de décisions familiales importantes. D'autres trouvent dans leur départ un moyen de se libérer de la «tutelle masculine» et parviennent à devenir responsables et indépendantes. Elles ne sont plus considérées de la même manière. En franchissant une frontière étatique, elles dépassent les frontières sociales et socioculturelles et bousculent les schémas traditionnels qui existaient avant leur migration. L'étude des migrations passe donc par l'étude des stratégies transnationales des migrantes, un phénomène nouveau qui devient incontournable pour les chercheurs qui s'intéressent aux migrations internationales.

## Références

- ARAB, Chadia, 2007, «Le *hrague* ou comment les Marocains brûlent les frontières», *Revue Hommes et Migration*, numéro spécial édité par Mohamed MADAOUÏ, *Les nouvelles figures de l'immigration en France et Méditerranée*, 1266, pp. 82-94.
- , 2009, *Les Aït Ayad – La circulation migratoire des Marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- ARAB, Chadia et SEMPERE SOUVANNAVONG, Juan David, 2009, «Les jeunes *harragas* se dirigeant vers l'Espagne: des rêveurs aux "bruleurs de frontières"», *Revue Migrations Société*, numéro spécial, *Les nouvelles figures de migrants en Espagne: parcours et stratégies dans le premier pays d'immigration européen*, 125, pp. 191-206.

- BOUKHOBZA, Noria, 2005, «Les filles naissent après les garçons: représentations sociales des populations d'origine maghrébine en France», *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21:1, pp. 227-242.
- CHAREF, Mohamed, 2002, *Les Migrations au féminin*, Agadir, Sud Karthala.
- EL HARIRI, Saadia, 2003, *Des femmes marocaines en migration: essai géographique. Espace vécu et circulation migratoire des immigrées marocaines. Le cas de Gennevilliers et Poitiers*. Thèse en géographie, Université de Poitiers.
- KHALDI, Mohammed, 2003, «Les Marocains résidant en Espagne: caractéristiques démographiques et sociales», in *Les marocains de l'extérieur*, Rabat, Fondation Hassan II, pp. 140-206.
- MIRET, Naik, 2009, «Les déterminants de l'insertion résidentielle d'une immigration récente: les Andins à Barcelone», *Revue Migrations Société*, numéro spécial, *Les nouvelles figures de migrants en Espagne: parcours et stratégies dans le premier pays d'immigration européen*, 125, pp. 129-146.
- MOUJOURD, Nassima, 2003 «Partir seules. Heurs et malheurs de Marocaines en France», *Gradhiva*, dossier spécial, *Femmes violentées, femmes violentes*, 33, pp. 93-101.
- , 2007, *Migrantes, seules et sans droits, au Maroc et en France. Dominations imbriquées et résistances individuelles*, Thèse d'anthropologie, Paris, EHESS.
- OSO, Laura, 2000, «L'immigration en Espagne des chefs de famille» *Cahiers du CEDREF*, pp. 91-144.
- OSO CASAS, Laura, 2005, «La réussite paradoxale des bonnes espagnoles de Paris», *Revue européenne des migrations internationales*, numéro spécial édité par Christine CATARINO et Mirjana MOROKVASIC, *Femmes, genre, migration et mobilités*, 21:1, pp. 107-131.
- , 2007, «L'insertion des migrants latino-américains sur le marché du travail en Espagne», *Revue Hommes et Migrations*, numéro spécial intitulé *Migrations latino-américaines*, 1270, novembre-décembre, pp. 82-91.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), 2009, *Lever les barrières: mobilités et développement humains*, 237 p. URL: [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2009\\_FR\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_FR_Complete.pdf).

- QUIMINAL, Catherine, 2000, «Le mouvement des “sans papiers”», *Cahiers du CEDREF*, pp. 380-401.
- , 2004, «Légitimation et transgression: les parrainages républicains et les associations de femmes africaines en France», in Dejan DIMITRIJEVIC (ed.), *Fabrication de traditions, invention de modernité*, Paris, MSH, pp. 175-188.
- , 2008, «Du contrôle colonial des femmes: unions, polygamie, sexualité», in Nancy L. GREEN et Marie POINSOT (dir.), *Histoire de l'immigration et question coloniale en France*, Paris, La Documentation française, pp. 239-245.
- RAMIREZ, Angeles, 1999, «La valeur du travail. L'insertion dans le marché du travail des immigrées marocaines en Espagne», *Revue Européenne des Migrations internationales*, 15:2, pp. 9-36.
- ROULLEAU BERGER, Laurence, 2010, *Migrer au féminin*, Paris, Presses Universitaires de France.
- SEMPERE SOUVANNAVONG, Juan David, 2009, «Evolution de la situation migratoire de l'Espagne de 1991 à nos jours», *Revue Migrations et Société*, numéro spécial intitulé *Les nouvelles figures de migrants en Espagne: parcours et stratégies dans le premier pays d'immigration européen*, 125, pp. 49-70.

# Entre Occident et Orient, Amérique et Océan indien: voix et voies de femmes chez Chitra Banerjee Divakuni

Laurence GOUAUX

Chitra Banerjee Divakaruni est un écrivain de langue anglaise née en Inde en 1957 et installée aux Etats-Unis depuis 1977. Si je m'intéresse à cet auteur, c'est parce que je suis particulièrement sensible à la façon dont elle dessine l'espace féminin dans ses textes, et à la façon par laquelle elle arrive à articuler les cultures indienne et américaine et à la notion que le concept d'espace est au cœur de la pensée américaine. Il existe en effet en Amérique un imaginaire de l'espace, de par l'histoire de la construction du pays, l'avancée vers l'Ouest, la conquête de nouveaux territoires. Ainsi, l'imaginaire de Chitra Banerjee Divakaruni fait appel à ce type de concept car l'auteur se situe à la croisée de deux territoires, de deux espaces, tant géographiques que mentaux: l'Inde et l'Amérique, héritière des idées venues d'Europe. Mettant en scène des héroïnes ayant accompli ou dont les parents ont accompli le voyage de l'Inde vers l'Amérique, l'auteur, par le biais de la focalisation interne, nous donne à entendre des voix de femmes qui s'interrogent non seulement sur la place qu'elles occupent dans la société américaine mais aussi sur la voie à suivre en tant que femme d'origine indienne vivant aux Etats-Unis.

Dans un roman publié en 2004, *La Reine des rêves*, Rakhi, personnage féminin central, né aux Etats-Unis, part à la recherche de ses racines indiennes sans quitter le territoire américain. Et pour cela elle n'a de cesse de percer les secrets de sa mère, indienne née à Calcutta, immigrée aux Etats-Unis, gardienne de la culture de ses ancêtres. Ainsi, les représentations du féminin de ces personnages sont remodelées à la lumière de la confrontation entre Orient et Occident, Inde et Amérique. C'est pourquoi l'objectif de cet article est d'étudier la façon dont les personnages féminins s'expriment et conceptualisent le monde au vu des normes en vigueur dans leur pays d'accueil, les Etats-Unis, et dans leur pays d'origine, l'Inde.

L'étude du patrimoine mythologique indien sera privilégiée car les rites et mythes hindouistes occupent une place importante dans la société indienne ainsi que dans la littérature indienne de langue anglaise contemporaine. Il est donc légitime de se demander si le mythe de la déesse indienne Kali, figure du féminin, participe de la construction de l'image du féminin dans ce roman, comme c'est souvent le cas chez d'autres écrivains femmes d'origine indienne vivant ou ayant vécu aux Etats-Unis, comme Anita Desai<sup>1</sup> ou bien si ce patrimoine mythologique s'est transformé à la faveur de la rencontre avec les mythes occidentaux. C'est pourquoi les représentations du féminin proposées par Chitra Banerjee Divakaruni seront étudiées à la fois d'un point de vue sociologique et littéraire.

Nous envisagerons la façon dont s'articulent les voix de ses héroïnes en adoptant la méthode proposée par le stylisticien Léo Spitzer<sup>2</sup>, chaque texte possédant en effet, selon ce dernier, un détail-clé, «un détail apparemment périphérique» (Spitzer 1970, 30) permettant d'appréhender la signification du texte en profondeur. Or, dans ce roman, la mise au jour du sens caché du texte réside dans la prise de conscience des utilisations que fait l'auteur de l'homophonie, c'est-à-dire de l'identité phonique entre mots orthographiés de façon différente. Car c'est le phénomène linguistique de l'homophonie qui entraîne mésententes, difficultés de communication et confusions culturelles entre les deux héroïnes du roman. En conséquence, l'étude du rôle joué par les voix féminines dans le phénomène de «trans-nationalisation» des savoirs culturels indien et américain occupera un rôle central dans cet article. Le personnage féminin central, Rakhi, élevée aux Etats-Unis, en conflit avec sa mère indienne, réussira-t-il à intégrer de nouveaux savoirs culturels dans son propre univers pourtant imprégné d'Occident, découvrant avec bonheur la possibilité de l'appartenance à une double culture entre Inde et Amérique. Car une fois l'Inde racontée et démystifiée, cette dernière ne constituera plus dans le cœur de Rakhi une Inde onirique et idéalisée et ne

- 1 Anita Desai est un auteur indien de langue anglaise née en Inde en 1937 d'un père bengali et d'une mère allemande. Elle partage depuis longtemps sa vie entre l'Inde, les Etats-Unis et l'Angleterre.
- 2 Léo Spitzer est un stylisticien autrichien né en 1887 et mort en 1960. Il propose de prêter une attention toute particulière à l'écart stylistique et à la recherche du détail-clé permettant de passer d'une «appréhension provisoire du sens global du texte» (Spitzer 1970, 30) à une compréhension en profondeur du sens du texte grâce à la mise au jour du ou des détails-clés.

pourra plus rivaliser avec l'Amérique, permettant à la jeune femme d'apprécier les deux cultures de façon plus équilibrée.

## Deux voix de femmes: deux univers métaphoriques

Deux voix de femmes se font entendre dans *La Reine des rêves*: la voix de Rakhi, née en Amérique, mère divorcée et émancipée, artiste-peintre, propriétaire d'un salon de thé indien, et la voix de sa propre mère, héritière d'un don ancestral développé en Inde, celui de soigner ses patients en lisant leurs rêves, en les interprétant. Elle a pour cela été initiée aux grands mythes indiens. Ainsi, deux espaces distincts se dessinent dans ce roman, deux espaces *a priori* irréconciliables: un espace peuplé de mythes et de rites indiens, et un espace tout habité de littérature et de culture américaine. Ces espaces ne se rencontrant que très rarement, l'incompréhension entre les deux femmes, la mère et la fille, se dessine à chaque page. Cette incompréhension procède de deux cultures différentes et de plusieurs malentendus linguistiques. Aussi, la mère et la fille ne peuvent-elles pas communiquer de façon complète puisque la mère, par crainte de l'inadaptation de sa fille à la culture américaine, a très peu communiqué avec sa fille en bengali.

En conséquence, Rakhi ne maîtrise que l'anglais, langue qu'elle partage avec sa mère, ou plutôt qu'elle devrait partager, car même si elles utilisent la même langue, des malentendus linguistiques apparaissent, notamment celui qui naît autour du phonème /sou/ qui correspond à deux verbes en anglais: «sow», semer, et «sew», coudre. La mère, qui garde son propre territoire dans la maison, son propre espace, dispose d'une pièce qu'elle a baptisée «*the sowing room*» à savoir «la pièce où l'on sème les graines». C'est dans cette pièce qu'elle dort et qu'elle s'isole du reste de la famille pour travailler sur les rêves. Elle l'explique ainsi: «Je dormais sur le sol de la pièce où je sème, où les graines des rêves germent en moi»<sup>3</sup>. Mais sa fille Rakhi n'interprète pas «*the sowing room*»

3 Notre traduction de «*I slept on the floor of the sowing room, where the seeds fall into me*» (Banerjee Divakaruni 2004, 50).

de la bonne façon. Pour elle, il s'agit de «*the sewing room*», la pièce à couture<sup>4</sup>.

De cette confusion linguistique *a priori* anodine naît pourtant une double représentation métaphorique du texte et des mots autour de laquelle s'articule le roman: pour Rakhi le texte, c'est-à-dire le dit, est constitué de fils, la métaphore du texte comme trame, comme tissu étant une conception largement répandue en Occident. Roland Barthes par exemple parle de «tissu des voix» (Barthes 1981, 24). Tandis que pour la mère, le texte est la représentation métaphorique d'une terre, d'un terreau dans lequel il importe de faire germer les bonnes graines et dans lequel on peut ainsi partir à la recherche des racines profondément enfouies. Elle a d'ailleurs caché sous son oreiller un petit sac de terre ramenée d'Inde. Deux conceptions des mots, deux conceptions du dit et du non-dit se côtoient ici: la métaphore du fil contre celle de la graine.

La métaphore du fil est d'ailleurs abondamment utilisée dans la mythologie occidentale ou plus précisément dans la mythologie européenne héritée de la Grèce. Elle concerne les Parques par exemple qui tissent le fil de la vie qu'elles peuvent interrompre à tout moment, ou bien encore le fil d'Ariane grâce auquel Thésée retrouve son chemin dans le Labyrinthe. La métaphore de la graine et de la terre correspond quant à elle à une représentation hindouiste dans laquelle la terre a besoin d'être nourrie pour fructifier, d'où, par exemple, les nombreux sacrifices d'animaux en hommage à la déesse Kali, le sang des victimes sacrificielles permettant de protéger les humains de sa colère.

La fille, Rakhi, ne cesse d'ailleurs de s'interroger sur l'utilité de cette «pièce à couture» pour sa mère: «J'empruntais à tâtons le sombre corridor, dont les murs sous mes doigts étaient rugueux, étranges, ondulés comme une peau de dinosaure, jusqu'à la pièce à couture. J'ignore pourquoi ma mère l'appelait ainsi; elle ne cousait jamais» (Banerjee Divakaruni 2006, 13). A aucun moment du roman d'ailleurs Rakhi ne comprendra son erreur sur l'interprétation de «*sowing*» et à aucun moment sa mère n'aura conscience de ce malentendu. Il est à noter que la traductrice du roman

4 «*Under my fingers the walls were rough and unfamiliar, corrugated like dinosaur skin, all the way to the sewing-room. I didn't know why she called it that; she never sewed*» (Banerjee Divakaruni 2004, 5). «J'empruntais à tâtons le sombre corridor, dont les murs sous mes doigts étaient rugueux, étranges, ondulés comme une peau de dinosaure, jusqu'à la pièce à couture. J'ignore pourquoi ma mère l'appelait ainsi; elle ne cousait jamais» (Banerjee Divakaruni 2006, 13).

en français traduit les deux termes «*sowing*» et «*sewing*» de la même façon: «la pièce à couture»<sup>5</sup>, ce qui est surprenant car elle choisit ainsi d'ignorer la confusion sémantique née de l'homophonie des deux termes. Une telle traduction met donc uniquement l'accent sur le texte et le dit en tant que trame et tissu, et prive le lecteur francophone de la double lecture du texte que nous venons de mettre en avant.

La mère comprend qu'il existe chez sa fille un fort problème identitaire. Voici de quelle façon elle parle du salon de thé de Rakhi: «Ce n'est pas une véritable maison de *cha* ici [...] mais un méli-mélo, une vision occidentale de ce qui est indien» (Banerjee Divakaruni 2006, 108). Cette critique est dure à encaisser par Rakhi qui ne cesse de s'interroger sur sa nationalité et son appartenance culturelle. Nous apprenons effectivement au début du roman qu'elle se sent trop américaine par rapport à sa mère. Puis les attaques racistes envers les Indiens suite aux attentats du 11 septembre l'amènent à se demander qui elle est vraiment: «Mais si je ne suis pas américaine, qui suis-je alors?» (Banerjee Divakaruni 2006, 309). La mère reconnaît avoir causé du tort à sa fille en la privant de ses racines indiennes, car c'est elle qui a volontairement coupé le fil d'Ariane qui pouvait relier Rakhi à l'Inde, à la Terre-Mère, fil qui pouvait l'aider à trouver son chemin, sa voie dans l'enchevêtrement des doubles racines américaine et indienne: «En ne te parlant pas de l'Inde, j'en ai fait quelque chose de beaucoup plus terrible. Cela t'a empêchée de penser à autre chose. Cela a envahi ton cerveau comme une tumeur» (Banerjee Divakaruni 2006, 109).

Du manque naît le besoin. Et chez Rakhi, le sentiment progressif de non-appartenance à aucune des deux cultures se traduit par une incapacité à exprimer ses sentiments en mots ou en images. Elle constate avec amertume que les tableaux qu'elle peint sont figés: «Cela fait plusieurs jours qu'elle essaie d'achever sa toile, mais sans succès. Elle est contente du feuillage, du ciel, de la qualité de la lumière. C'est l'homme qui lui pose problème. Son corps est raide; il y a quelque chose de faux dans l'angle du cou» (Banerjee Divakaruni 2006, 84). De plus, Rakhi est incapable de se souvenir de ses rêves et donc de les interpréter, c'est-à-dire en quelque sorte, d'aller au bout de ses rêves: «Je rêve toutes les nuits,

5 Voici la traduction proposée par Rani Mâyâ pour «*I slept on the floor of the sowing room, where the seeds fall into me*» (Banerjee Divakaruni 2004, 50): «la pièce à couture où je dormais sur le sol, là où les germes des rêves tombent en moi» (Banerjee Divakaruni 2006, 64).



mais je ne me souviens de rien. C'est comme s'il y avait un mur en moi, élevé (mais par qui?) pour me protéger de quelque chose de trop douloureux à affronter» (Banerjee Divakaruni 2006, 231). Sa mère, la reine des rêves a, dans un désir protecteur envers sa fille, volontairement bloqué l'accès de cette dernière aux rêves et par là-même à l'inconscient, au serpent du lien primal, à l'Ouroboros. Elle a donc non seulement coupé le lien onirique mais aussi le lien filial.

C'est le motif de l'eau qui va permettre à Rakhi de renouer avec sa mère, avec les rêves, avec le monde de l'inconscient et avec la Terre-Mère. Car l'eau représente à la fois la mère et l'inconscient. Rakhi dit d'ailleurs de sa mère qu'elle est une «mère médium aquatique» (Banerjee Divakaruni 2006, 194). C'est pourquoi le motif de l'eau constitue un véritable «fil d'Ariane» pour Rakhi, un fil à suivre pour renouer non seulement avec sa mère mais aussi avec ses racines indiennes. L'eau et la pluie ont une grande importance dans la vie du personnage qui est artiste-peintre car grâce au voile déposé par la pluie sur les paysages, les formes s'estompent et l'imagination fait son œuvre. Aussi Rakhi part-elle souvent se perdre au cœur de la forêt gorgée d'eau pour y chercher l'inspiration: «Loin des sentiers, là [...] où l'air est si saturé d'humidité qu'il en devient palpable et où je m'imagine être dans une véritable forêt. C'est plus facile par une journée comme celle-ci où le bois est détrempe et désert» (Banerjee Divakaruni 2006, 101). La pluie évoque aussi les grandes pluies de moussons d'un pays qu'elle n'a jamais connu, l'Inde, et la présence de la pluie agit comme un fil d'Ariane invisible lui permettant de rassembler ses émotions: «Dans le bois d'eucalyptus, j'inspire profondément l'air humide. [...] J'aime l'odeur de la pluie, des choses éparées qui continuent à vivre. O qu'elles nous soient laissées, l'humidité et la nature sauvage» (Banerjee Divakaruni 2006, 99). Et surtout, dans l'hindouisme, la nature est l'expression d'une réalité plus haute, d'un aspect divin qui se manifeste dans les plantes, les animaux, mais aussi les sons, les nombres, les formes, les constellations par exemple, c'est-à-dire toutes les formes de vie et de vibrations qui nous entourent ou dont nous participons. C'est pourquoi la nature permet à Rakhi de se rapprocher de l'Inde.

De plus, dans ce roman, la quête de l'eau s'accompagne aussi d'un processus de fluidification des mots. Ceci est particulièrement vrai concernant le jeu sur les prénoms: par exemple, le prénom Rakhi est d'un point de vue phonologique l'anagramme du prénom Kali (déesse in-

dienne de la guerre). Les deux prénoms ont en commun la présence de la plosive non voisée /k/ dont l'émission n'est pas prolongeable, ainsi que la présence de deux consonnes liquides, le /r/ anglais de Rakhi et le /l/ de Kali. Le /r/ anglais qui est articulé plus en arrière que le /l/ constitue ce que l'on appelle une post-alvéolaire tandis que le /l/ constitue une alvéolaire. Ainsi lorsque l'on passe du /r/ anglais de Rakhi au /l/ de Kali il y a fluidification de la consonne de départ. Ce processus de fluidification de la consonne initiale est encore plus flagrant en français, langue dans laquelle le /r/ est guttural. Que ce soit en anglais ou en français, en passant de Rakhi à Kali, il y a changement d'énergie vibratoire. Cette transformation du /r/ en /l/ correspond donc à une libération du souffle et de l'énergie vitale.

Ainsi, dans ce roman, tant que le personnage féminin Rakhi n'aura pas découvert l'existence et la possible identification avec Kali, il y aura cristallisation, solidification de l'énergie et donc persistance du mal-être. La rencontre avec Kali correspond chez Rakhi à la rencontre entre Occident et Orient et amène donc une libération de l'être. Voyons de quelle façon s'effectue la rencontre Occident/Orient et comment le phénomène de «trans-nationalisation» prend forme.

## Deux visions de la femme, deux mythes (Le mythe de Kali; Le mythe de Persée et Méduse)

La rencontre Occident/Orient se fait chez Rakhi non pas par l'intermédiaire des mots, mais par l'intermédiaire de la peinture, de la vision, c'est-à-dire de l'acte perceptif qui précède les mots. Rakhi dans sa quête de fluidité, fluidité dans l'art de la peinture notamment, tombe en effet sous le charme d'un tableau qui la touche profondément par son caractère inhabituel, étrange, mais dont elle n'arrive pas à saisir le sens:

La toile de fond du troisième tableau est jaune fluo. Un être pourpre doté de nombreux bras et d'un visage semblable à une lune flotte au-dessus d'un nid de serpents. Est-ce un dieu ou un homme? Ou la représentation d'une idée? La juxtaposition violente des couleurs et des formes, les yeux tels d'étincelants diamants, l'effet de surprise de la composition, comme un tournant dans une intrigue complexe, lui coupent le souffle (Banerjee Divakaruni 2006, 280).

Inconsciemment, sans pouvoir la citer, Rakhi vient de rencontrer Kali, la déesse indienne à la peau sombre qui, par la multiplicité de ses bras, envahit l'espace. Kali, la guerrière du panthéon hindouiste, dont le nom en sanskrit signifie «la Noire», correspond à une représentation du féminin inconnue dans la mythologie occidentale, et donc inconnue de Rakhi. Elle représente en effet la traque du démon par une déesse. Kali tranche la tête du démon dont elle récupère le sang dans une coupe. Affolée par le goût du sang de sa victime, Kali agite les bras dans tous les sens et par ses gestes désordonnés menace l'équilibre du monde. C'est l'élément masculin, le dieu Shiva coiffé d'un croissant de lune, qui se couche à ses pieds pour la calmer. Rakhi ne connaît pas ce mythe, mais il est intéressant de noter qu'elle connaît par contre celui de Méduse, représentation du féminin occidentale inversée par rapport au mythe de Kali.

Si nous parlons du mythe de Méduse comme représentation du féminin occidentale inversée par rapport au mythe de Kali, c'est que dans le mythe de Kali, nous l'avons dit, c'est la guerrière, élément féminin, qui part à la chasse au démon, élément masculin. Tandis que dans le mythe grec de Méduse, c'est Persée, élément masculin, qui part à la poursuite de la Gorgone, la femme non pas aux multiples bras mais aux trois têtes. Persée tranche l'une des trois têtes, celle de Méduse, et la brandit alors dans un «geste de vantardise» pour reprendre une expression empruntée à un auteur américain contemporain Eudora Welty<sup>6</sup>. En effet, Eudora Welty, écrivain femme, s'est approprié ce mythe et en fait un usage récurrent dans son œuvre littéraire.

Rakhi, férue de littérature américaine, s'est elle aussi approprié, par l'intermédiaire de Eudora Welty peut-être, un mythe européen, celui de Persée et de Méduse. Aussi cite-t-elle Méduse (et Circé, héroïne éponyme de l'une des histoires courtes de Welty) lors d'un incident qui met face à face son propre père et leur rivale (à son père et à elle) en affaires. Cette rivale a monté un café juste en face du salon de thé de Rakhi et de son père. Voici de quelle façon elle décrit cette rivale à laquelle elle prête des intentions malveillantes à l'encontre de son père: «Si son regard

6 Eudora Welty (1909-2001) est un écrivain américain originaire de Jackson, Mississippi. Dans son œuvre littéraire, elle fait une abondante utilisation du mythe grec de Persée et Méduse et l'inscrit en creux dans ses nouvelles notamment: «*The vaunting was what she remembered, that lifted arm. Cutting off the Medusa's head was the heroic act*» (Welty 1983, 460), «Le geste de vantardise était ce dont elle se souvenait, ce bras levé. C'était cela l'héroïsme: couper la tête de la Méduse» (notre traduction).

rencontre le sien, elle le pétrifiera, telle Méduse, ou lui jettera un sort, telle Circé» (Banerjee Divakaruni 2006, 215).

En découvrant Kali, Rakhi découvre une représentation du féminin à laquelle elle n'est pas habituée, c'est-à-dire une représentation du féminin caractérisée par une grande fluidité des mouvements car la guerrière bouge dans tous les sens. Inversement, les représentations de Persée et Méduse s'inscrivent dans un processus de rigidification. En effet, ce mythe met non seulement en valeur une rigidité tout occidentale mais aussi un principe guerrier stéréotypé du point de vue du genre: la guerre est associée au masculin, au glaive et à la bravoure. La guerrière Kali, contrairement au guerrier Persée, renvoie à un principe énergétique cyclique (elle collecte et boit le sang qui lui donne de la force) sans lequel la vie ne peut avoir lieu. Elle constitue un réservoir de forces dynamiques qui encouragent l'humain à surmonter ses peurs, la peur engendrée par l'aspect terrifiant de la déesse par exemple, mais aussi la peur engendrée par la mort infligée par la guerrière.

Dans *La Reine des rêves*, mythes et réalité se rejoignent donc car la propre mère de Rakhi présente des similitudes avec Kali la guerrière, le contraire de Sita, épouse soumise et épouse modèle traditionnelle qui, dans l'épopée du Ramayana, soutient son mari exilé, Rama, et meurt pour lui. Non seulement la mère accepte de s'installer aux Etats-Unis après avoir choisi elle-même son mari sans l'accord de sa famille, renversant ainsi les normes patriarcales imposées par la société indienne traditionnelle, mais aussi en interprétant les rêves, elle part, telle Kali, à la chasse aux démons et aide ses patients à vaincre leurs peurs et leurs ennemis.

Cette mère rebelle refuse aussi de tout sacrifier au bien-être de sa famille, c'est-à-dire de sa fille et de son mari. Elle dispose d'une pièce bien à elle dans la maison, elle ne dort pas avec son mari car elle a besoin de solitude pour travailler sur les rêves qui lui viennent la nuit, elle consacre beaucoup de son temps à son art divinatoire. Cette volonté farouche de préserver son intégrité professionnelle, son don de médium et son propre espace l'isole de son mari et du rôle traditionnel d'épouse auquel sa condition de femme mariée la destinait: «J'ai décidé de ne parler que si nécessaire. [...] Le bonheur que connaissent les gens ordinaires n'était pas fait pour moi. Je voulais être une bonne épouse, mais c'était impossible. Je n'osais pas dormir à nouveau avec mon mari. J'étais convaincue que s'il me touchait, je perdrais le faible pouvoir que j'avais regagné»

(Banerjee Divakaruni 2006, 337). La mère décide donc de suivre sa voie, de continuer à pratiquer l'interprétation des rêves quoiqu'il en coûte à son mari et à sa fille qui souffrent du manque de communication qu'elle leur impose.

C'est pourtant le père, homme aux idées progressistes, qui a permis ce genre de situation, car c'est lui qui a décidé d'emmener sa femme en Amérique, pour pouvoir vivre différemment, pour ne pas avoir à respecter des règles patriarcales trop rigides, voire avilissantes pour les femmes, quelles que soient les castes, et pour pouvoir avoir accès lui aussi au rêve américain et à ses promesses de liberté. Pour la mère, l'évolution personnelle s'effectue alors de façon positive: elle garde ses racines indiennes tout en profitant de la liberté que lui apporte la vie aux Etats-Unis, mais la «trans-nationalisation» est incomplète car elle ne s'est pas adaptée à la culture américaine. Quant à Rakhi elle prend conscience, en découvrant Kali, du caractère tolérant de l'hindouisme puisqu'il est possible de choisir et d'adorer un dieu ou une déesse uniquement parmi la multitude des divinités qui existent, et qu'aucune règle en particulier n'impose de code de conduite ou de barrière morale. Ainsi, pratiqué en dehors de l'Inde ou de tout autre pays où les normes sociales sont contraignantes pour les femmes, l'hindouisme peut être source de libération et d'équilibre. Rakhi comprend donc que se réaliser pleinement n'implique aucun choix radical entre culture américaine ou indienne, ce qui lui permet de s'inscrire dans une double culture salvatrice. Voici de quelle façon elle décrit ce sentiment de liberté:

Ces peintures avaient fait exploser les barrières qu'elle avait mises autour de ce qui, selon elle, devait être l'art. Ces peintures sont indiennes: mais de multiples façons! Pendant tout ce temps, elle avait placé des barrières autour de ce mot aussi «indienne», autour de sa signification. Alors que ce mot correspond parfaitement à ce qu'elle est, avec tous les manques de son éducation et toutes ses insuffisances (Banerjee Divakaruni 2006, 281).

## Conclusion

C'est l'étude des sons et de leur articulation qui constitue une des clés de la lecture de ce texte, une des façons de le comprendre. Car c'est l'étude de l'homophonie «*sowing/sewing*» qui permet de comprendre les confu-

sions et malentendus existant entre les deux cultures occidentale et orientale représentées par Rakhi et sa mère, homophonie sur laquelle est d'ailleurs construit le titre de cet article: «voix/voies». En effet, lorsqu'il s'agit d'étudier un texte écrit, nous prenons en compte l'articulation des sons car c'est notre voix intérieure qui nous permet d'entendre le texte. Et au fur et à mesure que nous entendons notre voix intérieure dire le texte nous entendons la voix du personnage qui, dans le texte d'origine, s'exprime en anglais: l'acte de lecture correspond donc pour la lectrice francophone que nous sommes à un acte «trans-culturel». Cet acte «trans-culturel» s'accompagne, nous l'avons vu, d'une double appréciation du texte: le texte comme trame et le texte comme terreau, deux approches qui, si l'on revient sur la façon dont la langue française qualifie les mots et les sons, ne s'excluent pas l'une l'autre. Ne parle-t-on pas en français à la fois du grain de la voix mais aussi de sa tessiture? Les expressions françaises utilisées pour qualifier la voix ne font-elles pas souvent appel à la fois à la métaphore du tissu et à celle du terreau? Peut-être est-ce dû au fait que les métaphores hindouistes et judéo-chrétiennes sont en partie issues d'une religion indo-méditerranéenne commune, bien antérieure au christianisme et à l'hindouisme, détruite par des invasions nordiques, dont des traces subsistent pourtant encore à la fois dans les textes hindouistes ou bien encore dans la mythologie grecque.

Dans *La Reine des rêves*, l'auteur, intéressée par la rencontre des cultures et non pas par leur affrontement, ne procède pas à une transmutation du mythe de Kali, à son occidentalisation. Au contraire, le mythe de Kali, encore et toujours bien présent dans l'hindouisme, est respecté. Il constitue une représentation du féminin inversée par rapport au mythe grec de Méduse: Kali représente un féminin guerrier tandis que Méduse représente un féminin pourchassé (par le guerrier). Il constitue donc une représentation du féminin différente, vivante et active, énergique, dans laquelle Rakhi, le personnage féminin central, va aller puiser la force et la résilience nécessaires à la reconstruction d'un féminin meurtri.

Dans ce roman, les mythes orientaux et occidentaux ne se détruisent pas les uns les autres. Ils sont rassemblés et contrastés en un même texte. L'écriture «trans-nationale» et «trans-culturelle» de Chitra Banerjee Divakaruni, écrivain femme contemporain, permet donc de rassembler et de remettre bout à bout des fils orientaux et européens qui appartenaient peut-être autrefois à la même trame mais que les siècles et les guerriers ont désuni. Ainsi en contrastant les cultures et en associant les contraires

l'auteur nous donne à entendre des voix de femmes dont la singularité participe de la construction d'un féminin universel, c'est-à-dire d'un féminin en constante construction, reconstruction et évolution.

Les expériences de Rakhi rappellent celles d'autres héroïnes de romans indiens contemporains de langue anglaise, les héroïnes de Bharati Mukherjee par exemple, auteur américain d'origine indienne comme Chitra Banerjee Divakaruni<sup>7</sup>. Dans ses romans et nouvelles elle traite des souffrances de femmes indiennes immigrées au Canada et aux Etats-Unis, souffrances qu'elle a elle-même vécues et que l'écriture lui a permis d'exorciser. Dans *Jasmine* (Grove Press) notamment, roman publié en 1989, Bharati Mukherjee retrace l'histoire violente d'une jeune femme, née dans un village indien où «les filles sont des malédictions» (notre traduction) (Mukherjee 1989, 39). Partie aux Etats-Unis pour donner corps au rêve américain de son défunt mari, Jasmine réussit comme Rakhi à se forger une identité entre Inde et Occident, mais uniquement après avoir surmonté des épreuves beaucoup plus traumatisantes que celles de Rakhi, Rakhi étant née en Amérique et appartenant donc à la seconde génération d'immigrées.

Ce qui est dit des expériences de ces héroïnes aux parcours multiples dans ces romans correspond ainsi aux différentes expériences vécues par de nombreuses femmes indiennes immigrées aux Etats-Unis ces dernières décennies. La littérature dont il est question dans cet article témoigne donc de la construction progressive d'une mémoire grâce à des voix de femmes ancrées dans une époque et un lieu bien définis, l'Amérique contemporaine, époque et lieu de «trans-culturalité» et de «trans-nationalité».

7 Bharati Mukherjee, auteur américain d'origine indienne, et non «auteur indo-américain» comme elle s'applique à le souligner, est née à Calcutta en Inde en 1940. Après des expériences douloureuses en tant qu'immigrée indienne au Canada, Bharati Mukherjee s'est finalement installée aux Etats-Unis et enseigne à l'université de Berkeley, Californie.

## Références

- BANERJEE DIVAKARUNI, Chitra, 2005, *Queen of Dreams*, London, Abacus.
- , 2006, *La Reine des rêves*, traduction de Rani Mâya, Arles, Editions Philippe Picquier.
- BARTHES, Roland, 1981, *S/Z*, Paris, Editions du Seuil.
- CYRULNIK, Boris, 2008, *Autobiographie d'un épouvantail*, Paris, Odile Jacob.
- DANIELOU, Alain, 1992, *Mythes et dieux de l'Inde*, Paris, Flammarion.
- GARCIA LOPEZ, Isabel, 2001, *La Femme hindoue et ses mythes dans l'imaginaire de quatre écrivains indo-anglaises: Kamala Markandaya, Anita Desai, Shashi Deshpande, Bharati Mukherjee*, Doctorat, Université de Rennes 2.
- MUKHERJEE, Bharati, 1989, *Jasmine*, New York, Grove Press.
- NEUMANN, Erich, 1972, *The Great Mother*, Bollingen Series, Princeton, Princeton University Press.
- PITAVY-SOUQUES, Danièle, 1991, *La Mort de Méduse. L'art de la nouvelle chez Eudora Welty*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- SPITZER, Léo, 1970, *Etudes de style*, Paris, Gallimard.
- VARENNE, Jean, 2002, *Dictionnaire de l'hindouisme*, Paris, Editions du Rocher.
- WATBLED, Jean-Philippe, 2005, *La Prononciation de l'anglais*, Paris, Armand Colin.
- WELTY, Eudora, 1983, *The Collected Stories*, Londres, Penguin Books.





# Moving women: bourgeois feminist migration strategies in the 1870s and 1880s

Angelika SAUER

On January 6, 1879, a group of prominent bourgeois-liberal men and women met in Berlin to discuss aspects of what was commonly called the «women's question» (*Frauenfrage*). This meeting was not all that unusual. Throughout the 1860s and 1870s the educated middle classes all over Western Europe agonized and organized over the question of what to do with so-called «redundant» women: daughters of middle class families who could not find husbands, or war widows who needed to be provided for. In late 1870s Germany, the assumption that the problem of unmarried German women had reached an unprecedented scale had led to a push for more educational and employment opportunities for respectable women. An umbrella organization of women's unions that attempted to expand economic opportunities for German women was headquartered in Berlin. The meeting in January 1879, then, seemed to fit into general patterns. What was unusual, though, was the figure at its core: a Canadian woman in her early forties, who conversed in English, French and German, casually referred to women's organizations in Switzerland and Britain and claimed to be acquainted with her Royal Highness, the Crown Princess Victoria. The woman, Elise von Koerber, enthusiastically praised the British Dominion of Canada as an ideal opportunity for German women and, most surprisingly, found a receptive and appreciative audience in the imperial capital.

Any discussion of emigration, and particularly the emigration of unaccompanied single women, was normally anathema in Continental European circles in the last third of the 19<sup>th</sup> century. Associations concerned with women's issues – ranging from the most radical demands for legal equality to more moderate efforts to open educational and career opportunities for respectable middle-class women to mostly Protestant-conservative rescue and moral purity movements – proliferated all over Western Europe. Yet only British feminists regularly included emigration in their catalog of activities and concerns (Chilton 2007, 22-23). This anomaly is perhaps easy to explain. While British women and

children could be moved within the confines of the British Empire, Continental European women who moved over short, medium, and long distances left not only the protective orbit of their immediate families but also that of their local and even their national community. To speak of single female emigration was to ascribe a level of autonomy and a scope of global mobility to women that was only gradually gaining wider acceptance. At the same time, social and economic transformations across the Continent created new urban-industrial societies that modern bureaucratic states embraced with structures of discipline, control and care. These states defined citizenship and began to monopolize the legitimate means of international movement by way of borders, border controls and identification papers. Both citizenship and legitimate international travel became gendered in their norms and in their meaning, further complicating women's movements across modern space.

Into this complicated nexus of shifting gender roles, growing national sensibilities and modernizing state boundaries burst a most unconventional figure: Elise von Koerber. She was born in the German kingdom of Baden in the late 1830s, and married an Austrian officer, Wilhelm Baron von Koerber. The couple lived in the British North American colonies by the mid-1850s. They had four children, and from 1862 onward, Koerber's husband worked for the Lower Canada (Quebec) Department of Crown Lands. He died in the early 1870s, leaving his family with scarce financial resources (Sauer 2007a). His young widow later claimed that the government owed her husband a substantial sum of money at the time of his death. However, the federal government in Ottawa refused to settle a pre-Confederation account and instead suggested that Koerber herself could go to Europe as an immigrant recruitment agent, hinting at the chance of her earning generous commissions<sup>1</sup>. Koerber left Canada for Europe in October 1872 and spent much of 1873 and 1874 traveling within Continental Europe and Britain, and between Europe and Canada, conveying small groups of settlers from Austria, Germany and Switzerland to Ontario and Quebec. During this time she tried to build a professional reputation as a general migration expert. On the side, she worked «to create interest among the different unions of ladies and the authorities to favour the introduction of a system by which to control and pro-

1 Koerber to Governor General, 23 July 1882, Library and Archives Canada (LAC), Records of the Department of Agriculture, RG17, volume 348 no. 37192.

tect *female* emigration from Europe»<sup>2</sup>. Far from getting rich on commissions, her financial situation and her health grew increasingly precarious. Yet she worked tirelessly and gained grudging support among her supervisors. In May 1875, the Canadian state created for her a position as salaried civil servant, making her perhaps the first woman to hold such a position in Canada. Her appointment lasted until late 1878 when, along with eight others, her position was eliminated.

This paper's premise is a basic paradox: a woman, in the historically unusual role of servant of one state, Canada, but attempting to create a transnational network of women's organizations to serve the interest of moving women in general. As a civil servant, Elise von Koerber left a fairly extensive record of her work in the files of the Canadian Department of Agriculture, then responsible for immigration to Canada. These files are available in the Library and Archives of Canada in Ottawa. Before the findings aids of government records were digitized, however, it was almost impossible to piece together the working of an individual agent, as the memoranda and letters were arranged chronologically in the department files and scattered throughout hundreds of volumes. Researchers came across Koerber's work only through excerpts of her correspondence published in the *Sessional Papers*, the official supplementary record to Canadian parliamentary proceedings (Wagner 2006; Fréchette 2000). Koerber also published several of her speeches as printed pamphlets that are available in the *Early Canadiana Online* collection. Further clues to her work emerged from the Ontario Provincial Archives. I have drawn on sources available in Canada and have supplemented them with work previously published on various European women's organizations.

My earlier research on Koerber, and the connections that she established with European and North American women's organizations, initially cast her as a pioneer of a certain type of feminist reform work. In fact, national-oriented historiographies (with the exception of British studies) often locate the beginning of serious female reform work in the decade of the 1880s, and hence a female reformer in the 1870s seems anachronistic when seen through a national lens. In a special edition of

2 Report of Madame von Koerber, Special Immigration Agent in Switzerland, 31 December 1874, Canada, *Sessional Papers*, 1875 (8), no. 8 item, no. 40, appendix 33, 142-145. Quotations are from Koerber's reports and other government memoranda as published in the *Sessional Papers*, unless indicated otherwise.

the *Women's History Review* in April 2008, several historians have challenged this national historiographical focus and pointed out the decidedly transnational orientation of feminist efforts in the 1850s, 1860s and 1870s. They have also noted that the wider European perspective of, for example, Josephine Butler's abolitionist movement, began to splinter into nationally oriented groups by the 1880s. This, too, accords with my findings on Koerber and the decline of her transnational ideas in Britain, Europe and Canada in the 1880s. I would therefore propose the 1870s and 1880s as a moment of transition from transnational to national orientations in Western women's movements. My paper suggests an element of continuity in that Koerber's plans went through distinct national incarnations and reinterpretations from the 1870s onward, but my analysis also points to a significant change from the late 1870s, when transnational cooperation seemed possible, to the mid-1880s when it had come to an end. To argue the point that the work of moving women reflected the opportunities, continuities and challenges of transnational cooperation for women in the 1870s and 1880s, I will divide Koerber's work into four distinct phases. In each of these phases, the priorities and special features of one country's women's movement shaped the details of Koerber's plans in distinct ways. In the end, I will argue, the clash of transnational ideals and national interests was resolved in favor of the latter. Koerber's dream of building a transnational system for the rational distribution and moral control of moving women faltered on the rocks of distinctly national and material interests, as women's concerns became submerged and splintered into national agendas.

### The plan for moving women – the groundwork

Koerber's plan for female migration had two main components: organization and management (Sauer 2007a). The first component had to do with directing female migrants to places where they were needed, both as workers and as wives. In Koerber's calculations of the reproductive and the productive marketplace for women, there was a surplus of women in Continental European countries and a great demand in North America. To direct the flow of European women to specific localities

that had identified a need for female workers, women's societies in the receiving countries would act as clearinghouses for open positions. Simultaneously, women's societies in the sending country would select the women in question, equip them with a letter of recommendation vouching for their character and send them on their way. The second component of management addressed the issue of making the process of migration safe and respectable. Often places of transit, such as train stations, seaports and ships, were identified by reformers like Koerber as particularly dangerous (Chilton 2007, chapter 2), a veritable landscape of sexual exploitation and moral degradation. Female mobility equaled female vulnerability and called out for female protection and moral control. Koerber insisted that female migration had to be treated as a «system of its own» and apart from regular international migration. The system had to be moral rather than commercial; it had to connect the local and the global; and it had to be reciprocal in that only the cooperation of women's societies in sending and receiving countries could achieve seamless protection and direction.

National interests, Koerber insisted, could not come into play in this moral transnational system. Nevertheless, she had the good sense to tailor the presentation of her plans to her respective audiences. In an 1874 memorandum that was circulated among interested parties in Germany, Koerber explained that the great surplus of women in Germany meant «that their work is little valued, their training neglected, that they are meanly clad and badly fed – which all tends towards lowering morals instead of elevating them». In stark contrast, countries of new settlement, with their great deficit of women, made female immigrants to be welcome and useful «assistants in every calling of life within the reach of women». In the corresponding call to Canadian ladies, Koerber emphasized the great need for reliable female domestic servants in Canadian cities that could not be filled by British women alone and promised a steady supply from the Continent if her system could be put into place. While appealing to self-interest for the sake of winning over women's societies in Europe and Canada, Koerber also had to justify to her employer, the Canadian state, why she should be paid to build transnational networks. One of her supervisors repeatedly told her in 1875 that the international nature of her plans precluded her from working on them while being an employee of the Canadian government.

If Koerber's plans produced tensions between a transnational context and her state employment, her practical work towards building her system suffered from a lack of precedents or people with prior experience in this field. In Toronto, the YWCA provided an incomplete model for housing marginalized women starting in 1873; special arrangements were made occasionally for bringing British women and children to Canada (Chilton 2007, 126) but no established gender-segregated system of transportation and reception was in place. In Continental Europe, Koerber found the ground even less tilled, albeit not entirely barren. The broader idea of transnational cooperation for social peace, and the humanitarian protection of the powerless had found a powerful advocate in the man who inspired the Red Cross, Henri Dunant. Koerber met him in London in the spring of 1875 and convinced him of the value of extending transnational cooperation to migrants, and especially to women and children. As a consequence, many of Dunant's supporters began to take an interest in Koerber's work. Koerber's connections with influential men in the humanitarian movement would later open other doors and lead her to various highest-ranking supporters of women's work, including Princess Alice of Hesse and the royal couple and government of Württemberg. As Koerber well recognized, to succeed in her efforts she had to accumulate «prestige, which is absolutely necessary to possess, to find open ears and doors».

### The first German phase

Koerber's initial strategy in Germany, then, was to find influential individuals and associations that showed an interest in improving the lot of women in general, even if they were not involved in migration work. This meant the *Lette Verein*, or *Verein zur Förderung des weiblichen Geschlechts*, an association founded in 1866 in Berlin to promote opportunities for respectable women to look after themselves (Albisetti 1988, 101-103). The association had no radical political agenda and its founders, liberal men and their royal patron, did not question a woman's highest calling as wife and mother, or demand political emancipation for women. In contrast, the women-led *Allgemeine Deutsche Frauenverein*

that was established in 1865 in Leipzig under Louise-Otto Peters with strong links to workers' educational associations emphasized self-determination and women's rights. Despite their divergent agendas, the two associations moved closer together in late 1869 and formed an umbrella association of organizations from fourteen German cities, all interested in promoting women's employment. They published a journal, held periodic conferences, and individually worked in their communities to establish training facilities for women. After Anna Schepeler-Lette took over the leadership of the Berlin *Lette Verein* in 1872, links to international feminist movements briefly intensified (Obschernitzki 1987).

Koerber was introduced to the work of the *Lette Verein* during an audience in the late fall of 1874 with Princess Alice of Hesse, an active promoter of women's employment and training. She provided a letter of introduction, that Koerber could use to send her plans to Crown Princess Victoria. The latter passed them on to Anna Schepeler-Lette. A response, when it was finally sent from Berlin in November 1875, was polite but non-committal and emphasized that the *Lette Verein* «must refrain from taking any active part in furthering emigration. As the rules of our society point out to us that we should endeavour to ameliorate the condition of our country women in their homes». In other words, the most powerful women's organization in Germany was willing to help German women who wanted to stay in Germany. They washed their hands off women who wanted to leave. Royal patronage demanded a narrow kind of patriotism from the *Lette Verein* which made practical international cooperation, especially on migration matters, difficult. This became even more obvious to Koerber at a conference in April 1876 in Hamburg where female emigration was on the agenda. Koerber had a chance to speak to the assembled delegates about the need for protection against the «shocking abuses» of migrating women, but her audience indicated that they did not see the need for protective activities because, apparently, German women hardly ever emigrated by themselves. Statistics that Koerber produced from the port cities of Hamburg and Bremen, proving that from 10% to 35% of emigrants were indeed single women, did not convince the ladies of Germany to accept moving women into their mandate. The topic of emigration, Koerber concluded, was still too new and unfamiliar to gain any traction.

A general hostility towards emigration in 1870s Germany led to strict laws regulating the activities of foreign emigration promoters in several



states. Koerber's native state of Baden in August 1874 went so far as to ban her from its territory, claiming her to be a foreign agent who was illegally inciting emigration. Private individuals accused her of being a procurer and white slave trader. Henceforward, Koerber had to tread carefully on German soil, though she was not naturally inclined to do so. It also meant that she had to determine whether she was indeed legally a foreigner in the state of her birth and, by extension, in Germany. While told that by virtue of prior residence she had a right to apply to become a German subject, she simply could not ascertain whether she was considered German, Austrian or British. She was, as she said herself, a woman who enjoyed the protection of no country. Instead she hoped for protection from her growing network of high-ranking acquaintances as well as the ladies' societies she tried to draw into her plan. She also found into 1875 that she was still well received in the southwestern state of Wurttemberg where several politicians had close links with the Suabian *Frauenverein* and cautiously supportive attitudes towards emigration. This pocket of support in Germany would later give her a foothold. However, for the time being in the mid-1870s, Koerber had to give up on helping German women move after she was told by the authorities in Berlin that her activities as a Canadian agent on German soil violated German law.

## The Swiss phase

In the meantime, in mid-February 1875, with her immediate commission-based tasks in Switzerland concluded, Koerber temporarily decamped to London (England) to convince the supervisor of the usefulness of her female migration work. Like many of her Western European female contemporaries, she also saw British efforts on behalf of women as more advanced than Continental ones (Summers 2006, 220). She wanted to study the achievements of English Emigrant Societies and their mode of working to determine if they could serve as a model for Germany and «if communication should be established between English and German societies». Over several weeks in the spring of 1875, Koerber met with many prominent British philanthropic ladies including

the group around Josephine Butler who had been working for the abolition of state regulation of prostitution as a rallying cry for issues of legal and moral equality. In fact, Koerber may well have crossed paths with Josephine Butler herself who was on her way to Switzerland to expand and internationalize her efforts to organize women (Mesmer 1988; Summers 2008).

As the most far-reaching effort of the 1870s to expand the scope of the women's movement beyond the bounds of any one nation, Butler's abolitionism serves as an example of the tension between causes that all European women had in common and special regional or national circumstances that defined their associations. At its roots, abolitionism was a British phenomenon, a reaction against a series of Contagious Diseases Acts of the 1860s which stigmatized women for being in public and exposed them to invasive medical examinations for suspected prostitution. British feminists who had worked among prostitutes in the port city of Liverpool castigated the double moral standard underlying these acts, and campaigned for their repeal as well as the establishment of equal moral laws and standards for both sexes (Summers 2006). Taking her message of equality and her discourse of female sexuality beyond Britain, Butler toured the Continent, lecturing on the state-control of prostitution, and establishing links to Protestant feminist circles who seemed most receptive to her message. She was most successful in Switzerland. The headquarters of the *British, European and General Federation for the Abolition of Government Regulation of Prostitution* (started in Britain in 1875) quickly moved to Switzerland. National abolitionist committees that formed in Western European countries often combined under an uneasy umbrella both evangelical-Protestant social purity advocates and liberal advocates of equal rights, one group seeking to morally uplift women as special parts of society, and the other to eliminate unfair moral strictures on women, but both seeing in the issue of prostitution a rallying point. (Machiels 2008; de Vries 2008).

Koerber's own work in its next phase was shaped by European-wide efforts to paper over the rift within the European women's movements between egalitarian and democratic tendencies on one side, and socially conservative advocates of dual and separate spheres for men and women on the other. As Koerber left Britain and returned to Switzerland in the summer of 1875, she found that Butler's lectures had brought to the fore arguments that would help one aspect of her work at the expense of all

others. In her lectures in the deeply Protestant climate of Geneva, Lausanne and Neuchâtel, Josephine Butler had emphasized Christian love for prostitutes and the need for safe places for endangered women rather than equality. This message struck a chord with the established reform and rescue movement that had grown out of the Swiss Protestant and Free Church traditions of Christian charity. With an emphasis on discipline and social or moral control, Swiss men and women involved in so-called rescue efforts organized hostels and asylums to house delinquent youths and women who seemed in danger of sinking into an immoral lifestyle. Instead of embracing Butler's earlier emphasis on equal moral codes, Swiss abolitionism became firmly linked to the social purity movement (Mesmer 1988, 158-160). At the same time, Swiss reformers, like their British counterparts, redoubled their efforts to provide new opportunities and environments for «rescued» young lads and girls.

Because the climate was right for one aspect of Koerber's plans, that of protected (and controlled) emigration of certain groups of people (the ones who found themselves «*déclassées et délaissées*»), Koerber's work on behalf of female emigration in Switzerland in 1876 and early 1877 gained her access to the highest rungs of the Swiss social ladder. As in neighboring southwestern parts of Germany, the emigration of their impoverished compatriots was quietly tolerated or even sponsored by municipalities, yet the return of even more desperately poor emigrants led the Swiss government to begin watching the workings of commercial emigration agents more closely. A constitutional amendment in 1874 resulted in discussions about a federal law to regulate the work of foreign agents and colonization companies (Head-König 2010). Within this context, Koerber's pronouncements on the evils of commercially motivated immigration agents and her emphasis on upper class moral supervision of the migration process had an immediately receptive audience when she made her way to Lausanne and Geneva in early 1876. In Lausanne she received numerous invitations to hold meetings in private upper class homes. After a few weeks, she received a list of possible names from which she could choose the candidates for a Ladies' Committee that would screen applications, organize departures and get themselves in touch with similar committees in the receiving countries. In Geneva, the Director of the Central *Bureau de Bienfaisance* let her know in mid-March that her plan, to found a Swiss society for emigration to Canada, could be supported if the emphasis were kept on Swiss children (deserted

or orphaned) as well as «young girls, who are on the brink of vice and who will find in Canada a chance of reforming, a means of making an honorable livelihood and afterwards of getting suitably settled».

Koerber began to concentrate all her efforts on Switzerland by the summer of 1876. She cultivated regular contacts with the President of the Swiss Federation, Herr Welthi, and worked with the ladies of the French cantons as well as the general public in Berne, trying to overcome suspicious attitudes towards emigration schemes and addressing some damaging rumours about Canada. (Jaeggi-Gyger 1876). When Canada's General Agent Doré visited Berne in October 1876, he attended one of Koerber's meetings where he was «introduced to some of the leading writers and members of the Swiss republic». He also met a number of «ladies, delegates of committee established in all the principal towns of Switzerland to help with emigration of women and children». The ladies requested that he propose in Ottawa the organization of similar committees for the reception of Swiss women and children. With the confirmation of the Swiss President that Koerber had indeed made a decisive impact, the General Agent told Koerber to proceed directly to Ottawa to set up the necessary arrangements. Henceforth she was to be a special immigration agent for women.

With this kind of official endorsement, Koerber traveled to Ottawa in mid-October 1876 to obtain reduced passages for Swiss women and children and official accreditation for herself. She also encouraged the Department of Agriculture to invite «so-called representative ladies» in Toronto and Montreal to form committees for the reception of Swiss, and eventually German, women and to give these committees official status to give them credibility in Europe<sup>3</sup>. In this phase of her work, Koerber attempted to give her transnational scheme an official and ultimately exclusive character. She demanded that governments on both sides of the Atlantic recognize her committees as the only legitimate channels for the conveyance of single women, and that she herself be given diplomatic status. Indirectly, she elevated the role of the state in the movement of single women. Although emphasizing that female migration had to be brought «under the control of ladies» (with a deliberate emphasis on the social class of the controlling women), she suggested that the power of the state be used to direct and manage moving women,

3 Koerber to Lowe, 6 December 1876, RG17 vol.174 docket 18055.

to the point of steering them away from neighboring European countries with a similar surplus of women to transatlantic countries where women were in great demand. Such far-ranging plans went against the prevailing political culture and migration traditions in all countries concerned, and it is surprising that she was even partially successful.

In early 1877 the Lausanne committee selected several young women as an «experiment» to be sent to Canada as nurses or *femmes de chambre*. In June 1877, Koerber accompanied a group to Canada in the company of Jenny von Lerber, a member of one of Berne's patrician families and a longtime participant in the rescue movement. Records found in the archives of the province of Ontario, combined with the federal immigration records tell the story of two members of the group, sisters by the name of Charles. They had received letters of introduction from people who did not even know them, promptly eluded their minders and were arrested and jailed on charges of vagrancy. Released after a few weeks, they were then passed from immigration agent to immigration agent in different locations, only to disappear from the record a few months later after several failed attempts to place them into adequate employment<sup>4</sup>. The story of the sisters suggests how inefficient and personally damaging the system of moral control could be. Yet Koerber herself proved oblivious to anything other than success stories, proudly citing good placements of French-speaking Swiss women in Kingston and Ottawa in her annual report for the year 1877 and praising the work of the reception committees in Montreal and Toronto. Her Swiss travel companion, Jenny von Lerber, was somewhat savvier in her assessment of the situation. In a report published in the October 1877 issue of *Le Bulletin Continental* (the organ of the Abolitionist Federation), she warned against sending women of anything other than impeccable character and morals (and, one could add, a certain malleability) as these would find Canadian society closed to them, and they would be deported whence they came. This was certainly a realistic assessment, especially at a time when various assisted female and children's emigration schemes from Britain had come under sharp criticism in Canada. Von Lerber's conclusion that poor women should be sent to a new life in Canada as a preven-

4 Ontario Archives: Records of the Immigration Department, MS847 reel 11, 5958-5962. Special thanks to Lisa Chilton for providing these documents. Also Ontario Immigration Office to John Lowe, 27 November 1877, LAC, RG17, volume 207, docket 21342.

tative, *i.e.* before sinking into a morally degraded life in Europe, indicates how deeply migration, abolitionism and rescue work had become intertwined in Switzerland<sup>5</sup> (Limoncelli 2010, 44-58).

By 1877 much of Koerber's work was being absorbed into the agenda of the moral purity movement. While Koerber herself had emphasized the protective functions of her migration system mostly for opportunistic reasons – to find an opening for discussing emigration in circles normally hostile to this topic – the men, women and associations who supported her in Switzerland were solely interested in this aspect of her work. In September 1877, when the International Abolitionist Federation met in Geneva, Koerber found herself as the designated Canadian delegate with permission to speak at the congress<sup>6</sup>. Yet, possibly revealing her ambivalence about the moral purity turn that her work had taken, Koerber took ill during the conference and cancelled her appearance. In her absence, a special session of the Congress discussed women's migration at length. Considering the application of rescue principles to women traveling in search of work who seemed particularly in danger of sexual exploitation or of making wrong choices for themselves, the meeting established the *Union internationale des amies de la jeune fille* (AJF) or *Vereinigung der Freundinnen junger Mädchen* (FJM) (Machiels 2008, 202-3). Similar to the YWCA, the AJF mostly provided assistance and advice. The scope of their work was restricted to Europe (Summers 2006, 218).

The more practical aspects of Koerber's work on behalf of migrating women – the need for a travel subsidy for poorer women and the chance to open up in North America productive and even reproductive opportunities for single European middle and also lower class women – was pushed into the background during this phase of her work. While in Switzerland, Koerber was swept up in a life in elevated social circles and developed a perhaps inflated sense of her diplomatic importance, and, most calamitously, got accustomed to a lifestyle that was simply not supported by her salary. As she later explained, her «salary did not suffice to keep house even on a very modest scale, and for cheapness sake, I was obliged to keep my children at school for years» while she was trav-

5 Lerber's article in the *Le Bulletin Continental* quoted in a speech, given by Koerber in Dresden, 18 October 1878, RG17, volume 235, docket 24152.

6 Koerber to Minister, 14 August 1877, RG17, volume 197, docket 20386; Koerber to Minister 16 August 1877, RG17, volume 198, docket 20401.

eling, staying in hotels or with wealthy friends<sup>7</sup>. The first cruel reality check occurred in July 1878 when her second oldest sons fell ill and died. After a lengthy leave of absence, Koerber returned to work notably chastened and seemingly more determined than ever to move her field of work, and her life, back to Germany and the more pragmatic goals of the Lette Verein and similar organizations trying to create employment opportunities for women.

## The second German phase

The Germany that Koerber re-entered in the fall of 1878 to visit friends in Wurttemberg and to present at a women's conference in Wiesbaden, Hesse, was subtly changed. Once again traveling as a private person rather than a government representative to avoid legal complications, Koerber found that ladies' societies were more willing to discuss emigration as an option for German women. After renewing her acquaintance with Alice of Hesse, Koerber in mid-October proceeded to Dresden where she addressed a *Frauenfortbildungsverein*, an association that provided educational lectures to women. Her ideas which traditionally had been rejected as far-fetched, seemed to fall on receptive ground. Indeed, the ladies of Dresden promised to form a committee to select hard-working Saxonian women for domestic service in Canada. Bertha von Marenholtz-Bulow, a prominent member of the *Froebel Kindergarten* movement, specifically asked Koerber to advertise in Canada her kindergarten teachers who were trained in Dresden. In November, Koerber hurried on to Berlin and obtained a personal audience with Crown Princess Victoria who voiced the opinion that «a well protected emigration is by far the most rational means of helping a portion of our sex». This may not have been an attitude fully representative of the Bismarck government but Victoria opened doors for Koerber into the Foreign Ministry in Berlin where she received assurances that she could now work on behalf of female emigration to Canada in all German states. The reception she received, she admitted, «has been a favourable one above all

7 Koerber to Governor General, 23 July 1882, RG 17, volume 348, docket 37192.

expectation». Even the German Empress indicated that cooperation with any newly formed Emigration Protection Committee would be forthcoming, and that such a committee could work with a similar committee in Canada.

Germany in late 1878 was a much different place for emigrants and their advocates. Rapid economic growth through industrialization had given way to a severe, drawn-out recession with strong deflationary pressures. A growing population of small farmers and agricultural workers faced declining prices for their crops while traditional craftsmen lost out to industrial competition. Economic turmoil and social dislocation would eventually produce one of the largest waves of emigration ever by the 1880s (Wagner 2006). Some Germans in governing circles looked to formal colonies in Africa as a place for emigrating German men and women. Others (and among these Koerber's contacts in Wurttemberg were well represented) worked instead to improve interactions with the existing German diaspora, find countries that permitted the formation of German settlements, and find work opportunities for German men and women abroad. They attempted to downplay existing negative images of emigration and emphasized that migration was a change in work place, not in culture and loyalty (Sauer 2007b). In November 1878 a new «patriotic» society, the Central Committee for Commercial Geography was established in Berlin with the explicit aim to publish information about countries of emigration and to match emigrants, including female teachers, with positions in other countries. Koerber included in one of her last missives from Germany a newspaper article reporting the founding of this organization along with her own plan, approved by the German Foreign Office to form a Central Committee for female emigration in Berlin. A meeting for this purpose was scheduled for early January 1879. Koerber planned the meeting with a heavy heart since she knew this was, for now, her last activity in Europe: her government appointment had been cancelled and she had been recalled to Canada.

The meeting in January 1879, reported in the *Frauen Anwalt* and by Koerber herself in a meeting in the City Council Chamber in Ottawa on April 9, 1879, was perhaps the highlight in Koerber's career as a female migration advocate. The assembled guests included two members of the famous Anglo-German von Bunsen family, Lina Morgenstern, editor of the *Deutsche Hausfrauen-Zeitung* (a paper that combined advocacy for scientific preparation of nutritious meals with radical demands for politi-



cal equality for women), and several members of the Swiss and German press. The meeting discussed the advantages of Canada as a place for German women and mentioned the low passage rate and the bonus offered by the Canadian and Ontario governments. The assembled guests also decided that a letter of recommendation, provided by the new German committee to respectable applicants and addressed to the receiving committee in Canada, should be made a legal precondition of emigration for women. Paradoxically, the zealous wish to protect women led the new German committee to consider infringing on a woman's right to mobility. More than a means to open doors into polite society of the receiving country, a letter of recommendation was reconceived as a legal travel document, and the new committee proposed to become an enforcement tool for the German state's continuing control of emigration.

To Koerber, however, none of this mattered. She saw herself close to her goals: «respectable women will no longer hesitate to try their fortunes in a new country, if assured of safe conduct and a kind reception: and with kind hearts at home and kindred hearts here [in Canada] why should we not succeed?». In this phase of her work, the emphasis of her plans had changed again, subtly but noticeably, to accommodate the priorities of her German collaborators. For one, the emphasis shifted back from rescued women of the lower classes to respectable middle class women, trained in the establishments of Froebel in Dresden or the *Lette Verein* in Berlin. Also, Baron Theodor von Bunsen, the new Chair of the Berlin Central Committee, suggested strongly that, to avoid the stigma of emigration, the committee's work should be thought of as an international employment agency. The emphasis was to be on work placement and directed emigration, rather than moral control. Finally, in light of the fact that a vast majority of German emigration poured into the United States, there were demands that the protection of chaperoned voyages and reception should be offered to America-bound emigrants as well. Koerber would soon make forays into New York to lay the groundwork for this extension<sup>8</sup>.

8 *New York Times*, 23 January 1882.

## The Canadian-British phase

In early 1879 Koerber returned to Ottawa. She was convinced that her recall would turn out to be temporary, a regrettable byproduct of populist pandering to anti-immigration sentiments among a recession-battered Canadian public. So sure was she of her reappointment that she left her children behind in Europe. She also left behind personal debts and liabilities, such as a year's rental on an apartment in Switzerland and unpaid furniture. Over time, with no reappointment on the horizon, these personal debts would damage her reputation and lead to a rift with many former supporters. In the meantime, however, Koerber continued the single-minded pursuit of her «cause» in Canada, not worrying about finances or her family. The first step was to set up a central committee in Ottawa to match the newly formed committee in Berlin.

On April 9, 1879 at a meeting in the City Council Chambers in Ottawa, Koerber described her work in Europe and suggested to set up ladies' committees in Ottawa, Toronto and Montreal, with Ottawa being the coordinating central committee. At the meeting, Princess Louise read a letter indicating that she had corresponded with her sister Victoria on the matter and that both took a personal interest in supporting the emigration of German and Swiss women to Canada and their proper reception and placement in Canada<sup>9</sup>. According to Koerber's plan, a committee was formed by about twenty women a few days later in the Protestant Orphan Home in Ottawa. In its first set of resolutions and actions, the committee immediately showed its true colors by both emphasizing that there was no intention to encourage female immigration in general and revealing that its main motivation was to find a means «by which one of the most serious drawbacks in the comfort of domestic life, the difficulty of getting good and honest servants, will be greatly ameliorated». The committee also applied for government recognition «as the proper agents for the reception, protection and distribution of female immigrants»<sup>10</sup>. This, clearly, was an adaptation of Koerber's plans for the domestic servant requirements of the attending middle and upper class Canadian ladies.

9 Meeting reported by the *Ottawa Semi-Weekly Citizen*, 10 April 1879, and later printed by the Department of Agriculture as «Reception and Protection of Female Immigrants in Canada», available at <http://canadiana.org/view/93377/2>.

10 *Ottawa Semi-Weekly Citizen*, 17 April 1879.

Still in a holding pattern, Koerber set out for Toronto in the fall of 1879<sup>11</sup>. A second committee was formed in Toronto on October 24, 1879, declaring itself as an auxiliary to the Ottawa committee, and outlining a plan to gauge the need for domestics and trained nurses. The Toronto committee showed a special interest in Froebel-trained kindergarten teachers and emphasized that women should be brought in from the Continent as well as Great Britain. As in the Ottawa committee, caution and local self-interest dominated the agenda, and Protestant clergy dominated the male advisory board to the female executive<sup>12</sup>. The ladies in Montreal and the Eastern Townships of Quebec, hearing of this new opportunity to import proper servant help held their own meeting on September 14, 1881 at Synod Hall in Montreal. Koerber talked about her work with respect to encouraging German women to emigrate to Canada and laid out her plan. The meeting resolved to form a committee of ladies to ascertain the demand for female labor, facilitate the introduction of such from Europe, arrange for their protection upon arrival, temporary accommodation in a special home for women immigrants, and placement. On October 25, 1881, a group of ladies belonging to the highest echelons of Montreal society formed a Committee for the Protection and Organization of Female Immigration, with the explicit purpose of promoting female emigration from Europe (rather than just Britain) and asked for government assistance. They referred to the committees in Toronto and Ottawa as well as unspecified European committees, and the scheme to work together sharing responsibilities and expenses. The Montreal committee talked about setting wage rates, committing immigrant women to staying in their workplace by garnering part of their wages, and splitting the cost of the passage evenly among employer, employee and the government<sup>13</sup>. The group opened a female migrant home in 1882 with federal funding, emphasizing its non-sectarian character as an important element in female solidarity (Kealey 1979, 195). By that time, however, Koerber had left Canada, never to return.

11 Address on Continental Immigration by Madame von Koerber, City Council of Toronto, September 1879, available at <http://canadiana.org/view/63090/2>.

12 L.J. Harvie to Minister of Agriculture, 17 January 1880 with enclosures, RG17, volume 272, docket 28137.

13 Mussen to Pope, 25 October 1881 and enclosures, RG17, volume 326, docket 33665.

The last phase of Koerber's work, one that signaled the ultimate failure of all her plans and ended with her death in London in April 1884 at the age of 45, is shrouded in some mystery. She left Canada in 1882 hinting vaguely at personal motives, and went via New York City to Britain, where she planned to work on a philanthropic basis. It is quite possible that her chronic personal debts had caught up with her in Canada as well as in Switzerland and Germany, as she spoke of having to «rehabilitate her character» and restore her «honorable name». She had not yet burned her bridges or run up debts in London, however. By the summer of 1882, Koerber was ensconced near Russell Square in the heart of Bloomsbury. A Women's Emigration Society (WES) had been founded in 1880, headed by Lady Jane Taylor. In late 1881, Koerber introduced the Montreal Committee to the WES. Both agreed to work for an increase in the number of female British migrants to Canada, with households in need of servants advancing the money for their passage.

Koerber went to Europe thinking her place at the hub of a transnational philanthropic network was closer to realizing than ever. Her first interview with Lady Jane made it clear that the WES meant to encourage women of all social classes to migrate within the British Empire. Koerber did not see this as incompatible with her own work which did not *encourage* women to move but tried to organize where they went and protect them while they were going there. She assumed that there was much room for collaboration between her and Lady Jane. For several months, the two women seemed to be able to do just that. Koerber went to Liverpool to help found a northern branch of the WES in September 1882. Lady Jane also followed Koerber's suggestion to send a woman, Miss Richardson, to Canada. Miss Richardson showed up in Ottawa in October, recommending the establishment of a reception home open to all arriving women regardless of nationality and religious affiliation, as well as a reception and distribution system by ladies committees along the lines of Koerber's plans. She pointedly remarked, however, that the number of *British* women willing to come to Canada would greatly increase if properly cared for and that there was a large class of benevolent ladies in Britain willing to assist. Koerber and her international plans had begun to run into the strong headwinds of British imperial sentiment. The ladies of the WES and the Montreal Committee, comprised almost exclusively of Anglo-Canadian women, were not really interested in any

long-term work outside the confines of the British Empire, and at the first opportunity, Koerber was likely to be cut out of the loop altogether.

The new exclusively British element also caused a sudden change in Canadian policy on travel subsidies. The Montreal Committee had shown an interest in recruiting trained domestic servants from Wurttemberg and communicated with Mathilde Weber, of the *Allgemeine Deutsche Frauenverein*. Both parties agreed on the conditions under which German women would be employed in Montreal, including wages, protective care given by the committee and the promise advance of half the passage money. By early 1883, twenty women were available and the Montreal committee had enough money to advance the fare for six of them. The records indicate that two contingents of Wurttemberg women headed for Montreal in the winter and early spring of 1883, suggesting that the Canadian government subsidized several of them<sup>14</sup>. Yet a second request by Koerber for a subsidy for another group a few months later was denied without explanation. An angry Koerber realized that the tide in Canada had suddenly turned against German women and that her credibility with her Wurttemberg contacts, who had eagerly recruited based on her promise of reduced fares, was gravely undermined.

With her options contracting rapidly, Koerber's efforts were now exclusively concentrated on Britain and the philanthropic support she hoped to gain there for her plans. But even there, the days for her work were numbered. The patrons of the WES, and above all Lady Jane, may have had strong ideas and an even stronger desire to lead, but according to Koerber, they had little understanding of the practical issues and were disorganized. By 1883 many of the middle class female volunteers were leaving the organization (Chilton 2007, 28). Lady Jane suddenly decided that the WES needed to move into the area of protection and reception abroad, and she and Koerber had a fierce argument. Koerber's association with the WES came to an abrupt end. In a last ditch effort, Koerber changed course yet again and decided to seek the help of the British government in setting up a parallel organization to the WES. Koerber briefly managed to gain the support of the British Board of Trade (responsible for passenger ships). Her plans were forwarded to the Colonial Office

14 Hahn to Minister, 29 April 1883, RG17, volume 368, file 39582. Montreal Women's Immigration Society (Protective) to Minister, 5 February 1883, RG17, volume 361, docket 38783. Galt to Minister, 8 February 1883, RG17, volume 361, docket 38775. Hahn to Minister, 29 April 1883, RG17, volume 368, file 39582.

from where it was submitted to the Canadian government «for favorable consideration». The plan included a suggestion for the appointment by the Canadian government of a female agent in charge of female emigration from Britain and the Continent to Canada, as a position with a considerable salary. This, Koerber made clear, was not a job she was interested in taking herself. She did not want to recruit or promote for any one country but wanted to head an international agency working in both North American countries and all of Western Europe to organize the distribution of female migrants within the North Atlantic region. It was not to be. In Canada, her plan ended up in the files of the Department of Agriculture. In Britain, it was splashed all over the newspapers with accusations of being unpatriotic for advocating the promotion of migration outside the British Empire. Despite Koerber's lobbying, no volunteers were forthcoming to form a committee with her. By the end of 1883, the Girls' Friendly Society (GFS), an exclusively imperial and Anglican organization, had set up an emigration department to direct British women to British white settler colonies and dominions (Gaudet 2001). Koerber's nondenominational work and her international ideas were no longer needed or wanted. On April 7, 1884, she was found dead in her London rented room. Without any relatives to claim her body, she was destined to end up in potter's field and would have done so, had not a lower-ranking official of the Canadian High Commission made a desperate appeal to Ottawa for some funds to give her a proper burial. Her ideas and the memory of her work were buried with her.

In the final phase of her work, Koerber hit the ultimate limitations of her transnational approach. First, it was obvious that among the supporters of female migration work in both Canada and the United Kingdom, there were many different and not always compatible approaches. In Britain, many women wanted actively to promote emigration, to rid the country of social problems. In Canada the promotion of general female immigration was acceptable only in prosperous economic times. Some women, mostly for Christian-moral reasons, were only interested in protection especially of lower class women and would have been content to organize ship's matrons and supervisors for immigration sheds. Others wanted a more targeted approach to selecting emigrants for their skills and available job opportunities. The fragmentation of the field of emigration work was obvious to Koerber and she realized that the keystone of her plan, the desire to direct migrants into specific jobs, was never ac-

ceptable to the Canadian government. In the end, not finding a group to support her ideas meant that she could not find any private funding. Her final approach to tie herself to the British government was doomed to failure since her work was never meant to be British and could not possibly garner public funding at a time when explicitly imperial and exclusively Anglican schemes began to capture the British public's imagination.

## Conclusion

Elise von Koerber spent time in Britain, Switzerland, and Germany during a crucial decade in the transnational women's movement, when women tried to define their common interest regardless of nationality. In the 1870s, transnational humanitarian efforts, along with transnational feminist debates, revolved around human rights, liberty and equality. In this decade, traditional liberal ideals flourished: movements across borders were not yet fully controlled by states, the issue of protection of individuals loomed large in the minds of the educated European public, and philanthropy aimed at genuine reform. In this atmosphere, transnational networks of women, such as the one around Josephine Butler, briefly flourished. Yet by the 1880s the nationalist wagons were circling. Women's organization aligned themselves more closely with the patriarchal state, finding resources and political support in traditional structures. The momentum to create a discourse of women's issues across borders stalled, in the midst of organizational fragmentation, destroying the unity on women's issues over conflicting nationalist agendas. The interests of countries of emigration, and of countries of immigration, drastically diverged. Hence, Koerber's plans, which flourished in fertile soil in the 1870s, withered on the vine a decade later.

Koerber and her ideas of geographically widening women's spheres were buffeted by the many conflicting currents in the general thinking about women. She herself bridged the gap between liberal-democratic approaches seeking legal, political and social equality and the supporters of separate spheres, assigning a distinct role to women and emphasizing the need to protect them, by arguing that for women, there could only be liberty if there was safety first. She was less successful in reconciling the

discrepancy between an international system of nation states and an amorphous movement built on transnational female solidarity. Her organizational thinking was inspired by the model of the Red Cross Alliance. She imagined herself, a person without any strong sense of national belonging, as head of an international bureau that coordinated national organizations of the alliance. At each national level, she envisioned a government-supported national umbrella committee as the coordinating agency for more local efforts to gauge conditions on the ground and manage local supply and demand of women. This organizational model did indeed place the local into a global context and seemed to provide sufficient flexibility to adapt to more particularistic agendas. However, Koerber never worked out a corresponding funding model. Neither national governments nor philanthropic organizations were willing to provide resources. Caught between the public sphere of government bureaucracy and the private sphere of philanthropy and charity, and between international systems and national aspirations, Koerber's plans for a transnational feminist system for moving women could not succeed.

## References

- ALBISETTI, James C., 1988, *Schooling German Girls and Women: Secondary and Higher Education in the Nineteenth Century*, Princeton, Princeton University Press.
- CHILTON, Lisa, 2007, *Agents of Empire: British Female Migration to Canada and Australia, 1860s to 1930*, Toronto, University of Toronto Press.
- DEVRIES, Petra, 2008, «Josephine Butler and the Making of Feminism: International Abolitionism in the Netherlands 1870-1914», *Women's History Review*, 17:2, pp. 257-277.
- FRECHETTE, Dominique, 2000, «Elise von Koerber, Special Immigration Agent», *German Canadian Yearbook*, 16, pp. 243-262.
- GAUDET, Lisa, 2001, «The Empire is Women's Sphere: Organized Female Imperialism in Canada, 1880s-1920s», Ph.D. dissertation, Ottawa, Carleton University.



- HEAD-KÖNIG, Anne-Lise, 2010, «Auswanderung», in *Historisches Lexikon der Schweiz*, available at <http://www.his-dhs-dss.ch/textes/d/D7988.php> (accessed May 13, 2010).
- JAEGGI-GYGER, Freidrich, 1876, *Die schweizerisch-canadische Auswanderungsfrage mit Ruecksicht auf die Thaetigkeiten der Frau Elise von Koerber*, Berne, Jent and Reinert.
- KEALEY, Linda (ed.), 1979, *A Not Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada 1880s to 1920s*, Toronto, Women's Press.
- LIMONCELLI, Stephanie A., 2010, *The Politics of Trafficking: The First International Movement to Combat the Sexual Exploitation of Women*, Stanford, Stanford University Press.
- MACHIELS, Christine, 2008, «Dealing with the issues of prostitution: mobilizing feminisms in France, Switzerland and Belgium (1875-1929)», *Women's History Review*, 17:2, pp. 195-205.
- MESMER, Beatrix, 1988, *Ausgeklammert – Eingeklammert: Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz der 19. Jahrhunderts*, Frankfurt, Helbing & Lichtenhahn.
- OBSCHERNITZKI, Doris, 1987, «Der Frau ihre Arbeit!» *Lette Verein: Zur Geschichte einer Berliner Institution 1866 bis 1986*, Berlin, Edition Heinrich.
- SAUER, Angelika, 2007a, «Gender and transnationalism in the Work of immigration agent Elise von Koerber, 1872-1884», *Histoire Sociale/Social History*, 40:80, pp. 381-405.
- , 2007b, «The unbounded German nation: Dr. Otto Hahn and German emigration to Canada in the 1870s and 1880s», *Canadian Ethnic Studies*, 39:1 & 2, pp. 129-144.
- SUMMERS, Anne, 2006, «Which Women? What Europe? Josephine Butler and the International Abolitionist Federation», *History Workshop Journal*, 62, pp. 214-231.
- , 2008, «Introduction: the International Abolitionist Federation», *Women's History Review*, 17:2, pp. 149-152.
- WAGNER, Jonathan, 2006, *A History of Migration from Germany to Canada, 1850-1939*, Vancouver, University of British Columbia Press.

## Deuxième partie

### Construction d'un espace transnational d'expression politique féminine



# Women's transnational activism through the lens of the Nobel Peace Prize: Nobel Women's Initiative

Robin BISHA

Women Nobel Peace Prize Laureates are at the forefront of developing and promoting forms of activism that link the global South and North. The Nobel Women's Initiative (NWI), the brainchild of recent Nobel Laureates Jody Williams and Shirin Ebadi, represents a confluence of the work of the Nobel selection committees, the laureates, and other women engaged in peacework in its collaborative structure and aims. NWI places the laureates' public platform in the service of local activists for peace and justice around the world. The first effort to institutionalize collaboration of Nobel Peace Prize Laureates, NWI draws on the transnational organizing experience of the participants. Its structure, goals and activities reflect a solid grounding in the tradition of women's transnational organizing and peacemaking and attempt to address some of the shortcomings of previous organizing.

Although the six Nobel Laureates who founded NWI appear to be the first Nobel Peace Prize laureates to work together on a continuous basis, women have been organizing transnationally for more than a century. Elise Boulding's research has shown that women's transnational organizations in the twentieth century participated actively in peacework (Boulding 1995). Boulding dates the founding of the first transnational women's organizations, which often work implicitly rather than directly for peace, to the 1880s. Between World Wars I and II women founded many more, with more organizations coming into being in the 1970s and 1980s. Boulding argues that differences in women's and men's lived experience lead to considerably different approaches to peacemaking (Boulding 1995, 410-412). According to Boulding, women's peacemaking takes place in networks and often in networks of networks. In the 1970s and 1980s women began to work in solidarity with people living in areas of conflict. Boulding argues that these organizations and networks are inventing a peace culture that can replace the predominant war culture (Boulding 1995, 436).

Leila Rupp's study of transnational women's organizing from 1888-1945 argues that this work helped to reinvent identity by providing a point of identification other than the nation (Rupp 1994). The organizations Rupp studied, including the Women's International League for Peace and Freedom (or WILPF, which produced two women who won the Nobel Peace Prize), aspired to unite women around the globe, but they fell short of that goal for lack of resources, common language, and religious culture. These organizations focused on Western Europe, the United States, Canada, New Zealand, and Australia. Funding came from the United States and meetings took place in Europe. The expense of attending limited participation to privileged women. The need to speak English, French, or German further limited participation. Furthermore, the activities of the organizations often had a decidedly Protestant Christian aspect that affected participation of Catholic and non-Christian women (Rupp 1994, 1579).

Research on the careers of female Nobel Peace Prize Laureates reveals how the laureates who founded NWI build on the principles that have informed women's transnational organizing since its inception. At its core, NWI is a transnational organization that aims to forge networks with women in zones of conflict. In addition, the conception and mission of NWI build directly on the work of Nobel Peace Prize Laureates Jane Addams, Emily Balch, and Alva Myrdal. This research is based primarily on documents in the Nobel Foundation's online archives and the working records of the NWI that are housed in Houston and saved on the organization's computers in Houston and Ottawa. The research is grounded in wide reading of news reports in English and French about all twelve female Nobel Peace Prize laureates and a sampling of their published work. The study argues that the character of the Nobel Peace Prize nomination and selection processes, which take place under an umbrella of confidentiality, shaped the activities laureates could undertake, making collective work unlikely through most of the existence of the prize. As the definition of peace work and the type of candidates nominated changed, laureates' understanding of the honor changed from that of a reward for accomplishment to an encouragement for additional activism. The seven living women laureates were shaped by the traditions of women's transnational activism. NWI follows those traditions and faces some of the challenges that hampered early transnational organizing head on.

The changing priorities and definitions of what type of activism counted as peacework followed by the peace prize selection committee has facilitated more opportunities for transnational collaboration for women laureates more recently than were available to women laureates in the first sixty years of the prize. Industrialist Alfred Nobel established prizes in science, literature, and peace in his will. The Nobel Foundation awarded the first peace prize in 1901 and the first woman received the prize in 1905. Nobel stated that the prize should be awarded to the person who «shall have done the most or the best work for fraternity between nations, for the abolition or reduction of standing armies and for the holding of peace congresses» (Lundstad [n.d.]). While several of the women laureates were primarily involved in peace conferences and diplomacy or the drafting of resolutions that would become treaties, this cannot be said for all of the women. Judith Hicks Stiehm divides peace prize winners into six categories, noting that women have worked in all six: international organizations, national officials working in an international context to find legal solutions to conflict, peace activists working in an international context, individual activists seeking peace and justice using nonviolent tactics, leaders who have used force and then agreed to a peace settlement, and altruists (Stiehm 2006, xi).

In practice, the Norwegian Nobel Committee, a group of five members appointed by the Norwegian parliament, has gradually broadened the definition of peacework to include conflict prevention and the protection of dignity and human rights, which allowed more women to stand out in the pool of nominees. As the group of people who may nominate others for consideration for the peace prize includes all previous laureates, the changing definition of peace stems at least in part from the assessment of people who have already been honored. The nominators, including all Peace Prize laureates and thousands of individuals invited by the Nobel Foundation, also set the stage for another change in the award of the peace prize: the shift from use of the prize as a reward for completed work to support of peacework in progress. This changed the personal profile of female laureates substantially, from women who had aged beyond their vigorous years and who would live only a few years beyond the award of the prize, to women in the prime of life who have regarded the cash awarded with the prize as a means to carry out more work for peace. NWI states as its purpose shaping the global conversation about peace, thus continuing to reshape the definition of what

constitutes activism for peace. Thus, the selection committee is, whether wittingly or unwittingly, a collaborator in creating a strategy to amplify the potential results of activism of a handful of the world's strongest activists for peace.

The achievements of the laureates and the presentation of the rationale for the awards offer a glimpse into the role of the Nobel Peace Prize selection committee in the definition of peace work and the nature of the foundation's support for women's activism. In the 1970s the selection committee's awards began to reflect a change in the perception of the award from that of a reward for a life sacrificed to peace activism to that of a resource to be used to facilitate activism in directions that the committee considered fruitful. The female laureates have expanded the definition and sphere of peace work to include more women and through coalition building and have brought the world's attention to conflicts that might have escaped particular attention otherwise.

## Reward for an Altruistic Life

This might even have been the expectation of the selection committee that awarded the Peace Prize to Bertha von Suttner in 1905. With this first award to a woman, the chairman of the selection committee placed responsibility squarely on women's shoulders to inspire men to reform the interactions within global networks:

History constantly demonstrates the great influence of women. Women have encouraged the ideas of war, the attitude to life, and the causes for which men have fought, for which their sons were brought up, and of which they have dreamed. Any change or reformation of these ideas must be brought about chiefly by women. The human ideal of manly courage and manly deeds must become more enlightened; the faithful worker in all spiritual and material spheres of life must displace the bloodstained hero as the true ideal (Løvland 1906).

Von Suttner, an aristocrat, began writing about issues of war and peace in the 1880s after a youth spent living in times of war and ignoring the conflicts. Her most well known work is a realist novel – more a work of propaganda than art – entitled *Die Waffen Nieder* (usually translated into English as *Lay Down Your Arms*). Von Suttner had worked for Alfred

Nobel briefly as a young woman and her novel received positive notice from Nobel. Nobel supported her work with the peace movement in Europe in the end of the nineteenth century and established the peace prize at von Suttner's urging. After the success of the novel, at the age of 50, von Suttner began to work with the International Peace and Arbitration Association to push arbitration rather than violence as the means of resolving conflict among the European states. The movement for arbitration ultimately failed to prevent cataclysmic war in Europe in 1914. Von Suttner died only one week before the hostilities of World War I began.

In presenting the Peace Prize to American Jane Addams in 1931, the Norwegian Nobel Committee continued the essentialist logic it had expressed in framing the award to von Suttner. The committee noted disappointment that women had not kept the world from military violence in the twenty-six years that had passed since 1905 and suggested that the leaders of the world should pay more attention to «that warm maternal feeling which renders murder and war so hateful to every woman» (Koht 1931).

Addams had, indeed, framed much of her pacifism in maternalist terms. According to Marilyn Fischer's rhetorical analysis of her speeches, however, Addams made selective use of maternalist rhetoric to serve concrete goals (Fischer 2006). The Nobel committee recognized Addams for her social work in the immigrant neighborhoods of Chicago and for her peace activism, culminating in her role as the first president of the WILPF, an organization formed from an international women's peace conference held at The Hague in 1915. Addams spoke and wrote extensively, arguing that the United States should not join the fighting during World War I. Addams also worked to provide food assistance to women and children in Europe who were affected by the conflict. Addams' broad legacy in America stems primarily from her work in Chicago and from her extensive writings on social work and peace. When Addams won the prize, she was already seventy-one years old. She had never enjoyed good health and had already suffered a heart attack some years earlier. She died only four years after receiving the award.

The next Peace Prize awarded to a woman, fifteen years later in 1946, went to one of Addams' collaborators. American Emily Balch combined practical work, teaching, and writing for publication in a career that spanned both world wars and continued until her death at the age of ninety-four in 1961. Her early writing was one of the first American



studies of immigrants. Her work in the academy came to an abrupt halt, however, when she was fired from her job at Wellesley College because of her peace activism. An economist by training, Balch's work with the women's movement for peace began with attendance at the 1915 women's peace conference in The Hague. She headed a WILPF delegation to visit leaders of the World War I combatants. Balch supported mediation to resolve conflict and developed a proposal for colonial administration that found its way into the peace treaties at the end of this war as the mandate system. The Nobel selection committee commended her for this work and suggested that male diplomats should end discrimination against the ideas of women and pay greater attention to Balch's solid work (Jahn 1946).

As a leader, and ultimately president, of WILPF, Balch conducted research and attended numerous meetings of this and other transnational women's organizations. Her activities included spearheading a drive to bring an end to the U.S. occupation of Haiti in 1926. Balch traveled extensively and connected with women in areas of conflict such as Egypt and Palestine. She spoke on internationalism in the United States and tried to garner support for the League of Nations. Balch worked with refugees of the fighting, but did not oppose World War II. Balch believed that an ethical foundation was vital to establishing a culture of peace and had great hope that the United Nations Organization (UN) founded in 1946 would bring about ethical, democratic international cooperation.

The selection committee noted that Balch was already in her seventies and had not achieved her goal of peace. Rather than encouraging Balch to continue her work, the presentation speech suggested that others should follow her example by working toward the goal of peace (Jahn 1946).

Thirty years passed before Betty Williams and Mairead Corrigan Maguire, of Northern Ireland, won the peace prize for their work organizing enormous demonstrations of everyday people to oppose the violence between Catholics and Protestants, the irregular forces of Northern Ireland and the British police and army in the mid-1970s. Williams and Corrigan Maguire founded the Peace People, a short-lived organization that worked to bring people of all sorts together to publicly reject violence.

Although the activities of the Peace People and the organization's two founders attracted widespread criticism and were considered a mistake by many commentators, this award marks a key change in the selection committee's thinking that opened the prize to more women and ultimately allowed NWI's transnational network to come into being. In presenting the prize, the Nobel committee focused on the idea that everyday people could bring change that would play a part in ending violence. Williams and Corrigan had asked «ordinary men and women» to stop their use of violence, a strategy that seemed promising in any situation (Aarvik 1977). This recognition that peace can be made from the bottom up shifted the Nobel Foundation's attention away from diplomacy and relief work to activities that many more people, particularly women, had the opportunity to participate in. The recognition that ordinary people's peacework had global importance also turned the Foundation's attention to entirely new categories of activity as peacework.

The selection of Mother Theresa, an Albanian nun who lived and worked most of her life in India, established work among the poor as peacework very quickly after the Williams/Corrigan Maguire award opened the Peace Prize to recognize the work of ordinary people. Mother Theresa won the prize three years after Williams and Corrigan Maguire in 1979. The award of the prize to Mother Theresa marks the first time that a prize was awarded to a woman who had not devoted a considerable part of her attention specifically to ending war. With this award, the selection committee consciously began to consider work that prevented conditions leading to large scale conflict as peacework, another move that would allow more room to select women for the award (Sanness 1979).

Mother Theresa's formation as an activist differed substantially from that of the other female Peace Prize Laureates. As a young woman, Mother Theresa left her home in the Balkans to join the Irish Loreto sisters. After learning English in Ireland, the young nun went to Calcutta to work in a school for girls. She stayed in this city for the rest of her life but eventually redirected her work toward poor people. The Nobel committee had begun a process of reinterpreting the parameters of peace that Mother Theresa's work served in placing prevention of animosity and preservation of human dignity at the center of peacework. She represented humility of the privileged working in collaboration with those who were in need (Sanness 1979). Although the careers of later

laureates do not echo her experiences, Mother Theresa herself embodied the relationship between nations around the world that the committee desired to promote at a time when the United States and Iran were at odds, as were the Soviet Union and Afghanistan and conflicts continued in on the continents of Africa, Asia, Europe and the Americas.

Again, the Peace Prize selection committee presented the award to a woman at the end of her career when Alva Myrdal, eighty-year-old Norwegian diplomat and writer shared the 1982 Peace Prize with Alfonso Garcia Robles, a Mexican diplomat. Myrdal and Garcia Robles worked on disarmament within the UN and both also used their positions to alert the world community to the growing global destabilization fostered by the arms race between the United States and the Soviet Union. Unlike any of the other women peace laureates, Myrdal worked from within the international bureaucracy charged with maintaining or restoring peace. In the 1930s and 1940s Myrdal had published widely on social welfare and had a strong influence on the creation of the Swedish welfare state. Her depth of experience on these issues led to her appointment to lead the UN department of social affairs in 1949. By this time her interests had already turned to disarmament, which remained her focus until the end of her career as diplomat, politician, and writer.

With this award, the selection committee recognized the work of influencing the general public to support a culture of peace as a key element of peacework even within diplomacy (Aarvik 1982). The committee also noted Myrdal's support for «women's liberation», placing this work within the category of peacework, and acknowledged that influence is no less important than activity in moving the world away from a culture of war. Although Myrdal did not live long enough to participate in collaborations with other women Peace Prize laureates, NWI's method of organizing and networking reflects Myrdal's work. Myrdal was the last female laureate to receive the peace prize at the end of her career. By awarding the prize to younger, vigorous activists, the selection committee facilitated financial support for peacework. It also paved the way for laureates to work together and to continue to shape a holistic definition of peace.

## Encouragement to Continue a Life of Activism

In presenting the 1991 Peace Prize to Aung San Suu Kyi of Burma, the committee directly recognized that it had selected a laureate who had not completed the task she had set for herself. In fact, the task of reconciliation of population and leadership in Myanmar, the official name of the Burmese state, is still not complete. The committee recognized Aung San Suu Kyi as a symbol of courage and loving kindness, among other elements necessary to live in peace in human society, especially as the global community deals with effects of colonialism. Aung San Suu Kyi spent the better part of two decades under arrest in her home in Yangon as a result of her leadership based on democratic principles and human rights. Aung San Suu Kyi continues to provide a rallying point for NWI activism even after her November 2010 release from house arrest.

Aung San Suu Kyi's award is the first to a woman explicitly for her focus on human rights. The peace prize committee found her focus on human rights visionary (Sejersted 1991). The committee also viewed her as an inspiring, but ordinary, person, recognizing again the importance of work based on the dignity of all human beings as a fundamental component of peacework (Sejersted 1991). The presentation speech dwells on the concept of courage, adding fearlessness to the scope of peacework as well.

The committee's changed focus is immediately apparent in the speech presenting the 1992 prize to Rigoberta Menchu Tum, a Quiche woman from Guatemala, who won the peace prize for her work on behalf of the rights of indigenous people during the Guatemalan civil war. Menchu's award signals a change in the laureates' approach to the prize as well. Other laureates had accepted the peace prize in the name of all participants in a movement, but Menchu clearly stated an instrumental view of the prize, calling the Nobel Peace Prize «an instrument with which to fight for peace, for justice, for the rights of those who suffer the abysmal economical, social, cultural and political inequalities, typical of the order of the world in which we live» (Menchu Tum 1992). In continuation, Menchu stressed that public response to her award underscored that «this Nobel Peace Prize is not only a reward and a recognition of a single person, but a starting point for the hard struggle towards the achievement of that revindication which is yet to be fulfilled» (Menchu Tum 1992).

At the time of the award, Menchu was living in exile and focusing on bringing the attention of the rest of the world to Guatemala. Menchu's family had been active in the armed struggle taking place within Guatemala and she fled at a time when massacres by government forces had become commonplace. The Nobel committee recognized Menchu primarily for the impact of her autobiography *I, Rigoberta Menchu*, which she dictated in Spanish to a South American journalist in France, in which the committee saw a model for forgiveness and reconciliation (Menchu Tum 1984).<sup>1</sup> The award presentation made brief reference to Menchu's support for the rights of indigenous women in particular, the first time that a presentation speech had remarked upon the particular situation of women in global society since 1946 (Sejersted 1992).

Jody Williams and the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) were recognized in 1997 for efforts to eliminate weapons that are particularly destructive to human beings from the arsenals of all states. The Nobel committee remarked on the success of the treaty to ban landmines, which had been signed by 121 countries just before the presentation of the prize, and also on the model of activism that the ICBL represented. The committee noted specifically that Williams was a worthy successor to von Suttner (Sejersted 1997). This connection makes explicit the selection committee's recognition of the similarity of the two laureates' approach to peacework. The peace prize committee suggested that the ICBL's model (ICBL is a network providing an umbrella for numerous non-governmental organizations working toward the same goal and facilitating the involvement of civil society in governmental and diplomatic processes) would make the world a safer place. As Rupp noted, twentieth-century women prefer coalition activism. Therefore it is not surprising that Williams provided the leadership necessary for long-term collaboration among the female Peace Prize laureates. The committee had presented Menchu as a person who could be a model for peaceful human interaction in the future. Now, it suggested that civil society put its energies into a particular type of organizing, a proven model that stemmed from a history of women's transnational activism.

With the award of the prize to Iranian attorney Shirin Ebadi in 2003, the Nobel committee acknowledged the power of the platform that a

1 Menchu's work spawned some controversy, which is presented in detail by David Stoll (2008).

laureate receives when she receives a Nobel Peace Prize. This is another important shift in the committee's approach that led to collaborative efforts among laureates. The presenter first noted that receipt of the prize had already changed Ebadi's life and expressed hope that she would continue to work for «liberty, justice and respect for human rights» in Iran and the rest of the world (Mjøs 2003).

The Nobel committee recognized Ebadi for her work for women's and children's rights in the Islamic Republic of Iran. No less important to the selection committee was her approach to relations between cultures that stresses recognition of the similarities rather than dwelling on the differences. Primarily, Ebadi points out the commonalities in the fundamental values of Christianity and Islam at a time when it is not popular to do so. With the recognition of the protection of the human rights of women and children as peacework, the selection committee opened another door for the future work of female laureates. In her Nobel lecture, Ebadi not only pointed out that important statements of human rights can be found in Persian history, but also called for direct attention to the human rights of women. She noted that all of society loses when the female half of the population is kept from effective participation in public life (Ebadi 2003).

In the work she carried out before nomination for the Peace Prize, Wangari Maathai, Nobel Laureate of 2004, shared a concern for women's rights with Ebadi, but her work primarily focused on the relationship between environmental distress and violent conflict. Although the causes of many regional conflicts seem to be ethnic or religious, Maathai noted that deeper conflicts over resources underlie most of them. In presenting the prize to Maathai, the committee continued to include the rights of women and children as peacework and added that a healthy environment is a foundation of global peace and a holistic approach, like Maathai's, is necessary to bring peace (Mjøs 2004).

Working within a broad vision of environmental justice, Maathai launched a campaign to reforest Kenya while simultaneously supporting Kenyan women. The committee noted that this initiative provided a model for others and Maathai was being honored for her work on the environment as a way to broaden the definition of peace. The presentation also returned to the maternalist rhetoric that had predominated a century earlier in the Nobel Committee's public statements about female laureates by referring to the laureate as «mama Wangari Maathai» and «a

true African mother» (Mjøs 2004). The committee also acknowledged directly its intent to further Maathai's peacework through the prize (Mjøs 2004). Thus, the committee had come to share the view of the laureates that winning the Nobel Peace Prize is an obligation to carry out further peacework.

## Women Laureates Organize and Network Around the Peace Prize

This shift to awarding the Nobel Peace Prize to activists in the prime of life and the larger number of women selected since the 1970s has changed the landscape for female laureates, as has their sense of responsibility. The Nobel prize committee had always highlighted models of government action and activism that had worked to foster more peaceful relations, but it began to present the prizes more often for steps in the right direction or activities that could give hope to citizens of the world. The committee seems to have endorsed a particular kind of activism that the laureates are beginning to build on as they approach the award of the prize more and more as a call to further action rather than a reward for a career of altruistic struggle.

The last few years have seen two developments that have a direct impact on the question of the role the Nobel Peace Prize plays in transnational activism by women for peace and on behalf of other women. First, the peace prize has become a rallying point to work for greater recognition of women's involvement in peacemaking. Second, recent Nobel peace laureates have received the prize as a call to further and deeper action. After noting the lack of attention to women's particular positions and needs in much peacework, they have agreed to work together to further the cause of peace with justice for women.

Activists have organized to place more female nominees in the pool of candidates for the Nobel Peace Prize. In 2005 a group organized the nomination of 1000 women. This effort to seek gender balance in awards (twelve women laureates account for only about eight percent of the individual prizes) did not result in an award, but the organization 1000 Peace Women for the Nobel Prize 2005 remains in existence as Peace

Women Across the Globe. The organization profiled the 1000 nominees in a book and continues to highlight the work of female peace activists and to promote partnership between 1000 Peace Women and organizations in countries around the world (Association 1000 Peace Women Across the Globe 2005).

NWI responds both to the global lack of attention to women's peacemaking efforts and to the recognition that the award of the Nobel peace prize offers an unprecedented opportunity to those few activists who receive it. Six of the seven living women laureates founded the NWI with three main objectives in mind: to build connections among women working for peace, to shape the conversation about peacemaking, and to spotlight and promote the work of women on the core issues related to peacemaking.

Shirin Ebadi proposed collaboration to several of the laureates at a conference in Nairobi, Kenya, in 2006 (NWI archives 2006). According to NWI staff, Ebadi and Jody Williams spearheaded the foundation of the organization (Kalinchuk 2008). As one might expect, NWI's organizing and activism are influenced by the ICBL with Williams acting as the closest laureate to the daily operations of the North-American support staff. The effort reflects a tendency of all of the women to view the award of the prize less as a reward for past achievements and more as an obligation to continue and expand their work.

Both in its goals and structure, NWI is a collaboration that incorporates the traditions of women's transnational organizing and directly addresses the pitfalls that scholars have noted about earlier efforts. The mission statement asserts that «peace is much more than the absence of armed conflict». The Nobel women maintain that violence is a choice, that women are in constant threat of a variety of types of violence, and that peace is based on the commitment to equality and justice (Nobel Women's Initiative 2006). The organization furthers the goal of peace with equality and justice, emerging from the experience of transnational activism, a firm grounding in feminist theory (although not overtly stated), and understanding of the unique contribution Nobel laureates can make.

As stated above, NWI facilitates connections among women working to build peace, one of the key elements of women's transnational organizing identified by Rupp and Boulding. NWI promotes their work and uses the laureates' access to both the media and to policy makers to



shape the global conversation about peace. The organization was born out of Ebadi and Williams' shared concern about the tensions mounting between the United States and Iran, and the first action NWI undertook reflects that concern and established work practices that inform NWI's activities still.

Following in the style of peacework practiced by von Suttner, Balch and the WILPF, NWI organized a delegation of laureates and activists to visit Vienna for meetings among the delegates and visits to officials responsible for the regulation of nuclear weapons. NWI brought together a group including Williams and Ebadi and representatives of women's organizations in Iran and the United States (NWI archives [n.d.]). This section of this study is based on extensive notes on the delegates' meetings, but due to concern for their safety, the names of the individuals involved will not be revealed. Delegates who met with ambassadors and UN officials reported the results of their discussions, and the conversation ranged much more widely. Topics included negotiation of wording of a resolution so that it would not leave activists in Iran in a difficult situation in their local context and brainstorming on possible collaboration among the organizations represented in the delegations. The transcript of this conversation reveals a real dialogue among the women present. Iranian activists drove the discussion of how to support their work in the present context of hostility and no diplomatic relations between the U.S. and Iran. The conversation included suggestions of information sharing through linking Web sites and feeding information to each other's Web sites. U.S. delegates asked if visits or exchanges with their organizations would be welcome. Iranian delegates stated that some organizations would be open to such collaboration on concrete projects, such as bringing information to women in rural areas and research and training in women's studies. Delegates also discussed the importance of public opinion work in the United States, in particular on the construction of an acceptable message to gain public support for the reduction in military spending in the United States, perhaps through a link with concern for poverty or in favor of increased spending on health and education. The delegates suggested that NWI could form work groups on mutually determined issues and seek to collaborate more broadly, not just focusing on Iran and the United States. The transcript of the conversation reveals openness to ideas from all of the participants. In a conscious effort to ensure that NWI's work would support local activists, the lau-

reates present did not dominate the conversation. Their contributions include both their own observations and responses to the comments of the other women present at the discussion. The first NWI-sponsored international conference followed up on the suggestions of this group, primarily on the thoughts and concerns of the delegates from Iran and other parts of the Middle East. Concern for the impact of NWI's work on the projects and safety of local activists is a pattern that continues in all of the organization's work.

Relying on a strong network of collaborators worldwide, as did the women of the WILPF and the organizations Boulding identified, NWI laureates and staff identify individuals and organizations who are active on the issue of focus for a delegation or conference. Extensive research and discussion precede any action and great care is taken to include women who are engaged and who will amplify the work in their local context after the delegation or conference. Likewise, the laureates gain knowledge of the local working conditions for women activists and the issues of concern for them. They are then able to direct their behind-the-scenes or public work in ways that local women suggest will benefit their work. This is the model followed for NWI's first major transnational conference «Women Redefining Peace in the Middle East and Beyond» held in Galway, Ireland, in 2007, and for the work of the delegation during the summer of 2008 in Thailand, Sudan, and Chad (Nobel Women's Initiative [2008]). The same attention to the voices of local women's organization is evidenced in the most recent NWI conference «Women Redefining Democracy for Peace, Justice, and Equality», held in May 2009 in Antigua, Guatemala (Nobel Women's Initiative [2009]).

NWI has established a rhythm of work that will take laureates on a delegation every other year while NWI hosts a conference in the intervening years. NWI intends to site conferences in the laureate's home country, but for the sensitivity of the issue raised difficulties for some activists to attend and for Ebadi to host the conference in her home country. The conference took place in Ireland instead (Nobel Women's Initiative [2007]).

In addition to these large-scale activities, NWI engages in smaller-scale actions and collaborates with other organizations. NWI has developed and employs a formula for evaluating issues and deciding where to engage. Keeping the three NWI strategies in mind – connecting and convening, shaping the conversation, and spotlighting and promoting the

work of other women – NWI views issues in three primary problem areas through three lenses. The problem areas are conflict and militarism, environmental justice, and dictatorship and crisis of democracy. The lenses are women’s leadership, human security, and gender equality. Action items are chosen after passing questions through this filter (NWI archives [n.d.]).

The position of the seventh living laureate looms large by almost all of the criteria. NWI worked for Aung San Suu Kyi’s release from house arrest and remains focused on protecting her security. Action on this issue provides an example of smaller scale activism that the laureates and their network of supporters engage in. NWI organized a publicity action directed at the military government of Myanmar in January 2007. On 5 January, the day after Burmese Independence Day, the laureates and a wider group, including male laureates and other supporters, applied for visas to go to Burma with the stated purpose of visiting Suu Kyi. NWI asked that the visa applicant seek coverage from local media for the action when visiting the nearest embassy in person. The intentions of the action were to gain attention for the arbitrary detention of Suu Kyi and other activists in the country, to highlight the role of the military and the lack of regard for democratic processes in Burma rather than to actually obtain visas (NWI archives [various dates]). The Burmese situation, which developed into a challenge to the regime by the end of 2007, presents a clear threat to human security and direct action to interfere with women’s leadership. The connection to the issue of environmental justice emerged later in May 2008 when the military regime paid little attention to the needs of those most affected by the disastrous rain, winds, and floods in the Irawaddy delta region brought by cyclone Narges.

## Conclusion

The Norwegian Nobel Committee gradually changed its definition of peace work to include work for reconciliation, compassion, human rights, and environmental justice as well as diplomacy and relief work. This reinvention of peace work that took place over the course of the twentieth

century meant that more work informed by women's experience, as Jane Addams might have said, qualified women for consideration for the Nobel Peace Prize. As more women won the award, the definition of the work of a Nobel Peace Prize Laureate also changed. Women who won the prize earlier in life looked at the prize not as a reward for a life in service to peace work but as a call to further action. NWI's model of work addresses concerns that the agenda of international activism has been too much driven by North American and European analysis, as Rupp pointed out in her study. The North American based organization is shaped by participation of laureates Ebadi, Maathai, and Menchu, as well as Williams' experience in the transnational arena. NWI has established a pattern of bringing women around the world together to share information and brainstorm about how they can collaborate. The position of the laureates in the global community, particularly the media access they enjoy, assures that the concerns and comments will appear before the mass audience in North America and Europe. In NWI, the six women Nobel Peace Prize Laureates have built an organization that functions as the hub of transnational networks of women working for peace that bears the hope of amplifying this work in the twenty-first century.

## References

- AARVIK, Egil, 1977, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1976/press.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1976/press.html), accessed 30 May 2010.
- ASSOCIATION 1000 PEACE WOMEN ACROSS THE GLOBE, 2005, *1000 Peace Women Across the Globe*, Zurich, n.p.
- PEACE WOMEN ACROSS THE GLOBE WEBSITE, [n.d.]. <http://www.1000peacewomen-hk.org/front.htm>, accessed 25 August 2008.
- BOULDING, Elise, 1995, «Feminist inventions in the art of peacemaking: a century overview», *Peace and Change*, 20:4, pp. 408-438.
- EBADI, Shirin, 2003, «Nobel Lecture», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/2003/ebadi-lecture-e.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2003/ebadi-lecture-e.html), accessed 24 August 2008.
- FISCHER, Marilyn, 2006, «Addams's internationalist pacifism and the rhetoric of maternalism», *NWSA Journal*, 18:3, pp. 1-19.

- JAHN, Gunnar, 1946, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1946/press.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1946/press.html), accessed 30 May 2010.
- KALINCHUK, Nadia, Nobel Women's Initiative staff, personal interview, August 6, 2008.
- KOHT, Halvdan, 1931, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1931/press.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1931/press.html), accessed 17 August 2008.
- LØVLAND, Jørgen Gunnarsson, 1906, «The Nobel Peace Prize 1905», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1905/speeches.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1905/speeches.html), accessed 25 August 2008.
- LUNDESTAD, Geir, «The Nobel Peace Prize, 1901-2000», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/articles/lundestad-review/index.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/articles/lundestad-review/index.html), accessed 18 August 2008.
- MENCHU TUM, Rigoberta, 1992, «Nobel Lecture», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1992/tum-lecture.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1992/tum-lecture.html), accessed 24 August 2008.
- , 1984, *I, Rigoberta Menchu: An Indian Woman in Guatemala*, London, Verso.
- MJØS, Ole Danbolt, 2003, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/2003/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2003/presentation-speech.html), accessed 30 June 2010.
- , 2004, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/2004/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2004/presentation-speech.html), accessed 30 May 2010.
- NOBEL WOMEN'S INITIATIVE, 2006-2008, Archives and working document files, University of Houston, Houston, Texas. (Abbreviated as NWI archives in text).
- , 2006, *Annual Report*, Houston (Tx).
- , 2007, *Women Redefining Peace in the Middle East & Beyond. Conference Report*, [Houston (Tx)] [n.p.].
- , 2008, «Nobel women's initiative leading peace delegation of prominent women», <http://www.nobelwomensinitiative.org/news/article/nobel-women's-initiative-leading-peace-delegation-of-prominent-women>, accessed 30 May 2010.
- , 2009, *Women Redefining Democracy for Peace, Justice and Equality, Antigua, Guatemala*, [http://www.nobelwomensinitiative.org/images/stories/Conference\\_2009/Guatemala\\_small.pdf](http://www.nobelwomensinitiative.org/images/stories/Conference_2009/Guatemala_small.pdf), accessed 30 June 2010.

- , 2009b, «Democracy conference inspires», Nobel Women's Initiative website. <http://www.nobelwomensinitiative.org/news/article/democracy-conference-inspires>, accessed 30 May 2010.
- RUPP, Leila J., 1994, «Constructing internationalism: the case of transnational women's organizations, 1888-1945», *American Historical Review*, 99, pp. 1571-1600.
- SANNESS, John, 1979, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1979/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1979/presentation-speech.html), accessed 30 May 2010.
- SEJERSTED, Francis, 1991, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1991/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1991/presentation-speech.html), accessed 30 May 2010.
- , 1992, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1992/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1992/presentation-speech.html), accessed 17 August 2008.
- , 1997, «Presentation Speech», [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/laureates/1997/presentation-speech.html](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1997/presentation-speech.html), accessed 17 August 2008.
- STIEHM, Judith Hicks, 2006, *Champions for Peace: Women Winners of the Nobel Peace Prize*, Lanham, Md., Rowman and Littlefield Publishers.
- STOLL, David, 2008, *Rigoberta Menchu and the Story of All Poor Guatemalans*, Boulder (Co), Westview Press.



# Du «féminin» universel au «féminisme» européen: l'Association Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (1868-1870)

Alice PRIMI

L'Association Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (AIF), qui a siégé à Genève de 1868 à 1870, n'a encore guère retenu l'attention des historien-ne-s. Seule Franca Pieroni Bortolotti lui a consacré une monographie, étendue aux divers avatars de l'association jusqu'à la Première Guerre mondiale (Pieroni Bortolotti 1985). Certes, l'existence de la première AIF a été brève, ses membres ont été peu nombreux et son audience probablement assez confidentielle. Pourtant, cette organisation s'avère intéressante à plusieurs titres.

Il s'agit d'abord de la première tentative pour structurer un mouvement de femmes transnational. Les quelques réseaux internationaux qui s'étaient auparavant constitués autour de la revendication des droits des femmes (Anderson 2000; Offen 2000) étaient demeurés informels, reposant avant tout sur la circulation d'écrits «féministes»<sup>1</sup> et sur des liens personnels. L'AIF représente donc une innovation majeure, dans la mesure où, avant 1868, les rares associations dévolues aux droits des femmes étaient conçues dans un cadre national<sup>2</sup>.

Par ailleurs, l'AIF se crée dans le sillage de la Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté, fondée en septembre 1867 à Genève, lors d'un congrès qualifié d'«assises de la démocratie européenne»<sup>3</sup>. Étudier l'AIF permet ainsi d'approcher la mouvance démocratique, socialiste et inter-

1 Les guillemets rappellent que le terme féministe est anachronique. Je l'emploie par commodité. Quant aux guillemets entourant les termes «féminin», «féminité», etc. au cours du texte, ils rappellent la distanciation nécessaire envers ces notions qui, dans le langage courant, renvoient à une prétendue «nature féminine».

2 Y compris l'Association générale allemande des femmes (*Allgemeiner Deutscher Frauenverein*), fondée en 1865, dans la perspective d'une nation allemande à la construction de laquelle elle entend contribuer.

3 *Annales du Congrès de Genève (9-12 septembre 1867)*, publié sous les auspices du Comité central permanent de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, Genève, Véréssoff & Garrigues, 1868, p. IX.



nationaliste sous l'angle des relations entre les hommes et les femmes, et d'analyser le traitement de la «question des femmes» par la «gauche» européenne.

Enfin, l'AIF est un lieu où sont expérimentées diverses stratégies concernant la légitimation et les modalités de l'action publique des femmes. Avant de pouvoir se doter d'une structure, d'une représentativité et d'un mode d'action cohérent à l'échelle internationale, les dirigeantes de l'AIF doivent en effet composer d'abord avec les difficultés qu'elles rencontrent là où elles vivent, étant soumises, en tant que femmes, à d'innombrables restrictions légales, juridiques et morales.

L'étude de ces diverses dimensions se heurte cependant à un écueil fondamental: l'absence d'archives institutionnelles ou privées qui nous renseigneraient sur les activités de l'association et sur ses membres, et la dispersion, voire la disparition, des quelques sources contemporaines imprimées au sujet de l'AIF. Les principales informations dont nous disposons proviennent de brochures produites par l'association elle-même, conservées à la Bibliothèque Publique Universitaire de Genève<sup>4</sup>. Les Annales des congrès de la Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté offrant peu de renseignements, il faut se tourner vers la presse pour en savoir davantage. Les principaux journaux où il est question de l'AIF sont *Les Etats-Unis de l'Europe*, l'organe de la Ligue Internationale, et *Le Droit des Femmes*, publié à Paris à partir de 1869. Toutefois, la quasi totalité des textes publiés là émanent également de l'association, étant le plus souvent signés ou envoyés par sa présidente, Marie Goegg. Nous ne savons donc rien des débats internes à l'association, d'éventuelles dissensions stratégiques ou luttes de pouvoir, et l'histoire de l'AIF repose en partie sur l'interprétation de sources plutôt univoques, transmettant essentiellement la vision de Marie Goegg.

Malgré ces réserves, l'étude de l'AIF apporte des éléments utiles à l'histoire du féminisme et de la gauche internationaliste. La mise en

4 Les brochures conservées sont: *L'Association Internationale des Femmes*. Comptendu de la première assemblée générale annuelle, le 27 mars 1870, Genève, Pfeiffer et Puky, 1870; *Deux discours de Marie Goegg: 26 septembre 1868, 27 mars 1870*, Genève, 1878. Le discours de Marie Goegg, la présidente de l'AIF, daté de 1868, a été prononcé au Congrès de la Ligue Internationale à Berne et a fait l'objet d'une première édition, en 1868, dont un seul exemplaire serait disponible (à l'Institut Aletta pour l'Histoire des Femmes à Amsterdam). Un discours de Marie Goegg au Congrès de la Ligue de 1869 à Lausanne est inséré dans le microfilm des *Etats-Unis de l'Europe* à la BPU de Genève.

place de cette association permet de mesurer à la fois l'intérêt, pour les femmes concernées, d'inventer une coopération transnationale, soutenue par un idéal démocratique et pacifiste, mais aussi la difficulté de se détacher des modèles associatifs déjà existants, construits en fonction de cadres et d'enjeux nationaux. L'AIF légitime sa création en invoquant une «identité féminine» à la fois éternelle et universelle, qui justifierait le regroupement des femmes de toutes conditions et origines, prêtes à se dévouer à la paix européenne et mondiale au nom des vertus prétendument propres à leur sexe. Je montrerai de quelle manière ce discours normatif, construit sur des présupposés genrés, est de fait utilisé dans une stratégie d'ensemble visant à faire accepter l'AIF comme une section féminine de la Ligue Internationale. Une fois l'association fondée et reconnue, elle déploie ses ambitions «féministes», revendiquant l'existence des femmes en tant qu'*individues*<sup>5</sup> insérées dans les luttes de leur temps, et soutenant leur émancipation vis à vis des normes genrées. Même si cette évolution est certainement en grande partie due aux convictions personnelles de Marie Goegg, elle met en lumière de façon intéressante la marge de négociation dont disposent alors les femmes, entre exaltation du «féminin» et revendication des droits individuels. Les stratégies adoptées varient notamment en fonction des enjeux nationaux et internationaux. La période 1868-1870 offre un condensé des possibilités et des contraintes qui pèsent sur la première AIF, de sa fondation jusqu'à sa réaction – et son délitement – face à la guerre franco-prussienne de 1870.

### 1867: la gauche européenne à l'épreuve de la «question des femmes»

Réuni sous la présidence d'honneur de Garibaldi, le congrès fondateur de la Ligue Internationale de la Paix et de la Liberté veut jeter les fondements d'une confédération européenne démocratique, qui assurerait la

5 La féminisation du mot «individu» me paraît importante pour souligner l'enjeu capital que représente ce statut d'individu refusé aux femmes, et dont la reconnaissance constitue le point central de l'engagement féministe.

liberté des peuples et garantirait la paix (Molnar 1987). Si la nouvelle organisation se targue de mettre en pratique les Droits de l'Homme, elle se divise dès ses débuts sur le statut à accorder aux femmes. De nombreux adhérents de la Ligue sont membres de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), dont la ligne majoritaire est très hostile à l'émancipation des femmes (Frémond 1962; Schrupp 1999, 22-49). Lors de la préparation du Congrès de Genève, certains tentent d'ailleurs d'empêcher l'admission des femmes à la tribune et aux votes, à l'instar de Charles Perron, secrétaire de la section genevoise de l'AIT. Un compromis est trouvé avec ceux qui défendent l'égalité de statut<sup>6</sup>: «il est arrêté que les adhésions féminines seront reçues mais qu'il ne sera rien dit, dans le règlement, du droit des femmes à prendre la parole, étant bien entendu que, si quelqu'une se présentait à la tribune, elle n'en serait pas repoussée»<sup>7</sup>. La question de leur droit de vote est éludée. Les partisans de l'application entière des principes démocratiques ne parviennent pas à s'imposer face aux défenseurs des privilèges masculins.

Le Congrès de Genève se tient du 9 au 12 septembre 1867. Il aurait accueilli au total six mille adhérents, d'au moins quinze nationalités différentes, dont environ deux cents femmes, évoquées de façon anonyme<sup>8</sup>. La seule femme nommée par les sources reproduites dans les *Annales du Congrès* est l'Italienne Carolina Parola Banco, qui a reçu les pouvoirs de la Section féminine de l'Association générale de secours mutuels des ouvriers milanais<sup>9</sup>, et dont on peut penser qu'elle s'est rendue à Genève. Les rapporteurs signalent l'adhésion d'autres organisations féminines (en Italie uniquement), mais elles se font représenter par des hommes<sup>10</sup>. On peut donc supposer que la majorité des dames présentes sont des épouses des délégués venus débattre. Parmi elles se trouve probablement la Ge-

6 Les partisans de l'égalité des femmes sont par exemple MM. Stefani, Bedot, Borzinski, membres du Comité qui se consacre à élaborer le règlement du Congrès (*Annales du Congrès...*, *op.cit.*, p. 16).

7 *Ibid.*

8 Les chiffres sont ceux annoncés dans les *Annales du Congrès...*, *op.cit.*, p. 99 et p. 266.

9 *Annales du Congrès...*, *op.cit.*, p. 80. Cette Section adhère à l'été 1867 au programme du Congrès, en exprimant le vœu de «voir disparaître toutes les oppressions, y compris celle de la femme...».

10 La Société patriotique féminine de Milan donne ses pouvoirs à Gaspar Stampa et le Comité napolitain pour l'émancipation des dames italiennes envoie sa procuration en blanc à Garibaldi (*Annales...*, ouv. cité, p. 80-81).

nevoise Marie (ou Maria) Goegg, future fondatrice de l'AIF, dont le mari est élu vice-président du Comité permanent de la Ligue Internationale<sup>11</sup>. Conformément aux attentes implicites – et bien que rien ne les en empêche formellement – aucune des femmes présentes n'ose monter à la tribune. C'est par le biais d'une lettre qu'une Suisseuse, Mathilde Champ-Renaud, proteste contre l'absence de discussion sur les droits des femmes, estimant que celles-ci doivent pouvoir «élever aussi la voix pour chercher avec leurs frères les moyens pratiques les plus propres à réaliser la grande fédération pacifique des peuples». Elle déclare que «la femme demande la liberté du travail, l'égalité de droits devant la loi, la fraternité humaine»<sup>12</sup>. Bien que passée sous silence durant ledit congrès, cette lettre a pu ensuite susciter des discussions internes autour de la «question des femmes», cette dernière étant peut-être instrumentalisée pour cristalliser les oppositions entre les délégués de l'AIT et des dirigeants de la Ligue appartenant à d'autres tendances<sup>13</sup>.

Toujours est-il que le deuxième congrès, qui se tient à Berne en septembre 1868, admet les femmes avec un statut identique à celui des hommes<sup>14</sup>. Une telle évolution doit cependant être préparée par de longues argumentations, dont l'organe de la Ligue, le journal *Les Etats-Unis de l'Europe*, donne un aperçu, et qui traduisent les résistances des

- 11 Amand Goegg (1820-1897) participe à l'instauration et au gouvernement de la brève République de Bade en 1849, puis doit se réfugier à Genève, où il rencontre Marie Pouchoulin, séparée de son premier mari. Tous deux s'exilent ensuite à Londres où ils fréquentent les proscrits. De retour en Suisse, ils se marient après la naissance de leur deuxième enfant, et Amand Goegg reprend un rôle important dans les réseaux démocratiques et socialistes de Suisse et d'Allemagne du Sud.
- 12 Bien que relativement consensuelle – Mathilde Champ-Renaud insiste sur la complémentarité des sexes pour garantir l'harmonie sociale et la paix, et rappelle les devoirs familiaux qui justifient de nouveaux droits pour les femmes – sa lettre n'est pas lue en séance mais seulement reproduite dans les *Annales du Congrès* (ouv. cité, p. 368-369).
- 13 Dès les débuts de la Ligue Internationale, d'importantes dissensions éclatent, la plupart des représentants de l'AIT accusant les dirigeants de la Ligue de privilégier le pacifisme et le réformisme au détriment de la lutte des classes et d'une perspective révolutionnaire.
- 14 Voir *Les Etats-Unis de l'Europe*, 22, 2 juin 1868. Cette décision peut être interprétée comme un premier succès de l'Association Internationale des Femmes (voir plus loin).

hommes de la gauche européenne<sup>15</sup>. L'idée d'égalité n'est finalement admise qu'à la condition de préserver la «spécificité» assignée à chaque sexe, dans une logique de complémentarité. La façon dont les rapports entre les sexes interviennent dans la constitution et le fonctionnement de la Ligue Internationale permet donc de mieux comprendre les ambitions et les difficultés du projet que formule Marie Goegg en mars 1868, lorsqu'elle propose aux femmes membres ou proches de la Ligue de s'organiser entre elles<sup>16</sup>.

## La naissance de l'AIF: entre audace et compromis

### *Un projet conforme aux catégories de genre*

Née en 1826, Marie Goegg a probablement forgé ses convictions démocrates au contact des proscrits allemands et français qu'elle fréquenta après 1848 en Suisse, puis en Grande-Bretagne où elle s'exila avec son deuxième époux (Rahm 1993). Si elle a pu avoir des contacts à Londres avec les «féministes» britanniques, on ne lui connaît pas de prise de position publique en faveur des droits des femmes avant sa «Proposition de créer une association internationale des femmes, en connexion avec la Ligue de la Paix et de la Liberté», publiée le 8 mars 1868<sup>17</sup>. Dans ce texte dénué de tout accent protestataire ou revendicatif, Marie Goegg affirme simplement vouloir inciter les femmes à aider les hommes de la Ligue Internationale dans leurs efforts pour répandre leurs idées dans les «masses». Elle désire «réveiller les esprits qui s'endorment dans la fausse croyance que telle ou telle question n'est pas du domaine des

15 Voir par exemple l'article «Pour et contre le droit des femmes», *Les Etats-Unis de l'Europe*, 31, 2 août 1868. Il s'agit d'une discussion lancée par un homme hostile à l'émancipation des femmes, rassuré par un autre qui affirme: «Nous ne songeons pas à une émancipation de la femme dans le sens d'une égalité absolue et en toutes choses de l'homme et de la femme: ce serait là un artifice contraire à la loi naturelle. Nous voulons laisser à l'un et à l'autre leur vocation spéciale».

16 On peut faire la comparaison avec le statut inférieur dévolu aux femmes dans le mouvement anti-esclavagiste des années 1830-1840, et qui conduit un certain nombre d'Américaines à s'en dissocier pour s'occuper de leurs propres droits.

17 *Les Etats-Unis de l'Europe*, 10, 8 mars 1868.

femmes» et insiste, au contraire, sur la nécessité d'instruire et mobiliser les femmes de «toutes les classes de la société», afin d'en faire des mères éclairées et progressistes.

Si cette argumentation apparaît bien consensuelle, elle s'oppose en réalité à une vision très condescendante du rôle des femmes, telle qu'elle a été exprimée par Clémence Royer dans le premier numéro des *Etats-Unis de l'Europe*<sup>18</sup>. Cette femme de lettres et de sciences, renommée dans les milieux républicains, suggérait en effet aux démocrates de solliciter «le concours muet, passif» des femmes, dont la pitié seconderait la réflexion et l'action des hommes. Le texte de Marie Goegg rejette donc une telle conception paternaliste, en proposant aux femmes de jouer un rôle actif et d'apporter, elles aussi, leur «offrande intellectuelle». Cette initiative est aussitôt encouragée par certains membres de la Ligue, à l'instar de Jules Barni<sup>19</sup>, qui, le 20 mars 1868, convoque une séance extraordinaire du Comité genevois de la Ligue, à laquelle les dames sont spécialement conviées. Invoquant les dispositions «naturelles» des femmes à l'amour et à l'harmonie, il considère qu'elles doivent être les agents les plus dévoués de la paix<sup>20</sup>. Certainement convaincus de l'intérêt de gagner les femmes aux idées pacifistes et démocratiques, les hommes qui soutiennent le projet de Marie Goegg espèrent aussi peut-être que le problème de la participation des femmes à la Ligue Internationale sera résolu par l'existence d'une section purement féminine, qui aurait un statut subordonné et laisserait les hommes discuter des choses sérieuses entre eux.

La création de l'AIF semble donc n'avoir suscité aucune résistance. Marie Goegg s'adresse aux lectrices des *Etats-Unis de l'Europe* et aux femmes réunies le 20 mars, en leur proposant d'imiter les hommes qui ont fondé la Ligue, puisqu'il s'agit de s'appuyer sur des idées pour ter-

18 Clémence Royer, «La Ligue et les femmes», *Les Etats-Unis de l'Europe*, 1, 5 janvier 1868. Clémence Royer (1830-1902), première traductrice de Darwin en français, est l'auteure d'articles portant sur la philosophie, l'économie, la biologie. Elle publie aussi en 1864 un roman mis à l'index pour avoir dénoncé la monarchie et l'Eglise.

19 Jules Barni (1818-1878), intellectuel républicain français exilé à Genève sous le second Empire, a présidé le congrès de 1867 et est l'un des dirigeants de la Ligue pour la Paix et la Liberté.

20 *Les Etats-Unis de l'Europe*, 14, 5 avril 1868.

rasser «les préjugés, l'indifférence et l'ignorance»<sup>21</sup>. Elle justifie la constitution d'une association féminine par la prise en compte de problèmes spécifiques aux femmes: d'une part leur «triste responsabilité» de mères, chargées d'éduquer les enfants alors qu'elles-mêmes manquent souvent des ressources intellectuelles, morales et matérielles pour bien s'acquitter de cette mission; d'autre part l'isolement social, l'enfermement domestique, la faible instruction, qui empêchent les femmes de concourir avec les hommes au progrès de leur époque. C'est pourquoi Marie Goegg invite les femmes à former des cercles de lecture réunissant «les privilégiées de l'éducation et de l'instruction», les ouvrières et les modestes ménagères, afin d'améliorer les caractères et les mœurs, et de diffuser les idées favorables «aux progrès de l'humanité en général et aux principes de la Ligue de la paix et de la liberté en particulier»<sup>22</sup>. Si Marie Goegg annonce donc vouloir lutter contre les obstacles qui empêchent les femmes de s'impliquer dans la vie publique, elle reste très prudente dans son argumentation. Non seulement il n'est pas question d'émancipation, mais elle insiste sur les bienfaits qu'une telle initiative pourrait apporter à «la mère», pour l'aider à exercer «la saine et heureuse influence à laquelle elle est destinée par la nature»<sup>23</sup>. Sa stratégie consiste ainsi à jouer sur les deux tableaux du sexe et du genre. Selon elle, les femmes doivent se regrouper et agir séparément des hommes en raison à la fois de leur fonction maternelle et de leur statut commun de dominées.

### *Une perspective émancipatrice*

Réunir au-delà des classes et des frontières ne s'avère cependant pas si simple. Le premier groupe féminin, formé à Genève le 20 mars 1868, est

21 Marie Goegg, «Proposition...», *Les Etats-Unis de l'Europe*, 10, 8 mars 1868. Ce texte est lu publiquement lors de la réunion présidée par Jules Barni le 20 mars (*Les Etats-Unis de l'Europe*, 14, 5 avril 1868).

22 *Ibidem*. Il semble qu'elle s'inspire ici des *Frauenbildungsvereine* répandus en Allemagne au cours des années 1860 sur le modèle des *Arbeiterbildungsvereine*. Ces cercles de femmes – principalement issues de la bourgeoisie – organisent des lectures, des conférences, des divertissements avec pour objectif de favoriser l'accès des femmes à la culture, notamment à la culture «nationale».

23 *Ibidem*.

constitué de cinq Suissesses et une Allemande<sup>24</sup>. Il s'agit pour la plupart d'épouses de membres actifs de la Ligue, issues des classes moyennes et bourgeoises. Si modeste soit-elle, cette étape semble avoir suffisamment encouragé Marie Goegg pour qu'elle publie un texte bien plus radical que le précédent, intitulé «Emancipation des femmes»<sup>25</sup>. Cet article, écrit à la première personne, et qui commence audacieusement par réhabiliter le mot sulfureux d'émancipation – en établissant un parallèle entre les esclaves noirs et les femmes – dévoile la portée réelle de l'engagement de son auteure. Celle-ci affirme ainsi que la société ne pourra progresser véritablement qu'en établissant «le droit d'égalité» pour les femmes, puisque, dit-elle, «la position qui nous est faite dans la société est un reste de barbarie [...], et tant que ces lois resteront en vigueur, la société ne pourra se vanter d'être réellement libre»<sup>26</sup>. Si le ton et l'argumentation se font revendicatifs, Marie Goegg conserve cependant une certaine prudence. Ne touchant mot de l'égalité politique, elle se contente de réclamer «la liberté civile», des écoles et des «universités particulières», l'égalité devant le choix d'une carrière et «la rémunération loyale du travail de la femme en proportion raisonnable avec le taux de celui de l'homme». Ses déclarations restent très respectueuses des identités genrées. Selon elle, la dignité nouvelle de la femme ne la rendra que plus apte à s'occuper «de son ménage et de sa famille, place qui lui est assignée par sa nature»<sup>27</sup>. Enfin elle n'engage qu'elle-même dans ses propos, s'abstenant de mentionner son projet d'organisation féminine en voie de réalisation.

La fondatrice de l'Association Internationale des Femmes se montre donc partagée entre sa détermination à émanciper les femmes et son respect affiché des catégories de genre, seule condition peut-être pour se concilier des appuis. C'est sous de tels auspices que l'Association voit officiellement le jour à Genève, le 26 juillet 1868, avec des statuts établissant sa dépendance vis-à-vis de la Ligue Internationale. L'article premier stipule en effet que l'AIF «en formant une Section de la Ligue de la Paix et de la Liberté a pour but de seconder de tout son pouvoir les hommes dans leurs efforts à assurer aux peuples la liberté, l'instruction,

24 Il s'agit de Rosalie Schönwasser, de Düsseldorf (*Les Etats-Unis de l'Europe*, 14, 5 avril 1868).

25 «Emancipation des Femmes», *Les Etats-Unis de l'Europe*, 23, 9 juin 1868.

26 *Ibidem*.

27 *Ibidem*.



le bien-être et l'union fraternelle entre eux, puis de travailler à l'amélioration intellectuelle et sociale de la femme»<sup>28</sup>.

Les femmes de tous les pays sont invitées à former des comités locaux et nationaux, rapportant chaque semestre au Comité Central de l'AIF, basé à Genève sous la présidence de Marie Goegg, lui-même en lien avec le Comité Central de la Ligue Internationale. L'AIF doit enfin reverser chaque année à la Ligue l'argent issu de ses cotisations et collectes et qu'elle n'aurait su employer.

## Des ambitions démesurées?

### *La quête d'une audience internationale*

Malgré les circonstances de sa création qui semblaient lui promettre une existence dans l'ombre de la Ligue, l'AIF s'affirme rapidement comme une organisation autonome. Soucieuse de s'affranchir de la tutelle masculine, elle réserve aux femmes l'accès au bureau directeur, même si des hommes peuvent y adhérer. Enfin, elle définit ses propres objectifs, toujours dans le but de faire progresser l'égalité entre hommes et femmes. L'une de ses premières actions est de présenter une pétition auprès de l'AIT et de la Ligue Internationale pour réclamer l'admission des femmes à égalité avec les hommes. Si le Comité des Travailleurs juge la demande intempestive (Rahm 1993, 115), la Ligue répond favorablement et réserve un après-midi de son deuxième congrès à la question de l'émancipation des femmes. Ceci permet à deux oratrices – Marie Goegg et Virginie Barbet – d'exposer leurs revendications à ce sujet. La première réclame «l'égalité dans l'instruction et devant la loi» et insiste sur la nécessité de libérer les femmes de l'emprise cléricale<sup>29</sup>. La seconde, membre de la section lyonnaise de l'AIT, explique qu'elle vient «protester contre la position humiliante des femmes dans la société moderne» et pour revendiquer les droits qui feront de la femme «un être libre qui participe à la construction de la civilisation et une citoyenne égale en

28 «Association Internationale des Femmes», *Les Etats-Unis de l'Europe*, 26, 28 juin 1868.

29 «Congrès de la Paix», *L'Opinion Nationale*, 29 septembre 1868.

droits qui prend part [...] à la réalisation du bien-être des peuples»<sup>30</sup>. Même si un autre orateur fait ensuite remarquer que cette réclamation implicite des droits politiques est à repousser dans l'avenir<sup>31</sup>, le congrès approuve les propos des deux oratrices et inclut dans ses résolutions «qu'en principe tous les droits humains, économiques, civils, sociaux et politiques appartiennent aux femmes», et que la Ligue Internationale «met à l'étude la recherche des moyens les plus propres à hâter le jour où les femmes pourront avoir le plein exercice de ces droits»<sup>32</sup>. Pour répondre à cet objectif, Marie Goegg est d'ailleurs nommée membre du comité directeur de la Ligue.

Tout en essayant d'avoir une envergure internationale, l'AIF s'inspire d'actions menées par les associations de femmes formées dans un cadre national. L'Association générale allemande des femmes (Allgemeiner Deutscher Frauenverein: ADF), fondée en 1865 à Leipzig, par Louise Otto-Peters, a pu en particulier servir de modèle (Primi 2010, 206-210)<sup>33</sup>. Comme l'ADF le fait à l'échelle des Etats allemands, l'AIF s'adresse à diverses instances nationales afin de demander la modification du statut légal des femmes. De 1868 à 1870, plusieurs requêtes et pétitions sont ainsi envoyées au Conseil national suisse, aux Cortes Espagnoles, à la Chambre des députés italienne, au Parlement britannique. Par ailleurs, diverses circulaires et brochures ont été éditées afin de rassembler des fonds pour la création d'un collège de filles<sup>34</sup>.

30 Voir son discours publié dans *Die Bund*, 30 septembre 1868, et reproduit dans Bertha Rahm, *Marie Goegg* (1993, 101-104). Aucune source n'indique que Virginie Barbet ait adhéré à l'AIF, ce qui est d'autant moins probable qu'elle a rapidement privilégié son appartenance à l'AIT, se détournant des mouvements «féministes» contemporains, jugés complices de la bourgeoisie (Primi 2010, 252-255).

31 *Le Progrès de Lyon*, 29 septembre 1868.

32 Résolution citée dans *Les Etats-Unis de l'Europe*, 39, 30 septembre 1868.

33 Les contacts établis entre l'ADF et l'AIF paraissent être restés superficiels, les deux associations n'ayant peut-être qu'une adhérente commune: Rosalie Schönwasser, de Düsseldorf (mentionnée dans *Compte-rendu...*, ouv. cité, 1870). Marie Goegg semble avoir dispensé ses encouragements à l'ADF – notamment afin de l'orienter vers la revendication des droits politiques – tandis que l'ADF se contente de transmettre un télégramme pour le deuxième congrès de la Ligue Internationale (voir l'organe de l'ADF, *Neue Bahnen*, 22 de 1868).

34 Il n'a pas été possible de retrouver ces écrits, évoqués de façon allusive dans le *Compte rendu* de l'Assemblée générale de 1870 (Rahm 1993, 107-130).

*Une voix sans écho?*

Toutefois, l'AIF semble avoir eu beaucoup de mal à inventer ce qui devait être un mouvement de femmes à l'échelle internationale, peut-être d'abord en raison de son faible nombre d'adhérentes. Aucune archive ne permet d'établir la liste de ses membres, ni d'en évaluer le nombre. Le compte rendu de l'assemblée générale de mars 1870 indique seulement qu'il existe à cette date «une quinzaine de comités locaux», et la secrétaire générale indique avoir reçu plus de quatre cents lettres – sans préciser dans quelle période (Rahm 1993, 117). D'après les noms cités par les comptes rendus, l'AIF s'est finalement cantonnée à l'échelle européenne, et principalement aux pays limitrophes de la Suisse. Si les Suissesses représentent sans doute la grande majorité des adhérentes, on connaît aussi les noms de deux Allemandes (Rosalie Schönwasser de Düsseldorf et Julie Kühne de Stettin), d'une Italienne (Mlle Greca de Benedetti, à Turin) et de quelques Françaises (Julie Daubié et Louise Bader – qui n'ont peut-être été que de simples sympathisantes – et Mmes Léon Richer et Charles Guillon, correspondantes officielles de l'AIF à Paris<sup>35</sup>). Ces quelques noms, qui correspondent à des personnalités engagées pour les droits des femmes (Primi 2010), toutes issues de la petite et moyenne bourgeoisie, permettent de penser que la mixité sociale est demeurée très faible.

Par ailleurs, l'AIF échoue dans ses tentatives pour donner une véritable place aux femmes dans les projets internationalistes de la fin des années 1860. Si la Ligue Internationale se montre plus accueillante que l'AIT, elle n'est pas pour autant un lieu où les femmes peuvent militer de la même manière que les hommes. Ainsi, Marie Goegg est certes membre du comité directeur mais elle n'a pas d'autres attributions que d'assurer la correspondance avec les dames et de s'occuper de ce qui concerne les droits des femmes. Ce sujet demeure séparé des autres revendications et n'est d'ailleurs plus au programme des Congrès de la Ligue après celui de 1868. La question des femmes demeure bien «l'ailleurs du politique» (Riot-Sarcey 2004, 362-378).

35 Signalons aussi l'intérêt de la Française Désirée Gay, démocrate socialiste de 1848, devenue membre de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste (section de l'AIT). Depuis Turin, elle écrit en mars 1870 à l'assemblée générale de l'AIF pour suggérer la publication d'un bulletin mensuel proposant des solutions concrètes pour l'émancipation des femmes (Rahm 1993, 125-126).

Enfin, pour des raisons que les sources disponibles ne permettent pas d'élucider, il semble que l'AIF n'ait pu disposer des *Etats-Unis de l'Europe* pour s'assurer d'une certaine visibilité<sup>36</sup>. Cherchant peut-être à affirmer son autonomie par rapport à la Ligue, Marie Goegg tente de fonder elle-même un journal: le premier numéro du *Journal des Femmes* paraît en mars 1869, édité à Genève par Marie Goegg et à Paris par un certain M. Bouyon. Ce dernier révèle toutefois des convictions conservatrices, à l'opposé de celles professées par Marie Goegg, qui cesse rapidement sa collaboration. Elle trouve alors asile dans la rédaction du *Droit des Femmes*, fondé à Paris en avril 1869 par le démocrate Léon Richer. Elle y fait régulièrement de la publicité pour l'AIF et ses activités et s'avère l'une des rédactrices les plus directes dans ses revendications égalitaires. Son audience reste toutefois essentiellement limitée aux grandes villes de France, où se trouvent la grande majorité des abonné(e)s de l'hebdomadaire (Primi 2006, 854-875).

Même si l'AIF se caractérise par sa volonté de transformer la situation des femmes simultanément dans tous les pays européens, il est donc difficile de parler à son sujet d'un mouvement «féministe» international, ni même européen. Il n'en demeure pas moins que la vocation transnationale de l'association semble avoir permis à ses membres de s'émanciper des contraintes liées aux identités nationales. Ceci a pu favoriser le développement d'un féminisme assez radical, qui atteint son apogée dans la première moitié de l'année 1870.

## 1870: apogée du féminisme et échec du pacifisme

### *L'AIF, tribune de l'égalité des sexes*

Il est possible d'évaluer le degré de radicalité de l'AIF en comparant les positions de l'association avec les revendications exprimées au même moment par les Françaises et les Allemandes engagées publiquement. Pour des raisons différentes, ces dernières se montrent globalement mo-

36 Après la fondation de l'association, quelques discours et textes de Marie Goegg y sont encore publiés mais aucun autre membre de l'AIF n'écrit dans ce journal au sujet de l'association.

dérées: les unes tentent, pour la plupart, de se faire entendre des démocrates et les socialistes, dans la perspective de l'avènement d'un régime républicain, tandis que les autres doivent se conformer aux normes de la «féminité germanique», afin d'être prises en compte dans la construction de la nation allemande (Primi 2007). Dans leur grande majorité, Françaises et Allemandes font donc preuve de prudence, professant un certain respect des catégories de genre, et évitant le sujet de l'égalité politique.

Au contraire, Marie Goegg paraît avoir conquis une grande liberté de parole, une fois la fondation de l'AIF acquise. On le voit dans les colonnes du *Droit des Femmes*, où elle est la seule à plaider explicitement pour l'égalité politique<sup>37</sup>. Enfin, l'Assemblée générale de l'AIF qui se tient en mars 1870 lui donne l'occasion d'assumer publiquement toutes les conséquences de ses convictions. Dans son discours, elle revendique ainsi l'égalité de l'instruction pour filles et garçons, la liberté de travail pour les femmes et l'égalité de salaire à tâche égale de travail. Elle demande l'égalité des droits civils et économiques, y compris dans le mariage. Par ailleurs, la question des droits politiques n'est plus ni éludée ni reportée:

[...] nous réclavons le droit de vote parce que toute amélioration est sortie de l'exercice de ce droit; parce qu'il est temps aussi pour nous de n'être plus une classe; parce que nous sentons la nécessité d'avoir nos idées présentées dans les Conseils, dans les Commissions, partout où il y a une discussion humanitaire; parce que nous aussi nous voulons être des citoyennes et partager la tâche des citoyens, nos frères! [...] Nous défendons l'autonomie de la femme; nous voulons faire reconnaître et respecter son individualité, nous le faisons au nom de l'équité et de la morale (Goegg 1870)<sup>38</sup>.

Alors que son premier article de 1868 trahissait une prudence toute stratégique puisque Marie Goegg avait alors besoin du soutien d'au moins une partie des hommes de la Ligue Internationale, la présidente de l'AIF peut se permettre, en 1870, d'abandonner le discours conventionnel sur «le féminin» et d'aborder la question des droits des femmes du point de vue de l'universalité et de la logique démocratique.

37 Marie Goegg, «Sur les raisons alléguées contre les droits des femmes», *Le Droit des Femmes*, 8, 29 mai 1869.

38 Discours de Marie Goegg le 27 mars 1870 à Genève, publié dans *Les Etats-Unis de l'Europe*, 4, avril 1870 et dans *Le Droit des Femmes*, 49, 3 avril 1870.

*L'épreuve de la guerre*

Comme la Ligue Internationale, l'AIF est mise à l'épreuve par la guerre franco-prussienne qui éclate au mois de juillet 1870. Un congrès extraordinaire de la Ligue est convoqué le 24 juillet à Bâle. Avec les autres membres du Comité central, Marie Goegg y cosigne, au nom des femmes, un «Appel aux peuples de l'Europe à mettre fin à la guerre par la création des Etats-Unis de l'Europe»<sup>39</sup>. Elle prononce également une allocution qui attribue la responsabilité de la guerre à la fois aux hommes – coupables d'avoir exclu les femmes de la sphère politique alors qu'elles auraient pu y œuvrer en faveur de la paix et de la civilisation – et aux femmes – coupables d'avoir élevé leurs enfants dans l'admiration des uniformes, dans l'obéissance aux gradés, dans l'éloge de l'ambition, et non dans le respect de la dignité individuelle et de la fraternité universelle<sup>40</sup>. Enfin, Marie Goegg rédige ultérieurement au nom de l'AIF une «Adresse des Femmes de toutes les nations aux deux peuples et aux deux gouvernements en guerre»<sup>41</sup>, dans laquelle elle proteste contre la mise à l'écart des femmes de la politique et demande que la voix des épouses, des mères et des filles soit enfin entendue pour réhabiliter les lois d'humanité et de justice. On remarque que Marie Goegg a de nouveau recours à certains stéréotypes concernant les femmes, sans doute pour être entendues par le plus grand nombre possible. Elle avance en particulier que «la Femme» est pacifiste par essence, suggérant que son sexe la place au-dessus de la mêlée.

Les réactions qu'elle suscite témoignent combien cette représentation des femmes, qui seraient par «nature» opposées à la guerre, n'a rien à voir avec la réalité. Ainsi, dans le journal allemand *Neue Bahnen*, organe de l'Association Générale Allemande des Femmes, les rédactrices – qui se disaient auparavant démocrates et pacifistes – soutiennent fermement la guerre. Parmi elles, Henriette Goldschmidt, qui a antérieurement publié dans *Les Etats-Unis de l'Europe*, répond à Marie Goegg: «Nous femmes, sommes fières de notre peuple; nous serions méprisables

39 Cet appel est publié dans plusieurs journaux, dont *Le Droit des Femmes*, 66, 31 juillet 1870.

40 Discours reproduit dans *Le Droit des Femmes*, 67, 7 août 1870.

41 *Les Etats-Unis de l'Europe*, 9, 25 octobre 1870.

d'avoir tenté de retenir nos hommes»<sup>42</sup>. Un second journal pour femmes, *Der Frauen-Anwalt*, qui prend des accents encore plus nationalistes, reproduit certes l'adresse de l'AIF mais en ajoutant qu'il est impossible de signer une telle protestation car le peuple allemand ne fait que se défendre et il combat pour la civilisation, contre la barbarie<sup>43</sup>.

La situation de guerre fait ainsi voler en éclat les rhétoriques traditionnelles sur le «féminin» conciliateur et l'idée d'une alliance universelle des femmes qui sauvegarderait la paix. En réalité, les femmes sont bel et bien impliquées dans les enjeux politiques du moment et du lieu où elles vivent. Exceptées celles qui vivent dans un Etat neutre comme la Suisse ou bien celles qui ont d'inébranlables convictions socialistes internationalistes, les femmes qui s'engagent publiquement n'ont pas envie de se placer au-dessus de la mêlée, ni intérêt à le faire. C'est en effet dans le cadre de l'Etat-nation qu'elles aspirent à une reconnaissance de leurs droits. Elles doivent donc se montrer dignes d'une telle reconnaissance aux yeux de leurs concitoyens, en apportant un soutien indéfectible à leurs nations respectives. La guerre de 1870 met ainsi fin aux ambitions de la première AIF, dont les activités s'achèvent assez brusquement<sup>44</sup>.

## Conclusion: quel bilan?

La formation de l'AIF et les revendications exprimées sous la direction de Marie Goegg ont conduit la Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté à débattre de la «question des femmes» et à prendre en compte l'objectif de l'égalité des sexes dans sa réflexion et dans son pro-

42 Lettre ouverte de Henriette Goldschmidt à Marie Goegg, *Neue Bahnen* 20, septembre 1870.

43 *Der Frauen-Anwalt*, dirigé par Jenny Hirsch, septembre 1870, pp. 222-223. Ce journal publié à Berlin est l'organe de l'Association Lutte pour l'emploi des femmes.

44 Marie Goegg reprend cependant son engagement public dès 1872, en fondant une Association internationale pour la défense des droits de la femme, qui perdure jusqu'en 1880. Une nouvelle Association Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté est fondée ensuite en 1919 à partir du Comité du même nom fondé en 1915 à La Haye.

gramme<sup>45</sup>. Elle est ainsi devenue l'organisation démocrate de la période la plus explicite et – en théorie – la plus cohérente à ce sujet, même si rien n'est concrètement envisagé pour partager responsabilités et pouvoir avec les femmes, au sein même de la Ligue.

Par ailleurs, comme nous l'avons montré, la dimension internationale de l'AIF lui a certainement permis de gagner en autonomie et en radicalité par rapport aux autres associations de femmes de la même époque, notamment dans les pays voisins que sont la France et l'Allemagne. L'émancipation vis-à-vis des identités nationales et des enjeux nationaux apparaît clairement comme une condition nécessaire à l'émancipation vis-à-vis des identités de genre.

Pour autant, le bilan des actions de l'AIF semble bien mince. Les pétitions envoyées dans les divers pays d'Europe n'ont pas eu les effets escomptés et le réseau des comités locaux est resté numériquement très faible. Enfin, aucune mobilisation collective n'a été possible face au conflit de 1870. Bien au contraire, la guerre a démontré de manière éclatante que ce sont les intérêts locaux et la solidarité nationale qui priment, pour les femmes comme pour les hommes, et non un hypothétique universel «féminin» qui les conduirait à s'unir pour la paix. L'histoire de l'AIF met ainsi en lumière le caractère fictif des identités genrées assignées. Son exemple montre bien qu'une fois l'autonomie de l'association conquise, ce sont les convictions politiques communes et la lutte contre une oppression partagée par-delà des frontières qui en constituent le ciment et la raison d'être. En même temps, dès que la position de ces femmes se retrouve fragilisée, comme c'est le cas l'été 1870, les identités normatives sont de nouveau invoquées. Marie Goegg se réfère ainsi à la notion du «féminin» et à la figure de «la Femme» dès lors qu'elle veut élargir l'audience et le soutien du mouvement, sachant très bien que son éloge de l'égalité et de l'individualité des femmes n'est audible que par une infime minorité.

Malgré leur intérêt, les stratégies transnationales ne suffisent pas à sortir de cette situation paradoxale, que l'on retrouve à toutes les étapes

45 Outre les résolutions de 1868 mentionnées plus haut, le congrès de 1869 vote le principe de «l'enseignement laïque obligatoire et gratuit [...] pour les deux sexes» et celui de 1871 précise que la réforme sociale doit garantir «à tous et à toutes», par le travail, l'accès au droit de propriété (*Résolutions votées par les vingt-et-un premiers congrès, Ligue Internationale de la Paix et de la Liberté*, Genève, Impr. Rivera et Dubois, 1888, p. 31 et p.38).



de l'histoire du féminisme. Le mythe d'une identité «féminine» faite pour la douceur, l'harmonie et la paix demeure un élément mobilisateur à l'intérieur des mouvements féministes comme des mouvements pacifistes, comme le montre par exemple le Comité International de Femmes pour la Paix et la Liberté, fondé à La Haye en 1915 (Wilmers 2008).

### Principales sources citées

- Annales du Congrès de Genève (9-12 septembre 1867) publié sous les auspices du Comité central permanent de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté*, Genève, chez Vérésoff & Garrigues, 1868.
- Association Internationale des Femmes. Compte rendu de la première assemblée générale annuelle, le 27 mars 1870*, 1870, Genève, Pfeiffer et Puky.
- Deux discours de Marie Goegg: 26 septembre 1868, 27 mars 1870*, 1878, Genève, [n.p.].
- Le Droit des Femmes*, journal hebdomadaire publié par Léon Richer, Paris, avril 1869-août 1870.
- Les Etats-Unis de l'Europe*, journal hebdomadaire de la Ligue Internationale de la Paix et la Liberté, édité en français et en allemand à Berne, sous la direction de Gustav Vogt, à partir du 5 janvier 1868.

### Références

- ANDERSON, Bonnie, 2000, *Joyous Greetings. The First International Women's Movement 1830-1860*, Oxford, Oxford University Press.
- FREMOND, Jacques, 2000, *La Première Internationale, recueil de documents*, Genève, E. Droz.
- MOLNAR, Miklos, 1987, «La Ligue de la Paix et de la Liberté: ses origines et des premières orientations», in Jacques BARIETY et Antoine FLEURY (dir.), *Mouvements et initiatives de paix dans la politique internationale 1867-1928*, Bern, Peter Lang, pp. 17-36.

- OFFEN, Karen, 2000, *European Feminism(s) 1700-1950. A Political History*, Stanford, Stanford University Press.
- PIERONI BORTOLOTTI, Franca, 1985, *La Donna, La Pace, L'Europa. L'Associazione internazionale delle donne dalle origini alla prima guerra mondiale*, Milano, Franco Angeli.
- PRIMI, Alice, 2006, «Etre fille de son siècle». *L'engagement politique des femmes dans l'espace public en France et en Allemagne de 1848 à 1870*, thèse de doctorat en histoire, Université Paris 8.
- , 2007, «Construction nationale et identités de genre en Allemagne (1848-1870)», *Trajectoires*, 1, pp. 35-47.
- , 2010, *Femmes de Progrès. Françaises et Allemandes engagées dans leur siècle, 1848-1870*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- RAHM, Bertha, 1993, *Marie Goegg*, Schaffhausen, ALA Verlag.
- RIOT-SARCEY, Michèle, 2004, «Les femmes et la gauche en France: entre discours émancipateurs et pratiques de domination», in Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, pp. 362-378.
- SCHRUPP, Antje, 1999, *Nicht Marxistin und auch nicht Anarchistin. Frauen in der Ersten Internationale*, Königstein/Taunus, Helmer Verlag.
- WILMERS, Annika, 2008, *Pazifismus in der internationalen Frauenbewegung 1914-1920*, Essen, Klartext Verlag.



# La Communauté internationale et les droits des femmes

Virginie ROZÉE

Les discriminations envers les femmes varient dans le temps et dans l'espace mais sont constantes et omniprésentes. Elles se perpétuent de façon universelle par les stéréotypes historiques et culturels, par les pratiques et les croyances traditionnelles, religieuses, implantées dans les mentalités et dans les mœurs.

Françoise Gaspard, experte du Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) de 2001 à 2008<sup>1</sup>, explique comment, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les femmes, essentiellement féministes provenant des mouvements de lutte contre l'esclavage, s'organisaient en réseaux et se mobilisaient pour l'adoption de conventions internationales sur les droits des femmes. A Paris, lors du Congrès International des femmes de 1919, elles ont demandé leur intégration en tant que représentantes au sein de la Société des Nations (SDN), une intégration qu'elles ont obtenue alors qu'elles n'avaient pas encore le droit de vote dans leur pays, comme en France. En 1946, les femmes étaient de nouveau sur le devant de la scène publique, notamment à San Francisco, au moment de la rédaction de la Charte des Nations Unies, où elles revendiquèrent la création d'une commission sur la condition des femmes au sein des Nations Unies, qui fut créée en 1947. Dès lors, les Nations Unies œuvrent pour les femmes et le principe d'égalité hommes-femmes:

Des études statistiques, sous l'auspice et publiées par les Nations Unies, prouvent que l'égalité des droits de la femme influe définitivement sur le bien-être de la société. La dévalorisation de la femme fut identifiée comme cause et effet du sous-développement et liée aux problèmes de pauvreté, surpopulation, analphabétisme, dénutrition et insalubrité (Binstock 1998, 10).

1 Nous avons rencontré Françoise Gaspard en juillet 2002, dans le cadre de notre étude sur l'application de la CEDAW (*Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*) en Amérique latine.

La question des femmes est devenue progressivement une préoccupation de la communauté internationale et a gagné en visibilité, notamment lors de la Première Conférence Mondiale sur les Femmes à Mexico, en 1975. Surgît alors un besoin urgent de signer un accord international qui rappellerait et protégerait les droits humains des femmes. Ainsi, en 1979, l'Assemblée Générale des Nations Unies approuva la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes, plus communément appelée selon son acronyme anglais «CEDAW» (*Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*) ou «Convention de la Femme».

Pourquoi une convention particulière pour les femmes? Le préambule de la Convention mentionne qu'en dépit de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains, «*les femmes continuent de faire l'objet d'importantes discriminations*» (CEDAW 1979, préambule). La Convention, traité international aux objectifs transnationaux, marque une sorte d'apogée des efforts des Nations Unies pour la défense des droits des femmes. Elle entre en vigueur en 1981, après la vingtième signature (article 27) et regroupe en octobre 2009, 190 Etats (Savy 2009). Il s'agit du traité des Nations Unies relatif aux droits humains le plus ratifié<sup>2</sup>.

L'objectif est ici, à travers l'exemple de la CEDAW, de montrer les intérêts mais également les limites de tels mécanismes transnationaux relatifs aux droits des femmes, dont les principes et objectifs sont adoptés par consensus par les Etats-Parties. La CEDAW mobilise un réseau international et des stratégies transnationales. Pour son application, les instances internationales, les gouvernements et les sociétés civiles organisées collaborent. Mais cette collaboration, au-delà des succès réels, connaît des limites. Nous nous appuyons sur une étude que nous avons réalisée entre 2001 et 2006, qui consistait à observer les mécanismes d'application politique et de réappropriation sociale des principes de la Convention, essentiellement en Amérique latine (Rozée 2006); et plus précisément sur les textes des Nations-Unies (les rapports remis au CEDEF), et ceux d'Hanna Binstock, de Rebecca J. Cook et de Katarina Tomasevski qui portent sur les droits internationaux des femmes, leurs avancées et leurs reculs depuis l'approbation de la CEDAW.

2 Seuls la Somalie, le Soudan, la République islamique d'Iran, Nauru, Palaos, Tonga, le Saint Siège et les Etats-Unis n'avaient pas ratifié la Convention en 2009.

## La CEDAW comme cadre juridique universel

La CEDAW propose une révision des droits humains afin d'y intégrer de façon explicite les droits des femmes. Son objectif est d'atteindre l'égalité de sexes et de genre à tous les niveaux (social, politique, économique) et de supprimer toutes les expressions et pratiques discriminantes pour les femmes. Dans son premier article, la Convention donne une définition universelle de la discrimination à l'égard des femmes:

L'expression 'discrimination à l'égard des femmes' vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine (CEDAW 1979, article 1).

La Convention demande des mesures appropriées relatives à la famille, à l'éducation des enfants et la responsabilité commune des hommes et des femmes (article 5); au trafic des femmes et à la prostitution (article 6); à la nationalité pour qu'une femme mariée ne change plus de nationalité du seul fait que son mari en change (article 9). Elle rappelle l'égalité de participation et de représentation dans la vie politique et publique (articles 7 et 8); celle en matière de santé (article 12), au sein du mariage et de la famille (article 16). Elle préconise l'accès des femmes à l'instruction et la lutte contre les stéréotypes sur les rôles masculins et féminins (article 10); au marché du travail sans distinction de sexe et selon une rémunération égale (article 11). Une attention particulière est également portée aux femmes vivant en milieu rural (article 14), qui sont particulièrement marginalisées dans le monde (Wichterich 1999)<sup>3</sup>.

Il s'agit du premier traité des droits humains qui affirme, certes implicitement, les droits reproductifs des femmes, entendus comme «les (mêmes) droits de décider de façon libre et responsable du nombre de leurs enfants et l'intervalle entre les naissances, et d'avoir accès à

3 Les femmes des milieux ruraux sont en effet les principales victimes du manque d'infrastructure sanitaire et sociale, du chômage (effet de l'exode rural). Elles n'ont généralement pas accès aux titres de propriété agraire, ce qui les exclue des prises de décisions et des aides éventuelles de l'Etat.

l'information, l'éducation et les moyens qui permettent d'exercer ce droit» (CEDAW 1979, article 16.e). Le non-respect de leurs libertés et de leurs décisions, en matière de reproduction, rend les femmes vulnérables à une série de pratiques discriminatoires et pour de nombreuses féministes les droits reproductifs seraient la clé de la libération féminine. Ils seront plus tard reconnus comme fondamentaux pour la jouissance des autres droits humains des femmes (Rozée 2006).

La CEDAW est également le premier traité qui cible la culture et la tradition comme des causes de marginalisation des femmes, et dont les principes peuvent être contraires aux droits humains (article 5). Certaines discriminations envers les femmes proviennent de coutumes légalement tolérées et pratiquées: c'est le cas par exemple des crimes d'honneur au Pakistan, de la dot en Inde, de la mutilation génitale féminine dans certains pays, des stéréotypes médiatiques sexistes en Italie, ou encore des violences domestiques en Suède. La Convention fait donc appel à la modification des normes sociales et culturelles afin d'éliminer les préjugés et les coutumes basées sur l'idée d'inégalité des sexes.

L'application de la Convention est contrôlée par un organe de surveillance, le Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF). Il est composé de vingt-trois expert(e)s de pays différents, qui sont proposé(e)s par les gouvernements et élu(e)s par les États-Parties pour quatre ans, selon une représentation géographique et culturelle équitable. Ces expert(e)s exercent pour leurs capacités personnelles et non en tant que délégué(e)s ou représentant(e)s de leur pays d'origine. Le travail du Comité est de contrôler et d'analyser les rapports que les États-Parties doivent régulièrement lui remettre pour témoigner de leurs engagements vis-à-vis de la CEDAW. Le CEDEF est également chargé de rédiger et de faire adopter des «Recommandations Générales» (RG) qui complètent et renforcent la CEDAW. Les plus connues sont celles sur la santé (RG n°24), le SIDA (RG n°15), la circoncision féminine (RG n°14), la violence envers les femmes (RG n°12). Le Comité a également rédigé et adopté en 2000 le Protocole facultatif qui donne la possibilité de déposer des plaintes individuelles ou collectives devant le CEDEF. Ratifié par 98 États (Savy 2009), ce protocole marque une étape majeure de l'engagement des gouvernements pour les droits des femmes.

Le travail du CEDEF est renforcé par celui des autres instances internationales et par les organisations régionales et locales de femmes. Avant d'entendre les représentants de chaque pays, le CEDEF rencontre

les agences spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONGs), qui présentent leurs propres rapports sur la situation des droits des femmes dans leurs pays respectifs et commentent les rapports officiels de leur gouvernement.

## Des Instances aux stratégies transnationales

Au-delà du CEDEF, d'autres organes onusiens œuvrent pour les droits des femmes. Les plus connus sont la Division de la Promotion de la Femme (DAW), le Fond de Développement des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM), l'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme (INSTRAW) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). D'autre part, chaque région du monde a sa propre commission qui travaille dans ce domaine. La Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) est par exemple l'instance régionale chargée du suivi de la question des femmes sur le continent latino-américain.

Les Nations Unies jouent également un rôle majeur en organisant régulièrement des Conférences Mondiales, sur les Droits de l'Homme (Vienne 1993), sur Population et Développement (Bucarest 1974, Mexico 1984, Caire 1994) et sur la Femme (Mexico 1975, Copenhague 1980, Nairobi 1985 et Beijing 1995) où sont adoptées par consensus des stratégies communes.

Désormais, l'égalité hommes-femmes est un thème récurrent des conférences mondiales et figure dans la quasi-totalité des conventions onusiennes, des programmes d'action adoptés lors des conférences mondiales et des autres accords rédigés et signés par les représentants gouvernementaux. Ainsi, les déclarations des sommets mondiaux, comme la Déclaration d'Istanbul sur l'habitat en 1996 ou le Plan d'Action du Sommet sur la Terre de Johannesburg en 2002, mettent l'accent sur les femmes, leurs rôles et leurs nécessités.

Les femmes sont donc devenues un enjeu sur la scène internationale et la non-discrimination, un principe du droit coutumier international (Landsberg-Lewis 1998). Toutes ces résolutions sont:



[...] des guides d'orientations pour l'action, mais surtout, un appel d'attention sur le fait que n'a pas été accompli ce qui est établi dans la Convention. Cela constitue un cadre juridique plus que suffisant, mais le processus d'application a souffert de difficultés propres aux profonds changements culturels que la Convention implique, et cela a déterminé la nécessité de réitérer l'engagement assumé par les Etats de part leur signature et ratification (Binstock 1998, 16).

## Une seule voix pour les femmes

Chaque conférence pose une problématique. Ainsi, à Bucarest (1974), le débat concernait la réduction de la fécondité et le développement: la réduction de la fécondité favorise-t-elle le développement ou le développement favorise-t-il la réduction de la fécondité? Ces conférences soulignent alors les différences de priorités et de nécessités entre les femmes: à Bucarest, entre les pays du Sud et ceux du Nord, ces derniers estimant que sans la planification familiale et la baisse de fécondité, le développement était impossible; à Mexico (1975), entre les femmes de l'Est, plus intéressées par la question de la paix, celles de l'Ouest, par l'égalité entre les sexes, et celles du Sud qui mettaient l'accent sur le développement; au Caire (1994), entre la conception laïque de la société et la conception théocratique, à propos du débat autour de la reproduction et de la sexualité des femmes. De même, à Beijing (1995), chaque région du monde a fait part de ses principales préoccupations: la participation des femmes à la vie économique dans la région Asie et Pacifique; les droits des femmes à participer au pouvoir dans les pays d'Asie occidentale; la pauvreté et la participation aux pouvoirs économique et politique en Amérique latine et aux Caraïbes; la conciliation des activités professionnelles et familiales en Europe et en Amérique du nord; la sécurité alimentaire et le SIDA en Afrique (Véron 1997).

Est-il possible de parler d'une manière significative de l'ensemble des voix des femmes dans un seul cadre international? L'âge, la classe sociale et l'origine culturelle et ethnique sont autant de facteurs de division des femmes dans le monde. Mais la société patriarcale et la dénégation des femmes, même si elles se manifestent de façon distincte dans des sociétés distinctes, sont universelles.

Au-delà des différences de priorités et de conceptions, ces conférences fournissent l'occasion aux femmes de constituer des réseaux d'informations et de solidarité. A la suite de la Conférence Mondiale des Femmes à Nairobi (1985), est créé l'Observatoire International des Droits des Femmes (IWRAW), qui regroupe des activistes, des universitaires et des associations et appuie les groupes de femmes dans leurs efforts pour changer les lois et les mentalités. Ce réseau promeut le travail du CEDEF et diffuse les rapports et les avancées de la CEDAW dans le monde. Par ailleurs, les conférences ont donné l'occasion aux féministes occidentales de constater qu'elles ne détenaient pas le monopole des luttes de femmes et que sous des formes et avec des langages différents, le combat des femmes pour l'égalité était réellement mondial (Bessis 2001).

## Un consensus international sur les droits humains des femmes

Les conférences organisées par les Nations Unies aboutissent à l'approbation de déclarations ou programmes d'action, qui reflètent un certain consensus international sur les droits humains des femmes. La Déclaration de Vienne, issue de la Conférence internationale sur les Droits de l'Homme en 1993, affirme que:

Les droits humains de la femme et de la fille font partie de façon inaliénable, intégrante et indivisible des droits humains universels. La pleine participation, en condition d'égalité, de la femme dans la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle, dans les plans nationaux, régionaux et internationaux et l'éradication de toutes les formes de discrimination basées sur le sexe sont les objectifs prioritaires de la communauté internationale [...]. [Cette reconnaissance] a transformé la conscience des femmes, mais aussi la perception qu'on en avait de l'extérieur: elles apparaissent désormais comme les porteuses d'une revendication universelle d'équité, comme des sujets de droit, et non plus avant-tout comme des quémandeuses et des nécessiteuses. Il a ainsi été possible, d'une part, de faire apparaître l'injustice et le statut de victime, mais aussi de dépasser le rôle de victime en transformant la femme en sujet politique et juridique (Wichterich 1999, 238).

La Conférence du Caire (1994) marqua un pas décisif pour l'avancée des droits des femmes. Les négociations se sont terminées par l'adoption d'un programme d'action (Programme d'Action CIPD'94) qui aborde de nombreux thèmes tels que le genre, l'égalité et le pouvoir d'agir (*empowerment*) des femmes. Il rappelle surtout les droits reproductifs mentionnés dans la CEDAW, introduit ceux en matière de sexualité, et les reconnaît comme droits humains. Il a ainsi permis de légitimer les activités de nombreuses ONGs sur la contraception. Un an plus tard, la Conférence de Beijing (1995) est la plus grande conférence sous l'égide des Nations Unies consacrée aux femmes. Elle aboutit à un accord de 189 délégations pour un plan de cinq ans qui promeut l'*empowerment* politique, économique et social des femmes, mais aussi reproductif et sexuel. La conséquence de cette conférence fut qu'une centaine d'Etats annoncèrent de nouvelles initiatives pour améliorer la condition des femmes dans leur pays. Le gouvernement bolivien, par exemple, a officiellement reconnu les droits reproductifs et sexuels des femmes. Il a mis en place de nouveaux programmes politiques sur la santé féminine et maternelle et notamment un système de sécurité sociale pour la maternité et l'enfance. La législation internationale sur les droits des femmes, critiquée et critiquable, arbitrairement appliquée et applicable, est néanmoins une base utile et parfois nécessaire pour les impulser au niveau national. Quand un pays ratifie un traité, son gouvernement est théoriquement obligé, par les lois internationales, d'accomplir les différentes dispositions contenues dans ces documents.

## Du compromis international à la réappropriation locale

Selon Hanna Binstock, la CEDAW est le cadre juridique le plus complet, qui se suffit à lui-même pour atteindre l'égalité dans les systèmes juridiques nationaux. Elle réunit les principes acceptés internationalement et exprime clairement qu'ils sont applicables aux femmes de toutes les sociétés (Binstock 1998).

La CEDAW est cependant loin de générer l'égalité hommes-femmes dans un pays par sa seule ratification. Un rapport de l'Assemblée Géné-

rale française de 1998 sur la condition des femmes constate néanmoins que, parmi les pays qui n'avaient pas encore à l'époque ratifié la convention, la situation des femmes restait préoccupante. Le rapport rappelle également que de tels instruments internationaux ont permis de briser le silence sur les injustices et les violences faites aux femmes (Assemblée Nationale et Commission des Affaires Etrangères 1998).

### *Le compromis étatique*

La Convention mobilise les gouvernements au niveau régional. En Amérique latine et aux Caraïbes, les diverses conférences régionales sur les femmes aboutissent par exemple à l'adoption de programmes d'action dont le contenu rappelle ce qui est établi dans la Convention.

Au niveau national, l'application de la CEDAW implique pour les Etats des compromis politiques et financiers. Ils ont le devoir d'appliquer l'égalité de droits et de faits, et de réprimer légalement toute discrimination à l'égard des femmes en incorporant le principe d'égalité, en abolissant toute loi discriminatoire ou encore en promulguant des lois nationales qui interdisent la discrimination. La Convention recommande aussi des mesures provisoires, de discriminations positives notamment, pour accélérer l'égalité hommes-femmes et la mise en place d'institutions publiques spécifiques.

Traditionnellement, le rôle des systèmes internationaux dans la protection des droits humains a été conçu comme complément des autorités nationales, sur lesquelles retombe la responsabilité de faire respecter les conventions internationales. Selon un des principes fondamentaux du droit international, l'Etat est légalement responsable face aux violations des obligations internationales. L'insuffisance de développement, notamment, ne peut plus être invoquée pour justifier la non-application des droits internationalement reconnus (Programme d'Action CIPD'94). L'Etat n'est cependant pas reconnu comme directement responsable des actions des individus dans la sphère privée, mais le comportement de ces derniers est dû indirectement à l'Etat par son manque de vigilance et de répression (Cook 1997). L'Etat signataire doit donc implanter les mécanismes nécessaires pour éliminer les incidences de la discrimination privée.

Les principes de la Convention sont soit inscrits dans les nouvelles Constitutions, soit intégrés aux anciennes Constitutions, au moyen d'amendements. Ils peuvent alors être évoqués et appliqués par les Cours locales et les autorités administratives. L'application de la CEDAW se traduit également par l'adoption de mesures législatives et de politiques gouvernementales, et surtout par l'institutionnalisation de mécanismes d'application et de diffusion des principes reconnus et adoptés (Observatoire de la parité, Vice Ministère de la Femme, Commissariat des Femmes, etc.).

Les barrières à l'application des droits humains sont de deux sortes: le manque de mécanismes adéquats pour que les droits deviennent une réalité dans la vie des femmes et le manque de conscience des femmes sur les droits reconnus par l'Etat. Selon les Nations Unies, les Etats ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits des femmes, en fonction de leur système politique, économique et culturel. Mais, les Etats sont-ils les mieux placés pour assumer les tâches qui leur sont assignées à travers les instruments internationaux? Ont-ils la volonté et les moyens de mettre en œuvre les politiques qu'ils se sont engagés à réaliser? L'application des principes internationaux suppose des engagements spécifiques des Etats. Mais elle repose également sur la mobilisation de la société civile, qui, à partir des conventions telles que la CEDAW, peut faire pression sur l'Etat, et parallèlement agir sur la population en conscientisant les femmes sur leurs droits.

### *Le rôle déterminant des sociétés civiles organisées*

Les droits peuvent donner aux femmes le pouvoir (*empower*) de forger leurs vies uniquement s'ils leur permettent également une participation égale dans l'autodétermination civique, car seules les femmes elles-mêmes peuvent décider des aspects pertinents qui définissent l'égalité et l'inégalité dans un domaine donné (Habermas 1996, 420).

En effet, sans consensus social, sans conscience et revendication des femmes, l'application des lois et politiques défendant leurs droits reste vaine.

Les sociétés civiles organisées, telles que les organisations de femmes, sont donc les principales promotrices de l'application des principes de la CEDAW. Elles jouent un rôle primordial dans la ratification

de la Convention par leurs gouvernements, et pour l'intégration de leurs droits dans les Constitutions. Elles peuvent ensuite utiliser les décisions internationales comme moyen de pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des lois et proposent des politiques gouvernementales sur la base des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention.

La Convention, signée en 1981 par le gouvernement colombien, figurait, dans les années 80, au cœur des campagnes sur les droits humains menés par les mouvements de femmes du pays. Grâce à ces mobilisations, la Constitution colombienne de 1991 comprenait un certain nombre de dispositions inspirées de la Convention. En Ouganda, les femmes organisèrent une ronde parallèle de consultations lors des discussions pour la rédaction de la nouvelle Constitution en 1995, et se servirent de la Convention pour rédiger des propositions (Landsberg-Lewis 1998). Au Maroc, le 8 mars 2000, on a assisté à une forte mobilisation de femmes, sorties massivement dans la rue, pour réclamer l'application des accords de Beijing que le gouvernement s'était engagé à mettre en œuvre.

## Limites et controverses d'une stratégie universelle

Les agences onusiennes, les gouvernements et les sociétés civiles organisées travaillent en étroite collaboration pour promouvoir les droits des femmes et faire appliquer les principes de la CEDAW. A travers la législation internationale sur les droits des femmes, les réseaux transnationaux et les stratégies régionales adoptées, certaines avancées ont bien été enregistrées au cours de ces dernières décennies. Dans de nombreux pays, des ministères ou secrétariats d'Etats pour les femmes ont été créés, des changements législatifs en faveur des femmes ont été observés, et d'importants – quoique insuffisants – budgets ont été dégagés pour promouvoir l'égalité hommes-femmes (Falquet 2002). En Afrique, de nombreux pays ont révisé leur loi: le Burkina Faso a révoqué la loi qui interdisait la promotion publique de contraceptifs; le Maroc a abrogé la loi obligeant les femmes à obtenir une autorisation spéciale pour travailler hors de chez elles; des pays comme le Djibouti, le Kenya et le Ghana ont interdit la mutilation génitale des femmes (Lowe 2000).

Mais les discriminations envers les femmes restent des phénomènes sociaux, politiques et économiques d'actualité universelle. Les progrès sont lents et incertains, des régressions sont souvent constatées. Lors de la Conférence «Beijing+5», les représentants des ONGs ainsi que les délégués officiels ont exprimé leur exaspération devant le fait que les gouvernements parlent d'égalité des sexes sans traduire leurs paroles en actes. La célébration des 30 ans de la CEDAW permet ainsi «de rappeler que l'élimination des discriminations à l'égard des femmes demeure à ce jour, pour la communauté internationale, une ardente obligation qu'elle s'est imposée à elle-même et qui reste, plus que jamais, d'une actualité brûlante» (Savy 2009, 17).

Les instruments internationaux tels que la CEDAW, définie comme un cadre juridique universel, comportent en soi des limites, et suscitent des controverses qui freinent leur application et leur réappropriation au niveau local.

### *La violence, un thème en suspens*

La CEDAW revêt quelques failles. Parmi elles, celle de ne pas avoir incorporé l'éradication des violences envers les femmes comme un droit fondamental. Elle ne fait aucune référence explicite aux violences fondées sur les constructions sociales de sexe.

Il existe un discours international face à ces violences. La Déclaration sur l'Élimination de la Violence envers la Femme (1993), la *Convention Belén do Pará* pour les États des Amériques (1994), la Plate-forme d'Action de Beijing (1995) sont autant de documents qui définissent la violence envers les femmes comme une violation des droits humains. La Recommandation Générale n°19 de la CEDAW (1992), la plus connue et revendiquée des recommandations, renforce l'article 2 de la CEDAW, qui responsabilise les États face aux actes privés. Elle définit la violence basée sur le genre comme «une forme de discrimination qui inhibe gravement la capacité de la femme à jouir des droits et libertés à l'égal de l'homme». Cette Recommandation demande aux États-Parties d'établir des sanctions pénales et entre autres de mettre en place des services sociaux pour les victimes de violence.

Pendant, les instruments qui font référence aux violences allègent les conséquences mais n'en traitent pas les causes (Tomasevski 1998).

Aucune norme n'est suffisamment ample et précise pour avoir un impact plus que minimum sur le contrôle et l'éradication de ces violences. La Convention n'appréhende pas, notamment, la distinction entre le public et le privé comme une barrière à l'action internationale contre les violences. Ce qui se passe dans la sphère privée présente quelques difficultés théoriques pour aborder la violence domestique, donc privée, en tant que domaine des droits humains considérés comme publics. Dans de nombreux pays, le problème de la violence intraconjugale n'est pas considéré comme tel par le système légal si l'agresseur est le mari, le compagnon ou l'amant. En 1999, à titre d'exemple, seuls 17 Etats<sup>4</sup> condamnaient le viol par le conjoint (Bensadon 1999). Le fait est également que de nombreuses femmes dépendent économiquement et socialement de ceux qui les maltraitent. Le principe d'égalité de traitement garantit le droit à l'égalité devant la loi et peut mettre fin à la relation avec l'agresseur. Mais il peut affaiblir les droits économiques et sociaux des femmes victimes de violences, ce qui est rarement considéré dans les actions internationales et locales contre la violence envers les femmes.

### *Un compromis dénaturé par l'émission de réserves*

Une autre limite dans l'action de la CEDAW concerne la possibilité d'émettre des réserves (article 28): les Etats-Parties peuvent émettre des réserves sur n'importe quel article, à condition qu'elle ne soit pas incompatible avec l'essence même de la Convention. Cela fait de la CEDAW un traité marginal car elle comporte plus de réserves que n'importe quel autre instrument international. En 1996, 40 des 152 Etats Parties de la CEDAW avaient émis des réserves sur 11 articles différents. Ces réserves permettent aux Etats-Parties de se soustraire à des obligations importantes, ce qui affecte profondément l'impact de la Convention et en dénature le compromis.

Lorsque la Suisse a ratifié la CEDAW (1997), elle a émis une réserve sur l'article 7.b de la Convention (qui évoque l'égalité des femmes dans la vie publique et politique) car ce dernier était incompatible avec sa législation militaire, qui interdit aux femmes d'exercer des fonctions

4 Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Barbade, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Trinité et Tobago.



impliquant un engagement armé au-delà de l'autodéfense. De même, lors de sa ratification (1983), la France a émis des réserves sur l'article 7 et sur certains paragraphes des articles 15 (sur l'égalité devant la loi) et 16 (relatif au mariage et rapports familiaux). Les réserves sur ces deux derniers articles ont été levées en 1985 en raison de l'adoption de la nouvelle loi sur l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs. Le Koweït, quant à lui, a émis en 1994 une réserve sur l'article 7.a de la Convention qui octroie les mêmes droits politiques aux femmes et aux hommes car seuls ces derniers ont le droit de se porter candidat et de voter.

Lors de la Conférence Mondiale sur les droits humains, «les Etats sont invités instamment à retirer les réserves qui sont contraires à l'objet et au but de la Convention ou qui, de toute autre façon, sont incompatibles avec le droit international des traités» (Déclaration de Vienne 1993, article 39). Les ONGs de femmes jouent ici un rôle primordial pour le retrait des réserves émises par leur pays. Les organisations de femmes maghrébines, par exemple, en ont fait l'une de leurs principales revendications. Elles ont pris l'initiative d'organiser en 2006, à Rabat, une campagne et une conférence régionales pour la levée des réserves, ce qui a conduit à l'ouverture du débat sur la question des réserves en Mauritanie et en Syrie et au retrait de la réserve sur le paragraphe 4 de l'article 15 (relatif au droit à la libre circulation) par la Jordanie (Savy 2009).

### *L'impuissance du CEDEF*

La portée de la Convention reste également limitée par l'impuissance du CEDEF. Selon l'article 18 de la CEDAW, les Etats-Parties doivent présenter tous les quatre ans leur rapport devant le Comité. Or, peu de rapports sont remis<sup>5</sup>, ce qui signifie que de nombreux pays manquent à leur obligation.

Si la CEDAW place les gouvernements devant leurs responsabilités concernant les droits des femmes, elle semble manquer de pouvoir effectif. Certes, comme nous le rappelait Françoise Gaspard, l'arme du Comité est de faire pression sur les Etats *via* la société civile notamment, et ne doit en aucun cas outrepasser ce rôle. Mais le CEDEF, et à travers lui les

5 En août 1999, le CEDEF signalait un retard de 252 rapports.

Nations Unies, sembleraient impuissants face au conservatisme patriarcal de certains pays du Nord, comme certains pays du Sud.

Sophie Bessis observe une volonté unanime d'intégrer les femmes au développement sans pour autant heurter les inégalités hommes-femmes, illustrant ainsi le caractère conflictuel dans les relations internationales de toutes les questions touchant la modification des hiérarchies et des rôles sexuels (Bessis 2001). La Convention a notamment peu de poids quand le droit traditionnel prévaut sur le droit étatique et le droit religieux sur le droit séculier. Or les religions et les traditions jouent un véritable rôle de normes sociales qui freinent parfois l'émancipation des femmes. Généralement, la loi reconnaît le principe d'égalité mais la coutume prime bien souvent sur la loi.

### *Les inadéquations de la Convention*

L'intention de changer une société sans participation et sans consensus social n'aboutit pas. Le processus de reconnaissance de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ne consiste donc pas seulement à perfectionner, compléter et appliquer efficacement la législation en vigueur. Il requiert également la modification des attitudes, des comportements, des formes de vie et des structures sociales qui limitent le pouvoir et la liberté des femmes.

La Convention cherche à intervenir sur les modèles culturels de façon universelle. Or, ce qui peut paraître oppressif de l'extérieur d'une culture, peut être considéré comme tolérable par les femmes qui sont immergées dans cette culture; et ce qui peut leur paraître discriminant et subordonnant peut ne pas être apparent de l'extérieur. On retrouve cette confusion dans les différents indicateurs mesurant le statut des femmes: des facteurs qui contribuent au statut élevé dans un pays peuvent ne pas être pertinents ou même affaiblir le statut des femmes dans un autre (Kishor et Neitzel 1996). Pour certains pays du Sud par exemple, le nouveau statut des femmes revendiqué dans les traités internationaux est parfois perçu comme une nouvelle forme de colonisation culturelle de l'Occident accompagnant la mondialisation. On observe alors une tension entre l'universalisme des droits humains et le relativisme culturel. Les droits des femmes peuvent-ils être universels? Comment faire

l'adéquation entre les traditions et les principes universels qui se veulent protecteurs des femmes?

Au-delà des inadéquations normatives, l'application de la CEDAW se voit limitée par la suprématie masculine dans la mesure où «les droits humains internationaux et les instruments légaux qui les protègent furent développés principalement par les hommes dans un monde à orientation masculine» (Cook 1997, 9). La promotion des droits des femmes a été partielle, «androcentrique» et a privilégié une vision du monde masculine (Cook 1997, 58-75; Tomasevski 1998). En effet, les Comités, Cours et Commissions au niveau national et international sont composés d'une majorité d'hommes, ce qui limite la portée et l'application des principes égalitaires promus par la communauté internationale. Par ailleurs, lorsqu'un pays ratifie la CEDAW, les tribunaux doivent s'y référer. Or, «les juges ne sont pas toujours prêts à appuyer leurs décisions sur des traités internationaux comme la Convention» (Landsberg-Lewis 1998, 18).

## Conclusion

Depuis leur création, les Nations Unies jouent «un rôle essentiel dans le dévoilement planétaire de la question féminine» (Bessis 2001). A travers la promotion de cadres légaux (les accords internationaux), la mobilisation de l'opinion publique (les conférences), la recherche et l'information, les Nations Unies sont parvenues à se constituer en acteur central, qui détermine les orientations théoriques et pratiques pour la promotion des droits des femmes, une hégémonie parfois critiquée (Falquet 2002).

En 1979, la CEDAW devient le principal instrument international des droits des femmes. Elle témoigne d'une réelle prise de conscience de la communauté internationale. Les avancées sont significatives et de nombreux Etats ont pris des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité hommes-femmes. Mais quels sont réellement les facteurs conduisant à l'adoption de nouvelles lois? Quelle est la dynamique et l'origine des changements légaux et sociaux? Rien ne permet précisément de définir s'il s'agit d'une dynamique propre ou du résultat de pressions de la société civile, de la communauté ou de la coopération internationales (à travers les crédits conditionnés). Il est ainsi difficile d'évaluer le rôle des

instruments internationaux dans l'adoption de réformes législatives et d'indiquer le facteur déterminant dans la mise en place d'une nouvelle loi.

Une chose est sûre, si la plupart des pays du monde ont adhéré à la CEDAW, nulle part, les discriminations envers les femmes n'ont disparu. Il existe toujours un écart significatif entre la législation et la réalité sociale. Comme l'expliquait Serge Tomasi, du Ministère des Affaires Etrangères Français, lors de la Conférence Genre et Développement, en termes d'égalité hommes-femmes, «nous sommes tous des pays en développement» (Banque Mondiale, Paris 2005).

Comment faire en sorte que les droits humains internationaux aient un véritable impact dans la vie réelle des femmes? La société civile renvoie à une volonté populaire et l'Etat à une volonté juridique et bureaucratique. Seule une combinaison des deux, réunis à un moment précis de l'histoire, conduit au changement, à la créativité et à l'action sociale. La première se limite à la mobilisation et à la conscientisation, la seconde à l'articulation et l'application. La société civile est nécessaire pour créer les conditions qui permettent le vote et l'application de lois et politiques. Mais, d'un autre côté, sans le droit, les activistes des droits humains lutteraient contre des moulins à vent (Cook 1997, 39-57).

Selon Rebecca J. Cook, l'application effective des droits humains internationaux des femmes dépend des interactions verticales et horizontales. Les interactions verticales consistent à «porter l'international à la maison», c'est-à-dire mettre en application l'usage des droits humains internationaux des femmes au niveau domestique et quotidien; mais également à introduire des cadres juridiques favorables aux femmes. L'interaction horizontale se fonde sur un échange d'expériences entre les systèmes régionaux des droits humains et entre systèmes d'une même région: elle dépend de la volonté politique des Etats (Cook 1997).

Les stratégies transnationales adoptées par consensus et fondées sur l'universalisme des droits humains, l'articulation des Etats avec les ONGs et les femmes dans leur ensemble, ainsi que les interactions verticales et horizontales définie par Rebecca J. Cook, méritent de plus amples réflexions et analyses pour comprendre les mécanismes d'application et de réappropriation des droits des femmes et en améliorer leur impact.

## Références

- ASSEMBLÉE NATIONALE, COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGÈRES (FRANCE), 1998, *Enquête sur la situation des femmes dans le monde: rapport d'information*, Paris, [n.p.].
- BENSADON, Ney, 1999, *Les droits de la femme, des origines à nos jours*, Paris, PUF.
- BESSIS, Sophie, 2001, «Genre et développement: théorie et mises en œuvre des concepts dans le développement. L'approche genre et les organisations internationales, du discours à l'action», Colloque international Genre, population et développement en Afrique, UEPA, UAPS, INED, ENSEA, IFORD, Abidjan, 16-21 juillet, [http://www.ined.fr/coll\\_abidjan/publis/pdf/session1/bessis.pdf](http://www.ined.fr/coll_abidjan/publis/pdf/session1/bessis.pdf).
- BINSTOCK, Hanna, 1998, *Hacia la igualdad de la mujer. Avances legales desde la aprobación de la Convención sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra la Mujer*, Serie Mujer y Desarrollo, Santiago de Chile, Naciones Unidas, CEPALC, accessible à [http://www.iidh.ed.cr/BibliotecaWeb/Varios/Documentos/BD\\_1513355930/Avances\\_legalesCEDAW.pdf](http://www.iidh.ed.cr/BibliotecaWeb/Varios/Documentos/BD_1513355930/Avances_legalesCEDAW.pdf).
- COOK, Rebecca J. (ed.), 1997, *Derechos Humanos de la mujer. Perspectivas nacionales e internacionales*, Santafé de Bogota, Profamilia.
- FALQUET, Jules, 2002, «Femmes, Féministes et 'Développement': une analyse critique des politiques des institutions internationales», 2<sup>ème</sup> Colloque International des Recherches féministes francophones «Ruptures, résistances et utopies», Université de Toulouse-Le Mirail, 17-22 Septembre, accessible à <http://libertaire.free.fr/JulesFalquet01.html>.
- HABERMAS, Jürgen, 1996, *Between Facts and Norms*, Cambridge, Polity Press.
- KISHOR, Sunita and NEITZEL, Katherine, 1996, *The Status of Women: Indicators for Twenty-Five Countries. Enquêtes démographiques et sanitaires, Comparative Studies Series*, 21, Macro International Inc.
- LANDSBERG-LEWIS, Llana (dir.), 1998, *L'égalité chez soi, Comment mettre en œuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, CEDAW*, UNIFEM, accessible à <http://www.unifem.org/attachments/products/BringingEqualityHomefre.pdf>.

- LOWE, Morna C., 2000, «L'évaluation de la conférence de Beijing fait apparaître des échecs aussi bien que des gains», *Afrique Relance* «Des progrès mitigés pour les Africaines», 14:2, Nations Unies, <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol14no2/women2fr.htm>.
- ROZÉE, Virginie, 2006, *L'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Bolivie. Le cas des droits reproductifs et sexuels en Bolivie*, Doctorat, Université de Paris 3 – Sorbonne Nouvelle/ IHEAL-CREDAL.
- SAVY, Nicole (coord.), 2009, *Femmes, homme, libertés. La CEDAW a 30 ans*, Hors série Hommes & Libertés, Paris, Ligue des Droits de l'Homme.
- TOMASEVSKI, Katarina, 1998, «Los derechos de las mujeres: de la prohibición a la eliminación de la discriminación», *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, 158, pp. 545-558.
- VERON, Jacques, 1997, *Le monde des femmes: inégalités des sexes, inégalités des sociétés*, Paris, Edition du Seuil.
- WICHTERICH, Christa, 1999, *La femme mondialisée*, Paris, Actes Sud.



# Mobilisations et stratégies des Afro-Américaines dans un espace transnational: l'ONU (1975-1995)

Fatma RAMDANI

Dans le cadre des décennies sur le développement, les Nations Unies ont organisé quatre conférences internationales sur les femmes: Mexico en 1975, Copenhague en 1980, Nairobi en 1985 et Pékin en 1995. Précédée d'un certain nombre de rencontres internationales, chacune des conférences se clôt par l'adoption d'un document officiel, un plan d'action. Ce dernier définit les mesures à prendre par les gouvernements en matière de nouvelles politiques en faveur des femmes à l'échelle nationale, régionale et internationale. Bien qu'il n'impose aucune contrainte juridique sur les gouvernements, le plan d'action d'une conférence n'en reste pas moins un moyen de pression, les différents gouvernements étant invités à appliquer les recommandations élaborées.

Parallèlement aux conférences intergouvernementales, les ONGs féministes organisent leurs propres conférences et forums. Véritables terrains de revendications, de *lobbying* et de mises en réseaux, ces espaces de rencontres mettent en scène tous les mouvements féministes. Lors de ces différents congrès, les Afro-Américaines contribuent activement à l'élaboration des plans d'action des conférences pour la reconnaissance de leur combat spécifique construit autour de la double problématique de «race»<sup>1</sup> et de genre.

L'ONU, espace transnational par excellence, devient pour les Afro-Américaines, toujours en marge du mouvement féministe blanc dominant, l'instrument alternatif idéal pour présenter à la communauté internationale leur situation particulière et relayer leurs revendications restées vaines à l'échelle nationale. Comme les conférences internationales sur les femmes mettent à l'ordre du jour les questions de justice sociale, préoccupation principale et pérenne des Afro-Américaines, ces dernières mettent en œuvre leur talent politique pour la reconnaissance de

1 J'ai opté pour le terme de «race» afin de rester en adéquation avec les plans d'action des conférences qui utilisent ce terme.



l'universalité des problèmes des femmes de couleur et pour la défense d'un monde meilleur.

Notre première partie montrera comment les stratégies déployées par les Afro-Américaines participant à ces conférences contribuent à la théorisation de la question de l'intersectionnalité, à savoir l'imbrication des questions de «race», classe et genre. Nous nous attacherons ensuite à l'étude de deux exemples précis de la contribution des Afro-Américaines dans le discours onusien: la résolution «Femmes et discrimination raciale», présentée dès la seconde conférence à Copenhague en 1980 et le concept de santé reproductive, l'un des thèmes novateurs des conférences de l'après-guerre froide. Ces exemples permettront de démontrer que l'aptitude à l'action politique des Afro-Américaines et leur capacité de *leadership* se trouvent renforcées grâce aux alliances transnationales forgées lors des conférences onusiennes.

## L'ONU: espace transnational de revendications et de mise en visibilité

Lors des quatre conférences internationales sur les femmes, les Afro-Américaines déploient trois stratégies principales, caractéristiques historiques de leur mouvement, et qui se révèlent d'une grande efficacité. La première repose sur un activisme politique incessant. En réaction au racisme, phénomène ressenti comme la principale source d'oppression de leur communauté dans la société américaine, les Afro-Américaines se sont toujours impliquées, au travers d'une vie associative intense, de rassemblements ou encore de distributions de tracts et de pétitions, dans une mission prioritaire: la défense de leurs droits bafoués par la discrimination raciale. A l'ONU, leur mobilisation constante les amènera à sortir de leur marginalisation. La seconde stratégie est le recours à la contestation, également connue sous le nom de *outlaw culture*, en quelque sorte la stratégie historique de survie, la réponse constante à la culture dominante (Evans 1999, 500-505). Le mouvement féministe américain *mainstream*, celui des féministes des classes moyennes blanches, demeurant pour l'ensemble sourd aux revendications des Afro-Américaines, ces dernières font des conférences onusiennes un nouvel

espace de contestation et de résistance. A l'instar d'Harriet Tubman ou encore Rosa Parks<sup>2</sup>, elles feront constamment preuve d'insubordination, moyen d'action nécessaire pour mettre fin à des normes construites sur un système inégalitaire et changer l'ordre social existant. Il s'agit aussi pour les Afro-Américaines de montrer que la lutte pour l'amélioration de leur propre situation s'intègre dans un cadre plus large d'oppression (Wolfe 1995, 438). Enfin, la troisième stratégie utilisée par les Afro-Américaines est le recours à la solidarité raciale. Des revendications communes entre Afro-Américaines et femmes du Sud, telles les questions de pauvreté ou de droits en matière de reproduction, les poussent à opérer des alliances spontanées avec d'autres féministes aux mêmes revendications. Dans l'espace onusien, la solidarité raciale devient un moyen d'action supplémentaire pour les Afro-Américaines et transforme les rapports de pouvoir. Du simple statut de minoritaires, elles endossent ainsi le statut de majorité écrasante (Mc Kinney 1995). Leur voix devient dès lors une force difficile à contenir et qui doit être entendue.

Ces trois stratégies servent de modèle de contestation et de source d'inspiration aux autres mouvements féministes minoritaires dans la conceptualisation de nouvelles problématiques au sein de l'agenda onusien. Ainsi, dès la première conférence onusienne sur les femmes organisée à Mexico en 1975, les Américaines de couleur sont minoritaires et très peu visibles au sein du mouvement féministe américain de la classe moyenne blanche, venu quant à lui participer en masse à cette première conférence sur les femmes<sup>3</sup>. Or, la conférence de Mexico a lieu dans une atmosphère où l'anti-américanisme atteint son apogée. Les valeurs américaines sont défiées et la suprématie américaine mise à rude épreuve.

A Mexico, dans le seul but de défier leur gouvernement, dont le discours en faveur de l'égalité demeure au stade rhétorique, et de se démarquer des féministes *mainstream*, les Afro-Américaines forment des voix dissidentes. Lors d'une rencontre organisée par le département d'Etat entre la délégation officielle et les ONGs, les Américaines de couleur

2 Harriet Tubman (1820-1913) est l'une des premières activistes Afro-Américaines à s'engager dans le mouvement abolitionniste. Rosa Park (1913-2005), après avoir refusé de céder sa place à un passager blanc dans le bus en décembre 1955, devient l'une des figures emblématiques du mouvement des droits civiques.

3 Les Américaines représentent environ un peu plus de 25% de l'ensemble des participantes à la conférence parallèle des ONGs.

huent la responsable de la délégation officielle et contestent son caractère élitiste blanc, peu représentatif de la population américaine.

Parallèlement, au sein de la conférence parallèle des ONGs, les Afro-Américaines prennent conscience qu'elles ont une conception du féminisme qui se rapproche davantage de celle des femmes du Sud. Elles estiment que l'oppression patriarcale n'est pas la seule cause de leur situation déplorable. Au contraire, les hommes sont considérés comme des partenaires dans la lutte contre la pauvreté (Whiteaker 1975, 177). Aussi préfèrent-elles privilégier la loyauté raciale et ne pas s'associer aux féministes américaines de la classe moyenne blanche, qui ont des revendications de luxe, telles la parité en matière d'emploi et d'éducation, l'accès au pouvoir politique, ou encore la liberté de choix en matière de procréation (Sterba 1975). Tout comme leurs consœurs du Sud, les Afro-Américaines sont davantage préoccupées par l'amélioration de leurs conditions de vie, par l'accès égal à l'éducation, à un travail décent, à un logement, à des services de santé de qualité.

C'est pourquoi les Américaines issues des minorités développent un discours de compassion à l'égard de l'oppression des populations des pays en voie de développement. Elles choisissent de condamner l'impérialisme américain qui exploite les autres peuples et les minorités aux Etats-Unis et vont jusqu'à accuser l'*USAID* d'être une branche souterraine de la CIA<sup>4</sup>. C'est à ce prix qu'elles peuvent mettre en avant leur position atypique à l'intérieur des Etats-Unis et montrer au reste de la communauté internationale que le gouvernement américain n'assume pas ses responsabilités au niveau national et international. A l'instar du message des femmes du Sud, celui des Afro-Américaines fait des injustices sociales les causes principales des problèmes de pauvreté et de la situation déplorable de la majorité des femmes dans le monde. Il préconise le partage des richesses qui permettrait à tout individu d'aspirer à une vie meilleure. Fidèles à leur mission, les Afro-Américaines articulent leur discours autour des questions de justice sociale et du droit fondamental de la personne.

Les Afro-Américaines sont les premières à tenter d'opérer un rapprochement constructif avec leurs homologues du Sud. Le *National Council*

4 Télégramme de l'ambassade américaine au Département d'Etat envoyé le 21 juin (USDEL «*Encounter*» with *NGO's at Chancery*).

*of Negro Women*<sup>5</sup> organise un séminaire international qui débute à Mexico dès le 18 juin 1975 et se prolonge jusqu'au 14 juillet, dans quatre villes des Etats-Unis, au Mississippi et en Floride (Bacon 1975, 9). Cette alliance se poursuit lors de la première conférence nationale sur les femmes à Houston en 1977 où une rencontre avec des féministes internationales est organisée. Les Afro-Américaines vont donc chercher à étendre et à consolider leurs alliances transnationales au fur et à mesure de l'organisation des conférences, et en particulier des forums parallèles des ONGs, véritables champs d'action politique. Cette mise en réseaux, indispensable pour la définition de thèmes identitaires communs et pour la déconstruction de la pensée féministe dominante, atteint son point culminant lors de la troisième conférence organisée à Nairobi en 1985.

Nairobi, lieu symbolique, marquant le retour aux racines pour les Afro-Américaines, impose la visibilité numérique des femmes de couleur qui représentent environ 60% des participantes à cette conférence. Les Afro-Américaines, formant à elles seules la moitié des 2 500 participantes américaines, décident d'unir leurs forces avec leurs sœurs africaines (Cagatay, Grown et Santiago 1986, 402). Aux côtés de ces dernières, les Afro-Américaines se sentent prêtes à défier les organisations féministes *mainstream* afin de les amener à revisiter la question féministe et à l'inclure dans un large combat de justice sociale. Leur simple visibilité numérique suffit à démontrer que les femmes de couleur doivent être au centre du discours féministe. Leurs revendications spécifiques ne peuvent plus être simplement référencées en bas de page. Un mouvement féministe transnational digne de ce nom doit prendre en compte la majorité naturelle. En ce sens, les Afro-Américaines sont au cœur du rapprochement entre féministes du Nord et féministes du Sud.

Fortes de leurs alliances transnationales, les Afro-Américaines se sentent alors en position dominante (Guy-Sheftall 1986, 597-598), d'autant plus que le mouvement féministe américain *mainstream* traverse une crise. En effet, menacé par le discours et les stratégies des conservateurs sociaux<sup>6</sup>, ce dernier n'a d'autre choix que d'être à l'écoute et d'intégrer

5 Créé en 1935 par Mary McLeod Bethune, le *National Council of Negro Women* est l'une des principales organisations féministes Afro-Américaines. L'organisation s'impose sur les deux fronts: la lutte raciale et le droit des femmes.

6 Les groupes *pro-life*, soutenus par l'Administration Reagan, menacent les droits des Américaines en matière de reproduction (l'interruption volontaire de grossesse).

les revendications des femmes de couleur dans son agenda onusien. De plus, bon nombre de féministes américaines du mouvement *mainstream* ont acquis une meilleure connaissance des problématiques des femmes du Sud lors des rencontres préparatoires des conférences officielles. De même, l'organisation de séminaires internationaux par les ONGs des diverses régions du monde, la création de groupes de communication, les diffusions de *newsletters*, la distribution de films et vidéos favorisent la création de réseaux informels. Enfin, les négociations menées dans les conférences officielles, les divers ateliers organisés lors des forums des ONGs, ou encore les groupes de discussion spontanés lors de ces événements, permettent aux femmes du Nord et du Sud de dépasser leurs divergences et de s'unir autour de thèmes fédérateurs.

Ces éléments expliquent l'apparition, à Nairobi, d'un mouvement féministe international, qui se caractérise par l'émergence du *leadership* intellectuel des femmes du Sud. Lors de la phase préparatoire, ces dernières mettent en place le réseau DAWN (*Development Alternatives With Women for a New Era*)<sup>7</sup> qui parvient à imposer une nouvelle perspective sur les questions de développement. Selon les femmes du Sud, il est nécessaire de se pencher davantage sur les barrières structurelles et politiques et de remettre en cause les structures sociales existantes. Au Forum'85, les féministes activistes du Sud introduisent un schéma analytique dans lequel la question du rôle des femmes dans le développement est liée au contexte impérialiste, aux questions politiques et macro-économiques comme la crise économique internationale, la détérioration des services sociaux, la dégradation de l'environnement, le fondamentalisme religieux ou le militarisme (Devaki 2004, 96). Ce schéma tient également compte de l'importance de la reproduction dans la vie des femmes, autre problématique capitale de la majorité des femmes du Sud (Sen, Gita et Grown 1985).

La conférence de Nairobi permet la création d'autres organisations internationales par les femmes du Sud. Ainsi en 1985, l'organisation *GROOTS (Grassroots Organization Operating Together in Sisterhood)*

7 Ce réseau est le fruit des efforts de la fondation américaine Ford qui, par de nombreux financements, a permis aux femmes du Sud et à quelques américaines d'organiser des rencontres entre chercheurs, pédagogues, activistes et femmes de terrain. L'ouvrage *Development, Crisis and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives* (Sen & Grown 1985) reprend en détail la perspective des féministes du Sud.

est lancée par six féministes originaires de l'Inde, du Kenya, du Cameroun et des Philippines. Des Afro-Américaines font également partie du projet. L'organisation *GROOTS*, dont le siège social est implanté à Brooklyn, est devenue un réseau activiste dans vingt-quatre pays et comprend plus de quatre millions de membres. Ses objectifs sont de relayer les revendications des femmes des milieux défavorisés au niveau international et d'infléchir les politiques macro-économiques au cœur de la féminisation de la pauvreté, telles les politiques d'ajustement structurel. L'organisation *GROOTS* sera l'une des cinquante et une ONGs à prononcer un discours en séance plénière lors de la quatrième conférence sur les femmes qui a lieu à Pékin (Chine), en 1995.

La conférence de Pékin est alors le plus grand rassemblement féministe international. Trente mille personnes environ, représentant plus de deux mille ONGs, participent au forum parallèle au nom évocateur «Voir le monde à travers les yeux des femmes»<sup>8</sup>. Si en 1975, à Mexico, les organisations féministes des groupes ethniques minoritaires sont restées en marge du mouvement féministe américain *mainstream*, vingt ans plus tard, à Pékin, elles sont au cœur des activités de coordination des organisations féministes américaines. Elles sont plus que jamais déterminées à assumer leur mission: «la reconnaissance de la réalité des femmes de couleur et leur protection» (Arwine 1995). Ainsi, pendant la phase préparatoire pour Pékin, l'organisation *National Council of Negro Women* sert de secrétariat officiel à l'*US Network for the Fourth World Conference on Women and Beyond*<sup>9</sup>, réseau regroupant plus d'une centaine d'organisations féministes américaines qui cherchent toutes à contribuer à l'élaboration de la position américaine lors de cette conférence. Dès juin 1994, sous l'initiative du *National Council of Negro Women*, ces organisations féministes obtiennent de l'Administration Clinton la mise en place d'une Commission interministérielle pour la condition féminine auprès du Président, chargée de suivre la mise en application de la plateforme d'action de la conférence de Pékin.

A Pékin, les deux mots d'ordre des Américaines de couleur sont la visibilité permanente et l'accès direct aux décideurs. La visibilité des

8 A titre comparatif, le nombre de participantes aux conférences de Mexico (1975) et Nairobi (1985) était respectivement d'environ 6 000 et 15 000.

9 Discours du *National Council of Negro Women* à la conférence de Pékin en septembre 1995, accessible à l'adresse <http://www.un.org/esa/gopher-data/conf/fwcw/conf/ngo/14170040.txt>.

femmes de couleur se mesure à leur nombre – elles représentent le quart des huit mille participantes américaines – (McKinney 1995)<sup>10</sup> et à leurs multiples activités: expositions, projection de nombreux films qui révèlent leur situation, organisation d'une soixantaine d'ateliers autour des priorités qui les touchent plus particulièrement, parmi lesquelles les questions de violence conjugale, le SIDA, l'avortement, ou encore les questions écologiques, la réforme des lois sur l'immigration, ou le système carcéral. La publication d'une *newsletter*, «Sisters' Voices», reprend sous forme d'une chronologie détaillée depuis 1619 toute l'histoire des Afro-Américaines (Aiyetore 1996). Cette visibilité se mesure enfin aussi aux divers outils de protestation et de *lobbying* mis en œuvre.

A Pékin, les différentes organisations Afro-Américaines mettent spontanément en place le *African Women Caucus* représenté par plus de 300 membres (Mc Kinney 1995). Très vite, ce groupe s'étend pour inclure les femmes des autres groupes ethniques et devient le *US Women of Color Caucus*, dont l'objectif principal est de travailler directement avec la délégation officielle sur l'élaboration du plan d'action de la conférence. Ce *Caucus* est déterminé à mener l'Administration Clinton, qui se veut *leader* en matière de promotion des droits individuels de la personne, à assumer ses responsabilités et à influencer les autres gouvernements afin que ces derniers reconnaissent les impacts négatifs de la double discrimination sur les femmes de couleur.

Tout au long de l'avancement des travaux de la conférence, une trentaine de déléguées de ce *Caucus* collaborent avec les membres de la délégation officielle à la formulation de la position américaine en apportant quelques modifications qui intègrent le concept de double discrimination et de ses impacts sur les femmes de couleur. Ce travail collaboratif porte ses fruits puisque plusieurs paragraphes de la plateforme d'action de Pékin reprennent les revendications des Américaines issues des minorités et font référence aux obstacles multiples à la promotion des femmes en raison de facteurs tels que la «race» ou l'ethnie<sup>11</sup>.

Comme nous allons le voir, le slogan utilisé par les Afro-Américaines lors de la conférence de Pékin, «le sang qui nous unit est plus fort que

10 De nombreuses organisations de femmes issues des minorités ont été financées par les grandes fondations américaines comme la *Fondation Ford*.

11 Il s'agit des paragraphes 32, 46, 80, 225, 232.

l'océan qui nous sépare»<sup>12</sup>, avait déjà bousculé l'agenda onusien, et ce dès la seconde conférence sur les femmes organisée à Copenhague en 1980, avec l'introduction de la résolution 31 «Femmes et discrimination raciale» qui reconnaissait l'universalité des problèmes des femmes de couleur.

### Plan d'action de Copenhague et résolution 31: femmes et discrimination raciale

A Copenhague, l'Administration Carter a entendu les griefs véhiculés à Mexico par les femmes issues des minorités. La délégation sélectionnée, qu'elle souhaite la plus représentative possible de la population américaine, comprend trois Afro-Américaines: Vivian Lowery Derryck, Alexis Herman et Dorothy Height. Vivian Lowery Derryck est alors responsable de la phase préparatoire de la conférence au niveau national (organisation des conférences d'Etats avec la participation des ONGs féministes). Ces conférences d'Etats soulèvent évidemment le problème de double discrimination vécue par les Américaines de couleur. Alexis Herman, devenue en 1976 la plus jeune directrice du *Women's Bureau* au sein du Ministère du Travail, œuvre beaucoup pour l'intégration des femmes issues des minorités dans le paysage économique américain, y compris leur nomination à des postes clefs<sup>13</sup>. Dorothy Height est, depuis 1957, à la tête du *National Council of Negro Women* dont l'objectif est le rapprochement entre femmes de différentes origines<sup>14</sup>.

Malgré les efforts déployés en matière de programmes de traitement préférentiel pour les groupes minoritaires, la situation des Afro-

12 Ce slogan est tiré d'un rapport établi par le *National Council of Negro Women* à la suite d'une rencontre préparatoire pour la troisième conférence onusienne sur la population et le développement devant avoir lieu au Caire en 1994. Cette rencontre cherchait à mettre en lumière les situations communes entre femmes de couleur du Nord et du Sud.

13 Elle deviendra l'assistante du Président Clinton sous son premier mandat et Ministre du Travail lors de son second mandat.

14 Dès la conférence de Mexico, le *National Council of Negro Women* développe ses programmes internationaux, en particulier en Afrique. Dorothy Height est également très active en Afrique du Sud.



Américaines demeure déplorable aux Etats-Unis. Il est vrai que les données établies pour la conférence de Houston, conférence nationale sur les femmes organisée en 1977, sont édifiantes. En 1973, les Afro-Américaines représentent près de 35% des familles monoparentales contre 9% pour les Américaines issues des classes moyennes blanches. Elles sont au bas de l'échelle salariale et elles ont le niveau d'instruction le plus faible (*Black Women's Plan of Action*, 1977)<sup>15</sup>.

La similitude des problèmes rencontrés par les Afro-Américaines et les Africaines crée un lien naturel entre elles et leur alliance. Ce rapprochement se traduit par un activisme instantané. L'idée de l'élaboration d'une résolution qui condamnerait le racisme touchant plus précisément les femmes de couleur se met progressivement en place. La nécessité d'outrepasser la définition du racisme, alors acceptée jusque-là, devient évidente. La condamnation du racisme ne doit plus se cantonner au simple domaine politique, comme la lutte contre l'Apartheid, mais doit également englober une dimension plus sociale (*US Department of State* 1981, 118).

L'étroite collaboration entre les Afro-Américaines et leurs consœurs du Sud aboutit à la résolution 31 et attire l'attention sur les besoins particuliers des femmes de couleur qui souffrent d'une discrimination fondée à la fois sur la «race» et le sexe. Dans la mesure où elle impose un fardeau supplémentaire aux femmes, cette double discrimination est synonyme de pauvreté accrue, de mauvaise santé et de taux élevés d'analphabétisme ainsi que de chômage. La résolution condamne tous les pays, en voie de développement et développés, qui pratiquent cette double discrimination. Ainsi, ce concept de «race» est reconnu pour la première fois dans les annales onusiennes et il est considéré comme une violation des droits individuels de la personne. L'expertise et les compétences de ces trois Afro-Américaines ont joué un rôle déterminant dans l'introduction de cette résolution.

Le président Carter avait affirmé la veille du départ de la délégation pour Copenhague que sa priorité en matière politique était l'amélioration des droits individuels de la personne aux Etats-Unis et à l'étranger. Les trois militantes féministes Afro-Américaines, déléguées officielles, estiment alors que cette résolution représente une occasion unique de mettre l'Administration américaine à l'épreuve et de veiller à ce que son dis-

15 Ces chiffres sont ceux présentés lors de la conférence nationale, à Houston, par les organisations féministes Afro-Américaines.

cours soit en harmonie avec sa politique. Elles vont donc contraindre leur gouvernement à présenter la résolution lors de la conférence officielle, et ce malgré la vulnérabilité de leur pays dans l'arène onusienne. En effet, les Etats-Unis continuent d'être défiés par la majorité onusienne et craignent en particulier que le G7 ne s'empare de cette résolution pour officialiser à nouveau le sionisme dans le concept de racisme, déjà introduit lors de la première conférence internationale sur les femmes à Mexico et auquel ils s'opposent catégoriquement. Leurs craintes sont d'ailleurs justifiées puisque la résolution telle que proposée par les Etats-Unis est amendée par les pays en voie de développement et intègre le concept de sionisme dans la notion de racisme.

Ce bras de fer, résultat d'un travail coopératif entre mouvements féministes de continents différents, démontre que les Afro-Américaines sont tout à fait capables d'assumer un véritable rôle de *leaders* dans les négociations internationales. Fortes de ce succès, les Afro-Américaines vont chercher à ébranler une nouvelle fois le discours onusien. Dès la troisième conférence sur les femmes à Nairobi en 1985, leur expérience en matière de droits reproductifs leur donnera un rôle significatif dans la construction d'un discours démographique onusien centré sur les besoins et droits des femmes.

## Le rôle des Afro-Américaines dans le concept de santé reproductive

En matière de planification familiale, les réalités des Afro-Américaines sont aux antipodes de celles des féministes de la classe moyenne blanche. Les conférences onusiennes vont leur permettre de dévoiler les différences de traitement et de critiquer les programmes de planification familiale.

L'amendement Hyde qui, dès 1977, interdit le financement public de l'avortement par les fonds du *Medicaid*<sup>16</sup>, leur en restreint le recours et les pousse vers l'avortement clandestin. La stérilisation forcée (leur taux

16 Mis en place en 1965 sous l'Administration Johnson, le *Medicaid* est le programme qui fournit une assurance maladie aux individus et familles ayant un faible revenu.

est bien supérieur à celui des femmes blanches, 20% contre 7%)<sup>17</sup>, ou encore depuis 1992, les campagnes incitatives menées auprès d'elles pour l'utilisation de l'implant Norplant, contraceptif de longue durée inséré sous la peau, sont autant de politiques qui leur retirent le droit à la maternité. Or priver une femme de sa maternité, c'est aussi la priver d'une partie fondamentale de sa personne (Roberts 1999, 212).

Pour les Afro-Américaines, la notion de choix revêt une tout autre dimension que celle des femmes blanches des milieux favorisés. L'essentiel de la question ne repose pas sur la notion de choix, mais de droit (Solinger 2001, 4-21). Le combat de certaines Américaines tend ici à se confondre avec celui des femmes des pays en voie de développement. Ces dernières sont également concernées par les programmes de planification coercitifs (stérilisations forcées dans certains pays) ou à l'inverse, par le manque d'accès aux programmes de planification familiale. En effet, la *Mexico City Policy*, mise en place par l'Administration Reagan lors de la seconde conférence onusienne sur la population en 1984, interdit en matière d'assistance américaine à l'étranger, l'utilisation des fonds fédéraux, pour toute organisation qui promeut l'avortement dans ses programmes de planification familiale<sup>18</sup>. Cette politique réduit ainsi considérablement les programmes de planification familiale dans les pays en voie de développement. Toutes ces mesures, appliquées au niveau national et international, visent à occulter les problèmes réels de pauvreté et de santé maternelle ou infantiles qui touchent les femmes de couleur. Le véritable problème est que maternité et pauvreté sont incompatibles.

Déjà à Mexico, en 1975, les Afro-Américaines n'hésitent pas à attaquer la politique démographique de l'Administration Ford, qui face à l'explosion de la population mondiale, utilise cette conférence pour légitimer ses programmes de planification familiale à l'étranger qu'elle considère indispensables à la promotion de la condition de la femme<sup>19</sup>. Les Américaines issues des minorités en profitent pour faire part de leurs revendications en matière de droits reproductifs et accusent les Etats-

17 Chiffre donné par les organisations féministes Afro-Américaines lors de la conférence nationale de Houston en 1977.

18 Discours de James Buckley, responsable de la délégation officielle américaine lors de la seconde conférence onusienne sur la population organisée à Mexico en 1984.

19 Déclaration de Patricia Hutar, responsable de la délégation américaine à Mexico, 20 juin 1975, séance plénière.

Unis de procéder à leur stérilisation forcée. Leur discours cherche à faire écho à celui de certains pays en voie de développement, comme Cuba, qui dénoncent les programmes américains de planification familiale qui auraient conduit par exemple à la stérilisation forcée d'un tiers des Porto Ricaines (Hemmer 1975, 1).

C'est à partir de la conférence de Nairobi en 1985 que les Afro-Américaines, en coopération avec leurs consœurs du Sud, se sentent prêtes à défier le mouvement *mainstream* et les politiques démographiques promues à l'ONU. En effet, dès le début des années 1980, les droits en matière de procréation sont également menacés aux Etats-Unis. La nouvelle droite chrétienne américaine, appuyée par l'Administration Reagan, est déterminée à abroger l'amendement *Roe v. Wade* qui a dépénalisé l'avortement aux Etats-Unis en 1973. Cet amendement représente l'un des gains incontestables de la seconde vague du mouvement féministe américain qui n'a plus donc d'autre alternative que de s'allier avec les autres femmes du monde pour faire face au *backlash* (Faludi 1992), véritable retour de bâton. A Nairobi, la prise en compte des voix des femmes de couleur et des femmes du Sud devient l'arme essentielle qui va permettre à ce mouvement féministe *mainstream* de s'ériger contre ces forces conservatrices de plus en plus puissantes (Bunch 1987, 17). De plus, des féministes américaines du mouvement dominant, ainsi que des activistes des *women's studies* des grandes universités américaines, se sont impliquées dans les programmes de développement mis en place depuis la première conférence de Mexico et sont de plus en plus sensibles à la situation des femmes du Sud.

La stratégie de rapprochement pour les femmes de couleur consiste à présenter un discours fédérateur qui refuse l'instrumentalisation du corps des femmes dans le seul but de satisfaire des politiques économiques ou démographiques coercitives. Ce thème de dignité humaine ne peut qu'entraîner l'adhésion dans la mesure où il a une résonance dans les sociétés occidentales.

Selon les Afro-Américaines, la lutte pour les droits en matière de reproduction doit faire partie du vaste combat pour l'amélioration de la situation des femmes au quotidien. Les programmes de planification familiale ne peuvent plus consister en la simple distribution de moyens de contraception, mais doivent s'intégrer dans de vastes programmes de droits et de santé. Tel sera le message émis dans la déclaration commune, *Women's Right to Life*, cosignée par 73 femmes de 26 pays en

voie de développement et par 96 femmes de 17 pays occidentaux à l'issue de séminaires organisés lors du Forum'85 (Germain 1985, 2-3). Cette déclaration est le fondement du concept de «santé et droit en matière reproductive», qui émergera à l'ONU lors des conférences de l'après-guerre froide une fois les divergences politiques dépassées et les coalitions féministes consolidées.

En avril 1994, lors d'une commission préparatoire pour la troisième conférence onusienne sur la population et sur le développement qui doit avoir lieu au Caire en septembre 1994, les Américaines issues des groupes minoritaires se mobilisent à nouveau en réitérant leurs arguments. Devant les délégués officiels, une vingtaine de féministes issues de la *Women of Color Coalition for Reproductive Health*<sup>20</sup> font une déclaration, véritable procès dressé contre les politiques discriminatoires et contre les programmes de contrôle des naissances qui ciblent plus particulièrement les femmes issues des minorités aux Etats-Unis<sup>21</sup>. Elles y expliquent qu'aux Etats-Unis, les femmes issues des minorités ne sont pas responsables de la pauvreté et qu'elles subissent les politiques néolibérales, tout comme leurs consœurs du Sud. Cette déclaration est un appel à une justice pour toutes et leurs griefs sont entendus. Le concept de droits et besoins en matière de planification familiale se trouve dans les plans d'action des conférences du Caire et de Pékin<sup>22</sup>.

## Conclusion

Au fur et à mesure de l'organisation des conférences onusiennes sur les femmes, les Américaines issues des minorités deviennent des expertes de l'espace onusien. Elles en font une arène de contestation, d'émancipation

20 La *Women of Color Coalition for Reproductive Health Rights* est créée en 1992 et comprend six organisations féministes regroupant les quatre grands groupes ethniques aux Etats-Unis.

21 *The US Women of Color Delegation to the International Conference on Population Activities*, «Statement on Poverty, Development and Population», National Women's Health Project, Washington DC, accessible à <http://www.cwpe.org/node/126>.

22 Ces droits sont repris dans les chapitres 7.2 et 7.3 du plan d'action de la conférence du Caire, et dans les paragraphes 94, 103 et 106f pour la conférence de Pékin.

et de prise de pouvoir. Cet espace leur permet de multiplier les actions collectives, de proposer un meilleur cadrage des revendications, et de les imposer en ayant recours aux stratégies les plus sophistiquées: regroupements de coalitions nationales et transnationales, techniques de *lobbying* et de plaidoyer, accès direct aux décideurs. Pionnières du mouvement féministe transnational dans la mesure où elles sont les premières féministes américaines à se lancer dans la création d'alliances et de réseaux avec les féministes du Sud, elles contribuent aussi à faire des ONGs de véritables partenaires de l'ONU dans le traitement de problématiques contemporaines.

Les alliances stratégiques opérées par les Afro-Américaines ont permis de mettre fin au *statu-quo* et de définir de nouvelles normes en matière de respect des droits individuels de la personne sur la scène internationale. Ainsi, les paragraphes des plans d'action des conférences faisant référence aux obstacles multiples à la promotion des femmes, en raison de facteurs tels que la «race», l'ethnie, ou aux droits en matière de procréation, démontrent l'influence des Afro-Américaines à l'ONU. En intégrant de nouvelles perspectives dans les travaux onusiens, les Afro-Américaines ont ainsi contribué à rallier les féministes internationales autour d'un agenda commun sur les besoins et droits de la majorité des femmes. Leur activisme leur permet de s'affirmer politiquement et socialement. Leur *leadership* est l'un des facteurs qui a permis d'aboutir au consensus autour des questions de développement humain et de justice sociale au milieu des années 1990. Les Afro-Américaines ont donc marqué non seulement la politique étrangère et intérieure des Etats-Unis, mais aussi l'opinion publique mondiale (Hanes 1995, 33).

Depuis ces conférences onusiennes sur les femmes, les Administrations Bush et Obama n'ont pas signé les plans d'action des conférences sur le racisme (Durban) organisées par l'ONU en 2001 et en 2009, en raison de la nouvelle officialisation de l'assimilation du sionisme au concept de racisme. Le boycott des Etats-Unis à ces événements a été source de déception pour les organisations en faveur des droits individuels de la personne. La question est de savoir quelles seront les stratégies déployées par les Afro-Américaines afin que la reconnaissance et la réparation des injustices raciales perdurent dans les conférences internationales de ce vingt-et-unième siècle.

## Références

### *Sources primaires*

#### *Archives du département d'Etat (NARA):*

HEMMER, Carl, 1975, «Charges of “Genocide” against AID population assistance», Contingency paper, p.1 [Record Group 220 – Box 25 – Position papers final review], pp. 1-3.

US DEPARTMENT OF STATE, 1981, *Report of the United States Delegation to the World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace*, pp. 1-143.

#### *Archives de la Bibliothèque Présidentielle Ford:*

BACON, Ruth, 1975, *World Conference of the International Women's Year, Mexico City, June 19-July 2, 1975*, p. 9 (Box 25, File US Delegations Statements and Reports), pp. 1-15.

US DEPARTMENT OF STATE, *USDEL «Encounter» with NGO's at Chancery*, [Ford Library Archives, International Women's Year, (Box 24, File Miscellaneous)].

#### *Archives de la Fondation Ford:*

AIYETERO, Adjoa, 1996, «Beijing Project: Organizing African American Women and Women of Color».

ARWINE, Barbara 1995, «A Letter from Beijing: Creating Power Models».

BUNS, Kathryn, *Created Equal: A report on Ford Foundation Women's Programs* [en ligne], 1986 accessible in <http://www.fordfound.org/archives/item/0164/original/2>.

McKINNEY, Gwen, 1995, «African American Women Organize Around Race, Gender at UN Conference», in *Women of Color Advancing Together on the World Stage*, in McKinney and Mc Dowell Associates.

GERMAIN, Adrienne, 1985, *Reproductive Health Issues at the UN Women's Decade Conference in Nairobi and Beyond*, Interoffice memorandum, [folder1/3 End of Women's Decade Conference, Nairobi, 1985].

NATIONAL COUNCIL OF NEGRO WOMEN, 1994, *African American Women's Consultation on Population and Sustainable Development*, pp. 1-7.

*Archives des Nations Unies:*

*Rapport de la Conférence Mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la Femme: Egalité, Développement et Paix, Copenhague, 14-30 juillet 1980*, A/CONF.94/35, New York.

*Programme d'Action de la Conférence du Caire, Le Caire, 5-13 septembre 1994*, New York, Fonds des Nations Unies pour la Population.

Discours du *National Council of Negro Women* à la conférence de Beijing en septembre 1995, accessible à <http://www.un.org/esa/gopher-data/conf/fwcw/conf/ngo/14170040.txt>.

*Sites Internet*

GROOTS INTERNATIONAL, «History», accessible à <http://www.groots.org/about.html>.

The US Women of Color Delegation to the International Conference on Population Activities, «Statement on Poverty, Development and Population», National Women's Health Project, Washington DC, accessible à <http://www.cwpe.org/node/126>.

*Sources secondaires*

«Black Women's Plan of Action (Document 24B: Supplementary tables)», in *How Did the National Women's Conference in Houston in 1977 Shape a Feminist Agenda for the Future? Women and Social Movements in the US, 1960-2000*, accessible à <http://womhist.alexanderstreet.com/projectmap.htm>.

BUNCH, Charlotte, 1987, *Passionate Politics: Feminist Theory in Action*, New York, St. Martin's Press.

CAGATAY, Nilufer, GROWN, Caren, SANTIAGO, Aida, 1986, «The Nairobi Women's Conference: Toward A Global Feminism?», *Feminist Studies*, 12:2, pp. 401-412.

DEVAKI, Jain, 2005, *Women, Development and the UN, A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, Bloomington, Indiana University Press.



- EVANS, Monica J., 1999, «Stealing Away: Black Women, Outlaw Culture, and the Rethoric of Rights», in Richard DELGADO and Jean STEFANCIC (eds.), *Critical Race Theory*, Philadelphia, Temple University Press, pp. 500-513.
- FALUDI, Susan, 1992, *Backlash: The Undeclared War Against Women*, Londres, Vintage.
- GUY-SCHEFTALL, Beverly, 1986, «Reflections on Forum '85 in Nairobi, Kenya: Voices from the International Women's Studies Community», *Signs*, 11:3, pp. 584-608.
- HANES, Walton Jr, 1995, *Black Women at the United Nations, the Politics, a Theoretical Model and the Documents*, San Bernardino (Ca), The Borgo Press.
- ROBERTS, Dorothy, 1999, *Killing the Black Body: Race, Reproduction and the Meaning of Liberty*, New York, Vintage Book.
- SEN, Gita and GROWN, Caren, 1986, *Development, Crisis and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, New Dehli, DAWN.
- SOLINGER, Rickie, 2001, *Beggars and Choosers: How the Politics of Choice Shapes Adoption, Abortion, and Welfare in the United States*, New York, Hill and Wang.
- STERBA, James P., 1975, «Equal Rights Vital, UN Chief Asserts At Women's Parley», *New York Times*, June 20.
- WHITAKER, Jennifer Seymour, 1975, «Women of the World: Report from Mexico City», *Foreign Affairs*, 54:1, pp. 173-181.
- WOLFE, Leslie, 1995, «Feminism lives: building a multicultural women's movement in the United States», in Amrita BASU and C. Elizabeth MCGRORY (eds.), *The Challenge of Local Feminisms: Women's Movements in Global Perspectives*, Boulder (Co), Colorado, Westview Press, pp. 435-462.

# Les féministes belges: de la scène nationale à l'action internationale (1918-1970)

Catherine JACQUES

Jusqu'en 1914, la Belgique apparaît sur la scène internationale comme un petit pays paisible, confiant dans sa neutralité obligatoire imposée par l'Europe, plus préoccupé de ses intérêts matériels que d'une quelconque gloire nationale (Stengers & Gubin 2002, 143-155). L'absence de «grande politique» plombe les questions intérieures, donne aux dissensions internes un intérêt surdimensionné qui débouche, au début du XX<sup>e</sup> siècle, sur une société profondément segmentée, regroupée autour des trois «piliers» politiques que sont les partis catholique, libéral et socialiste.

Une telle configuration est, par définition, défavorable à tout mouvement qui souhaite dépasser ces clivages politiques et idéologiques. Elle est donc défavorable au féminisme qui désire rester neutre afin de regrouper l'ensemble des femmes pour défendre leurs intérêts. Le deuxième maillon faible du féminisme belge est son enracinement dans les classes cultivées, moyennes et supérieures. Formant une élite féminine composée d'intellectuelles à la pointe de la modernité, il est condamné à rester minoritaire dans le contexte de massification généralisée des années 1930. Mais cet élitisme lui permet aussi – et c'est alors une force – de se mouvoir dans des milieux influents (Jacques 2008, chap.1 à 3).

Assez logiquement, l'histoire du féminisme en Belgique pourrait se résumer à la question de savoir comment un mouvement limité, minoritaire, toujours critiqué et en porte-à-faux avec les mentalités dominantes est parvenu à imposer durablement ses idées en faveur de plus d'égalité entre hommes et femmes? La question revient donc à explorer la manière par laquelle le féminisme belge a réussi à naviguer entre un ancrage national peu favorable et des relations internationales plus prometteuses afin de s'imposer comme un acteur majeur du changement social en Belgique entre 1918 et 1968<sup>1</sup>.

1 Cette communication s'inspire de: Catherine Jacques, *Les féministes et le changement social en Belgique (1918-1968)*. Programmes, stratégies et réseaux, vol. 1 et 2, Thèse de doctorat en Histoire ULB/U. Angers, 2007-2008, dont la parution est

Profondément tributaire des segmentations de la société, alors même qu'il essaie de les déconstruire, le féminisme belge présente donc une profonde complexité qui s'observe dans les stratégies et dans les moyens mobilisés. Cette complexité se renforce encore par l'utilisation de l'échelon international qui lui permet, à certains moments, de faire avancer la cause des femmes. Mais cette voie est fragile car elle peut aussi se rompre, comme lors des deux conflits mondiaux, ou devenir un lieu d'affrontement comme dans le cas de la Guerre froide.

C'est l'opportunité qu'a représenté l'échelon international pour le féminisme belge qui sera ici explorée à travers trois exemples: la question de la nationalité de la femme mariée, l'utilisation de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et la mobilisation du droit international et communautaire européen. Reflets de l'évolution de la place et du rôle joués par les instances internationales dans la défense des droits des femmes, ces exemples illustrent des mécanismes et des stratégies exploitées à de nombreuses reprises par les associations féministes, directement dans leur pays ou par l'intermédiaire de leur Internationale.

## Avant 1914: du bienfait des transferts culturels entre nations

L'indifférence ou l'opposition que rencontre le premier féminisme belge à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le pousse rapidement à compenser sa faiblesse structurelle en recherchant des appuis internationaux. Dès 1896, les féministes entretiennent des contacts suivis avec le Conseil international des femmes (CIF) créé en 1888. Cette «association-coupole» qui fédère un ensemble de Conseils nationaux, est mise sur pied par des Américaines animées par l'idée utopique de créer un parlement mondial des femmes (Rupp 1997; Gubin & Van Molle 2005). Paradoxalement, ces liens internationaux entérinent son ancrage national car pour s'affilier officiellement au CIF, le féminisme belge doit dans un premier temps se structurer en Conseil *national* des femmes belges (Gubin 2007).

---

prévue dans les *Mémoires* de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

L'avantage sera double: le féminisme belge y puise une crédibilité mais aussi une visibilité internationale qui confirme sa position nationale tout en tissant des liens transnationaux avec les autres conseils de femmes. De plus, il se familiarise à «un mode d'organisation et de travail structuré» (Gubin 2007) et y puise une culture commune qui inspire et formate son programme revendicatif.

Si le féminisme belge d'avant 1914 est marqué par le contexte de politique intérieure, il est aussi le fruit, au-delà des frontières nationales, d'une série de transferts culturels qui vont véritablement le modeler. Ces liens se concrétisent par de nombreux contacts notamment avec la France (Gubin, Piette et Jacques 1997, 36-68) et les Pays-Bas et se matérialisent par la tenue à Bruxelles de trois congrès féministes internationaux en 1897, 1902 et 1912. Des féministes belges tissent également des liens avec d'autres associations internationales que le CIF, comme l'Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes (AISF 1904). Elles y découvrent les conditions politiques, civiques et économiques des femmes des pays occidentaux et leurs stratégies militantes pour obtenir plus d'égalité. Elles y puisent surtout la conviction que la résolution des discriminations, tant sexuées que sociales, nécessitera le recours à une action internationale. De plus, ces contacts internationaux les familiarisent au suffragisme auquel elles se rallient vers 1912-1913, alors que jusque-là, à la différence des féministes européennes, les féministes belges considéraient la conquête du suffrage comme secondaire – les femmes belges obtiennent l'éligibilité à tous les niveaux de pouvoir et le droit de vote au niveau communal en 1920 mais devront attendre 1948 pour la province et le législatif –, l'urgence résidant pour elles dans l'égalité économique et civile (Gubin 1994, 56-57; Carlier 2010, 35-38). En matière d'égalité civile, le combat se focalise sur le statut de la femme mariée, doublé d'un programme revendicatif qui vise l'égalité économique des femmes: accès à l'ensemble des professions, gestion du fruit de leur travail, égalité salariale, etc. Proches des milieux libéraux, les féministes estiment dans un premier temps que les droits politiques ne peuvent s'exercer en toute indépendance qu'à la seule condition que les femmes ne soient soumises à l'autorité ni d'un patron, ni d'un mari. Mais la lenteur des réformes, les contacts avec féministes suffragistes à l'étranger, le tout sur fond de lutte pour le suffrage universel ont raison de leur réticence et dès 1912-1913, elles optent pour un programme résolument suffragiste.

Dans ce climat d'internationalisme et d'échanges, l'ultimatum allemand du 2 août 1914, exigeant le passage des troupes à travers la Belgique, en violation de la neutralité obligatoire et garantie du pays, fait l'effet d'une bombe et suscite un extraordinaire élan patriotique qui sidère tous les observateurs étrangers. De pays qui «boit, mange et digère», la Belgique se transforme brutalement en pays résistant et martyr dont les souffrances sont abondamment utilisées par la propagande de guerre alliée.

Pour les féministes, la guerre de 1914-1918 marque donc l'irruption d'un patriotisme qu'il faut désormais ajuster tant bien que mal avec l'idéal de sororité internationale. Elles reconvertissent l'ensemble de leurs activités dans l'effort de guerre, au sein de l'Union patriotique des femmes belges, fondée officiellement le 8 août 1914, et rapidement intégrée au Comité national de secours et d'alimentation qui organisera l'aide aux civils durant les quatre années de guerre (Boël & Duchêne 1955; Jacques 2008, 25-26).

## Le droit à l'égalité: la scène internationale comme tremplin

Déjà persuadées avant 1914 que les inégalités sexuées ne trouveront de solution que traitées au niveau mondial, la conviction des féministes se renforce durant l'entre-deux-guerres avec la création de la Société des nations (SDN), de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et du Bureau International du Travail (BIT). L'idée d'une organisation mondiale basée sur une constitution universelle, sur une idéologie politique et une culture communes, correspond admirablement bien aux aspirations du féminisme international et, rapidement, les associations féministes se dotent de moyens efficaces pour exercer un lobbying auprès de la jeune SDN.

Néanmoins, si la mise sur pied de la SDN encourage les perspectives internationales des féministes belges, l'évolution d'une politique commune en matière de travail, orchestrée par l'OIT et le BIT, les divise, faisant naître de nouveaux groupes, comme l'*Open Door Council* créé durant l'été 1926 et rebaptisé *Open Door International* en 1929. Ces féministes réagissent à la politique de l'OIT en matière de protection

spécifique des travailleuses car elles y voient une entrave au travail féminin. Elles revendiquent au contraire une stricte égalité entre les sexes en matière de droit au travail. Plusieurs Belges s'impliquent dans ces nouvelles initiatives et créent une branche nationale en 1928, le Groupement Belge pour l'Affranchissement de la Femme (GBAF) qui se scindera ensuite en deux, le Groupement Belge de la Porte Ouverte (GBPO) et Égalité (Jacques 2008, 34-36).

Dès l'entre-deux-guerres, les instances supranationales apparaissent donc aux féministes comme des interlocuteurs de choix pour débattre des problèmes qu'elles cherchent à résoudre au plan national. Dès lors, leur action se situe à deux niveaux: auprès de chaque gouvernement pour que leurs délégués influencent les décisions des instances supranationales dans le sens qu'elles espèrent, mais aussi auprès des instances internationales, *via* leur association internationale, pour que celles-ci influencent les gouvernements nationaux. Il s'agit en quelque sorte de mettre en place une «politique-boomerang». Développant une stratégie déjà éprouvée dans leur pays, les féministes peaufinent un lobbying efficace auprès des organisations internationales (Jacques 2010, 49-61) et cette stratégie se renforce encore après la Seconde Guerre mondiale en raison du poids accru des instances internationales.

Pourtant cette stratégie rencontre parfois des obstacles internes. Car si les deux guerres mondiales ont accentué la volonté générale de résoudre les conflits par voie de négociation, elles ont aussi creusé de profondes divisions parmi les conseils nationaux de femmes. Fortement engagées dans la lutte patriotique et/ou démocratique, les féministes belges ont du mal à renouer avec les groupes de femmes des pays adverses. Les deux sorties de guerre posent à chaque fois la question de la reprise des relations internationales, qui s'effectue sur deux plans: la poursuite du pacifisme antérieur à 1914, la participation aux nouvelles structures supranationales, concrétisée par la mise sur pied d'instances comme la SDN, le BIT, l'OIT puis les Nations unies et ses agences spécialisées. Ce recours à l'action internationale, à la fois dans le but d'améliorer la condition des femmes dans le monde, mais aussi, de manière précise, dans leur pays d'origine, est illustré par trois exemples qui correspondent à des stades de maturation de la stratégie féministe et qui laissent aussi transparaître les enjeux qu'ils ont représentés pour les féministes belges pour imposer leurs idées dans leur pays.

## La question de la nationalité de la femme mariée

En vertu du Code civil (1804), une femme belge qui épouse un homme d'une autre nationalité adopte celle de son mari. Cette règle, ayant déjà causé de nombreux drames durant la Première Guerre mondiale et dans l'immédiat de l'après-guerre, fait problème pratiquement dans tous les pays européens par son maintien. La Belgique est parmi les premiers à résoudre cette épineuse question, juste après la Russie soviétique (1918), tandis que la France ne s'y résoudra qu'en 1927 (Le Naour 2004, 144-145). Les féministes jugent inacceptable que la nationalité de la femme soit liée à celle du mari et réclament une égalité totale entre les sexes en matière de nationalité. L'enjeu est fondamental, non seulement en termes de principe mais aussi plus concrètement en termes d'exercice des droits: dans certains pays, les femmes ont obtenu le droit de vote et l'éligibilité mais perdent ces droits en épousant un ressortissant d'un pays où ceux-ci ne leur sont pas reconnus. La question de la nationalité de la femme mariée est typiquement une question universelle qui ne peut trouver de solution valable qu'au plan international. Par conséquent, en dépit des différences selon les législations nationales, les associations féministes inscrivent la question à l'ordre du jour des instances internationales.

Mais au-delà de droits spécifiques, les féministes sont également persuadées, parfois jusqu'à l'obsession, que les travaux de la SDN déboucheront à terme sur un code juridique applicable au monde entier. Le projet de codification du droit international, amorcé par la SDN, leur semble donc un formidable enjeu puisqu'il aboutira soit à l'émancipation complète des femmes, soit à leur assujettissement (Jacques 2006, 267-277). Le 13 mars 1930, la première conférence de la SDN pour la codification des lois internationales s'ouvre à La Haye. Le CIF et l'AIFS orchestrent, *via* leurs différentes filières nationales, une campagne de sensibilisation sur la question des droits égaux entre les sexes en matière de nationalité. Le CIF et l'AIFS les informent sur cette matière complexe, notamment par le biais d'une brochure rédigée sous la direction de Chrystal MacMillan (Clarke 1983)<sup>2</sup> pour la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, à l'occasion de son 5<sup>e</sup> Congrès à

2 Chrystal Macmillan (1882-1937), avocate née à Edimbourg, totalement vouée au féminisme, est notamment la secrétaire de l'Alliance internationale des femmes pour le suffrage (AIFS) et l'une des fondatrices de l'*Open Door Council*.

Genève, le 13 août 1929. Ils insistent auprès de leurs branches nationales pour que chacune obtienne de son gouvernement qu'il nomme dans sa délégation «des femmes compétentes et qualifiées» qui soutiendront les vues féministes<sup>3</sup>.

Dans certains pays, dont la Belgique, ce lobbying est payant et le ministre des Affaires étrangères, le libéral Paul Hymans, désigne parmi la délégation Marcelle Renson, une jeune avocate féministe convaincue, membre de la Fédération des femmes universitaires, du GBPO, de l'ODI et de l' AISF. Dans le paysage féministe belge, elle est loin d'être une inconnue. C'est elle, notamment, qui fut l'éminence grise d'Emile Vandervelde, ministre socialiste de la Justice, qui déposa le projet de loi autorisant les femmes à exercer la profession d'avocate en 1922. La nomination de Marcelle Renson est saluée par les féministes belges, mais aussi par les féministes étrangères, comme une grande victoire<sup>4</sup>.

A La Haye, dès le 14 mars 1930, au lendemain de l'ouverture de la Conférence internationale, les associations féministes internationales organisent en parallèle une conférence alternative, appelée *Joint Demonstration on the Nationality of Married Women*. Des personnalités féministes éminentes prennent la parole: l'avocate belge Georgette Ciselet, amie de Marcelle Renson, Chrystal Macmillan, Maria Vérone pour la France, Ellen Wilkinson (Uglow 1979, 578; Vernon 1983, 422-423)<sup>5</sup> pour la Grande Bretagne, Winifred Cullis (Vallance 1983, 116-117)<sup>6</sup>, Maud Wood Park<sup>7</sup> (Hartman-Strom 1980, 519-522)<sup>8</sup>, etc. L'objectif est, *grosso modo*, d'obtenir «que le droit de la femme de garder sa nationalité

3 Appel lancé par le CIF et l' AISF en vue de l'organisation de la manifestation de La Haye (3 décembre 1929): Carhif, F. L. De Craene, 45.

4 Lettre de Katrine Bompas à Elise Soyer, 8 décembre 1929, Lettre d'Emilie Gourd à Elise Soyer, 29 mars 1930 et Lettre du *National Women Party* à Elise Soyer, 15 mars 1930: Mundaenum, F. Féminisme, CNFB 01.

5 Ellen Wilkinson (1891-1947) est syndicaliste anglaise, féministe et politicienne. Influencée par Sylvia Pankhurst, elle oriente le mouvement des femmes sur la question du travail féminin. Elle est surnommée 'red Ellen'.

6 Winifred Cullis (1875-1956), professeure émérite en physiologie de l'université de Londres, est l'une des fondatrices de la *British Federation of University Women* et de l'association internationale des femmes universitaires.

7 Maud Park, ép. Wood (1871-1955), Américaine, suffragiste, est la première présidente de la *League of Women Voters*.

8 *Report of the Joint Demonstration and Joint Conference*, 14 march 1930, publié par IWC et IAWSEC, London, pp. 4-5 (version française) et pp. 2-3 (version anglaise); 9-10: Carhif, F. L. De Craene, 45.



ou d'en changer [...] ne soit ni perdu ni restreint, soit à cause de son sexe, soit à cause de son mariage et que la nationalité d'une femme mariée ou célibataire ne puisse être changée sans son consentement [...], si ce n'est dans les conditions qui affectent la nationalité de l'homme» (Ciselet 1930, 22).

La Convention de La Haye, qui clôture les travaux de la conférence officielle, maintient cependant l'assujettissement de la nationalité de l'épouse à celle du mari (articles 8 à 11). Mais grâce à la détermination de Marcelle Renson, une petite brèche est néanmoins percée: le vœu VI, annexé à la Convention, recommande en effet aux États d'introduire dans leur législation le principe d'égalité entre les sexes à propos de la nationalité et demande que la nationalité de la femme ne soit pas affectée par celle de son mari sans son consentement. Ce demi-échec (ou demi-victoire) suscitent des remous parmi les associations féministes, qui ne parviennent pas à s'accorder sur une stratégie commune. Deux camps s'affrontent: le premier estime que cette recommandation peut servir d'amorce pour mener un lobbying serré auprès des gouvernements nationaux, le second, nettement plus radical, entend boycotter la Convention et tout mettre en œuvre pour qu'elle ne soit pas ratifiée par les États-membres. Après cinq années de négociations, la SDN décide d'élargir la question de la nationalité de la femme mariée à celle, plus vaste, du statut général de la femme (Jacques 2006, 267-277).

En Belgique, à la requête de la Fédération belge pour le suffrage des femmes, le ministre des Affaires étrangères décide de ne pas émettre d'avis sur la nationalité de la femme mariée à la SDN avant d'avoir consulté les principales associations féminines (Boël et Gordon 1938, 186). Toutefois, celles-ci ne sont pas d'accord entre elles et des discussions tendues ont lieu entre la Fédération belge pour le suffrage des femmes, la Fédération des femmes catholiques, les LOFC, la Fédération des femmes libérales, le Comité national des femmes socialistes, la FBFU et le Groupement belge pour l'affranchissement de la femme. Après deux séances de négociations, un texte rédigé en commun (mais à l'exception du CNFB) approuve les articles relatifs à la nationalité des apatrides et des bipatrides – articles 8 à 11 de la Convention. Sur ces points les féministes belges se démarquent des associations féministes internationales – mais pas pour ceux relatifs à la nationalité de la femme mariée. Le texte indique que la Convention doit «être remplacée par une convention nouvelle, plus large, basée sur le principe de l'égalité entre l'homme et la

femme en matière de nationalité, harmonisée avec l'unité de la famille et l'intérêt des enfants». Pour sa part, le CNFB est en proie à de fortes divisions car plusieurs personnalités n'approuvent pas l'option du CIF, qui vise à remettre la Convention sur le métier<sup>9</sup>.

Dans ce cas-ci, l'impact de l'échelon international peut sembler mince mais les remous suscités en Belgique par cette question ont fait naître des débats sur le bien-fondé (ou non) d'introduire la notion d'égalité entre les sexes dans un texte légal, non plus simplement par rapport à une question spécifique comme le droit de vote ou l'exercice d'une profession, mais dans le cadre général d'un droit inhérent à la personne humaine.

Si la question de la nationalité de la femme mariée, ainsi que celle du statut de la femme, font toujours l'objet de négociations et d'un lobby serré (quelquefois contradictoire) des associations féministes internationales auprès de la SDN dans les années 1930, et si ce lobbying ne débouche pas sur de réelles avancées, le féminisme international n'en retire pas moins une belle victoire. Il est parvenu à convaincre les membres de la SDN que le statut de la femme n'est pas seulement une question nationale mais bien internationale, qui ne peut trouver de solution durable que par le biais des réglementations internationales (Miller 1994, 238). Cette conviction, désormais bien ancrée, sera reprise au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par l'ONU. La convention sur la nationalité de la femme mariée sera adoptée par l'Assemblée des Nations Unies, le 29 janvier 1957, dans le sens souhaité et recherché par les féministes. Elle stipule que ni le mariage ni sa dissolution et ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne peut modifier *ipso facto* la nationalité de l'épouse.

9 Procès verbal de la séance de la commission lois du CNFB du 12 mars 1932: Mundaneum, F. Féminisme, CNFB 01.

## La Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme

Après la Seconde Guerre mondiale, les féministes mettent tous leurs espoirs dans l'ONU, cette SDN «reliftée», qu'elles espèrent capable de redonner sens à la vie en écartant à jamais la barbarie et les ignominies de la guerre. La Charte des Nations Unies en 1945 et plus encore la Déclaration des droits de l'homme de 1948 incarnent cet idéal. Les féministes se rallient au message des droits humains, plus cruciaux, selon elles, pour les femmes que pour les hommes.

Désormais, chaque fois que les féministes belges formuleront une revendication en matière d'égalité, elles se référeront à ces deux grands textes, ratifiés par la Belgique, et qui proclament le droit à l'égalité entre les hommes et les femmes. Elles légitiment désormais la cause des femmes en invoquant les droits universels de la personne humaine<sup>10</sup>: «Il faut aussi que nous, femmes belges, nous obtenions l'application de ces principes dans la législation et dans la vie quotidienne de notre pays. En réclamant la reconnaissance entière de nos droits comme êtres humains, nous contribuerons, d'ailleurs, à l'établissement d'une justice plus grande et d'un monde meilleur»<sup>11</sup>.

Le respect des droits humains – et non plus seulement la conquête de droits pour les femmes – devient donc un nouvel enjeu de l'égalité des hommes et des femmes dès la fin des années 1940. En Belgique, cette étape coïncide avec la présence, au Parlement, de deux féministes notoires, la libérale Georgette Ciselet et la socialiste Jeanne Vandervelde, toutes deux sur les bancs du Sénat dès 1946 et profitant de leur droit d'initiative pour déposer des propositions de loi qui ne manquent jamais de se référer aux grandes conventions internationales proclamant l'égalité entre les sexes (Jacques 2008, 129-131). Deux essais pour inscrire l'égalité des hommes et des femmes dans la Constitution sont tentés

10 Communication aux associations féministes d'une conférence faite par Germaine Cyfer-Diderich à la Ligue belge pour la défense des droits de l'homme, Bruxelles le 5 décembre 1955: Mundaneum, F. Féminisme, CNFB, 13.

11 «La déclaration universelle des droits de l'homme», *Bulletin du CNFB*, février 1951, p. 3.

en 1953 et en 1954<sup>12</sup>, mais ils sont bloqués par le Parti social chrétien, toujours adepte de «l'égalité dans la différence», c'est-à-dire de la complémentarité des hommes et des femmes. La question reviendra à plusieurs reprises sur le tapis, de même que celle de la «loi salique», qui exclut les filles du trône et les prive, en conséquence, du mandat de sénateur de droit accordé aux héritiers de la Couronne. L'opposition opiniâtre que ces revendications symboliques rencontrent, montre combien des résistances viscérales persistent dans la société vis-à-vis de l'égalité des sexes. Il faudra attendre la révision constitutionnelle du 21 février 2002 pour que l'ancien article 6, devenu l'article 10, spécifie que «l'égalité entre les hommes et les femmes est garantie», disposition entrée en vigueur symboliquement le 8 mars 2002<sup>13</sup>.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les associations féministes poursuivent toujours la même tactique, en agissant sur deux niveaux: auprès des autorités belges pour leur rappeler la nécessité de respecter les conventions internationales et auprès de leur association internationale pour lui signaler tous les manquements. Elles n'hésitent pas à contredire, s'il le faut, les rapports officiels envoyés par le gouvernement belge<sup>14</sup> ou plus prosaïquement à pallier l'absence de rapport officiel<sup>15</sup> en utilisant les rapports des ONGs ayant un statut consultatif. Au niveau national, elles font pression sur les autorités belges, à la demande

12 *Annales parlementaires*, session ord. 1953-1954, Sénat, 1<sup>er</sup> décembre 1953; Cité par VERMEYLEN, P., «L'égalité des sexes», *Le Soir*, 27/02/1954.

13 *Moniteur belge*, du 26 février 2002. La lenteur de cette réforme s'explique sans doute en grande partie par la très faible représentation des femmes au parlement. Elles atteignent pour la première fois la barre des 10% aux élections de 1991.

14 Lettre du chef de section de la direction de l'organisation internationale et règlement de la paix à la présidente du GBPO, 22 juillet 1949: Carhif, F. GBPO, 172.

15 Lettre du GBPO au Premier ministre, 24 mars 1949: Carhif, F. GBPO, 172; de l'ODI aux branches affiliées: Rapport destiné à la Conférence internationale du travail. Égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, 27 novembre 1950: Carhif, F. GBPO, 176; «Au Conseil international des femmes. Réunion du comité exécutif à Reading», *Bulletin du CNFB*, n° 38, novembre-décembre 1952, p. 3; «Rapport de la délégation belge à Helsinki», *Bulletin du CNFB*, 48, juillet-août 1954, p. 11-12; «16<sup>e</sup> Assemblée générale du CIF, Istanbul, 22 août-1<sup>er</sup> septembre 1960», *Bulletin du CNFB*, 85, sept/octobre 1960, p. 10; «Note sur la situation générale en Belgique» rédigé par le CNFB à l'usage du CIF, 1954: Carhif, F. CNFB, 45-1.

de leurs organisations internationales<sup>16</sup> ou de leur propre initiative, et, en parallèle, elles sensibilisent l'opinion publique. Dans le cas présent, on peut parler d'une véritable stratégie de présence à long terme. Malgré les échecs successifs qu'elles essuient, elles ne lâchent jamais prise.

Par ailleurs, le développement du droit international, mais surtout du droit communautaire européen dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, leur sert également de moyen pour faire progresser la cause des femmes dans leur pays. C'est le combat mené tout particulièrement par une juriste, Professeure de droit à l'Université Libre de Bruxelles, Eliane Vogel-Polsky (Gubin & Jacques 2007). Quelques affaires retentissantes permettent de faire progresser la cause des femmes, en Belgique mais aussi dans les autres États-membres. Nous en retiendrons deux, particulièrement marquantes par leur retentissement: la grève des ouvrières de la FN en 1966 et l'affaire des hôtesse de la Sabena. Chacune a permis de faire progresser, grâce au recours à l'action internationale, une situation nationale jusque-là bloquée.

## Le droit international et européen comme outil en faveur de l'égalité sexuée

Dans les années 1960, en Belgique, l'égalité salariale des femmes et des hommes est loin d'être une réalité. Ce ne sont pourtant pas les textes qui font défaut. Proclamée précocement par le Traité de Versailles après la Première Guerre mondiale, l'égalité salariale entre les sexes est reprise dans le principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes de la Charte des Nations Unies en 1945 (Jacques & Lefebvre 2005, 121-147), proclamée à nouveau par la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU en 1948, puis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe en 1950, l'égalité salariale reste toujours lettre morte dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

En Belgique, elle est réaffirmée lors de la Conférence nationale du Travail en 1944, mais sa réalisation se heurte à la mollesse des syndicats

16 Rapport de Germaine Cyfer-Diderich sur la réunion d'Helsinki de la commission travail du CIF, juin 1954: Carhif, F. CNFB, 21-2.

qui n'en font jamais un objectif prioritaire lors des négociations sectorielles. Le Traité de Rome qui dessine les fondements de la Communauté économique européenne en 1957 comporte également un article, l'article 119, resté presque partout un vœu pieux, relatif à l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes (Coenen 1991, 51-63; Gubbels 1966, 11). En Belgique, comme dans la plupart des États-membres, et en dépit des injonctions faites régulièrement aux partenaires sociaux pour qu'ils respectent les engagements européens<sup>17</sup>, cette égalité des salaires demeure lettre morte et suscite des manifestations de plus en plus nettes d'impatience parmi les ouvrières. En 1962 une grève sauvage éclate aux ACEC de Charleroi, grève qui annonce celle des ouvrières de la Fabrique Nationale d'Armes (FN) à Herstal, en 1966. Première grève féminine d'envergure placée sous le sceau du droit social européen, et réclamant l'application immédiate de l'article 119 du Traité de Rome, cette grève de femmes frappe l'opinion publique par sa durée et par la solidarité des délégations syndicales venues de France, d'Italie, des Pays-Bas (Gubbels 1966; Vogel 2006, 41-42).

Le 16 février 1966, près de 3000 ouvrières de la Fabrique nationale d'Armes à Herstal près de Liège se mettent en grève sans préavis. Les syndicats, dont les dirigeants sont tous des hommes, sont débordés. Forcés et contraints, ils doivent bien couvrir le mouvement. D'emblée, la grève reçoit le soutien des féministes et des associations féminines de masse (Femmes prévoyantes socialistes et Ligues ouvrières féminines chrétiennes). C'est l'explosion à l'air libre d'années de lutte menées en coulisse<sup>18</sup>. Après plusieurs semaines de grève, si l'égalité salariale n'est pas obtenue, une augmentation de salaire est concédée de même que la promesse d'une commission pour l'égalisation des salaires masculins et féminins qui se penchera sur le problème (Gubbels 1966, 54-57).

Dans la foulée de cette grève et des comités de réflexion qu'elle a suscités, Eliane Vogel-Polsky tente de porter la question de l'inégalité salariale devant la Cour européenne de Justice à Luxembourg. Elle cherche en effet à obtenir un jugement qui reconnaisse clairement que l'article 119 est d'application immédiate dans les États-membres de l'Union. Après de nombreux échecs, la Cour de Justice de Luxembourg

17 «L'égalité de rémunération en Belgique», note de M. Ledrus, déc.: Carhif F. CNFB 45-2.

18 Lettre du CNFB aux grévistes, 4 mars 1966: Carhif, F. CNFB, 18; Procès verbal de la commission travail du CNFB, 1/3/1966: Carhif F. GBPO, 407.

condamne enfin les discriminations de traitement – affaire Mertens, 1967 (Gubin & Jacques 2007, 86-87) – et admet le caractère immédiatement contraignant de l'article 119. Mais c'est une victoire amère car si l'arrêt royal du 27 octobre 1967 confirme le principe 'A travail égal, salaire égal' et ouvre des voies de recours devant les tribunaux pour les travailleuses, il les assortit d'une série de mesures qui confirme la réglementation spécifique du travail féminin confortant ainsi la ségrégation sexuée du travail.

La seconde affaire, celle qui oppose l'hôtesse de l'air Gabrielle Defrenne à son employeur, la Sabena – Gabrielle Defrenne, défendue par Eliane Vogel et Marie-Thérèse Cuvelliez, obtient gain de cause –, marque tout autant le droit social communautaire. Cet arrêt fait jurisprudence dans de nombreux pays européens. En tant qu'hôtesse de l'air, Gabrielle Defrenne est licenciée à l'âge de 40 ans, comme le prévoit son contrat de travail. Néanmoins, comme les stewards masculins sont autorisés à travailler jusqu'à l'âge de la retraite elle entame une action en justice pour discrimination sexuée. Après dix ans de procédure, la Cour européenne de Justice, s'appuyant sur l'article 119 du Traité de Rome, reconnaît la discrimination et affirme l'obligation pour les États-membres de modifier en conséquence leur législation du travail. Victoire féministe importante au plan européen, mais qui permet également aux féministes belges d'engranger quelques avancées au plan national en droit du travail, notamment par l'obtention d'un véritable statut pour les hôtesses de l'air (Gubin & Jacques 2007, 89-95)<sup>19</sup>.

## Conclusion

Longtemps privées de leurs droits politiques, les féministes belges ont développé des stratégies pour intervenir dans la sphère publique politique. Souvent guidées par la conviction que les hommes sont incapables de gérer l'intérêt général, elles cherchent dans des structures supranationales les relais nécessaires pour influencer une politique nationale dont elles sont totalement exclues.

19 Arrêt du 8 avril 1976; CJCE, Aff. 43/75, Defrenne contre Sabena.

Les liens noués par les féministes belges avec leurs consœurs, notamment à l'occasion de congrès internationaux, leur permettent ainsi d'accéder précocement à l'action internationale, et leur inscription précoce dans le mouvement international leur fournit l'occasion de faire leurs premières armes, avant même d'avoir obtenu le suffrage et l'éligibilité dans leur propre pays.

Avant 1914, les féministes belges puisent également dans le creuset international une légitimité qu'elles peinent à obtenir dans leur pays. Elles y font l'apprentissage du militantisme et s'approprient une culture et un savoir-faire féministes. L'utilisation qu'elles font alors des dynamiques transnationales et internationales s'inscrit dans une double stratégie, patiemment mise au point: obtenir des retombées au plan national par le biais d'une action internationale, et inversement, conforter leur ancrage national par le biais d'une reconnaissance internationale.

Cette mobilisation de l'arme internationale exige un fort capital social et intellectuel et l'accès à des réseaux cosmopolites d'influence. Ce sont des atouts dont disposent les premières féministes belges, issues des classes cultivées et/ou aisées de la société. L'arrivée d'une nouvelle génération, après la Première Guerre mondiale, perturbe quelque peu ce jeu subtil de réseaux mondains. Il est toutefois avantageusement compensé par l'expertise et la spécialisation d'une nouvelle génération universitaire, composée de jeunes juristes, qui posent véritablement les fondements des revendications féministes.

Grâce à leur savoir-faire, le féminisme belge s'est doté d'une solide logique juridique et théorique qui lui a permis d'intervenir auprès des instances internationales et d'utiliser à son profit la législation internationale. Ces féministes utilisent le droit, comme outil d'analyse pour mesurer les inégalités sexuées puis comme moyen de produire de l'égalité. Elles développent donc depuis le début du siècle une stratégie continue, et continuellement affinée, qui consiste à puiser dans des grandes conventions internationales, dans la législation européenne, les éléments susceptibles de contraindre la législation nationale à plus d'égalité. Elles le font en exerçant un lobby intensif directement auprès des associations internationales, *via* leur propre groupement international, indirectement *via* les relais dont elles disposent auprès de délégués nationaux. L'imbrication des stratagèmes est tel, qu'il est quasiment impossible de démêler le militantisme international de ses retombées espérées au plan national, et inversement.



*In fine*, les résultats engrangés sont le fruit d'un tenace lobbying féministe sur la scène internationale et non pas celui du hasard ou de l'évolution inéluctable de l'humanité vers plus d'égalité entre les sexes, comme certains tentent de le faire croire.

## Références

- BOËL, Marthe et DUCHENE, Christiane, 1955, *Le féminisme en Belgique 1892-1914*, Bruxelles, CNFB.
- BOËL, Marthe et GORDON, Maria Ogilvie, 1938, *Historiques des Conseils Nationaux Affiliés*, Bruxelles, Conseil International des femmes.
- CARLIER, Julie, 2010, «Réseaux transnationaux et la construction d'une identité féministe collective: transferts oubliés, connexions et conflits dans le cas de la Belgique (1890-1918)», in Bérengère MARQUES-PEREIRA, Petra MEIER et David PATERNOTTE (Dir.), *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain-La-Neuve, Bruylant, pp. 35-48.
- CISELET, Georgette, 1930, «Une manifestation internationale à propos de la nationalité de la femme mariée», *L'Affranchissement de la femme. Bulletin trimestriel du Groupement belge pour l'affranchissement de la femme*, avril-mai, pp. 21-24.
- CRAWFORD, Anne, HAYTER, Tony, HUGUES, Ann, PROCHAS, Frank, STAFFORD, Pauline, VALLANCE, Elizabeth (eds.), 1983, *The European Biographical Dictionary of British Women. Over 1000 Notable Women from Britain Past*, London, Gale research Co.
- COENEN, Marie-Thérèse, 1991, *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe*, Bruxelles, Pol-His.
- GUBBELS, Robert, 1966, *La grève au féminin. Essai d'analyse du mouvement revendicatif à la fabrique nationale d'armes de guerre*, Bruxelles, Editions du CERSE.
- GUBIN, Eliane, 2007, «Les femmes dans le processus de démocratisation de la société belge (1890-1921)», in Els WITTE, Ginnette KURGAN-VAN HENTENRIJK et al. (eds), *Natie en democratie – Nation et Démocratie, (1890-1921)*, Actes du Colloque interuniversitaire Bruxelles, 8-9 juin 2006, KVAB, pp. 123-131.

- GUBIN, Eliane, 1994, «Genre et citoyenneté en Belgique. 1885-1921», in Hans-Ulrich JOST, Monique PAVILLON et François VALLOTON (dir.), *La politique des droits. Citoyenneté et construction des genres aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles*, Paris, Kimé, pp. 53-71.
- GUBIN, Eliane, PIETTE, Valérie et JACQUES, Catherine, 1997, «Féminismes belge et français de 1830 à 1914. Une approche comparée», *Le mouvement social*, 178, janvier-mars, pp. 36-68.
- GUBIN, Eliane en col. JACQUES, Catherine, 2007, *Eliane Vogel-Polsly. Une femme de conviction*, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, Bruxelles, Carhif.
- GUBIN, Eliane et VAN MOLLE, Leen (dir.), 2005, *Des femmes qui changent le monde. Histoire du conseil international des femmes 1888-1988*, Bruxelles, Editions Racines.
- JACQUES, Catherine, 2008, *Les féministes et le changement social en Belgique (1918-19868). Programmes, stratégies et réseaux*, vol. 1, Doctorat ULB/Université d'Angers.
- , 2010, «Mouvements féministes et dynamiques transnationales et internationales. Le cas belge (1918-1960)», in Bérengère MARQUES-PEREIRA, Petra MEIER et David PATERNOTTE (dir.), *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain-La-Neuve, Bruylant, pp. 49-60.
- , 2006, «Des lobbys féministes à la SDN: l'exemple des débats sur la nationalité de la femme mariée (1830-1935)», in Jean-Marc DELAUNAY et Yves DENECHERE (dir.), *Femmes et relations internationales au 20<sup>ème</sup>*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 267-277.
- JACQUES, Catherine et LEFEBVRE, Sylvie, 2005, «Dans le sillage de l'ONU. Restructuration et nouveaux modes d'action de 1945 à nos jours», *Des Femmes qui changent le monde. Histoire du CIF*, Bruxelles, Editions Racine, pp. 121-147.
- LE NAOUR, Jean-Yves, 2004, «Le territoire national de la femme mariée (1914-1927)», in Christine BARD (dir.), *Le genre des territoires. Féminin, masculin, neutre*, Angers, Presses Universitaires d'Angers, pp. 139-147.
- MILLER, Carroll, 1994, «Geneva – the Key to equality: inter-war feminists and the League of nations», *Women's History review*, pp. 219-245.
- RUPP, Leila J., 1997, *Worlds of Women. The Making of an International Women's Movement*, Princeton, Princeton University Press.

- STENGERS, Jean et GUBIN, Eliane, 2002, *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, t. 2, *Le Grand siècle de la nationalité belge*, Bruxelles, Editions Racine.
- UGLOW, Jennifer S. (revised by Maggy Hendry), 1979, *The Northeastern Dictionary of Women's Biography*, 3<sup>e</sup> ed., Boston, Northeastern University Press.
- VOGEL, E., 2006, «Cinquante ans de droit du travail», in Michel SYLIN (ed.), *Cinquante ans d'évolution du travail. De la semaine de 5 jours à la directive Bolkestein*, Bruxelles, ULB, pp. 30-46.

# La mobilisation politique des femmes immigrées au niveau européen: quelles stratégies pour quels enjeux?

Isabelle CARLES-BERKOWITZ

Depuis l'introduction du Traité d'Amsterdam, l'Union européenne est compétente pour traiter des questions d'immigration, d'intégration et d'asile. Elle s'est aussi outillée pour lutter contre les discriminations basées sur l'origine ethnique<sup>1</sup> et le genre et elle mène des politiques tendant à réaliser l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Consciente de la présence de plus en plus importante d'une migration féminine et du rôle économique actif joué par ces femmes, elle reconnaît la nécessité de promouvoir l'égalité femmes/hommes dans les politiques d'immigration et d'intégration et de mettre en œuvre des actions plus ciblées à l'égard des femmes dans le cadre de la politique commune d'immigration (Pratt 2007). Cependant, les femmes étrangères ou d'origine étrangère<sup>2</sup> restent les parentes pauvres des politiques européennes, oubliées tant des politiques d'égalité des chances femmes/hommes et de lutte contre les discriminations que des politiques européennes d'immigration et d'intégration qui ne comprennent pas de dimension de genre.

Face à ces carences, se pose la question de la représentation et de la défense des intérêts de ces femmes. Quelle place pour les femmes immi-

- 1 La définition de la discrimination raciale retenue est celle de la Convention Internationale des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965): «Toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire, compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique» (Article 1.1).
- 2 Pour des commodités de langage, j'utiliserai ensuite l'expression «femmes immigrées» pour désigner à la fois les femmes étrangères et celles d'origine étrangère, c'est-à-dire pour les secondes, les femmes issues des générations subséquentes de l'immigration et qui sont pour la plupart nées dans l'UE.

grées au sein des mouvements féministes européens déjà existants? Autour de quels enjeux peut se faire une mobilisation compte tenu de la diversité des situations de ces femmes à travers l'Union et avec quelles stratégies? Et quelles peuvent être les articulations avec les thèmes féministes actuels?

La structuration au niveau européen du mouvement des femmes immigrées permettrait d'enrichir le mouvement féministe, en favorisant les connexions entre les organisations féministes «classiques» et celles des femmes immigrées et en facilitant le développement d'organisations transnationales entre l'Union européenne et les pays d'origine des femmes immigrées, dans le contexte de la globalisation et du transnationalisme. Ce dernier concept est entendu ici comme une «organisation qui dépasse le cadre des frontières nationales et qui est l'expression du militantisme local, national, régional et mondial s'incarnant dans des discours transnationaux» (Desai 2007, 349). La majorité des spécialistes des mouvements sociaux relie le transnationalisme à la mondialisation contemporaine (Seidman 2000; Hamel *et als.* 2001). Le transnationalisme s'inscrirait donc dans la globalisation qui a mené non seulement à une réorganisation de l'économie mais aussi à une nouvelle lecture des relations et des identités sociales, vues désormais comme des espaces fluides et déterritorialisés (Hamel *et als.* 2001). Des espaces et des réseaux sociaux traversant les frontières géographiques, politiques et culturelles sont ainsi créés, obligeant à repenser le cadre traditionnel de référence à l'Etat-nation comme base des revendications identitaires, de stratégies et de méthodes et de cibles de la contestation.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'eupéanisation de la mobilisation politique des femmes immigrées. J'en ferai l'analyse à partir de l'exemple du *Réseau Européen des Femmes Migrantes*<sup>3</sup> (*European Network of Migrant Women*) récemment créé avec l'aide du Lobby Européen des Femmes (LEF), principale organisation féministe d'envergure européenne. La création de ce *Réseau* s'inscrit précisément dans la problématique des liens entre le genre et le transnationalisme en ce qu'il organise à un niveau régional – celui de l'UE – des stratégies permettant de porter des valeurs et des luttes féministes au-delà des frontières nationales par une population qui, par ailleurs, peut vouloir aussi maintenir des liens avec des pays tiers et les organiser en réseau. Même si le fémi-

3 Il sera par la suite dénommé «le Réseau».

nisme transnational n'est pas un phénomène nouveau – que l'on songe aux mouvements abolitionnistes, suffragistes ou socialistes des siècles passés – les nouveaux moyens de communication et notamment le *cyberspace*, lui donnent aujourd'hui une possibilité inégalée de communication et d'accroissement de sa visibilité. Certains auteurs s'accordent d'ailleurs à voir dans le développement des mouvements transnationaux féministes une facette positive de la mondialisation. La globalisation a en effet des conséquences paradoxales et contrastées sur la situation des femmes. Elle s'est accompagnée d'un déclin de l'Etat-providence qui a accentué la féminisation de la pauvreté, et a mené par ricochets à une expansion de la violation des droits des femmes. Les femmes sont en effet plus particulièrement exposées à l'insécurité économique, la pauvreté, l'augmentation des heures de travail rémunérées ou pas (Brenner 2003).

Toutefois la mondialisation a également favorisé les possibilités de travailler solidairement tant au niveau national, régional et international, par la multiplication des connexions entre réseaux féministes. La globalisation permettrait ainsi le développement d'une solidarité transnationale qui favoriserait la promotion du respect des droits fondamentaux partout dans le monde (Moghadam 2007; Brenner 2003). Chandra Mohanty (2002) voit dans ce nouveau féminisme une véritable capacité de transformation politique incluant aussi bien les femmes du Nord que celles du Sud, unies dans des solidarités communes.

Pour d'autres auteurs en revanche, le développement du féminisme transnational constitue la dernière incarnation des féminismes internationaux. Ce serait surtout une nouvelle forme de domination du féminisme du Nord sur celui du Sud, dans la mesure où ce sont les féministes du Nord qui sont les mieux formées et les plus à même d'avoir facilement accès aux ressources (Basu 2004; Waterman 2000; Desai 2007).

L'objectif de l'article est de tenter de saisir, au-delà des lignes de fracture et de tension, ce qui peut être mis en commun entre les mouvements féministes européens et ceux des femmes immigrées autour des principes d'égalité et de non-discrimination pour renforcer l'égalité femmes/hommes sur l'ensemble du territoire européen.

La constitution du réseau, ses stratégies et ses enjeux sont analysés à partir de différentes sources documentaires relatives tant aux politiques européennes d'égalité des chances, d'intégration et d'immigration, qu'aux différents documents produits par le LEF et par le Réseau lui-

même. Plusieurs méthodes ont été utilisées, dont l'observation participante lors de réunions du Réseau ainsi qu'une série d'entretiens avec des actrices-clefs du LEF et du Réseau.

## Un réseau européen pour les Femmes migrantes: pourquoi?

### *Une volonté de diversité au sein du Lobby Européen des Femmes*

Fondé en 1990, le Lobby Européen des Femmes (LEF) a pour missions de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, d'éliminer toutes les formes de discrimination envers les femmes et de s'assurer que le principe du *mainstreaming* de genre est effectivement appliqué dans l'ensemble des politiques européennes<sup>4</sup>. Comme d'autres réseaux transnationaux féministes, le LEF a été traversé par la question de la représentativité de l'ensemble des femmes présentes sur le territoire européen. Ce débat a eu lieu à plusieurs moments de son histoire, notamment dans les années 1990, sous l'impulsion des organisations féministes britanniques socialistes qui demandaient un accroissement de la présence des femmes immigrées au niveau européen. Des tentatives de collaboration entre le LEF et la section des Femmes du Forum des migrants, qui fut au cours des années 1990 la principale organisation européenne représentant les immigrés, eurent aussi lieu (Williams 2003). Mais depuis la disparition de ce Forum, le LEF a été l'une des organisations de défense des femmes immigrées la plus active au niveau européen<sup>5</sup>, insistant sur la nécessité de prendre en compte les besoins et les problèmes spécifiques rencontrés par les femmes immigrées.

Dans les années 2000, le LEF s'est à nouveau interrogé sur la légitimité de sa représentativité, à une période où les réseaux transnationaux regroupant des femmes du Nord et du Sud se développaient, tels que les dialogues féministes au sein du Forum Social Mondial ou encore le ré-

4 Le LEF effectue un travail de plaidoyer auprès des institutions de l'Union européenne tels que le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil des Ministres de l'UE.

5 C'était principalement le LEF qui portait les revendications des femmes immigrées au niveau européen à la conférence contre le racisme de Durban (2001).

seau *Next Generation* au Forum Social Européen. Il a alors été soucieux d'augmenter la diversité au sein de son Conseil d'administration et de mettre en place un réseau autonome de femmes immigrées. Ce qui a été rendu possible grâce à l'obtention d'un financement dans le cadre du Programme EPIM (Programme européen sur l'intégration et la migration)<sup>6</sup>.

Avec le développement de ce réseau, le LEF connaîtrait une seconde phase de son caractère transnational. Le premier était dû à la nature européenne de cette organisation qui mettait en réseau des organisations nationales et avait pour cible des institutions régionales, à savoir européennes. La seconde «révolution» transnationale tiendrait à la promotion de la création d'un réseau autonome de femmes immigrées ayant la volonté d'agir tant au niveau du cadre européen qu'en connexion avec certaines organisations présentes dans leurs pays d'origine, ce qui rendrait les frontières encore plus fluides.

### *Un réseau à la composition diversifiée*

Le réseau est constitué aujourd'hui d'une vingtaine d'organisations nationales implantées dans l'UE<sup>7</sup>. L'aspect novateur du projet tient au caractère hétéroclite du groupe qui réunit des femmes aux nationalités ou aux origines diverses, ayant connu des histoires migratoires variées et possédant des statuts différents, entraînant à leur tour, des expériences diversifiées.

La composition du panel d'organisations représentées au sein du réseau reflète d'ailleurs cette diversité. Certaines organisations se consacrent aux femmes en général<sup>8</sup> mais les ONGs nationales ayant pour prin-

6 Le programme EPIM a été lancé par le Réseau des fondations européennes pour la coopération innovante afin de stimuler le débat et d'encourager un engagement plus large envers le développement de politiques et d'intégration constructives au niveau de l'Union.

7 Autriche, Belgique, Bulgarie, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède, Royaume-Uni.

8 C'est le cas de l'*Estonian Women's League*, *The resource Center for Women* de Lettonie ou encore du Lobby Suédois des Femmes. D'autres ont pour vocation de défendre les droits des migrants et des réfugiés, comme l'Association Hongroise



principal objectif la défense des *femmes immigrées* sont les plus nombreuses<sup>9</sup>. On note aussi la présence d'organisations dédiées aux femmes réfugiées<sup>10</sup> ou ne représentant qu'une seule origine, comme en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Belgique, pays représentés par des femmes originaires d'Afrique sub-saharienne, ou en France, dont l'organisation représente des femmes issues du pourtour méditerranéen.

La composition même du groupe peut mener à la création d'une identité européenne qui dépasse les clivages nationaux et diasporiques dans la mesure où le groupe est composé de femmes dont la solidarité et la coopération se bâtissent sur des revendications communes en matière d'égalité, aussi bien vis-à-vis des hommes immigrés que des femmes européennes.

Le projet «Femmes migrantes» a commencé à se développer concrètement en juillet 2006, lorsque le réseau définit trois objectifs principaux<sup>11</sup>: donner l'opportunité aux femmes migrantes de promouvoir leurs droits auprès des responsables politiques européens; revendiquer l'application d'une perspective de genre aux politiques européennes d'immigration et d'intégration; enfin, développer les possibilités de mise en réseau entre les femmes immigrées. La seconde étape du développement du réseau a consisté en l'organisation d'un séminaire public européen qui s'est déroulé en janvier 2007. Il s'agissait d'identifier et d'exprimer leurs problèmes dans le contexte du débat européen sur l'intégration et d'aboutir à la formulation de recommandations concrètes dans le cadre du processus européen décisionnel.

---

des Migrants, Le Conseil Irlandais des Migrants, L'ASTI au Luxembourg ou encore le JRS de Malte.

- 9 Comme l'*International Center for Black Women's Perspectives* en Autriche, Le Conseil des Communautés Africaines en Europe – section Femmes en Belgique, la *Multicultural Women's Association* en Finlande, le Forum Femmes Méditerranée Français, LE MAISHA allemand, *I Nostri Diritti* italienne, le *Business Women Organisation of Lithuanian Ethnic Groups* en Lituanie, La fondation Tiye aux Pays-Bas et le *FATIMA Women's Network* du Royaume-Uni.
- 10 Comme le Conseil des femmes réfugiées en Bulgarie ou aux femmes victimes de violence (*National Organisation for Women's and Young Girls' Shelter* en Suède).
- 11 Cf. European Programme for Integration and Migration (EPIM), Grants Programme 2006, [www.epim.info](http://www.epim.info).

*Des valeurs et une identité communes autour de l'Union européenne*

Les revendications formulées par les femmes immigrées sont largement dépendantes de l'identité commune qu'elles entendent se forger et qui s'organisent autour de trois dimensions: la femme, la travailleuse, et la citoyenne de l'Union<sup>12</sup>. Ces revendications, qui s'inscrivent autour du principe d'égalité des droits, sans distinction de statut ou d'origine, s'inspirent directement de celles issues de la conférence mondiale de Beijing de 1995. Les droits des femmes y avaient été en effet alors définis comme des droits fondamentaux et universels, base commune sur laquelle a été fondée la solidarité Nord/Sud.

Les femmes immigrées revendiquent en premier lieu un meilleur accès aux services de santé, l'adoption d'un cadre juridique européen interdisant la pratique des mutilations génitales féminines et la criminalisation des violences perpétrées à l'encontre des femmes, militant aussi en faveur de l'établissement de données spécifiques sur la violence à l'encontre des femmes immigrées.

La question de l'accès à l'emploi et de l'amélioration des conditions de travail est par ailleurs primordiale pour le réseau. C'est pourquoi les femmes immigrées plaident en faveur du plein accès au droit à l'éducation et à des formations spéciales facilitant l'accès au marché du travail et d'une meilleure reconnaissance de leurs qualifications. En matière de conditions de travail, elles réclament à la fois une revalorisation de leur image en tant que travailleuses par la mise en valeur de la diversité de leurs expériences, une éradication des discriminations à l'accès à l'emploi et une garantie de l'application du droit au travail quel que soit leur statut juridique, ainsi qu'une collaboration active avec les syndicats.

Enfin, elles revendiquent un alignement de leurs droits politiques sur ceux octroyés aux citoyens européens. Cette revendication présente un intérêt particulier par rapport au transnationalisme car en créant une citoyenneté européenne, les institutions éponymes ont en effet substitué à la citoyenneté nationale une citoyenneté postnationale puisqu'un ensemble de droits sont reconnus aux citoyens européens qui exercent leur droit à la libre-circulation. Ces droits incluent notamment le droit de vote aux élections locales et européennes. Se pose alors la question de la pertinence d'exclure les étrangers non-européens, eux-mêmes inscrits dans

12 Voir la feuille de route issue du séminaire de janvier 2007, in *Mêmes droits, Mêmes voix*, *op. cit.*

un mouvement transnational. En se joignant à cette campagne européenne, le réseau montre aussi sa volonté d'alliances avec d'autres réseaux, cette campagne ayant déjà été lancée au niveau européen depuis plusieurs années<sup>13</sup>.

Au niveau de leur statut juridique, les femmes immigrées réclament le bénéfice d'un statut juridique indépendant de celui de leur époux, quel que soit le motif de leur séjour, surtout pour celles qui sont entrées dans l'UE au titre du regroupement familial et qui, actuellement ne bénéficient pas automatiquement d'un droit au séjour autonome. Elles militent par ailleurs en faveur de l'application de la loi du pays de résidence en matière de statut personnel. Elles veulent ainsi éviter des conflits de principes entre les droits fondamentaux des femmes tels qu'ils sont garantis dans l'UE et les décisions parfois inégalitaires rendues par des tribunaux non-européens. Or, certains juges européens reconnaissent parfois leurs effets dans l'UE, notamment en matière de répudiation, de polygamie ou de garde des enfants. Ce qui rend d'autant plus instable la situation juridique de ces femmes.

L'ensemble des revendications exprimées montre que les intérêts de ces femmes immigrées sont tournés principalement vers leur intégration dans l'Union européenne. Elles se perçoivent avant tout comme des citoyennes européennes d'origine étrangère réclamant une égalité de traitement tant à l'égard des hommes que des femmes européen(ne)s dans le cadre de l'UE. C'est en ce sens que l'on peut qualifier ce mouvement de «transnationalisme régional», puisqu'il a pour vocation de représenter les intérêts d'un groupe de femmes, déjà organisées au niveau local (celui de la commune ou de l'Etat-nation) et dont les cibles sont des institutions locales, nationales et régionales. C'est précisément le caractère transnational de leur Réseau qui implique diverses stratégies d'action, qui, à leur tour, s'articulent autour de différents niveaux. L'idée générale guidant l'organisation de ces stratégies est de permettre au local et au national d'avoir un impact sur le régional et l'international et, réciproquement.

13 Voir la campagne «Pétition du million: pour une citoyenneté de résidence», accessible à l'adresse <http://pagesperso-orange.fr/paul-oriol/acer.html>.

## Un transnationalisme entraînant des stratégies d'action diversifiées

A l'échelle nationale, il convient de permettre aux ONGs nationales de femmes immigrées de s'adosser sur le savoir et les compétences des organisations féministes «généralistes». Il est par exemple demandé à ces dernières de fournir des formations et de faciliter l'intégration des ONGs de femmes immigrées dans leurs structures nationales. Ce travail a déjà été effectué au sein du LEF car plusieurs organisations de femmes immigrées ont investi les conseils d'administration nationaux de cette organisation. La mise en œuvre d'un projet-pilote concernant treize Etats membres (seconde phase du projet EPIM) appartenant au Réseau devrait renforcer encore les capacités des organisations nationales. Ce projet consiste en effet à apporter une aide financière «à la carte» aux organisations nationales qui en ont fait la demande sur la base d'un projet concret. L'enjeu est de parvenir à rassembler toutes les organisations malgré les intérêts parfois divergents, les degrés de formation très différents et les histoires migratoires variées des femmes les composant. A l'échelle européenne, il s'agit de permettre aux femmes immigrées d'avoir leur place en tant que telles au sein des structures européennes du LEF et de développer des alliances avec d'autres ONGs européennes.

La visibilité au sein du LEF devrait être assurée par le développement de la représentation des femmes immigrées au sein de son Conseil d'administration européen. Elle devrait aussi se concrétiser par une participation accrue du Réseau aux activités européennes du LEF. Ce processus a déjà été amorcé puisque le LEF a donné l'occasion à quelques femmes du Réseau de participer à plusieurs de ses séminaires internes sur le thème «Femmes et Religion»<sup>14</sup> et a organisé un séminaire de suivi sur le thème «Faire avancer les droits des femmes immigrées dans l'Union européenne» avant la tenue de son Assemblée générale.

Une stratégie européenne efficace passe aussi par un jeu d'alliances avec d'autres réseaux européens afin de porter de façon collective les revendications qui peuvent l'être. Une alliance avec les autres lobbys européens de lutte contre les discriminations semble nécessaire. Cependant, organisés par motif de discrimination, ces derniers ont parfois des

14 Ce séminaire a eu lieu à Postdam en mai 2007.

difficultés à porter de manière commune leurs revendications. On note toutefois un changement depuis l'introduction de la problématique des discriminations multiples au sein de l'UE, principalement depuis la conférence mondiale de Durban (Makkonen 2002), laquelle a favorisé les échanges entre les différents réseaux de lutte contre les discriminations. Il a même été récemment créé un groupe de travail informel en vue de promouvoir des réponses efficaces aux discriminations multiples aux niveaux européen et national<sup>15</sup> menant à l'adoption de positions communes sur des questions politiques européennes, comme la proposition d'une nouvelle directive visant à améliorer la lutte contre les discriminations par la Commission européenne. L'intérêt d'une telle alliance réside dans la possibilité d'aligner sur un même pied d'égalité la protection accordée à l'ensemble des motifs de discrimination visé par l'Article 13 du traité d'Amsterdam, à savoir la prétendue race ou l'origine, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle, car l'origine est le seul motif à bénéficier d'une protection très large. Dans ce débat, le cas des discriminations basées sur le sexe est à part, puisque le sexe bénéficie d'une législation spécifique. Il existe néanmoins un enjeu pour les femmes en général et pour les femmes immigrées en particulier: parvenir à une protection identique à celle accordée aux autres motifs de discrimination, d'une part, et s'assurer qu'une dimension de genre soit incluse dans l'ensemble des nouvelles dispositions, d'autre part.

Le Réseau a aussi développé des liens avec d'autres ONGs européennes pour tenter d'établir des luttes communes tels qu'ENAR ou PICUM (*Platform for International Cooperation on undocumented migrants*, réseau en faveur des sans-papiers). Le LEF a également présenté le Réseau dans plusieurs séminaires organisés par différents lobbys européens<sup>16</sup>. Ces alliances stratégiques se développent aussi avec d'autres organisations s'intéressant à la question des femmes immigrées

15 Les six réseaux impliqués sont: la Plateforme européenne des personnes âgées (AGE), le Forum européen des personnes handicapées (FEPH), le Réseau européen contre le racisme (ENAR), le Lobby européen des femmes (LEF), le Forum européen de la jeunesse (YFJ) et l'Association internationale lesbienne et Gaye (International Lesbian and Gay Association) – ILGA- Europe.

16 C'est le cas par exemple lors du séminaire organisé par ENAR «Understanding positive action: from theory to practice» (novembre 2007) ou bien encore lors du Forum européen de la jeunesse qui a accueilli une représentante du réseau lors de sa conférence sur les discriminations multiples (septembre 2007).

au niveau européen, comme les réseaux RESPECT (Schwenken 2005) et WIDE, qui s'intéressent plus particulièrement à la globalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la justice sociale. Enfin, plusieurs organisations membres du Réseau appartiennent au très récent réseau transnational européen dénommé *Black European Women's Network* dont les objectifs sont d'identifier les besoins spécifiques des femmes noires dans l'UE.

Il convient aussi pour le Réseau de multiplier les alliances en dehors des frontières européennes par la mise en place d'un partenariat avec des ONG spécialisées dans les questions de développement et celles qui se trouvent dans les pays d'origine. Ces partenariats permettraient une politisation des problématiques liées à l'immigration tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil. L'idée est alors de s'investir dans l'action politique en vue de l'obtention de droits aux deux bouts de la chaîne migratoire.

Le Réseau a d'ailleurs déjà adopté quelques positions sur l'aide au développement, comme la demande d'engagement explicite des Etats à développer des mécanismes pour consulter la société civile des pays d'origine et d'accueil dans le cadre du développement des accords bilatéraux. Le Réseau demande par ailleurs que l'aide au développement reste une priorité de la politique extérieure de l'UE et que les accords commerciaux n'empêchent pas le développement des pays d'origine<sup>17</sup>. Enfin, le Réseau réclame qu'une perspective de genre soit systématiquement incluse dans les politiques de développement.

## Quels enjeux?

Comme tout mouvement transnational, le Réseau a des cibles politiques bien déterminées, à savoir principalement la Commission européenne, le Parlement et le Conseil européens. Son objectif principal est de faire intégrer une dimension de genre dans les politiques européennes

17 Voir «Propositions des organisations de femmes féministes et des organisations de migrant-e-s pour le Pacte européen sur l'immigration et l'asile» accessible à l'adresse: [http://ewl.horus.be/site/module\\_cate.asp?DocID=1214&v1ID=&RevID=&namePage=&pageParent=&DocID\\_sousmenu=](http://ewl.horus.be/site/module_cate.asp?DocID=1214&v1ID=&RevID=&namePage=&pageParent=&DocID_sousmenu=).

d'immigration et d'intégration d'une part, et de favoriser le développement d'une image positive des femmes immigrées dans les sociétés de résidence, d'autre part.

Dans les années 2000, le regard porté sur les femmes immigrées par les institutions européennes a évolué, car elles ont pris conscience de leur importance numérique, de l'activité économique générée par la migration féminine et de la nécessité de combattre les discriminations dont elles pouvaient être spécifiquement victimes. Cette évolution s'inscrit dans un contexte politique mondial. L'ONU s'est saisie de la question aussi bien lors de la quatrième Conférence mondiale des femmes de Pékin (1995)<sup>18</sup>, que durant la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban 2001). Dans les deux enceintes, l'existence d'une double discrimination – tant raciale que sexuelle – subie par les femmes immigrées, et la nécessité de les combattre, sont reconnues<sup>19</sup> notamment par des mesures spécifiques de lutte contre le racisme<sup>20</sup>.

Cependant, la politique de l'Union européenne à l'égard des femmes immigrées semble avoir deux poids deux mesures. L'institution européenne appelle à la fois de ses vœux l'application du principe de l'égalité hommes/femmes, le revendique même en faveur des femmes immigrées. Mais si les effets d'annonce sont nombreux<sup>21</sup>, les réalisations concrètes le sont moins, en raison notamment de l'existence d'un certain nombre d'obstacles. D'ordre institutionnel, d'abord, le cloisonnement des compétences en matière d'égalité des chances et d'anti-discrimination raciale joue en défaveur d'une politique efficace à l'égard des femmes immigrées, les rendant invisibles tant dans les rapports annuels sur l'égalité et la non-discrimination que dans ceux sur l'égalité entre les hommes et les

18 Cf. *Beijing Platform for action*, adopté à la *Fourth World Conference on Women*, 4-15 September 1995, Beijing, China.

19 Pour Durban, voir «Gender Dimensions of Racial Discrimination», United Nations, Office of the High Commissioner for Human Rights, 2001.

20 Articles 50 à 54, 59, 94, 136 des Conclusions gouvernementales issues de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban, 2001.

21 Voir les déclarations d'intention contenues dans les contributions de l'Union européenne à Pékin en 1995 et à Durban en 2001. La Journée de la Femme a été également consacrée par l'UE au thème de la femme musulmane en 2002.

femmes<sup>22</sup>. Même absence dans le financement des projets transnationaux au titre du programme anti-discrimination – un seul projet concerne la double discrimination femme/origine ethnique pour la période 2001-2006<sup>23</sup> – et du programme dédié à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes qui a tendance à ignorer les femmes immigrées. Obstacle d'ordre politique, ensuite, la politique d'immigration commune est actuellement davantage tournée vers la lutte contre l'immigration illégale et le contrôle des frontières que vers des mesures d'intégration. Cette tendance s'est aggravée depuis les dramatiques attentats survenus à New-York puis à Madrid et à Londres. La question d'une approche par genre devient alors tout à fait subsidiaire, l'objectif principal de la politique européenne restant la maîtrise des flux et le contrôle des personnes.

Néanmoins, quelques mesures concernant plus spécifiquement les femmes ont été prises dans les politiques européennes d'immigration. Elles tendent à protéger les femmes contre différents types de violence en raison de l'image dominante de la «femme immigrée, femme à protéger». Il en est ainsi de la Directive sur la protection temporaire<sup>24</sup> qui oblige les Etats membres à prévoir une aide médicale au profit des personnes victimes de viols ou de violences sexuelles (Article 13) ou de la Directive sur la lutte contre la traite des êtres humains qui prévoit la délivrance d'un titre de séjour de courte durée aux victimes de la traite<sup>25</sup>, décision qui concerne principalement les femmes. Certaines mesures récentes tendent aussi à faciliter l'insertion professionnelle des femmes immigrées pour répondre à des besoins de main d'œuvre spécifiques. La Commission envisage ainsi de prendre en compte les droits des femmes immigrées dans son projet de Directive-cadre sur les droits des travailleurs migrants ou dans les directives en projet sur l'admission des travailleurs migrants dans des secteurs particuliers (Pratt 2007). La politique actuelle d'immigration de l'UE repose en effet sur l'idée que

22 Sauf dans le rapport 2005 sur l'égalité entre les hommes et les femmes où un chapitre leur est spécifiquement consacré.

23 Dans le domaine des projets visant à renforcer le *Capacity building*, un seul projet concernant la triple discrimination a été financé. Il s'agit d'un projet sur la situation des femmes immigrées lesbiennes.

24 Council Directive 2001/55/EC of 20 July 2001 on «minimum standards for giving temporary protection in the event of a mass influx of displaced persons and on measures promoting a balance of efforts between Member States in receiving such persons and bearing the consequences thereof».

25 J.O.C.E. L 261 du 6 août 2004.



l'immigration est nécessaire pour faire face à une demande de main d'œuvre croissante dans une UE vieillissante, en carence dans les secteurs des soins à la personne traditionnellement dévolus aux femmes<sup>26</sup>. L'enjeu pour le Réseau est alors d'accomplir un travail de plaidoyer en faveur de l'introduction systématique d'une dimension de genre dans les politiques d'immigration et d'intégration. C'est ce que le secrétariat du LEF, implanté à Bruxelles, s'attache déjà à faire pour le compte du Réseau<sup>27</sup>. Le Réseau a par ailleurs directement participé à la rédaction d'une position commune sur l'immigration de manière à influencer le Pacte Européen sur la migration et l'asile inscrit à l'agenda de la Présidence française et qui a été adopté en octobre 2008.

Dans la continuité de cette action, le Réseau a adressé en avril 2010 une lettre ouverte aux Ministres assistant à la Quatrième Conférence ministérielle européenne sur l'intégration en leur demandant de se concentrer sur la situation des femmes migrantes en tant qu'actrices sociales et économiques clés de l'intégration des migrant(e)s.

Le Réseau entend aussi valoriser l'image des femmes immigrées auprès des populations dans l'UE, laquelle évolue beaucoup plus lentement que leur situation réelle sur le territoire européen. Le document de réflexion de la Commission européenne intitulé «Migration et perception publique»<sup>28</sup> montre en effet que l'attention politique a récemment été attirée sur les femmes immigrées pour deux raisons négatives: leur faible participation au marché du travail et le phénomène de la traite des êtres humains. On soulignera à ce propos que la préoccupation de l'Union à l'égard de la condition des femmes musulmanes à la fois dans le monde et dans l'Union<sup>29</sup> a contribué à renforcer cette image. Qu'on songe à

26 Il s'agit des secteurs de la prise en charge des personnes dépendantes, du travail domestique, et des professions médicales

27 Le LEF a par exemple fait part au Rapporteur du Comité des Libertés Civiles du Parlement Européen des recommandations issues du séminaire de janvier 2007, en réponse au Plan proposé par la Commission sur la migration légale. Le LEF a également introduit une section spécifique sur les politiques migratoires et leur impact sur les femmes migrantes dans son analyse du rapport sur la première année de mise en œuvre de la feuille de route sur l'égalité entre les hommes et les femmes, 2006-2010.

28 *La migration et sa perception publique*, Bureau des conseillers de politique européenne, Commission européenne, 4/10/2006, 33.

29 Voir par exemple le Rapport annuel 2001 sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne en 2001 (COM-2002- 258 final).

l'activisme de la Commission des droits de la femme du Parlement Européen dans les années 1990 qui a surtout mené à des décisions concernant la lutte contre la violence à l'égard des femmes et de la traite des êtres humains<sup>30</sup>.

Ces femmes musulmanes sont présentées comme le modèle antinomique de la femme européenne libre, sous-entendu grâce au modèle européen d'égalité femmes/hommes. Il n'est certes pas question de nier les problèmes et les besoins spécifiques des femmes musulmanes dans l'espace européen et ailleurs. Il y a en revanche un certain danger à réduire l'ensemble des femmes immigrées à cette seule image car elle ne correspond pas à la réalité de la diversité des origines et des appartenances religieuses de ces femmes en Europe. Elle fige aussi les femmes immigrées, y compris les femmes musulmanes, dans un rôle de victimes plutôt que d'actrices; ce qui influence négativement à la fois les représentations sociales que l'on peut avoir d'elles et les politiques à mener à leur égard, tournées de ce fait davantage vers la *protection* que vers des mesures qui faciliteraient réellement leur insertion et leur autonomie et les mèneraient à une véritable égalité des droits. De plus, cette image dominante fait largement l'économie des dernières évolutions des migrations féminines. Les dernières statistiques sur la migration dans l'UE révèlent en effet que 45% des migrants sont des femmes qui ont de plus en plus tendance à migrer de manière indépendante pour développer leurs qualifications et envoyer de l'argent à leur famille restée dans le pays d'origine<sup>31</sup>.

L'enjeu pour le Réseau est alors de rendre visible l'apport positif des femmes immigrées aux pays de résidence dans les domaines économique, social et culturel, en insistant sur la diversité des situations. Il est prévu dans ce but de produire une publication visant à la valorisation de l'image des femmes immigrées qui s'appuierait sur des *cas d'études* issus de chaque Etat-membre. L'accroissement de la visibilité passe aussi par une meilleure connaissance statistique de leur situation. C'est pourquoi elles réclament que des collectes de données les concernant soient effectuées, notamment dans le domaine de l'emploi et de l'éducation pour pouvoir développer des politiques adéquates qui correspondent aux besoins spécifiques des femmes migrantes.

30 Lors de la législature 1999-2004, des femmes iraniennes et afghanes ont ainsi été auditionnées dans l'enceinte du PE.

31 *La migration et sa perception publique, op.cit.*

## Conclusion

L'eupéanisation de la mobilisation des femmes immigrées offre-t-elle finalement de nouvelles perspectives à leurs revendications? La réponse à apporter est nuancée. Il s'agit indéniablement, comme le souligne Moghadam (2007), d'un moyen efficace de s'organiser à l'ère de la mondialisation car le mouvement transnational procure des possibilités novatrices d'organisation, d'échanges et de communication. Le niveau européen offre un potentiel d'actions important, notamment en permettant aux femmes immigrées de s'élever au rang d'actrices sur la scène européenne. Reste maintenant à s'interroger sur le contenu du message à diffuser. L'enjeu ici est de trouver un équilibre entre la recherche d'efficacité qui passe par un alignement sur l'agenda politique européen et la nécessité d'aller au-delà du cadre européen et de sa politique, en soutenant par exemple la cause des sans-papiers dans l'UE, en portant des revendications concernant spécifiquement les femmes en situation irrégulière.

Cette poursuite d'objectifs diversifiés passe par une organisation des relations du Réseau avec les mouvements féministes déjà existants et d'autres mouvements agissant à l'échelle européenne. Les enjeux actuels de ces stratégies sont différents par rapport aux années 1990. Il s'agissait alors de faire une place aux femmes immigrées et à leurs problématiques spécifiques dans les structures féministes ou celles consacrées à l'immigration déjà existantes. C'était l'époque de la bataille pour la reconnaissance (Williams 2003) qui faisait rage dans certains Etats-membres, tels que la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas (Lloyd 2000). Aujourd'hui, la négociation en faveur de l'émancipation des femmes passe par la nécessité d'alliances avec d'autres acteurs capables de favoriser la redistribution des ressources et l'émancipation des femmes (Kumar (cité par Desai) 2007, 359). Les stratégies s'inscrivent dans un jeu complexe de construction d'alliances avec des acteurs variés qui interviennent dans différents champs d'action. Le Réseau doit par exemple développer des alliances avec les mouvements féministes «classiques» mais aussi avec les réseaux de femmes immigrées. Il doit également entretenir des liens avec les organisations européennes de lutte contre les discriminations et en faveur de la défense des droits des immigrés.

En même temps, si les alliances sont nécessaires, le Réseau doit aussi se détacher peu à peu du soutien apporté par le LEF, une fois qu'il sera consolidé et aura pris connaissance des structures et des allié(e)s potentiel(le)s au sein des institutions européennes. Une fois qu'il sera, en d'autres termes, visible, autonome et opérationnel au niveau européen. Le Réseau pourrait alors ouvrir un débat constructif sur les différences de ressources et de pouvoir entre les femmes à travers l'Union européenne.

Cette dynamique semble déjà en cours même si le manque de ressources humaines et financières est dénoncé. Il serait dès lors souhaitable que le Réseau s'autonomise aussi d'un point de vue financier. Il entrerait alors en concurrence avec d'autres réseaux sur un marché financier européen aux ressources limitées. Sur un plan stratégique, un équilibre fragile sera à trouver entre la voie vers l'autonomisation, les alliances stratégiques et l'inévitable concurrence entre différents réseaux, incluant les réseaux féministes eux-mêmes.

Du point de vue de la problématique du transnationalisme, le Réseau présente la particularité de développer des liens transnationaux forts à l'intérieur des frontières européennes sur des thématiques proprement européennes dans le cadre-même de la politique de l'UE et d'y superposer un transnationalisme international en intégrant dans ses priorités l'aide au développement. C'est sur ce double terrain que sera jugée son efficacité, par ses capacités à transformer la position des femmes, tant à l'intérieur de l'espace européen qu'à l'extérieur de ce dernier. S'il y parvient, cela lui permettra d'échapper à l'un des principaux reproches fait aux mouvements transnationaux féministes, à savoir qu'ils ont certes rendu davantage visibles les femmes mais sans influencer véritablement sur leurs conditions de vie. Il s'agit ici de passer, comme l'indique Desai (2007), du pouvoir de la communication au pouvoir traditionnel, capable, lui, d'avoir une influence véritable sur les réformes.

## Références

- BASU, Amrita, 2000, «Globalization of the local/localization of the global: mapping transnational women's movements», *Meridians: Feminism, Race, Transnationalism*, 1, pp. 68-84.
- BRENNER, Johanna, 2003, «Transnational feminism and the struggle for global justice», *New Politics*, 9:2 (new series), 34, winter, pp. 78-100.
- DESAI, Manisha, 2007, «Le transnationalisme: nouveau visage de la politique féministe depuis Beijing», *Revue Internationale des Sciences Sociales, Faire le point. Le pouvoir des femmes dix ans après Beijing*, 184, pp. 347-361.
- FORD, M., 2004, «Organising the unorganisable: Unions, NGOs and Indonesian migrant labour», *International Migration*, 42:5, pp. 99-119.
- GUIDRY, John A., KENNEDY, Michael D. and ZALD, Mayer N. (eds.), *Globalizations and Social Movements: Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*, Ann Arbor, Mi, University of Michigan Press.
- HAMEL, Pierre, LUSTIER-THALER, Henri, NEDERVEEN-PIETERSE, Jan and ROSENEIL, Sasha (eds.), 2001, *Globalization and Social Movements*, New York, Palgrave Macmillan.
- LLOYD, Cathi, 2000, «Genre, migration et ethnicité: perspectives féministes en Grande-Bretagne», *Cahiers du CEDREF*, 8/9, pp. 17-42.
- MAKKONEN, Timo, 2002, *Multiple, Compound and Intersectional Discrimination: Bringing the Experiences of the Most Marginalized to the Fore*, Helsinki, LL.M, University of Helsinki.
- MOGHADAM, Valentine, 2001, «Transnational feminist networks: collective action in an era of globalization», in Pierre HAMEL, Henri LUSTIER-THALER, Jan NEDERVEEN-PIETERSE and Sasha ROSENEIL (eds.), *Globalization and Social Movements*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 111-139.
- , 2007, «Editorial», *Revue Internationale des Sciences Sociales, Faire le point. Le pouvoir des femmes dix ans après Beijing*, 184, pp. 217-220.
- MOHANTI Chandra, 1988, «Under western eyes: feminist scholarship and colonial discourses», *Feminist Review*, 30, pp. 65-88.

- , «Under western eyes revisited: feminist solidarity through anti-capitalist struggles», *Signs*, 28:2, pp. 499-535.
- LOBBY EUROPEEN DES FEMMES, 2007, *Mêmes droits, Mêmes voix, Les femmes migrantes dans l'Union Européenne*, Bruxelles, Publication du Lobby européen des femmes.
- PIPER, Nicolas, 2006, «Gendering the politics of migration», *International Migration Review*, 40:1, pp. 133-164.
- PRATT, Sandra, 2007, «Les femmes migrantes et la politique européenne commune en matière d'immigration», in *Mêmes droits, Mêmes voix. Les femmes migrantes dans l'Union Européenne*, Bruxelles, Publication du Lobby européen des femmes, pp. 38-41.
- SCHWENKEN, Helen, 2005, «The challenges of framing women migrants' rights in the European Union», *Revue Européenne des Migrations internationales*, 21:1, pp. 177-193.
- SEIDMAN, Gay, 2000, «Adjusting the Lens: What do globalizations, transnationalism, and the anti apartheid movement mean for social movement theory?», in John A. GUIDRY, Michael D. KENNEDY and Mayer N. ZALD (eds.), *Globalizations and Social Movements: Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*, Ann Arbor, Mi, University of Michigan Press, pp. 339-357.
- SREBERNY, Annabelle, 2007, «Genre, autonomisation et communication: rétrospective et perspectives», *Revue Internationale des Sciences Sociales, Faire le point. Le pouvoir des femmes dix ans après Beijing*, 184, pp. 347-361.
- WATERMAN, Peter, 2000, «Social movements, local spaces and globalized places: implications for 'globalization from below'», in Barry K. GILLS (dir.), *Globalisation and the Politics of Resistance*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 135-149.
- WILLIAMS, Fiona, 2003, «Contesting 'Race' and Gender in the European Union: a multi-layered recognition struggle for voice and visibility», in Barbara HOBSON (ed.), *Identities, Agency and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 121-144.



## Troisième partie

Du transnational au national:  
Bousculer les frontières du genre





# Bourgeois and international networks as strategies for female civil servants in late 19<sup>th</sup> and the early 20<sup>th</sup> century Europe

Beatrice MORING

The late 19<sup>th</sup> century was the time of the rising specialist. Traditional notions were looked down upon, the urban landscape was transformed not only by the tramway and streetlights, but also by piped water, the water closet and milk inspection offices. Old superstition was to be replaced by new rationality, embodied in the knowledge of technology, chemistry and medicine. A new society needed new officials with the ability to analyse and present rational arguments, specialists with education. The middle classes had nothing to lose and everything to gain from such a development. The increasing interest in the collection of data and in social progress was manifested in publications such as *The Progress and Industria*, as well as in international organisations and conferences (Conze & Kocka 1988, 9-16; Hennock 1987, 29; Kuusanmaki 1992, 38-41). Gaining access to the right qualifications had previously been out of the question for women, but, by the late 19<sup>th</sup> century, study at home and abroad had become available. Breaking into the civil service was, however, not easy. The education system, health and social care were logical extensions of the female sphere, but it was only with considerable effort that official positions could be obtained. Inspecting the working conditions of women and children was one of the first areas of breakthrough.

The aim of this paper is to analyse how the early female inspectors of factories utilised networks, class, and international knowledge and education to profile themselves as suitable candidates for posts in the civil service. The road to appointment and beyond will be studied through the first female factory inspectors in Denmark, Finland and Sweden against the background of the development of the female inspectorate in other countries, particularly Britain. Glimpses of the lives and the careers of some of these women will be used for the purpose of viewing internationalism and networking as part of the strategies leading to appointment and the role in their careers.

The sources for the study consist of biographies and autobiographic references, reports, studies of industrial inspection work in Europe and its wider sphere of influence and the development of 19<sup>th</sup> century administration and the civil service.

## Female access to education and office in the European past

In the 19<sup>th</sup> century the activity of the women's movement focused on the right to vote, gaining access to education for women and giving them the right to use their knowledge by taking on office within wider society (Fuchs and Thompson 2005, 173-4). In most European countries, women entered higher education via teacher training, which became available from the 1830s and 1840s. The universities opened their door to women as early as the 1870s in France and in the 1860s in Russia. In the latter case, however, degrees were not available, and travelling to the University of Zurich could be the option (Fuchs and Thompson 2005, 92-98; Roi Frey 2001, 15-17; Albisetti 1996, 43, 48-49). In Britain, private ladies' colleges and teacher training colleges were set up from the 1840s. The ladies of women's colleges in Cambridge could sit examinations from the 1880s onwards, but were awarded no degrees. Unlike the universities in London and Edinburgh, accepting women from the 1870s, Oxford and Cambridge women were not allowed to graduate on equal terms until the 1920s and 1947 respectively (Bradbrook 1969, 11-13, 158-159; Fuchs and Thompson 2005, 92, 97,99). Higher education was also expensive. In Girton, the fees were 100 guineas per year, with full board, two rooms and service by servants (Girton College archive; Bradbrook 1969, 59).

In the Nordic countries, the first publicly funded teacher training colleges for women were founded in the 1860s (Markussen 1990, 60). The baccalaureate and university studies including degrees became obtainable for women in the 1870s, although, in Finland, a dispensation had to be applied for until 1901. Academic posts opened to women in the decade before World War I and, in Sweden, women could not be superior to male colleagues. The civil service started to employ women in late 19<sup>th</sup> century Finland. Swedish women, however, only gained partial access to state employment after 1909. In the 1920s, most of this sector

became free for women in all the Nordic countries. However, parts of the state administration applied a marriage bar, lifted in the late 1920s or 1930s (Blom 1989, 68-69; Vattula 1983, 48-49; Carlsson 1970, 494).

## Factory inspection and the discussion and recruitment of female inspectors

In the early days of industrial activity, the idea of regulation was seen as contradictory to the ideology of enterprise. The appalling conditions in industry, however, resulted in legislation, regulating the working hours of children in Britain and France from the 1830s followed by a system of inspection, albeit rudimentary. By the late 19<sup>th</sup> century, the number of inspectors had increased and stricter rules as to competence set up (Henriques 1979, 93-98; Viet 2003; Robert 1998). Work place legislation and inspection had also been introduced in many other countries by the 1880s (Harrison and Nolan 2004, 266-67; Schmitt 1995; Kuusanmaki 1992, 134; Volodin 2008, 4-5).

The initiative to employ women factory inspectors started in the 1870s in Britain. It caused a backlash from the chief inspector of factories, who underlined that «the office of factory inspector [...] requires the stern authority of a man to enforce obedience to his interrogatories [...] it has been proposed that enquiries (to women) could be more appropriately made by women [...] but it is seldom necessary to put a single question to a female» (Martindale 1938, 51-52). In Germany similar negative voices were heard from the male factory inspectorate in the 1890s (Schmitt 1995, 142). While those eager for regulation represented groups with variation in attitude, from proponents of regulating women out of the workplace to those desiring protection from dangerous tasks and defenders of morality, the issue of female workers had to be addressed.

The introduction of new regulations in relation to women and children in the 1880s and 1890s re-activated the discussion about female inspectors (Davis 1988, 52-53; Jones 1988; Martindale 1938, 46-47; Tuckwell 1910, 146-152; Mcfeeley 1988, 7-8). As the 19<sup>th</sup> century hosted a continuing debate about the moral corruption of factory work, it

was easy to make a case for the need to have women inspect other women and children. Women could discuss toilet facilities and probe into bullying and sexual harassment by superiors and male colleagues and were assumed to get more honest answers. The need for female inspectors was voiced at national and international conferences of working class women and by the middle class women's movement, but the issue was not without complications (Schmitt 1995, 64-67-71; Anderson 1922, 6-8, 143-145). Women's organisations like SPEW (*The Society for the Promotion of the Employment of Women*) in Britain or *Bund Deutscher Freuevereine* in Germany, purported to speak for all women, but were reluctant to listen to what working-class women wanted to say, i.e. that they wanted to be represented (Mcfeeley 1988, 14-15; Hentila 1989, 180; Niggemann 1981, 154-155).

The coterie around prominent members of the Liberal party promoted their *protégées* when the first female inspectors were appointed in Britain. The intrusion of people who were not 'ladies' was effectively blocked and the distance between not 'ladies' and 'the factory girl' was firmly established. The first lady inspector (May Abraham) had few formal qualifications. Her Scottish colleague, Mary Paterson, on the other hand, had a university education. Examinations were soon introduced and a route into recognised state employment became available for the ladies of Cambridge and other suitable institutions for gentlemen's unmarried daughters (McFeeley 1988, 13-15; Livesley 2004, 245-6; Harrison and Nolan 2004, 270). Even though social status and connections were of considerable importance, some of the early inspectors, like Adelaide Anderson (inspector in 1897-1921), combined a university degree with language skills, dedication to the work and eagerness to follow development in work place safety abroad (Martindale 1948, 46-49; Anderson 1922). In several European countries, the position as inspector became one of the first access points for women to get into full-time work within the state administration, and generally a demand for educational qualifications kept the profession within the middle class (Schmitt 1995, 141; Viet 2003). The first female inspectors in Britain were all of middle-class origin: May Abraham's father was an inspector of lunatics; that of Rose Squire was a doctor and finally, Adelaide Anderson's father was engaged in shipping. In Scandinavia, the situation was similar. Annette Vedel's father was a civil servant, that of Kerstin Hesselgren a doctor, Vera Hjelt was the daughter of a headmaster, and Betzy Kjelsberg came

from a family of merchants (Schmitt 1995, 144-146; McFeeley 1988, 22-23, 41; Martindale 1948, 41; Hjelt-Cajanus 1946; Ramm Reistad, website).

## The rights and duties of the female inspector

The first female inspector in France started her activity in 1892; a lady inspector was appointed in Britain in 1893; Denmark and Norway appointed their first female inspectors in 1901 and 1910 respectively; and Belgium had theirs in 1908. In these countries, the female factory inspectorates were separated from their male counterparts. While male inspectors were usually tied to a specific region, the female inspectors inspected workplaces with only or mainly female workers in different parts of the country. Their task was to see to the protection of women and children in the workplace and to ensure that current legislation was followed. In Denmark, the focus was set on the sanitary conditions in the workplace. The condition of and the potential danger posed by machinery were part of the remit of the male inspectorate and outside the scope of women (Hjelt 1909, 89; Akerblom 1998, 24-26). The considerable amount of travel required from female inspectors could result in making the option of combining work with family life very difficult. The marriage bar was not introduced until the early 20<sup>th</sup> century in Britain; yet already earlier, female civil servants generally resigned on marriage (McFeeley 1988, 58-59; Martindale 1938, 146-149). While it was possible for the female inspectors in Denmark to marry, Annette Vedel did not do so. On the other hand the second inspector Julie Arenholt was married, as was Ragna Schou who shared with Betzy Kjelsberg, the first inspector in Norway, the role of wife and mother. The second inspector in Finland Jenny Markelin-Svensson also juggled work with family duties (Ramm Reistad, website; Ravn, website).

When the female inspectorate was set up in Finland in 1903, the qualifications included a requirement to demonstrate knowledge of technical matters and a degree from an institution of higher education – an institute of polytechnics, or a university – a baccalaureate and/or working experience in the industrial sector. Even though the title was assistant

inspector, the tasks were even more extended than those of their male colleagues. They included overseeing labour legislation in factories and other workplaces and seeing to the welfare of women and children. These assistant inspectors were to examine the working conditions and health of young people, and see that they were allowed access to education. They were to look into the nutritional and housing situation of women, to promote factory canteens, establishments for healthcare and pension funds. They were to promote hygiene and moral standards in the workplace and mediate in conflicts between workers and employers. In 1905, when the female inspector was still responsible for the whole country, she inspected more than 400 factories and workshops in a year (Hjelt 1903; Hjelt 1905; Dagny 1903).

### The influence of family, friends and contacts

When examining the appointments of the first female inspectors, it is futile to deny the importance of the social network for opening up opportunities and furthering access to positions. Recommendations and proposals came from influential people (or friends) who were engaged in the same organisations or who were connected by blood or through marriage. Over time, such processes might have weakened, but in the late 19<sup>th</sup> century and the first decade of the 20<sup>th</sup> century, this was often the case. It is, however, of some interest to note that in this attainment of positions that were viewed as a female victory over patriarchal structures, male protectors or mentors were often crucial for the success. Ruth Livesley has analysed the networking and use of old power (the aristocracy) and new power (male civil servants) in the process that resulted in the appointment and success of the first female industrial inspectors in Britain (Livesley 2004, 245, 252; Harrison & Nolan 2004, 272).

The entrance to the inspectorate in Britain was gained via the Royal Commission on Labour (1891-1893). It was the first commission to employ female assistant commissioners. Four ladies were appointed: May Abraham, secretary to Lady Emilia Dilke, leader of the Women's trade union association (Abraham was appointed the first female inspector in 1893), Clara Collett, Margaret Irwin and Eliza Orme. The lady assistant

commissioners were recruited to collect information about women's work and working conditions. The secretaries appointed numerous female clerks; no less than 21 out of 27 were women and 13 of them were university graduates. Women came cheap. In one of the submissions for appointment of two lady clerks, the secretary noted that he had «names of several ladies of high scholastic distinction at the Universities. It would be impossible to obtain men possessing such qualifications at the salary of 150 per annum, the lowest sum for which they will undertake such work» (Harrison 1995, Introduction).

Adelaide Anderson was one of the ladies with a university education that came at low cost; she was a graduate of Girton College, Cambridge, with experience of lecturing in the Women's Co-operative Guild. She also had an international background linked to her fathers' profession in shipping. Adelaide was born in Australia from Scottish parents. After the family came back to Europe, she attended school in Dresden and at Queens College, Harley Street. She herself considered her appointment to industrial inspector (1894) to be linked to her work for the commission where, in addition to précis writing, she had made use of her proficiency in languages, which enabled her to study labour reports in French and German (Anderson 1922, 9-19; Martindale 1938, 47). While Anna Tracey was recruited from the committee clerks, Lucy Deane (1894) and Rose Squire (1895) both had a background as sanitary inspectors. However, Lucy Deane managed to become the *protégé* of May Abraham and therefore enjoyed the support of Lady Dilke (McFeeley 1988, 13-16).

Adelaide Anderson had worked as an industrial inspector for hardly much more than two years when she found herself promoted to head a department stripped of a lot of its power, as one of the new boss's concessions to the male inspectors. On the other hand, she was expected to do as much work as, but with less pay than her male colleagues. The task was gigantic and no less so because of ambiguities in the legislation, female workers' fear of being sacked if one complained and obstruction by male colleagues in the provinces (Anderson 1908, 178-179; Anderson 1922, 33,123; McFeeley 1988, 46-47, 60-61). Throughout her career, Adelaide Anderson continued to follow the development of factory legislation and conditions in other European countries. She was particularly alert to the question of maternity payments in Germany, helping women through the period of new motherhood when working was not allowed, protective technology, and factory housing projects (Anderson 1922,



122). While her ability to inspire confidence was acknowledged by those around her, she also felt the need to document the successful activity of the female inspectorate in a history of this body, published in 1922. Even in retirement she did not lose her interest in comparative working conditions. During her travels in South Africa, Australia, and Asia, she was invited to study the labour conditions in China and became a member of the Commission on Child Labour of the Municipal Council of Shanghai in 1923. Her account of the labour conditions was published in 1928 under the title of *Humanity and Labour in China*. She worked on the mission of the International Labour Office to Nanking in 1931 regarding the factory inspectorate in China, and in 1932-33, she also travelled in Egypt and reported on the conditions of child labour there. Her last journey to Africa was undertaken at the age of 72, shortly before her death (Martindale 1938, 48-50).

## The civil service and academic networks

In the case of the Nordic inspectors, the impact of networking varied slightly depending on time and place. As far as gaining the qualifications went, the implications were clear. Only middle-class women could have found the contacts and funds that opened the doors to study abroad when suitable qualifications could not be gained at home. In some cases, educational progress could be interwoven with intense family links. The first female industrial inspector in Denmark (1901), Annette Vedel, was the daughter of an influential civil servant. After her baccalaureate in 1887, she studied mathematics privately with her uncle C.G. Andrae. She continued her studies at the newly-founded University College in Stockholm – the first university in Europe to appoint a female professor. Professor Magnus Mittag-Leffler was an important figure in the department of mathematics and the person instrumental in the professorship of Sofia Kovalevskaya in 1889. The department opened opportunities not available to women generally (Lundin 1890, 384, 391-392). Annette Vedel was therefore able to study and hold the post of amanuensis in the department between 1894 and 1896. Whether she could see the potential of statistics for a future career cannot be determined. It is, however, undis-

putable that her father, a conservative, appointed Marcus Rubin, a well-known liberal, to head the National Statistical Bureau in Copenhagen, an institution that did not have rules barring women from office. Rubin recruited Annette Vedel as a statistician in 1896, and she worked on social surveys and collected statistics on the standard of living of the working classes for the bureau for four years, some of the studies she published independently (Vedel 1901). In 1901 the post of female inspector of workplaces in Denmark was created. Annette Vedel had the right qualifications and was eminently suitable for it. It did not diminish the prospects that her brother, who had progressed within the civil service, was responsible for the appointment (Thestrup 1991; Knudsen, website). One must not, however, assume that such appointments were secured through nepotism only. She had knowledge and skill through her years in mathematics, statistics and social surveys. It is, however, relatively clear that the qualifications could not have been gained without her socio-economic background.

Annette Vedel held down the post for more than 20 years, ploughing her share alone for the first ten years, overseeing protective legislation and keeping to legal working hours of women and children, particularly in the textile sector. In 1910, a second female inspector, Julie Ahrenholt, was appointed. She was to devote herself to the hygiene inspection of the bakery sector. By 1914, they had been joined by a third inspector, Ragna Schou. In 1919, new rules about sanitation and working hours were introduced (Bereting 1919). The work of the inspectors was time-consuming and tiring. The proprietors of small businesses did not take too kindly to interference and the male administrative sector was not always positive about the work of the women (Ravn, website). At the age of 60, Annette Vedel retired from the inspectorate and began to devote herself to organisational work. Her primary input was with organisations that promoted inter-Nordic co-operation in communication, research and culture. She sat on the board of *Foreningen Norden* (the Nordic Society) from 1925 to 1941 where she edited the journal *Nordisk Tidsskrift* (the Nordic Journal for Science, Art and Industry). She also dedicated some of her time to *Letterstedtska Foreningen*, an organisation promoting exchange and research between the Nordic countries through scholarships and other support. While a long-term member of the women's organisation *Kvindelig Laeseforening*, and part of the board in the early years of the twentieth century, she withdrew from active participa-

tion, due to personal disagreements with some other board members, and focused totally on her work linked to Nordic collaboration (Thestrup 1991; Knudsen, website).

## Carved in wood

The first inspector in Finland, Vera Hjelt (1857-1947), who served as an inspector in 1903-1921, came from a much less illustrious background than her Danish colleague. Her father was the headmaster of a secondary school and her grandmother ran a dame school. At the age of 19, she went into teacher training. The education sector experienced considerable expansion in the 1860s and 1870s and those in the department of education were part of international networks, exchanging information. One of these, Uno Cygnaeus, the «father of the Finnish primary school», became Vera Hjelt's mentor. While no establishment to study the teaching of woodwork existed in 1870s' Finland a College for training woodwork teachers was established in Sweden in 1874. With the help of Cygnaeus, Vera Hjelt managed to secure a place at the college (Cavonius 1988, 20-21, 248-249; Hjelt-Cajanus 1946, 32, 40-43, 67; Hietala 1992, 210-211; Ericson 2007, 7-8).

After returning to Finland in 1885 she started a woodwork institute and later a furniture factory, both on borrowed money. She owned no property, had no important family connections, but made use of middle-class society, and its limited size (Hjelt-Cajanus 1946, 80-88, 91). The late nineteenth century was an active period for the women's movement in Finland. Vera Hjelt participated in meetings, did some lecturing and wrote pamphlets (Hjelt 1888; Hjelt 1911). She herself was an example that technology, science and working with your hands were perfectly possible for a woman and her activities attracted some attention in the small town atmosphere of nineteenth-century Helsinki. The middle class Society of Finnish Women was instrumental in lobbying for a female inspector, and, when the post was created in 1903, the head of the organisation, Alexandra Gripenberg, encouraged Vera Hjelt to apply. At this stage, however, the working class women's unions and the Bourgeois women's organisations were in agreement about the need for a female

inspector. Several of the male inspectors and the Industrial Board also saw the issue in a favourable light. The discussions underlined the fact that female inspectors were to be found in several countries and the international information network did not supply any negative feedback. The fact that Vera Hjelt had been successfully running a school and then a factory, overseeing economy, manufacture and the workplace, did affect her appointment. As the remit of the female inspector included issues related to safety in the workplace, Vera Hjelt had the kind of knowledge deemed useful (Hjelt-Cajanus 1946, 143-145) The backing of the influential gentlemen on the Industrial Board was useful and in the early stages also necessary for the female inspectors in Finland, just as in Britain. While Vera Hjelt had the support of her male colleagues in the early stages of her career, she felt the need to demonstrate competence and acumen through activity and reporting of her work. The increase in female industrial work created a considerable workload. This was acknowledged in 1908 with the creation of a post of assistant female inspector. The post was transformed into a full inspectorate from 1909 and, not by chance, it was awarded to Jenny Markelin, the first female engineer matriculated from the Institute of Polytechnics (Hjelt-Cajanus 1946, 197; Hjelt 1908, 117-118).

During her inspectorate Vera Hjelt collected information on working conditions on the European continent. She studied workplace inspection in Germany, Austria, Sweden, Denmark and Switzerland in 1904 and 1906 and also with a government grant in 1909. She also made trips to exhibitions of technological development and safety devices and visited factories where such devices were in use (Hjelt-Cajanus 1946, 161, 207-208). Her reports contain frequent comparisons with factory legislation in other countries and descriptions of industrial innovations. Whenever there was an opportunity, she was happy to collaborate. When a new female industrial inspector, Betzty Kjelsberg, was to be appointed in Norway, she accompanied Vera Hjelt on her inspections in 1908, to familiarise herself with the work (Hjelt 1908, 132, 166-168; Hjelt-Cajanus 1946, 195). In 1909, Vera Hjelt was elected to the Finnish Parliament (together with 22 other women), but retired from parliamentary work in 1917, after going against her political party and voting for the 8-hour day together with the socialists. During her career in Parliament, she participated in committee work and took the initiative on issues related to night work and maternity leave, industrial inspection, setting up separate insti-

tutions for young offenders, the creation of vocational education and apprenticeships and similar projects (Hjelt-Cajanus 1946, 224-230). Her continuing interest in technology and safety in the workplace, boosted by trips to Germany, inspired her to set up a safety exhibition, which circulated around the country. When the exhibition received state funding and could be developed into a safety museum, she retired from the inspectorate to devote herself full-time to work place safety. She held the post of curator from 1921 onwards, developed the museum, wrote pamphlets and books and lectured until the age of 74, when she finally retired (Forelius, website; Hjelt 1939). She died at the age of 90 in 1947. From her earliest reports to her latest pamphlets, Vera Hjelt was passionate about protecting people from hazards in the workplace: dust, dirt, dangerous machinery and chemicals, lack of air, and promoting canteens and toilets. Her desire for decent working hours, equal treatment for women workers and legal protection and accident compensation was more important than party loyalty. Her single-minded attitude and desire for practical solutions made her fearless and earned her respect not only among social liberals but even among the socialists (Hjelt-Cajanus 1946, 189, 227-231, 255-257, 265).

## Focus and female links

Sweden was the last of the Nordic countries to appoint a female inspector and when it took place, Kerstin Hesselgren was awarded the title of «inspectress» to distinguish her gender. While the discussions about the need to employ a female were raging, Swedish papers did not hesitate to enlist the support of the one misogynistic male Finnish inspector to ridicule the idea of women making a worthwhile input. While the inspectorate in Finland published a disclaimer of such sentiments and demanded an apology, it still took Sweden another 5 years before overcoming the prejudice against women inspecting factories (Hjelt-Cajanus 1946; Akerblom 1998, 50-51).

Kerstin Hesselgren (1872-1964) was born into an educated middle-class family. Her father was a doctor while her mother was interested in education for women. She attended a boarding school for girls in Swit-

zerland and then went to nursing school and studied hygiene and household economy, which she continued in Germany in 1897. She became the headmistress of the School of Domestic science in Stockholm, where she remained until 1906. During a period of study leave in 1904-05, she trained for the Sanitary Inspector's Diploma at Bedford College in London. She was soon appointed health inspector of homes, working for the council of Stockholm. When the female sanitary inspection of workplaces was founded in 1912, Kerstin Hesselgren was appointed as the first female inspector (Frangeur 2004, 2-3; Buchert 2004, 3).

As an active member of one of the women's organisation she received a scholarship for her studies in London. While there was considerable consensus for the need for female inspectors, it was hardly by chance that both the women's organisation and the women's temperance organisation in which Kerstin Hesselgren held prominent posts, were particularly active in lobbying the issue (Akerblom 1998, 24, 48-49; Frangeur 2004, 2). A parliamentary committee for safety at work, appointed in the early years of the twentieth century, ultimately recommended the introduction of a female inspection system in line with nearly all the countries from which information had been collected. As in Britain, 15 years earlier, the women's unions requested not only a woman but one with experience of factory work as an inspector. The bourgeois organisations on the other hand, underlined the need for education, qualifications in hygiene, tact, flexibility and ladylike behaviour. The «inspectress» was to lead women in manual work away from immoral behaviour towards a higher level of civilisation. Unsurprisingly, the specifications of qualifications for the post were more in line with the desires of the latter group. In actual fact, they could almost have been extracted out of Kerstin Hesselgren's resume. She was appointed inspector and embarked on her duties in 1913 (Akerblom 1998, 22-27, 44). She started her career as an inspector with a trip to Norway and another to England. By the time she was back, the country was on the brink of an economic crisis, brought on by World War I, and the authorities decided to suspend the inspection activity. Not until the 1920s did the inspection work return to normality. Kerstin Hesselgren worked hard for the engagement of factory nurses or social workers and started courses on education, youth work, hygiene and fitness. She also collaborated with charities and temperance organisations for cheap holidays for women in factory work (Akerblom 1998, 34-40). As a result of her activity in many

philanthropic organisations, as well as the women's movement, she became one of the first four women elected to the Swedish parliament in 1921. She stood for the Liberals and engaged in issues connected to education, the protection of unmarried mothers, and the rights of children born out of wedlock. In the 1930s, she devoted considerable energy to revoking the marriage bar, which had made it possible to dismiss women from employment on the grounds of marriage, pregnancy or even engagement until 1935 (Frangeur 2004, 6). She communicated and collaborated with Liberals nationally and internationally. From the Swedish Parliament, she advanced into the League of Nations, where she profiled herself as an ardent pacifist. She participated in the work of the International Labour Organisation in the 1920s and 1930s, as well as that of organisations for mental health care (Frangeur 2004; Buchert 2004, 5-6). Kerstin Hesselgren was elected to raise the moral tone, educate and help women develop physically and intellectually. Starting out in a situation where some male colleagues did not view the female inspectors positively also created a tendency to keep a low profile and underline the feminine, caring approach (Akerblom 1998, 43-44, 50-51).

## Conclusion

Ruth Livesey and Helen Jones have argued that the appointment of female factory inspectors was not so much an action that had a positive effect on the situation of working class women; but it was a means of creating employment opportunities within the civil service for middle-class women who had managed to gain access to education. They have argued that the new «Lady factory inspectors» were distanced from the women they inspected and particularly engaged in retaining and advancing the position of the female inspectorate. The post of female factory inspector was in many cases the sign of recognition of (middle class) women as skilled, competent civil servants.

The issue of competence is however important. When a woman needed skills and training or diplomas to attain a post, it was no longer an issue of operating in the sphere of womanly sympathy and charity with the refinement of a lady. Professionalisation was of considerable

importance, but just as the ladylike image excluded working-class girls as possible candidates, so did the obligatory presence of higher education or contacts with the centre of political power. The small populations of the Nordic countries and the ballooning of the education sector in the nineteenth century did create opportunities for women of lower social status. Unlike in Britain, with college fees of 100 guineas, the schools and universities there catered for those with more modest means if they could pass the entrance exams. The second female inspector in Finland, Jenny Markelin, was the first woman university grade engineer, with a diploma from the Polytechnic Institute. She was also a farmer's daughter.

There is no doubt that these women operated within their given networks and made use of them. Both the old male professional elite and the middle-class women's organisations were mobilised in the pursuance of the strategies. However, they avidly embraced the new opportunities awarded by international contacts and gained competence through studying abroad or skills linked to internationalism. Even after being accepted as civil servants, they continued cultivating an international approach through reading literature on working and living conditions elsewhere or through trips to factories and exhibitions in other European countries. Even within the small group of women presented in this study, personal links were formed with female inspectors internationally. Where we have access to their inspection reports we find that Adelaide Anderson and Vera Hjelt were reminding officials of better provisions or better social engagement or better technology in other countries. Kerstin Hesselgren's internationalism was visible in her political career and her engagement in international organisations. Annette Vedel on the other hand waited until retirement, when she became the embodiment of what has been called «Nordism» or the Nordic movement. It is, however, not as easy to glean the ability of these essentially middle-class women to identify with the women they inspected. When Kerstin Hesselgren studied sanitary inspection in London in 1904, she met with Adelaide Anderson who explained the workings of the English class society to her. A Lady Inspector had to dress like a lady and behave like a lady to gain the respect of shopkeepers and factory owners (Dagny 1903, 42). In Sweden, the issues of tact and civilising the uncouth workers were firmly included in the discourse of the role of a female inspector. Whether because of the one or the other, photographs of Kerstin Hesselgren inspecting factories in the 1940s show her wearing the badge of the lady, the hat.



There is no doubt that the female inspectors worked hard to improve working conditions. Vera Hjelt and Kerstin Hesselgren also made efforts to obtain political decisions on issues like working hours, social legislation, abortion, protection of illegitimate children, etc. Neither of these two accepted the boundaries of the bourgeois parties but insisted on retaining the right to co-operate with others in issues of social legislation. Whether this should be described as an identification, or as a sign of a social conscience of the old philanthropic kind, is, however, debatable. According to Vera Hjelt's biographer, Miina Sillanpaa, the grand old lady of the female socialists had only positive things to say about her work in Parliament. There is also the story told by Vera Hjelt about another female socialist delegate, who, on the eve of the First World War, stated that she would be happy to write a positive obituary of Vera Hjelt. When Vera Hjelt replied that she might have to make haste in case the revolution came, and it would be time to mount the executioners' block, she got the answer, «If you take off your rings and golden chain and give them then and there to the people, I would be happy to spare you» (Hjelt-Cajanus 1946, 224).

## References

- AKERBLOM, Annika, 1998, *Arbetarskydd för kvinnor: kvinnlig yrkesinspektion i Sverige 1913-1948*, Uppsala, Uppsala University.
- ALBISETTI, James C., 1996, «Female Education in German Speaking Austria, Germany and Switzerland 1866-1914», in David F. GOOD, Margarete GRANDNER and Mary Jo MAYNES (eds.), *Austrian Women in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> centuries*, Providence, Berghahn Books, pp. 39-57.
- ANDERSON, Adelaide M., 1922, *Women in the Factory: an Administrative Adventure, 1893 to 1921*, London, J. Murray.
- BERETNING om Arbejds og Fabrikstillsynets Virksomhed Araren 1919 og 1920*, 1922, Kobenhavn, Schultz.
- BLOM, Ida, 1983, «Veien til juridisk likestilling», *Historica IV, Foredrag vid det XVIII nordiska historikermotet 1981*, Jyvaskyla, University of Jyvaskyla, pp. 57-71.

- BRADBROOK, Muriel Clara, 1969, *That Infidel Place, A Short History of Girton College 1869-1969*, Cambridge, Girton College.
- BUCHERT, Lene, 2004, «Kerstin Hesselgren (1872-1964)», *Prospects, Unesco International Bureau of Education*, XXXIV-1 (March), pp. 124-136.
- CARLSSON, Sten, 1970, *Svensk Historia 2*, Stockholm, Svenska bokforlaget.
- CAVONIUS, Gosta, 1988, *Den svenska lalarutbildningen I Finland 1871-1974*, Helsingfors, Svenska litteratursallskapet i Finland.
- CONZE, Werner and KOCKA, Jürgen, 1988, *Bildungsburgetum in 19. Jahrhundert, I. Bildungssystem on Professionalisierung im Internationalen Vergleich*, Stuttgart, Ernst Klett Verlag.
- DAVIES, Celia, 1988, «The Health Visitor as Mother's Friend: A woman's place in public health 1900-14», *Social History of Medicine*, 1:1 (April), pp. 39-60.
- ENSIMMAINEN yleisen tyolaisnaisten edustajain kokouksen poytakirja 4, 5 ja 6 heinakuuta 1900, Helsinki, [n.p.].
- ERICSON, Ann-Charlotte, 2007, *Slojdlarares undervisning*, Thesis, Department of Education, University of Gothenburg.
- FEURER, Rosemary, 1988, «The Meaning of 'Sisterhood': the British women's movement and protective labor legislation 1870-1914», *Victorian Studies*, 31, pp. 233-260.
- FRANGEUR, Renee, 2004, *Kerstin Hesselgren – den forsta yrkesinspektisen, riksdagskvinnan och fogelstadkvinnan*, Linkoping, Linkopings Universitet.
- FUCHS, Rachel and THOMPSON, Victoria, 2005, *Women in 19<sup>th</sup> Century Europe*, London, Palgrave Macmillan.
- GLICKNANN, Rose, 1984, *Russian Factory Women: Workplace and Society, 1880-1914*, Berkeley, University of California Press.
- HARRISON, Barbara and NOLAN, Melanie, 2004, «Reflections in Colonial Glass? Women factory inspectors in Britain and New Zealand 1893-1921», *Women's History Review*, 13:2, pp. 263-288.
- HARRISON, Elaine, 1995, *Officials of Royal Commissions of Inquiry, 1870-1939*, London, Institute of Historical Research.
- HENNOCK, Peter, 1987, *British Social Reform and German Precedents. The Case of Social Insurance 1880-1914*, Oxford, Clarendon Press.
- HENRIQUES, Ursula, 1979, *Before the Welfare State, Social Administration in Early Industrial Britain*, London, Longman.

- HENTILA, Marjaliisa, 1989, «Maa jossa piiatkin saa aanestaa», in Leena LAINE, Pirjo MARKKOLA and Marjaliisa HENTILÄ (eds), *Tunte-maton tyolaisnainen*, Tampere, Vastapaino, pp. 162-185.
- HESSELGREN, Kerstin, 1904, «Den kvinnliga yrkes och sundhetsinspektionen i England», *Dagny*, 14, pp. 313-318.
- HIETALA, Marjatta, 1992, *Tietoa, taitoa, tuntemusta- Helsinki Euroop-palaisessa kehityksetta 1875-1917*, Helsinki, Suomen Historiallinen Seura.
- HJELT, Vera, 1886, *Slojdens berättigade vid den s.k. larda skolan*, Hel-singfors, Industristyrelsen.
- , 1888, *Qvinnan pa de praktiska arbetomradena*, Helsingfors, Indu-stristyrelsen.
- , 1904, *Berattelse afgifven af kvinnliga yrkesinspektoren i Finlad for ar 1903*, Helsingfors, Industristyrelsen.
- , 1909, *Berattelse afgifven af kvinnliga yrkesinspektoren i Finlad for ar 1908*, Helsingfors, Industristyrelsen.
- , 1910, *Berattelse afgifven af kvinnliga yrkesinspektoren i Helsingfors, Tammerfors och Uleaborgs distrikt for 1909 jamte reseberattelse*, Helsingfors, Industristyrelsen.
- , 1911, *Undersokning af yrkesarbetarnes lefnadsvillkor i Finland 1908-1909*, Helsingfors, Industristyrelsen.
- , 1939, *Arbetskydd mot olycksfall och ohalsa*, Helsingfors, Industris-tyrelsen.
- HJELT-CAJANUS, Ester, 1946, *Vera Hjelt, En Banbryterska*, Helsing-fors, Soderstroms.
- JONES, Helen, 1988, «Women health workers: the case of the first women factory inspectors in Britain», *Social history of Medicine*, 1:2 (August), pp. 165-182.
- KUUSANMAKI, Jussi, 1992, *Sosiaalipolitiikkaa ja kaupunkisuunnitte-lua, Tietoa , taitoa asiantuntemusta Helsinki eurooppalaisessa kehi-tyksessa 1875-1917*, Helsinki, Suomen Historiallinen Seura.
- LEVINE, Philippa, 1990, *Feminist Lives in Victorian England: Private Roles and Public Commitment*, Oxford, Blackwell.
- LIVESLEY, Ruth, 2004, «The Politics of work: feminism, professionali-sation and women inspectors of factories and workshops», *Women's History Review*, 13:2 (June), pp. 233-261.
- LUNDIN, Carl, 1890, *Nya Stockholm*, Stockholm, [n.p.].

- MARKUSSEN, Ingrid, 1990, «The development of writing ability in the Nordic countries in the eighteenth and nineteenth centuries», *Scandinavian Journal of History*, 15:1, pp. 37-63.
- MARTINDALE, Hilda, 1938, *Women Servants of the State, 1870-1938*, London, Allen and Unwin.
- , 1944, *From One Generation to Another, 1839-1944. A Book of Memoirs by Hilda Martindale*, London, Allen and Unwin.
- , 1948, *Some Victorian Portraits and Others*, London, Allen and Unwin.
- MCFEELEY, Mary Drake, 1988, *Lady Inspectors: the Campaign for a Better Workplace*, Oxford, Blackwell.
- NIGGERMANN, Heintz, 1981, *Emanzipation zwischen Sozialismus und Feminismus*, Wuppertal, Hammer.
- ROBERT, Jean-Louis, 1998, *Inspecteurs et inspection du travail sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République*, Paris, Ministère du Travail et de la Solidarité.
- ROI FREY, Karin, 2001, *Wenn alle Stricke reissen, dann wird sie noch einmal Lehrerin, Lehrerinnen in biographischen Zeugnissen*, Bochum, Verlag Dieter Winkler.
- RUSSELL, William and HURLBATT, Ethel, 1902, «Course in Scientific Hygiene», *The British Journal of Nursing* (July 26).
- SCHMITT, Sabine, 1995, *Der Arbeiterinnenschutz in deutschen Kaiserreich*, Stuttgart, Metzler.
- THESTRUP, Anne, 1991, «Kvinder i offentlige institutioner», *Fortid og Nutid*, 3 pp. 187-194.
- TUCKWELL, Gertrude M., 1910, *Woman in Industry from Seven Points of View*, London, Duckworth.
- VATTULA, Kaarina, 1983, «Kvinnors förvarvsarbete i Norden under 100 år (1870-1970)», *Studia Historica Jyväskyläensia*, 27.
- , 1989, «Lahtoviivallako? Naisten ammatissatoimivuudesta, tilastoista ja kotitaloudesta», in Leena LAINE, Pirjo MARKKOLA and Marjalliina HENTILÄ (eds.) *Tuntematon työlaisnainen*, Tampere, Vastapaino, pp. 13-38.
- VEDEL, Annette, 1902, «Danske Arbejderfamiliers Forbrug», *Nationaløkonomisk Tidsskrift*, 3:10, pp. 322-360.
- VIET, Vincent, 1994, *Les Voltigeurs de la République. L'Inspection du Travail en France jusque'en 1914*, Paris, CNRS.

*Electronic data sets, Websites*

- DANSK BIOGRAFISK LEXICON/1, «Andrae, Carl Christopher, Georg», <http://runeberg.org/dbl/1/0276.html>.
- DANSK BIOGRAFISK LEXICON/18, «Vedel, Pet. Aug. », <http://runeberg.org/dbl/18/0312.html>.
- FORELIUS, Sinikka, «Tyovaensuojelu ja huoltonayttelystä tyosuojelunayttelyyn 1909-1999», <http://www.tyovaenperinne.fi/tyovaentutkimus/1999>.
- KNUDSEN, Tim, «Vedel, Fanny Annette», *Dansk Kvindebiografisk Leksikon*, <http://www.kvinfo.dk/side/597/bio/1389>.
- RAMM REISTAD, Gunhild, «Betzy Kjelsberg (1866-1950)», <http://kvinnesak.no/info>.
- RAVN, Anna-Birthe, «Julie Ahrenholt», *Dansk Kvindebiografisk Leksikon*, <http://www.kvinfo.dk/side/597/bio/1062>.
- VOLODIN, Andrei, 2008, «Russian factory inspection 1882-1918: Cui bono? », Paris, economic paper at the School of Economics (LEA-INRA), <http://www.pse.ens.fr/document/wp200860.pdf>.

# Une voix dans le désert. La réception en Espagne de la croisade abolitionniste de Josephine Butler dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle

Jean-Louis GUEREÑA

Parmi les stratégies féministes transnationales qui se mirent en place au XIX<sup>e</sup> siècle, une place de choix revient à Josephine Butler (1828-1906) et à sa campagne d'ampleur internationale – qu'elle qualifia elle-même symboliquement de «grande croisade» (Butler 1896 & 1900) – pour l'abolition de la prostitution réglementée avec la *Fédération britannique, continentale et générale* qu'elle contribua à mettre sur pied.

L'abolitionnisme de la prostitution constitue l'une des expressions du féminisme d'origine anglo-saxonne et protestante qui se diffusa en Europe et au-delà dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle (Käpelli 1990). Son discours met clairement en cause la «double morale» en vigueur dans un univers réglé par les hommes pour les hommes et propose en conséquence l'abolition de la prostitution alors tolérée et réglementée par l'Etat et les institutions officielles, essentiellement sous couvert de défense de l'hygiène publique mais non sans recevoir de substantielles contreparties économiques.

La préoccupation morale est bien à la source de cet engagement indubitablement féministe par ailleurs. Pour les militantes protestantes de la première heure à l'origine de cette nouvelle «grande croisade» des temps contemporains, le mélange du religieux et du politique est évident. Elles naviguent entre conscience de l'exploitation sexuelle des femmes et tradition d'une morale ascétique. Le terme même d'«abolitionnisme» est bien entendu révélateur. Le combat pour l'abolition de la prostitution réglementée et l'engagement contre la «traite des blanches» – comme l'on disait alors – s'inscrivent ainsi dans la continuité de la lutte pour l'abolition de l'esclavage des noirs.

Après avoir été longtemps oubliées (peut-être précisément par leur forte dimension religieuse), tant dans le monde anglophone comme partout ailleurs, la personnalité et l'œuvre de Josephine Butler reviennent

aujourd'hui en force dans les études féministes et historiques. En effet, si l'on excepte quelques travaux antérieurs, il faut attendre en fait la toute fin du XX<sup>e</sup> siècle et le début du XXI<sup>e</sup> – autour du centenaire de sa mort en 2006 – pour que l'on redécouvre vraiment, notamment à la lumière des notions de genre et de *care*, l'apport considérable de Josephine Butler et que se multiplient un peu partout les études consacrées à sa vie et à son œuvre, tant d'un point de vue national – c'est-à-dire strictement britannique – qu'international autour de la Fédération abolitionniste- (Jordan 2001; Jordan et Sharp 2003; Summers 2008).

Nous ne ferons donc ici que présenter très rapidement Josephine Butler et sa Fédération abolitionniste pour nous intéresser concrètement au cas de l'Espagne où, en l'absence d'un mouvement féministe un tant soit peu structuré – seule Concepción Arenal<sup>1</sup> s'y engagea un temps –, les réseaux protestants et maçonniques (masculins) furent activés dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle pour tenter de diffuser, non sans mal, le message abolitionniste dans un pays de tradition catholique où le réglementarisme était fort implanté et ne rencontrait alors que fort peu d'oppositions (Guereña 2003).

1 Concepción Arenal [1820-1893] est l'une des figures précurseurs du féminisme en Espagne. Ecrivaine et juriste (elle suivit des études de Droit déguisée en homme puisque les femmes espagnoles n'avaient pas accès à l'Université pendant la plupart du XIX<sup>e</sup> siècle), elle devint l'une des premières plumes espagnoles à prendre la défense des marginaux et écrit de nombreux ouvrages sur les prisons, la marginalité ou la délinquance. Elle dénonça aussi la condition des femmes, en particulier dans son livre séminal, *La mujer del porvenir* (1869). Très respectée par les autorités espagnoles, elle fut la première femme espagnole à devenir *visitadora de prisiones de mujeres* (inspectrice des prisons pour femmes). Elle se caractérisa également pour son activisme en faveur des pauvres et des marginaux et fonda plusieurs œuvres de charité et publications en faveur des plus démunis, dont *La voz de la caridad* («La voix de la charité»).

## La «croisade» de Josephine Butler, la *pasionaria* de l'abolitionnisme au XIX<sup>e</sup> siècle

Mais qui était donc Josephine E. Butler, la *pasionaria* de l'abolitionnisme et que prétendait-elle? Dotée d'une forte personnalité, modelée par une ardente foi chrétienne qui ne la quitta pas jusqu'à sa mort et dont il convient de toujours tenir compte à son égard, Josephine Butler fit preuve tout au long de sa vie d'une grande énergie hors du commun, qu'elle savait aussi ardemment communiquer aux autres, surtout aux femmes, véritablement séduites par le charisme qu'elle dégageait autour d'elle (Van Drenth et De Haan 1999; Nolland 2005; Dagers et Neal 2006).

Femme d'exception, toujours combative, intimement convaincue de l'égalité entre hommes et femmes et souhaitant s'opposer activement aux multiples injustices, Josephine Butler commença de manière relativement classique son militantisme féministe en luttant avec d'autres – dont Anne Jemima Clough<sup>2</sup> – pour permettre l'accès des femmes à l'enseignement supérieur. Mais c'est son engagement passionné dans la cause abolitionniste – «une voix dans le désert», toutefois, selon sa propre expression – qui la fit connaître en Grande Bretagne et dans l'Europe toute entière (Nolland 2005).

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1870, elle publia dans le journal londonien *Daily News* un manifeste intitulé «*An Appeal to My Countrymen*», contresigné par 250 femmes de la *Ladies' National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts*, pour condamner la nouvelle législation britannique des années 1866-1869 sur les maladies vénériennes (considérées par euphémisme comme des «maladies infectieuses») et la prostitution, qui obligeait toutes les femmes suspectées de se prostituer à passer un contrôle médical (Fédération britannique, continentale et générale 1878, I, 7-12; Guyot 1882, 84-89; Butler 1900, 14-16; Walkowitz 1980, 67-136; Jordan 2001, 106-126). L'abolitionnisme de la prostitution était né comme doctrine. Ce manifeste de 1870 renfermait en effet dans ses neuf points l'essentiel des arguments que les partisans de

2 Anne Jemima Clough [1820-1892] fut une des premières suffragistes anglaises, promotrice de l'éducation des femmes, première principale de la résidence pour femmes étudiantes de l'Université de Cambridge.



l'abolitionnisme allaient dorénavant avancer: illégalité du réglementarisme dans un Etat de droit, injustice profonde envers la femme, immoralité pour l'Etat à encourager «le vice», inefficacité sanitaire et morale du système, résolution du problème posé par les maladies vénériennes dans une législation qui s'attaque aux véritables causes du mal et dans un effort d'éducation morale (Butler 1900, 15-16).

Josephine Butler ne s'arrêta pas là et décida de donner une dimension internationale à son combat. Quatre ans plus tard, lors d'une réunion tenue à York le 25 juin 1874, elle et ses amies décidèrent en effet d'aller plus loin, en se lançant, en relation avec un franc-maçon de Neuchâtel, Aimé Humbert<sup>3</sup>, dans une véritable «croisade» abolitionniste à l'échelle internationale (ou tout au moins européenne), avec la création d'une association baptisée à ses débuts *Fédération britannique, continentale et générale* (qui deviendra en 1896 la *Fédération Abolitionniste Internationale*) pour lutter contre la prostitution réglementée par les Etats (Fédération britannique, continentale et générale 1878, I, 102-104; Petrie 1971).

C'est seulement à partir de 1877 que la «croisade» lancée par Josephine Butler commença à prendre réellement une dimension publique et internationale avec l'organisation à Genève, du 17 au 22 septembre, du premier congrès abolitionniste international, qui rassembla plusieurs centaines de représentants (Fédération britannique, continentale et générale 1878, I, 291-318). Mais quels furent alors les pionniers de cette doctrine abolitionniste en Espagne?

## Flidner et les autres. Les réseaux protestants en Espagne

Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, la doctrine abolitionniste va être en Espagne, pour l'essentiel, une doctrine importée de l'étranger par des étrangers, d'idéologie protestante de surcroît. Le réseau protestant – structuré en Espagne après la liberté religieuse accordée lors de la Révolution de 1868 par le décret d'octobre 1868 et reconnue par l'article 21

3 Aimé Humbert [1819-1900], homme politique et professeur suisse, franc-maçon et pacifiste, grand-maître de la loge Alpina de 1874 à 1879.

de la Constitution de 1869 – va donc être largement mis en œuvre pour contribuer à la diffusion du message de la protestante Josephine Butler.

Ce sont en effet des pasteurs protestants – et notamment l'allemand Fritz [hispanisé en Federico] Fliedner [1845-1901] à Madrid (Rodríguez Domingo 1997, 23-230; Van der Grijp 1971, 201-204, 287-298; Zulueta 1984, 63-66; Vilar 1998), le suisse Alexandre Louis Empaytaz [1837-1926] à Barcelone (Van der Grijp 1971, 265-268; Drochon 1974, 494; García Ruiz 1994, 258-260; Arencón Edo 2000, 106-109), et l'espagnol, formé à Lausanne, Segundo Sabio del Valle à Saragosse (Van der Grijp 1971, 379, 394; Sebastián Vicent, Bello Fuentes, De la Piedra Simón 1992, 87) – qui vont s'en charger dans cette nouvelle «terre de missions» qu'est l'Espagne d'après 1868.

Citons notamment à leur actif la traduction, l'édition – à travers la Librairie nationale et étrangère fondée à Madrid en 1873 par Fliedner pour la propagande des idées protestantes – et la diffusion des opuscules de la Fédération britannique et continentale, et en particulier de la fameuse brochure de J. Butler, *Une voix dans le désert*. Ces pasteurs se chargeront également de l'organisation de réunions de propagande de la représentante de Josephine Butler en Espagne et de la mise à disposition de locaux dans les missions évangélistes pour abriter les premiers noyaux abolitionnistes espagnols. Il convient d'ajouter le rôle – certes relativement limité – joué par la presse protestante, et tout particulièrement par la *Revue Chrétienne*, journal scientifique et religieux fondé à Madrid par Fliedner en 1880.

Même si l'on peut noter quelques inflexions dans le discours réglementariste tenu après la Révolution de 1868 (Guereña 2003, 245-260), montrant par là une forme de réception des idées abolitionnistes en Espagne, il faut toutefois attendre la date de 1877 pour relever quelques éléments concrets. C'est à cette date que voit en effet le jour la traduction espagnole d'*Une voix dans le désert*, réalisée par Alexandre Empaytaz, pasteur suisse résidant à Barcelone depuis 1869 (Butler 1877), et que sont publiés les premiers articles favorables à Josephine Butler dans la revue de Concepción Arenal, *La voix de la charité*. Rappelons également qu'en 1877 se tient à Genève – avec une participation espagnole symbolique – le premier congrès de la Fédération britannique, continentale et générale, dont les résolutions seront traduites en espagnol.

Mais ces premières manifestations abolitionnistes sont alors non seulement isolées et minoritaires, mais en butte également à l'hostilité des

autorités politiques et religieuses (c'est-à-dire catholiques) espagnoles. La conjoncture des premières années de la Restauration monarchique – après la Première République instaurée en février 1873 – n'était de toute façon pas favorable à la liberté d'expression. La Constitution de 1876 avait en particulier rétabli dans son article 11 la religion catholique comme religion d'Etat et interdit toute manifestation religieuse non catholique.

Les pasteurs protestants – étrangers de surcroît –, qui sont les premiers militants de la cause abolitionniste, sont aussi les plus exposés. La diffusion au cours du premier semestre 1877 de la traduction de la brochure de Josephine Butler connaîtra ainsi quelques difficultés. L'interdiction fut alors rapidement levée, mais quelques années plus tard, en 1881, Fritz Fliedner fut poursuivi et même emprisonné quelque temps.

Nous ignorons le tirage et l'impact de cette première publication abolitionniste en Espagne, vraisemblablement tout aussi confidentielle que la suivante contenant les résolutions du congrès de Genève, reproduites peu après dans la revue de Concepción Arenal, ce qui contribuait à accroître un tant soit peu leur audience en Espagne.

Ce sont ces mêmes pasteurs que l'on retrouve présents aux différents congrès de la Fédération créée par Josephine Butler: au comité d'honneur de celui de Genève en septembre 1877 (aux côtés de Concepción Arenal et d'Emilio Castelar<sup>4</sup>) – seul Manuel Ruiz Zorrilla<sup>5</sup>, alors en exil en Suisse était effectivement présent –, puis à la conférence de Paris de novembre 1878 où Fritz Fliedner explique qu'«en Espagne, il n'existe aucune société, aucun comité poursuivant le but qui nous réunit ici», et, poursuit-il: «Dans les circonstances actuelles, j'en vois la création impossible. [...] Peut-être arriverait-on à composer un comité avec des éléments étrangers; mais nous n'atteindrions pas le but: la première condition pour obtenir des résultats favorables, c'est que l'initiative parte d'un groupe national» (*Le Bien Public* 15-XI-1878, 82). En compagnie d'Alexandre Empaytaz, Fritz Fliedner représente ensuite l'Espagne à la

4 Emilio Castelar [1832-1899], écrivain, universitaire et homme politique était une des figures clés du républicanisme espagnol pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Il fut Président de l'Exécutif de la 1<sup>ère</sup> République espagnole (1874).

5 Manuel Ruiz Zorrilla [1833-1895], homme politique, républicain et Franc-maçon conspira à plusieurs reprises contre la Monarchie de la Restauration, fut Ministre pendant la 1<sup>ère</sup> République et fut Grand Maître du Grand Orient Espagnol.

conférence de Liège de la Fédération en avril 1879, mais ne peut assister ni au congrès de Gênes de septembre-octobre 1880 ni à la conférence de Londres de juin 1881. Et en octobre 1882, peu après la conférence annuelle de la Fédération organisée à Neuchâtel où il ne peut non plus se rendre, Fliedner, après avoir constaté qu'en Espagne «il ne s'est pas encore formé de comité d'action pour l'abolition de la réglementation du vice», revient de nouveau sur cette idée maîtresse. Ce sont aux Espagnols eux-mêmes de le fonder (*Le Bien Public* 15-IV-1879, 28).

### L'envoyée de Josephine Butler en Espagne, la Comtesse de Précorbin

Pour ce faire, il faut attendre les retombées de la tournée espagnole de la Comtesse de Précorbin – l'envoyée de Josephine Butler en Espagne – décidée à la suite de la conférence de la Fédération tenue du 19 au 22 septembre 1882 à Neuchâtel. «Il y a un an environ», rapporte-t-elle le 20 septembre 1883 lors du congrès de La Haye, «que me fut suggérée l'idée d'entreprendre un voyage de propagande en Espagne» (Fédération britannique, continentale et générale 1883, 81).

C'est donc à une aristocrate suisse mais d'origine espagnole, à propos de laquelle nous ne savons pas grand chose (Butler 1896, 315), que l'on doit les premières réunions de propagande qui vont conduire à mettre sur pied les noyaux espagnols de la Fédération Abolitionniste. Ne peut-on d'ailleurs pas considérer qu'il s'agit de Julia Hellwig, à qui Remigio Vega Armentero [1853-1893], l'auteur du roman sulfureux *La fange du boudoir*, adresse une lettre ouverte, publiée en juin 1883 dans *Las Dominicales del Libre Pensamiento*, l'organe espagnol de la libre-pensée, et dans laquelle il se déclare opposé à la prostitution réglementée?

D'après son propre témoignage lors du congrès de La Haye, divers articles parus dans *Le Bulletin Continental* (le bulletin de la Fédération abolitionniste) et le *Discours* prononcé contre la réglementation de la prostitution par Juan María Bofill, alors conseiller municipal de

Figueras<sup>6</sup> (Bofill 1890), que nous retrouverons plus tard, nous pouvons reconstituer une partie de son itinéraire de propagande abolitionniste en Espagne (puis en France) d'octobre 1882 à février 1883: Madrid-Malaga (où demeurait une communauté protestante relativement importante) – Madrid-Saragosse-Barcelone (où elle donne cinq conférences en huit jours) – Figueras-Nîmes-Montpellier.

Quels en furent les assistants et les retombées? Dans ses souvenirs, Josephine Butler, certes directement intéressée dans la valorisation des actions de propagande abolitionniste, insiste sur l'enthousiasme rencontré partout et la diversité sociale de l'auditoire (Butler 1896, 315). Il semble qu'elle descendit même au fond d'une mine. Nous avons plus de renseignements sur la réunion tenue en février 1883 dans l'école évangéliste de Figueras (dans la province catalane de Gérone, tout près de la frontière française) avec une assistance de 400 personnes, ce qui n'était pas si mal pour une petite ville de presque 13.000 habitants, et à la suite de laquelle, visiblement séduit, «amoureux de sa parole et convaincu de sa doctrine», Juan María Bofill se «convertit» à l'abolitionnisme (Bofill 1890, 21).

En janvier 1883, la Fédération publia à Neuchâtel une brochure de la Comtesse de Précorbin (sous son initiale, comme cela avait été le cas d'un article publié en 1881), *Les deux morales*, dédiée à Josephine Butler, dont une partie de la presse espagnole rendit compte, puis *Avant qu'il soit trop tard*, qui fut traduit dans la *Revue Chrétienne*. Mais il semble que par la suite elle n'intervint plus en Espagne, tout en restant affiliée à la Fédération avec des domiciliations diverses. En août 1884, lors de la conférence de Bâle, à laquelle elle assiste en compagnie de Segundo Sabio del Valle, elle fait ainsi partie, domiciliée à Paris, avec Tommy Fallot [1844-1904] et Emilie de Morsier [1843-1896], des trois membres français du comité exécutif de la Fédération qui en comptait 27 au total.

Peu après, elle publie un article sur «Le devoir des femmes dans la Fédération», dans lequel elle demande «que chaque femme qui se convertit aux principes de la Fédération, devienne un apôtre travaillant avec ardeur autour d'elle, selon son âge, son rang et ses facultés, à changer

6 Juan María Bofill [1845-1918], républicain et franc-maçon, professeur de physique et de chimie au lycée de la ville de Figueras depuis 1880 fut conseiller municipal – et plus tard maire – de Figueras, directeur de l'organe de presse républicain fédéral de Figueras (Albertí 1973, 194; Culla et Duarte 1990, 59-60).

l'opinion du monde, trop indulgent dans ses jugements sur la conduite des hommes envers les femmes dénuées de ressources ou de protection» (*Le Bien Public* 15-IX-1884, 75-76). En septembre 1885 (conférence d'Anvers), alors domiciliée à Montreux, puis en juillet 1886 (congrès de Londres), elle fait toujours partie du Comité exécutif de la Fédération, bien qu'elle ne semble pas y être très active, mais cette fois-ci au titre de l'Espagne. En septembre 1887 (conférence de Lausanne), puis en septembre 1888 (conférence de Copenhague) et en septembre 1889 (congrès de Genève, alors domiciliée à Stockholm), elle n'y figure plus que comme «correspondant». En septembre 1890, enfin, elle intervient lors d'une manifestation abolitionniste à Christiania (Oslo), domiciliation également indiquée lors de sa nomination au comité exécutif de la Fédération, toujours en qualité de correspondant, lors du congrès de Stockholm. Elle semble avoir quitté ensuite les instances de la Fédération.

Avait-elle toutefois réussi à passer le relais aux Espagnols eux-mêmes? Le moment n'était-il pas venu, pour reprendre les mots de la Comtesse de Précorbin, «de passer des sympathies de pure estime à la tâche difficile de la fondation d'une œuvre viable»? (Fédération britannique, continentale et générale 1883, 81). En janvier 1883, la conférence de Rafael María de Labra<sup>7</sup> sur la Fédération fondée par Josephine Butler, son histoire et ses finalités, tenue au sein de l'association madrilène qu'il présidait alors (*El Fomento de las Artes*) permit de sortir du cadre étroit du protestantisme et de donner quelque audience – particulièrement auprès des femmes – au message abolitionniste (Labra 1883).

Les pasteurs protestants étaient d'ailleurs très sensibles au rôle de ces intenses espaces de sociabilité, au cœur de la vie politique et intellectuelle de la cité, qu'étaient en Espagne les athénées. Fritz Fliedner – «peut-être le seul missionnaire étranger qui s'intégra complètement dans la vie espagnole» (Zulueta 1984, 62) – fut ainsi à Madrid membre actif du célèbre *Ateneo*, comme Segundo Sabio del Valle, jeune théologien protestant et franc-maçon arrivé de Suisse en 1880, le fut de son homo-

7 Rafael M<sup>a</sup> de Labra [1840-1918], intellectuel et homme politique est un des fondateurs de l'*Institución Libre de Enseñanza*, fondée en 1876, institution qui forma plusieurs générations d'intellectuels progressistes et qui prôna des idéaux de mixité et d'égalité entre les sexes. Par ailleurs Labra, né à La Havane, fut un membre très actif de la *Sociedad Abolicionista Española*, qui prônait la fin de l'esclavage dans les possessions espagnoles d'Outre-mer, ce qui réaffirme la proximité entre la lutte pour l'abolition de la prostitution et celle de l'esclavage.

logue de Saragosse, où il interviendra à de nombreuses reprises sur des sujets divers, dont la prostitution, de janvier à mai 1884 (Soria Andreu 1993, 58-60, 73, 117, 121, 291-292).

Ce dernier fut, semble-t-il, «un des hommes les plus distingués et les plus dévoués à la cause abolitionniste» (Fiaux 1888, 590), et entra au comité exécutif de la Fédération comme représentant espagnol lors de la conférence de Bâle d'août 1884 à laquelle il assista, comme nous l'avons vu, en compagnie de la Comtesse de Précorbin. Il fut réélu en 1885 (conférence d'Anvers), en 1886 (4<sup>e</sup> congrès de Londres), en 1887 (conférence de Lausanne), en 1888 (conférence de Copenhague) et en 1889 (5<sup>e</sup> congrès de Genève), bien qu'il n'assistât plus à ces rencontres internationales de la Fédération.

Mais n'y avait-il donc pas de femmes en Espagne susceptibles de recevoir et de relayer le message abolitionniste?, comme le demandait Julia Hellwig en juin 1883, dans sa lettre en réponse à Remigio Vega Armentero (Hellwig 1883, 2). Certes, comme le signalait la Comtesse de Précorbin en septembre 1883, les femmes espagnoles «sont en général tenues par la coutume dans un état de dépendance que l'on ne rencontre plus guère parmi les peuples où la Fédération a reçu son principal développement» (Fédération britannique, continentale et générale 1883, 82).

## Un rendez-vous manqué: Concepción Arenal

Dans ce travail de propagande abolitionniste, il faut bien entendu faire un sort à part à Concepción Arenal qui sous la Restauration va être l'une des premières «féministes» (et même femmes tout simplement) espagnoles à faire sienne la doctrine abolitionniste mais sans réellement s'engager (ou pouvoir le faire comme elle l'entendait) dans ce combat (Lacalzada de Mateo 1991; 1994, 353-355).

Malgré l'existence de cet intermédiaire culturel qu'était la revue qu'elle contribua à fonder en 1870 et à faire vivre de nombreuses années (*La Voix de la Charité*, revue bimensuelle de bienfaisance et d'établissements pénitentiaires), Concepción Arenal ne fait pas vraiment école et se trouve en effet quelque peu isolée. Comme Josephine Butler, elle aussi avait conscience de parler «dans le désert». Avant 1877, il ne

semble pas qu'elle se soit vraiment intéressée à la situation des prostituées (Arenal 1869, 44-46) et la prostitution apparaît de toutes façons comme un thème relativement marginal dans son œuvre – y compris dans sa revue (Arenal 1884, 346; Arenal 1897, 405-427).

Il est à supposer que c'est l'ami de Josephine Butler, Fritz Fliedner – «qui nous honore de son amitié», avoue-t-elle en 1881 – qui transmet à Concepción Arenal la brochure de Josephine Butler début 1877 et qui l'a ainsi mise en relation avec Josephine Butler, laquelle tenta bien entendu de s'attacher cette recrue de poids. Dès juin 1877 en tout cas, Concepción Arenal publia dans sa revue de nombreux extraits de la traduction espagnole d'*Une voix dans le désert* qui venait de paraître. Sensible à l'hommage rendu, Josephine Butler lui adressa en août 1877 les documents préparatoires au congrès de Genève, que Concepción Arenal publia immédiatement, ainsi qu'une invitation à y participer. Déclarant alors publiquement son adhésion à la Fédération de Josephine Butler, Concepción Arenal aurait eu l'intention de s'engager plus activement et de «provoquer la fondation d'une association contre l'immoralité» (*Le Bien public* 15-XI-1878, 82).

Mais il semble qu'elle dût y renoncer suite à des pressions exercées par «des personnages politiques très influents» – qu'elle ne nomme pas – qui lui auraient fait «comprendre que non seulement un tel mouvement serait entravé par le gouvernement, mais que les œuvres charitables actuelles [dont s'occupait activement Concepción Arenal] souffriraient certainement des funestes conséquences d'une pareille intervention».

Ces pressions, qui rendent compte des difficultés rencontrées en Espagne par les femmes pour émerger et exister dans l'espace public, expliquent sans doute son refus de participer au deuxième congrès de la Fédération tenu à Gênes, en 1880, et auquel elle avait été personnellement invitée par Josephine Butler:

Il m'est tout à fait impossible de me rendre au Congrès de Gênes. Je voudrais y aller en représentante de l'Espagne de l'avenir, car je ne crois pas qu'il y ait un peuple condamné à rester à jamais où nous sommes [...]. Oui, je voudrais bien aller à Gênes pour faire votre connaissance et celle de tant de compatriotes de la grande patrie [...]. Sur l'autel béni vous apporterez tous de belles offrandes, et j'en approcherai les mains vides; mais comme le cœur serait tout plein d'amour et d'espérance, vous diriez. Il ne faut pas le repousser, il est des nôtres... (*Le Bulletin Continental* 15-XI-1880, 88).



Les changements de majorité gouvernementale de 1881 permirent en tout cas la mise sur pied de sections espagnoles de la Fédération grâce à l'appui reçu de la part des républicains et des franc-maçons. Concepción Arenal, sans doute échaudée par ces pressions, ne figure toutefois plus parmi les promoteurs de l'abolitionnisme en Espagne, et aucun article postérieur à 1880 n'est par exemple publié dans *La Voix de la Charité* sur la Fédération Abolitionniste. Mais en 1881, elle défendit, à titre personnel, Fritz Fliedner, alors emprisonné. Et l'on peut noter qu'en 1892 elle cotise à la Fédération, montrant ainsi toujours son intérêt pour la doctrine de Josephine Butler. «C'était une admiratrice de l'œuvre de M<sup>me</sup> Butler et un membre zélé de la Fédération», reconnaissait *Le Bulletin Continental* en lui rendant hommage suite à son décès en février 1893.

## Les Républicains: un accord de principe

Si l'ensemble des grandes figures républicaines adhère officiellement à la Fédération abolitionniste à la suite de la tournée de propagande de la Comtesse de Précorbin, celles-ci ne semblent pas s'y être beaucoup investies, à l'exception peut-être de l'infatigable Rafael María de Labra (et encore). Nul doute évidemment à ce que les abolitionnistes attachaient du prix à toucher ces personnalités.

L'adhésion pionnière d'Emilio Castelar (apparemment dès le mois d'août 1877) sera par exemple célébrée immédiatement dans *Le Bulletin Continental*, mais resta sans effet concret (plus tard celui-ci se déclarera même partisan de la réglementation). Le 7 septembre 1877, Aimé Humbert lui transmet de Neuchâtel une lettre-circulaire au nom du Comité Exécutif de la *Fédération britannique continentale et générale pour l'abolition de la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée* pour lui demander «de bien vouloir accepter le mandat de membre du Comité d'honneur du Congrès de la Fédération» à Genève, ce qu'apparemment il accepta, tout comme Concepción Arenal et Manuel Ruiz Zorrilla, le seul espagnol à être effectivement présent au congrès.

Présenté comme «ancien ministre d'Etat», Ruiz Zorrilla y eut une participation plus que discrète. Figurant comme l'un des «assesseurs» de

la section d'Économie sociale du congrès, il intervient brièvement mais avec émotion dans la session du 19 septembre et il fait partie en outre «d'une Commission chargée d'examiner ce qu'il faudrait faire en Espagne» (Fédération britannique, continentale et générale 1878, I:439), dont nous ne savons rien.

A la suite de la tournée espagnole de la Comtesse de Précorbin, une section espagnole de la Fédération abolitionniste fut créée à Madrid en décembre 1882 et en février 1884 se mit en place un comité barcelonais. Parmi les vingt-cinq premières inscriptions effectives – tous des hommes –, l'on retrouve des personnalités républicaines de tout premier plan (Emilio Castelar, Estanislao Figueras, Cristino Martos, Francisco Pi y Margall, José de Carvajal, Laureano Figuerola), ainsi que des «institutionnistes» célèbres (Manuel Ruiz de Quevedo, Manuel Pedregal, Gumersindo de Azcárate, Rafael María de Labra), dont le fondateur de l'Institution Libre de l'Enseignement lui-même, Francisco Giner de los Ríos.

Le combat pour la liberté des femmes et donc pour l'abolition du réglemmentarisme ne s'inscrivait-il pas dans l'optique républicaine, libérale par principe? Mais l'enthousiasme des premiers moments retomba bien vite, et les sections constituées ici ou là disparurent peu de temps après. Il était clair que pour ces hommes il ne s'agissait nullement d'un combat prioritaire. Tout en reconnaissant que «les libéraux se prononcent généralement en notre faveur» et qu'«aujourd'hui, tout le monde connaît du moins et bénit le nom de l'initiatrice de cette grande œuvre», la Comtesse de Précorbin dressait un bilan quelque peu désabusé en septembre 1883: «[...] Il faudrait que les conférences allassent en se multipliant: nos brochures en général ne se lisent guère, on les évite; le peuple ne nous connaît pas et les personnages haut placés pour la plupart nous ignorent» (Fédération britannique, continentale et générale 1883, 82).

L'ensemble de la presse républicaine constitua toutefois un vecteur non négligeable – encore à étudier concrètement – pour la diffusion des idées abolitionnistes, que ce soit sur le plan national (*La Tribune* par exemple) ou local (*Le Réformiste Andalou* à Malaga, *La Droite. Quotidien démocratique* à Saragosse ou *Le Journal de l'Ampurdán* à Figueras). «A l'heure qu'il est», pouvait ainsi proclamer la Comtesse de Précorbin en septembre 1883, «six grands journaux espagnols de Madrid, ainsi que d'autres feuilles de la province, sont gagnés à notre cause» (Fédération britannique, continentale et générale 1883, 82).

## La franc-maçonnerie au carrefour du protestantisme et du républicanisme

Le réseau maçonnique servit également de relais pour la diffusion de la doctrine abolitionniste de Josephine Butler mais impliqua avant tout des francs-maçons protestants. Plusieurs cas concrets permettent ainsi de mettre en lumière la connexion étroite existant entre protestantisme, républicanisme et franc-maçonnerie (Bastian 2004).

Après le cas déjà cité de Manuel Ruiz Zorrilla, Grand Maître du Grand Orient d'Espagne de 1870 à 1874 (Álvarez Lázaro 1998, 129-132), l'on peut signaler tout d'abord quelques références à la prostitution et à l'abolitionnisme dans les pages de la revue de l'obéissance de 1881 à 1883 ou dans l'organe du Grand Orient d'Espagne de Pérez, *Le Maillet*. Et surtout, en août 1883, la loge *Constante Alona* d'Alicante lançait un «concours scientifique et littéraire», dont l'un des prix visait à récompenser «la meilleure composition en prose sur la prostitution et les moyens de la combattre». Le travail présenté par Segundo Sabio del Valle, pasteur protestant affilié à la loge *Chevaliers de la nuit* de Saragosse, fut primé à cette occasion.

Publié seulement quelques années plus tard, de décembre 1886 à mai 1887, dans plusieurs livraisons de *L'Humanité*, la revue de la loge *Constante Alona*, le travail de Sabio del Valle intitulé «La prostitution et son remède» est structuré en deux grandes parties («Le système adopté» et «Le véritable système»). En s'appuyant sur diverses sources, principalement françaises (Lecour, Jeannel, Mireur...), et avec diverses allusions à Saragosse, il aborde tout d'abord le système réglementariste sous l'angle de l'hygiène et de la morale, en concluant sur son inefficacité hygiénique (puisque, malgré les visites médicales aux prostituées recensées, «les maisons tolérées développent les maladies vénériennes», et que «la prostitution clandestine augmente en rapport direct avec la prostitution réglementée») et dans sa profonde immoralité encouragée depuis l'Etat. Persuadé donc de «l'inutilité du système adopté et du grand préjudice causé à la société», Sabio del Valle propose la suppression de la prostitution réglementée et la répression du commerce prostitutionnel, mais il introduit également des solutions positives, et il termine son exposé avec une claire orientation féministe, en se prononçant en faveur du

travail des femmes, particulièrement dans l'enseignement, la médecine et les services publics.

Et c'est à son initiative que l'une des grandes obédiences espagnoles – la *Grande Loge Symbolique Indépendante Espagnole* – se prononça clairement en faveur de l'abolitionnisme. Le 1<sup>er</sup> juin 1886, sur la suggestion d'Arnaldo de Brescia (le nom symbolique de Segundo del Sabio), la loge *Chevaliers de la Nuit* de Saragosse (dont le gouverneur venait d'adopter au début de l'année un nouveau règlement d'Hygiène de la prostitution) avait approuvé un rapport contraire à la prostitution réglementée. La loge éleva une proposition en ce sens auprès des instances dirigeantes de cette obédience maçonnique, qui adressa alors une circulaire «à tous les franc-maçons espagnols», signée par le Grand-maître José de Padilla, pour «1<sup>o</sup> Engager vivement nos frères à entrer dans la Fédération britannique, continentale et générale. 2<sup>o</sup> Adresser une circulaire à tous les corps maçonniques espagnols pour qu'ils répandent cette idée dans leurs juridictions respectives [...]».

L'appel fut-il vraiment entendu? En tout cas, suivant les recommandations de la circulaire, la revue maçonnique sévillane *L'Atelier* publia entre juin et novembre 1886 plusieurs articles se rapportant à la Fédération fondée par Josephine Butler, signés par Manrique Alonso Lallave [1839-1889], pasteur de l'Eglise Evangélique Espagnole et Vénérable fondateur de la loge *Numance N° 16* de Séville. Et l'on peut également considérer comme une réponse la publication déjà mentionnée dans *L'Humanité* à partir de décembre 1886 du travail de Sabio del Valle – sans toutefois le citer – primé en 1884 par la loge d'Alicante *Constante Alona*. Le départ de Sabio del Valle de Saragosse et les divergences entre les diverses obédiences maçonniques espagnoles empêchèrent probablement une plus large diffusion de ce projet abolitionniste, qui démontre en tout cas clairement les rapports étroits existant entre protestantisme et franc-maçonnerie.

Quelques années plus tard, un autre cas tout aussi significatif, celui de Juan María Bofill, conseiller municipal puis maire de Figueras, et de la loge *Lumière de Figueras*, permet de mettre en lumière la relation entre républicanisme et franc-maçonnerie. En effet, Bofill est non seulement un républicain convaincu depuis longtemps mais aussi un franc-maçon notoire (Clara 1988, 37, 40; Sánchez i Ferré 1990, 373). Et nous avons vu qu'il était également en contact étroit avec le protestantisme. Peu après la municipalisation en janvier 1889 des services d'Hygiène de la

prostitution et la formation d'une réglementation locale, Bofill, qui revendiquait publiquement son adhésion à la Fédération abolitionniste, s'opposa dans la réunion de la commission municipale des finances à inclure les recettes et les dépenses provenant de ce service dans le budget de la localité, allant jusqu'à présenter en avril 1890 une proposition pour y abolir la prostitution (Bofill 1890, 3-4). Et dans la réunion du conseil municipal de mai, Bofill tenta de convaincre ses collègues du bien-fondé de sa démarche, dénonçant avec vigueur le système réglementariste, montrant comment la municipalité «non seulement autorise et protège la prostitution, mais elle la subventionne même». Son intervention municipale fut assumée comme propre par la loge *Lumière de Figueras*, qui adressa en juillet 1890 des exemplaires du discours de Bofill aux autres loges de l'obédience, comme à celle de Cadix, *Fermeté*, contribuant de ce fait à la popularisation de la doctrine abolitionniste dans un milieu certes fermé mais influent, notamment dans les milieux républicains et anarchistes.

Localement, la campagne abolitionniste de Bofill remporta un franc succès peu de temps après, puisque le 10 mars 1892 la municipalité de Figueras adoptait officiellement la proposition de Bofill et abolissait en conséquence la réglementation de la prostitution dans la localité, quelques mois d'ailleurs avant que le service d'Hygiène de la prostitution ne retourne dans le giron des autorités provinciales, représentant un cas sans doute unique dans l'histoire du réglementarisme espagnol.

## Conclusion

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la doctrine transnationale de Josephine Butler n'était donc pas une totale inconnue en Espagne et l'abolitionnisme avait réussi à capter quelques partisans après des débuts quelque peu laborieux au début de la Restauration. Et en l'absence d'un courant féministe, seule la synergie entre protestantisme et franc-maçonnerie permit de donner quelque audience au message abolitionniste. Des réseaux essentiellement masculins prirent ainsi en charge la diffusion du combat abolitionniste de Josephine Butler.

Le décès de la fondatrice de la Fédération en 1906 ne passa donc pas sous silence en Espagne. Parmi les biographies publiées en Espagne, signalons ainsi celles qui furent respectivement publiées dans le *Bulletin de l'Institution Libre de l'Enseignement* et, quelques années plus tard, dans celui du *Patronage Royal pour la répression de la traite des blanches* (Pestana 1907; Juderías 1910). De même, l'on peut noter qu'en 1907 la Corporation des Anciens Elèves de la célèbre *Institution Libre de l'Enseignement* adhérait en bloc comme membre collectif à la Fédération abolitionniste, voulant montrer par cet acte symbolique combien le combat abolitionniste s'inscrivait dans la logique de l'action de ce mouvement pédagogique et culturel en faveur de la modernisation de l'Espagne via l'éducation et qui prônait aussi l'égalité entre les sexes. Notons également que l'Encyclopédie espagnole de référence, publiée par l'éditeur madrilène Espasa Calpe, consacrait en 1925 une courte notice biographique – contenant d'ailleurs une erreur sur la date de naissance – de Josephine Grey de Butler (citée selon l'usage espagnol par le nom du père et non celui du mari), alors que bien d'autres dictionnaires biographiques et encyclopédies l'ignoraient totalement à cette époque et même plus tard, mais sans rien mentionner toutefois de son activité contre la réglementation de la prostitution.

Malgré l'existence de cet ensemble concordant et quelques résultats positifs quant à l'abolitionnisme, il faut attendre les années vingt du XX<sup>e</sup> siècle, après la mise en route du Patronage espagnol pour la répression de la traite des blanches (Guereña 2003, 375-387), pour que le féminisme espagnol se structure un tant soit peu et adopte des positions abolitionnistes conséquentes. Ce sera par exemple le cas en 1918 avec *l'Association Nationale des Femmes Espagnoles*, fondée par Celsia Regis – pseudonyme de Consuelo Gómez Ramos<sup>8</sup> et María Espinosa de los Monteros<sup>9</sup> (Espinosa 1920, 23-29), ou avec la nouvelle Croisade féministe lancée en 1921 par la romancière et institutrice Carmen de Burgos Seguí *alias* Colombine [1867-1932] (Scanlon 1976, 357-361). Mais le mouvement abolitionniste parvint à ses fins seulement avec la

8 Consuelo Gómez Ramos [?-1956], écrivaine féministe, est une des premières conseillères municipales de Madrid.

9 María Espinosa de los Monteros [1875-1946], femme d'entreprise (elle dirigea pendant plus de 20 ans une entreprise de fabrication de machines à écrire) et féministe, cofonda *l'Asociación Nacional de Mujeres Españolas* et fut la Présidente du Conseil Suprême Féministe.

proclamation de la Seconde République en 1931 et le décret adopté en juin 1935 supprimant toute réglementation officielle de la prostitution, qu'il faut situer dans l'ensemble de mesures concernant les droits des femmes prises sous la Seconde République. C'est donc un contexte essentiellement national, et non plus l'influence d'un mouvement transnational, qui expliquerait le triomphe final de l'abolitionnisme dans l'Espagne des années 1930.

## Références

- ALBERTÍ, Santiago, 1973, *El republicanisme català i la Restauració monàrquica (1875-1923)*, Barcelona, Albertí Editor.
- ÁLVAREZ LÁZARO, Pedro, 1998, *La masonería, escuela de formación del ciudadano. La educación interna de los masones españoles en el último tercio del siglo XIX*, 2<sup>e</sup> édition, Madrid, Universidad Pontificia de Comillas.
- ARENAL, Concepción, 1869, *La mujer del porvenir. Artículos sobre las conferencias dominicales para la educación de la mujer, celebradas en el Paraninfo de la Universidad de Madrid*, Sevilla-Madrid, Eduardo Perié-Félix Perié.
- , 1884, «Spain», in Theodore STANTON, M. A. (ed.), *The Woman Question in Europe. A Series of Original Essays*, New York, G. P. Putnam's sons, pp. 330-353.
- , 1897, «La prostitución», in *Obras completas*, XV [*El pauperismo*, I], Madrid, Librería de Victoriano Suárez, pp. 405-427.
- ARENCÓN EDO, Rafael, 2000, *Nuestras Raíces. Pioneros del protestantismo en la España del siglo XIX*, Barcelona, Recurso ediciones.
- BASTIAN, Jean-Pierre, 2004, «Le lien maçonnique des dirigeants protestants espagnols, 1868-1910», *Revue d'Histoire et de Philosophie Religieuses*, 84:3, pp. 265-285.
- BOFILL, Juan M<sup>a</sup>, 1890, *Discurso pronunciado en defensa de su voto particular contra la existencia y reglamentación de las casas de mancebía en la sesión celebrada por el Ayuntamiento de Figueras el día 7 de mayo de 1890*, Figueras, Imprenta de A. Garbi Matas.

- BUTLER, Josephine, 1877, *Moralidad pública. Una voz en el desierto. Obra traducida del francés (Hay traducciones en alemán, italiano, danés, etc.)*, Madrid, Librería nacional y extranjera.
- , 1896, *Personal Reminiscences of a Great Crusade*, London, Horace Marshall & Son.
- , 1900, *Souvenirs personnels d'une grande croisade*, Paris, Librairie Fischbacher.
- CLARA, Josep, 1988, *Els fills de la llum. Els franmaçons de les comarques gironines (1811-1987)*, Figueres, El Corral del vent.
- CULLA, Joan B. et DUARTE, Angel, 1990, *La premsa republicana*, Barcelona, Diputació de Barcelona – Col·legi de Periodistes de Catalunya.
- DAGGERS, Jenny and NEAL, Diana (eds.), 2006, *Sex, Gender and Religion. Josephine Butler Revisited*, New York, Peter Lang.
- DROCHON, Paul, 1974, *Une tentative de liberté religieuse en Espagne (1868-1875)*, Doctorat de l'université de Paris IV – Sorbonne, Lille, Service de reproduction des thèses.
- ESPINOSA, María, 1920, *Influencia del feminismo en la legislación contemporánea. Conferencias*, Madrid, Editorial Reus (Publicaciones de la Real Academia de Jurisprudencia y Legislación, VI).
- FÉDÉRATION BRITANNIQUE, CONTINENTALE ET GÉNÉRALE, 1878, *Actes du Congrès de Genève 17-23 septembre 1877*, Neuchâtel, Bureau du Bulletin Continental, 2 vols.
- , 1883, *Troisième congrès international La Haye 17-22 Septembre 1883. Compte rendu officiel des travaux du Congrès*, Neuchâtel, Secrétariat général de la Fédération britannique, continentale et générale.
- FIAUX, Louis, 1888, *La police des mœurs en France et dans les principaux pays de l'Europe*, Paris, E. Dentu Editeur.
- GARCÍA RUIZ, Pablo, 1994, *La Iglesia Evangélica Española Iglesia Protestante 125 años de vida y testimonio*, Barcelona, Departamento de Publicaciones de la IEE.
- GUERENÑA, Jean-Louis, 2003, *La prostitución en la España contemporánea*, Madrid, Marcial Pons.
- GUYOT, Yves, 1882, *Etudes de Physiologie sociale. La prostitution*, Paris, G. Charpentier.
- HELLWIG, Julia de, 1883, «Una carta» [lettre à R. Vega Armentero, 26-VI-1883], *Las Dominicales del Libro Pensamiento*, I-23, p. 2.



- JORDAN, Jane, 2001, *Josephine Butler*, London, John Murray.
- JORDAN, Jane and SHARP, Ingrid (eds.), 2003, *Josephine Butler and the Prostitution Campaigns, Diseases of the Body Politic*, Vol. 1, Oxford, Taylor and Francis.
- JUDERÍAS, Julián, «Un alma grande: Josefina Butler», *Boletín del Patronato Real para la represión de la trata de blancas*, IV:30-32, pp. 16-32.
- KÄPELLI, Anne-Marie, 1990, *Sublime croisade. Ethique et politique du féminisme protestant, 1875-1928*, Collection Histoire, Genève, Editions Zoé.
- LABRA, Rafael María de, 1883, «Federación Internacional contra la prostitución», *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, VII-146, pp. 69-72.
- LACALZADA DE MATEO, María José, 1991, «Concepción Arenal. Contre les normes et pour l'émancipation de la femme en Espagne», in Eliane GUBIN (ed.), *Norme et marginalités. Comportements féminins aux 19e-20e siècles*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, pp. 47-61.
- , 1994, *Mentalidad y proyección social de Concepción Arenal*, 2e éd., Zaragoza, Librería General.
- NOLLAND, Lisa, 2005, *A Victorian Feminist Christian. Josephine Butler, the Prostitutes and God*, Carlisle, UK, Paternoster Press.
- PESTANA, Alice, 1907, «Josephine Butler», *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, XXXI-569, pp. 245-252.
- PETRIE, Glen, 1971, *A Singular Iniquity. The Campaigns of Josephine Butler*, London, Macmillan.
- RODRÍGUEZ DOMINGO, Ana (ed.), 1997, *Memorias de la familia Flidner. Más de 100 años al servicio del protestantismo en España*, Barcelona, Gayata ediciones.
- SCANLON, Geraldine, 1976, *La polémica feminista en la España contemporánea (1868-1974)*, Madrid, Siglo XXI.
- SÀNCHEZ I FERRÉ, Pere, 1990, *La maçoneria a Catalunya 1868-1936*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona-Edicions 62.
- SEBASTIÁN VICENT, Ramón, BELLO FUNTES, Vicente et DE LA PIEDRA SIMÓN, José P., 1992, *Protestantismo y tolerancia en Aragón (1870-1900)*, Zaragoza, Mira Editores.
- SORIA ANDREU, Francisca, 1993, *El Ateneo de Zaragoza (1864-1908)*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico.

- SUMMERS, Anne (ed.), 2008, *Gender, Religion and Politics. Josephine Butler's Campaigns in International Perspective (1875-1959)*, *Women's History Review* (special issue), 17:2, pp. 149-298.
- VAN DER GRIJP, Rainer Maria Klaus, 1971, *Geschichte des Spanischen Protestantismus im 19. Jahrhundert*, Wageningen, H. Veenman & Zonen N. V.
- VAN DRENTH, Annemieke and DE HAAN, Francisca, 1999, *The Rise of Caring Power. Elizabeth Fry and Josephine Butler in Britain and the Netherlands*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- VILAR, Juan B., 1998, «Federico Fliedner, educador, editor y misionero alemán en la España de la Restauración», *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, 30, pp. 73-78.
- WALKOWITZ, Judith R., *Prostitution and Victorian Society. Women, Class and the State*, New York, Cambridge University Press.
- ZULUETA, Carmen de, 1984, *Misioneras, feministas, educadoras. Historia del Instituto Internacional*, Madrid, Editorial Castalia.



# Amélie d'Orléans et Bragança. L'œuvre d'une reine malaimée au Royaume du Portugal (1886-1910)

Margarida DURÃES

Cet article a pour objectif de faire connaître la dernière reine portugaise, Amélie d'Orléans et Bragança, ainsi que son œuvre en faveur de la santé et d'assistance publique au Portugal entre 1886, année de son arrivée au Portugal pour épouser le prince héritier Carlos de Bragança, et 1910, année où elle quitta le pays précipitamment en raison de la révolution républicaine. Entre ces deux dates se sont écoulées vingt-quatre années pendant lesquelles elle assumait les responsabilités de reine consort au sein de la monarchie constitutionnelle portugaise. Traditionnellement au Portugal, la reine consort jouissait d'un rôle politique très limité<sup>1</sup>. Non seulement les reines y assumaient peu de pouvoirs politiques, mais à partir de la révolution libérale, en 1820, et de la publication de la première constitution, les pouvoirs du roi furent eux aussi limités. Dès lors la monarchie constitutionnelle basée sur le partage des pouvoirs n'accordait ni au roi ni à la reine consort un véritable pouvoir. Le roi régnait mais ne gouvernait pas. Cette tâche était réservée au gouvernement nommé par le roi mais après promulgation des résultats des élections parlementaires (Ramos 1994). La reine Amélie, tout en respectant les exigences constitutionnelles, ne se contenta pas des rôles effacés qui étaient traditionnellement conférés aux reines. Elle entreprit une œuvre remarquable dans les secteurs de l'assistance aux enfants pauvres et aux malades. D'autres reines portugaises avaient joué un rôle similaire avant elle, mais la reine Amélie parvint à élaborer avec succès un ensemble

1 Les reines portugaises jouissaient effectivement d'un pouvoir politique limité, sauf dans le cas d'une régence, après la mort prématurée du roi et avant que le prince héritier atteigne l'âge adulte. Par ailleurs, il n'existait pas de loi Salique au Portugal, les filles pouvant hériter et succéder à leur père (ce qui n'était pas le cas ailleurs). Les reines Marie I (1734-1816) et Marie II (1819-1853) ont ainsi accédé au trône après le décès de leur père, le roi.

d'initiatives dans le secteur de la recherche scientifique au profit de la santé publique.

Ce texte s'inscrit dans le cadre d'un projet sur la dernière reine portugaise Amélie d'Orléans et Bragança, princesse française et reine de Portugal. Cette biographie «s'articule autour de certains événements individuels ou collectifs» (Le Goff 1999, 49) qui ont marqué les dernières années de la monarchie constitutionnelle portugaise et ont influencé le début du régime républicain. Sans doute, les biographies nous renvoient-elles à la «singularité», à l'histoire des individus, des héros, des rois et des reines, des princes et des princesses. Pourtant, aujourd'hui, à travers la singularité l'historien est capable d'«accéder à l'universalité». Et si les célébrités, les personnalités éminentes, les hommes et les femmes qui ont marqué l'histoire d'une manière que le temps ne peut effacer, ont la primauté dans la nouvelle vague de publications biographiques, les anonymes ne doivent pas être absents de cette nouvelle forme d'histoire. Les uns et les autres sont devenus d'excellents objets d'analyse historique parce qu'aujourd'hui ils contribuent à l'interprétation des réalités socio-économiques les plus complexes (Dosse 2005, 327-397).

La reine Amélie est sans doute un excellent objet «*pour penser*» – à partir duquel nous pouvons mieux comprendre l'histoire contemporaine portugaise – en raison de la complexité du personnage et de l'impossibilité de réduire sa vie aux schémas mécaniques et structuralistes de l'histoire quantitative. Sans oublier le rôle politique que la reine Amélie a joué, nous tenterons de faire connaître, dans notre analyse, la femme qu'elle était. Selon Jacques Le Goff, «la véritable biographie est la vie de l'individu». De cette façon, si l'histoire veut maintenir sa légitimité (sans jamais céder aux stéréotypes repris par toutes les biographies «à la mode» bien sûr), elle doit se souvenir de cet objectif tout en gardant à sa juste place «la présentation et l'explication d'une vie individuelle dans l'histoire» (Le Goff 1999, 50).

Dans l'histoire du Portugal il n'existe peut-être pas un personnage aussi énigmatique que la reine Amélie, la dernière reine de Portugal. Elle était adulée et vénérée par les uns, haïe et détestée par les autres, tant les représentations qu'on en a faites étaient mystères et secrets. Certaines images ont été divulguées et cultivées maintes fois dans la plupart des biographies, récits, mémoires et histoires de vie qui ont été écrits sur la reine Amélie – de son vivant et après sa mort – par un certain nombre d'auteurs dont les origines nationales, les approches méthodologiques et

les opinions politiques divergent, voire s'opposent. Jusqu'à aujourd'hui, les écrits sur la reine Amélie se sont focalisés sur quelques épisodes de sa vie. Ils ne sont que romances, contes de fées ou tragédies, s'appuyant sur un ensemble de faits et d'événements qui ont marqué sa vie depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Née dans l'exil, elle décédera dans l'exil. Mais entretemps se sont écoulées 81 années pleines de moments de bonheur certes, mais aussi de déceptions, de désenchantements et de trahisons qui ont influencé son existence et orienté ses combats.

C'est à l'étude et à la compréhension de la singularité de cette personnalité que ce projet se consacre. Néanmoins, dans le cadre de la publication de l'ouvrage intitulé *Femmes sans frontières*, nous soulignerons les aspects transnationaux de la vie de la reine Amélie, ceux qui ont influencé son œuvre dans les secteurs de l'assistance sociale et de la santé publique au Portugal. Pour mener à bien notre recherche, nous avons dépouillé de nombreux documents: papiers personnels, correspondances familiales et autres sources qui aujourd'hui se trouvent aux *Archives Nationales françaises et portugaises*. Mais pour évaluer l'importance des initiatives de la reine Amélie et les insérer dans le contexte sociopolitique portugais, nous avons étudié la situation sanitaire du pays et pour cela, dépouillé des documents aux archives départementales, outre ceux qui concernent les institutions créées et gérées par la reine Amélie.

Cette brève présentation a pour objectif d'exposer quelques unes des œuvres de bienfaisance de la reine Amélie au Portugal, œuvres qui furent le point de départ d'une série d'initiatives nationales et locales dans les domaines de l'assistance sociale et de la santé publique. Dans cet essai nous nous sommes limitées aux œuvres les plus significatives, celles reflétant le nouvel esprit européen d'assistance publique que la reine Amélie introduit sous le couvert des organismes de charité soutenus par les couches aisées de la société européenne à l'époque. Plus important encore, nous souhaitons apporter une lumière nouvelle à ses initiatives innovatrices dans le secteur de la santé publique et faire état des stratégies familiales et féminines européennes auxquelles la reine Amélie a dû faire appel pour surmonter les barrières politique, économique, scientifique et culturelle. Nous verrons comment la reine Amélie a mis à profit pour cela son éducation transnationale.

## La naissance et l'éducation d'une princesse

La naissance et l'éducation de la princesse Amélie sont les premiers attributs transnationaux que nous devons souligner dans son parcours car une fois adulte cela a probablement influencé toutes ses décisions. La princesse Amélie est née le 28 septembre 1865, dans la résidence de ses parents à Twickenham, dans le Comté du Surrey, en Angleterre. Elle était la fille aînée du Prince français Louis Philippe Albert d'Orléans, Comte de Paris, et de la Princesse d'Espagne Maria Isabel Francisca d'Assise d'Orléans. Elle reçut le nom de sa grand-mère, la reine Marie Amélie (1782-1866) et épouse de Louis Philippe, roi de France entre 1830-1848, qui à l'époque de la naissance d'Amélie était aussi exilée en Angleterre avec toute la famille royale française, tous interdits de séjour en France. En dépit des tensions politiques, de l'exil de la famille et de la naissance d'Amélie en territoire étranger, son père, héritier de la Maison Royale de France, souhaita déclarer la naissance d'Amélie au Consulat de France afin qu'elle ait la nationalité française et préserve son titre de Princesse de France.

La princesse passa les premières années de son enfance en Angleterre, entourée de ses proches et familiers qui habitaient tous les uns à côté des autres, formant ainsi une petite cour fidèle qui suivait son père. Tous se tenaient informés de la situation politique sur le continent en attendant l'opportunité d'un retour au pays (Catinot-Crost 2000, 19-22). Mais la situation politique en France ne s'améliora qu'après la débâcle française lors de la guerre franco-allemande de 1870-71. L'emprisonnement de Napoléon III et la fin du Second Empire ouvrit à nouveau la voie aux républicains. Ces derniers abolirent les lois qui forçaient tous les membres de la famille royale à l'exil et autorisèrent leur retour sur le territoire français (Catinot-Crost 2000, 22).

Depuis son jeune âge en Angleterre et ensuite en France, la princesse Amélie fut soumise à une éducation rigoureuse et stricte comme cela était de coutume dans les milieux privilégiés de l'époque. Mais, selon Corpechot, le premier biographe de la Reine Amélie, l'éducation de la princesse fut encore plus sévère parce que «à cette époque, on pensait que l'éducation des princes devait être encore plus rigide que l'éducation des autres enfants», en raison des hautes responsabilités et des nombreuses obligations qui les attendaient. Ainsi, la princesse «a appris à se

rétracter, à se concentrer, à dominer au plus profond de son intimité les émotions, les dégouts et les joies». Très jeune, elle apprit à «faire baisser une visière» sur ses sentiments (Corpechot 2007, 38). Ce sont ces valeurs qu'elle transmet à son fils aîné quelques années plus tard, comme les lettres écrites durant ses voyages de représentation l'indiquent.

Une fois en France et âgée de six ans, elle étudia sous la direction de ses parents et de sa gouvernante et institutrice française, Mademoiselle Levasseur. Tous devaient contribuer à en faire une jeune fille cultivée et la préparer à faire un «bon mariage» dans l'une des plus grandes maisons royales européennes. Le programme éducatif intensif de la princesse comprenait l'étude des langues étrangères (le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand), la littérature et l'histoire européenne. Les sciences politiques tenaient une place importante car on exigeait d'elle une culture générale solide sur les principales nations européennes. Elle devait avoir une perception éclairée de l'actualité politique et culturelle de l'époque (Catinot-Crost 2000, 29-33). À part ces connaissances générales, la princesse Amélie devait développer un esprit curieux, notamment dans le domaine scientifique. Son père, amateur de découvertes, d'inventions, et de progrès scientifiques à cette époque, «a reconnu dans sa fille aînée un esprit préparé à tout capter et a su lui transmettre sa culture encyclopédique» (Corpechot 2007, 39). Lors de ses nombreux voyages, il en profita pour lui faire connaître la France, tout en l'exposant aux découvertes scientifiques et techniques des quatre coins du monde. Ces voyages avaient toujours deux objectifs: ludique et pédagogique. Ces stratégies éducatives pour assurer l'éducation des enfants dans les milieux plus aisés de la société du XIX<sup>e</sup> siècle consistaient à faire en sorte que les princes et princesses apprennent, développent leur curiosité et s'amuse. Plus tard, la princesse Amélie s'efforça de faire usage de son éducation et aussi de son réseau transnational au sein de l'aristocrate européenne pour moderniser le Portugal, y développer le secteur de la santé (très en retard par rapport au reste de l'Europe) et ainsi venir en aide aux plus démunis.



## Le mariage: les aléas des migrations royales

Le mariage de la princesse Amélie avec Carlos de Bragança, prince héritier de Portugal, est le second attribut transnational que nous devons relever (après sa naissance et son éducation). Grâce à ce mariage, elle tissa des liens de parenté avec presque toutes les monarchies européennes, ce qui lui permis de construire un réseau transnational qui l'aida ensuite à mener à bien ses réformes dans les secteurs de l'assistance sociale et médicale.

A vingt ans, ses parents décidèrent qu'il était temps de trouver à la princesse Amélie un fiancé dans une des familles de la haute aristocratie européenne et si possible dans une Maison Royale. Pour cela, la princesse Amélie fut présentée à plusieurs cours européennes, notamment celles d'Autriche et d'Allemagne, où résidaient quelques membres de la famille d'Orléans. Comme tout mariage princier, le mariage de la Princesse Amélie devint une affaire de famille et surtout une affaire politique qui avait pour objectif de servir les intérêts de la cause monarchique française. Cependant, les premières tentatives de rencontre furent infructueuses. Dès lors, la famille élargit le marché matrimonial et la princesse Amélie fut présentée à d'autres familles royales, dont celle du Portugal qui, en janvier 1886 (selon les journaux de l'époque), vit les prémices d'un possible mariage avec le prince héritier Carlos de Bragança. Le prince portugais cherchait une fiancée, princesse et surtout catholique (*Le Matin*, 26 janvier 1886). Selon les journaux de l'époque, la princesse Amélie, fille aînée du Comte de Paris, était la mieux placée pour épouser le prince Carlos, apparenté aux principales Maisons Royales européennes: les Habsbourg, les Bourbons, la maison Savoie, la famille royale d'Angleterre, la famille impériale du Brésil, la maison impériale d'Autriche, la maison royale d'Italie et beaucoup d'autres familles de la haute aristocratie européenne (*Le Sport*, 3 février 1886). Ce réseau de parenté allait bientôt servir de base pour la princesse Amélie afin de développer ses stratégies transnationales de solidarité féminines au sein de l'aristocratie.

C'est au Château de Chantilly que le prince Carlos et la princesse Amélie firent connaissance. Dès lors, le prince se mit en contact avec son père afin que ce dernier demande au Comte de Paris la main de sa fille. Une intense correspondance fut échangée entre le prince Carlos, le

Comte de Paris et les représentants du gouvernement portugais en France afin de formaliser la demande en mariage. Le 7 février 1886, la nouvelle fut rendue publique, un événement qui rapidement prit une tournure politique internationale. Les républicains, eux, s'inquiétaient d'une telle alliance, qui annonçait la «*Nouvelle Sainte Alliance*» et la mise en place de nouvelles stratégies politiques pour la construction d'un puissant réseau politique entre la famille Orléans et les principales monarchies européennes<sup>2</sup>.

En effet, après le mariage de la princesse Amélie avec le prince Carlos de Bragança, le réseau des familles royales se consolida. La Maison Royale de France était dès lors en relation directe avec les Maisons Royales du Portugal, d'Espagne, d'Italie, d'Autriche-Hongrois, de Grèce, de Russie, du Danemark, de Mecklembourg-Schwerin, de Saxe-Cobourg-Gotha, de Belgique, de Bavière et d'Angleterre (*Le Gaulois*, 7 février 1886). Même le prince Napoléon en faisait parti en raison de son mariage avec une des sœurs de la reine portugaise Marie Pia. La princesse Amélie d'Orléans devint alors une nièce par alliance du prince Napoléon, le rival direct du Comte de Paris dans le cas d'une restauration monarchique, ce qui naturellement inquiétait les républicains français.

C'est après son mariage avec Carlos en mai 1886 et son arrivée au Portugal que le projet transnational de la future reine Amélie se mit peu à peu en place. Immédiatement, cette dernière occupa son temps à mener à bien trois objectifs. Dans un premier temps, elle s'installa confortablement dans le Palais de Belém, cet édifice de couleur rose qui devint sa première demeure à Lisbonne. Ensuite, elle souhaita visiter le pays et pour cela elle entreprit plusieurs voyages officiels dans différentes régions et villes portugaises. Enfin, elle s'attacha à rencontrer et connaître les Portugais (Catinot-Crost 2000, 71). On ne peut pas dire que son adaptation fut facile. Bien qu'elle sût susciter quelques amitiés dès son arrivée, la princesse Amélie souffrait de l'éloignement de sa famille, forcée une fois de plus à l'exil en Angleterre par le gouvernement français après 1886 (*Le Matin* du 29 mai 1886). La langue n'était pourtant pas un problème car toute la cour portugaise parlait couramment le français à

2 La *Sainte Alliance* avait été organisé depuis la chute de Napoléon, en 1815, par les grandes puissances européennes de l'époque et avait comme principal objectif maintenir la France isolée du point de vue diplomatique de façon à fragiliser son pouvoir.

l'époque et la princesse Amélie arriva rapidement à maîtriser le portugais. De même, la cuisine de la Maison Royale portugaise était surtout française en raison de la présence de domestiques français. Enfin on avait fait suivre les effets personnels qu'elle affectionnait au Palais de Belém (*Le Gaulois*, 20 mai 1886)<sup>3</sup>.

Si les premiers temps au Portugal furent heureux, bientôt les ennuis apparurent. Car en dépit de tous les efforts d'accommodation, la culture, les coutumes et la mentalité de la société aristocratique portugaise contrariaient la princesse. Ses rapports avec sa belle-mère, femme très aimée par le peuple, furent difficiles, voire envenimés, mais surtout nourris par des rumeurs parfois diffamatoires qui circulaient régulièrement au sein de la cour portugaise<sup>4</sup>. Cependant, ce qui la blessait le plus, c'était l'absence de reconnaissance pour tout ce qu'elle faisait pour aider les portugais les plus démunis grâce aux œuvres de bienfaisance qu'elle créa, finança et dirigea. Ne cédant jamais au découragement et de tempérament fort et combatif, elle sut assumer ses responsabilités de reine en profitant de son éducation, de son appartenance à la famille royale française et de ses réseaux de parenté européens, encore plus larges à cette époque qu'auparavant, pour mener à bien son projet.

Dans le cadre de ses œuvres caritatives, elle essaya d'introduire les découvertes scientifiques les plus importantes pour développer le système de santé de son pays d'accueil, comme nous le verrons. Profitant de ses connaissances amicales et familiales, elle créa plusieurs institutions importantes qui ont permis de développer un véritable service de santé publique au Portugal. Nous verrons qu'en dépit des besoins chroniques du pays, l'entreprise fut difficile en raison des institutions politiques qui ne lui accordaient aucun pouvoir, des résistances au sein du gouvernement et des barrières économiques. Elle dut contrecarrer les esprits obscurs d'une élite conservatrice déterminée à préserver le *statut quo* et lutter contre l'ignorance de certains contemporains portugais. Malgré cela, elle parvint à élaborer un ensemble d'initiatives et à mettre sur pied

3 Le Palais de Belém, sa première demeure, aujourd'hui la demeure officielle du Président de la République Portugaise, avait et a encore aujourd'hui ses murs peints en rose, d'où le nom de «Palais rose».

4 Au mois d'août, dans une lettre envoyée par le comte de Paris à sa fille, on y trouve la première référence aux difficultés auxquelles la princesse Amélie devait faire face: «J'ai bien vu [...] le reflet des difficultés intérieures dont tu me parles et qui d'ailleurs, ne sont un secret pour personne».

des institutions modernes dans le secteur de la recherche scientifique qu'elle a soutenues toute sa vie, même après son départ en exil, en 1910<sup>5</sup>. Nonobstant, aujourd'hui encore, aucune de ces institutions ne porte son nom.

## Une maternité sociale: assistance aux défavorisés, prévention et santé publique

Le troisième aspect qui met en évidence l'importance des réseaux transnationaux de la princesse Amélie concerne l'assistance sociale et la santé publique. C'est dans ces domaines qu'elle put mettre à profit la nature transnationale de son éducation, de ses connaissances et de ses activités. Elle ne se satisfaisait pas d'une assistance de charité et des traditionnelles initiatives féminines bourgeoises ou aristocrates de l'époque, mais souhaitait mettre en place une assistance publique moderne dans le but d'aider le Portugal à devenir un Etat européen moderne. Ceci nécessitait l'élaboration de stratégies genrées spécifiques qui étaient à l'époque l'apanage des femmes aristocrates et bourgeoises, et tout particulièrement des reines.

Sa première stratégie consista à utiliser son réseau transnational féminin au sein de l'aristocratie européenne pour financer ses projets et créer des institutions qu'elle allait ensuite gérer pour en faire des hôpitaux publics modernes. Aussi reçut-elle le soutien de personnalités féminines de la noblesse européenne telles que la duchesse de Palmela et la comtesse de Ficalho, pour créer un hôpital pour les enfants malades à Lisbonne (idée initialement émise par la duchesse et la comtesse). Pour ce faire, la princesse Amélie organisa sa première grande kermesse – cette fête de charité où les membres de l'aristocratie et de la bourgeoisie étaient conviés pour vendre et acheter de nombreux objets qui paraissaient insignifiants certes, mais qui symbolisaient la bonté et la charité des gens riches (Vaquinhas 1996, 273-291). Amélie reçut ainsi une im-

5 Les lettres arrivées en France pendant son exil sont la preuve que les portugais n'avaient pas oublié la reine Amélie et qu'ils continuaient à compter sur elle pour les aider lorsqu'ils connaissaient des difficultés dans ce domaine.

portante somme d'argent de la haute société portugaise, de la famille royale portugaise, de son père, de sa mère et de sa sœur d'une part et d'autre part, de ses amies françaises comme la duchesse de Luynes, la marquise d'Harcourt et son amie d'enfance Jane de Polignac (Corpechot 2007, 82). Les cent mille francs ainsi rassemblés constituaient le fond de soutien financier permanent de la fondation pour le fonctionnement du premier Hôpital Pédiatrique portugais, appelé *Hospital Pediátrico do Rego*. Dès le début, Amélie se révéla une femme d'action et très bonne gestionnaire. Ses œuvres ne se limitaient cependant pas à organiser des kermesses et des fêtes pour collecter de l'argent. Elles avaient aussi pour objet la fondation d'institutions bien structurées, bien gérées, construites sur des bases financières solides, des projets à long terme qu'elle suivait toujours de près (Sá 1928, 57-58).

En dépit de l'organisation modèle de l'hôpital pédiatrique où ont été introduits les soins médicaux et infirmiers les plus modernes à l'époque, la princesse Amélie comprit rapidement qu'il était plus urgent d'intervenir avant que les enfants ne tombent malades. Sa seconde stratégie consistait dès lors à mettre en place d'autres institutions d'assistance sociale telles que celles développées en France et en Angleterre pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, certains Etats européens avaient élaboré des programmes de professionnalisation de la médecine et construit des hôpitaux publics. Tous s'accordaient à dire que «la notion de prévention était au centre des préoccupations et allait de pair avec la prise de conscience de la nécessité d'améliorer la santé publique qui passait par la médicalisation des pauvres» (Hudemann-Simon 2000, 123). Chaque pays avait donc pris des mesures spécifiques afin de:

[...] suppléer aux insuffisances thérapeutiques [...] médecins, philanthropes et politiques vont se mobiliser tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle sur les thèmes de la politique sociale afin de financer les soins des plus pauvres, de la politique sanitaire et la promotion de l'hygiène publique et privée, de l'amélioration du niveau et du mode de vie de l'ensemble des populations (Hudemann-Simon 2000, 123).

Imprégnée de ces idées et objectifs, la reine Amélie envisagea deux idéaux de maternité dès 1889: sa maternité de femme et épouse en mettant au monde et en élevant ses deux fils et sa maternité sociale en faveur des populations les plus défavorisées. Rapidement, elle élaborait un ensemble de stratégies politiques et diplomatiques afin d'organiser des réseaux de solidarités transnationaux pour les mettre au service de la

société portugaise dans le nouvel esprit de charité aristocratique-bourgeoise européenne. Elle avait acquis cette conscience grâce à son éducation orléaniste certes, mais aussi en observant les modèles de charité proposés par les élites françaises. Comme l'a écrit Eça de Queirós, le grand écrivain portugais du XIX<sup>e</sup> siècle, la reine Amélie «était une dame de grande et délicate aumône. [...] Mais en même temps, comme française, elle aimait la charité rationnelle, celle qui s'organise, se monte en institution et fait le bien par statut» (Queirós 1981, 502).

Dans une lettre de juillet 1889, Madame Maria Emília Brandão Palha lui présenta un projet de santé publique qui convergeait tout à fait avec les siens<sup>6</sup>. Le projet principal était de faire bâtir un hôpital ou un hospice pour tuberculeux et anémiques. Dès lors la future reine du Portugal et Madame Palha décidèrent des plans, des bâtiments, des besoins médicaux, et de l'organisation des constructions. Par ailleurs, elle consulta son mari et les médecins de la cour pour connaître leurs opinions sur le sujet. Après toutes ces démarches et une fois reine (en octobre 1889), elle envoya à Madame Palha un courrier contenant un rapport détaillé du projet. Dans une lettre du 16 août 1889 où elle faisait état des conseils de son mari et ceux de quelques médecins du palais royal, la princesse Amélie vint à la conclusion que:

[un] dispensaire est de la plus grande utilité, non seulement pour les admissions à notre Hôpital, mais aussi pour nous permettre de donner des consultations et des médicaments gratuits, et même de soigner de nombreux enfants qui ne seraient pas admis dans les hôpitaux ou dont les mères ne souhaitaient se séparer.

En outre elle indiquait qu'il était nécessaire de faire bâtir un «hôpital pour les tuberculeux, jeunes filles ou enfants, avec des infirmeries absolument séparées pour les tuberculeux devenus phtisiques et les malades affectés par d'autres maladies contagieuses». Selon l'avis des médecins, il «semble préférable de construire l'hôpital d'après le système Tollet, entouré de jardins ou de bois de pins, en bord de mer ou en montagne. Le Dispensaire devait rester à Lisbonne» (Costa-Sacadura 1949, 26-27)<sup>7</sup>.

6 Maria Emília Brandão Palha était une dame de la haute aristocratie portugaise et très proche de la famille royale portugaise.

7 Le système Tollet, créé par Casimir Tollet, avait comme principal objectif d'humaniser l'architecture des hôpitaux, une construction en pavillons avec une ventilation et un bon éclairage, des infirmeries et des chambres suffisamment spacieuses pour chaque patient.

Ainsi, dès l'année 1889, la reine Amélie commença son œuvre dédiée aux enfants et familles pauvres de Lisbonne, le *Dispensário de Alcântara*. Comme nous l'avons dit plus haut, ceci s'intégrait dans un projet plus large d'aide aux tuberculeux. Profitant des installations d'un monastère qui avait été fermé après les réformes religieuses des libéraux pendant des années 1830, elle organisa une nouvelle kermesse afin de réunir les fonds pour financer les travaux de modernisation des bâtiments, l'achat du mobilier et l'acquisition des premiers instruments médicaux. Une fois de plus elle reçut le soutien de toutes ses amies de France et des membres de sa famille (Corpechot 2007, 82). Comme toujours, elle demanda le soutien de ses amies, la duchesse de Luynes, la marquise d'Harcourt ou Mademoiselle Jane de Polignac et beaucoup d'autres amies françaises. Enfin, elle invita des personnalités connues de la haute aristocratie européenne à l'aider à mener à bien ce projet.

En adoptant le système ambulatoire, le dispensaire offrait les premiers soins médicaux et fournissait aussi les médicaments nécessaires au traitement de plusieurs maladies. Le principal souci de la reine cependant était les soins préventifs, soins qui furent introduits dans le dispensaire immédiatement. Outre les traitements modernes – répandus en Europe depuis longtemps – que les enfants recevaient comme la kinésithérapie, les traitements électriques, les petites chirurgies à la gorge, au nez et aux oreilles, on enseignait aussi aux enfants et à leurs mères les bases élémentaires de l'hygiène quotidienne. On y appliquait aussi la vaccination antivariolique. Enfin on proposait un repas équilibré: du lait, du pain et de la soupe aux plus démunis. Tous ces conseils avaient pour but d'empêcher la propagation de nombreuses maladies au XIX<sup>e</sup> siècle et de réduire le taux de mortalité infantile.

Bien qu'assistée par les médecins de la maison royale qui souhaitaient participer à cette œuvre, par des religieuses qui assuraient les soins infirmiers (secteur d'activités très sexué au Portugal à l'époque) et par beaucoup de dames d'honneur de la maison royale (dans l'esprit de charité chrétienne des bourgeoises et aristocrates de l'époque), la reine Amélie tenait à suivre son œuvre de près. Elle se déplaçait tous les jours au dispensaire pour se tenir au courant de la gestion de l'établissement et des besoins des malades. L'institution constituait un cordon ombilical entre les membres de la société la plus défavorisée et la reine. Cela lui donna l'occasion d'étendre son action de bienfaisance au-delà du dispensaire. Grâce à ses visites au chevet des malades, la reine devint protagoniste.

niste d'un vrai service d'assistance sociale. Son action se distinguait des autres reines portugaises en raison de ses origines familiales et de son éducation victorienne et française. Ce sont ces expériences qui lui ont permis d'acquérir une vision transnationale du monde médical et de la santé publique (Hudemann-Simon 2000, 123-161).

En 1893, en raison de la désuétude des installations du monastère, le gouvernement proposa à la reine Amélie la construction d'un nouvel établissement. C'est à cette époque que les installations actuelles du *Dispensário de Alcântara* furent bâties. Encore une fois c'est la reine Amélie qui réunit les fonds nécessaires pour mener à bien ce projet de construction et acquérir l'équipement nécessaire pour une pratique moderne de la médecine. Bien que ce projet fût notamment financé par des legs généreux et anonymes de plusieurs notables portugais, les donations de la reine constituaient la plus grande part du financement. «Le dispensaire est devenu spacieux et commode, muni d'installations pour les bains et les douches et d'une pharmacie-modèle» (Corpechot 2007, 180-181). Le nouvel établissement fut inauguré en 1908. Toutes les conditions y étaient réunies pour l'assistance aux enfants et aux plus démunis. Il s'agissait de prévenir les cas de tuberculose et d'autres maladies qui touchaient la population de la capitale portugaise à l'époque. En adoptant ces mesures, la reine Amélie «a introduit le concept moderne d'assistance sociale, tel qu'on l'entend aujourd'hui. Le principe de charité dès lors a acquis des bases solides en raison du changement des mentalités dû à l'apprentissage de l'hygiène, l'adoption de soins préventifs et de l'instauration de l'assistance permanente» (Ferreira 1990, 267-270). L'œuvre de la reine s'intégra dans une volonté politique nouvelle, influencée par les découvertes médicales les plus modernes développées ailleurs en Europe.

En dépit de tous ces efforts pour prévenir les maladies et changer les habitudes hygiéniques individuelles et publiques à Lisbonne et à Porto et de toutes les mesures gouvernementales concernant la vaccination généralisée, la distribution de médicaments, la formation des médecins et des infirmiers, la construction d'hôpitaux et l'adoption de mesures d'hygiène publique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la situation sanitaire du Portugal demeurait très précaire (Ferreira 1990, 233-256). Le nombre de décès dû à la variole restait stable. Lors d'une épidémie les autorités constatèrent que de nombreux enfants et adultes n'avaient pas été vaccinés. Cela était dû à une mise à disposition insuffisante des vaccins et aux difficultés de



distribution des vaccins dans le pays. Les individus qui généralement échappaient à la maladie étaient ceux qui avaient survécu aux épidémies précédentes et qui avaient ainsi développé une immunité naturelle. En outre d'autres maladies avaient fait leur apparition, des maladies pour lesquelles il n'y avait à l'époque aucun traitement et qui touchaient toutes les couches sociales. Celles qui ont marqué la mémoire collective des Portugais, compte tenu des témoignages et du nombre de décès et leurs effets démographiques et sociaux, étaient le typhus, le choléra, la diphtérie, la coqueluche et la tuberculose.

Selon les rapports envoyés à Lisbonne par les responsables départementaux, il semble que le choléra fut introduit au Portugal dans les années 1830. Selon les témoignages des années 1832/1833, 1848, 1855 et 1885, les mesures préventives adoptées par les autorités publiques afin de limiter les effets de la maladie et d'empêcher sa propagation dans les villages isolés à l'intérieur du pays semblaient efficaces. Des quarantaines furent imposées sur tous les bateaux qui faisaient escale dans les ports portugais, ainsi que des barrages sanitaires. Des hôpitaux de campagne furent montés afin d'isoler et soigner les malades et éviter la contamination. Enfin, des agents de santé publique distribuèrent des petits manuels et prospectus donnant les instructions et les mesures à adopter dans le traitement de la maladie. Grâce à ces mesures préventives rigoureusement imposées par les autorités sanitaires, le Portugal fut le pays du bassin méditerranéen qui souffrit le moins des effets du choléra (Sournia et Ruffie 1984, 115-129).

On ne peut pas en dire autant des effets du typhus, de la diphtérie et d'autres virus car les mesures préventives les concernant n'étaient pas suffisamment efficaces pour empêcher la contamination. Le typhus tua jeunes et adultes, riches et pauvres pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Même la famille royale n'y échappa pas. Le roi portugais Pedro V en est mort le 11 novembre 1861, ainsi que d'autres princes de la famille royale portugaise (Silveira et Fernandes 2006, 31-36). De son côté, la reine Stefanie, épouse de Pedro V et princesse de Hohenzollern-Sigmaringen – fille du prince de Hohenzollern et de la princesse de Baden – mourut de la diphtérie quelques mois après son arrivée à Lisbonne (le 17 juillet, 1859). En 1889, après son couronnement, le roi portugais, Carlos I fut infecté par le typhus (Ramos 2006, 67-68). Mais, grâce aux soins que la reine Amélie, son épouse, lui dispensa, il survécut. Dans son journal intime, Tomás de Mello Breyner, médecin de la Maison Royale, parle de nombreux amis

connus, morts du typhus (Breyner 1996). Outre tous ces témoignages, le nombre de certificats de décès confirme les ravages du typhus dans le pays, une des principales causes de mortalité pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin, à la même époque, il y eut d'autres virus qui semèrent la terreur et la mort partout. La diphtérie et la coqueluche touchaient surtout les enfants, tandis que la tuberculose affectait les jeunes adultes et les personnes âgées. Cette situation sanitaire s'aggrava en raison du déficit de médecins dans le pays. Bientôt, cependant, une nouvelle génération d'excellents médecins allaient exercer à Lisbonne, Porto et Coimbra, les trois villes principales du Portugal, contribuant ainsi à moderniser la médecine dans le pays et à développer l'apprentissage du métier. En province cependant la situation demeurait dramatique. Les médecins diplômés et licenciés étaient rares, d'où la présence d'un grand nombre de guérisseurs et saigneurs auxquels la population faisait appel dans les moments les plus difficiles. Le manque de médicaments et surtout de vaccins aggravait la situation davantage.

En raison de ces épidémies récurrentes, la reine Amélie, toujours attentive aux problèmes de santé, exigea que les ministres la tiennent au courant par courrier de la situation sanitaire du pays. Ainsi, en 1899, le chef du gouvernement, José Luciano de Castro, lui adressa un rapport sur la situation à Porto après le début d'une nouvelle épidémie. Dans sa lettre du 25 août 1899, il écrit:

[...] l'épidémie ne s'est pas propagée. La mortalité demeure peu élevée et quelques cas suspects se sont révélés bénins. [...] De peur que la peste ne se généralise dans le temps et pour éviter ses effets néfastes nous avons pris les mesures les plus énergiques possibles. Nous avons donné les ordres nécessaires à la mise en place d'un cordon sanitaire tout autour de la ville de Porto. Ainsi les passagers et marchandises qui devaient être acheminés par chemin de fer ont été interdits de sortie de la ville [...]. Je m'attends à ce que l'épidémie reste bénigne, comme elle l'a été jusqu'à aujourd'hui [...] mais nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour éviter sa propagation [...]<sup>8</sup>.

Malgré tous les efforts, la peste se propagea un peu partout dans le royaume pendant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, obligeant les autorités à prendre des mesures exceptionnelles.

Devant l'état sanitaire calamiteux du pays, la reine Amélie comprit rapidement que les initiatives que les reines portugaises avaient propo-

8 Archives départementales portugaises, IANTT, CCR, cx: 7442.

sées dans le passé ne suffisaient pas. C'est pourquoi elle eut l'idée de faire appel à tous ses contacts étrangers afin d'introduire au Portugal un institut, à l'image de l'*Institut Pasteur* de Paris, qui devait produire tous les vaccins dont le pays avait besoin pour éradiquer les épidémies et faire baisser la mortalité. La reine s'est ainsi mise au service de la population portugaise pour améliorer le secteur de la santé publique, faisant appel à l'ensemble de son réseau scientifique international pour introduire au Portugal les plus grandes découvertes médicales de l'époque.

Longtemps auparavant la reine Amélie avait essayé de convaincre le gouvernement de la nécessité de fonder au Portugal une institution qui puisse produire tous les vaccins dont la population avait besoin. Plus tard, elle fit usage de sa position politique et surtout de son génie diplomatique pour exiger régulièrement des entretiens avec le chef du gouvernement afin de lui exposer ses idées. Cependant les dirigeants redoutaient le coût exorbitant d'une telle institution, compte tenu la situation financière difficile de l'Etat. Par ailleurs, les médecins les plus conservateurs doutaient de l'efficacité des expériences de Louis Pasteur. Plus grave, le sérum pour produire les vaccins n'existait pas au Portugal. Il était donc vital de mettre en place un laboratoire de recherche et trouver des animaux pour les expériences.

Déterminée, la reine Amélie trouva les solutions à toutes ces difficultés. En 1892, pendant un voyage à Porto, elle profita de la présence du chef du gouvernement dans le train pour lui exposer, une fois de plus, son projet. A ce moment-là elle réussit à obtenir la promesse que le projet serait présenté à tous les ministres lors de la prochaine réunion du gouvernement. Selon le témoignage de la comtesse de Sabugosa, dame d'honneur de la reine, le chef du gouvernement a effectivement exposé le projet comme il l'avait promis et obtenu l'accord de tous les ministres. Mais l'argument utilisé pour convaincre les ministres à autoriser la fondation d'un Institut Bactériologique fut le tempérament entêté de la reine. Sur un ton ironique, les ministres ajoutèrent que «du moment où ils donnaient leur accord et que la reine s'amusait pour mener à bien cette entreprise, ils étaient assurés qu'elle ne leur ferait aucune autre requête» (Barros 1951, 27).

Ayant obtenu le feu vert du gouvernement, la reine proposa d'installer l'institut dans le vieux monastère de Santana, fermé depuis longtemps. Pour les expériences, elle offrit ses chevaux ainsi que ceux du roi. Enfin pendant un voyage à Paris, elle se rendit à l'Institut Pasteur

où elle réussit à obtenir le sérum pour commencer la production du vaccin au Portugal (Corpechot 2007, 181). Au même moment elle sut s'entourer de spécialistes, parmi lesquels se trouvait le célèbre médecin Camara Pestana dont la formation médicale et l'expérience médicale internationale à Berlin et à Paris servaient parfaitement les intérêts de la reine. Après un stage à l'Institut Pasteur, ce dernier retourna au Portugal et permit le développement de l'Institut Bactériologique de Lisbonne. De son côté, la reine Amélie géra la construction et l'équipement des locaux. Elle confia ensuite les installations au médecin responsable, Camara Pestana, qui dirigea l'institut jusqu'à sa mort en 1899. Cet Institut débuta ses activités par l'analyse de l'eau que la population de Lisbonne consommait, car la mauvaise qualité de l'eau était la première cause probable des épidémies de choléra et de typhus dans la ville (Goubert 1986, 46-50). En outre Pestana fut chargé de la production et de l'introduction d'autres vaccins afin de combattre de nombreuses épidémies ou maladies graves telles que le typhus, la rage, le choléra, la diphtérie, le tétanos, la maladie du sommeil et la tuberculose. En 1895, devant les bons résultats obtenus pendant les premières années d'existence de l'Institut, le gouvernement décida enfin d'étendre son action à tous les départements du pays et d'envoyer des circulaires aux préfets leur demandant d'acheminer les malades de la rage vers Lisbonne pour y être soignés.

Mais la reine Amélie, elle, n'était pas satisfaite des résultats obtenus concernant la tuberculose. La construction d'un bâtiment hospitalier réservé aux tuberculeux avait déjà débuté en 1889 car il faisait parti du projet de santé publique prévu dans le cadre de l'installation du Dispensaire d'Alcântara. En 1899, elle inaugura ainsi l'Assistance Nationale aux Tuberculeux, projet qu'elle géra depuis sa conception jusqu'à sa réalisation. L'ensemble fut exécuté par une Commission Technique constituée de personnalités illustres: des médecins, ingénieurs et architectes. L'*Assistance Nationale aux Tuberculeux* fut la première institution capable de combattre les épidémies de tuberculose au Portugal, maladie la plus répandue à l'époque (Guillaume 1988, 159-183). Munie d'un système administratif très simple, composé d'un conseil central, d'une commission exécutive et de commissions techniques chargées de la divulgation, des kermesses, des quêtes et des souscriptions permanentes, les établissements créés par l'institution se sont très vite multipliés. Enfin, des hôpitaux spécialisés ont été bâtis et des dispensaires ont été installés dans tous les départements du pays (Carvalho 1934, 873).

## Conclusion

C'est en effet grâce au génie, au dynamisme et aux réseaux familiaux transnationaux de la reine Amélie que le Portugal connut, au XIX<sup>e</sup> siècle, une période de modernisation rapide de son service d'assistance publique. Amélie a élaboré des stratégies féminines modernes à l'époque au sein de la noblesse européenne, telles que les kermesses, fêtes, bals, quêtes et souscriptions, pour mener à bien toute son œuvre de santé publique. Avec l'aide de ses proches et de ses amies d'enfance, elle a su mettre à profit les réseaux de solidarité au sein des Maisons Royales européennes pour trouver les fonds nécessaires à la création d'institutions sanitaires modernes. De toutes les institutions parrainées par la reine Amélie, certaines fonctionnaient de manière autonome. D'autres étaient étatisées, jouissant ainsi de bases financières solides, comme l'Institut Bactériologique qui, aujourd'hui, dépend de l'Université de Lisbonne. D'autres enfin ont eu besoin du soutien financier de la reine pour exister, comme l'*Assistance Nationale aux Tuberculeux* qu'elle a soutenue toute sa vie, même pendant son exil (1910-1951), grâce à des donations personnelles. Aussi, en 1926/1928, alors que la reine était depuis longtemps dans son exil forcé, l'Institut connut de graves difficultés financières, qui ont été solutionnées grâce à la mise en vente de deux albums de dessins faits par la reine Amélie pendant son séjour au Portugal. Dès lors la mise à disposition du produit de la vente permit de sauver l'Institut de la ruine.

Ainsi, en tant que femme sans frontières, grâce à des stratégies féminines transnationales mais indépendantes des mouvements féministes de l'époque, la reine Amélie devint un symbole pour l'élite aristocratique de l'époque et une vraie représentante du mécénat européen. C'était une femme moderne pénétrée d'une mission de bienfaisance que son existence, son expérience et son éducation transnationales ont motivée et façonnée et que seules les femmes de la noblesse de l'époque pouvaient mener à bien.

## Références

- ALMEIDA, D. José Luiz, 2004, *Memórias do Sexto Marquês do Lavradio*, Lisboa, Nova Ática.
- BARROS, Leitão de, 1951, *Duas Visitas a Versalhes*, Lisboa, Neogravura.
- BERN, Stéphane, 1997, *Eu, Amélia, Última Rainha de Portugal*, Lisboa, Civilização.
- BREYNER, Thomaz de Mello, 1996, *Diário de um Monárquico (1902-1904)*, Porto, Fundação Eng. António de Almeida.
- CATINOT-CROST, Laurence, 2000, *Amélie de Portugal, Princesse de France*, Biarritz, Atlantica.
- CARVALHO, Lopo, 1935, *A luta contra a tuberculose em Portugal*, Lisboa, Adolpho de Mendonça.
- COLAÇO, Branca de Gonta, 2005, *Memórias da Marquesa de Rio Maior*, Lisboa, Parceria A. M. Pereira.
- COMITI, Vincent-Pierre, 1997, *Histoire Sanitaire et Sociale*, Collection Que sais-je?, Paris, Presses Universitaires de France.
- CORPECHOT, Lucien, 2007, *Memórias Inéditas da Rainha D. Amélia*, Lisboa, Caleidoscópio.
- DOSSE, François, 2005, *Le Pari biographique. Ecrire une vie*, Paris, La Découverte.
- FERREIRA, Francisco António Gonçalves, 1990, *História da Saúde e dos Serviços de Saúde em Portugal*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian.
- GOUBERT, Jean-Pierre et LE ROY LADURIE, Emmanuel, 1986, *La conquête de l'eau. L'Avènement de la santé à l'âge industriel*, Paris, Pluriel.
- GUILLAUME, Pierre, 1988, «Histoire d'un mal, histoire global. Du mythique à l'économique», in Jean-Pierre BARDET, Patrice BOURDELAIS, Pierre GUILLAUME, François LEBRUN, Claude QUÉTEL (dirs.), *Peurs et Terreurs face à la contagion*, Paris, Fayard, pp. 159-183.
- HUDEMANN-SIMON, Calixte, 2000, *La conquête de la santé en Europe, 1750-1900*, Collection Europe et Histoire, Quetigny, Belin.
- LE GOFF, Jacques, 1999, «Comment écrire une biographie historique aujourd'hui?», *Le Débat. Histoire politique, société*, 54 (mars-avril), pp. 48-53.

- MONTEIRO, Manuel Lema, 1950, *A Raiva, doença comum ao homem e aos animais. Métodos de combate e profilaxia*, Porto, Imprensa Social.
- NOBRE, Eduardo, 2006, *Amélia. Rainha de Portugal*, Lisboa, Eduardo Nobre & Quimera Editores.
- PROENÇA, Maria Cândida, 2006, *D. Manuel II*, Lisboa, Circulo de Leitores.
- QUEIRÓS, Eça de, 1981, «A Rainha», *Notas Contemporâneas*, Porto, Livraria Chardon, Lello & Irmão Edits., pp. 491-510.
- RAMOS, Rui, 1994, *A segunda Fundação (1890-1926)*, vol. VI de José MATTOSO (dir.), *História de Portugal*, 6, Lisboa, Circulo de Leitores.
- , 2006, *D. Carlos*, Lisboa, Circulo de Leitores.
- , 2001, «D. Amélia, a grande», *Análise Social*, 160, XXXVI, pp. 1-10.
- SÁ, Ayres de, 1928, *Rainha D. Amélia*, Lisboa, Parceria A. M. Pereira.
- SACADURA, Costa, 1949, *A obra da Assistência Nacional aos Tuberculosos e a Rainha D. Amélia. Através de algumas cartas inéditas*, Lisboa, Tipografia Silvas, Lda.
- SILVEIRA, Luís Nuno Espinha da et FERNANDES, Paulo Jorge, 2006, *D. Luís*, Lisboa, Circulo de Leitores.
- SOURNIA, Jean-Charles et RUFFIE, Jacques, 1984, *As Epidemias na História do Homem*, Lisboa, Edições 70.
- VAQUINHAS, Irene, 1996, «As quermesses como uma forma específica de sociabilidade no século XIX. O caso da 'Quermesse da tapada da Ajuda em 1884'», *Biblos, Revista da Faculdade de Letras*, LXXII, pp. 273-291.

# La Section Féminine de la Phalange à l'épreuve des réalités transnationales du régime franquiste

Karine BERGÈS

«Depuis toujours la Section Féminine a eu un Service extérieur» (Primo de Rivera 1983, 207). C'est avec ce constat que la déléguée nationale de la Section Féminine de la Phalange (SF)<sup>1</sup>, Pilar Primo de Rivera, ouvre, dans ses mémoires, le chapitre dédié aux échanges internationaux de l'organisation qu'elle a dirigée de 1934 à 1977. Derrière cette phrase en apparence anodine se dessine la dimension internationale de cette organisation féminine, souvent minimisée en raison de sa vocation première, l'éducation des femmes espagnoles, fixée par le décret du 28 décembre 1939. Il n'en demeure pas moins que les activités des femmes phalangistes n'ont pas été circonscrites à la seule gestion des affaires féminines nationales. Au gré des soubresauts de la conjoncture politique du franquisme, leurs actions ont dépassé les frontières du creuset national pour jouer un véritable rôle diplomatique à l'échelon international. Erigée au rang d'ambassadrice du franquisme, Pilar Primo de Rivera a su tisser des liens transnationaux aussi bien avec les nations alliées, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, durant la Guerre civile et la Seconde Guerre mondiale, qu'avec les pays latino-américains, lors de l'isolement diplomatique de l'Espagne, ou encore avec les instances internationales de l'ONU à partir des années 1960, lors de la phase de libéralisation économique. Cette projection des femmes phalangistes sur la scène internationale a souvent été perçue comme une stratégie opportuniste de la part des autorités franquistes, lesquelles auraient utilisé la SF comme un instrument de propagande de leur régime. Si une telle interprétation est assurément légitime, elle occulte toutefois le fait que la SF a également

1 La Section féminine de la Phalange était une organisation féminine à caractère fasciste créée en 1934, un an après la création du parti fasciste *Falange Española*, dont elle était la branche féminine. Elle serait l'équivalente des *Fasci Femminili* italiens ou la *National Sozialistische Frauenschaft* allemande. Pendant la dictature franquiste, cette organisation a servi à l'encadrement idéologique des femmes espagnoles. L'organisation sera dès lors référencée comme SF.



su puiser dans ces échanges internationaux une légitimité et une visibilité sur la scène nationale. Aussi, a-t-elle développé des stratégies tantôt individuelles – mettant à profit l'autorité morale de Pilar Primo de Rivera, en tant que sœur du fondateur de la Phalange – tantôt collectives – par le biais de ses groupes folkloriques des *Coros y Danzas* utilisés comme un tremplin diplomatique.

Dans cette étude, nous explorerons l'action de la SF à travers le prisme de la politique transnationale du régime franquiste et pour ce faire nous nous appuyerons sur des sources de première main comme les archives de la SF entreposées aux Archives Générales de l'Administration (AGA) à Alcalá de Henares ou à l'Académie Royale de l'Histoire à Madrid ainsi que des coupures de presse émanant des principaux journaux institutionnels ou revues de l'organisation féminine. La confrontation de ces documents nous aidera à décrypter les stratégies transnationales élaborées par la SF afin de conserver son monopole politique sur la scène nationale et de préserver le legs spirituel du fondateur de la Phalange et frère de Pilar Primo de Rivera, José Antonio Primo de Rivera.

Après avoir analysé ces stratégies à la lumière de la politique extérieure du régime lors de la Guerre civile et de la Seconde Guerre mondiale, nous étudierons les missions diplomatiques des groupes de *Coros y Danzas* entre 1948 et 1951 afin de comprendre la réorientation politique qu'ont opérés le régime franquiste, et par ricochet, la SF sur la scène internationale à partir des années 1960.

## Guerre civile et Seconde Guerre mondiale: Pilar Primo de Rivera, ambassadrice du franquisme

La Guerre civile espagnole, au-delà de son caractère interne, a eu une résonance inédite hors de ses frontières. Cette internationalisation du conflit s'est traduite par le déploiement d'une assistance économique et militaire étrangère de premier ordre. Les forces républicaines reçurent l'appui des Brigades Internationales et de l'Union Soviétique alors que les forces auto-dénommées «nationales» bénéficièrent d'une aide logistique en provenance de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. C'est dans ce contexte d'amitié hispano-allemande que Pilar Primo de Rivera fit ses

premiers pas sur la scène extérieure en tant qu'ambassadrice du régime franquiste.

Avant de détailler la teneur de ces entreprises, il convient de retracer brièvement le parcours de cette figure politique atypique qui n'était autre que la fille du dictateur Miguel Primo de Rivera (1923-1929) et la sœur de José Antonio Primo de Rivera, le fondateur du premier parti d'inspiration fasciste espagnol, Phalange Espagnole. Afin de rendre visible son engagement pour la cause phalangiste, Pilar Primo de Rivera fonda la SF en 1934, laquelle devint avec l'éclatement de la Guerre civile en 1936, une organisation féminine de masse intégrée par les femmes de droite et les catholiques de la petite et moyenne bourgeoisie (Gallego Méndez 1983; Richmond 2003; Ofer 2009). Après la victoire franquiste en 1939, la SF parvint à asseoir son statut légal au sein de l'appareil institutionnel du nouveau régime. Elle exerça ainsi un contrôle exclusif sur les affaires féminines dans les domaines de l'éducation, de la santé, du social ou encore des loisirs. Sa dirigeante conserva son poste de déléguée nationale jusqu'au démantèlement de l'appareil franquiste en 1977 et fut la seule femme à avoir occupé des fonctions politiques tout au long de la dictature en tant que députée aux *Cortes* et conseillère nationale (Bergès 2003; Fernández Giménez 2008).

La disparition de son frère, fusillé en 1936 par les républicains, avait fait de cette jeune femme la dépositaire de son héritage spirituel et l'une des figures de proue de la «Phalange authentique». En tant que sœur du fondateur et fille de l'ancien dictateur, cette personnalité féminine jouissait d'une solide autorité morale auprès des cadres franquistes. Il faut dire qu'elle ne ménageait pas ses efforts pour servir les intérêts d'un régime qui entendait promouvoir un modèle de genre phalangiste, celui d'une «femme nouvelle» mais qui répondait en tous points aux canons les plus conservateurs de la féminité: femme catholique et traditionnelle dont la mission première se limitait au maintien du foyer et à l'éducation des enfants. La figure de Pilar Primo de Rivera fut également utilisée, lors des premières années du franquisme, comme un instrument au service de la politique extérieure du régime. Érigée en icône de la Phalange originelle en raison de ses liens avec le fondateur défunt, elle fut promue par Franco au rang d'ambassadrice du régime franquiste dans les pays alliés, tels que l'Allemagne, le Portugal ou l'Italie.

Ce sont précisément les rapprochements avec l'Allemagne nazie que nous nous proposons à présent d'examiner puisque entre 1937 et 1943 on

dénombrer seize déplacements de la délégation féminine espagnole en Allemagne dont six furent présidés par Pilar Primo de Rivera (Morant 2007). Le premier voyage de la déléguée nationale, en avril 1938, avait pour objectif d'étudier le fonctionnement de l'organisation féminine allemande NSF (*Nationalsozialistische Frauenschaft*), ainsi que les installations du BDM (*Bund Deutscher Mädel*), l'Union des jeunes filles allemandes intégrée au sein des Jeunesses Hitlériennes. La délégation espagnole put ainsi visiter les centres de formation des jeunes femmes, une résidence d'infirmières et assister à des démonstrations de gymnastique, de natation ou de chant. En outre, ce voyage donna lieu à un premier contact avec les dirigeants nationaux-socialistes, entre autres la présidente du BDM, Jutta Rüdiger et surtout le chancelier allemand, Adolf Hitler dont la rencontre fut sans nul doute le point d'orgue de ce premier séjour. C'est à cette occasion que Pilar Primo de Rivera remit au *Führer* une épée de Tolède spécialement forgée en son honneur<sup>2</sup> en échange de laquelle elle se vit offrir une photographie dédicacée par Hitler lui-même.

Cette première visite officialisait ainsi les rapprochements avec l'Allemagne nazie et allait être suivie par la visite de Jutta Rüdiger en Espagne en décembre 1938. A partir de cette date une correspondance régulière allait s'instaurer entre la déléguée nationale de la SF et la présidente du BDM qui témoigne de la nature des relations teintées «d'amitié, de sympathie et de compénétration»<sup>3</sup> entre les deux nations. En dépit de ces échanges écrits, il fallut attendre trois ans pour que Pilar Primo de Rivera effectue un nouveau séjour en Allemagne, ce qui s'explique par l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale et par l'instabilité de la situation politique espagnole à l'issue de la Guerre civile. Les relations reprirent en juin 1941 lorsque Franco, après l'invasion de l'Union Soviétique par l'Allemagne, accepta d'envoyer sur le front de l'Est un contingent de soldats espagnols, connu sous le nom de la *División Azul*. Ce geste visait à compenser le refus du général Franco de rentrer en guerre

2 Dans la plupart des monographies publiées sur le sujet, on peut lire que la remise de l'épée à Hitler date de 1941. Or cette version est démentie par la presse institutionnelle qui fait mention de cet échange en avril 1938 (cf. Revue *Y*, *Revista para la mujer*, mai 1938, p. 38). L'auteur remercie tout particulièrement Toni Morant, qui prépare une thèse sur les relations de la SF et de l'Allemagne nazie, pour ces précisions.

3 Lettre de Pilar Primo de Rivera à Jutta Rüdiger, 12 août 1941, ANA, Serie Azul, carpeta 108A.

aux côtés de l'Allemagne si ses prétentions géopolitiques sur le Maghreb n'étaient pas satisfaites, entre autres Gibraltar et un protectorat sur l'ensemble du Maroc, lors de sa rencontre historique avec Hitler, le 23 octobre 1940<sup>4</sup>. La lutte antisoviétique apparaissait ainsi comme «un prolongement de la croisade espagnole» (Payne 1997, 512) et permettait à l'Espagne de se présenter comme un allié de l'Allemagne nazie.

Un mois après la création de la *División Azul*, Pilar Primo de Rivera entreprit un deuxième voyage en Allemagne (du 19 août au 10 septembre 1941) au cours duquel elle rendit visite aux soldats espagnols en partance pour le front de Stalingrad et s'entretint avec les responsables des jeunesses féminines et le chancelier allemand. Si la déléguée nationale fut désignée pour effectuer ce nouveau voyage diplomatique c'est peut-être parce qu'elle avait toujours défendu l'engagement des Espagnols aux côtés des Allemands dans la guerre, à l'instar de la vieille garde phalangiste dont elle était le fer de lance. Il est également possible d'interpréter le choix de la dirigeante phalangiste comme une stratégie politique de Franco afin de mettre un terme à la crise interne qui avait éclaté quelques mois plus tôt au sein de son parti. En effet, suite au remaniement ministériel du 5 mai 1941 qui avait promu le colonel monarchiste Valentín Galarza à la tête du Ministère de l'Intérieur, une vague de protestation s'était élevée contre la progressive «défascisation» du régime au profit d'autres composantes idéologiques comme les militaires et les monarchistes. Cette nomination, vécue comme un affront, donna lieu à une série de démissions des cadres phalangistes historiques et à la formation d'un nouveau gouvernement dans lequel des ministères clefs furent réservés aux phalangistes, comme celui du Travail ou de l'Agriculture (Thomàs 2001, 267-272).

Ces tensions expliquent peut-être pourquoi quelques semaines plus tard, Pilar Primo de Rivera fut investie de la haute mission de rencontrer le chancelier allemand, une rencontre qui satisfaisait le secteur phalangiste le plus radical dont était issue la sœur du fondateur et qui présentait l'avantage, à travers l'échelon international, de museler l'opposition phalangiste exprimée au plan national. Les phalangistes authentiques défendirent coûte que coûte l'amitié hispano-allemande au point qu'ils

4 Les réticences à l'entrée en guerre de l'Espagne vinrent en réalité plutôt d'Hitler qui trouvait que les demandes de Franco étaient démesurées. Sur ce point voir, Tusell, Javier, *Franco, España y la Segunda Guerra Mundial. Entre el Eje y la neutralidad*, Madrid, Temas de hoy, 1995.

en vinrent à échafauder des projets pour le moins saugrenus. Le théoricien phalangiste, Ernesto Giménez Caballero, lors d'un voyage en Allemagne aurait fait part à Edith Faupel, l'épouse de l'ancien ambassadeur allemand en Espagne en 1936 et à Magda Goebbels, l'épouse du responsable de la propagande nazie, d'un projet d'union entre Pilar Primo de Rivera et Hitler (Primo de Rivera 1983, 210). Il s'agissait, dans l'esprit de cet intellectuel phalangiste, d'assurer l'unité de l'Europe après la victoire allemande et de placer l'Espagne au cœur d'un ordre nouveau. Du coup, l'union de la phalangiste espagnole la plus emblématique avec le *führer* répondait à des enjeux géopolitiques qui faisaient de Pilar Primo de Rivera la dépositaire d'une mission politique et historique.

Si cette anecdote témoigne de la nature des relations qu'avaient tissées les phalangistes avec les autorités allemandes elle ne doit pas pour autant masquer le fait qu'idéologiquement Pilar Primo de Rivera se sentait moins proche du nazisme allemand que du fascisme italien. Dans un rapport établi par ses soins au retour de son deuxième voyage en Allemagne, elle formulait deux critiques: la première déplorait l'absence de morale des jeunes hitlériennes et la seconde condamnait le sentiment de supériorité des autorités allemandes auxquelles elle reprochait de considérer «les Espagnols avec sympathie mais comme de pauvres gens, absents du monde, et non d'égal à égal»<sup>5</sup>. Le faible enracinement de la culture catholique en Allemagne, à l'inverse de l'Italie ou du Portugal, justifiait le renforcement des liens avec les pays latins. Toutefois, ces critiques ne suffisaient pas à masquer l'admiration sincère exprimée par la phalangiste espagnole face à l'organisation, la discipline et la formation dispensée par les institutions allemandes, d'où la participation de l'Espagne au Congrès de la Jeunesse Européenne organisé à Vienne, entre le 14 et le 18 septembre 1942. L'objectif de cette rencontre était de rassembler sous l'égide des autorités allemandes une quinzaine de nations et de fixer les fondements d'une grande organisation de la Jeunesse européenne national-socialiste. Alors que ce congrès devait sceller une nouvelle étape de l'amitié hispano-allemande, il marqua paradoxalement la première distance officielle entre l'Espagne et le régime nazi. En effet, la délégation espagnole présidée par le phalangiste José Antonio Elola, refusa de cautionner les déclarations antisémites et rédigea un document

5 «Mirada con simpatía, pero como pobrecillos y ausentes del mundo, no como un poder a otro poder», *Informe sobre el viaje a Alemania*, 19 septembre 1941, Madrid, Archives de la Real Academia de la Historia (fond ANA), carpeta 108A.

alternatif qui réaffirmait la tradition catholique des Espagnols, la foi en la famille, la patrie, la nation et le travail (Payne 1997, 578). Si dans la presse du régime, Pilar Primo de Rivera se déclarait satisfaite des conclusions du congrès en matière de politique féminine, il n'en demeure pas moins que cette rencontre avait creusé un écart de plus en plus visible entre le régime franquiste et les puissances de l'Axe en général (Payne 1997, 578).

Le dernier voyage de Pilar Primo de Rivera sur le sol allemand débuta le 26 juillet 1943, au lendemain de la chute de Mussolini, et prit plus que jamais des allures de voyage politique dans une conjoncture particulièrement tendue. Face à la menace d'une restauration monarchique en Espagne, il était nécessaire d'afficher les liens fraternels entre l'Espagne national-syndicaliste – devenue entre temps national-catholique – et l'Allemagne national-socialiste, d'où la mise à contribution de l'héritière idéologique de la Phalange. Pour les autorités allemandes ce voyage comportait également un message de politique extérieure. Alors que les perspectives d'une victoire militaire s'éloignaient un peu plus chaque jour, la présence de Pilar Primo de Rivera servait à démontrer que l'Allemagne nazie conservait encore une influence sur l'échiquier international (Morant 2007). Cet intérêt politique explique pourquoi la représentante de l'Espagne franquiste fut reçue par les plus hautes autorités du Troisième Reich à l'instar de Goebbels et du ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop.

Au fil de l'évolution des relations hispano-allemandes, on se rend compte que la stature internationale dont fut auréolée Pilar Primo de Rivera avait habilement servi les intérêts politiques du régime franquiste qui avait fait de cette icône phalangiste une pièce de son artillerie diplomatique. Ce rôle a d'ailleurs été confirmé par les plus hautes autorités franquistes, à l'instar de Serrano Suñer qui avait qualifié Pilar Primo de Rivera d'architecte de l'Etat national-syndicaliste (Preston 1999, 184). Il serait cependant erroné de croire que la dirigeante de la SF agissait uniquement pour satisfaire les seuls intérêts du *Caudillo*, à un moment où celui-ci était paradoxalement en train de liquider l'héritage spirituel de la Phalange initiale. La sœur de Primo de Rivera avait accepté l'unification de 1937<sup>6</sup> à contrecœur et elle n'avait pas caché son indignation suite à la

6 Le 19 avril 1937 Franco avait unifié sous un même *Mouvement* les différentes composantes politiques (carlistes, phalangistes, monarchistes) qui avaient appuyé le Soulèvement du 18 juillet 1936.

mise à l'écart de ses compagnons phalangistes des postes de direction. En signe de contestation, elle avait envoyé une lettre de démission à Franco en 1941 dans laquelle elle déplorait le démantèlement de la Phalange (Bergès 2003, 391). Compte tenu du climat de tension entre Franco et les phalangistes, on peut s'interroger sur les motivations qui poussaient cette phalangiste de la première heure à se faire l'ambassadrice d'un régime peu enclin à préserver l'essence de la pensée «joséantonienne»<sup>7</sup>. Pour répondre à cette interrogation, il faut considérer que Pilar Primo de Rivera puisait dans les échanges transnationaux une crédibilité qui renforçait inéluctablement sa légitimité et celle de son organisation au plan national. Forte des liens tissés avec les pays de l'Axe et du succès de ses missions de politique extérieure, elle était en mesure d'exiger des contreparties au *Caudillo*. C'est ainsi qu'elle fut nommée députée aux *Cortes*, le 17 juin 1942, un titre honorifique puisque le Parlement était un organe virtuel, mais il faut lire dans cette nomination symbolique une reconnaissance de son rôle politique et de son autorité morale au plan national. Les services rendus au régime lui permirent également de conserver une autonomie dans la gestion de la SF. Bien que subordonnée à la hiérarchie masculine, sa fondatrice avait transformé cette institution en un véritable sanctuaire à la mémoire de «José Antonio» alors qu'à partir de 1942, et plus encore à l'issue de la défaite des puissances de l'Axe, le régime entendait se défaire de l'héritage fascisant de la Phalange. Dans la lettre de démission qu'elle avait adressée à Franco lors de la crise de 1941 elle reconnaissait que «la seule organisation phalangiste qui était encore debout était la SF»<sup>8</sup> (Fundación Francisco Franco 1992, 139). Après avoir été l'ambassadrice du franquisme sur la scène internationale, Pilar Primo de Rivera apparaissait surtout comme la grande prêtresse du phalangisme originel qu'elle tentait de professer dans les rangs de la SF. Si à partir des années 1940, Franco s'efforça de gommer un héritage phalangiste de plus en plus encombrant sur la scène internationale, il laissa néanmoins les mains libres à Pilar Primo de Rivera dans la gestion de son organisation tant il savait qu'elle était une courroie de transmission fidèle des principes du régime et que son action en matière de politique sociale et culturelle était indispensable, comme nous allons le constater dans la deuxième partie de cette étude.

7 Ou l'idée d'*hispanidad*, développée dans la seconde partie de cette démonstration.

8 «La Falange [...] no es más que una lánquida desorganización en la que lo único que queda en pie es la Sección Femenina».

## Les missions diplomatiques des *Coros y Danzas* («Chœurs et Danses»), 1948-1951

La promotion de ces groupes de *Coros y Danzas*, si elle répondait à des motivations d'ordre culturel, ne doit pas pour autant occulter l'intérêt politique du régime dans un contexte bien particulier. En effet, le 12 décembre 1946, le régime franquiste avait officiellement été sanctionné par les Nations unies en raison de ses liens avec l'Allemagne et l'Italie lors du conflit mondial. S'en était suivi un isolement diplomatique qui annonçait une période d'autarcie suite à la fermeture de la frontière pyrénéenne par la France et à l'embargo économique décrété par les Nations Unies. C'est dans ce contexte de repli diplomatique et économique que le régime, par l'intermédiaire de la SF et de ses groupes folkloriques, allait tenter de retrouver une crédibilité politique sur la scène internationale.

Les *Coros y Danzas* ne furent toutefois pas créés à cette occasion mais quelques années auparavant, lorsque la SF s'était lancée dans une vaste entreprise culturelle de sauvegarde et de récupération du patrimoine folklorique espagnol. Dès 1938, la création d'un Service de la Culture permit de répertorier les chants et les danses traditionnels régionaux et de les inscrire au patrimoine historique national. A l'exception d'un voyage en Allemagne en 1942, c'est en 1948 que ces groupes acquirent une véritable dimension internationale dans un contexte politique tendu. La rupture des relations avec les anciennes puissances de l'Axe avait conduit le régime de Franco à adoucir son image trop fascisante sur la scène internationale et à se tourner vers de nouveaux partenaires. La destitution de Mussolini le 25 juillet 1943, la défaite annoncée des puissances de l'Axe dans le conflit mondial avec notamment la libération de Paris en août 1944, enfin le suicide d'Hitler le 30 avril 1945 annulaient tous les espoirs de Franco de se tailler une place de choix dans la nouvelle Europe qu'il avait un temps envisagée. Il était vital, pour la survie du régime, de procéder à une réorientation de sa politique et d'accélérer le processus de «défascisation». Les signes les plus significatifs de cette nouvelle étape se traduisirent par l'abandon, dès septembre 1945, du salut fasciste, par la non-convocation, jusqu'en 1956, du Conseil National, un organe consultatif trop identifié avec ceux des Etats fascistes, la suppression du Secrétariat Général du Mouvement, traditionnellement dévolu aux



phalangistes ou la nomination d'un ministre catholique, Alberto Martín Artajo, aux Affaires extérieures. En outre, la Loi sur la Succession qui fut approuvée par les *Cortes* le 1<sup>er</sup> avril 1947 définissait l'Espagne comme un Etat catholique et social, qui en accord avec sa tradition, se constituait en royaume (Rodríguez Jiménez 2000, 483). L'ensemble de ces mesures marquait indéniablement un rééquilibrage des forces politiques au sein du régime clairement favorable aux catholiques et aux monarchistes.

C'est dans ce contexte politique que le régime franquiste entreprit de tisser des liens privilégiés avec de nouveaux partenaires historiquement proches de l'Espagne, comme l'Argentine et plusieurs pays du continent latino-américain à l'exception du Mexique et du Venezuela, deux Etats qui avaient reconnu le Gouvernement de la Seconde République en exil. Pour Pilar Primo de Rivera, il ne faisait aucun doute que la véritable projection historique de l'Espagne se trouvait en Amérique Latine et non, comme elle se plaisait à l'écrire dans ses mémoires, «dans cette Europe qui nous méprisait, ni même dans le national-socialisme allemand, ni dans le fascisme italien, en raison de nos différences idéologiques»<sup>9</sup> (Primo de Rivera 1983, 199). La nouvelle configuration politique qui se dessinait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale offrait donc un climat propice pour inaugurer de nouvelles amitiés avec les pays de langue et de culture espagnole. Dès la mise en place de l'embargo les relations avec l'Argentine du populiste Juan Domingo Perón se renforcèrent sur le plan politique et économique et connurent leur point d'orgue avec l'hypermédiatisation du voyage à Madrid de la première dame argentine, Eva Duarte de Perón, en juin 1947. Comme conséquence de cette amitié hispano-Argentine, une tournée des *Coros y Danzas* fut programmée dans le pays. Les grandes lignes de cette mission sont esquissées dans ce discours de Pilar Primo de Rivera où elle explique que la mission des *Coros y Danzas* consistait à «récupérer pour l'Espagne l'intérêt des Argentins et apporter aux Espagnols qui vivent là-bas la tradition authentique de la lointaine Patrie»<sup>10</sup> (Primo de Rivera 1948,

9 «En seguida, comprendimos que nuestra verdadera proyección histórica no era primordialmente en aquella Europa que nos despreciaba, ni tampoco en el nacional-socialismo alemán, ni en el fascismo italiano, por ser nuestra ideología diferente».

10 «Tan importante es la misión que lleváis. De recuperar para España el interés de los argentinos y de llevar a los españoles que allí viven toda la tradición auténtica de la Patria lejana».

237). Ces quelques lignes témoignent du double objectif assigné à ces groupes folkloriques: d'une part, une mission diplomatique en cherchant à préserver les bonnes relations hispano-argentines et d'autre part, une mission de propagande politique menée auprès des exilés républicains réfugiés en Amérique Latine.

Pilar Primo de Rivera concevait ces tournées comme de véritables instruments de propagande à la gloire du régime dès lors que ces représentations offraient aux exilés une image nostalgique de la lointaine patrie incarnée par de jeunes ambassadrices du franquisme, en général aimables et dociles (Casero 2000, 35). Pour la dirigeante de la SF, ces missions revêtaient également un double objectif: servir les intérêts du régime franquiste mais au-delà, il s'agissait de mettre en pratique la doctrine de José Antonio Primo de Rivera sur la théorie du destin éternel et de la mission universelle de l'Espagne. Pour les théoriciens phalangistes, à l'instar de Antonio Tovar, Ernesto Giménez Caballero ou Dionisio Ridruejo, l'Espagne était le peuple fondateur, doté d'une indéniable supériorité morale, et à ce titre se voyait investie d'une mission impériale visant à renforcer son expansion territoriale et sa domination sur les autres peuples au service d'un même idéal tendant à l'universalité et à l'unité (Barrachina 1998, 166). Dans le droit-fil de la doctrine «joséantonienne» qui défendait la création d'un «empire spirituel», la SF se présentait comme le héraut de la *Hispanidad*, un mythe élaboré depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cadre de l'indépendance de Cuba, et dont l'essentiel reposait sur le renforcement des liens spirituels entre l'Espagne et ses anciennes colonies ainsi que sur la création d'un empire universel dont l'Espagne serait le noyau fondateur (Barrachina 1998; González Calleja et Limón Nevado 1988).

Le concept de la *Hispanidad* repris par José Antonio Primo de Rivera se fondait sur la dépendance culturelle et politique des nations nées de la conquête espagnole mais à partir de 1939 c'est uniquement la dépendance culturelle que tendait à développer le régime (Barrachina 1998, 174). Dans le sillage de la pensée phalangiste revue et corrigée par les idéologues franquistes, la SF reprit à son compte l'argument de la fraternité entre les peuples de langue et de culture communes pour justifier la mission des *Coros y Danzas* sur le continent latino-américain. C'est ainsi que ces groupes folkloriques devinrent les instruments de propagande d'une Espagne mythique tout en offrant un visage «aimable» du régime à l'échelon international. La SF se plia docilement à l'instrumentalisation

de ses *Coros et Danzas* qui faisaient partie de l'arsenal diplomatique franquiste ce qui ne l'empêcha pas pour autant de tirer des bénéfices personnels de ces entreprises culturelles. En effet, par l'intermédiaire des liens consolidés au cours des tournées à l'étranger, les femmes phalangistes purent renforcer leurs appuis transnationaux, acquérir une plus grande assise sur la scène nationale et s'imposer comme des artisanes de la *Hispanidad*. C'est à ce titre que fut organisé, sous la houlette de la SF, le premier Congrès hispano-américain à Madrid qui accueillit, du 3 au 13 mai 1951, une vingtaine de délégations de femmes latino-américaines afin de débattre des problèmes relatifs à la condition féminine dans les pays de l'aire hispanique. Les stratégies internationales développées par la SF lui permettaient de se présenter non seulement comme la seule organisation féminine institutionnelle du franquisme mais également comme une organisation supranationale tournée vers le rapprochement des peuples et des cultures aussi bien avec le continent latino-américain qu'avec les pays européens à partir des années 1950. C'est en effet à cette date que les *Coros y Danzas* entreprirent de nouvelles tournées en Europe qui sont à interpréter à la lueur des mutations du contexte politique. Dès 1950, les Nations unies levèrent l'embargo contre le régime de Franco. Dans le contexte international de la Guerre froide, l'Espagne franquiste, fer de lance de la lutte anticommuniste, faisait figure de pièce stratégique. Après la léthargie et le repli des années d'autarcie, s'amorçait un retour progressif dans les instances internationales: l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 1951, l'Unesco, en 1953, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'ONU en 1955.

Les représentations des *Coros y Danzas* sont un baromètre infaillible pour jauger où se trouvaient les intérêts du régime en cette année 1951. Il n'est guère surprenant de constater que les tournées les plus importantes aient eu lieu sur le sol européen – France, Belgique, Italie, Angleterre, Pays Bas. Le voyage des *Coros y Danzas* en France et en Belgique, au cours du mois d'avril 1951, confirme à quel point l'image de ces groupes folkloriques était associée à celle du régime franquiste mais, fait plus rare, il révèle également que les *Coros y Danzas* furent utilisés à leur tour par les opposants à la dictature de Franco hors des frontières espagnoles. Tel fut le cas à Paris où la représentation donnée au Palais de Chaillot se déroula sous les sifflets et les huées des manifestants. Dans un courrier adressé à Pilar Primo de Rivera, la responsable de l'expédition, Josefa Sampelayo, dénonce une conspiration de la presse

française contre les danseuses espagnoles conpues pour leurs affinités idéologiques avec le régime franquiste au détriment de leurs compétences artistiques<sup>11</sup>. A Bruxelles et à Anvers, des incidents similaires vinrent émailler les représentations dont la presse belge se fit l'écho<sup>12</sup>. Ces exemples démontrent à quel point l'assimilation des *Coros y Danzas* avec le régime était systématique. A la croisée entre l'ancrage national et international, ces groupes se sont finalement imposés comme des acteurs de la politique extérieure du général Franco. Quant à la SF, elle était devenue une alliée indéfectible du régime franquiste comme en témoigne son engagement lors de la dernière étape de réorientation politique.

### Les stratégies transnationales de la SF lors de la phase de libéralisation du régime (1960-1975)

L'intégration de l'Espagne dans les plus hautes sphères internationales laissait augurer de nouvelles mutations au plan national afin de combler le retard économique d'un pays considéré jusque-là comme une dictature autoritaire et archaïque. L'heure était donc venue pour les responsables politiques de mettre en œuvre la première phase de libéralisation du régime. En février 1957, une nouvelle génération d'hommes politiques – catholiques formés dans les rangs de l'Opus Dei et dotés d'une solide formation en droit et en économie – avait fait son entrée au gouvernement avec comme mission le développement, la modernisation de l'économie et l'industrialisation du pays (Canal 2009, 229). Pour être crédible, cette libéralisation économique devait s'accompagner de réformes législatives afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens et notamment des femmes. En effet, si l'Espagne voulait se hisser au même niveau que ses voisins européens, cela ne pouvait se faire, comme c'était le cas jusqu'alors, sans associer les femmes à l'économie nationale. Reléguées au rang de mère et d'épouses ou cantonnées à des emplois précaires, elles étaient marginalisées des sphères

11 On peut lire les échanges entre les responsables phalangistes des expéditions des *Coros y Danzas* et Pilar Primo de Rivera dans la carpeta 59, ANA, Serie Azul.

12 *Le Soir*, 15 avril 1951, Carpeta 59, ANA, Serie Azul.

du monde professionnel comme en témoignent les 19% de femmes actives recensées en 1960, un chiffre bien en deçà des statistiques européennes (Benería 1977, 29). Dans cette dynamique de relance économique, la SF joua un rôle déterminant pour contribuer à forger face à l'extérieur l'image d'une Espagne moderne et désireuse d'intégrer les femmes dans le processus de libéralisation économique. C'est ainsi qu'elle fut mise à contribution pour défendre la loi sur l'égalité politique et professionnelle des femmes en juillet 1961, censée mettre fin aux discriminations professionnelles. Les femmes pouvaient accéder à toutes les professions, sauf l'Armée et la Magistrature (à l'exception des tribunaux pour mineurs) et se présenter aux élections (Ruiz Franco 2007, 131-155). On comprend mieux alors comment un régime conservateur, jusqu'alors réticent à la généralisation du travail féminin, avait fait de ce créneau un enjeu de politique extérieure. Pilar Primo de Rivera, pourtant hostile à toute activité salariée hors de la cellule familiale, devint paradoxalement le porte-étendard de la cause féminine, une position malgré tout fort encombrante qui l'obligeait à jongler entre ses convictions personnelles, résolument conservatrices, et l'alternative réformatrice (Bergès 2009, 96). En réalité, loin d'une quelconque mutation idéologique, il s'agissait pour la SF de s'adapter aux mutations de la société espagnole afin de récupérer son influence sur la population féminine de moins en moins sensible au discours «domestique» d'une organisation dont les dirigeantes historiques étaient incapables de se défaire d'un modèle de genre obsolète. S'il ne fallait guère compter sur la SF pour assumer un discours égalitaire et féministe, elle n'hésitait pourtant pas à se présenter comme l'artisan de l'évolution du droit des femmes et comme une interlocutrice de choix avec les instances supranationales.

Ce statut privilégié explique pourquoi en 1975, on lui confia l'organisation de l'Année Internationale de la Femme placée sous les auspices de l'Unesco afin de dresser un état de la question féminine à l'échelle internationale. Pour la SF, cet événement venait couronner quarante années de politique féminine nationale. Ceci explique pourquoi, malgré les réticences de l'aile réformatrice de la classe politique espagnole, la présidence de cette manifestation ait été confiée à Pilar Primo de Rivera. Même si cette phalangiste de la première heure était loin d'incarner le symbole de la modernité au féminin, elle n'en demeurait pas moins une figure incontournable de la politique féminine du régime. En outre, elle conservait une légitimité institutionnelle face aux voix d'un féminisme

modéré ou radical porteur, depuis le début des années 1970, de revendications sociales et politiques. Consciente des menaces qui mettaient en péril son monopole, Pilar Primo de Rivera avait même refusé d'accorder une tribune aux porte-paroles des collectifs féministes non gouvernementaux lors des débats organisés tout au long de l'année 1975, lesquels avaient convoqué leur propre Année Internationale dans la semi clandestinité (Bergès 2003, 296). Ce repli de la SF et son refus de collaborer avec d'autres associations féminines non-institutionnelles témoignent de l'autoritarisme de l'organisation et de son incapacité à formuler des propositions progressistes en faveur de l'émancipation féminine. En outre, l'on comprend bien que l'investissement de la SF sur le plan législatif national et sa médiatisation par le truchement de l'échelon international avaient pour but de gommer l'image d'une organisation minée par ses contradictions internes et en perte de vitesse face à l'émergence d'une génération de femmes qui ne se reconnaissait pas dans le discours maternaliste phalangiste.

## Conclusion

Alors que la SF a souvent été dépeinte sous les traits d'une organisation en charge des seules affaires féminines de l'Espagne, cette étude a tenté de montrer que sa projection internationale a été à la hauteur de sa longévité. Loin des clichés tendant à réduire son action à la sphère domestique et éducative, elle a habilement eu recours aux dynamiques transnationales afin de concrétiser un double objectif: d'une part servir les intérêts du régime franquiste dans la consolidation de ses appuis internationaux, notamment avec l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale ou avec les pays européens lors de la phase d'ouverture du régime, d'autre part obtenir des contreparties pour l'organisation phalangiste féminine au plan national: autonomie relative dans la gestion de la SF, préservation de l'héritage doctrinal de José Antonio Primo de Rivera face au démantèlement de la Falange ou maintien de son monopole en matière de politique féminine. Pour parvenir à ces résultats, des stratégies continues ont été déployées. D'un côté par le régime franquiste, qui a instrumentalisé l'autorité morale de Pilar Primo de Rivera et les groupes

des *Coros y Danzas* dans le but de consolider ses soutiens auprès des pays alliés lors du conflit mondial et de s'assurer une reconnaissance internationale à partir des années 1950; d'un autre côté par la SF elle-même, qui s'est volontiers prêtée à cette instrumentalisation afin de renforcer sa légitimité au sein des structures politiques nationales.

Si le déclin de la SF était annoncé depuis la fin des années 1960, il fallut néanmoins attendre la disparition de Franco, le 20 novembre 1975, et la mise en place consécutive du processus de transition démocratique par le réformiste Adolfo Suárez, chef de file du gouvernement issu de l'élite du régime antérieur, pour que la SF cède définitivement du terrain. Le vote de la Réforme Politique en novembre 1976, le démantèlement du régime avec la dissolution du Mouvement national le 1<sup>er</sup> avril 1977, l'approbation de la nouvelle Constitution en 1978 et la consolidation des institutions démocratiques signèrent l'agonie de cette organisation omniprésente dans le paysage politique espagnol depuis plus de quarante ans. Alors âgée de soixante-et-onze ans, Pilar Primo de Rivera présenta sa démission, après s'être abstenue lors du vote sur la Réforme Politique, ce qui confirme à quel point elle était incapable d'évoluer vers des postures progressistes et démocratiques. A ses yeux, la transition démocratique revenait à liquider l'héritage du passé, et par ricochet le programme doctrinal de son frère, en ouvrant la porte aux nationalismes avec la reconnaissance des communautés autonomes et aux communistes, dont le parti allait être légalisé le 7 avril 1977. Cette attitude se rapprochait de celle dite du «bunker» ou des «ultras», c'est-à-dire des partisans de l'immobilisme favorables au maintien du régime franquiste et de ses institutions (Canal 2009, 246). Néanmoins, Pilar Primo de Rivera ne prit la tête d'aucun parti ni d'organisation et préféra se retirer de la vie politique pour mener une retraite paisible consacrée à la rédaction de ses mémoires et à quelques actes commémoratifs au sein de l'Association Nueva Andadura, héritière spirituelle de la SF<sup>13</sup>. A l'instar de la plupart des fonctionnaires du régime antérieur, les militantes de la SF encore en activité intégrèrent l'Administration publique, et notamment les ministères de la Culture, de la Famille ou du Sport où elles furent appréciées pour leur

13 L'Association *Nueva Andadura* fut fondée en 1977 par les anciennes collaboratrices de Pilar Primo de Rivera qui en fut la présidente d'honneur jusqu'à sa mort, le 16 mars 1991. L'Association *Nueva Andadura*, dissoute en 2006, se consacra à la rédaction d'une *Chronique de la Section féminine*, dirigée par l'historien espagnol, Luis Suárez Fernández.

rigueur et leur discipline. Quant à la SF, son histoire appartenait résolument au passé franquiste. Après quarante-trois années de monopole sans partage, elle allait devenir, au cours des années 1980, le symbole de l'instrument de répression des Espagnoles au service d'un régime totalitaire.

## Références

- BARRACHINA, Marie-Aline, 1998, *Propagande et culture dans l'Espagne franquiste, 1936-1945*, Grenoble, Ellug.
- BENERÍA, Lourdes, 1977, *Mujer, economía y patriarcado durante la España franquista*, Barcelone, Anagrama.
- BERGÈS, Karine, 2003, *Pilar Primo de Rivera (1906-1991). Cause féminine, idéologie phalangiste, stratégies et enjeux politiques dans l'ombre du régime franquiste*, Doctorat, Université de Toulouse le Mirail.
- , 2009, «La Section féminine (1951-1975): entre conservatisme et réformisme», in Marie Claude CHAPUT et Christine LAVAIL (eds.), *Sur le chemin de la citoyenneté. Femmes et cultures politiques. Espagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, pp. 91-101.
- CANAL, Jordi (Coord.), 2009, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris, Armand Colin.
- CASERO, Estrella, 2000, *La España que bailó con Franco*, Madrid, Nuevas Estructuras.
- FERNÁNDEZ GIMÉNEZ, Antonia, 2008, *Pilar Primo de Rivera. El falangismo femenino*, Madrid, Editorial Síntesis.
- FUNDACIÓN FRANCISCO FRANCO, 1992, *Documentos Inéditos para la Historia del Generalísimo Franco*, Tomo II, Madrid, Ed. Fundación Francisco Franco.
- GALLEGO MÉNDEZ, Teresa, 1983, *Mujer, Falange y franquismo*, Madrid, Taurus.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, LIMÓN NEVADO, Fredes, 1988, *La Hispanidad como instrumento de combate. Raza e Imperio en la prensa franquista durante la Guerra Civil*, Madrid, CSIC.



- MORANT, Toni, 2007, «Una importante expresión de amistad hispano-alemana. Les visites de Pilar Primo de Rivera a l'Alemanya nacional-socialista, 1938-1943», in Óscar ALDUNATE LEÓN, Iván HEREDIA URZÁIZ (Coord.), *I Encuentro de Jóvenes Investigadores de Historia Contemporánea de la Asociación de Historia Contemporánea*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, Formato CD.
- OFER, Inbal, 2009, *Señoritas in Blue. The Making of a Female Political Elite in Franco's Spain*, Brighton, Sussex Academic Press.
- PAYNE, Stanley, 1997, *Franco y José Antonio. El extraño caso del fascismo español*, Barcelone, Planeta.
- PRESTON, Paul, 1999, *Las Tres Españas del 36*, Barcelone, Plaza & Janés.
- PRIMO DE RIVERA, Pilar, 1948 (1942), *Discursos, Circulares y Escritos*, Madrid, Afrodisio Aguado.
- , 1983, *Recuerdos de una vida*, Madrid, Ed. Dyrsa.
- RICHMOND, Kathleen, 2003, *Las mujeres en el fascismo español. La Sección Femenina de Falange, 1934-1959*, Madrid, Alianza Editorial.
- RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, José Luis, 2000, *Historia de Falange Española de las JONS*, Madrid, Alianza Editorial.
- RUIZ FRANCO, Rosario, 2007, *¿Eternas menores? Las mujeres en el franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- SUÁREZ FERNÁNDEZ, Luis, 1993, *Crónica de la Sección Femenina y su tiempo*, Madrid, Asociación Nueva Andadura.
- THOMÀS, Joan Maria, 2001, *La Falange de Franco*, Barcelona, Plaza & Janés.
- TUSELL, Javier, 1998, *Historia de España*, Madrid, Taurus.
- , 1995, *Franco, España y la Segunda Guerra Mundial. Entre el Eje y la neutralidad*, Madrid, Temas de hoy.

# Josefina Aldecoa, le cheminement d'une pionnière dans l'Espagne des années 50 entre Madrid, Londres, Vienne et New-York

Odile DIAZ FELIU

Je n'ai jamais été enseignante. Durant les quarante ans pendant lesquels j'ai dirigé seule le *Colegio Estilo*, je n'ai jamais enseigné. J'ai mis en place un projet éducatif. [...]. Il semble que l'on s'obstine à étiqueter les activités importantes par sexe. Et dans le cas de la littérature, la littérature dite «féminine» fait toujours débat. C'est un débat ennuyeux qui, en tant que tel, ne m'a jamais intéressée.

Josefina Aldecoa 2005, 124-202<sup>1</sup>

Ma réflexion sur le parcours de Josefina Aldecoa (León 1926) prend appui sur ces deux dénégations prélevées dans ses mémoires, *En la distancia* (Aldecoa 2005), lesquelles sont donc formulées rétrospectivement. Sous le déni provocateur, ses propos sont révélateurs en réalité des deux centres d'intérêts dominants qui l'ont structurée tout au long de sa vie: l'écriture et la pédagogie. *Inmaculada de la Fuente* souligne «la dualité de Josefina, d'une part elle était tentée par l'écriture, mais d'autre part elle était intéressée par la pédagogie» (2002, 213). Dans un cadre pluridisciplinaire je retrace ici son parcours comme passeuse de cultures, dont la dimension transnationale est plus prégnante dans ses activités liées à son intérêt pour la pédagogie que dans son travail d'écrivaine, en mettant en relation certains éléments de sa biographie avec les périodes de l'histoire de l'Espagne que les hasards d'une date de naissance, 1926, lui ont fait traverser la Seconde République, la Guerre civile, la Dictature et le retour à la Démocratie, avec ses amis écrivains de la même génération, «la génération de la moitié du siècle». C'est elle qui a réuni ces derniers sous un même dénominateur commun de taille dans une vie, la guerre, en les appelant «*les enfants de la guerre*». En effet, tous partagent une enfance passée pendant la Guerre civile. L'expression pose un constat en rappelant qu'une personne est aussi façonnée par les circons-

1 Sauf indication contraire, toutes les citations ont été traduites de l'espagnol par l'auteure du chapitre.

tances historiques face à la contingence et que l'écriture en porte la marque, ce qui est le cas pour cette génération et en particulier pour ce parcours de femme abordant les rives de ses trente ans dans l'Espagne des années 50.

Faire la part des choses entre la vie privée de Josefina Aldecoa, mariée à un écrivain plus que prometteur, Ignacio Aldecoa, disparu brutalement en 1969, sa vie publique comme Directrice du *Colegio Estilo* (ouverture en 1959), école expérimentale et privée reconnue, et son travail d'écrivain à part entière et non pas comme seule «femme de...» n'est certes pas chose aisée, mais permet de mettre en évidence l'intrication de ses différents champs d'activité. Et c'est cette intrication précisément qui est révélatrice de la singularité de son rapport au monde, aux circonstances dans l'Espagne de la dictature franquiste. En outre, la préoccupation sociale qui a toujours été la sienne, manifeste tout autant dans sa gestion du *Colegio Estilo* et dans ses prises de position pendant la dictature que dans les personnages de ses romans, lui a valu le surnom de «la petite pionnière» par Jesús Fernández Santos, ami et écrivain au sein du groupe de la «génération de la moitié du siècle». Le diminutif néanmoins ne rend compte que fort partiellement de la réelle dimension de *Pionera* de Josefina Aldecoa, de pionnière à part entière, qui, sous la dictature franquiste, a su se forger un destin singulièrement à contre-pied du modèle prôné par la *Section Féminine de la Phalange*, organe d'encadrement des femmes sous la dictature franquiste, et tout aussi éloigné de celui de la classe moyenne espagnole dont elle est issue.

C'est en puisant en premier lieu dans les écrits de Josefina Aldecoa – romans, articles, prologues, interviews qu'elle a accordés – que j'ai mené ma propre recherche. Mais je me suis aussi intéressée au contexte culturel qui a servi de terreau à ce parcours aussi bien dans le domaine de la pédagogie que dans celui de la littérature. Je me suis appuyée sur l'enquête qu'a menée sur l'histoire du *Colegio Estilo* une ancienne élève devenue journaliste (Castilla 2002), sur le contexte européen et américain dans lequel s'inscrit la réflexion de Josefina Aldecoa pour *Une autre Ecole* (*Le Monde de l'Éducation* 2007) et sur l'héritage espagnol du philosophe allemand Krause (1781-1832) matérialisé dans la création de la I.L.E. (*Institución Libre de Enseñanza*) en 1876. Dans la mesure où nous sommes dans l'interdisciplinarité et les études transnationales ma démarche relève de celle de l'histoire culturelle (Ory 2004; Poirier 2004) et des *Gender Studies* (Dorlin 2008). C'est cette démarche qui sous-tend

l'étude du parcours de cette pionnière en quête de renouvellement pédagogique et d'une écriture frottée au réel.

## Madrid, guerre et après-guerre: un parcours ouvert à l'international dans un pays autarcique

Rappelons la première citation mise en exergue: «Je n'ai jamais été enseignante [...] j'ai mis en place un projet éducatif», afin de nous interroger sur cette première dénégation, trop provocatrice pour ne pas receler un sens caché.

Il s'agit, tout d'abord d'inscrire Josefina Aldecoa dans sa filiation à la I.L.E, *Institución Libre de Enseñanza*<sup>2</sup> en rappelant que, dans le domaine privé, sa grand-mère et sa mère étaient des institutrices, *maestras*, formées dans l'esprit de la I.L.E, et que la continuité était assurée à l'école que Josefina Aldecoa fréquentait à La Robla (León), puis à León-capitale, à partir de 1936 et enfin à Madrid où la famille s'installa en 1944. Pendant toute son enfance et son adolescence elle vit au quotidien les principes d'éducation tels que les conçoit l'Institution dans le droit fil de la pensée du philosophe allemand Krause. Cette pensée était basée sur les critères suivants: la mixité, la laïcité, l'ouverture aux enseignements artistiques avec son corollaire, le développement de la créativité; l'absence de manuels scolaires, de travaux à base de mémorisation systématique, d'examens, ces derniers étant remplacés par des travaux en continu, et la notation par des auto évaluations réfléchies; absence également d'esprit de compétition mais stimulation de l'activité de l'enfant, absence d'apprentissage *ex-catedra*, importance accordée à l'euro péisation et aux langues étrangères (Jiménez García 2002, 151-162). Il s'agit de former une personne dans l'association de l'instruction et de l'éducation.

2 Fondée à Madrid en 1876 par Francisco Giner de los Ríos, universitaire krausiste (en référence au philosophe allemand Krause), c'est le premier établissement scolaire en Espagne qui concevait le système éducatif comme laïque et indépendant du pouvoir politique. Au XIX<sup>e</sup> siècle c'était l'établissement choisi par la bourgeoisie libérale face aux conservateurs qui défendaient le modèle éducatif dispensé dans les établissements religieux, dont la base est la séparation des sexes.

Ces principes, reçus en héritage de sa mère et de sa grand-mère, lesquelles en avaient également hérité par leur formation au sein de la I.L.E., elle les met en application dans sa propre vie. La filiation est assurée et bientôt le *Colegio Estilo* en portera la marque. En effet, si après ses études de Lettres à Madrid, elle choisit de s'inscrire en Pédagogie pour son doctorat (1948-49), carrière nouvellement ouverte cette année là, elle s'était également inscrite au *British Institute* en 1944, à son arrivée à Madrid, et se rendait assidûment à «l'Institut de Boston»<sup>3</sup>, ce qui n'était pas sans risque à l'époque, faut-il le rappeler, car des phalangistes organisaient des repréailles à la sortie des cours : tonte, huile de ricin (Castilla 2002, 51). Elle fréquentait le groupe des futurs écrivains de la «génération de la moitié du siècle» et leurs *tertulias* et participait à la revue universitaire et au TEU (*Teatro Español Universitario*). Dans le groupe d'amis, les lectures étaient partagées. Les anglo-saxons (Faulkner, Truman Capote, Dos Pasos, Synge, Tennessee Williams...), les existentialistes (Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir), les psychanalystes (Freud...) et très en pointe pour l'époque, les auteurs nord-américains ainsi que les néoréalistes du cinéma italien étaient leurs références. Ses lectures, tout comme sa pratique de l'anglais dans les deux Instituts mentionnés plus haut, à Madrid, font partie de la dimension transnationale du parcours de Josefina Aldecoa car les techniques d'écriture de ces écrivains (lus dans le texte) sont présentes dans le roman social (*Realismo social*) de la «génération de la moitié du siècle», génération dont Josefina Aldecoa revendique la filiation (Aldecoa 2005, 186-187).

C'est en 1950 que par l'intermédiaire d'une nièce de María Moliner<sup>4</sup>, elle entre en contact avec La Maison Crosby Hall<sup>5</sup> à Londres. Elle y séjourne en y gagnant sa vie comme serveuse et femme de chambre de juin à septembre 1950. Elle découvre Paris au cours de son voyage avant de s'installer à Londres pendant plusieurs mois. A cette époque, sortir d'Espagne, se rendre à l'étranger et y vivre représente une bouffée d'oxygène pour une jeune Espagnole qui étouffe sous le carcan franquiste. Ce qui se dessine à cette étape de sa vie c'est le profil d'une étu-

3 «Le célèbre Institut pour jeunes filles en Espagne qui fut fondé à Madrid par Alice Gordon Gulik, en 1892, [était] consacré à améliorer l'éducation et l'instruction des femmes espagnoles» (Aldecoa 2005, 45).

4 Auteure du célèbre *Diccionario de Uso del Español* publié chez Gredos.

5 Résidence universitaire pour universitaires étrangères, fondée à Londres en 1927.

diente, active, curieuse, libre et autonome, chose rare et surprenante dans la classe moyenne lors des «années de grisaille» de l'Espagne franquiste étant donné l'apathie de l'Université. «La tonalité générale était grise, ennuyeuse et médiocre», écrit-elle dans ses mémoires (Aldecoa 2005, 41). Rappelons que c'est dans cette décennie que des changements se font sentir, que l'Espagne commence à secouer le joug de l'autarcie et que l'Université connaît ses premières révoltes contre le régime franquiste<sup>6</sup>. Cette atmosphère de rébellion qui régnait alors en Espagne est parfaitement palpable – avec les deux aspects relevés – dans les essais, autobiographies et romans cités en note. L'étudiante en question est une personne formée dans l'esprit de la I.L.E., au sein d'une famille qui reste fidèle à l'esprit de la Seconde République. Elle est en tout point à l'opposé du modèle tendu en miroir par les femmes de la Section Féminine de la Phalange pour la femme de la classe moyenne.

### Londres et Madrid dans les années 50: les débuts d'une pionnière

Voyager et séjourner seule à l'étranger, pour une jeune Espagnole de la classe moyenne, dans les années 50, était peu courant d'où le terme de «pionnière». Découvrir qu'ailleurs en Europe (Paris et Londres), malgré les traces encore très perceptibles de la Deuxième Guerre mondiale, une société pouvait être vivante, joyeuse et enrichissante, notamment dans le domaine de l'art, domaine qui l'attirait tout particulièrement, représentait non seulement une grande ouverture pour Josefina Aldecoa mais aussi une continuité dans la réflexion dans laquelle elle s'était engagée par le choix de ses études. En effet, c'est en visitant une exposition à Londres que Josefina Aldecoa découvre le peintre viennois Franz Cizek<sup>7</sup> et

6 Voir les romans: *Cinco horas con Mario* (Miguel Delibes 1966), *Mujeres de negro* (Josefina R. Aldecoa 1994), *Otoño en Madrid en los años 50*, (Juan Benet 1987), *Pretérito imperfecto, 1922-1949* et *Casa del olivo Autobiografía 1949-2003* (Carlos Castilla del Pino 2005).

7 Franz Cizek (1865-1946) fait partie du courant artistique de la «Sécession» de Vienne (1897). On porte à son crédit la découverte de l'«art pour enfant» et l'élaboration de ses méthodes pédagogiques fondées sur l'expression de soi-même.

qu'elle prend connaissance de l'école de dessin et de peinture qu'il a ouverte en 1897 à Vienne, école spécialisée dans l'enseignement d'un cours d'Art pour enfant, à partir de 1910. Dans l'exposition londonienne de 1950, Franz Cizek présente les dessins et peintures des enfants de son école (Aldecoa 2005, 59-60). Dans ce domaine, les principes développés par la I.L.E. et par Franz Cizek dans son école se rejoignent car les méthodes pédagogiques de celui-ci reposent sur «l'expression de soi-même» qui consiste à intervenir le moins possible dans la créativité spontanée de l'enfant afin de laisser libre cours à son imagination et de respecter ainsi le développement de sa personnalité. C'est cet esprit qui règnera dans le futur *Colegio Estilo*. Franz Cizek encourage les enfants âgés de cinq à six ans à découvrir leurs propres aptitudes naturelles, en évitant l'esprit normatif. Josefina Aldecoa explique l'impact que fut pour elle cette découverte dans ses mémoires avec ces mots: «La visite de cette exposition non seulement me donna le titre de ma thèse [*l'Art enfantin*] mais me fit découvrir un nouvel horizon dans le domaine de l'éducation, je découvris un chemin ouvert pour la créativité spontanée». C'est ainsi qu'en passant par Londres et, d'une certaine manière, aussi par Vienne, la passeuse de cultures qu'est Josefina Aldecoa prépare son projet éducatif, qu'elle mettra en œuvre en ouvrant le *Colegio Estilo*. En outre elle engage aussi des matériaux qu'elle mettra en fiction dans ses romans futurs à travers certains de ses personnages comme Annick dans le roman *Porque éramos jóvenes (Puisque nous étions jeunes)*. Nous sommes bien dans le transculturel et le transnational.

La décennie des années 50 fut pour Josefina Aldecoa aussi active dans sa vie privée que dans sa vie intellectuelle. En effet, la naissance de sa fille en 1954, «[l]a fréquentation des ghettos culturels, des réunions d'appartement, des arrière-boutique des librairies» (Aldecoa 2005, 85) conséquences des circonstances de la dictature, ne l'empêchent nullement de terminer sa thèse en 1956, de la publier en 1958 ainsi que son premier roman, *La casa Gris*, en 1953 (dont les matériaux sont puisés dans son expérience londonienne lors de son séjour à la Maison Crosby Hall) et de voyager en Espagne. Elle découvre la Méditerranée, et en particulier Ibiza, avec Ignacio Aldecoa et leurs amis, bien avant que les

---

Il s'inscrit comme enseignant dans la ligne des penseurs et acteurs du renouveau des méthodes pédagogiques du début du XX<sup>e</sup> siècle, tels que John Dewey (1859-1952), Maria Montessori (1870-1952), Roger Cousinet (1881-1973), Ovide Decroly (1871-1932).

lieux ne deviennent à la mode. Ils y séjournent habituellement deux mois, l'été. L'île devient un espace de liberté, lumineux (présent dans ses romans postérieurs<sup>8</sup>), en contrepoint de l'épaisse grisaille que le régime franquiste fait peser sur Madrid, sur l'Espagne. Elle est aussi l'expression de la façon dont la «génération de la moitié du siècle» veut se voir à travers ses écrits, c'est-à-dire comme des écrivains «partisans de *La joie de vivre*<sup>9</sup>». Car disent-ils, «c'est une devise parfaite pour tous ceux qui à Barcelone et à Madrid, et dans des noyaux plus réduits dans d'autres villes espagnoles, s'employaient à écrire pendant ce moment difficile de notre histoire» (Aldecoa 2005, 85-86), ce qui est aussi une manière de faire de la résistance, de l'intérieur (géographiquement, socialement et psychiquement).

Toujours dans le fil de la pédagogie et des principes de la I.L.E., qu'elle applique à sa propre vie (apprentissage des langues et voyages à l'étranger), elle part à New York avec Ignacio Aldecoa, dans le cadre d'une bourse américaine, afin d'étudier les méthodes d'enseignement dans des établissements de l'autre côté de l'Atlantique. Elle part en laissant Suzana, leur fille, alors âgée de quatre ans, à sa mère, ce qui ne correspond pas davantage au modèle de mère ordinaire de la classe moyenne prôné par la *Section Féminine*. En outre par ce choix elle entre vraisemblablement en contradiction avec elle-même sur le plan personnel comme elle le confesse dans *En la distancia* (Aldecoa 2005, 108) et avec le cadre qu'elle préconise pour le *Colegio Estilo*, dans lequel l'atmosphère de gynécée est très (voire, à mon sens, trop) prégnante. La présence d'une nuée de femmes (qui renvoient à des images maternelles), en effet, est patente à la lecture de l'enquête d'Amelia Castilla. Cette atmosphère de gynécée, soulignons-le, relève par ailleurs du paradoxe pour un établissement où l'éducation mixte est une règle affichée dans le droit fil des préceptes de la I.L.E. Josefina Aldecoa part donc à New York avec son mari et sans sa fille, sa gourmandise de liberté est réjouissante: «Malgré tout il me faut reconnaître que ce voyage, cette aventure que supposait vivre à New York en 1958, fut un projet dont je ne me suis jamais repentie», écrit-elle dans *En la distancia* (Aldecoa 2005, 108).

8 *Porque éramos jóvenes*, Josefina Aldecoa, Barcelona, Editorial Anagrama (1986), réédité en 1995.

9 *La joie de vivre*, pour la traduction de «*los partidarios de la felicidad*» (Josefina Aldecoa), est le titre du tableau de Picasso, 1946, tableau peint dans le même esprit et dans des tons analogues que l'on peut voir au musée Picasso à Antibes.



## New York en 1958-1959: filiation et sororité avec les pionnières républicaines

Ce séjour à New York, d'octobre 1958 à juin 1959, la révèle comme pionnière à divers titres. La bourse d'étude devait être accordée à Ignacio Aldecoa pour donner des conférences dans différentes Universités nord-américaines, mais comme il ne parlait pas l'anglais, elle fut attribuée à Josefina Aldecoa. Or, parler une langue étrangère et avoir vécu à l'étranger selon «les mémoires des intellectuelles républicaines» (Niemöller 2007, 78) furent les deux éléments clefs qui assurèrent leur indépendance<sup>10</sup>. Ce qui valait pour les femmes dans les années 1920-1930 valait encore pour une femme de la classe moyenne sous le franquisme. Josefina Aldecoa s'inscrit bien par son parcours dans cette lignée de pionnières des intellectuelles républicaines, d'où l'emploi de l'expression «sororité».

A New York et en province, dans le cadre de ses recherches sur les systèmes éducatifs, en faisant des stages dans des établissements privés et publics de toutes catégories sociales, mais aussi dans le centre pour jeunes en rupture (des délinquants) où elle se rendait dans le cadre de ses recherches et où elle assurait un suivi aux côtés des enseignants et éducateurs américains, elle retint aussi l'importance accordée aux lieux: présence d'un parc, de la nature, importance accordée aux dimensions en relation avec ceux qui y vivent et comme espace d'apprentissage de la liberté; ce sont à la fois les réminiscences des préceptes de la I.L.E. et la préfiguration du choix du bâtiment et de la localisation du *Colegio Estilo*, dans le quartier *El Viso* à Madrid, non loin de la célèbre *Residencia de Estudiantes*. Tout en prolongeant les principes qui étaient ceux de la I.L.E. et en les enrichissant avec ses propres apprentissages au fil de ses découvertes, elle forgeait ses propres façons de voir, lesquelles reposaient sur une conception de l'éducation qu'elle formule ainsi dans ses mémoires: «L'éducation a quelque chose à voir avec l'attitude face à la vie, c'est une philosophie de l'existence aussi élémentaire soit-elle» (Aldecoa 2005, 124-125). Et plus loin, en parlant des conséquences de

10 «Cette éducation polyglotte que reçoivent de nombreuses intellectuelles grâce à une gouvernante, à une mère ou un père étrangers [...] représente un passage d'importance dans leur formation et leur indépendance. C'est à l'étranger que pour la première fois elles font l'expérience de leur liberté».

cette conception de l'éducation sur l'enfant, sur une personne à part entière, elle ajoute: «Une éducation qui permette [à l'enfant] de stimuler sa créativité, qui favorise la liberté de penser, de communiquer, de s'exprimer et qui développe très tôt l'esprit critique et l'analyse». C'est-là le concept fondateur de la I.L.E. et la conception de Franz Cizek pour son école *l'Art de l'enfant*. La première citation mise en exergue<sup>11</sup> prend donc ici tout son sens en contexte, il ne s'agit nullement d'un déni, «Je n'ai jamais enseigné [...]» mais d'une mise en perspective de son héritage culturel en matière d'éducation: «J'ai mis en place un projet éducatif». C'est ce projet qu'elle met en œuvre à son retour à Madrid en créant le *Colegio Estilo*<sup>12</sup> (Castilla 2002) qui ouvre ses portes en octobre 1959<sup>13</sup>.

### Madrid 1959, le *Colegio Estilo*: une école en contre-pied de l'esprit National-Catholique<sup>14</sup>

Le *Colegio Estilo* ainsi que le *Colegio Estudio*<sup>15</sup> sont, à l'époque de la dictature, les deux établissements situés à Madrid dans lesquels perdurent les principes pédagogiques défendus par la I.L.E. dans la ligne de l'établissement *Instituto Escuela* (Castilla 2002, 46) créé par la I.L.E. tels qu'ils furent mis en application à son ouverture en octobre 1918, principes rappelés plus haut. A ces principes déjà énoncés ajoutons l'importance accordée aux lieux: une configuration en accord avec la

11 Je n'ai jamais été institutrice [...] J'ai mis en œuvre un projet éducatif.

12 Dans cette étude, j'ai toujours pris soin de confronter les informations données dans cet essai avec celles que Josefina Aldecoa livre dans ses mémoires.

13 Cette école existe encore aujourd'hui. Josefina Aldecoa en est la Directrice et sa fille, Suzana dirige la section des petits (en réalité, par recoupement, vraisemblablement cette dernière codirige l'établissement).

14 Pour la traduction du terme, voir Georges Duby et Michèle Perrot, *Histoire des femmes en Occident*, tome V: Le XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Académique Perrin Editions, 2002, pp. 282 et 799.

15 Le *Colegio Estudio*, issu de l'*Instituto-Escuela* de la I.L.E. après avoir été fermé pendant la guerre, fut autorisé grâce à des relations à rouvrir ses portes en 1940. Josefina Aldecoa n'hésitait pas, quand cela s'avérait nécessaire, à faire appel à cette école.

nature, la présence d'espaces en plein air afin de permettre des activités sportives, idéaux conformes à une époque. L'esthétique faisait partie du cursus pour former le goût; des cours d'histoire de l'art étaient également dispensés; enfin la spontanéité y était privilégiée face aux exercices et aux devoirs répétitifs. Il s'agit d'établissements privés, appréciés d'une bourgeoisie cultivée et des intellectuels, d'une élite. Ces rappels étant posés, dans le franquisme des années 50, nombre de professeurs, d'instituteurs et d'institutrices formés par la I.L.E. (les femmes sont plus nombreuses, le monde de l'éducation est un monde de femme surtout à l'école maternelle et primaire), étaient en situation de *depurados*, c'est-à-dire expulsés du corps enseignant après la guerre civile. Certain(e)s trouvèrent refuge dans ces deux *colegios* (*Estilo* et *Estudio*), ce fut le cas de Carmen García del Diestro et Juana Alvarez-Prida et d'autres moins connu(e)s. Dans ses contrats d'embauche, Josefina Aldecoa a toujours donné priorité dans son établissement aux enseignants qui avaient été formés dans les principes de la I.L.E. (Castilla 2002, 102) ou qui en avait reçu la formation (la filiation est ainsi maintenue) et qui ne trouvaient pas d'établissement où exercer leur talent. C'est un choix en parfait accord avec le projet éducatif qu'elle a mis en place dans le *Colegio Estilo* et avec ses options politiques. En fondant le *Colegio Estilo*, la *Pionerita* devenue *Pionera*, une Pionnière à part entière, Josefina Aldecoa a fait de la résistance à sa manière, dans sa vie publique comme elle le faisait dans sa vie privée, d'une manière bien à elle, de l'intérieur, et très efficacement.

A l'heure de la scolarisation de leurs enfants en 1959, au cœur de l'époque franquiste, les parents, qu'ils soient républicains ou issus d'une bourgeoisie éclairée n'avaient qu'une alternative pour l'école de leurs enfants: soit un établissement privé, ce qui voulait dire catholique, soit l'école publique sans les enseignants issus de la Seconde République (formés dans l'esprit de la I.L.E donc), lesquels avaient été expulsés. Les deux types d'établissements, du privé et du public, se trouvaient également placés sous la férule de l'esprit «national-catholique» et son cortège de principes peu ou prou à l'opposé de ceux de la I.L.E.: écoles de garçons et écoles de filles séparées, religion catholique, romaine et obligatoire, enseignement vertical, rigide, à savoir venant d'un maître censé tout savoir et qui dispense ce savoir à l'élève, qui reçoit et obéit, la pratique du par cœur à l'exclusive. Il s'agit donc d'un enseignement qui ne considère pas celui qui apprend comme une personne à part entière, mais

comme réceptacle d'une parole reçue sans aucune réappropriation, donc passivement et sans plaisir.

Face à cette situation, les Espagnols, sous le franquisme, se trouvaient donc dans une impasse, ou dans une souricière, à l'heure de choisir une école pour leurs enfants. Dans le petit cercle des Aldecoa, une demande se fit pressante auprès de Josefina à leur retour des Etats-Unis afin qu'elle ouvre une «école autre»<sup>16</sup>. L'idée et la proposition sont venues d'une ancienne amie de l'Université, Rosario Correa, laquelle codirigea l'école avec Josefina Aldecoa pendant les premières années (de 1959 à 1962). Le *Colegio Estilo* a ouvert ses portes en octobre 1959, avec vingt enfants au jardin d'enfants, tous étant des enfants d'amis et les leurs. Par la suite, au fur et à mesure que l'école se développait au-delà du jardin d'enfants, «*el parvulario*», l'école maternelle, il y eut une classe par niveau, puis des classes de primaire et enfin du secondaire. Les élèves qui sont passés par cette petite école privée, une île au sein du franquisme, certes portaient des noms connus pour leur opposition au régime pour la plupart<sup>17</sup>, mais d'autres appartenaient au milieu du spectacle ou à des familles traditionnelles et de droite. Tous faisaient partie de l'intelligentsia: «*El Colegio Estilo* était une fourmilière d'enfants de célébrités et d'intellectuels» (Castilla 2002, 72). Le débat politique était possible dans le *Colegio* qui, rappelons-le, était une île.

Josefina Aldecoa a toujours fermement maintenu ses choix éducatifs: le choix des lieux en faisait partie, des maisons entourées d'un jardin dans le quartier «*el Viso*» et dans la rue Serrano<sup>18</sup> et en relation avec la

16 Les informations données dans ces lignes viennent d'un recoupement entre les propos tenus par Josefina Aldecoa dans *En la distancia* et de Amelia Castilla dans son enquête, *Memoria de un colegio*.

17 Juan Antonio Bardem et Luis García Berlanga, Carlos Saura, cinéastes; Jesús Fernández Santos, Buero Vallejo, Adolfo Marsillach, García Hortelano, Rafel Azcona, Dionisio Ridruejo, Alfonso Sastre et Eva Forest (communistes tous les deux), écrivains; Fernando Rey, acteur. Tous étaient connus pour leur opposition au régime, ils formaient partie de ce que l'on appelait à l'époque «*los progres*», idéologiquement de gauche. Mais d'autres idéologiquement marqués à droite, comme Adolfo Suárez (Alianza Popular), Directeur général de *Radio Televisión Española* à l'époque, Fernando de Castro, scientifique connu, disciple de Ramón y Cajal, Vizcaino Casas, avocat et écrivain, y avaient également inscrit leurs enfants (Castilla 2002, 26-95).

18 Cette rue se situe dans le quartier de Salamanca, l'un des plus élégants de Madrid (créé au XIX<sup>e</sup> siècle) où sont concentrées les boutiques des stylistes et créateurs les plus connus (Loewe, Adolfo Domínguez...). Le quartier «*El Viso*» se situe dans le

taille des enfants. Elle a su résister à la pression des parents, donc d'amis pour la plupart, en refusant que le *Colegio Estilo* ne se développe trop car elle souhaitait conserver un établissement à taille humaine, en se prévalant des critères pédagogiques auxquels elle tenait et sur lesquels elle ne cédait pas, c'est-à-dire des classes en petit groupe, un lieu et un environnement à la taille des enfants. Elle s'inspirait de ce qu'elle avait découvert en Angleterre et aux Etats-Unis, ce qui est perceptible dans le choix des horaires. En effet les cours commençaient à dix heures et terminaient à quatorze heures, l'après-midi étant réservée à la formation artistique: musique, dessin, peinture, visites dans les musées. Par ces orientations et ces choix, la dimension transnationale est donc bien présente. La pédagogie relevait davantage de l'expérience, d'une écoute attentive et du bon sens. Dans les années soixante, l'établissement était privé et de si petite taille que les autorités du Ministère de l'Education Nationale n'intervenaient en rien. Par contre ces mêmes autorités envoyaient au *Colegio* des pédagogues étrangers qui désiraient connaître le niveau d'éducation dispensé en Espagne, le *Colegio Estilo* étant présenté comme une école expérimentale (Castilla 2002, 78). Josefina Aldecoa a toujours refusé de recevoir des subventions afin de garder sa liberté de choix pleine et entière. Par ailleurs, elle savait donner des facilités de paiements (voire oublier la note) pour les parents qui étaient en prison pour des raisons politiques (ce fut le cas pour les enfants d'Eva Forest et Alfonso Sastre, tous deux militants au Parti communiste).

Dans la mesure où, pendant de nombreuses années, le *Colegio* fut une école expérimentale en marge qui n'était pas reconnue officiellement, pour sa petite taille d'une part et parce que les exigences requises par la dictature n'étaient pas respectées (absence d'enseignement religieux, mixité, absence d'évaluation formelle et d'examens), Josefina Aldecoa avait passé des accords d'une part avec une école de garçons et une école de filles toutes proches<sup>19</sup> où les élèves du *Colegio Estilo* se rendaient pour passer les examens en auditeurs libres en fin d'année, et d'autre part avec un prêtre pour présenter l'examen de religion (obligatoire, dans le cursus officiel). A cette occasion les élèves des deux types d'établissement se côtoyaient et le naturel des élèves du *Colegio* stupéfiaient les

---

haut de la rue Serrano, non loin de *La Residencia de Estudiantes*, véritable institution culturelle de Madrid.

19 Il s'agissait, respectivement, de l'*Instituto Ramiro de Maeztu* et de l'*Instituto Beatriz Galindo*.

autres élèves. La différence d'éducation reçue était perceptible également postérieurement lorsque les anciens élèves du *Colegio* poursuivaient leurs études dans d'autres établissements. L'une de ces anciennes élèves, Marisa Rodríguez, se souvient qu'elle s'était sentie comme venant d'une autre planète en voyant les regards effarés et réprobateurs de ses nouveaux camarades lorsqu'elle s'était levée pour demander une explication au professeur (Castilla 2005, 169), deux attitudes incongrues pour les autres. C'était là l'occasion de la rencontre et de la confrontation de deux modes de penser le rapport au monde. Les personnes élevées dans cette école étaient certainement mieux préparées que les autres à vivre dans une Espagne revenue à la démocratie. Josefina Aldecoa, dans les années 60, avait donc bien gagné son pari pour une autre école en créant le *Colegio Estilo* qui représentait la matérialisation de son travail de passeuse de cultures et qui était à la fois le fruit de son héritage culturel (la I.L.E.) et de ses expériences acquises à l'étranger.

Sous le franquisme et au fil du temps, Josefina Aldecoa a fait du *Colegio Estilo* un lieu singulier (d'où le terme de «Pionnière») dans la société, une île, conservons la métaphore pour sa dimension symbolique (une Utopie) puisque, dans cet espace, s'exerçait une fonction de médiation entre le privé et le public, entre les familles, l'Institution scolaire et la société «nationale-catholique», une curiosité dans l'Espagne franquiste. Et pour Josefina Aldecoa, comme femme, au plan biographique, le *Colegio Estilo* est devenu métaphoriquement aussi cette «chambre à soi» si chère à Virginia Woolf, un espace qu'elle a conquis et où elle réalise concrètement son indépendance, physiquement, socialement mais aussi psychologiquement. Souvenons-nous des paroles de Virginia Woolf une fois encore, «il est indispensable qu'une femme possède quelque argent et une chambre à soi si elle veut écrire une fiction» (Woolf 1951, 6) ou créer son île, ajouterais-je, à la configuration certes marquée par le matriarcat<sup>20</sup> et sans doute parfois étouffante (étant donné l'atmosphère de gynécée mentionnée précédemment). Mais le *Colegio Estilo* c'était cela aussi: un refuge où panser et penser ses peines. Si le *Colegio* était donc devenu la représentation d'un espace mental avec sa dimension symbolique, il fut aussi, pour Josefina Aldecoa, au plan biographique (rappe-lons l'intrication entre le domaine privé et public soulignée au début de

20 La présence de *maestras* principalement, celle de sa sœur, Gaba et des femmes originaires de La Robla auxquelles Josefina Aldecoa faisait appel, contribuait à donner cette sensation.

cette contribution), une planche de salut pendant dix ans à partir de la mort de Ignacio Aldecoa en 1969. Pendant ces années elle se réfugia dans son île et se tint éloignée de la littérature, lien qui l'unissait très étroitement à Ignacio Aldecoa. Son éloignement prit fin en 1981 lorsqu'elle accepta de faire l'édition critique des contes de Ignacio Aldecoa à la demande des Editions Cátedra. Nous ferons quelques rappels à ses écrits avant cette date, lesquels la révèlent également comme passeuse de cultures.

### Josefina Aldecoa, une écrivaine passeuse de cultures

Dans la deuxième citation mise en exergue Josefina Aldecoa rappelle le débat sur la différence des écritures établie sur le critère des sexes pour mieux en rejeter la pertinence. En effet, elle récusé la littérature de femme en tant que catégorie. C'est un débat qui l'ennuie, écrit-elle. Or, elle a très tôt revendiqué la littérature comme l'un de ses territoires de prédilection avec la pédagogie. C'est pourquoi je ne m'intéresserai ici qu'à ses écrits liés à cette étape de formation et qui sont en corrélation avec ses activités comme pédagogue.

Lorsqu'elle était étudiante à León elle participait déjà aux réunions entre poètes et musiciens<sup>21</sup> (Aldecoa 2005, 37) qui publièrent le premier numéro de la revue de poésie *Espadaña* en 1944 (Aldecoa 2005, 37). Par la suite elle publia deux nouvelles, «Voces amigas» («Des voix amies») et «Trasbordo» («Correspondance»), dans la revue qui a pour titre *Revista española (Revue espagnole)* dont le premier numéro fut publié en 1953 (Aldecoa 2005, 87) fondée à Madrid avec ses amis du groupe de la «génération de la moitié du siècle» (la génération des années 50). Elle publie son premier roman, *La Casa Gris* (La Maison grise) en 1953 (roman dans lequel son expérience londonienne est mise en fiction et qui fut republié en 2004) et en 1961 le volume de nouvelles *A ninguna parte*. Elle exerça également ses talents d'écriture dans la traduction d'une nouvelle de l'Américain Truman Capote, «*Maese Miseria*». Par ce

21 Les poètes Victoriano Crémer, Eugenio de Nora, le musicien Pepe Castro Ovejero, le philosophe Eloy Terrón.

choix, elle se révèle comme passeuse de cultures entre les Etats-Unis et l'Espagne. Truman Capote n'était pas connu et encore moins lu en Espagne dans les années 50 et de surcroît, le travail de traducteur n'est-il pas, par excellence, un travail de passeur de cultures?

Elle a toujours écrit, bien avant de devenir l'écrivaine reconnue des années 1990<sup>22</sup>. Dans ses «*Cuentos*» («*Nouvelles*») ainsi que dans son premier roman, *La enredadera* (*Le lierre*), les protagonistes sont des personnages féminins, tout comme nombre de personnages secondaires. Il faut y voir la préfiguration de ce que seront ses romans, écrits à partir des années 1980-1990 et que je n'aborderai pas dans le cadre de cette analyse.

Dès ses premiers écrits, à cette époque de formation, la thématique récurrente à travers ses personnages est celle de la femme aux prises avec elle-même entre le domaine privé et le domaine public, un univers féminin présenté à travers le prisme du regard d'une femme. Le deuxième déni annoncé dans l'introduction et la deuxième citation mise en exergue n'est donc pas davantage à prendre au pied de la lettre que le premier. Depuis son premier roman (*La enredadera*, 1984) jusqu'au tout dernier (*Hermanas*, 2008), à travers ces personnages féminins, c'est une interrogation sur l'histoire de l'évolution des femmes dans la société espagnole qui nous est rapportée. La diégèse de plusieurs de ses romans situe l'action à l'étranger (les Etats-Unis pour *El Enigma* et en partie pour *Porque éramos juvenes*), les propres expériences de Josefina Aldecoa à l'étranger y sont transposées et mises en fiction, avec en filigrane l'histoire d'une jeune espagnole qui s'est frottée et affrontée à une autre culture, tous ses personnages féminins portent la trace de son rôle de pionnière.

En Espagne, dans le domaine des lettres, Josefina Aldecoa a rempli son rôle de passeuse de cultures entre les générations, de sa génération à la précédente tout d'abord par ses visites rendues à Pio Baroja<sup>23</sup> (Aldecoa 2005, 47) en qui elle reconnaissait, comme Juan Benet, écrivain, qu'elle croisait parfois dans ce même appartement situé sans le quartier de El

22 *La enredadera* (1984), *Porque éramos juvenes* (1986), *El vergel* (1988), *Mujeres de negro* (1994), *La fuerza del destino* (1997), *El enigma* (2002), *Fiebre* (2000), *Hermanas* (2008).

23 «Un jour je suis allée rendre visite à Pio Baroja [...]. On pouvait rencontrer Azorín dans la rue Montera [adorables vieillards] ils étaient le lien qui nous unissait à l'histoire de notre littérature».



Retiro, le maître à penser du réalisme. Elle remplira ensuite cette même fonction de transmission aux générations de jeunes espagnols nés en démocratie et ignorants du passé, de la dictature<sup>24</sup> (Aldecoa 2005). Elle continue à revendiquer à ce jour sa filiation avec la lignée des écrivains, «les enfants de la guerre», dans le prolongement d'une écriture inscrite sous le signe du réalisme, marque de fabrique de cette génération. À l'évidence son rôle de passeuse de cultures transnational et transculturel est plus marqué dans ses activités comme pédagogue.

## Conclusion

Mon propos dans ces pages était donc de mettre en évidence le rôle de passeuse de cultures (art, littérature, pédagogie) de Josefina Aldecoa au plan transnational entre Madrid, Londres, Vienne et New York dans l'Espagne des années 50, et de montrer combien la très étroite intrication, soulignée au début de cette contribution, entre ses différentes activités (écriture et pédagogie), sa vie privée et sa vie publique, établit la nature toute personnelle et singulière de son rapport au monde. Avec Josefina Aldecoa nous sommes bien face à une Pionnière à part entière dans les années 50 et ce, à divers titres. Ma démarche, pour ce faire, entre le biographique et les contingences, c'est-à-dire à la croisée de l'histoire (individuelle) et de l'Histoire (collective), répond à une interrogation: n'est-ce pas là une démarche particulièrement probante pour retracer le parcours d'une femme? Ne fait-elle pas écho aux propos, une fois encore d'actualité, de Virginia Woolf qui vont en ce sens et que voici?: «Quoi qu'il en soit, quand un sujet se prête à de nombreuses controverses – ce qui est le cas pour tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, a trait au «sexe» – on ne peut espérer dire la vérité et on doit se contenter d'indiquer le chemin suivi pour parvenir à l'opinion qu'on soutient» (Woolf 1951, 6). C'était bien là le sens de ma démarche dans cette contribution.

24 «Je m'aperçus que les étudiants de Terminale avaient survolé le XX<sup>e</sup> siècle [...] Mais qu'ils ne savaient rien sur les événements antérieurs et, naturellement, de l'histoire de l'Espagne antérieure à la Guerre civile. Je leur suggérais d'interroger leurs grands-parents, mais ils me répondaient que ceux-ci n'aimaient pas aborder ce sujet».

## Références

- ALDECOA, Josefina, 2005, *En la distancia*, Madrid, Suma de Letras.
- BALLARIN DOMINGO, Pilar, 2001, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, Madrid, Síntesis Educación.
- CASTILLA, Amelia, 2002, *Memoria de un colegio*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- CHAMPEAU, Geneviève, 1993, *Les enjeux du Réalisme dans le roman sous le franquisme*, Madrid, Casa de Velázquez.
- DE LA FUENTE, Inmaculada, 2002, *Mujeres de la posguerra*, Barcelona, Planeta.
- DORLIN, Elsa, 2008, *Sexe, genre et sexualité*, Paris, PUF.
- DUBY, Georges et PERROT, Michèle, 2002, *Histoire des femmes en Occident*, tome V: Le XX<sup>e</sup> siècle, sous la direction de François THÉBAUD, Paris, Académique Perrin Editions.
- FERRANT, Angel, 1997, *Todo se parece a algo*, Madrid, Visor.
- JIMENEZ GARCIA, Antonio, 2002, *El krausismo y la Institución libre de Enseñanza*, Madrid, Ediciones pedagógicas.
- NIEMOLLER, Susanne, 2007, «Recuerdos de un sueño perdido. Las memorias de las intelectuales republicanas», in Mercedes GÓMEZ BLESA, *Las intelectuales republicanas. La conquista de la ciudadanía*. Madrid, Biblioteca Nueva, pp. 66-84.
- ORY, Pascal, 2004, *L'Histoire culturelle*, Paris, Que sais-je? PUF.
- POIRRIER, Philippe, 2004, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Editions du Seuil.
- TRUONG, Nicolas, 2007, «Une autre école, les penseurs, les acteurs, les passeurs», *Le Monde de l'Éducation*, 360 (juillet-août).
- WOOLF, Virginia, 1951, *Une chambre à soi*, Paris, Denoël-Gonthier.



# De la scène locale à l'espace transnational. Les conditions de la *transnationalisation* de l'entraide féminine

Séverine CHAUVEL  
Alexandre MAMARBACHI

*A la mémoire de Roseline Boivin (1956-2006)*

Cette contribution vise à éclairer les logiques sociales de la *transnationalisation* de l'action collective. Qu'est-ce qui favorise la constitution d'un réseau transnational d'entraide? On étudie les stratégies transnationales des femmes à partir des conditions du passage de la sphère privée à la scène publique locale, et du local à l'espace transnational. De nombreuses enquêtes ont été menées sur l'action collective transnationale<sup>1</sup>. Nous voulons questionner les notions de «stratégies» et de «réseaux» qui y sont souvent utilisées pour mieux restituer l'historicité de ces engagements et leur inscription locale. Nous montrons comment se constitue à l'échelle locale une scène d'actions transnationales.

On reconstitue dans un premier temps la genèse d'une action publique municipale en faveur d'un camp de réfugiés palestiniens. Il s'agit d'une commune populaire de la banlieue nord parisienne qui entretient depuis le début des années 2000 un partenariat («jumelage») avec une localité en Cisjordanie. On étudie dans un second temps les formes et modalités de cette mobilisation afin de rendre compte de sa dimension genrée et des ressorts des dévouements militants.

Notre contribution est le résultat de deux enquêtes ethnographiques. La première, débutée en 2004, s'inscrit dans le cadre d'une thèse de science politique portant sur une socio-histoire du problème palestinien en France, menée à l'ISP sous la direction d'Annie Collovald. La seconde, menée entre septembre 2006 et juin 2008, s'inscrit dans le cadre d'une thèse de sociologie portant sur les pratiques d'orientation des fa-

1 Pour une revue critique de ces travaux, voir Siméant (2010).

milles et des agents scolaires, menée au Centre Maurice Halbwachs sous la direction de Stéphane Beaud. Le matériel empirique de notre étude s'appuie sur des entretiens semi-directifs réalisés avec une quinzaine d'enquêté(e)s, des observations de terrain et le dépouillement d'archives municipales et associatives. Cette étude se nourrit de notre participation commune au programme de l'ANR «Les nouvelles frontières de la société française» sous la direction de Didier Fassin.

Le terrain de notre enquête est une commune située en banlieue nord parisienne. Comptant plus de vingt-six mille habitants, à dominante populaire (les ouvriers et employés constituant 70% de la population active), la commune se distingue par une part importante de jeunes et de résidants étrangers (25,7% de la population totale en 1999, contre 18,7% dans le département et 11,9% dans la région) en hausse continue depuis au moins deux décennies. La commune a connu un appauvrissement relatif sur cette période: le revenu annuel moyen par habitant perd 17 points entre 1989 et 1997 par rapport à la moyenne nationale des communes de plus de 10.000 habitants (ce revenu ne représente par ailleurs que 66,9% de la moyenne régionale<sup>2</sup>). Le taux de chômage s'est fortement accru et se fixe à 16% au début des années 2000. La commune se caractérise par une fragmentation de son espace urbain avec des quartiers enclavés au nord et au sud par rapport au centre-ville mieux loti. Cette commune fut dirigée par une majorité communiste de 1945 à 2008. Le nom de la commune ainsi que celui des personnes citées dans l'article ont été remplacés par des noms fictifs afin de préserver l'anonymat des enquêtés.

## La genèse du partenariat avec les Palestiniens

La municipalité de Loresse entreprend des projets de coopérations internationales à la fin des années 1990. Cette période correspond au mandat d'un nouveau maire, Odile, élue en 1998 et réélue en 2001. Des partenariats sont établis avec des communes au Mali et en Algérie, pays dont

2 Taux calculés à partir des données fournies par le «contrat de ville» signé par la municipalité en 2001.

sont originaires une part importante des immigrés résidants à Loresse. C'est paradoxalement avec un camp de réfugiés palestiniens que la municipalité initie dès 1999 un projet de «jumelage», alors qu'il n'existe aucune communauté palestinienne dans la ville ni même un seul Palestinien identifié comme tel dans la vie publique locale. Ce projet est suspendu suite aux violences survenues à Jérusalem-Est: une délégation palestinienne attendue à Loresse en octobre 2000 pour rédiger une «charte de jumelage» voit son voyage annulé en raison de la nouvelle *Intifada*. La coopération avec le Mali débutera en 2002 avec la construction d'un centre de santé à Koussané, région rurale dont sont originaires les ressortissants maliens de la commune. Un service municipal spécialisé est créé en mai 2002, intitulé «Service des coopérations et solidarités internationales et de la culture de la paix». Ces partenariats sont conçus dans le cadre d'intelligibilité des «coopérations décentralisées<sup>3</sup>» et des politiques de «lutte contre l'exclusion». Ils visent à favoriser la participation des habitants, en particulier des jeunes, des femmes et des immigrés, à des projets promus par la ville.

Cette action publique est promue par des entrepreneurs politiques : élus municipaux et acteurs associatifs. L'étude de la *trajectoire* de ceux-ci permet de mieux saisir la genèse de cette action municipale. Odile naît en 1947 dans une cité ouvrière d'une commune contiguë à Loresse. Son grand-père maternel, dont elle fut proche, est ajusteur chez un constructeur automobile, tandis que son père est monteur-soudeur. Son parcours scolaire est heurté par la décision parentale de la retirer du lycée pour ajouter un revenu au foyer. Elle travaille d'abord comme vendeuse puis s'emploie dans une société d'assurance à Paris où elle accueille le public au guichet. Promue «rédactrice», elle est acculturée à ce milieu d'employés. Elle fréquente des collègues investis dans l'action syndicale et adopte un *style de vie* (Bourdieu 1979) qu'elle qualifie de «baba cool» dans lequel la pratique de la lecture, de l'action politique contestataire ainsi que des sorties nocturnes parisiennes est valorisée. Elle s'installe près du centre-ville de Loresse avec son mari artisan et ses trois enfants en 1976. Elle investit l'espace public local en participant aux activités du

3 Ce dispositif institutionnel est mis en place en 1992 afin de décentraliser les partenariats à l'étranger, domaine réservé auparavant à l'Etat, en donnant des compétences légales aux collectivités locales. Un budget spécifique est alloué à ces dernières avec un financement par projets auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'Union Européenne.

groupe communiste de son quartier. Elle y bénéficie d'une promotion rapide, ses propriétés sociales (jeune femme d'origine ouvrière) étant relativement rares parmi les adhérents. Elle déménage en 1983 dans le quartier Lapierre au nord de la ville. Cette zone résidentielle est en transformation rapide et l'installation de populations étrangères facilitée par la politique du regroupement familial. Elle se constitue une position centrale dans l'espace public local. Elle fonde une Amicale des locataires qui s'efforce d'améliorer l'habitat collectif et de rassembler les habitants. Elue conseillère municipale, elle participe à différentes actions protestataires dont l'occupation d'une école aux côtés des parents d'élèves durant plusieurs semaines. Elle promeut des mobilisations telles une campagne d'informations sur la situation de l'apartheid en Afrique du Sud, puis contre la guerre du Golfe en 1990 impliquant des jeunes en âge de faire leur service militaire. Elle s'emploie au début des années 1990 comme formatrice pour une entreprise de réinsertion et encadre des femmes «RMIstes»<sup>4</sup> en provenance de l'ensemble du département. Elle cofonde l'association «Femmes Loressois» qui s'appuie sur les ressources d'un nouveau Centre social ouvert en 1992 dans ce quartier. Cette association reçoit d'importantes subventions<sup>5</sup> et met en place des ateliers «coiffure», «couture», «cuisine», «arts plastiques», qui sont autant d'espaces de sociabilités et d'entraide pour les femmes. Elle organise des «repas de quartier» où chaque habitant est invité à valoriser sa culture d'origine à travers des spécialités culinaires. Elue en 1995 maire-adjointe aux affaires sociales («solidarité et lutte contre l'exclusion»), elle mène une campagne sanitaire de prévention contre le VIH auprès des ressortissants africains, en s'appuyant sur une association de résidents maliens. L'action municipale entreprise à partir de 1998 s'appuie sur les réseaux de relations précédemment mobilisées et stabilisées. La coopération avec le Mali est ainsi conçue comme un instrument de généralisation à l'échelle communale de la cause défendue au niveau local.

Le projet de partenariat avec le camp palestinien veut contribuer conjointement à la «culture de la paix» et à «l'aide au développement». Il est promu par une femme, Sylvie, conseillère municipale déléguée à la «solidarité». L'étude de sa trajectoire permet de comprendre, ainsi que pour

4 Qui perçoivent le Revenu Minimum d'Insertion (RMI).

5 Le quartier Lapierre est choisi par la Fondation de France comme un site d'expérimentation pour la réalisation de projets d'habitants. Ce quartier qui compte 40% du parc social de la commune sera classé Zone Urbaine Sensible en 1996.

Odile, comment s'est formée une disposition à défendre les groupes les plus démunis socialement. Née en 1958, elle est issue d'une famille résidant le «Petit-Loresse», quartier ouvrier construit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au sud de la commune. D'origine ouvrière, son père est chauffeur-livreur tandis que sa mère effectue des ménages chez des particuliers. Après avoir obtenu un baccalauréat littéraire, elle s'inscrit à l'école normale primaire pour devenir institutrice. Elle enseignera en école maternelle puis primaire où elle se consacre aux classes d'adaptation destinées aux élèves en difficulté scolaire. Elle s'investit dans le syndicalisme et adhère au PCF. Elle fonde au milieu des années 1990 avec une amie infirmière une antenne locale du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) qui organise une permanence d'accueil pour les immigrés «sans papiers» ainsi que des «parrainages républicains». Elle a pour compagnon à cette période un homme d'origine kurde, exilé de Turquie, qui prépare un doctorat à l'université de Saint-Denis.

Elle se rend en Cisjordanie pendant l'été 1998 suite à l'invitation d'une amie institutrice membre de l'Association France-Palestine pour accompagner un groupe de quarante jeunes qui participent à un chantier de construction<sup>6</sup>.

Le but du chantier est la restauration d'une citadelle médiévale en vue de la création d'un centre socio-culturel. La partie aménagée cette année est plus particulièrement destinée aux femmes. Le chantier est constitué de jeunes Français de Rennes, Evry et Lyon, et de Palestiniens. Le chantier est organisé par l'Association France-Palestine, en partenariat avec les jeunes Palestiniens de l'UJP promotrice du projet sur place. L'UJP est une association laïque et mixte de loisir et de culture populaire visant à promouvoir le développement de la société civile (Extrait du tract de présentation).

Cet engagement s'inscrit dans le travail d'encadrement des jeunes populaires par la promotion culturelle dans l'échange avec l'étranger. Sylvie milite à son retour en faveur d'un jumelage avec une localité palestinienne et mobilise à cette fin des *alliés*. Ceux-ci sont en charge d'institutions occupant des positions centrales dans l'espace associatif

6 Ce projet s'inscrit dans le cadre institutionnel de «VVV/SI» (Ville, Vie, Vacances/Solidarité internationale), dispositif interministériel soutenant la réalisation de chantiers de développement dans les pays relevant de sa compétence par des jeunes «en difficulté» ou issus des quartiers «défavorisés».



local. Il s'agit de la directrice d'un Centre social situé au sud de la commune et du président de la principale association socio-éducative de la ville, l'A.F.L. («Association pour la Formation et les Loisirs»). Afin d'évaluer l'intérêt porté par les habitants pour un tel jumelage, une «soirée-exposition-film-débat autour de la Palestine» est organisée en mairie en février 1999 avec pour supports un film et des photographies rapportés du précédent séjour en Cisjordanie. Cet événement est qualifié de «succès» au regard de l'affluence rencontrée et de l'émotivité des échanges. Une délégation d'élus est organisée deux mois après par l'A.J.P.F. (Association pour la Promotion des Jumelages entre villes de France et camps de réfugiés palestiniens) en Israël-Palestine. Cette association opère tel un *prestataire de services* auprès des municipalités souhaitant s'engager dans des «jumelages» en leur faisant profiter de son expertise et de ses savoir-faire en matière de coopération. Le programme de la délégation suit un schéma routinisé: visite du Parlement israélien et rencontre avec des députés mobilisés contre l'occupation des territoires palestiniens; visite d'ONGs israéliennes «pacifistes»; visite de localités arabes et rencontres avec des élus et des organisations de la «société civile» palestinienne. L'ensemble de ce séjour se déroule en relation avec le consulat de France à Jérusalem-Est. A l'occasion d'une visite dans le camp de réfugiés de Kalandia, situé à proximité de Jérusalem, un projet de partenariat est discuté entre élus loressois et palestiniens. Le choix de cette localité est justifié par différents motifs<sup>7</sup> mais on peut y voir l'effet d'une *homologie de position* entre ces deux collectivités territoriales. Situé en périphérie d'une capitale, le camp fait figure de banlieue regroupant les déshérités<sup>8</sup>.

Ce partenariat franco-palestinien va s'institutionnaliser à Loresse avec la création en 1999 d'une commission municipale chargée de mettre en place ce projet de «jumelage», puis en 2000 d'une association présidée par Sylvie, «Loresse Palestine – Association pour la Paix», qui s'autonomise vis-à-vis de la mairie, et enfin la signature d'une «conven-

7 Le jumelage avec un camp de réfugiés recèle une charge symbolique plus forte qu'avec une ville dans la mesure où il actualise le grief palestinien et le «droit au retour» des réfugiés. Kalandia est par ailleurs le principal point de contrôle israélien («*Check point*») entre Jérusalem et la Cisjordanie. Le jumelage avec ce camp permet de pointer les entraves à la circulation des Palestiniens.

8 Kalandia concentre environ vingt mille habitants sur un kilomètre carré.

tion de jumelage» entre la commune et Kalandia lors d'une cérémonie officielle dans la salle du conseil municipal en avril 2004.

La municipalité organise chaque année depuis cet événement une «semaine d'éducation contre le racisme». Cette politique publique s'éclaire au regard d'un contexte local marqué par une forte présence de l'extrême droite. Aux élections cantonales de 1998, le candidat du Front National s'est qualifié pour le second tour. Il réalise 24% au premier puis, 33% au second. Aux élections municipales de 2001, le même candidat a rassemblé 29% des voix au premier tour puis, 28% au second.

### La construction d'un réseau transnational d'entraide

L'association «Loresse Palestine» est fondée lors d'une réunion au Centre social et culturel adossé à une cité HLM au sud de la commune. Membres du MRAP, de «Femmes Loresses» et d'autres associations d'entraide, les participants travaillent régulièrement avec les animateurs du Centre social. La municipalité organise en novembre 2000 une «rencontre-découverte» avec l'artiste israélienne Sarah Alexander dans ce Centre social. Des femmes immigrées participant à l'atelier «alphabétisation» du Centre social organisent début 2002 à leur initiative une collecte de fonds en faveur du «Centre des enfants» dans le camp palestinien. Des femmes participant à l'atelier d'art organisent fin 2003 un événement festif en présence d'une danseuse palestinienne au cours duquel des œuvres réalisées par des habitants (mosaïques, peintures, etc.) sont exposées et vendues au profit d'un «Centre des femmes» de Kalandia. C'est en effet à l'occasion d'un séjour effectué en juin 2003 que Sylvie rencontre la présidente du «Comité des femmes» qui recherche des soutiens étrangers pour financer l'ouverture d'un local et assurer ainsi une certaine autonomie aux femmes du camp. Ce projet nécessite la mise en place d'un atelier de broderies qui puisse générer des revenus. L'association loressoise s'engage à lever des fonds pour l'achat de machines et tissus nécessaires au démarrage de cette coopérative. Elle importera les broderies en France, disposant ainsi d'un support matériel pour publici-

ser la cause défendue, et renverra les recettes des ventes à Kalandia<sup>9</sup>. Ce partenariat répond à une logique d'entraide féminine: l'association «Loreesse Palestine» compte majoritairement des femmes qui s'irritent de voir que les délégations palestiniennes reçues dans la commune ne comprennent que des hommes. Des critiques sont émises mais les Loressois se gardent de s'arroger un droit de regard sur la composition de ces délégations dont ils prennent pourtant en charge les frais de voyage. L'association organise ainsi une «soirée» en l'honneur d'une délégation de trois élus (hommes) de Kalandia invitée par la municipalité en janvier 2004 pour signer une «convention de jumelage». Un grand repas palestinien est servi dans un centre de loisirs situé au nord de la commune tandis que des jeunes femmes résidant dans les quartiers sud organisent un défilé de mode et exposent leur propre gamme de vêtements devant un public venu nombreux. Sollicitées par la directrice du Centre social, ces jeunes femmes ont déjà organisé un tel défilé lors d'une fête de quartier tenue quelque temps auparavant au sud de la ville. Aspirant à devenir stylistes, elles avaient soumis leurs dessins de costumes au Centre social en vue de réaliser leurs modèles. Favorisant la rencontre des habitants du nord et du sud de la commune, cette soirée dédiée aux Palestiniens reproduit dans son déroulement cet événement festif, avec le repas collectif et le défilé costumé des habitants comme moment fort de sociabilités populaires. Une nouvelle délégation palestinienne est reçue à Loreesse en septembre 2004. Composée de quatre élus (hommes) et d'une femme représentant le «Centre des jeunes» de Kalandia, elle assiste à la projection d'un film suivie d'un débat en mairie. Intervenant à son tour au micro, la Palestinienne est copieusement applaudie par le public qui lui manifeste ainsi un soutien distinctif.

Née en 1950, la directrice du Centre social, Elise, est la fille d'un traiteur installé au centre de Tours et d'une enseignante de couture exerçant dans un établissement scolaire. Elle souhaite s'établir à la fin de sa scolarité dans l'atelier d'un maître verrier mais ce projet est contrarié par le refus parental. Elle poursuit des études supérieures dans une école d'art puis dans un institut de communication. Elle transposera ses dispositions

9 C'est plus de 35.000 euros qui seront ainsi collectés par l'association de 2003 à 2010. Ce soutien est conçu dans «l'échange et la dignité avec des femmes qui nous disent 'nous n'attendons pas seulement votre aide pour un projet mais nous recherchons votre amitié'» (Citation extraite du journal *Loreesse Palestine*, 2, septembre 2003, pp. 3-4).

artistiques dans sa façon d'investir ses responsabilités professionnelles: en charge du service «communication» d'une importante filiale de la Caisse des dépôts, elle s'occupe avec le service marketing de la création de stands dans les salons d'exposition. Elle assure par ailleurs un rôle de médiation entre la direction et le personnel, et met en place les «cercles de qualité» où elle s'efforce de valoriser le «potentiel» des salariés. Elle quitte ses fonctions à la naissance de son fils, recherchant un emploi à mi-temps. Elle est embauchée en 1993 par la municipalité de Loresse pour mener à bien des projets d'habitants dans le quartier Lapierre. Elle cofonde «Femmes Loressoises» et soutient la création d'autres associations de résidents. Résidant dans une cité HLM au sud de la commune, elle accepte de prendre la direction du nouveau Centre social avoisinant. Elle s'y dévoue à promouvoir les capacités créatives des habitants, insistant sur la dimension «culturelle» des activités du Centre social. Dédaignant les ateliers «cuisine» prisés par les femmes du quartier, elle privilégie les arts plastiques et l'histoire de l'art. Elle pratique intensément la lecture depuis son enfance, a suivi des cours de chants lyriques et s'adonne chez elle à la peinture. Son engagement pour les Palestiniens répond à cette logique de promotion d'une culture savante: intérêt pour les conférences qui expliquent l'histoire du Proche-Orient; confection de «beaux objets» en vue de l'exposition-vente pour collecter des fonds; envoi de coton et toile d'Aïda aux femmes de Kalandia pour la réalisation des broderies qui valorisent l'artisanat traditionnel palestinien.

Le soutien apporté à la coopérative des femmes procède en effet d'un goût pour l'artisanat oriental qui justifie une consommation ostentatoire de biens culturels importés. Tous les événements organisés par «Loresse Palestine» sont l'occasion d'exposer les broderies de Kalandia. Ainsi des stands tenus par l'association lors des marchés, fêtes et brocantes dans la ville. A l'occasion de la visite d'une délégation de femmes palestiniennes en avril 2005, l'association organise une «soirée de solidarité» dans une grande salle municipale située près du centre-ville. Des costumes traditionnels palestiniens sont accrochés en hauteur, tandis que des broderies et des photographies rapportées des précédents séjours au Proche-Orient recouvrent les murs de la salle. Le même dispositif est mis en œuvre lorsque l'association organise la restitution d'un «voyage en Palestine» au Centre social situé dans le quartier Lapierre. S'ajoutent aux broderies des céramiques et des keffiehs achetés à Jérusalem. Les cinq femmes ayant participé à ce séjour commentent le film qu'elles y ont

réalisé durant sa projection. Elles prennent plaisir, ainsi que le maire, à expliquer aux autres femmes présentes les subtilités de la cuisine palestinienne et autres coutumes orientales (danse et habits traditionnels).

Sylvie privilégie les interactions en face-à-face avec les femmes de Kalandia et incite tous les membres de l'association – une cinquantaine d'adhérents en 2004 – à se rendre dans le camp de réfugiés pour réaliser la situation sur place et susciter ainsi des vocations militantes<sup>10</sup>. Elle y séjourne pour sa part sept fois entre 2000 et 2005 et réside chez la présidente du «Centre des femmes». Ces relations suivies manifestent des affinités sociales et politiques. Moyassar Alqam qui dirige ce Centre est enseignante de littérature arabe et mère de sept enfants. Membre du *Fatah*, elle fait preuve d'un talent d'oratrice lorsqu'elle intervient en arabe classique à la tribune pour présenter son action aux Loressois. Ces deux femmes communiquent en anglais, langue qu'elles maîtrisent chacune suffisamment pour se contacter fréquemment par téléphone. La nouvelle présidente de «Loresse Palestine» depuis 2006, Nathalie, professeur des écoles, âgée alors de trente-huit ans, se rend à plusieurs reprises à Kalandia où elle réside à chaque séjour chez Moyassar. Maîtrisant l'anglais, elle fait un usage intensif du téléphone en utilisant des cartes prépayées ainsi que de l'Internet, technique de communication que Sylvie maîtrisait moins. Elle dialogue par MSN (messagerie instantanée par Internet) avec Wissam, un jeune Palestinien qui tient un Web café à Kalandia et qui accompagne les délégations d'adolescents du camp invités chaque été par la municipalité à séjourner dans une colonie de vacances en France. Elle reprend le projet de Sylvie de développer les échanges scolaires avec Kalandia. Elle organise fin 2007 une délégation «éducation» composée d'enseignants en postes à Loresse qui visite des écoles dans le camp palestinien et rencontre des responsables du service des relations internationales au ministère de l'Éducation à Ramallah.

Nathalie est issue d'un couple de commerçants qui tient une biscuiterie artisanale en banlieue parisienne. Son père a travaillé dans l'exploitation agricole de ses parents avant de s'employer dans l'entreprise familiale de sa belle-mère. Elle a poursuivi ses études dans le supérieur et obtenu une licence de Mathématiques. Engagée dans l'UNEF (Union

10 «Le fait que notre association prenne de l'ampleur sur la ville, c'est le fait qu'on arrive à envoyer des gens là-bas»: entretien avec Sylvie, juillet 2004, sur la radicalisation comme conversion progressive du regard sur une situation extrême (cf. Collovald et Gaïti 2006, 32-35).

Nationale d'Etudiants de France), elle devint membre de son Bureau national ainsi que du PCF. Elle enseigne à Loresse, d'abord en primaire puis au collège à des élèves primo-arrivants. Professeur des écoles, son conjoint prend aussi en charge les élèves non francophones.

Les séjours répétés à Kalandia, l'interconnaissance et la personnalisation des relations suivies avec les partenaires palestiniens génèrent une expertise qui intensifie, par une relation circulaire, les dévouements militants, accentuant le différentiel d'intérêt à investir l'action transnationale entre ces acteurs associatifs et les élus municipaux. Ecart qui explique les tensions récurrentes entre la mairie et l'association, la première étant régulièrement accusée par la seconde de ne pas donner suffisamment de continuité et de visibilité aux projets menés avec les partenaires palestiniens.

La trajectoire sociale ascendante des deux présidentes de l'association, dont la position acquise doit surtout au capital scolaire accumulé, les incite à investir davantage ces partenariats transnationaux, espace d'accumulation et de valorisation des capitaux culturels. L'identification aux Palestiniens en est favorisée, ceux-ci étant réputés investir fortement le système éducatif et les échanges transnationaux<sup>11</sup>. L'association obtiendra en 2010 un statut d'ONG reconnu auprès de l'Autorité nationale palestinienne, avec l'ouverture d'une antenne locale et la désignation d'un représentant permanent à Kalandia.

L'expérience migratoire constitue en outre, ainsi que le bilinguisme, une importante ressource qui favorise ces engagements transnationaux (Wagner 2007, 79-83). On le met en évidence en comparant la *trajectoire* de deux migrantes d'origine marocaine, l'une disposant d'un fort capital scolaire et l'autre en étant dépourvu. Née en 1958, Zineb est l'aînée d'une fratrie de sept enfants. Militaire de carrière (adjudant), son père a vécu dans un village berbère du Rif avant de s'installer à Meknès. Elle poursuit des études supérieures à Fès puis à Rabat et émigre à Bordeaux pour s'inscrire en DEA de géographie. Elle entame un doctorat qu'elle abandonnera au bout de trois ans et effectue plusieurs activités salariées (garde d'enfants, marchandising). Venue à Paris, elle s'installe en banlieue nord avec son conjoint qui enseigne dans le secondaire.

Mère de deux enfants, elle participe aux activités parentales à la crèche ainsi qu'aux réunions du conseil de quartier. Elle peut d'autant

11 Le taux de scolarisation en Palestine est un des plus élevés de l'ensemble du monde arabe. Les investissements scolaires des familles sont rentabilisés dans l'émigration vers les pays anglo-saxons et les pays du Golfe.

plus investir l'espace public local que son conjoint la réfrène dans sa volonté de reprise d'une activité salariée tout en lui laissant la responsabilité des activités FCPE<sup>12</sup>. Elle reprend des études universitaires car elle ne peut convertir ses diplômes marocains en qualifications légitimes pour enseigner au collège. Entretenant des sociabilités avec les élus locaux communistes elle obtient un poste d'animatrice scolaire dans les écoles de la commune. Elle se sépare de son conjoint après l'installation du ménage à Loresse. Ayant la charge de ses enfants et momentanément au chômage, elle prend davantage part à la vie publique locale. Elle rejoint le MRAP et sert de traductrice lors des premières rencontres entre élus loressois et palestiniens. C'est par le biais de ses engagements en faveur d'une école (actions protestataires pour la réhabilitation d'un établissement aux côtés des élus municipaux) qu'elle sera orientée vers un emploi dans un foyer de l'enfance et qu'elle sollicitera une formation d'éducatrice spécialisée. Elle justifie rétrospectivement ce choix professionnel qu'elle exerce souvent de nuit en disant privilégier l'action en faveur des jeunes en difficulté familiale et scolaire.

C'est aussi à travers un investissement dans la vie scolaire locale que Dounia crée les conditions d'un militantisme qui la conduira à rejoindre l'association «Loresse Palestine». Née en 1966, d'origine citadine, elle émigre en France à l'âge de onze ans pour retrouver sa famille résidant dans le nord de Paris. Son père est ouvrier en France depuis 1952. Elle suit une scolarité jusqu'à l'obtention d'un CAP employée technique des collectivités, et travaille comme aide à domicile pour les personnes âgées puis pour les personnes atteintes du VIH. Elle se marie à vingt-deux ans avec un marocain employé comme aide-cuisinier dans une brasserie. Le couple vit dans un studio au nord de Paris puis déménage à Loresse dans le quartier Lapierre à la naissance du premier enfant en 1990. En arrêt de travail depuis 1998 suite à une maladie professionnelle, elle consacre son temps à s'instruire (lecture du coran, séances d'initiation à l'Islam) et participe aux activités du Centre social de son quartier. Valorisant son statut de mère (son troisième fils naît en 2000, année où elle obtient la nationalité française), elle participe aux activités de la crèche et commence à prendre la parole en public. Elle fait alors le choix de porter le foulard islamique. Elle devient déléguée de la FCPE et prend en charge

des activités de représentation parentale<sup>13</sup>. En participant aux conseils de classe de ses enfants et à l'accueil des parents au Centre social, elle s'approprie cet univers scolaire dont elle maîtrisait peu les codes et enjeux. Elle se mobilise contre la stigmatisation de son quartier par certains enseignants, parents d'élèves et riverains du collège. Elle organise à cette fin au Centre social un repas qui réunit des enseignants et des mères du quartier. Elle participe à un rassemblement d'enseignants et de parents d'élèves devant le collège pour accueillir l'inspecteur d'académie et l'interpeller au sujet des difficultés de l'établissement. Celui-ci lui faisant remarquer durant la réunion que le port du foulard n'est pas toléré au sein de l'école, elle lui tient tête en rétorquant que le collège ne souffre pas d'un problème de foulard mais d'incidents violents entre élèves et enseignants.

Dounia affirme sa foi dans le salut social par l'école. Elle encourage ses quatre enfants dans leur travail scolaire et leur fait bénéficier des sorties dans les centres de loisirs, ainsi qu'au musée et au théâtre, dans le cadre de ses activités FCPE. Son engagement dans «Lorresse Palestine» depuis 2001 participe de cette acculturation à un milieu social mieux doté en capitaux scolaires et manifeste une *bonne volonté culturelle* (Bourdieu, 1979).

Est-ce que tu te sens engagée dans «Lorresse Palestine» en tant que [...] D'abord en tant que femme. C'est les femmes qui viennent. Après en tant que mère, ce sont des mères, c'est toute leur cause. Après en tant que musulmane, c'est des Palestiniens qui se font écraser [...] J'ai pas réfléchi avant, mais l'association «Lorresse Palestine» n'a rien de musulman, charcuterie, alcool, moi ça me dérange pas, je suis venue dans l'association pour aider ces femmes-là. J'ai fait un texte sur les femmes qui baissent pas la tête et qui résistent aux milices, elles sont pas novices. Moi, des fois je pense à la situation des femmes en Palestine et je réfléchis, j'écris des textes et c'est vrai que c'est ça [...] Elles sont combattantes, elles baissent pas les bras, même si elles ont peur, et elles ont pas d'armes autrement pour se défendre et elles lâchent pas, elles lâchent pas prise comme [...] C'est bien surtout face à ces petits jeunes. Moyassar, elle représente la femme résistance, elle essaye de s'occuper d'autres femmes qui sont dans la misère plus qu'elle. Y en avait une qui avait son fils en prison, t'es opprimée en plus, c'est quelqu'un de bien, de fort, faut encourager, c'est par le biais de ces associations là: «Nous on veut juste que vous parliez de nous, dire qu'on existe, c'est tout, aux yeux du monde, on nous écrase nos maisons, on nous tue» [Elle cite le témoignage des femmes de Kalandia] (entretien à domicile du 9 mai 2008).

13 Ce parcours est atypique dans la mesure où les associations de parents d'élèves sont essentiellement composées de membres des classes moyennes et supérieures «largement familiaires de la culture scolaire» (Barthélemy 1995, 439).



L'engagement religieux et politique de Dounia correspond à une forme d'autodidaxie. Elle participe assidûment aux diverses activités de «Loresse Palestine» ainsi que de «Femmes Loresses», mais évite de trop s'exposer publiquement en déclinant l'invitation à rejoindre le groupe «Femmes à l'honneur» organisé par la municipalité. Elle déclare à ce propos ne pas vouloir être «récupérée» par la politique.

On constate un fort investissement dans l'institution scolaire à travers les associations de parents d'élèves pour ces deux femmes en position d'*outsiders* par rapport aux établis du fait de leur condition immigrée (Elias et Scotson 1997). L'expérience de l'altérité culturelle, produite par la trajectoire migratoire et résidentielle, génère par ailleurs des dispositions aux engagements associatifs locaux et transnationaux. Lors du séjour d'une délégation de quatre femmes palestiniennes en 2007, un grand repas est organisé par «Femmes Loresses» dans le quartier Lapierre. Des plats orientaux sont préparés, et il est demandé à tous les participants d'apporter des spécialités culinaires de leur pays d'origine. Cet événement met en scène l'identité «cosmopolite» du quartier, transformant la contrainte de la relégation (sociale, spatiale et domestique) en ressource d'entraide féminine.

## Conclusion

Issues des milieux ouvriers et populaires, les femmes qui participent à cette mobilisation collective exercent les métiers de l'éducation et du travail social. Ayant suivi une trajectoire sociale ascendante sur le plan intergénérationnel, elles sont inclinées de par leur activité à prendre la défense des groupes sociaux les plus dominés. Plusieurs ont d'ailleurs en commun de se dévouer aux publics les plus en difficulté scolaire et sociale. De par la division sexuelle du travail ces secteurs d'activité sont largement féminisés, ce qui rend compte de la dimension genrée de cet engagement transnational<sup>14</sup>.

14 Des enquêtes récentes ont montré que les femmes sont majoritaires dans les associations à but humanitaire ainsi que dans les associations pratiquant l'aide de proximité (Guionnet et Neveu 2004, 195-196). Johanna Siméant (1998) a par ailleurs montré que l'engagement en faveur des immigrés «sans-papiers» correspond

Le passage de la sphère privée à la scène publique s'opère à travers ces activités professionnelles ainsi que par l'adhésion aux associations de parents d'élèves. Investir la vie scolaire locale est un moyen privilégié pour accéder à des espaces de socialisation politique, dans la mesure où ceux qui y participent sont aussi membres d'autres associations, syndicats et partis politiques. La multipositionnalité des agents explique le constat maintes fois observé du recoupement des sociabilités professionnelles et militantes, ainsi que de voisinage, familiales et amicales. C'est la densité de ces relations sociales qui mobilise les individus et inscrit leurs dévouements militants sur la durée.

L'entraide féminine transnationale se constitue sur la base de ces réseaux de sociabilité locaux en puisant dans les ressources des institutions qui assurent la cohésion de ces réseaux. Cette mobilisation transnationale reproduit les formes de l'entraide locale en utilisant les mêmes répertoires d'action: repas et fêtes de quartier, organisation d'événements culturels (expositions, projections de film, concerts, défilés de mode...), collectes et ventes de produits artisanaux.

Les institutions qui assurent l'encadrement des populations les plus démunies (jeunes, femmes, immigrés) prennent une part essentielle à cette mobilisation. Ceci révèle de quelle façon la cause défendue est appropriée, au service de la promotion sociale et culturelle de ces habitants. L'engagement des élus et responsables associatifs de cette commune populaire en faveur des Palestiniens exprime une forme de «bonne volonté culturelle transnationale»: séjours à l'étranger dans une zone de conflits parmi les plus médiatisées au monde; visites de sites touristiques de réputation internationale, sur le plan du patrimoine culturel et religieux; séjours chez l'habitant et accueils réguliers en France de délégations palestiniennes; consommation de biens culturels importés (artisanat traditionnel palestinien, spécialités culinaires orientales); réalisation de reportages photographiques et de films, suivie d'expositions et de «projections-débats» organisées au retour en France. Ces engagements mili-

---

«pour une large part à un recrutement de classes moyennes salariées liées à la petite bourgeoisie intellectuelle et tertiaire en ascension sociale» (p. 364), comptant une forte proportion d'enseignants ainsi que de salariés des secteurs social, sanitaire et associatif, «d'autant plus disposés à assumer une position critique quant à la situation de populations «souffrantes» qu'elles sont à leur contact direct et s'estiment les plus légitimes à se faire les porte-parole de cette souffrance» (p. 369). Pour de plus amples réflexions sur le recrutement sexuellement différencié des entreprises militantes, voir Fillieule (2009).

tants participent en fait d'un style de vie qui se particularise par l'adoption d'un ensemble de pratiques spécifiques, telles que les séjours répétés à l'étranger, les sociabilités régulières avec des résidents étrangers, la consommation de biens culturels importés et le multilinguisme.

## Références

- BARTHELEMY, Martine, 1995, «Des militants de l'école: les associations de parents d'élèves en France», *Revue Française de Sociologie*, 36:3, pp. 439-472.
- BOURDIEU, Pierre, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit.
- COLLOVALD, Annie et GAÏTI, Brigitte, 2006, «Questions sur la radicalisation politique», in Annie COLLOVALD et Brigitte GAÏTI (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, pp. 19-45.
- ELIAS, Norbert et SCOTSON, John, 1997 (1965), *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.
- FILLIEULE, Olivier, 2009, «Travail militant, action collective et rapports de genre», in Olivier FILLIEULE et Patricia ROUX (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 23-72.
- GUIONNET, Christine et NEVEU, Eric, 2004, *Féminins Masculins. Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.
- SIMEANT, Johanna, 1998, *La cause des sans papiers*, Paris, Presses de la FNSP.
- , 2010, «La transnationalisation de l'action collective», in Olivier FILLIEULE, Eric AGRİKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, pp. 121-144.
- WAGNER, Anne-Catherine, 2007, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte (Repères).

# Lieux et formes de transnationalisation du féminisme: le cas de l'Europe de l'Est depuis 1990

Ioana CÎRSTOCEA

Tout en soulignant la faiblesse, voire l'absence de mobilisations féministes dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) issus des régimes communistes, les recherches consacrées à cet espace-là montrent la résurgence des représentations traditionnelles de la division sociale des sexes, la mise en question ou la disparition de certains droits sociaux enfin, la diminution de la représentation politique des femmes (Funk & Mueller 1993; Einhorn 1993; Waylen 1994; Kaplan et als. 1997; Renne 1997; Gal et al. 2000a et 2000b; Lukič et als. 2006)<sup>1</sup>.

C'est dans ces conditions que s'est affirmé un féminisme dit «académique» institutionnalisé avant la fin de la décennie 1990 sous forme de centres de recherches et/ou de programmes universitaires de *gender studies*. Impressionnant par ses proportions, le phénomène n'aurait pas été possible en absence d'un support considérable accordé par des réseaux militants occidentaux, des fondations philanthropiques et des organisations supranationales engagées dans les processus de démocratisation, ainsi que par l'Union européenne dans le cadre du soutien à l'adoption de l'acquis communautaire en matière d'égalité des sexes, d'une part, et aux réformes de l'enseignement universitaire dans les pays candidats, d'autre part (Zimmermann 2007). En toile de fond plus générale, l'inscription des droits des femmes sur l'agenda des organisations internationales – définie depuis les années 1970 au sein des Nations Unies et affirmée pleinement pendant la décennie 1990 avec la conférence de Pékin et la consécration du *gender mainstreaming* comme principe d'action publique (Antrobus 2004; Jacquot 2006) – contribue à inscrire la question du genre au cœur de la construction idéologique des processus de démocratisation postcommuniste (Cîrstocea 2006; Zimmermann 2007).

1 Voir aussi *Nouvelles Questions Féministes*, 23:2, 2004; *Transitions*, 44:1, 2004; *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, 29:3, 2004; *Women's Studies International Forum*, 33, 2010.

En Roumanie l'émergence des études de genre traduit la recomposition de l'espace académique suite à l'apparition de nouveaux acteurs et domaines de production de savoirs marqués par des dynamiques internationales (Cîrstocea 2004; 2006; 2010). Nous inspirant des acquis de l'école de Pierre Bourdieu en sociologie des espaces académiques et de l'histoire sociale des sciences sociales (Bourdieu 1984; Heilbron et al. 2004), respectivement de sa sociologie de la production et de la circulation internationale des biens symboliques (Bourdieu 2002; Heilbron et al. 2009) et nous appuyant également sur des travaux étudiant les échanges féministes transatlantiques des années 1990 (Gal 2003; Funk 2007; Cerwonka 2008), nous reconstituons le contexte qui circonscrit le cas roumain, tout aussi bien que les processus transnationaux de production et de diffusion du féminisme dont il témoigne (Naples et al. 2002; Desai 2005; Ferree et al. 2006; Bereni 2008). La réflexion développée ici s'inscrit dans une recherche que nous menons depuis plusieurs années et présente quelques éléments d'une enquête portant sur des institutions clefs dans la promotion du genre en Europe de l'Est<sup>2</sup>.

## Le réseau Soros: des institutions à vocation transnationale

Afin d'observer les processus de circulation du genre, s'arrêter sur une des principales plaques tournantes du renouvellement et de l'internationalisation des espaces intellectuels est-européens nous est apparu comme une entrée particulièrement utile. La *Central European University* est une université privée internationale de droit américain fondée au début de la décennie 1990 par le financier et philanthrope d'origine hongroise George Soros (Guilhot 2001; 2004; 2005; 2006; 2007). Engagé dans le soutien de la dissidence anti-communiste en Europe de l'est depuis la fin

2 Les éléments livrés ici proviennent notamment d'un travail de terrain conduit en mai 2007 et mars-juin 2008 à la *Central European University* (CEU) de Budapest. Il a comporté des observations et des entretiens ainsi que le dépouillement de plusieurs fonds d'archives déposés aux *Open Society Archives* (OSA). Notre gratitude va au *Gender Studies Department* de la CEU pour son accueil au printemps 2008 dans le cadre du programme *Visiting scholars in residence*, ainsi qu'à toutes les personnes qui nous ont aidés pour la documentation.

des années 1980, G. Soros a développé via son *Open Society Institute* (OSI) basé à New York et à Budapest un réseau de «fondations pour une société ouverte» implantées dans la plupart des PECO dès les premières années 1990. A travers la promotion des médias indépendants, des formations politiques anticommunistes ainsi que des réformes universitaires et du marché de l'édition<sup>3</sup>, il s'agit de stimuler l'émergence de nouveaux acteurs et la diversification de l'espace politique et intellectuel après le changement de régimes.

Dans une perspective historique, l'initiative de créer une université alternative à l'offre éducative en place s'inscrit pleinement dans la tradition philanthropique américaine orientée vers la promotion des sciences sociales, avec des propos réformateurs et l'intention de contribuer à la refonte des élites tout en s'assurant une certaine maîtrise du sens des réformes (Guilhot 2007). Elle prolonge également une tendance des fondations occidentales inaugurée pendant les années 1930 et stimulée par la Guerre froide, qui consistait à soutenir les sciences sociales en Europe de l'est par la création de bourses, de prix et de centres d'excellence (Gheorghiu 2004; Dakowska 2005; Guilhot 2006).

Entièrement anglophone, mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, le décloisonnement des savoirs institués et le multiculturalisme, le cursus de la CEU est ouvert aux étudiants de niveau «*postgraduate*» de tous les pays concernés par l'intervention des institutions Soros<sup>4</sup>. Les enseignements sont assurés à la fois par des spécialistes occidentaux et par des professionnels recrutés au rang des figures intellectuelles situées en marge du système académique est-européen au début des années 1990. Selon un sociologue spécialiste de la question, ce qui en fait la spécificité parmi les acteurs internationaux engagés dans les réformes en Europe de l'est et plus largement dans la «cooptation» de cette région dans la globalisation, c'est sa stratégie consistant à développer, par l'intermédiaire de la CEU, une expertise compatible avec les agendas des organismes transnationaux, sur des thématiques sujettes à débat, telles que l'environnement, les droits de l'homme et, *last but not least*, le genre – qui sont investies aussi par des acteurs critiques de la globalisation (Guilhot 2007, 472).

3 *Open Society Archives*, Budapest, fonds HU-OSA-208, *Records of the Open Society Institute New-York*, 1997-2007.

4 Cf. <http://www.soros.org/about/foundations>.

La CEU propose actuellement, *via* le *Gender Studies Department*, un cursus allant du mastère au doctorat. A son origine, dans un contexte «favorable»<sup>5</sup> en raison de la présence à Budapest de Nancy Leys Stepan, historienne américaine intéressée elle-même au genre et épouse du premier recteur de la CEU<sup>6</sup>, on retrouve au début des années 1990 un séminaire régional sur «genre et culture» qui réunissait annuellement une vingtaine de participantes, dont quelques unes des pionnières des études féministes dans leurs pays respectifs: Kornelia Merdjanska Slavova, professeure d'études américaines enseignant des cours de *gender studies* à l'Université de Sofia; Eniko Magyari-Vincze, anthropologue roumaine, fondatrice d'un mastère en *gender studies* à l'université de Cluj-Napoca; Jasmina Lukic, professeure de littérature et co-fondatrice du *Centre for Women's Studies* à Belgrade, actuellement enseignante à la CEU. A partir de l'automne 1994, des enseignements de niveau mastère furent proposés aux étudiants inscrits dans le *Department of Political Science* de la CEU; un *Master of Arts* fut ouvert à la rentrée 1995-1996 et reçut l'habilitation à délivrer des diplômes pendant l'année universitaire 1997-1998. En 2002 s'ouvrit le programme doctoral de *gender studies*; la première thèse fut soutenue en 2008. D'autres pionnières féministes est-européennes ont été au fil des années connectées d'une façon ou d'une autre à l'institution, en tant que bénéficiaires de ses divers programmes: Mihaela Miroiu, professeure de philosophie et fondatrice du premier mastère roumain de *gender studies* (Bucarest 1998); Marina Blagojevic et Dasa Duhacek, respectivement sociologue et philosophe, toutes deux co-fondatrices du *Center for Women's Studies* à Belgrade; Miglena Nikolchina et Krasimira Daskalova, respectivement professeure de littérature et historienne, toutes deux enseignantes en *gender studies* à l'Université de Sofia.

En mai 2007, une conférence internationale célébrait les 10 ans d'existence du département, avec la participation de quelques centaines de personnes<sup>7</sup>: étudiants et membres du corps enseignant en titre ou anciennes, spécialistes est-européennes en *gender studies*, professeures

5 Entretien avec Jasmina Lukic, Budapest, mars 2008. Aussi sur l'histoire du département, voir Zimmermann 2007, 138 et pages suivantes.

6 Alfred Stepan, politiste américain, est ancien doyen de la *School of International and Public Affairs* à Columbia University.

7 Observation de terrain et documents de l'événement *Gender Symposium: Gender, Empire and the Politics of Central and Eastern Europe*, CEU, 17-18 mai, 2007.

américaines spécialistes de l'Europe de l'est et/ou des études postcoloniales, ainsi que des universitaires ouest-européennes collaborant autour du réseau ATHENA pour la promotion des *women's/gender studies* en Europe<sup>8</sup>. L'accréditation de la CEU comme université hongroise en 2007 ouvrit des perspectives de coopération européenne plus institutionnelles comme des partenariats et jumelages développés avec des supports de la Commission européenne<sup>9</sup>. Au titre des évolutions récentes de l'institution, notons aussi l'engagement du *Gender Studies Department* dans le parrainage et l'accompagnement actif de la recherche et de l'enseignement axés sur le genre à l'Université d'État de Tbilissi et à l'Institut Européen pour les Humanités à Vilnius<sup>10</sup>.

### «*Spreading the word*»<sup>11</sup>: regard ethnographique sur la promotion transnationale du genre

L'intérêt pour le genre au sein du réseau Soros ne se limite pas à l'établissement du *Gender Studies Department* auprès de la CEU mais inclut un large spectre d'activités allant du support à la traduction de

- 8 Les réseaux professionnels soutenus par la Commission européenne au titre de la consolidation de l'aire scientifique européenne représentent un second pôle de «transnationalisation» des études de genre dans les PECO, que nous n'évoquons ici qu'au passage (cf. *European Network of Women's Studies* 1993; Braidotti & Vonk 1999; Zimmermann 2007).
- 9 Entretien avec Susan Zimmermann, Budapest, juin 2008. Il s'agit notamment de deux masters joints: GEMMA (avec les universités de Granada, Bologne, Helsinki, Hull, Ljubljana, Lodz, Oviedo et Utrecht, cf. [www.ugr.es/gemma](http://www.ugr.es/gemma)) et MATILDA (avec les universités de Vienne, Lyon 2, Nottingham, Sofia, cf. [www.ued.univie.ac.at/matilda](http://www.ued.univie.ac.at/matilda)). En mai 2007 la réunion annuelle du réseau Athena eut lieu à Budapest: <http://www.let.uu.nl/aoife> (24.02.2010).
- 10 *Gender Studies Program Development Project*, 2007-2010; pour son contenu et format, voir <http://web.ceu.hu/sep/spo/gspdp.html> et <http://sites.google.com/a/ceu.hu/gspdp> (30.04.2010).
- 11 La formule apparaît dans les débats du *First Forum of the Women's Program* organisé par l'OSI en septembre 1997 à Budapest, dont nous avons pu consulter les documents sonores (OSA, Budapest, fonds HU-OSA 127, *Records of the International Women's Program*).



classiques féministes<sup>12</sup> à l'initiation de la première Association des *Women's/Gender Studies* dans les pays en transition (lancée par une conférence internationale à Belgrade en 1998), de la collection d'informations à la publication d'un répertoire des recherches et enseignements sur les femmes et le genre dans les pays ex-socialistes<sup>13</sup>. L'appui au développement du féminisme académique n'est effectivement pas séparable d'autres activités conduites à l'OSI sous diverses lignes budgétaires destinés au support des organisations non gouvernementales œuvrant dans des domaines tels que «droits humains des femmes», «violence contre les femmes», «genre et éducation».

En effet, il s'agit d'un des acteurs les plus investis dans l'entreprise de promotion des thématiques des droits des femmes et du genre, dans l'espace ex-soviétique. Via un *Women's Program* (plus tard *Network Women's Program*) mis en place à partir de 1997, en écho à la conférence de Pékin, l'OSI entend «faciliter le développement des mouvements des femmes» dans les anciens pays socialistes, voire en «générer». Avant la fin de l'année 2000, plus de 9,8 millions de dollars y furent consacrés, sous forme de supports attribués à divers bénéficiaires institutionnels et individuels<sup>14</sup>. Un document plus récent communique le chiffre de 30 millions de dollars à la fin du programme en 2006, entre temps transformé en *International Women's Program* et englobant de nouvelles aires géographiques<sup>15</sup>.

C'est notamment une conférence organisée par le *Network Women's Program* et la CEU en octobre 1999 qui se trouve à la base de notre réflexion sur les échanges féministes stimulés par l'OSI: déroulé sur une semaine et intitulé «*Gender Studies Minischool*<sup>16</sup>», l'événement comporta un module de formation des traducteurs de «*gender related texts*», un

12 De V. Woolf et S. de Beauvoir à G. Steinem, A. Dworkin, bell hooks, N. Chodorow, J. Butler, C. MacKinnon et J.W. Scott, passant par l'adaptation de *Our Bodies, Ourselves* dans les langues des PECO.

13 *Gender Studies/ Women's Studies Directory*, OSI, 1999.

14 *Open Society Institute, Network Women's Program, Documentation and Evaluation Project, Appendix 3, Quantitative Data* (OSA, Budapest, fonds HU-OSA 127, *Records of the International Women's Program*). Pour la genèse et les objectifs du programme, nous nous référons aussi aux débats du *First Forum of the Women's Program* cités en note 11.

15 [http://www.soros.org/initiatives/women/focus\\_areas/past\\_initiatives](http://www.soros.org/initiatives/women/focus_areas/past_initiatives) (23/ 04/2010).

16 Cf. enregistrements sonores de l'événement (OSA, Budapest, fonds HU-OSA 127, *Records of the International Women's Program*).

séminaire à l'intention des boursiers du *Curriculum Resource Center* (un programme de la CEU destiné aux enseignants mettant en place, entre autres, des cours sur des thématiques de *gender studies* dans leurs universités respectives), enfin une réunion des responsables des *Women's Programs* établis auprès des fondations nationales du réseau Soros au titre du développement du *Network Women's Program*. Dirigée par Miglena Nikolchina, à l'époque responsable du *Gender and Culture Program* à la CEU, l'«école» eut lieu en présence des membres du comité de direction new yorkais du réseau. Excepté les trois volets déjà mentionnés, plusieurs conférences plénières y ont abordé des thèmes allant de l'histoire du féminisme et la philosophie féministe aux politiques de la Banque Mondiale envers les femmes ou au genre dans les relations internationales.

Les échanges auxquels l'événement donna lieu nous apparaissent comme un cas d'école pour analyser la transnationalisation de la réflexion sur le genre et pour donner un aperçu des interactions concrètes autour de la promotion internationale des droits des femmes dans le cadre de la démocratisation.

### *Thèmes de mobilisation féministe et clivage Est-Ouest*

La démarche des organisateurs est centrée sur la transmission d'un savoir considéré utile et sur un échange d'expériences voué à construire un univers de références partagées. Cela n'a pas lieu sans heurts puisque les femmes est-européennes en viennent rapidement à formuler leurs réserves quant à l'adéquation des thématiques abordées sous le mode théorique à leur expérience sociale.

Ainsi dénoncent-elles le surinvestissement de la question de l'émancipation féminine par les régimes socialistes qu'elles ont connus et sont méfiantes quant à la possibilité de l'affirmation d'un sujet féminin collectif qui puisse porter une revendication politique:

Certaines thématiques propres aux mouvements occidentaux des femmes réverbèrent cyniquement dans notre expérience [...]: des termes comme 'égalité des femmes', 'droits des femmes', 'émancipation', 'question féminine' nous rappel-

lent le marxisme [...], ce sont des mots impies, associés à des projets idéologiques devenus pour nous inacceptables (Kornelia Merdjanska, Sofia)<sup>17</sup>.

Pendant le régime communiste, l'idée d'identité collective a été abusée, compromise [...]; pour nous il est désormais presque impossible de prononcer le pluriel de la première personne, de dire 'nous, les femmes' (Voichița Năchescu, Timișoara).

Ces mots ont une histoire dans notre culture [...] en Roumanie il est maintenant impossible de prononcer une phrase du type 'Allez, les sœurs - ou les femmes -, levez-vous et défendez vos droits!' – on a trop souvent entendu ça par le passé [...], les gens ne réagissent tout simplement plus à ce type de langage (Anca Pârvolescu, Timișoara).

Les femmes est-européennes décrivent également leur rapport à la famille et à la vie privée valorisant le dévouement et le sacrifice de soi et soulignent l'incompatibilité entre une telle conception et l'individualisme sous-entendu par certaines de leurs interlocutrices. Ainsi, la responsable du *Women's Programme* de la fondation Soros à Sofia, Tania Kmetova, intervient longuement sur le format traditionnel de la famille en Europe du Sud-Est et met en avant la position forte des femmes dans la socialisation intergénérationnelle. De son côté, la sociologue serbe Marina Blagojevic, à l'époque enseignante invitée à la CEU, développe un argumentaire axé sur la tension entre représentations «individualistes» et «relationnelles» de l'identité féminine et montre l'importance des dernières, dominantes d'après elle en Europe de l'Est et se trouvant à la source d'une tension avec l'agenda des promoteurs internationaux des droits des femmes. Elle plaide pour une revalorisation féministe de l'«argumentaire relationnel»<sup>18</sup>, axé sur la famille, la maternité, le partenariat et souligne l'«héroïsation» des femmes est-européennes, leur rôle de pivot des solidarités familiales élargies et de *managers* de la survie biologique des familles. Dans le même esprit, Kornelia Merdjanska exprime ses réserves quant à la rhétorique basée sur la dénonciation de la famille comme outil de domination et met en avant son image positive de lieu de repli et de résistance à l'emprise de l'idéologie sur les individus pendant le régime communiste. Toutes les deux contestent l'efficacité en tant que support de mobilisation d'un slogan consacré par les combats des femmes occidentales des années

17 Tous les échanges ont lieu en anglais. Ils sont traduits ici (librement) par nos soins.

18 Il s'agit de formules utilisées par Karen Offen dans sa conférence à la mini-école.

1970, à savoir «le privé est politique»: selon Marina Blagojevic il s'agit là de «tout ce que les femmes est-européennes détestent le plus [...] [elles dont] les vies privées ont trop souvent été envahies par le politique [...] [et dont] l'enjeu serait désormais de libérer, à l'opposé, le personnel du politique». Enfin, les femmes est-européennes ne sont pas sensibles à l'argument de la «victimisation», qui traduit selon les intervenantes un manque de compréhension des aspects concrets de leur condition. Éduquées et indépendantes économiquement, elles se font un point d'honneur de s'occuper de leurs proches et d'y arriver dans des conditions difficiles. Esquissées pendant la mini-école sur le mode du débat informel, ces idées apparaissent sous une forme plus élaborée dans les travaux publiés de certaines d'entre elles (Blagojevic 1995; Slavova 2006).

### *La traduction, une démarche difficile et hautement politique*

A part le débat sur le référentiel des mobilisations des femmes, une partie considérable des échanges porte sur des aspects pratiques de la transposition de la réflexion féministe occidentale dans les langues est-européennes.

Afin de situer le propos et pour donner des repères communs d'entendement aux participantes, les organisatrices ont inscrit au programme la présentation d'un «abrégé du genre» préparé par une enseignante américaine du *Gender Studies Department* de la CEU. Plusieurs décennies de réflexion théorique y sont résumées à l'intention de personnes dont toutes n'ont pas le même degré de familiarité avec la pensée féministe et ne sont pas nécessairement au courant de l'histoire des débats auxquels la notion doit son épaisseur conceptuelle tout aussi bien que sa fortune politique et intellectuelle.

Les échanges engagés par les membres du groupe de travail sur la traduction font effectivement ressortir la conscience que ces femmes ont d'inventer «un nouveau langage du féminisme dans [leur] part d'Europe» (Viviana Radman, Zagreb), tout en se découvrant un nombre considérable de problèmes partagés. Et cela à commencer par la difficulté de traduire le mot même de «gender», pour lequel toutes les langues n'ont pas de terme analogue automatique et dont divers équivalents sont imaginés et discutés. Les débats débouchent sur l'idée de chercher

ensemble des solutions, les participantes proposent de forger une terminologie unitaire dans les langues apparentées. L'idée d'un glossaire commun ne tarde pas à émerger, qui sera entamé avant la fin de la réunion et où figurent un certain nombre de notions telles que «*engender*», «*genderless*», «*gender blind*», «*cross-gender*», «*empowerment*» ou «*harrasment*»<sup>19</sup>.

La traduction n'est pas seulement un acte créateur de nouveaux champs sémantiques et d'ouverture culturelle, mais aussi un geste politique. Selon Judith Hermann, une militante hongroise, «le message, l'idéologie, le savoir féministe du texte original sont plus importants que notre maîtrise de l'anglais ou la paie que nous recevons [...] Ce sont notre engagement et notre savoir qui comptent le plus, surtout dans des pays comme les nôtres, où il n'y a pas de mouvements des femmes». Pour Kornelia Merdjanska aussi, traduire revient à combler plusieurs lacunes: «L'absence d'une pratique sociale féministe et d'un mouvement des femmes significatif politiquement, l'absence de recherches sur les femmes et d'un savoir féministe qui nous soit propre [...], l'absence d'une théorie originale qui nous permette d'interpréter nos expériences empiriques [...], l'absence de politiques féministes...» (Kornelia Merdjanska).

Restituer la pensée féministe engage également les traductrices à mettre en lumière et à déconstruire les biais sexistes de leurs propres langues et cultures – une opération pour laquelle elles n'ont pas tous les outils et qui demande du temps. Pour ne donner qu'un seul exemple sur ce point, citons la difficulté, évoquée par nombre de participantes, à traduire le vocabulaire en rapport avec le corps et la sexualité. Durablement marqué par le tabou culturel et la censure idéologique, celui-ci est relégué au registre médical ou au langage obscène<sup>20</sup>.

Le groupe discute aussi l'intérêt des ouvrages proposés pour la traduction dans le cadre du réseau, quelques personnes exprimant leur souhait que les résumés leur en soient envoyés à l'avance pour qu'elles puissent faire des choix avisés. En effet, certaines traductrices considèrent une partie des textes comme inappropriés pour les publics de leurs

19 Sans y voir une filiation, signalons que des «dictionnaires féministes» seront plus tard édités ça et là, par exemple en Roumanie, Ukraine, Russie, tous en 2002.

20 Dans un entretien qu'elle nous a accordé en avril 2010, Karen Offen se souvient précisément de ce point et l'interprète comme un signe de la «distance culturelle de 50 ans» séparant les participantes à la réunion.

pays, en raison notamment du centrage sur des sujets pas encore socialement et politiquement thématiques en Europe de l'Est à l'époque, comme la question raciale ou celle des minorités sexuelles.

Pour finir sur ce point et pour montrer encore plus clairement comment est imaginé le rôle politique de la traduction des bibliographies féministes occidentales vers les langues des pays d'Europe de l'est, prenons le cas de la promotion dans le cadre de la mini-école de *Our Bodies Ourselves (OBOS)* – texte culte du féminisme américain des années 1970 –, par Ester Shapiro, militante et enseignante américaine, porte-parole du *Boston Women's Health Book Collective*<sup>21</sup>. Considéré comme susceptible d'inspirer une prise de conscience des femmes voire de créer leur mobilisation en raison de son message fortement centré sur leurs préoccupations quotidiennes concrètes, l'ouvrage avait été traduit dans le cadre de l'aide au développement sur divers terrains non-occidentaux, notamment en Afrique du Nord et en Amérique latine (Shapiro 2005). S'appuyant sur ces expériences, Ester Shapiro conseille que le texte soit interprété, épuré des références étrangères, adapté aux réalités locales. A la lumière des échanges auxquels elle vient d'assister et que nous avons brièvement restitués précédemment, elle insiste sur le fait que les adaptations locales d'*OBOS* n'ignorent pas les liens familiaux et le rôle des femmes au sein des groupes privés de solidarité, dont il s'agit de faire émerger le potentiel politique et émancipateur<sup>22</sup>.

### *Le réseau au concret: bureaucratie, hiérarchie, contestation*

Dans un registre moins théorique, certaines tensions se font sentir pendant l'événement restitué ici, qui portent sur son format proposé par les organisatrices. Dagmara Baraniewska par exemple, responsable du *Women's Program* à la fondation polonaise, prend la parole pour critiquer le contenu des conférences:

En ce qui me concerne, je trouve qu'il y a trop de transmission d'informations. Je connais bien le droit du travail dans mon pays, je ne pense pas avoir besoin d'apprendre davantage sur le droit du travail en général [...]. Pareil pour la philosophie féministe: j'ai beaucoup lu dans ma vie, j'ai des années de pratique et de

21 Voir sur le site suivant: <http://www.ourbodiesourselves.org>.

22 Pour les traductions concrètement effectuées, voir <http://www.ourbodiesourselves.org/programs/network/foreign/default.asp> ; aussi Kathy Davis (2007).

philosophie féministe [...]. Ensuite: le féminisme et le droit, le contexte national et le contexte international - c'est intéressant, certes, mais nous avons nos problèmes, il serait peut-être mieux que nous nous concentrons sur cela [...]. Les politiques de genre de la Banque mondiale [...], pourquoi pas... (rires dans la salle, n.n.). Mais j'aurais préféré pouvoir lire tout cela au lieu de passer des heures à écouter des conférences (Dagmara Baraniewska).

Une des membres américaines du comité de direction du réseau lui répond en évoquant la demande de formation exprimée par des personnes moins familières avec les différents aspects de la problématique du genre et finit par admettre que le bilan des activités dans le programme de l'école n'est pas satisfaisant.

Faisant ressortir les différences quant à l'organisation et le degré de structuration des intérêts des femmes selon le cas national, la même intervenante polonaise soulève pendant une réunion vouée à faire émerger les futures priorités d'intervention du réseau la question de l'activité des organisations féminines qui sont ses interlocutrices en Pologne et se dit «limitée à les soutenir – ce qui n'est pas si mal». Selon elle, le programme régional doit avoir pour vocation de fournir aux femmes les ressources nécessaires pour aborder pratiquement les problèmes qu'elles ont déjà identifiées par elles-mêmes – parmi lesquels elle évoque la violence, le chômage, la santé, la faible participation politique et économique – et non pas piloter le contenu et les directions de leurs activités.

D'un point de vue plus général, on peut noter également l'expression de tensions autour du manque de transparence et du fonctionnement bureaucratique du réseau, marqué par des rapports hiérarchiques. Ainsi, quelqu'un déplore le fait que les thèmes légitimes d'action et les rythmes des projets sont décidés dans les bureaux new yorkais du OSI sans prendre en compte la réalité des milieux associatifs féminins locaux est-européens. Lorsque les critiques sont portées au jour, la figure d'autorité du *board* de la fondation est évoquée, pour expliquer que les orientations générales de l'activité du programme relèvent de son ressort, échappant donc en partie aux responsables du réseau elles-mêmes.

Pour donner un aperçu plus clair de l'atmosphère des débats, soulignons que l'organisation proprement dite des réunions, dont nous avons pu consulter les enregistrements, s'inscrit dans une logique managériale. Le temps de parole est géré par les responsables du réseau, dotées de listes des tâches et soucieuses de traiter un ensemble de points définis à l'avance. Elles sont visiblement perturbées par les résistances des parti-

cipantes, qui s'attardent sur des éléments précis et contestent les solutions qui leur sont proposées. Un exemple en ce sens sont les longues discussions autour de la sélection des déléguées aux réunions préparatoires de Beijing+5, que les responsables des divers *Women's Programs* entendent gérer au niveau national – ce qu'elles argumentent par leur bonne connaissance des milieux associatifs – et ne pas la confier au bureau du réseau, qui leur avait annoncé son intention de lancer un appel à candidatures centralisé.

Pour faire le point sur la rencontre, soulignons que tout en étant résolues à l'amiable, les tensions observées n'en sont pas moins révélatrices de rapports de domination établis au nom de la «sororité» féministe. Evoquée par différents travaux produits depuis le début des années 1990, la question n'est toutefois que rarement, voire exceptionnellement formulée comme telle pendant la mini-école. Un tel exemple est l'intervention de Marina Blagojevic, déjà citée, qui soulève la question de l'imposition de problématiques et du formatage de l'agenda des groupes associatifs est-européens par leurs donneurs et dénonce également la perpétuation de l'image des femmes «victimes» des transitions comme un support servant à produire une altérité qui légitime le «privilège» occidental. Des travaux publiés pendant les années 2000 ont approfondi le thème de la reproduction de logiques de type colonial sous couvert d'aide aux femmes et de solidarité, ainsi que l'imposition de problématiques et de priorités d'action (Bagic 2006).

## Conclusion: Quels enseignements de l'«apprentissage»?

Centrés sur la transmission des acquis institués des luttes des femmes occidentales, les échanges étudiés visent à imaginer des stratégies appropriées pour contourner les réticences à l'égard du féminisme dans un espace où l'idée d'émancipation féminine a longtemps servi de support aux idéologies de progrès social. Mais le dialogue Est-Ouest fait ressortir des sensibilités politiques différentes. L'incompatibilité manifeste entre des engagements traduisant l'expérience culturelle et politique des femmes des pays développés, d'une part, et l'horizon cognitif et expérientiel des femmes Est-Européennes, d'autre part, va accréditer un



nouvel élément dans le répertoire des débats d'inspiration postcoloniale qui critiquent l'ethnocentrisme du féminisme *mainstream* au nom des différences de races, de classes, ou d'orientations sexuelles. La question de l'universalisme des combats des femmes sera de la sorte relancée au nom de la différence culturelle basée, d'une part, sur un vécu historiquement marqué par des régimes ayant expérimenté et instrumentalisé sur une large échelle l'égalité entre les sexes, et, d'autre part, par un positionnement géopolitique «semi-périphérique»<sup>23</sup> (Snitow 1995, 2006; Busheikin 1997; Slavova 2006; Funk 2007; Cerwonka 2008; Cîrstocea 2008; Blagojevic 2010).

Des rencontres telles que la «mini-école» témoignent et participent également de la structuration d'espaces transnationaux de mobilisation, traversés par des rapports hiérarchiques et des logiques bureaucratiques. Prenant pour échelle d'observation la dimension régionale et la diffusion transatlantique des questionnements sur le genre dans l'espace est-européen, notre étude fournit un éclairage «au-ras-du-sol» des processus de transnationalisation des répertoires féministes. Au titre de l'aide internationale à la promotion du genre dans le cadre de la démocratisation, les institutions que nous avons étudiées fournissent aux pionnières féministes est-européennes un espace de socialisation professionnelle tout aussi bien que les moyens intellectuels et matériels pour effectuer leur «acculturation» politique et théorique au féminisme occidental et au genre. Elles stimulent leur inscription dans un horizon commun, contribuent à leur affirmation et à leur légitimation en tant que porte-paroles d'une voix «régionale» et produisent en même temps les «femmes est-européennes» en tant qu'identité collective et nouveau label reconnu dans les espaces de réflexion et les arènes de mobilisation féministe internationales.

23 «Standpoint from the semi-periphery» (Blagojevic 2010).

## Références

- ANTROBUS, Peggy, 2004, *The Global Women's Movement. Origins, Issues and Strategies*, New York, Zed Books.
- BAGIC, Aida, 2006, «Women's organizing in post-Yugoslav countries. Talking about 'Donors'», in Myra Marx FERREE and Aili Mari TRIPP (eds.), *Global Feminism. Transnational Women's Activism, Organizing and Human Rights*, New York, New York University Press, pp. 141-165.
- BERENI, Laure, 2008, «La transnationalisation des mouvements des femmes contemporains. Quelques enjeux d'un champ de recherche» (texte inédit, introduction au séminaire *Genre, féminismes, mobilisations collectives*), EHESS-ENS/EFIGIES, Paris.
- BLAGOJEVIC, Marina, 1995, «Women and the war: the paradox of self-sacrifice or the anatomy of passivity», in Marina BLAGOJEVIĆ, Daša DUHAČEK and Jasmina LUKIĆ (eds.), *What Can We Do For Ourselves? East-European Feminist Conference*, Belgrade, Center for Women's Studies, Research and Communication, pp. 32-42.
- , 2010, «Feminist knowledge and the women's movement in Serbia. A strategic alliance», *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern and South East European Women's and Gender History*, 4:1, pp. 184-197.
- BOURDIEU, Pierre, 1984, *Homo academicus*, Paris, Minuit.
- , 2002, «Les conditions sociales de la circulation internationale des idées», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, pp. 3-8.
- BRAIDOTTI, Rosi and VONK, Esther, 1999, *The Making of European Women's Studies. A Work in Progress Report on Curriculum Development and Related Issues in Gender Education and Research*, Utrecht, Athena.
- BUSHEIKIN, Laura, 1997, «Is sisterhood really global? Western feminism in Eastern Europe», in Tanya RENNE (ed.), *Ana's Land. Sisterhood in Eastern Europe*, Boulder (Co), Westview press, pp. 12-21.
- CERWONKA, Alaine, 2008, «Travelling feminist thought: difference and transculturation in Central and Eastern European feminism», *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, 33:4, pp. 809-832.
- CÎRSTOCEA, Ioana, 2004, «L'enjeu du genre sur le marché intellectuel roumain postcommuniste», *Transitions*, XLIV-1, pp. 165-177.

- , 2006, *Faire et vivre le postcommunisme. Les femmes roumaines face à la ‘transition’*, Bruxelles, Editions de l’Université de Bruxelles.
- , 2008, «‘Between the Past and the West’: le dilemme du féminisme en Europe de l’Est postcommuniste», *Sociétés contemporaines*, 71:3, pp. 7-27.
- , 2010, «Eléments pour une sociologie des études féministes en Europe centrale et orientale», *International Review of Sociology / Revue internationale de sociologie*, 20:2, pp. 321-346.
- DAVIS, Kathy, 2007, *The Making of Our Bodies, Ourselves: How Feminism Travels Across Borders*, Durham (NC), Duke University Press.
- DAKOWSKA, Dorota, 2005, *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère: de la genèse institutionnelle à l’engagement dans le processus d’élargissement de l’Union Européenne*, Doctorat, Paris, IEP.
- DESAI, Manisha, 2005, «Le transnationalisme: nouveau visage de la politique féministe depuis Beijing», *Revue internationale des sciences sociales*, 184, pp. 349-361.
- EINHORN, Barbara, 1993, *Cinderella Goes to Market. Citizenship, Gender and Women’s Movements in East Central Europe*, Londres, Verso.
- EUROPEAN NETWORK OF WOMEN’S STUDIES, 1993, *Establishing Gender Studies in Central Eastern European Countries*, Workshop, Wassenaar, 5-8 novembre 1992.
- FERREE, Myra Marx and TRIPP, Aili Mari (eds.), 2006, *Global Feminism. Transnational Women’s Activism, Organizing and Human Rights*, New York, New York University Press.
- FUNK, Nanette, 2007, «Fifteen years of the East-West women’s dialogue», in Janet Elise JOHNSON and Jean ROBINSON (eds.), *Living Gender after Communism*, Bloomington (IN), Indiana University Press, pp. 203-226.
- FUNK, Nanette and MUELLER, Magda (eds.), 1993, *Gender Politics and Post-Communism. Reflections from Eastern Europe and the Former Soviet Union*, New York, Routledge.
- GAL, Susan, 2003, «Movements of feminism. The circulation of discourses about women», in Barbara HOBSON (ed.), *Recognition Struggles and Social Movements. Contested Identities, Power and Agency*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 93-120.

- GAL, Susan and KLIGMAN, Gail (eds.), 2000a, *Reproducing Gender. Politics, Publics and Everyday Life after the Socialism*, Princeton, Princeton University Press.
- , 2000b, *The Politics of Gender after Socialism*, Princeton, Princeton University Press.
- GHEORGHIU, Mihai Dinu, 2004, «Les centres européens d'excellence dans les sciences sociales et humaines», in Catherine DURANDIN et Magda CARNECI (eds.), *Perspectives roumaines. Du postcommunisme à l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, pp. 139-162.
- GUILHOT, Nicolas, 2001, «Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, pp. 53-66.
- , 2004, «Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, pp. 37-48.
- , 2005, *The Democracy Makers: Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press.
- , 2006, «A network of influential friendships: The 'Fondation pour une entraide intellectuelle européenne' and East-West cultural dialogue, 1957-1991», *Minerva*, 44, pp. 379-409.
- , 2007, «Reforming the world: George Soros, global capitalism and the philanthropic management of the social sciences», *Critical Sociology*, 33, pp. 447-477.
- HEILBRON, Johan, LENOIR, Rémi, et SAPIRO, Gisèle, 2004, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard.
- HEILBRON, Johan, GUILHOT, Nicolas, et JEANPIERRE, Laurent, 2009, «Vers une histoire transnationale des sciences sociales», *Sociétés contemporaines*, 1:73, pp. 121-145.
- HEINEN, Jacqueline et PORTET, Stéphane (coords.), 2004, *Transitions. L'égalité des sexes en Europe centrale et orientale: entre espoir et déconvenues*, 44:1.
- JACQUOT, Sophie, 2006, *L'action publique communautaire et ses instruments. Les politiques d'égalité entre les femmes et les hommes à l'épreuve du 'gender mainstreaming'*, Doctorat, Paris, IEP.
- KAPLAN, Cora, SCOTT, Joan Wallach and KEATES, Debra (eds.), 1997, *Transitions, Environments, Translations. Feminism in International Politics*, New York, Routledge.

- LUKIĆ, Jasmina, REGULSKA, Joanna and ZAVIRŠEK, Darja (eds.), 2006, *Women and Citizenship in Eastern Europe*, Aldershot, Ashgate.
- NAPLES, Nancy et DESAI, Manisha, 2002, *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, New York, Routledge.
- Nouvelles Questions Féministes*, 2004, «Postcommunisme: genre et Etats en transition», 23:2.
- RENNE, Tanya (ed.), 1997, *Ana's Land. Sisterhood in Eastern Europe*, Boulder (CO), Westview Press.
- SIGNS. Journal of Women in Culture and Society*, 2004, (Issue entitled) *Eastern Europe*, 29:3.
- SLAVOVA, Kornelia, 2006, «Looking at Western feminisms through the double lens of Eastern Europe and the Third World», in Jasmina LUKIĆ, Joanna REGULSKA and Darja ZAVIRŠEK (eds.), *Women and Citizenship in Central and Eastern Europe*, Aldershot, Ashgate, pp. 245-263.
- SHAPIRO, Ester, 2005, «Because words are not enough: Latina revisions of transnational collaborations using health promotion for gender justice and social change», *NWSA Journal*, 17:1, pp. 141-172.
- SNITOW Ann, 1995, «Feminist future in the former East Bloc», in Marina BLAGOJEVIĆ, Daša DUHAČEK and Jasmina LUKIĆ (eds.), *What Can We Do For Ourselves? East-European Feminist Conference*, Belgrade, Center for Women's Studies, Research and Communication, pp. 141-155.
- SNITOW Ann, 2006, «Cautionary tales», in Jasmina LUKIĆ, Joanna REGULSKA and Darja ZAVIRŠEK (eds.), *Women and Citizenship in Eastern Europe*, Aldershot, Ashgate, pp. 287-297.
- WAYLEN, Georgina, 1994, «Women and democratization: conceptualizing gender relations in transition politics», *World Politics*, 46:3, pp. 327-354.
- WOMEN'S STUDIES INTERNATIONAL FORUM, 2010, *Compliance Without Commitment? The EU's Gender Equality Agenda in the Central and Eastern Europe States*, 33.
- ZIMMERMANN, Susan, 2007, «The institutionalization of women and gender studies in higher education in Central and Eastern Europe and the former Soviet Union: asymmetric politics and the regional-transnational configuration», *East Central Europe/ECE*, 34-35, 1-2, pp. 131-160.

## Liste des participants

**Chadia Arab** est chercheure au CNRS à l'UMR ESO-Angers. Géographe, elle travaille sur les migrations féminines marocaines vers l'Espagne et les pays du Golfe. Son livre, issu de sa thèse, *Les Aït Ayad - La circulation migratoire des Marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie* a été publié aux Presses Universitaires de Rennes en 2009.

**Marie-Pierre Arrizabalaga** a obtenu un Ph.D. en Histoire à l'Université de Californie, Davis (USA) et un doctorat en Histoire et Civilisation à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris. Elle est maître de conférences en histoire et civilisation des États-Unis à l'Université de Cergy-Pontoise, rattachée au centre de recherches «Civilisations et Identités Culturelles Comparées» (CICC). Elle travaille sur l'émigration française aux États-Unis depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans une perspective historique et démographique et dans une approche micro-historique et genrée. Avec T. Addabbo, C. Borderias et A. Owens, elle a co-édité *Gender Inequalities, Households and the Production of Well-Being in Modern Europe* (Ashgate Publishing, 2010).

**Karine Bergès**, maître de conférences en civilisation de l'Espagne contemporaine, est membre du laboratoire «Civilisations et Identités Culturelles Comparées» (CICC) à l'Université de Cergy-Pontoise. Ses recherches portent sur le genre, l'histoire des femmes sous la dictature franquiste et sur les rapports entre le féminisme et les nouvelles technologies. En 2009, elle a publié «La Section féminine (1951-1975): entre conservatisme et réformisme», dans *Sur le chemin de la citoyenneté, Femmes et Cultures Politiques. Espagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, édité par M.-C. Chaput et C. Lavail (Université Paris Ouest Nanterre La Défense).

**Robin Bisha**, diplômée d'un Ph. D. de Indiana University à Bloomington (US), est spécialiste en histoire de la Russie. Elle est actuellement maître de conférences (associate professor) en communication à Texas Lutheran University à Seguin (Texas). Elle travaille sur les thèmes suivants: *leadership, philanthropy and social media*. Elle a publié de nom-

breux articles de presse et traduit de nombreux articles et ouvrages russes en anglais. Elle a coédité le livre *Russian Women: Experience and Expression. An Anthology of Sources* (Indiana University Press, 2002).

**Diana Burgos-Vigna**, agrégée d'Espagnol, a obtenu un doctorat d'Etudes Hispaniques et Latino-Américaines à l'Université de Paris 3 – Sorbonne Nouvelle. Elle est maître de conférences en civilisation latino-américaine à l'Université de Cergy-Pontoise. Rattachée au CICC (Civilisations et Identités Culturelles Comparées), elle travaille sur les formes de gouvernance locale en Amérique latine, ainsi que sur les transferts politiques entre l'Amérique latine et l'Europe, notamment *via* les réseaux transnationaux. Elle a récemment publié un article intitulé «Travail et pauvreté au Pérou: l'équation de l'informalité» dans *Travail et précarité*, dirigé par Brigitte Lestrade (L'Harmattan, 2011).

**Isabelle Carles-Berkowitz** est juriste et sociologue du droit. Elle est chargée de recherche au Centre de recherche METICES (Migrations, Espaces, Travail, Institutions, Citoyenneté, Epistémologie, Santé) rattaché à l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles et chercheuse associée au Centre d'Histoire et Anthropologie du Droit (CHAD) de l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense. Ses recherches portent sur les processus de socialisation juridique et sur l'analyse des politiques publiques d'immigration et d'intégration des populations étrangères dans l'Union européenne dans une perspective de genre. Elle a publié *Le droit et les jeunes d'origine étrangère: une approche par genre des phénomènes de socialisation juridique* (L'Harmattan, 2007).

**Séverine Chauvel**, doctorante au Centre Maurice Halbwachs – équipe Enquête-Terrain-Théorie, à l'Ecole Normale Supérieure, est ATER en sociologie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Elle étudie la sociologie de l'éducation, la sociologie des politiques publiques, les classes populaires, l'immigration. Avec F. Dhume, S. Dukic et P. Perrot, elle a co-édité *Orientation scolaire et discrimination - De l'(in)égalité de traitement selon l'origine* (La Document française, 2011).

**Ioana Cirstocea**, sociologue, est chargée de recherche au CNRS. Elle est membre du PRISME (Politique, Religion, Institutions et Sociétés: Mutations européennes) et du GSPE (Groupe de Sociologie Européenne)

à l'Université de Strasbourg. Elle vient de publier «Cooptation et adhésion des femmes au Parti communiste roumain», dans *Fragments du communisme en Europe centrale*, dirigé par R-M. Lagrave (EHESS, 2011).

**Florence Degavre** est socio-économiste, docteure en Sciences Sociales de l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Elle est chargée de cours à la Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale et coordinatrice de recherche au Centre de Recherches Interdisciplinaires Travail, Etat et Société (CIRTES) de l'UCL. Ses recherches portent sur le *care* et les différentes ressources mobilisées dans le travail d'aide et de soin qu'elle analyse dans une perspective féministe et polanyienne ainsi que sur les régimes de *care* européens. Elle a publié «Care as a social construct: the case of home care workers in contemporary Belgium» (avec M. Nyssens) dans *Gender Inequalities, Households and the Production of Well-Being in Modern Europe*, édité par T. Addabo, M.-P. Arrizabalaga, C. Borderias and A. Owens (Ashgate Publishing, 2010).

**Odile Diaz Feliu**, agrégée d'Espagnol, est membre des laboratoires «Civilisations et Identités Culturelles Comparées» (CICC) à l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre de recherche sur l'Espagne contemporaine, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles (CREC) à l'Université de Paris 3 – Sorbonne Nouvelle. Ses recherches portent sur le roman contemporain en Espagne et sur le paysagisme. Elle a publié «Josefina Aldecoa et le concept de résilience mis en fiction: des personnages et des exils», *Actes du colloque international «Exils, Errances, Rencontres»* (2-5 décembre 2009) (<http://www.u-cergy.fr/article12950.html>).

**Margarida Durães** est professeure retraitée de l'Université du Minho à Braga, Portugal. Elle est aussi chercheur au Centro De Investigação Transdisciplinar Cultura, Espaço E Memória / Transdisciplinary Research Centre Culture, Space, Memory (CITCEM). Ses recherches portent sur l'histoire sociale de la famille et l'histoire des migrations. Elle a co-édité l'ouvrage *The Transmission of Well-Being. Gendered Marriage Strategies and Inheritance Systems in Europe (17th-20th Centuries)* avec A. Fauve-Chamoux, L. Ferrer et J. Kok (Peter Lang, 2010).



**Laurence Gouaux** est maître de conférences au Département d'anglais de l'Université de La Réunion et membre du CRLHOI (Centre de Recherches Littéraires et Historiques de l'Océan Indien). Sa recherche s'articule autour de quatre axes: la stylistique, la littérature indienne de langue anglaise, les mythes et spiritualités entre Orient et Occident dans la littérature, et les études genrées. Elle vient de publier «Masculinity, spirituality and roots: Wilfried N'Sondé's *Le Cœur des enfants léopardes*» dans *Masculinities in Twentieth- and Twenty-first Century French and Francophone Literature*, édité par E. Biegler Vandervoort (Cambridge University Press, 2011).

**Jean-Louis Guereña**, ancien membre de la Section Scientifique de la Casa de Velázquez, est professeur de Civilisation de l'Espagne Contemporaine à l'Université François-Rabelais – Tours et membre du Centre Interuniversitaire de Recherche sur l'Éducation et la Culture dans le Monde Ibérique et Ibéro-Américain (CIREMIA), dont il a été le cofondateur. Ses travaux portent sur l'histoire sociale et culturelle de l'Espagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Parmi ceux-ci, l'on peut noter *Socialidad, Cultura y Educación en Asturias bajo la restauración (1875-1900)* (Oviedo, Real Instituto de Estudios Asturianos, 2005).

**Catherine Jacques** est docteure en histoire, collaboratrice scientifique au Centre d'histoire du droit et d'anthropologie juridique de l'Université libre de Bruxelles. Sa thèse de doctorat porte sur «Les féministes et le changement social en Belgique (1918-1968). Programmes, stratégies et réseaux», dont la parution est prévue prochainement dans les Mémoires de l'Académie Royale de Belgique. Elle a codirigé *Le Siècle des féminismes* (2004) ainsi que le *Dictionnaire des femmes belges* (2006).

**Gertraud Langwiesner** est Licenciée en Politique Économique et Sociale à l'Université Catholique de Louvain, Belgique. Elle est actuellement Responsable Adjointe de l'Association Vie Féminine à Bruxelles, un mouvement féministe d'action interculturelle et sociale. Elle a par ailleurs publié un article «Les femmes 'sans papiers' dans le care» in *Genre et Migration. Revue du Centre Avec*, 85, 2008.

**Alexandre Mamarbachi** est doctorant à l'Institut des Sciences Sociales du Politique (ISP), Université Paris Ouest – Nanterre – La Défense. Ses domaines de recherche portent sur la sociologie historique des problèmes publics, de l'action publique, de l'action collective et des mouvements sociaux.

**Beatrice Moring** est chercheuse associée (Research Associate) au Cambridge Group for the History of Population and Social History, Cambridge (UK) et maître de conférences (Associate Professor) d'histoire sociale et économique à l'Université d'Helsinki (Finland). Ses recherches portent sur le genre, l'histoire de la famille et la démographie historique. Elle a récemment publié «Family earnings and institutional contributions to women's households in urban Sweden and Finland 1890-1910», in *Gender Inequalities, Households and the Production of Well-Being in Modern Europe*, édité par T. Addabo, M.-P. Arrizabalaga, C. Borderias et A. Owens (Ashgate, 2010).

**Sarah Pelletier-Pech**, hispaniste et agrégée d'Espagnol, est maître de conférences et membre du Centre de Recherche Espaces, Sociétés, Culture, à l'Université de Paris 13 Nord. Elle a obtenu son doctorat à l'Université Paris IV – Sorbonne. Elle est Lauréate du Prix Louis Forest Civilisations Etrangères. Son domaine de recherche est l'Espagne des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Elle a récemment publié «Le discours sur la relation de service en Espagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles: des modèles idéaux de comportement au constat d'une violence inévitable au sein du couple maître/domestique» dans *Servir* (L'Harmattan, à paraître fin 2011).

**Alice Primi** est Docteure en histoire de l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis et membre de l'association Mnémosyne pour le développement de l'histoire des femmes et du genre. Ses recherches portent sur la dimension genrée des rapports de pouvoir en France et en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a publié *Femmes de Progrès. Françaises et Allemandes engagées dans leur siècle (1848-1870)* (Presses Universitaires de Rennes, collection Archives du Féminisme, 2010).

**Fatma Ramdani** est maître de conférences à l'Université Paris 13 Nord et membre du CRIDAF (Centre de Recherches Interculturelles sur les Domaines Anglophones et Francophones). Elle s'intéresse à la question

féminine dans une perspective historique et comparatiste. Elle travaille sur les mobilisations féministes transnationales et leurs contextes et espaces nationaux, leurs interactions et influences réciproques. Elle a publié «The Changing American Discourse on Gender at the United Nations» dans *The Foreign Political Discourse in the United Kingdom and the United States in the 'New World Order'* dirigé par L. Maguire (Cambridge Scholars Publishing, 2009).

**Virginie Rozée** est docteure en sociologie et post-doctorante à l'Institut National d'Etudes Démographiques, associée au Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine à Paris. Ses recherches portent sur les questions de genre et de santé reproductive. Après une thèse sur l'application de la CEDAW en Amérique latine publiée dans *Cahiers des Amériques latines* (53, 2008) et *Cahiers du Genre* (46, 2009), elle s'intéresse aujourd'hui aux circuits transnationaux de l'assistance médicale à la procréation en Europe.

**Angelika E. Sauer** est Professeure d'histoire et directrice du département d'histoire à Texas Lutheran University (USA). Depuis quelques années, ses recherches portent sur les migrations dans et vers l'Amérique du Nord. Elle a écrit «The Construction of Borders: Building North American Nations, Building a Continental Perimeter, 1890s–1920s» et «1867 and All That... Teaching the American Survey as Continental North American History», deux chapîtres dans *Migrants and Migration in Modern North America: Cross-Border Lives, Labor Markets, and Politics*, édité par D. Hoerder and N. Faires (Duke University Press, 2011).

**Sølvi Sogner** est Professeure émérite en histoire à l'Université d'Oslo en Norvège. Depuis plus de trente ans, elle publie de nombreux articles de référence dans les pays nordiques dans les domaines suivants: démographie historique, histoire de la famille, histoire des femmes, histoire de la criminologie. Son article le plus récent s'intitule «The Norwegian stem family: myth or reality?» publié dans *The Stem Family in Eurasian Perspective. Revisiting House Societies, 17th-20th centuries*, édité par A. Fauve-Chamoux et E. Ochiai (Peter Lang, 2009).

**Mercedes Yusta**, agrégée d'Espagnol et docteure en Histoire (Université de Saragosse) et en Etudes Hispaniques (Université de Paris 8), est Professeure à l'Université Paris 8. Elle est responsable de l'axe de recherche ERESCEC (Sociétés et Cultures de l'Espagne Contemporaine) du Laboratoire d'Etudes Romanes (LER) de l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis. Ses travaux portent principalement sur la résistance contre la dictature de Franco et sur l'antifascisme féminin. Sa dernière publication est la monographie intitulée *Madres Coraje contra Franco. La Unión de Mujeres Españolas en Francia, del antifascismo a la guerra fría* (Cátedra, 2009).